



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 49979 2

117

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES
HAUTES-ALPES

DIXIÈME ANNÉE



G A P
AU SECRÉTARIAT DE LA *SOCIÉTÉ D'ÉTUDES*
A L'HÔTEL DE LA PRÉFECTURE
1891

DC
611
.A553
S8

GAP, IMPRIMERIE JOUGLARD PÈRE ET FILS.

20

Dunning
Nighoff
10-21-26
13603

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉTUDES
DES HAUTES-ALPES
AU 1^{er} JANVIER 1891.

Membres d'Honneur.

M. LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT.
Mgr L'ÉVÊQUE DU DIOCÈSE.
M. LE GÉNÉRAL commandant la Subdivision.
M. LE MAIRE DE LA VILLE DE GAP.

Membres fondateurs.

MADEMOISELLE

LAVALETTE (Fanny de), à Guillestre.

MESSIEURS

AMAT, ✱ ancien conseiller général, président honoraire
de la Société d'Études, à Gap.
ARNAUD (François), licencié en droit, notaire à Barcelon-
nette (Basses-Alpes).
BERTHELOT, ✱, ancien vice-président du Conseil géné-
ral, à Guillestre, † 26 avril 1882.
BLANC (Xavier), sénateur des Hautes-Alpes, rue de Fleu-
rus, 1, à Paris.
BLANCHARD-CHANCEL (Le Dr Raphaël), professeur
agréé à la Faculté de médecine de Paris, secrétaire
général de la *Société zoologique de France*, rue du
Luxembourg, 32, à Paris.
BLANCHARD (Zéphyrin), chanoine, vicaire général,
ancien supérieur du grand Séminaire, à Gap.
CHANCEL (Évariste), ✱, ancien député, à Briançon, † 11
juillet 1882.

CLAPIER, propriétaire, à Chabestan.

DUPONT-DELPORTE, ingénieur des Chemins de fer
P.-L.-M., à Gap.

FLOURENS, O. ✱, ancien ministre des Affaires étrangères, député des Hautes-Alpes, à Paris.

GOUZOT (Mgr), ✱, anc. évêque de Gap, archevêque d'Auch.

GUILBERT (S. Em. le cardinal), O. ✱, ancien évêque de Gap et d'Amiens, archevêque de Bordeaux, † à Gap, 15 août 1889.

JACQUENET (Mgr), ancien évêque de Gap, évêque d'Amiens (Somme).

LAURENÇON, député des Hautes-Alpes, à Paris.

LAVALETTE (A. de), C. ✱, intendant militaire, à Guillestre, † 16 décembre 1888.

MARCELLIN (J.-E.), ✱, sculpteur, boul. St-Jacques, 67, à Paris, † 22 juin 1884.

PALLIAS (Honoré), ancien membre du Conseil général des Hautes-Alpes, rue Centrale, 31, à Lyon.

TEISSIER, avocat, à Gap, † 25 août 1883.

TOURNIER, pasteur en retraite, à Pressy-Vendœuvre, près Genève (Suisse).

SANIAL DU FAY, ✱, ancien préfet, rue de Grenelle, 35, à Paris.

Membres honoraires.

MESSIEURS

BERLUC-PERUSSIS (L. de), ancien président de l'*Académie d'Aix*, rue Cardinal, à Aix.

BLANCARD, archiviste en chef des Bouches-du-Rhône, à Marseille.

CHANTRE (Ernest), sous-directeur du *Muséum d'histoire naturelle*, à Lyon.

CHEVALIER (chan. Ulysse), correspondant de l'Institut, à Romans (Drôme).

DAMAS, principal du collège de Gap en retraite, boul. Victor-Hugo, 23, à Nevers.

DELISLE (Léopold), membre de l'Institut, administrateur général de la Bibliothèque nationale, à Paris.

FERAUD (l'abbé), président d'honneur de la *Société scientifique et littéraire des Basses-Alpes*, à Sièyes, près Digne.

JESSÉ-CHARLEVAL (le marquis de), président du Conseil d'administration de la *Revue de Marseille et de Provence*, rue Bréteuil, 10, à Marseille.

ROCHAS-D'AIGLUN (A. de), lieutenant-colonel, administrateur de l'École Polytechnique, à Paris.

ROZIÈRE (E. de), membre de l'Institut, sénateur, ancien inspecteur général des archives, rue Lincoln, 8, Paris.

TAMIZEY DE LARROQUE (Phil.), correspondant de l'Institut, membre non résidant du Comité des Travaux historiques, à Gontaud (Lot-et-Garonne).

Membres titulaires.

MESDAMES

ABEL DE CHEVALLET (d'), boul. Malesherbes, 157, Paris

AUBRIOT DE LA PALME (comtesse Lucie), à Gap.

BLANC (Mathilde), rentière, à Gap.

CHANCEL (Évariste), rentière, à Briançon.

CHANCEL (Marius), au château de Saint-Léon, à Cannes.

FERRARY-JULIEN (Amélie), à Embrun.

GAIGNAIRE, rentière, à Gap.

JAUBERT, rentière, à Remollon.

LA MAZELIÈRE (marquise de), rue Barbey de Jouy, 40, Paris.

PASCAL, rue Sextier, 34, à Avignon.

MESSIEURS

ALBERT (Arist.), receveur municipal de la ville, à Grenoble.

ALBERT, chanoine honoraire, supérieur des Missionnaires de N.-D. du Laus.

ALLARD-THÉUS, avocat, à Gap.

ALLIER, contrôleur d'administration de 1^{re} classe de l'armée, à Gap.

ALLIER, directeur de l'école pratique d'agriculture et d'irrigation, à Avignon.

ALLUIN, capitaine en retraite, à Gap.

ALPHAND, ingénieur en chef des travaux de la ville de
Paris, 1, boulevard Beau-Séjour, Passy-Paris.

ANDRÉ, capitaine au 96^e de ligne, à Lyon.

ANDRÉ, conducteur princ. des ponts et chaussées, à Gap.

ARDUIN (Auguste), pharmacien, maire d'Embrun.

ARMAND (l'abbé), curé, à Barret-le-Bas.

AUDIER (A.), quartier Champfleury, à Avignon.

AUDOYER, directeur de l'usine Ste-Catherine, à Briançon.

AUGIER (Aug.), fabricant de chaux hydraulique, à Serres.

AUGIER, conseiller général, à Barillonnette.

AUGIER (l'abbé Ern.), vicaire, à Embrun.

AUGIER, docteur en théologie, curé, à St-André-de-Rosans.

AYASSE, docteur en médecine, à Gap.

AYMARD DE CHATEAURENARD (marquis d'), rue de Varenne,
65, à Paris.

BAILLE, au château du Rivail, à Saint-Jean-Saint-Nicolas.

BAILLE, capitaine au 112^e de ligne, chevalier de la Légion
d'honneur, à Antibes.

BARBARIN (Emmanuel de), rue de Rome, 68, à Marseille.

BARDE, négociant, à Gap.

BEAUREGARD DE CHEVREUSE (Constantin), directeur des
postes et télégraphes, à Mont-de-Marsan.

BELLET (Mgr Charles), à Tain (Drôme).

BÉMER (Jean), capitaine de gendarmerie, à Gap.

BERAUD, juge au tribunal de Gap.

BERGE (l'abbé), ancien supérieur des missionnaires de
Notre-Dame-du-Laus, vicaire général, à Gap.

BERNADOU (Son Em. le cardinal), ancien évêque de Gap,
archevêque de Sens (Yonne).

BERTRAND (Ferdinand), notaire à Gap.

BERTRAND (Léon), notaire à Gap.

BÉTHOUX (l'abbé), curé à St-Michel, près la Salette (Isère).

BEZ (l'abbé), curé, à La Salle-les-Alpes.

BIBLIOTHÈQUE des *Archives de l'Isère*, à Grenoble.

BIBLIOTHÈQUE de la *Ville* de Grenoble.

BILLECARD, inspecteur des forêts, à Gap.

BLAIN (Jean), architecte de la ville, à Gap.

BLANC (l'abbé Irénée), curé archiprêtre de Chorges.

BONNIARD, fils, banquier, à Embrun.

BONNIARD, rentier, à Aiguilles.

BONNIOT (V. de), chanoine tit., rue de Rennes, 76, à Paris.

BONNIOT (Auguste de), chan. hon. de Gap, curé de St-Denys-de-la-Chapelle, à Paris.

BOREL (l'abbé A.), curé-archiprêtre, à La Bâtie-Neuve.

BOREL (l'abbé Henri), curé, à Mont-Dauphin.

BOUCHIÉ DE BELLE, conseiller général des Hautes-Alpes, avocat au conseil d'État, rue Miromesnil, 19, à Paris.

BOUFFIER (Amédée de), rue Fornerie, 17, à Valence.

BOYER (l'abbé), curé à Chaillol.

BRAUN, ancien trésorier-payeur général des Hautes-Alpes, trésorier-général à Lons-le-Saulnier (Jura).

BRU (Th. de), directeur des contributions directes et du cadastre des Hautes-Alpes, à Gap.

BRUN-HODOUL, avoué, à Embrun.

BUÈS, curé des Alberts, près Briançon.

BURLE, contrôleur principal des contributions directes, rue Saint-Joseph, 49, Lyon.

BURLE (Félix), ingénieur, conducteur de travaux à la Société générale des Chemins de fer économiques, place du Collège, Vienne (Isère).

BURLE (Jules), fabricant de draps, place du Collège, Vienne (Isère).

BUTLER (William Ellison), docteur de l'Université d'Oxford, au château des Tancs, à Valsérres.

CADORET, professeur départemental d'agriculture, à Gap.

CAFFAREL (l'abbé), supérieur du grand séminaire, à Gap.

CAIS DE PIERLAS (Comte), via della Rocca, 13, Turin.

CALLANDRE, conservateur des hypothèques, à Gap.

CARLE (Louis), juge de paix en retraite, à Tallard.

CASTELLI (Charles), entrepreneur, à Gap.

CHABRAND, docteur en médecine, rue Abbé de la Salle, 16, à Grenoble.

CHANCEL (Alph.) ingénieur des ponts et chaussées, conseiller général des Hautes-Alpes, rue Vézelay, 10, à Paris.

CHANCEL (Edmond), 162, boul. Malesherbes, à Paris.

CHAPER (Eugène), ancien député de l'Isère, rue Villars, 10, à Grenoble.

CHAUDIER, architecte du départ. des Hautes-Alpes, à Gap

CHAUTARD (Joseph), vétérinaire, inspecteur-chef du service sanitaire, à Modane (Savoie).

CHAUVET (Jph), avocat, place Sainte-Claire, 5, à Grenoble.

CHEVALIER, docteur en médecine, place Saint-Michel, 3, à Marseille.

CLAVEL, chef de division à la préfecture, à Gap.

COLLÈGE de Briançon.

COLLOT (Louis), professeur à la Faculté des sciences, à Dijon (Côte-d'Or).

CONTIER, major au 7^e d'infanterie, à Cahors (Lot).

COOLIDGE (Rev. W.-A.-B), à Oxford (Angleterre).

CORRÉARD, général de division, rue de France, 60, à Nice.

CORRÉARD (Hipp.), colonel du 25^e de ligne, à Cherbourg.

COURTIL (Marius), comptable de l'entreprise de la cathédrale, à Gap.

CROZET (Ernest de), 27, rue de la Rotonde, à Marseille.

DAVIN, aumônier de la Providence, à Gap.

DAVIN (François-Joseph), conducteur des ponts-et-chaussées, à Gap.

DAVIN (Martial), chef de bureau adjoint au Ministère de la marine, rue Louis-Philippe, 9, à Neuilly (Seine).

DELSERIÈS, professeur à l'École normale, à Gap.

DEVÈZE, colonel du génie en retraite, à Grenoble.

DIOQUE (Balthazar), percepteur en retraite, à Tallard.

DIOQUE (Désiré), juge d'instruction, à Embrun.

DORCHE, percepteur, à St-Bonnet-en-Champsaur.

DUBOIS-GUCHAN (Gaston), ancien élève-pensionnaire de l'École des Chartes, à Sées (Orne).

DUHAMEL (Henri), vice-président de la section du *Club Alpin Français* de l'Isère, à Gières, près Grenoble.

DULTIER, chevalier de la Légion d'honneur, à Montmorin.

DUMAS, insp^r des Contributions directes en retraite, à Gap.

DUPUIS (G.), chef de bureau à la préfecture, à Gap.

ÉBERLIN, pharmacien, 1, boul. la Madeleine, à Marseille.

ESCALE (Hippolyte), notaire, à Briançon.

ESPIÉ, directeur de l'enregistrement, à Privas (Ardèche).

EUZIÈRE, avocat, conseiller général, maire de Gap, député des Hautes-Alpes, à Paris.

FABRE, notaire, conseiller d'arrond., à Guillestre.

- FALQUE (Chaffrey), 3. cité Magenta, à Paris.
- FAURE (Ernest), négociant, rue Bab-Azoun, à Alger.
- FAURE-GEORS (l'abbé), curé, à Montmorin.
- FAURE (H.), directeur des postes et télégraphes, à Guéret.
- FAURE (Joseph), avoué, à Gap.
- FAURE (Léon), pharmacien, conseiller d'arrond., à Gap.
- FAURE, pharmacien, ancien maire de la ville de Briançon.
- FAZY (l'abbé), curé, à Sigottier.
- FIARD, capitaine en retraite, à Gap.
- FIKELSCHERER, docteur en médecine, à Briançon.
- FILLET (l'abbé), curé, à Alex (Drôme).
- FINAT, pharmacien, à Gap.
- FORTOUL, curé-archiprêtre, à Tallard.
- FOURNIER, marchand de tableaux, rue de la République, 45, à Lyon.
- GAILLAUD, chanoine, archiprêtre de la Cathédrale, à Gap.
- GANDOULF, principal du Collège, à Privas (Ardèche).
- GARCIN, photographe, rue Childebert, 50, à Lyon.
- GARNIER (Aug.), négociant, place Saint-Nizier, 5, à Lyon.
- GARNIER (Maurice), ancien député, place Vintimille, 6, à Paris.
- GARNIER (Jules), agent-voyer cantonal, à Gap.
- GAUTIER, directeur des postes et télégr. en retraite, à Gap.
- GAY, chan. honor., directeur au Grand-Séminaire, à Gap.
- GIRAUD, docteur en médecine, ancien conseiller général des Hautes-Alpes, à Gap.
- GIVAUDAN (Ferdinand), à Cordoba (Républ. Argentine).
- GONNET (Aimé), avocat près la Cour d'appel, rue Bayard, 17, à Grenoble.
- GONZALÈS (Edouard), buffet de la gare, à Mâcon.
- GORLIER, conseiller d'arrond., rue des Archives, 49, à Paris.
- GRANDIDIER, ing^r en chef des ponts et chaussées, à Gap.
- GRIMAUD (E.), conseiller à la Cour d'appel, à Grenoble.
- GRIMAUD, ancien député, président de la Commission départementale des Hautes-Alpes, à St-Bonnet-en-Champsaur.
- GUÉRIN (l'abbé), chan. hon., curé-archiprêtre, à Embrun.
- GUILLAUME (Frédéric), employé au service de la voirie, rue de Bonnel, 50, à Lyon.

- GUILLAUME (Paul), chan. hon., correspondant du Ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.
- GUILLAUME (Paul-Casimir), libraire, rue Sussex, 455, Ottawa (Canada).
- GUILLEMIN (Paul), inspecteur général de la navigation et des ports de la Seine, boul. St-Germain, 38, à Paris.
- GUINIER, inspecteur des forêts, à Annecy (Haute-Savoie).
- HECKER (Philippe), chef de section du chemin de fer P. L. M., à Oyonnax (Ain).
- HONNORAT (D.-S.), chef de section à la construction des chemins de fer P. L. M., rue Tabareau, 1, à Lyon.
- HUGUES, avocat, à Gap.
- IMBARD (François), conducteur principal des ponts et chaussées, trésorier de la *Société d'Études*, rue Grenette, 4, à Gap.
- IMBERT, licencié en droit, notaire, à Embrun.
- ITIER (Jules), conseiller général des Hautes-Alpes, avocat, à Montpellier (Hérault).
- JACQUES (Léon), docteur en médecine, à Saint-Bonnet-en-Champsaur.
- JEAN (Ferréol), négociant, à Gap.
- JEAN (Louis), libraire, place Jean Marcellin, à Gap.
- JOUBERT, vicaire général de Gap, de Sens et d'Amiens, à la Trappe d'Aiguebelle, près Grignan (Drôme).
- JOUFFRAY, chef d'escadron d'Artillerie, adjoint à la manufacture d'armes de Saint-Étienne.
- JOUGLARD (Eugène), imprimeur, directeur du *Courrier des Alpes*, à Gap.
- JOUGLARD (Sosthène), vice-président du tribunal civil, à Valence (Drôme).
- JOUGLARD, conseiller général, notaire, à Gap.
- JOURDAN (Camille), propriétaire, au Serre-de-la-Croix, près Veynes.
- JOUE, chanoine titulaire, à Gap.
- JULIANY (Joseph), négociant, à Manosque (Basses-Alpes).
- JULLEN, sous-inspecteur de l'Enregistrement, à Lure (Haute-Saône).

- JULLIEN (Victor), contrôleur des douanes, ancien membre du Conseil général des Hautes-Alpes, à Lagrand.
- LABASTIE (Auguste), président du tribunal civil, à Gap.
- LADOUCETTE (Étienne de), député des Ardennes, place Vendôme, 8, à Paris.
- LAFONT (de), ingénieur en chef des ponts et chaussées en retraite, à Bourges.
- LAGIER (Auguste), surveillant général au Collège, à Gap.
- LAGIER, chan. hon. curé-archiprêtre, à Aspres-sur-Buëch.
- LAMORTE (Adolphe), rue de la Bourse, 4, à Paris.
- LANNES, capitaine des douanes en retraite, à Briançon.
- LAUGIER (Joseph), négociant, à Gap.
- LATY (Albert), ancien notaire, à Gap.
- LÉAUTIER, archiviste des bureaux d'État major, à Gap.
- LEMAITRE, intendant militaire en retraite, à Gap.
- LEMAS, ancien secrétaire général des Hautes-Alpes, sous-préfet, à Fougères (Ille-et-Vilaine).
- LÉOUFFRE, docteur en médecine, à Bois-Ste-Marie, par La Clayette (Saône-et-Loire).
- LÉOUFFRE (Louis), propriétaire, à Gap.
- LÉOTIER, inspecteur de l'Enseignement primaire en retraite, à Digne (Basses-Alpes).
- LÉPINE, chanoine, vicaire général, à Gap.
- LESBROS (abbé), curé, à Bruis.
- LESBROS, major de 1^{re} classe au 80^e de Ligne, à Tulle (Corrèze).
- LIOTARD (Alfred), avoué, ancien conseiller général des Basses-Alpes, à Gap.
- LORDEREAU, ingén^r en chef des ponts et chaussées, au Puy.
- LURIOX DE L'ÉGOUTAIL (Roger de), avocat, rue du Perron, 24, à Besançon (Doubs).
- MANGAREL, chef de division hono^{re} de la Préfecture, à Gap.
- MARCELLOF, rentier, à Ribiers.
- MARCHAND, pasteur, à Aspres-sur-Buëch.
- MARIN, agent-voyer d'arrondissement, à Embrun.
- MARIN-TABOURET, chan. hon., directeur au grand Séminaire, à Gap.
- MARROU (Ferdinand), maître ès arts pour l'architecture en métaux repoussés, rue St-Nicolas, 59, à Rouen.

- MARTIN (David), conservateur du Musée, professeur au collège de Gap.
- MARTIN (Gabriel), pharmacien de 1^{re} classe, 35, rue des Amandiers, à Paris.
- MARTIN, curé-archiprêtre, à St-Étienne-en-Dévoluy.
- MASIMBERT, secrétaire de la *Société des Touristes du Dauphiné*, rue Bayard, 2, à Grenoble.
- MATHIEU, secrétaire de la Mairie, à Guillestre.
- MAUREL (l'abbé M.-S.), curé de Château-Arnoux (Basses-Alpes).
- MAX-COEN et Sohn, libraires, Kaiserplatz, 18, à Bonn (Allemagne).
- MEIFFRE (A.), cité Magenta, 3, à Paris.
- MEIFFRE (Chaffrey), négociant, cité Magenta, 3, à Paris.
- MEIFFRE (Ernest), rue Martel, 6, à Paris.
- MEYER (F.-A.), avoué, à Briançon.
- MEYER, inspecteur d'Académie, à Gap.
- MONDET (Émile), officier d'Académie, principal du Collège, à Bonneville (Haute-Savoie).
- MONDET, pharmacien, à Gap.
- MONNIER, directeur de la fabrique de produits céramiques, à Gap.
- MORGAN (J.), agent des postes en retraite, à La Chaup-Condillac (Drôme).
- MOTTE (l'abbé J.-P.), vicaire de la cathédrale, à Gap.
- MOURRE, receveur des contributions directes, à Ribiers.
- NICOLAS, conseiller général, juge de paix, à Grenoble.
- OLLIVIER (Auguste), employé de la préfecture, à Gap.
- OLLIVIER (Laurent), négociant, à Gap.
- OLPHE-GALLIARD (Léon), propriétaire, à Hendaye (Basses-Pyrénées).
- PARIS, ingénieur des ponts et chaussées, à Gap.
- PASCAL (abbé Germain), curé, à Lagrand.
- PAVIE, conseiller général, maire de Savines.
- PELLOUX (Félix), rue Consolat, 170, à Marseille.
- PÉRIER (Ennemond), avoué à la Cour d'appel, rue Saint-André, 3, à Grenoble.
- PICHOU (Polycarpe), conducteur de travaux des chemins de fer P. L. M., en gare, à Nice (Alpes Mar.).

PIFFARD (Bernard), Will Housse, Redbourn Road, Hemel Hempsted, Herts (Angleterre).

PINET DE MANTEYER (Léon), rentier, à Gap.

PINET DE MANTEYER (Georges), étudiant en droit, à Gap.

PIOLLET, substitut du Procureur général, à Grenoble.

PIROSSIN (l'abbé L.), curé en retraite, à Embrun.

PISANÇON (le marquis de), à Pisançon, par Bourg-de-Péage (Drôme).

PROVANA DI COLLEGNO (le comte François-Xavier), rue Bogino, 16, à Turin (Italie).

PROVANSAL (Alfred), conseiller général des Hautes-Alpes, notaire, à Laragne.

PRAT, conseiller général, maire de La-Salle-lès-Alpes.

PRUNIÈRES (comte), ancien conseiller général, à Prunières.

QUEYRAS, conseiller général, à la Roche-de-Rame.

RAVOUX, curé-archiprêtre, à Vitrolles.

REPELIN, chanoine titulaire, à Gap.

REY (R.), agrégé de l'Université, inspecteur d'Académie, à Avignon.

REY (l'abbé), à N.-D. de Sion, Vézelize (Meurthe-et-Mos.).

REYNAUD, professeur à l'École normale, à Privas.

RICHAUD, imprimeur libraire, directeur de l'*Annuaire*, à Gap.

RICHARD (Jean-Antoine), vétérinaire, à Aiguilles.

RIPERT DE MONCLAR (le marquis de), consul général de France, à Amsterdam (Hollande).

RIPPERT (l'abbé), curé archiprêtre, à Serres.

RISPAUD, chef d'État major du Gouverneur, quai de Bondy, 17, à Lyon.

ROBERT (Alfred), fondé de pouvoirs du Trésorier-payeur général, à Gap.

ROCHE (Achille), architecte, inspecteur diocésain, à Gap.

ROCHE (Célestin), agent-voyer d'arrondissement, à Gap.

ROMAN, avocat, correspondant du Ministère de l'Instruction publique, au château de Picomtal, près Embrun.

ROMIEU, professeur à l'École normale, à Gap.

ROUX, chanoine honoraire, curé archiprêtre, à Briançon.

ROUX (Gustave), docteur en droit, ancien magistrat, rue Vaucanson, 2, à Grenoble.

ROZAN (le docteur), conseiller général des Hautes-Alpes,
au Château-Queyras.

RUA (l'abbé), curé titulaire, à Aiguilles.

RUELLE, rue d'Amsterdam, 71, à Paris,

SAINT-MARCEL-EYSSERIC, ancien magistrat, à Sisteron.

SALLE, agent-voyer cantonal, à Gap.

SARRAZIN (Jean), homme de lettres, quai de la Charité, 6,
à Lyon.

SENTIS (Henri), professeur de physique au Lycée, place
Ste-Claire, 14, à Grenoble.

SERRE (l'abbé) professeur de philosophie, à Mongré de
Villefranche (Rhône).

SIBOUR (Ernest), propriétaire à Puymaure, près Gap.

SIGNORET (Jules), juge de paix, à Savines.

SUPÉRIEUR (le) du petit Séminaire, à Embrun.

TAPIOT (Louis), conduct' des ponts et chaussées, à Gap.

TEISSIER, docteur en droit, avocat, à Gap.

TEMPLIER (l'abbé), professeur de philosophie au petit
Séminaire, à Embrun,

THÉVENARD, agent-voyer en chef, à Gap.

THOUMAZOU, intendant de 1^{re} classe, au Ministère de la
Guerre, à Paris.

TOUR-DU-PIN-CHAMBLY LA CHARCE (baron de la), boulevard
Delorme, 26, à Nantes (Loire-Inférieure).

TOUR-DU-PIN LA CHARCE (comte de la), rue St-Antoine, 26,
à Versailles.

TOY-RIONT (Marius), rue Nationale, 51, à Marseille.

TURLIN (E.), conducteur des ponts et chaussées, à Gap.

VAGNAT, docteur en médecine, conseiller général, maire
de Briançon.

VALENTIN, vicaire général, ancien supérieur du grand
Séminaire, à Notre-Dame du Laus.

VALLENTIN (Ludovic), juge, vice-président de la *Société
départementale d'Archéologie et de Statistique de
la Drôme*, à Montélimar (Drôme).

VALLENTIN Roger), receveur des domaines, à Saint-Péray
(Ardèche).

VAILLIER (Gustave), conservateur honoraire du médaillier
de la ville de Grenoble.

VERNET (Oscar), ancien préfet des Hautes-Alpes, préfet honoraire, à Bourdeaux (Drôme).

VIAL, capitaine en retraite, à l'Épine.

VIALLET, ingénieur, rue de l'Échirolle, à Grenoble.

VILLAN (Joseph), adjoint au maire, à Aiguilles.

VINGTRINIER (Aimé), bibliothécaire de la ville de Lyon.

Bibliothèques des Hautes-Alpes abonnées.

Bibliothèque de l'École normale des filles, à Gap.

Bibliothèque de l'École normale des garçons, à Gap.

Bibliothèque de l'École communale d'Aspres-sur-Buëch.

Bibliothèque des frères des Écoles chrétiennes, à Gap.

Bibliothèque du couvent de Saint-Joseph, à Gap.

Bibliothèques communales : d'Embrun et de Sigoyer.

Bibliothèques paroissiales : d'Abriès, Châteauroux-Saint-Irénée, Neffes et Remollon.

Bibliothèques pédagogiques : d'Aiguilles, l'Argentière, Aspres-Sur-Buëch, Barcelonnette, La Bâtie-Neuve, Briançon, Chorges, Embrun, Gap, Guillestre, La Grave, Laragne, Le Monétier-de-Briançon, Orcières, Orpierre, Rosans, Saint-Bonnet, Saint-Étienne-en-Dévoluy, Saint-Firmin, Savines, Serres, Tallard et Veynes.

ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

DES HAUTES-ALPES EN 1891.

BUREAU.

Président : M. BLANCHARD (Zéphyrin), chanoine titulaire, vicaire général, ancien supérieur du grand Séminaire, à Gap.

Vice-présidents : M. PARIS, ingénieur des ponts et chaussées, à Gap.

— M. DUPONT-DELPORTE, ingénieur des chemins de fer P.-L.-M., à Gap.

Secrétaire : M. GUILLAUME (chan. Paul), I. , correspondant du Ministère de l'Instruction publique, archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

Secrétaire-adjoint : M. Célestin ROCHE, agent-voyer d'arrondissement, à Gap.

Conservateur du Musée : M. David MARTIN, O. , professeur au Collège, à Gap.

Trésorier : M. F. IMBARD, conducteur principal des ponts et chaussées, chef de bureau de l'Ingénieur en chef, rue Grenette, 4, à Gap.

COMITÉ D'ADMINISTRATION.

MESSIEURS

DUMAS, inspecteur des Contributions directes en retraite, à Gap.

FIARD, , capitaine en retraite, à Gap.

GRANDIDIER, , ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, à Gap.

LÉOUFFRE (Louis), propriétaire, à Gap.

JOUGLARD, notaire, conseiller général des Hautes-Alpes, à Gap.

THÉVENARD, O. , agent-voyer en chef, à Gap.

COMITÉ DE PUBLICATION.

MESSIEURS

ANDRÉ, , conducteur principal des Ponts et Chaussées en retraite, à Gap.

BERGE, vicaire général du diocèse, à Gap,

BRU (Th. de), O. , directeur des Contributions directes et du Cadastre des Hautes-Alpes, à Gap.

MARTIN (David), O. , professeur au Collège, conservateur du Musée, à Gap.

MEYER, O. , inspecteur d'Académie, à Gap.

SIBOUR, propriétaire à Puy-Maure, près Gap.

COMITÉ CONSULTATIF.

MESSIEURS

HUGUES, avocat, à Gap.

LIOTARD, avocat, à Gap.

TEISSIER, avocat, à Gap.

LES ARMES

DE GUILLAUME FAREL



*A Monsieur l'abbé Guillaume, secrétaire
de la Société d'Études des Hautes-Alpes.*

Monsieur l'abbé et honoré confrère,

Lors de mon passage à Gap, dans les premiers jours du mois de novembre de 1889, nous causâmes un peu de tout et de plusieurs choses encore. Parmi ce *tout* et ces *choses*, nous évoquâmes, — votre mémoire vous le rappellera sans doute, — le souvenir de certain article publié par moi dans le *Bulletin de la Société d'Études*, dont il eut l'honneur d'ouvrir le volume de 1887¹, et par suite, — s'il m'en souvient pareillement, — ayant mis sur le tapis le sujet des armoiries de votre *aimable* compatriote, Guillaume Farel, vous me témoignâtes le désir de les connaître et, qui plus est, de les publier comme un complément de l'article numismatique que je vous avais donné à propos du Réformateur de Neuchâtel. Six mois se sont écoulés depuis ma visite, et, soit dit en passant, j'ai bien

¹ *Iconographie et numismatique des Dauphinois dignes de mémoire: Guillaume Farel.*

failli ne jamais vous écrire cette lettre, ni, par conséquent, — promettre et tenir étant deux, — satisfaire à la promesse que je vous avais imprudemment faite. Il est un âge, en effet, où la Sagesse commande de ne plus parler d'avenir,... et je l'avais oublié. Cet aveu fait en toute humilité, je relève la tête et j'ajoute que je suis fort heureux d'avoir désobéi aux prescriptions de la susdite Sagesse et que je viens m'exécuter le moins mal qu'il me sera possible.

Si je n'ai pu découvrir de médailles contemporaines du célèbre apôtre de la Réforme ¹, j'ai eu du moins la consolation de retrouver, grâce au frontispice d'une publication qui ne date que de la dernière moitié de ce siècle, les armes de Farel, telles du moins que les donne un vieil *Armorial* de Neuchâtel. J'en avais fait un dessin que, dans mes pérégrinations en Suisse, j'avais eu la maladresse d'égarer; mais j'eus recours à M. Bachelin, l'excellent correspondant à qui je dois tant de notes précieuses sur notre compatriote et son iconographie, et je reçus un *fac-simile* de ces armoiries.

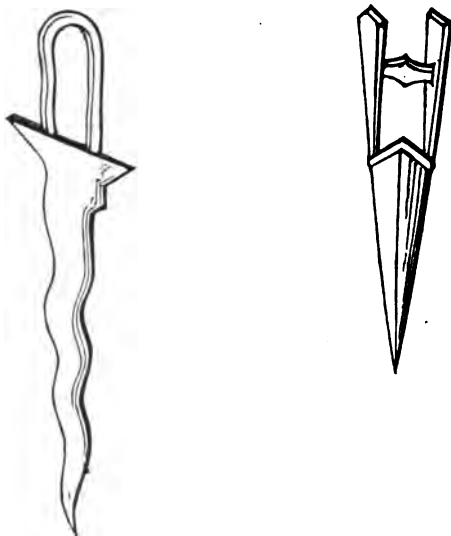
« Elles ont paru, m'écrivait mon honorable correspondant, sur le titre du *Vray Usage de la croix de Jésus-Christ* par Guillaume Farel ². On lit, dans l'avertissement au lecteur, les lignes suivantes : « Les armoiries qui figurent au frontispice de ce volume sont attribuées à Farel par un vieil armorial Neuchâtelois, et le portrait placé en regard a été gravé d'après un buste du temps, que possède actuellement notre bibliothèque ».

« Ces armoiries me paraissent être d'une très haute fantaisie; l'épée est probablement en rapport avec le mot affectionné de Farel : *La parole de Dieu est virante et plus pénétrante qu'un glaive à deux tranchants*. Seulement ce glaive est étrange, parce qu'il n'a jamais existé. On peut examiner toutes les collections d'armes possibles, on n'en trouvera pas de semblable, puisque la soie n'existe pas et qu'il n'y a pas de glaives sans soie. Il faut

¹ *Iconographie*, etc., p. 10 (p. 12 du tiré à part).

² Genève, Imprimerie de Jules-Guillaume Fick, 1865.

en excepter les *criss* javanais ou les *koultars* indous qui, vraisemblablement, n'étaient pas connus du réformateur.



« Je ne puis pas vous en dire davantage sur ce sujet; peut-être trouverez-vous l'explication vous-même.

« L'écu du dessin qui figure sur le volume, tel que je vous l'ai décalqué, n'a aucune espèce de style: c'est la composition d'un inexpérimenté en matière de blason. Je vous le rectifie sur la page ci-jointe¹... »

M. Bachelin est trop modeste et a trop bonne opinion de ses connaissances, quand il suppose que, plus habile que lui, je pourrai donner l'explication de la singularité de ce glaive. Il est vrai qu'il accompagne ces lignes d'un *peut-être* qui me plait, me rassure et me met à l'aise. Aussi me contenterai-je de penser qu'il en est *peut-être* de cette arme comme des lions à deux têtes ou à queues fourchues, et de tant d'autres conceptions bizarres ou

¹ Depuis l'envoi de cet article, j'ai appris la mort de mon aimable correspondant, M. Auguste Bachelin, décédé le 3 août dernier à Berne, où il venait de subir une opération. Qu'il me soit permis de me joindre ici à tous ses amis pour déplorer une perte aussi prématurée et aussi grande pour ses compatriotes et pour l'art.

6 août 1890.

G. V.

monstrueuses que nous offre l'étude du blason, qui ont eu pourtant leur raison d'être sans doute, mais dont le sens est perdu pour nous. Il peut en être de même de ce glaive singulier, dont la poignée est remplacée par une sorte de ganse ou d'anneau. Peut-être y a-t-il là une idée qui nous échappe ?...

Boileau nous l'a dit :

....Maint esprit fécond en rêveries
Inventa le blason avec les armoiries.

La science héraldique, en effet, ne consiste pas seulement à écrire ou à lire des caractères mystérieux ; elle est devenue, grâce aux commentateurs et aux savants de notre époque, une véritable cryptographie qui a ses chefs d'école et qu'ils ne peuvent plus déchiffrer eux-mêmes.

Pour ce qui est du dessin dans lequel M. Bachelin a rectifié la forme de l'écusson, quoique je le préfère cent fois à celui de l'*Armorial de Neuchâtel*, je me décide néanmoins à donner ce dernier, comme reproduction d'un monument ancien dont je veux respecter la forme, quelque peu archaïque qu'elle soit.

Enfin, pour la devise placée tout autour de l'écusson : QVID VOLO, NISI VT ARDEAT, elle me semble bien en rapport avec les idées du farouche sectaire : « *Que veux-je, sinon que ce glaive brûle !* » Allusion évidente au mot cher à Farel, cité plus haut, ou à quelque texte sacré du même genre. Et l'on remarquera que le dessinateur de ce singulier écusson paraît avoir eu l'intention de l'entourer de flammes servant de supports et de timbre. Le *Crois ou meurs* des Arabes n'offrait pas plus de tolérance.

Ces armoiries de Guillaume Farel me font penser au pape Jules II, à qui Michel-Ange présentait un projet de statue dans lequel il le représentait la main sur un livre : « *Uno libro ! Mai !* s'écria le souverain pontife en colère, *ma una spada !* » Pas un livre, mais une épée.

Veuillez, Monsieur l'abbé et honoré confrère, agréer l'assurance de mes sentiments les plus respectueux.

Grenoble, avril 1890.

G. VALLIER.

P.-S. — Toute lettre doit s'attendre à un *post-scriptum*. La mienne n'a pas failli à la loi commune, et je crains bien que les idées qu'elle renferme n'aient à souffrir de ce point de contact. Mais *amicus Plato, magis amica Veritas*, et je m'incline avec respect devant des explications meilleures que les miennes.

Donc mon article était écrit, lorsqu'un officieux correspondant genevois, — M. Eugène Ritter — que j'avais interrogé au sujet du sceau de Farel, m'a transmis une lettre de M. le docteur Herminjard, professeur à Lausanne, lettre dont je me fais un vrai plaisir de vous envoyer un extrait, tout en éprouvant le plus vif regret de ce qu'on n'ait pu y joindre le dessin d'un sceau authentique, malheureusement égaré. Cette lettre, du moins, est un excellent commentaire de ce sceau, que je me reprocherais de ne pas réunir à mon propre article qu'elle vient corriger et compléter en plus d'un point.

« La devise de Farel (*quid volo nisi vt ardeat*) ne fait pas allusion au glaive, mais aux flammes dont il est entouré. Cette devise est empruntée, en effet, de l'Évangile selon saint St Luc (XII, 49): « *Ignem veni mittere in terram, et quid volo nisi ut accendatur?* » (Traduction de la vulgate).

« Au lieu d'un écusson entouré de flammes, chargé d'un glaive, les éditeurs de la réimpression du « *Vray usage de la croix de J.-C.* », auraient mieux fait, me semble-t-il, de reproduire en fine gravure neuchâteloise — et avec ses proportions exactes — le cachet de Guillaume Farel, qui porte, au milieu d'un petit cercle, un glaive court, forme poignard, entouré de flammes. Sur l'exergue est la devise en petites majuscules.

« Il se peut que Farel ait imité en ceci la marque de son ami, l'imprimeur Jⁿ Gérard, marque bien connue à Genève, et qui porte une épée entourée de flammes et tenue par une main sortant des nuages¹. La devise de l'imprimeur : « *Non veni pacem mittere in terram sed*

¹ « Réflexion faite, je serais disposé à croire que c'est plutôt Gérard qui a été l'imitateur. »

gladium » (Matthieu, X, 34) convenait mieux à son entreprise ; celle de Farel, au zèle ardent du Réformateur. Mais Gérard rappelle souvent les deux passages symbolisés et combinés dans sa marque, en plaçant au-dessous : « Luc, XII ». Farel aussi combine les deux passages susdits, mais il lui suffisait de citer la partie la plus significative du second, et la dimension d'un cachet n'admettait qu'un glaive court.... »

Dans une note antérieure à cette lettre, M. Herminjard avait annoncé qu'il se proposait d'envoyer une imitation à peu près exacte du cachet de Farel, mais qu'il avait en vain cherché ce dessin dans ses papiers. Il se bornait dès lors à dire qu'il représente un glaive et que la nappe de flammes qui naît au-dessous de la poignée et s'élève jusqu'à la pointe (ce qui me fait supposer qu'au rebours de notre sceau, ce glaive est placé la pointe en l'air) est très artistement rendue.

G. V.

LE DILUVIUM ET LA PÉRIODE GLACIAIRE DANS LES HAUTES-ALPES¹.

(Suite)

La nappe de cailloux roulés qui porte l'erratique et qu'on désigne sous le nom assez vague d'*alluvions anciennes*, n'a pas moins de 134 mètres de puissance à Mont-Dauphin, où les érosions de la Durance n'ont pas atteint la vieille roche qui lui sert de substratum.

L'absence de toute couche de limon dans l'intérieur et à la base des alluvions anciennes exclue toute idée de lac préexistant. Malgré la disposition confuse de ces graviers anciens, on peut constater cependant, grâce à l'orientation des cailloux, et à la présence de couches de matériaux moins grossiers, la direction du courant qui les a

¹ Voir les *Bulletins* de janvier, avril, juillet, octobre, novembre et décembre 1890, p. 49, 123, 173, 332, et de janvier 1890, p. 40.

amenés. Toutes les couches plongent à l'aval avec une pente à peu près égale à celle de la Durance actuelle.

Cette constatation a son importance : elle prouve que le sol de la vallée n'a pas subi d'oscillations appréciables depuis les temps reculés pendant lesquels s'est formé ce dépôt.

Pour apprécier la puissance du courant diluvien, comparons la grosseur des galets transportés jusqu'à la Crau, et même au-delà par la Durance diluvienne, avec le volume de ceux qu'elle y porte aujourd'hui.

VOLUME DES GALETS TRANSPORTÉS PAR LA DURANCE ACTUELLE.

Il est facile de constater que les galets roulés par la Durance sont de plus en plus petits à mesure qu'on descend son cours depuis son origine jusqu'à son confluent avec le Rhône.

Et si la Durance ne recevait pas de nouveaux matériaux de ses divers affluents, si surtout elle n'empruntait pas aux alluvions anciennes qui constituent ses berges sur de grandes étendues, les matériaux qu'elle porte seraient bien vite réduits, et on constaterait à Sisteron déjà que les plus gros cailloux de son lit ne dépasseraient pas la grosseur du poing.

Toutefois, malgré les emprunts fréquents qu'elle fait à ses rives, on ne trouve plus à Pertuis, dans ses délaissés, que de menus graviers et des limons. Entre Cadenet et Malemort, je n'ai rencontré sur le large lit de la Durance qu'un galet haut alpin de quelque grosseur : c'était une euphotide verte du Gondran, ayant la forme d'un reste de savonnette de 3 à 4 centimètres de grand axe sur un centimètre d'épaisseur.

De Cadenet au Rhône elle ne transporte guère que du sable et des limons. Et cependant la masse des eaux apportées dans le Rhône par la Durance, dans ses grosses crues, est évaluée par E. Reclus comme égale au débit ordinaire de tous les cours d'eau de France, et ce géographe ne craint même pas d'estimer le débit de ce furieux torrent au chiffre invraisemblable de quarante mille mètres cubes d'eau à la seconde, dans les crues exceptionnelles.

VOLUME DES GALETS TRANSPORTÉS
PAR LA DURANCE DILUVIENNE.

Si la Durance actuelle, avec un débit aussi considérable et un courant aussi rapide, ne roule jusqu'au Rhône ¹ que des matériaux si menus, quelle ne dut pas être l'impétuosité de la Durance quaternaire qui nivela son thalweg inégal avec une nappe caillouteuse de plus de cent mètres d'épaisseur, depuis le Mont-Genèvre jusqu'à la Crau, et même jusqu'au-delà de Nîmes, vers Cette !

Les cailloux de la Crau, de la grosseur de la tête d'un homme, abondent et se touchent ². Le chevalier de Lamanon affirme en avoir rencontré de la grosseur de la tête d'un cheval. Ces galets géants doivent être rares, car en traversant en zig-zag la Crau caillouteuse de St-Martin à Salon, je m'arrêtai émerveillé devant un galet de quartzite ayant pour axes 0^m35, 0^m25 et 0^m15. La couche de cailloux de la Crau, d'épaisseur inconnue, s'étend bien loin vers l'Ouest, au-delà du Rhône; en effet, dans le forage des puits, on retrouve jusque vers Cette le poudingue de la Crau, avec les mêmes cailloux.

Quelle est l'origine de cette masse caillouteuse qui a comblé le golfe du Lion? Le chevalier de Lamanon, de Saussure, Elie de Beaumont, Charles Martins, etc. et, après eux, E. Reclus, disent que la Durance a apporté de $\frac{1}{16}$ à $\frac{1}{7}$ des cailloux de la Crau. Il y a peut-être quelque témérité à contredire de si grandes autorités. Pour nous, après avoir parcouru le bassin supérieur de la Durance de roc en roc, nous avouons n'avoir pas rencontré un seul caillou dans la plaine de la Crau qui n'ait sa roche-mère dans la vallée de la Durance.

Assis au fond des chambres d'emprunt qui accidentent

¹ *Matériaux transportés par la Durance*: La Durance actuelle transporte en moyenne 11.000.000 de mètres cubes par an d'alluvions. De 1868 à 1875 le minimum transporté a été 4.158.000 mètres cubes et le maximum de 23.152.000 m. c. (D'après E. Reclus).

² Les poudingues diluviens de la Crau n'ont pas été déposés dans la mer, car les cailloux laissent entre eux, comme partout dans les Hautes-Alpes, de nombreux méats; tandis que si le dépôt s'était formé dans la mer, tous les interstices seraient comblés de sable et de limon.

seules cette plaine caillouteuse, après avoir examiné galet par galet les parois de la cavité, je me croyais en face du poudingue d'Embrun ou de Mont-Dauphin, tellement abondent les quartzites, les euphotides du Gondran, du Queyras et de Ceillac, les grès du flysch de l'Embrunais et les variolites de la Durance. Il y a cependant une différence sensible entre les matériaux des poudingues de la Crau et ceux du bassin supérieur de la Durance. Les gneiss, granites, protogines et diorites du Pelvoux ne sont qu'à l'état d'exception et en très menus cailloux à la Crau. Tous les cailloux de la Crau, en effet, sont à pâte homogène ou à grain très fin. Les quartzites, les grès fins du flysch, les jaspes, les euphotides vertes, les silex de la craie constituent 95 p. 0/0 de la masse des cailloux; tandis que les roches à gros éléments, les poudingues bigarrés du trias, les grès grossiers de l'éocène, les granites, protogines et diorites ont été effrités, triturés, réduits en sable ou en très menus graviers par le roulis du voyage.

Nous considérons donc la Durance diluvienne comme l'auteur du transport des cailloux de la Crau.

Il a dû falloir un cours d'eau gigantesque pour véhiculer cette masse de matériaux, avec des galets aussi volumineux, et sur une pente égale à celle de la Durance actuelle qui, même dans ses crues les plus extraordinaires, ne porte au Rhône que des sables et des limons. Et vraiment j'avouerai volontiers, avec Hogard, sans cependant partager sa croyance, *que celui des deux phénomènes qui a été le plus extraordinaire, le plus mystérieux, le plus incroyable du diluvium et de l'extension glaciaire, c'est le diluvium.*

Ces deux ordres de formations si distinctes, le *diluvium* et l'*erratique*, ne paraissent avoir eu rien de commun dans le mode de transport des cailloux de la Crau.

De nombreux auteurs, en constatant la grosseur des cailloux de la Crau, ont supposé qu'ils y avaient été amenés par des glaçons flottants, ou du moins que les glaces transportées par le fleuve émissaire du glacier, les avaient véhiculés à de grandes distances et avaient ainsi diminué l'usure du roulis.

Cette explication hypothétique est peut-être plus ingénieuse que fondée. D'abord il n'est pas démontré que les glaciers continentaux se disloquent en d'immenses champs de banquises. Et si cela était, il serait évident aussi que les glaçons flottants auraient emporté des blocs anguleux de diverse grosseur et des cailloux striés qu'on devrait retrouver dans les *alluvions anciennes* qui s'étalent, si grandiosement, depuis le Mont-Genèvre jusqu'au delà du Rhône; et, cependant, on n'en a retrouvé le moindre vestige nulle part¹.

En outre, si les granites du Pelvoux, qui se trouvaient en moraines médianes, avaient été véhiculés encore par les glaçons, ils devraient se trouver en cailloux plus nombreux et plus volumineux à la Crau, puisqu'ils auraient été ainsi mis à l'abri du roulis sur une grande étendue du chemin. Et, cependant, les très rares échantillons de granites que j'ai rencontrés à travers la plaine caillouteuse de la Crau ne dépassaient pas la grosseur d'un œuf de poule.

Le travail qu'effectuent nos rivières actuelles nous autorise, d'ailleurs, à considérer la Durance diluvienne comme capable de transporter le cailloutis des *alluvions anciennes*,

Ainsi, pendant les inondations de novembre 1886, on a vu le Drac rouler à 5 kilomètres des blocs de plusieurs mètres cubes avec une flèche d'eau de 9 mètres et une pente de 1^m10 p. 0 0, grâce il est vrai aux arbres et broussailles qui s'accrochaient à ces blocs et qui en facilitaient le déplacement.

Dans ces conditions, que ne pouvait l'ancienne Durance avec une flèche d'eau de plus de 100 mètres, et avec une pente de 0^m75 à 0^m30 p. 0 0?

¹ D'ailleurs les glaçons flottants qui proviennent des glaciers continentaux, avec leur réseau de fissures capillaires, paraissent peu aptes au transport de l'erratique. En effet, l'ingénieur Venetz, chargé de faire ouvrir un chenal dans le glacier de Gietroz pour l'écoulement des eaux d'un lac, était parvenu à détacher des blocs de glace de dix mille à quarante mille pieds cubes que la Dranse emportait. Et cependant on ne vit passer à Lourdir, situé à deux heures en aval, aucun glaçon tant soit peu volumineux (Essai sur les glaciers, par de Charpentier p. 171).

En présence de cours d'eau aussi effroyables, les glaciairistes incrédules ont demandé d'où viendraient de pareilles masses d'eau. Les diluvianistes non moins incrédules ont riposté d'où viendraient les neiges qui ont alimenté les glaciers monstres, pour leur permettre de porter leurs moraines frontales jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres. Pour nous, les deux objections ont même valeur et se détruisent l'une l'autre, surtout si on veut appliquer à la puissance du phénomène diluvio-glaciaire la mesure que nous fournissent les phénomènes actuels.

Mais les faits sont là tangibles, inéluctables, pour qui se donne la peine, non pas seulement d'y réfléchir, mais de les étudier sur les lieux mêmes.

Tous les pays portent, dans leur partie superficielle, la marque de l'intensité incomparable des phénomènes du ruissellement, vers les débuts de l'époque quaternaire.

Près de nous, nous pourrions citer les couloirs de la Durance en amont de La Bessée et de Sisteron, ceux du Drac, de la Souloise en Dévoluy; ceux du Vercors, des Causses, de la Vézère, etc. Les plus célèbres sont les cañons des Monts-Rocheux, de la Cordillère des Andes et aussi du plateau asiatique. Ce sont des couloirs étroits et profonds souvent de 1.000 et même de 1.800 mètres. Au fond de ces sombres abîmes sont des lits de rivières quaternaires souvent éteintes ou occupés par les rivières de nos jours, bien réduites.

Sur les pentes S. de l'Atlas et sur les plateaux qui les continuent, le pays présente de nombreux et profonds ravins et des lits, encaissés de berges escarpées, de rivières éteintes sans nombre qui rendent la région difficile à parcourir. Ce sont les *gours algériens*.

Les monts Lybiques et les montagnes de l'Arabie présentent des phénomènes analogues, qui sont des témoignages imposants de pluies abondantes tombées dans des régions où elles sont à peu près inconnues aujourd'hui.

« La même leçon, dit M. de Lapparent, ressort d'une façon plus saisissante encore de l'étude du massif des Montagnes-Rocheuses, dans le district des *Mauvaises Terres*, où, sous un ciel, de nos jours obstinément pur et

sec, s'élèvent en tout sens des falaises verticales, des aiguilles et jusqu'à de véritables obélisques, isolés par les puissantes érosions de la pluie quaternaire ».

Ces observations sur les traces colossales du ruissellement de l'époque quaternaire sont devenues comme des lieux communs. Mais il est un autre ordre de considérations qui me paraissent avoir été laissées dans l'ombre, malgré leur importance au point de vue de l'histoire du globe.

C'est le contraste frappant que présentent les zones équatoriales et les régions chaudes de la zone tempérée avec les régions froides et les parties alpestres de la zone tempérée. La remarque est je crois assez neuve et paraît quelque peu paradoxale au premier abord, quoique très vraie.

Les montagnes des régions tempérées ou froides ont moins souffert du travail du ruissellement quaternaire que les montagnes des pays chauds.

Sur les roches calcaires de la corniche de Céüse, comme en maints endroits, on a pu remarquer ces rainures profondes de quelques millimètres à un mètre et plus, qui courent généralement suivant la direction de plus grande pente de la surface de la roche. Ces cannelures, connues en Suisse sous les noms de *karrenfelder* ou de *lapiez*, sont de plus en plus marquées à mesure qu'on avance vers les régions méridionales, comme dans les massifs du Vercors, au Glandaz, à la Moucherolle, ainsi qu'au Ventoux où elles sont désignées sous le nom expressif de *rascles*.

Ces *rascles*, qui ne sont originellement que le résultat de la dissolution du calcaire par les eaux pluviales chargées d'acide carbonique, finissent par constituer des ravines profondes qui déchiquettent la roche et la découpent en aiguilles, comme sur les chaînes calcaires de Provence et surtout dans le massif de la Ste-Baume, sur les pentes S. de la montagne de N.-D. des-Angeles entre Aix et Marseille, où les ravines, profondes de 30 mètres au moins, donnent à la région un caractère qui rappelle, en petit, les aiguilles des hauts pics granitiques du Valgaudemar et du Pelvoux,

D'après des vues photographiques prises dans les régions tropicales, les pentes des montagnes y présentent d'interminables séries de ravines profondes, et en comparaison desquelles les *rascles* de Céüse et du Mont-Ventoux ne sont que des images en miniature.

Sans parler des *gours* algériens et des *cañons* d'Amérique, nous pouvons rappeler les *barrancas* des Canaries ; nous pourrions signaler également les montagnes de San-Salvador, dans l'Amérique centrale.

M. Boscowitz, dans son beau livre : *Les Volcans*, p. 11, signale le fait en y insistant d'une manière particulière.

« Les pentes des montagnes coniques et volcaniques de Java, dit-il, comme le Gunung-Sumbing, sont profondément déchirées et ravinées par des cannelures infranchissables et escarpées, qui, d'après M. Junghuhn, qui les a étudiées sur place, ont été produites par les eaux pluviales ». M. Boscowitz signale des phénomènes analogues dans les régions tropicales et jusque sur les pentes inaccessibles du Cotopaxi.

Et le Merbabu, volcan éteint depuis des centaines d'années, offre des sillons qui sont des abîmes.

Si, des affreuses sulcatures qui labourent les pentes des montagnes équatoriales, nous portons les regards à travers nos belles montagnes européennes, quelle différence !

Tout le monde vante les croupes arrondies des montagnes du Jura, des Vosges, les belles prairies alpestres de la Suisse. Mais, sans aller si loin, on connaît ici les belles montagnes pastorales du Queyras, et, plus près de nous, les croupes gazonnées de Puy-de-Manse, de Charance, de Céüse, de la Salette, de Beaufin, qui, malgré leurs pentes de 30 à 50°, ont conservé leurs formes arrondies et moutonnées, avec le gazon et l'épaisse couche de terre meuble qui les recouvre.

Les grands torrents des Alpes ne sont pas l'œuvre du ravinement, comme on s'est complu à le redire. En effet, ils ont, comme les fleuves et les rivières, leur vallée et leurs vallons, qui sont, non le produit des érosions, mais de mouvements orogéniques du sol, car presque toujours la disposition des strates qui forment les deux flancs de

la vallée est asymétrique, ainsi que le fait remarquer avec tant de compétence l'illustre Lory, dans un de ses derniers travaux.

Oui, dans les Alpes, les ravines qui labourent le sol des forêts et des prairies de montagnes sont bien récentes, et presque de mémoire d'homme. Et si les torrents sont devenus si terribles, c'est que la végétation dépérit, et les boues glaciaires que fixaient les forêts et les prairies, n'étant plus défendues et retenues, s'imbibent d'eau et s'écoulent, grâce au régime de pluies torrentielles que nous subissons.

S'il y a des horreurs dans nos chères Alpes, ce sont les escarpements qui les produisent. Et même dans ces escarpements on peut remarquer combien le profil des lèvres de cassure des strates soulevées est encore pur et peu altéré sur de grandes étendues, comme sur les corniches si nombreuses qui accompagnent la voie ferrée de Gap à Grenoble.

Je n'en veux pour preuve que la masse si peu considérable des éboulis qui se trouvent à leur base. Et même ces cônes d'éboulis, si communs dans le massif du Pelvoux, comme en Valgaudemar, ne datent guère que du XII^e siècle.

Sur les pentes presque verticales, puisqu'elles sont inaccessibles, des vallons de Châteauroux, de Couleau et de tant d'autres lieux des Alpes, dont la roche se désagrège pourtant si vite, la surface de la pente a tout au plus des *rascles* qui dissimuleraient à peine un homme. On objecterait en vain que, quand la roche se désagrège, les croupes s'affaissent et maintiennent ainsi le peu de profondeur relative des sillons ; car, à la base de ces pentes, presque pas d'éboulis, souvent pas de torrents, mais des prairies avec des croupes morainiques ! Que ceux qui doutent se donnent la peine de visiter et de constater l'état des lieux. La preuve sera éloquente.

Cette digression a son importance. Pourquoi les pentes des montagnes des régions équatoriales sont-elles si affreusement ravinées, tandis que celles des Alpes sont, en tant de lieux, si admirablement conservées ?

Les uns en trouveront la cause dans la croyance du soulèvement postérieur des Alpes, d'autres dans le ruissellement provoqué par les pluies plus abondantes des régions équatoriales ; ce qui serait peu justifié, puisque les pluies sont presque inconnues dans le Sahara, l'Arabie et la région des Mauvaises-Terres des États-Unis, où les traces du ravinement sont si considérables. D'ailleurs, sans poursuivre ces diverses opinions qui nous amèneraient à la conception purement hypothétique de la multiplicité des époques glaciaire et diluvienne, et qui ne repose que sur de fausses apparences de superpositions de terrains diluviens et glaciaires, nous rappellerons seulement que, tandis que les Alpes présentent des polis et des dépôts glaciaires, les régions équatoriales n'en ont pas ou très peu.

D'où il est légitime de conclure que, pendant que les régions équatoriales ou chaudes étaient la proie du ravinement des pluies diluviennes, les Alpes furent bientôt soustraites à leur influence, abritées qu'elles se trouvèrent sous l'épais manteau des glaciers qui rabotaient leurs aspérités, moutonnaient et arrondissaient leurs croupes, et recouvraient leurs pentes d'un dépôt meuble qui n'aurait pu se produire de lui-même sur place.

CAUSES QUI ONT PU PRODUIRE LA PÉRIODE DILUVIO-GLACIAIRE.

Après cet exposé trop rapide des faits qui établissent la réalité des époques diluvienne et glaciaire, on nous demande encore le pourquoi et le comment de ces grands phénomènes ¹.

Les questions de cause feront éternellement le désespoir du penseur, qui voudra, par une prétention trop commune, édifier théoriquement la genèse du monde. Que de systèmes se sont écroulés, après avoir provoqué l'enthousiasme des adeptes !

Dans les sciences naturelles, le seul guide, le seul maître, c'est la nature.

¹ Voir les Bulletins cités.

L'observation des faits peut seule jeter la lumière sur les événements qui ont caractérisé les débuts de notre ère géologique. Et je ne doute pas du succès. Des études poursuivies avec patience et sagacité ne tarderont certainement pas à élucider bien des points qui restent encore obscurs dans ces mystérieuses époques.

Toutefois, il est déjà acquis qu'à l'époque tertiaire la terre jouissait jusque vers les pôles d'une température à peu près constante et d'une moyenne d'environ 20°¹.

C'était un climat équatorial avec une chaleur moins vive et plus d'humidité, qui satisfaisait à la fois aux besoins des diverses espèces animales et végétales, puisque les faunes et les flores n'étaient pas encore localisées comme aujourd'hui.

Même à la veille des grands événements qui ont amené l'extension glaciaire, c'est-à-dire à la fin du miocène et au pliocène, les camphriers vivaient en Bourgogne et en Suisse, tandis qu'aujourd'hui ils ne vivent plus que sous les tropiques.

C'était vraiment l'âge d'or ; il n'y avait alors sur la terre ni les chaleurs brûlantes, ni les froids rigoureux. Puis arrivent les pluies diluviennes et les glaciers, et, depuis, les pôles sont restés glacés ; et, tandis que les diverses zones accentuaient et différenciaient leurs climats, les espèces animales et végétales disparaissaient de certaines régions pour se cantonner dans des périmètres de plus en plus circonscrits en latitude et en altitude².

Quelques géologues ont cru pouvoir attribuer le refroidissement de notre hémisphère et l'extension glaciaire au soulèvement des Alpes, qui ont acquis leur relief définitif vers la fin du pliocène.

Mais ces montagnes jetées comme des remparts dans l'espace pour arrêter les vents et favoriser les précipitations atmosphériques, n'ont certainement pu déterminer d'elles-mêmes l'abaissement considérable de la tempé-

¹ Voir de Saporta, *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1881, p. 335.

² *L'hélix alpina* qui vit dans nos montagnes calcaires n'habite plus qu'un étroit ruban compris entre 1.800 et 2.300^m d'altitude, tandis qu'à la fin de la période glaciaire il vivait à 1200 mètres près Gap.

rature et la différenciation des zones terrestres ; elles sont aussi impuissantes à maintenir les calottes de glaces des pôles qu'à rafraîchir l'équateur : la suppression des Alpes ne réchaufferait pas les pôles.

Les climats de la terre sont une conséquence des radiations solaires, et il nous paraît sensé d'aller chercher, plus loin que le soulèvement des montagnes, la cause de la différenciation des climats.

C'est à peine si, vers le milieu des âges tertiaires, on trouve dans les restes fossiles des indices d'un refroidissement vers les régions polaires. D'où venait donc cette abondance de chaleur qui rayonnait sur toute la terre et aux pôles plus qu'aujourd'hui ?

Nous croyons sans peine que le soleil avait alors plus de puissance. Et, en effet, pour soleil qu'il soit, il n'échappe pas aux lois qui régissent la matière ; et, par le rayonnement à travers les espaces, il doit, comme tous les corps, se refroidir et diminuer de volume. A moins que le soleil ne tire de lui-même de quoi compenser ses pertes ; mais alors ce serait un Créateur, un Dieu.

Comme conséquence de la température élevée des époques tertiaires, l'atmosphère devait être moins pure, plus vaporeuse et répondait ainsi à la fois aux besoins des divers animaux et des plantes.

Mais, par suite de la diminution de la quantité de chaleur reçue par la terre, la masse des vapeurs ne pouvant plus être soutenue dans l'atmosphère, l'équilibre fut rompu. Et des pluies diluviennes tombèrent en si grande abondance que nos averses, les plus torrentielles, ne paraissent à leur égard que des rosées.

En effet, tandis que la Durance actuelle, même dans ses crues les plus effroyables, ne peut transporter au Rhône que des limons et des menus graviers, elle roulait alors jusqu'à travers les plaines du golfe du Lion des galets atteignant jusqu'à 0^m40 d'axe.

Quel nom donner à un pareil cataclysme : ce fut bien un déluge, déluge mystérieux, inénarrable.

Mais toutes les fois qu'une pluie dure un peu, même sous l'équateur, il neige sur les montagnes. Et pendant

que les pluies diluviennes transportaient ces masses caillouteuses que l'on désigne sous le nom d'*alluvions anciennes* ou de *diluvium*, commençaient à se former sur les hauts pics ces nappes de neige qui recouvrirent peu à peu les croupes inférieures, et constituèrent ces mers de glace qui, en s'étendant au loin dans les vallées, y portèrent leurs moraines et les grands blocs erratiques.

Un troisième ordre de phénomènes, tout aussi étrange que le *diluvium* et l'*erratique*, est la puissance de dissolution énergique dont jouissaient les eaux quaternaires, ce qui indique une différence dans la composition de l'atmosphère qui devait être très riche en acide carbonique¹.

Cette abondance d'acide carbonique qui chargeait les eaux pluviales, leur fournissait, par la dissolution des calcaires, le carbonate de chaux qui a concrétionné en poudingues les éboulis pré-glaciaires et les alluvions anciennes, et cela assez rapidement pour que le glacier, ce polisseur gigantesque, pût raboter leur surface, et couper les galets les plus durs comme les quartzites, les porphyres, les euphotides, polir et strier leur surface, tout aussi bien que le marbrier découpe et polit un marbre-brèche. Ces surfaces de poudingue, rabotées et polies, sont superbes sur la terrasse d'Embrun, à Châteauroux, à Mont-Dauphin à Guillestre, à la Freyssinouse², etc.

Le phénomène du concrétionnement qui était accompli par toutes les eaux diluviennes s'est circonscrit, après l'époque glaciaire, aux sources, dont la puissance de concrétion était incomparablement supérieure à celle d'aujourd'hui. Et, en effet, ce n'est que par exception que les dépôts

¹ Ce fut grâce à l'énergie dissolvante des eaux diluviennes souterraines autant qu'à la pression hydrostatique des eaux accumulées dans les fissures et les crevasses originelles de la roche, que se sont creusés les couloirs souterrains de la région des Causses, les grottes de la Vézère, de Lourdes, etc., les Avens de la Provence, les Trouis-Sigaut des environs de Gap, les Chouruns du Dévoluy, les emposieux, abîmes, entonniers, embues, boit-tout, enselmoirs dans diverses régions de la France.

² Je dis la Freyssinouse dans la vallée du Buëch, car la Durance diluvienne passait par Veynes et Laragne où elle a déposé les belles terrasses de cailloux du bassin de Chabestan, de Montrond, de Mércueil, de Lagrand et de Saléon, etc.

glaciaires sont cimentés, et cela au voisinage des sources seulement. Et ces sources devaient être bien riches en carbonate de chaux, à en juger par les masses de tufs qu'elles ont déposées dans certaines cuvettes morainiques, comme à Poligny, près St-Bonnet, aux Sérigues sur le col Bayard, à la Freyssinouse, etc.

Les fontaines qui ont déposé ces tufs post-glaciaires, existent parfois encore, mais leur dépôt actuel est absolument insignifiant ou nul. Nous reparlerons, dans un autre article, de ces tufs dont la faune d'une richesse inouïe, nous fournira d'intéressants renseignements sur les climats glaciaire et post-glaciaire.

CONCLUSION.

Il résulte de ce rapide aperçu, que la vallée de la Durance présente deux formations quaternaires principales, bien distinctes, de terrains de transport, dues à deux ordres de phénomènes concomitants et connexes, mais différents.

1° Une masse caillouteuse qui a comblé, régularisé, nivelé le thalweg de la vallée, c'est le *Diluvium* ou *alluvions anciennes* et correspondant à une époque où le ruissellement était d'une incomparable énergie.

2° Sur ces couches caillouteuses d'origine torrentielle se sont ensuite trainés de gigantesques glaciers qui ont déposé les moraines et les blocs erratiques. Les eaux d'écoulement sous-glaciaire ont découpé, par leurs chenaux, le substratum jusque bien avant parfois dans les vieilles roches en place, et produit ces rigoles profondes et étroites, au fond desquelles coulent aujourd'hui nos rivières et leurs affluents.

Age du Diluvium et de l'Erratique.

Nous serait-il permis de dire un mot sur le temps qui nous sépare de ces événements mémorables ?

On a considéré les chenaux étroits et profonds, au fond desquels coulent nombre de rivières, comme produits par le ravinement depuis l'époque glaciaire, et comme le tra-

vail d'affouillement est inappréciable pendant une vie d'homme, on s'est perdu dans la supputation des milliers de milliers de siècles qu'il aurait fallu à nos cours d'eau pour produire ces crevasses profondes souvent de plus de 100 mètres¹.

En étudiant les faits, il nous a été permis de constater combien on avait exagéré cette prétendue antiquité.

En effet, sur d'innombrables points des Alpes, il nous a été donné de retrouver, au niveau même du lit actuel de nos rivières et de nos grands torrents, la preuve irréfutable que les glaciers avaient laissé nos vallées dans l'état où nous les voyons aujourd'hui.

La Durance, la Luye, le Drac, la Séveraisse, le torrent de Bonne lèchent encore, dans leurs crues, les vieilles surfaces de la roche en place, polies et striées par les glaciers. Et comme en quelques heures, les stries sont effacées par le courant, il n'y a qu'à enlever, à côté, l'argile pour mettre à jour les solennelles traces des glaciers.

Si donc nos rivières n'ont pas creusé leur lit d'une manière appréciable depuis la retraite des glaciers, c'est que cette retraite n'est pas éloignée de nous. Il est vrai que, vaincu par l'évidence, après avoir exagéré l'œuvre du creusement de nos rivières, on niera peut-être leur aptitude à ce travail, ou on dira que les glaciers ont pu durer plus longtemps dans les Alpes qu'ailleurs. Mais les mêmes phénomènes se remarquent en Suisse, dans les Vosges, en Scandinavie, dans les Pyrénées.

¹ On a prétendu que les Troglydites ont été témoins du creusement de la vallée de la Vézère, parce que, dans la grotte du Moustier, à 27 mètres au-dessus du fond de la vallée, les débris de l'époque de Saint-Acheul sont séparés de ceux de l'âge du Renne par une couche de galets de rivière.

Mais les Troglydites pourraient bien avoir apporté eux-mêmes ces galets de quartzite dans la grotte, pour les y éclater, et cela, avant de connaître des gisements de silex. Nous avons, en effet, trouvé sous les abris des Eyzies de nombreux galets de quartzite, avec des éclats et des nucléus également en quartzite.

Quoi qu'il en soit, le chenal qui forme la vallée de la Vézère était évidemment creusé, comme ceux des Alpes et des Pyrénées, à la fin de la période glaciaire.

Les crêtes idéales des moraines, la conservation de la vivacité des cassures originelles des blocs erratiques, la fraîcheur des polis et des stries des surfaces rocheuses rabotées par les glaciers dans le vallon de l'Onde et entre les Claux et les chalets de l'Aile-Froide en Vallouise, par exemple, malgré leur exposition aux intempéries, sont des preuves évidentes du peu d'antiquité de l'époque glaciaire.

Non seulement les faits prouvent que l'ère glaciaire n'est pas vieille, ils démontrent également que le diluvium et l'erratique n'ont eu qu'une durée géologiquement éphémère. Mais il n'y a pas place ici pour un si vaste débat, qui demanderait d'entrer dans la description de détails innombrables.

Y aurait-il eu plusieurs périodes glaciaires, comme le soutiennent certains géologues français et surtout les géologues Allemands et Anglais, entre autres Geikie, qui admet quatre périodes glaciaires pendant l'époque quaternaire seulement, en se basant soit sur la superposition alternative de couches alluviennes et de couches glaciaires, soit seulement sur la superposition de couches glaciaires, mais chacune d'origine différente.

Les études que nous avons faites nous-même de ces formations dans les vallées de la Durance et du Drac nous défendent de partager une telle croyance.

Il n'est pas rare, en effet, de rencontrer dans nos régions des exemples de terrains quaternaires dans lesquels les alluvions anciennes semblent alterner plusieurs fois avec le terrain erratique. De longues et heureuses recherches nous ont permis de constater qu'il s'agissait partout de placages glaciaires opérés sous des balmes d'escarpement des poudingues diluviens, comme sur les berges qui dominent les deux Buëch de Veynes, et, dans l'Embrunais, sur divers points.

D'un autre côté, dans les moraines les plus typiques, il est très commun de rencontrer des couches alluviales identiques à celles des rivières torrentielles, alternant avec des couches à cailloux striés, et cela, de telle façon que la multiplicité des époques glaciaires serait impuissante à

expliquer ces formations ; tandis que les rivières qui coulent fréquemment sur les glaciers et les cavernes nombreuses que ceux-ci présentent sur leurs bords rendent parfaitement compte de ces accidents.

Quant aux moraines stratifiées, mais n'ayant pas la même origine, il est aussi inutile, pour les expliquer, de faire intervenir la périodicité du phénomène glaciaire que pour les moraines géménées, comme l'avait fait cependant l'immortel de Charpentier (dans « *Essai sur les Glaciers* », p. 51 et 52).

Il serait, en effet, étrange que, dans une deuxième époque glaciaire, le glacier eût repris la même puissance que son devancier, pour pouvoir déposer sa moraine juste à côté ou au-dessus de l'ancienne et sans la balayer. Pourquoi ces substitutions de glaciers quand le premier pouvait tout faire ? En effet, quelques mètres de retraite du glacier et une nouvelle moraine s'édifie à côté de la première, puis de la seconde. Ou bien c'est un affluent latéral qui s'éteint ou qui se joint au grand glacier, et, par suite, c'est une moraine latérale qui se substitue à une autre, et qui se stratifie sur les premières moraines déposées.

Pour ces raisons et pour bien d'autres qui n'ont pas place ici, nous avons acquis la ferme conviction qu'il n'y a eu qu'une seule période glaciaire¹, amenée par une con-

¹ Ce fut, sans doute, par suite du mélange de scories, de boues volcaniques et de dépôts glaciaires, qu'on a d'abord considéré les moraines de Perrier, près d'Issoire, comme pliocènes. Mais toute l'Auvergne garde, à sa surface, un modelé qui rappelle trop le passage récent des glaciers. Partout, même sur les plateaux, sont des blocs erratiques, comme à Pardines au N. de Perrier, où des galets plus ou moins disséminés, ou de vastes et basses ondulations, comme sur les plaines entre Roanne et Gannat. La voie ferrée qui coupe ces rides du sol montre sur les talus de petits blocs anguleux.

Pour nous, nous prenons ces ondulations de la plaine du Fore et ces galets éparpillés jusque vers Périgueux, pour des dépôts opérés par les glaciers quaternaires, lors de leur grande extension, où, sans moraines superficielles, ils devaient ressembler aux glaciers actuels du Groenland. Et nous sommes heureux de voir M. Julien, professeur à la Faculté des sciences de Clermont, dire excellemment qu'il serait irrationnel de ne pas rattacher les moraines de l'Auvergne au grand phénomène quaternaire. (C. A. F. Ann., 1885, p. 584).

densation du soleil, qui modifia et diversifia les climats et donna naissance aux vents alizés. Nous ne saurions, non plus, admettre, une époque de froid rigoureux, puis un retour à une température plus douce.

Avec un climat très humide, des pluies abondantes et une température moyenne bien supérieure à celle de la France actuelle, les glaciers pourraient se développer sur une vaste échelle, comme celui de Vaïau, dans la Nouvelle-Zélande, qui descend à l'altitude de 212 m. jusqu'au voisinage des palmiers. Dans ces conditions, il ne serait pas étonnant de rencontrer, comme on prétend l'avoir fait en Suisse et ailleurs, des amas de tourbes et de limons, avec des restes d'animaux et de plantes qui auraient vécu au voisinage du glacier et que celui-ci aurait recouverts de moraines dans une de ses oscillations.

En ceci nous sommes heureux de partager les croyances de maîtres tels que MM. de Saporta et Falsan, convaincus, comme nous, de l'unité du grand phénomène glaciaire.

Mais nous ne saurions épouser dans toute son étendue la théorie, si scientifiquement étayée, que M. de Saporta expose dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 septembre 1881. D'après cet éminent paléontologiste, la période glaciaire aurait débuté aux pôles et sur les hautes cimes, au moment de l'apparition de l'eau congelée sur la terre, et cela vers le milieu des temps miocènes.

Les glaciers se seraient ensuite étendus avec une extrême et solennelle lenteur vers les plaines et vers des régions de plus en plus méridionales, et cela au fur et à mesure de l'abaissement graduel de la température.

Mais cette théorie, basée sur l'extrême lenteur, si conforme à la logique pour interpréter l'extension de l'erratique, ne peut expliquer pourquoi les glaciers, au lieu de continuer leur marche vers le Sud, et d'atteindre l'Équateur, se sont au contraire, retirés des plaines, et des régions tempérées. Aussi, pour éluder cette difficulté, fait-on appel à une seconde hypothèse absolument inutile : le retour à un climat plus chaud.

La géologie révèle qu'après, et même pendant la période glaciaire, les climats étaient plus humides et plus tempé-

rés que de nos jours. Ainsi, dans des tufs déposés sur la boue glaciaire et même enchevêtrés avec elle, nous trouvons, à Bayard, près Gap, une faunule qui devient bientôt d'une extrême richesse, à un moment où le glacier ne devait pas encore avoir quitté le pays.

Depuis ces temps reculés, nos climats se sont profondément modifiés. Nous en aurons la preuve en comparant l'état précaire de la végétation de nos jours à ce qu'elle fut autrefois.

Nous trouvons, en effet, partout et à de grandes altitudes, les traces de forêts vigoureuses qui ont complètement disparu. Nous avons signalé, d'ailleurs, comme l'avait déjà fait Venetz pour la Suisse (vers 1840), le dépérissement de la végétation et la disparition des forêts et des gazons au-dessus d'une certaine altitude dans les Hautes-Alpes. On accuse bien injustement les montagnards de ruiner les montagnes par l'abus du pâturage et du déboisement. Les montagnes des Alpes et nos plaines ne sont pas seules à souffrir du manque de vigueur et de la disparition de la végétation¹ : le nord de l'Afrique, le sud-ouest de l'Asie, autrefois si fertiles, si verdoyants, sont aujourd'hui des régions sèches et stériles.

La vraie cause, pour nous, du mal dont souffre nos pays, réside dans la diminution des vapeurs de l'atmosphère, diminution qui paraît s'accroître de plus en plus à mesure que nous nous éloignons de l'ère glaciaire. Ce manque de vapeurs rend nos climats excessifs et expose

¹ Nous avons constaté que les forêts disparaissent dans les hauteurs, ailleurs, comme dans les Alpes. Ainsi, tous les pins, sapins, mélèzes sont morts ou mourants au Puy-Chopine (al. 1200), en Auvergne. M. Tardy m'écrit que les genévriers sont tous morts, vers 1300 ou 1400 mètres, au Pic-Sancy ; le phénomène est général dans les Pyrénées : les forêts vers 1700 m. ne présentent que des vieillards morts ou délabrés, aux environs de Cauterets, au pic de Viscos par exemple. Dans les plaines elles-mêmes, le phénomène est très sensible. De Grenoble à Bordeaux par Lyon et Limoges, et des Basses-Pyrénées aux Alpes, on voit mourir partout noyers, châtaigniers, pommiers, poiriers, amandiers, peupliers d'Italie ; les saules et les chênes eux-mêmes sont en souffrance, et de Toulouse à Avignon ce sont les ormeaux. Le seul pays où je n'ai pu constater le phénomène est Bagnères-de-Bigorre et la vallée inférieure de Campan. (Observations de septembre 1890).

les végétaux aux fortes gelées de l'hiver et à la sécheresse de l'été.

Les neiges insuffisantes de l'hiver, en effet, n'abritent plus les plantes et n'humectent plus suffisamment le sol, et, à l'époque des chaleurs, nous n'avons que des pluies courtes et torrentielles qui ravinent la terre et ne l'arrosent qu'à la surface.

Tous ces phénomènes sont des enseignements peu rassurants pour l'humanité, mais ils semblent donner un démenti aux partisans de la périodicité des époques glaciaires. Ce sont également des indices qui paraissent même annoncer la disparition fatale des glaciers de nos montagnes, malgré l'extension qu'il pourront prendre momentanément, à la suite de quelques années plus pluvieuses.

Gap, 27 mars 1890.

DAVID MARTIN.

UN INCIDENT D'UN PROCÈS

ENTRE

LES COMMUNES DE RIBIERS ET DE MISON.

Des auteurs, peu versés dans l'histoire du moyen âge, manifestent quelquefois leur étonnement à la vue de formules insérées habituellement dans le vidimus d'un acte quelconque, parfois sans importance appréciable de nos jours. Le personnage devant qui était fait le vidimus, déclarait avoir vu, tenu et lu l'original et constatait qu'il était « non viciatum, non cancellatum, non abrasum, non abolitum, nec in aliqua parte suspectum ». Ces précautions étaient absolument indispensables. Au moyen-âge, les actes, les lettres-patentes, les bulles et divers documents, faux ou altérés, étaient nombreux. Eugène IV et plusieurs autres papes durent même lancer les foudres de l'excommunication contre « omnes falsarios bullarum, seu litterarum apostolicarum et supplicationum gratiam vel justiciam continentium per Summum Pontificem, vel vice-cancellarium, seu gerentem vices aut officium vice

cancellarii Sancte Romane Ecclesie de mandato ejusdem Summi Pontificis, signatorum, aut sub nomine ejusdem Summi Pontificis, seu vice-cancellarii, aut gerentis officium predictum, signantes supplicationes easdem » ¹ Au XVI^e et au XVII^e siècles les falsifications de documents étaient encore fréquentes. Que de procès ont été gagnés, que de familles ont été ruinées, grâce à de faux titres.

En 1620, les communes de Ribiers (Hautes-Alpes) et de Mison (Basses-Alpes) plaidaient l'une contre l'autre pour une cause des plus futiles. La commune de Mison, étant sur le point d'être condamnée, on imagina le subterfuge suivant, qui montre à quel degré de mauvaise foi peut en arriver un plaideur malheureux. « Au caresme prenant » de l'année 1621, deux délégués de Mison, Renoard et de Châteauvieux, se présentèrent au doyen de l'abbaye de St-André de Villeneuve-lez-Avignon, prieur de St-Laurent de Barret-le-Bas (Hautes-Alpes), se disant mandataires de la commune de Ribiers. Ils demandèrent à ce que l'on consentit à leur « faire voir les archives pour y chercher papiers et documents ». Le doyen et le prieur possédaient chacun une clef des archives. Après délibération entre le doyen, le prieur et le sacristain, on décida de leur montrer « le sac où sont touz les papiers et documents concernant le doyenné de la dicte abbaye et dependances qu'y est le dict Barret ». Les recherches, infructueuses d'ailleurs, se poursuivirent toute l'après-midi et durant la matinée du lendemain. Renoard et de Châteauvieux se retirèrent alors pour aller fouiller « aux archives de la commanderie de St-Jehan d'Avignon et à celles de Montmajour-lez-Arles ». Trois semaines s'étaient à peine écoulées, qu'ils retournèrent à l'abbaye de St-André et firent connaître le résultat négatif de leur voyage; « néanlmoingz ils avoient treuvé plusieurs beaux tiltres pour des seigneurs les plus apparantz des montaignes ». Ils remercièrent le doyen de son excellent accueil et « attendu les grandes despences, qu'ils avoyent faictes à ladite communauté de Ribiers », il le supplièrent de

¹ *Archives de la ville d'Avignon*, boîte 17.

leur laisser encore visiter les archives de St-André, « là où peut-être Dieu les inspirerait ».

Une nouvelle autorisation fut accordée aux prétendus délégués de Ribiers, sous la condition de « la présance et adistance des dicts sieurs prieurs claustrier, doyen et sacristain ». Le doyen fit observer qu'il était inutile d'ouvrir « la caisse, où sont dans le susdit sac les documents du dict doyenné », puisque les documents, qui y étaient enfermés, avaient déjà été examinés. Sur les vives instances de Renoard et de Châteauvieux, on leur remet le sac et le doyen ferme immédiatement la caisse « où il y a grande quantité de papiers d'importance pour le dict monastère ». Ils s'approchent de la fenêtre de la salle, en tournant le dos. Ils ne tardent pas à pousser des exclamations et à montrer au doyen un acte en s'écriant « Voicy ung instrument, que nous n'avons pas veu encore; nous étions bien aveugles l'aulture foyz que nous les avons cherchés ». Renoard ajoute « Voicy une lettre bien mal aysée à lire », puis « Regardez et voiez les caractères du dict instrument ». Il le lit néanmoins à l'instant et sans la moindre hésitation. Châteauvieux confirme sa lecture et tous deux, paraissant ravis, disent : « voicy le gain de cause de notre pauvre communauté de Ribiers ». Ils manifestent ensuite le désir, tout naturel d'ailleurs, de se faire délivrer une expédition de l'acte découvert par eux.

L'abbé et le chapitre de l'abbaye accédèrent facilement au vœu exprimé par nos deux délégués. Renoard fut chargé de la rédaction de l'extrait « d'autant que ne se seroit treuvé aulcung aulture dans le dict monastaire qui aye sceu sy bien lire icelluy, quoique, dans le dict monastaire, y aye plusieurs personnes fort capables et entendues à la lecture des escriptures antiques, ainsi comme le dict sacristain ». La copie terminée, l'abbé envoya chercher à Villeneuve M^e Michel Dupuy, notaire de la Chartreuse et du monastère de St-André et greffier de la Monnaie. Ce dernier la collationna à l'original, lu par le sacristain avec l'aide de Renoard et y apposa sa signature. Renoard et Châteauvieux prirent congé et descendirent à Villeneuve sous le prétexte de « fere mestre au

dict extraict la légalité et y apposer le scel royal de la Cour commune, royalle et ordinaire de la dicte ville », après avoir promis au doyen Pierre Eymard de retourner à l'abbaye, afin de contribuer à l'expédition d'un autre extrait de l'acte, que le doyen désirait avoir « rièrè soy » à cause de l'importance de cet acte pour le doyenné. Inquiet de leur absence prolongée, Pierre Eymard ordonna à son valet, Denis Mazoyer, d'aller à Villeneuve pour rappeler à Renoard sa promesse formelle. Celui-ci objecta le règlement de diverses affaires urgentes et affirma que le lendemain matin il se rendrait à l'abbaye. Intrigué et peu satisfait de cette réponse, le doyen se mit à son tour à la recherche des deux soi-disant délégués de Ribiers. L'hôtelier qui les avait hébergés lui déclara qu'ils venaient de partir dans la direction d'Avignon, après avoir soldé leurs dépenses.

Pierre Eymard, « se doubtant de quelque méchanceté et mesprise touchant le dict instrument », regagna en toute hâte St-André et pria l'abbé de convoquer les officiers et les religieux du couvent. Il leur exposa les faits et demanda la réunion du chapitre pour en délibérer. On ne tarda pas à reconnaître la supercherie employée par Renoard et Châteaueux ; ils avaient fabriqué un acte faux et l'avaient déposé dans les archives de St-André, lors de leur seconde visite. Le chapitre, « ayant examiné, veu et visitté le dict instrument, avait trouvé icelluy grandement couvert de fausseté et d'ailleurs ayant prins garde que toutz les instrumentz du dict sac sont cottés au-dessus et le dict instrument ne l'est pas, ayant de plus vériffié que dans les archives, il n'y a aulcung instrument que aye la lectre du susdict », décida que le lendemain le doyen et le notaire, dont la bonne foi a été surprise, tâcheraient de rejoindre à Avignon les deux faussaires et s'efforceraient de les faire « constituer prisonniers ». La journée était en effet avancée ; il était environ sept heures du soir.

Le notaire, le doyen et son valet furent sur pied de bonne heure le lendemain et pour gagner du temps ils traversèrent « par ung batteau exprès, le Rosne ». La porte d'Avignon, dite, même à cette époque, porte du Rhône,

était encore fermée. On consentit à les laisser pénétrer dans la ville ; ils prirent soin de laisser le signalement des deux fugitifs, dans le cas où ils viendraient à quitter Avignon par cette porte du Rhône. Le valet Mazoyer fut envoyé à la porte St-Lazare « ce jour là ouverte ». M^e Dupuy et Pierre Eymard visitèrent successivement diverses hôtelleries d'Avignon. La servante « du logis de la pomme d'or, rue de la Carreterie » leur affirma « qu'il y en avoyt deux du dict Ribiers et qu'ilz estoient encore dans le lict ». Cette indication vint ranimer leurs espérances, mais l'hôtesse qu'ils rencontrèrent « au premier membre hault du logis » leur dit « ne sçavoir que c'estoit ». Sans se décourager, ils coururent à la porte St-Lazare dans le but de « vériffier au livre de l'entrée, s'ilz estoient logés dans le dict logis ». Ils constatèrent effectivement « iceudx avoyr prins billet pour le dict logis » et retournèrent immédiatement à l'hôtel de la Pomme d'or.

Pendant ce temps-là les deux faussaires avaient été réveillés et étaient partis sur le champ, l'un à pied, l'autre à cheval. Mazoyer les reconnut à la porte St-Lazare et voulut les arrêter, après les avoir vainement supplié de venir rejoindre le doyen. Ils le rouèrent de coups et le laissèrent bientôt sur le carreau « déchiré en ses habitz et sans collet ». Le notaire, le doyen et son valet se virent donc contraints de rentrer à St-André les mains vides et tous trois mécontents¹.

Le devoir du chapitre était tout tracé. Il décida que le doyen informerait, par lettre missive, M^e Arnaud, notaire et greffier de la commune de Ribiers, de la situation. L'abbé Jean de Sicard, inscrivit l'année suivante seulement de sa propre main la mention suivante au dos de l'acte faux : « Nous, abbé, officiers et religieux de l'abbaye et monastère de St-André de Villeneuve-les-Avignon, croyantz l'instrument derrière escript faulusement fabricqué et avoir esté jetté par insigne meschancetté dans les archives du dict monastère et sac des papiers contenant

¹ *Acte capitulaire pour le chappître du monastère de St-André. Minutes de M^e Dupuy, 1622, f^o CCXVIII.*

l'office du doyen du dict monastère et ce par un nommé Renoard et autre nommé Monsieur de Châteauevieux, se disantz deputés de la communauté du lieu Ribiers en Dauphiné, avons ce jourd'hui icelluy instrument mis au pouvoir de M^e André Dupuy, notaire royal du dict Villeneuve, homme de bien, de bonne fame et renommée, pour le garder comme sequestre et le délivrer à qui par justice sera dict et ordonné, protestantz ne nous en vouloyr jamais servir et en foy de ce nous sommes soubzsignés dans le dict monastaire et lieu cappitulaire d'icelluy ce dixiesme jour du moys de juillet l'an mil six cent vingt-deux après midy ».

Le doyen négligea de se conformer à la délibération prise et ne porta que près d'un an après, à la connaissance de la commune de Ribiers, les méfaits de Renoard et de Châteauevieux. Le procès était alors sur le point d'être gagné par Mison. Les habitants de Ribiers avaient bien été surpris de voir produire par leurs adversaires un acte de transaction entre Ribiers, Mison, Antonaves, Barret-le-Bas et le prieur de St-Laurent, dont personne ne connaissait l'existence, mais ils n'avaient jamais songé qu'ils pouvaient être victime d'un faux. Le 9 juillet 1622, leurs consuls et leurs conseillers donnèrent pouvoir à M^e Etienne Michel, notaire royal et delphinal de ce lieu, pour venir examiner l'original que l'abbé de St-André détenait ; l'acte fut reçu par le collègue de M^e Michel, Jean-Louis Pellegrin, notaire. C'est seulement à cette époque, que le document fabriqué par Renoard et Châteauevieux fut déposé entre les mains du notaire de l'Abbaye.

Le 19 juillet 1622, M^e Michel se présenta devant le chapitre de St-André, auquel assistèrent Messire Jean de Sicard, abbé, Laurent Boèce, prieur claustral, Pierre Eymard, doyen, docteur ez-droits et chevalier, Jehan Vinay, sacristain, Antoine Genty, prieur de l'épée, Pierre Ravoux, chevalier, Pierre Rostaing, Pellegrin, Henry de Posquières, Denis Chaussiti, Pierre Piolenc et Antoine Genty « faisant et représentant la plus grande et saine partie du chapitre dudit Monastaire »¹. On exposa à M^e

¹ *Minutes d'André Dupuy, notaire à Villeneuve.*

Michel les faits, tel que je viens de les résumer, et on autorisa M^e Dupuy à lui communiquer la pièce.

L'issue du procès ne pouvait être douteuse. Le grand Conseil, devant lequel l'instance était engagée, ne put donner gain de cause à des plaideurs qui se livraient à des manœuvres aussi déloyales et dont la mauvaise foi était si manifeste. Des poursuites furent-elles intentées contre les auteurs et les complices du faux ? Je l'ignore. Avec un peu plus de sang-froid de leur part, le but qu'ils poursuivaient eût été certainement atteint.

ROGER VALLENTIN.

NOTICE SUR L'ÉPINE

Par J.-A. MOURRE.

On lit dans Guy-Allard, auteur du *Dictionnaire du Dauphiné*¹, que l'Épine était une paroisse d'un feu trois quarts de fonds taillables. Elle faisait partie, comme aujourd'hui, du diocèse de Gap et relevait, au XIV^e siècle, du baillage du Buis, et, au XVII^e, du baillage de Gap, de la subdélégation du Buis et de l'élection de Montélimar, quoique séparée de cette dernière ville par des communautés ressortissant à l'élection de Gap². Cette paroisse était appelée, dans les anciens péréquaires, « L'Espine-à-Rosans ». Elle possédait deux tiers et un quatre vingt-seizième de feu de fonds nobles et un seizième de feu de fonds affranchis de tailles³. Une explication est ici nécessaire. L'origine du mot feu⁴ remonte à une haute antiquité. Dans les temps anciens, lorsqu'on imposait quelques sommes en faveur des premiers Dauphins, on les réglait suivant les feux ou

¹ Guy-Allard. *Dictionnaire du Dauphiné*, col 425. Grenoble, Impr. Allier. 1864.

² J. Roman. *Tableau historique*, page 146, in-4^e, Paris, Alphonse Picard 1887.

³ État des feux, publié au Parlement de Grenoble le 23 Juillet 1706, en conséquence du règlement du 21 octobre 1639.

⁴ Guy-Allard, loco cit., col. 461.

cheminées dont chaque maison était composée. Mais, dans la suite, ce règlement ayant été trouvé injuste, on commença, sous le règne de la seconde race des Dauphins, à cotiser par fonds et non par cheminées ; cependant comme le nom de *feu* se trouvait familier et introduit dans les rôles, on le conserva, et au lieu de dire qu'une communauté avait tant de *feux* eu égard au nombre de ses cheminées, on régla les feux sur la quantité de fonds dont elle était composée. Cette appellation fut employée jusqu'à la Révolution de 1789. La valeur du feu était de 24 sols.

L'Épine est situé dans la vallée de Blême, qui commence, à l'Ouest, au col de la Saulce, sur la limite du territoire de Ribeyret, et se dirige du couchant au levant. Le petit cours d'eau qui porte ce nom vient se jeter dans le Buëch, à un kilom. au-dessous de Serres.

La superficie du territoire est de 3.347 hectares. Le pays est sain ; les maisons y sont mal bâties ; celles de l'agglomération principale, appelée Vière (ou ville), sont comme amoncelées les unes sur les autres. On y trouve encore quelques restes de remparts. L'ancien village portait le nom de la Gleize (l'Église). Il est à près de deux kilomètres de Vière et renferme l'ancien cimetière ; ce n'est plus qu'un hameau qui dépérit tous les jours. — On prétend, dit Ladoucette¹, que l'Épine a été fondée par des Bohémiens, qui lui avaient donné le nom de Villelongue ; mais aucune charte, aucun acte authentique ne viennent corroborer cette opinion, qui, cependant, est restée dans la tradition locale. Dans la contrée, on dit encore vulgairement, en parlant des habitants de ce lieu : *les boumias de l'Épine*, c'est-à-dire, les bohémiens de l'Épine.

L'Épine est une des localités citées dans le testament du patrice Abbon, remontant à 739. Elle figure dans cet acte important sous le nom de *Glasia* (La Gleize)². Le Diction-

¹ *Histoire topographique des Hautes-Alpes*. In-8°. — Paris, Gide et Comp^{le}, 3^e édition. — 1818.

² Paul Guillaume. — *La Noralaise et ses dépendances*, p. 36, in-8°. Paris, 1881.

naire topographique des Hautes-Alpes¹ nous donne les divers noms sous lesquels cette communauté était connue dans les temps anciens. Elle s'appelait : Spina villa, 988 (Cluny III, n° 1784), Espina, 1246, (Chartes non inventoriées à Cluny); Castrum de Lespina, 1251 (Inventaire des Dauphins p. 222); Locus de Spina, 1300, (Valb. II pag. 103); 1333 (ibid p. 241); Locus de l'Espine, 1343 (ibid. p. 457) : Spina, 1344 (Invent. des Dauphins p. 245); 1365 (Is. B. 2.996); Locus de l'Espine, 1464 (Chartes non inventoriées à Cluny), et 1516 (H.-A.) rôle des décimes du diocèse de Gap).

On trouve dans une collection de documents officiels quelques renseignements qu'il est bon de relever ici. Ils sont puisés dans les réponses faites, le 28 février 1789, par les communautés des élections de Gap et de Grenoble aux 24 questions posées par les membres de la Commission intermédiaire et les Procureurs généraux des États de Dauphiné.

L'Épine, « village situé dans les montagnes des Baronies »; 400 personnes; toits en tuiles, « y ayant une fabrique de tuiles, au prix de 5 livres la toise ». La nourriture de presque tous les habitants est « du pain d'espéaute ou avoine »; deux petites foires. Le ruisseau de Blème cause quelques dégâts; 40 bœufs et autant de mulets ou bourriques, 1200 bêtes à laine. Les deux consuls sont renouvelés tous les deux ans. Il y a un maître d'école. Charges locales : 300 livres; le seigneur du lieu doit 100 livres par an aux pauvres. Le parcellaire est de 1645². L'État du département des Hautes-Alpes vers 1789 donne une population de 664 habitants³. Comment concilier les deux chiffres (400 personnes et 664 habitants), presque à la même date. On ne peut expliquer cette différence qu'en supposant que les enfants de 15 à 16 ans et au-dessous n'avaient pas été décomptés dans les réponses faites.

¹ J. Roman, in-4°. — Paris, Imp. N°e. — 1884, p.p. 58.

² *Bulletin de la Société d'Études*, 1886, p. 289.

³ id. id. 2^e Trimestre 1888, p.p. 139 (Consulter le tableau).

CHARGES FÉODALES SUPPORTÉES PAR LES HABITANTS DE LA COMMUNAUTÉ DE L'ÉPINE.

Une pièce authentique¹ notifiée pour satisfaire aux dernières ordonnances de l'Intendant du Dauphiné (particulièrement à celle du 3 novembre 1670), au commandement fait aux Consuls le 23 février 1671, et à une autre ordonnance du duc de Lesdiguières, du 25 août suivant, à la suite de laquelle les habitants du lieu eurent à fournir le logement aux troupes de passage, pendant le mois d'octobre de la même année, indique les charges supportées par la communauté, lesquelles sont énumérées de la manière suivante :

Outre les deniers royaux servant au paiement du maître d'école, du garde-terroir, des gages des consuls (sic) et autres officiers ; à l'entretien de la fontaine, des murailles du lieu et de la maison consulaire, et aux frais occasionnés par la recette des tailles, les habitants avaient à supporter la dime à la côte onzième et divers droits seigneuriaux, comme la tasque à la côte seizième, les corvées personnelles et réelles, le droit de fournage au vingtième et de mouture au trente-deuxième.

On voit par cette nomenclature, combien le joug était dur pour nos pauvres paysans, à cette époque de la féodalité, et l'on se figure facilement combien fut grande la délivrance lorsque la Révolution Française les eût affranchis de si dures entraves.

Droits d'usage contestés par la communauté et divers propriétaires de Montclus aux habitants de l'Épine.

Avant le XV^e siècle, les habitants de la communauté de l'Épine possédaient le droit de couper du bois, de faire paître leurs troupeaux sur plusieurs parties du territoire de Montclus, appelées Blachinarde, Terrus, Cougoule, les Fosses et Roubion. Ces droits d'usage furent en partie

¹ Archives de l'Épine. — Copie sur papier libre, contenant quatre pages et portant la date du 21 octobre 1671, signifiée à la Communauté sans aucune date.

cédés à la communauté de Montclus en 1228¹ pour obtenir l'affranchissement du péage d'une passerelle établie sur le torrent de Blème, entre les roches de Montclus, au-dessus du magnifique pont en pierre, construit au commencement du XIX^e siècle. En faisant cette cession, les habitants de l'Épine se réservèrent, à perpétuité, le droit de couper et de prendre du bois et de faire paître leurs troupeaux sur tous les terrains cédés.

Les habitants de l'Épine ayant été plusieurs fois troublés comme usagers, portèrent plainte devant le parlement de Grenoble, qui par arrêt du 14 janvier 1580, les confirma dans la possession de leurs droits, à la condition toutefois d'en user en bons pères de famille, et condamna la communauté de Montclus aux dépens.

En 1686, les habitants de Montclus, croyant pouvoir détruire les droits de la communauté de l'Épine, en faisant intervenir l'autorité du sieur de Flotte, leur seigneur, intentèrent une autre action. Un procès était instruit et prêt à être jugé, quand, par transaction du 19 juin 1693, les habitants de l'Épine furent de nouveau maintenus en la possession de leurs anciens droits, selon la forme et teneur de l'arrêt du 14 janvier 1580.

Le seigneur de Flotte, malgré les arrêts qui établissaient d'une manière irrécusable les droits des habitants de l'Épine, tenait essentiellement à les diminuer et sous divers prétextes, il se pourvut par requête du 12 juillet 1695, devant la cour souveraine de Grenoble. Les habitants de l'Épine ayant fourni la preuve contraire aux allégations du sieur de Flotte, celui-ci reconnut par acte du 16 avril 1696, le bien fondé de l'opposition et s'engagea à ne plus troubler la communauté de l'Épine dans la jouissance de ses droits de *bûcherage* et de *pacage*, conformément aux termes de la transaction précitée, du 19 juin 1693.

Dans le commencement de l'année 1724, la dame de Bimard, héritière du seigneur de Flotte, fit assigner les consuls et communauté de l'Épine en reprise de la requête de 1695, à l'effet d'obtenir un cantonnement afin d'amoindrir ainsi leurs droits d'usage.

¹ Archives de la Mairie. — Dossier volumineux non inventorié.

Dès 1693, le seigneur de Flotte et les habitants de Montclus avaient fait défricher plus des trois quarts de la contenance des terres des quartiers soumis aux droits d'usage. Les habitants de l'Épine, peu satisfaits de la conduite de leurs voisins, portèrent plainte. Il fut délibéré à Grenoble, à la date du 1^{er} février 1724, qu'il y aurait injustice à faire cantonner la communauté de l'Épine sur la partie du terrain qui restait à défricher puisqu'elle avait le droit de *pacage* et de *bûcherage* sur toute la montagne et qu'il y avait lieu à demander des dommages-intérêts, pour le tort considérable que lui avait causé le défrichement.

Les mêmes difficultés continuèrent à persister entre la communauté de l'Épine, celle de Montclus et l'acquéreur du domaine de Terrus. Dès 1855, à la suite de quelques procès-verbaux, dressés contre les usagers de l'Épine, de nouvelles démarches furent tentées. Le tribunal civil de Gap nomma des experts qui se rendirent sur les lieux, mais ne déposèrent jamais de rapport. Deux jugements rendus par le même tribunal (9 avril 1889, et 5 août 1890) viennent de mettre un terme à ces contestations.

Village actuel de l'Épine.

La date précise de la construction des premiers remparts (il y a eu double enceinte à l'ouest du village) n'est donnée par aucun document historique. La cause qui motiva cette construction est également ignorée ; sur un vestige encore bien conservé de la clef de voûte de la porte, dite de St-Sébastien, située au levant de Vière (côté de l'ancienne fontaine), on trouve gravée, grossièrement sur une pierre, la date de 1597, ce qui ferait supposer que les remparts ont été élevés, par les habitants du lieu, au XVI^e siècle, au temps des guerres de religion, sans doute, pour se défendre contre les incursions des protestants. « Je me souviens très-bien, m'a dit le capitaine Vial, mon parent, chevalier de la Légion d'honneur, et de l'Ordre de Pie IX, aujourd'hui (1891) âgé de 89 ans, d'avoir entendu dire par des anciens du village, étant très-jeune,

que les remparts de l'Épine avaient coûté la somme de 86 mille livres, chiffre énorme pour ce temps, si l'on considère la situation du peuple à cette époque, et que cette somme avait été empruntée à la ville de Brignoles (Var) ». Les archives communales ayant disparu en très grande partie, il ne nous a pas été possible d'avoir la confirmation de ce fait.

Le premier établissement du village de l'Épine, qui probablement, comme nous l'avons vu précédemment, ne portait pas en principe le même nom qu'aujourd'hui, eût lieu au quartier de la Gleize (l'Eglise). Près de là se trouve l'ancien cimetière, qui occupait l'emplacement d'une église dédiée à N.-D. de Beaulieu¹, dont les restes sont encore apparents. On ne connaît pas non plus l'époque de sa destruction, ni celle où il a été reconstruit au lieu où il est actuellement. Il est probable que ce changement s'effectua peu après la destruction de la Gleize, et que le monticule sur la pente duquel le pays est aujourd'hui établi, offrit aux habitants de meilleures garanties de défense et de salubrité que la Gleize, ce qui était un point essentiel à cette triste époque, surtout si le château féodal, qui dominait le village, avait été construit le premier, comme tout porte à le croire².

On assure, d'après la tradition, qui la plupart du temps doit servir de guide en pareille circonstance, que le seigneur, lorsqu'il voulut réunir les matériaux nécessaires à la construction de son château, imposa une lourde corvée à ses manants. Il exigea d'eux, après convocation préalable, qu'ils se rendissent sur les lieux. Il les disposa de telle sorte qu'ils pouvaient former une chaîne depuis le point culminant où devait se dresser le château, jusqu'au quartier appelé aujourd'hui la *Cheiniée*. Placés ainsi, les habitants de l'Épine faisaient Guillaume (terme de maçonnerie) : on se transmettait de mains en mains les pierres pour bâtir, et, de cette façon, on obtenait en fort peu de

¹ Voir au livre terrier de l'Épine, de 1645, le parcellaire des biens ecclésiastiques.

² *Castrum de Lepina*, 1251. — (Dict. topog. J. Roman, déjà cité au mot l'Épine).

temps, les matériaux nécessaires à l'édification du château. Les châteaux féodaux servaient de forteresses aux lieux où ils avaient été construits ; les habitants venaient se mettre à l'abri des remparts soit pour être plus efficacement protégés, soit pour porter secours au seigneur en cas d'attaque ; c'était l'usage même que la grande cour du château, enceinte de fortes murailles, à l'entretien desquelles les manants devaient contribuer, était destinée à servir de lieu de refuge aux habitants de la campagne qui y apportaient, en temps de guerre, leurs vivres et leurs objets précieux pour les soustraire aux mains de l'ennemi.

La situation des habitants de l'Epine, avant le 18^e siècle, était loin d'être florissante ; on y comptait cependant un certain nombre de familles aisées ; mais le seigneur possédait autour du village, dans un rayon d'environ un kilomètre, la plus grande partie des meilleures propriétés du pays. Cet état de choses était arrivé à un point tel que, en 1741, lorsqu'on eut reconnu la nécessité de créer un cimetière plus rapproché de Vière que l'ancien, situé à 1.306 mètres du chef-lieu, on ne put trouver d'emplacement propice, le seigneur n'ayant pas voulu céder la moindre parcelle de son domaine¹.

La commune est composée de sept hameaux : La Péguière, le Rosas, Estruis, la Villette, la Gleise, les Pères, le Savel et Clamorant. On y rencontre aussi un certain nombre de maisons de campagne répandues sur tous les points du territoire. Les droits seigneuriaux exorbitants à l'Epine, comme dans le reste du Dauphiné, consistaient en dîmes sur tous les produits, sur le four banal et le moulin². Pendant longtemps l'exercice du droit muni-

¹ Archives de l'Epine. — Papiers relatifs à la translation du cimetière en 1741 et supplique des consuls et communauté concernant cette affaire.

² *Banalité*. — *Four et moulin*. — Les vassaux étaient tenus de moudre leur blé, grignons, olives et noix aux moulins du Seigneur et de cuire leur pain au four, selon les anciennes coutumes, ce que le roi octroya en 1520, à ceux qui depuis longtemps jouissaient paisiblement des fours et moulins. (Morgues, page 369. -- Edition de 1658.)

Ban signifie prohibition, la banalité en est l'effet : elle obligeait à cuire

cipal se réduisit à des formes simples. C'était la masse entière des citoyens qui prenait part aux affaires, qui les décidait en assemblée générale et qui en confiait ensuite l'exécution à des agents spéciaux, nommés consuls. Au seizième et aux dix-septième siècles, la constitution municipale reçoit une forme plus en harmonie avec le mouvement social. Elle concentre l'action administrative pour lui donner plus de force et de célérité. Un conseil est établi. Partagée entre les divers membres qui le composent, la surveillance municipale s'étend à tout. Grâce à ses soins, il y a sûreté, liberté partout, et nulle charge, nul impôt, qui ne pèse d'un poids égal sur tous les citoyens sans distinction. La communauté était administrée par trois consuls élus qui présidaient au Conseil Général.

Beaucoup de jeunes gens de l'Epine émigraient, chaque année, dans le Comtat-Venaissin. Ils se plaçaient comme domestiques ou travailleurs de terre. L'instruction était très peu développée, surtout chez la femme; l'agriculture, peu soignée, et l'industrie, à peu près nulle; quelques cardeurs de laine, quelques tisserands, des cordonniers pour les besoins des gens de la localité formaient les seuls corps d'état du pays. La justice était rendue ici comme dans le reste de la province. Le service militaire avait lieu quelquefois par des enrôlements volontaires, mais les paysans préféreraient de beaucoup la pioche et la pelle au mousquet.

La Révolution Française fut accueillie avec crainte par les personnes d'un âge mûr, et sans trop d'enthousiasme par les jeunes gens. Il y eut pourtant quelques exaltés, ce qui, cependant, ne troubla nullement la tranquillité. Les premières élections se firent avec assez de calme. Le premier maire fut Jean Roustan qui prit Joseph Bonnet pour

les pâtes ou à moudre les grains, olives ou noix, au four et au moulin du seigneur. En cas d'infraction à cette règle, les fourniers et les meuniers pouvaient faire saisir les pâtes ou pain, blé, farines, olives, noix ou huiles des contrevenants et les faire condamner à une amende. Cependant les propriétaires forains, possesseurs d'un four, étaient dispensés de cette obligation à la condition toutefois de ne s'en servir que pour leur usage personnel.

secrétaire : François Jouve fut spécialement chargé de la tenue des registres de l'Etat civil.

Les registres de catholicité furent remis le 6 décembre 1792, par l'autorité ecclésiastique à l'autorité civile. Jean Tarascon, du Savel, second maire, fut désigné, par ordre supérieur, pour recueillir les objets du culte pouvant servir à la fabrication des monnaies, et notamment les cloches. On planta, près de l'église, un arbre de la liberté qui a été maintenu fort longtemps, même sous la restauration. Le culte fut suspendu dans la commune pendant un certain nombre d'années. On respecta les églises ; mais on ne tarda pas à démolir le château, bâtiment considérable, dont les matériaux servirent à la construction de diverses maisons particulières, édifiées depuis le commencement du siècle.

SEIGNEURIE DE L'ÉPINE.

La seigneurie de l'Épine a été, pendant longtemps, possédée par la puissante famille de Mévouillon, ainsi qu'on peut s'en convaincre par l'acte d'hommage, qu'en rendit Raymond à Guigues, Dauphin de Viennois, en 1251, au mois d'avril, le jour de la fête de saint Marc évangéliste, pour le château de l'Épine et de Sorbiers et de quelques autres (voir l'inventaire des archives des Dauphins, page 222). A cette famille succédèrent successivement celles des d'Agoult et de Morges, seigneur de Ventavon, du Monétier-Allemond, Lazer, Gargas et autres lieux.

Nous lisons dans l'histoire de Sisteron par Ed. de Laplane (Tom. 1^{er} page 187) que Raymond de Turenne ayant à se plaindre et du souverain Pontife et du duc d'Anjou, menaça d'entrer en Provence et de venir à main armée venger les torts dont on lui refusait la réparation. Il demandait à la chambre apostolique des sommes considérables qu'il prétendait lui revenir de la succession de Grégoire XII, son oncle, décédé à Rome en 1378, et à la maison d'Anjou, la restitution des terres qui lui avaient été confisquées pour être réunies au domaine de l'État.

« Reymond était fils de Guillaume-Roger III de Beaufort, Vicomte de Turenne, et neveu de Simon de Beaufort, seigneur et vicomte de Valernes en Provence.

« Au bruit de la révolte, quelques seigneurs des environs de Sisteron enhardis par l'exemple, se soulevèrent et se mirent à saccager les villages sans défense. On remarque parmi eux les seigneurs d'Agoût de l'Épine, et Tristan, bâtard du Vicomte de Valernes'.

C'est une branche des Bérenger² qui se rendit propre le nom de Morges et le laissa à ses descendants. Cette puissante famille était fixée dans le Dauphiné dès le XII^e siècle. On ne connaît pas son origine : les uns la font descendre des Bérenger, anciens rois d'Italie, d'autres des comtes de Provence; Chorier, avec plus de probabilité, la rattache aux 1^{ers} comtes de Lyon et du Forez (*Biogr. du Dauphiné* par A. Rochas, p. 105).

D'après Rivoire de la Bâtie³, Guigues de Morges acquit, le 6 septembre 1320, de Reymond de Montauban, seigneur de Montmaur, les terres de Clermont et de Rosiac. Il échangea, le 5 mai 1332, avec Agoult des Baux, la co-seigneurie de Plaisian contre la terre de l'Épine.

Guigues épousa Gillette de la Motte, tige de la première race des seigneurs de la Motte, éteinte en 1478, par Guichard de Morges, décédé sans postérité.

Guillaume de Morges, seigneur de l'Épine, épousa, en premières noces, Agathe des Baux, fille d'Agoult, de laquelle il n'eut pas d'enfants, et, en secondes noces, le 24 octobre 1342, Mabilie de la Voulte. Il en eut sept enfants, dont Guigues, seigneur de l'Épine.

¹ On lit dans Guy-Allard (*Dict. du Dauphiné*, tom 1^{er}, p. 11) que la branche des d'Agoult qui possédait les seigneuries de Savournon et de l'Épine, est tombée en celle de Morges, sans en fixer la date. — Chorier (*L'Estat politique*, page 24), cite François d'Agoult seigneur de Chanousse, Jacques d'Agoult sieur de Vacluse (commune de Montjail), Mathieu, Melchior et Jean d'Agoult, ses frères, fils d'Antoine René et de Claude de Morges de l'Épine, comme faisant partie d'une des principales branches de cette importante famille.

² *L'Estat politique du Dauphiné*, par Nicolas Chorier, Valence, Che. nevier et Chavet, LXXIV, page 228

³ *Armorial du Dauphiné*, Lyon, 1887.

Balthazard de Morges de Moustiers, seigneur de Ventavon, paraît dans un acte de 1621, comme procureur fondé de Dame Magdeleine de Glandevès, son aïeule, et de Suzanne de Moustiers, sa mère, Dames de Ventavon et d'Allmond, et de noble Jacques de Morges, seigneur de l'Épine, St-Genis, la montagne d'Allons et Lazer. Il se distingua en Italie à la tête de la compagnie des cheveau-légers du Maréchal de Créquy, et s'allia¹ le 13 avril 1636 à Blanche de Vieux, dame de Noyers en Provence, et 2^e, après la mort de celle-ci, à Louise de Ponnat, fille de François de Gresse, doyen du parlement de Grenoble. De cette dernière il eut François de Morges, seigneur de Ventavon et de l'Épine, qui ne laissa pas de postérité de François du Pilhon de Bouvières.

Une transaction reçue le 8 décembre 1594, par Loubaud, notaire de Rosans, et dont nous avons une copie sur papier libre, nous donne la composition de la famille de Morges à cette époque. Ce document porte que les enfants de Jean de Morges, seigneur de l'Épine, et de Claire de Péliissier, sa femme, étaient :

- 1^o Jacques de Morges, seigneur de l'Épine ;
- 2^o Jean, son frère, seigneur de St-Genis ;
- 3^o Jeanne, veuve de Jean de Ballons, seigneur du Percy ;
- 4^o Claude, épouse de Claude d'Allanson, de Chabestan, seigneur de Ribeyret ;
- 5^o Antoine de Morges, seigneur d'Allons.

Vient ensuite, François de Morges, de Moustiers, seigneur de Ventavon et de l'Épine, fils de Balthazar et de Louise de Ponnat.

Cette famille, possédait la Seigneurie de l'Épine au XIV^e siècle. On lit en effet dans Guy-Allard que Jean de Morges, seigneur de l'Épine, fut chef de quelques troupes en Piémont l'an 1342, et que Jacques de Morges fut tué à la bataille de Montlhéry.

Les armes de cette famille sont : *d'azur à trois testes*

¹ *Armorial du Dauphiné*, page 449-450.

*de lions arrachées d'or lampassées de gueules, couronnées d'or*¹.

Le dernier seigneur de l'Epine a été le marquis Caillebot de la Salle, lieutenant-général des armées du roi, gouverneur de Strasbourg. Voici, du reste, l'état féodal du pays tel que nous le retrace M. J. Roman² : « Une famille de l'Epine possédait au XIII^e siècle, la plus grande partie de cette Seigneurie, Melchior de l'Epine, 1230 ; — Richau, 1274 ; — Rostaing, 1298 ; — Raymond et Amédée, 1317-1330 ; — La famille de Morges se substitua peu à peu à elle dans cette terre ; Barthélemy de Morges était co-seigneur de l'Epine en 1300 ; — Augier en 1320 ; — Guigues, seigneur de toute la terre de l'Epine, 1332-1344 ; — Jean, 1345-1363. — Guillaume, 1364-1373 ; — Aymar et Guillaume, ses fils, 1373-1380 ; — Charles 1413 ; — Raymond, 1417-1426 ; — Claude 1426-1440 ; — Jean 1454-1464 ; — Antoine 1491-1528 ; — Jean 1542-1579 ; — Jacques 1579-1621 ; — Jean Balthazar, 1633-1661. A la mort de son mari (vers 1661), Louise de Ponnat, administra les biens de son fils, François, qui, probablement était encore mineur ; — François, 1695-1732, — Claire, sa sœur, épouse d'Alphonse de Clermont-Chatte, 1732 ; — Charles Balthazard, leur fils, 1732 ; François-Ferdinand, 1732-1740 ; — Louis de Caillebot-la-Salle, mari de Charlotte, de Clermont-Chatte, 1779-1789 ».

Un des ancêtres de ce dernier, Louis de Caillebot, marquis de la Salle, chevalier du Saint-Esprit, bailli et gouverneur de Châteauneuf-en-Thimerais, commandant du régiment du roi, figure, en 1701, au nombre des Maîtres de la

¹ François de Morges se qualifiait, dans un ordre d'arrêt, en date du 1^{er} décembre 1693, lancé aux consuls de Ribiers contre un voleur, du titre de Chevalier, Seigneur de Ventavon, Lespine, Bavières, Lazer, Le Monestier-Allemont, Chaude-Bonne et autres places, lieutenant du Roy de la Province du Dauphiné ; il signait : Ventavon (Archives de Ribiers).

François de Morges, fils de Louise de Ponnat, a succédé à Jean Balthazard, son père, bien avant 1695 ; car on trouve dans une procédure de l'année 1675, qu'il réclama à la communauté de l'Epine, diverses sommes dont le chiffre amena une contestation sérieuse (Archives de l'Epine).

² *Tableau historique*, page 146, 1887.

garde-robe servants de Louis XIV (L'Etat de la France, par L. Trabouillet, Paris MDCCII, in-12, page 190).

Cette famille a pour armes : *D'or, à six annelets de gueules 3, 2, 1*. Elle était encore représentée, il y a quelques années, par le marquis de la Salle, habitant à Versailles. Ses alliances ont eu lieu avec les de Martel, de Mareuil de Clermont-Chaste, de Montaigu, de Grôle, etc.

« Quelques autres co-seigneurs eurent, à différentes époques, des droits sur l'Épine ; nous trouvons, entre autres, Bernard, seigneur de Lesches (Drôme), 1246 ; — Osasica, qui cède ses droits au Dauphin vers 1240. — Le Dauphin les cède à Reymond de Mévouillon, 1251 ; Rostagnet de Rousset, seigneur de la moitié de l'Épine, 1274 ; — Agoult des Beaux 1324. — Guillaume Auger, 1325 ; — Raymond de Montauban, 1331.

Les biens formant la seigneurie étaient de peu d'importance au 17^e siècle. Pour s'en rendre compte, on n'a qu'à consulter le Parcellaire des biens nobles du pays établi en 1645. A cette date, ils figuraient sous le nom de Balthazard de Morges de Moustiers, seigneur de Ventavon, l'Épine, et autres places, et se composaient de :

1^o Le château, étables, écuries, cour, chasal, jardin et terre à la Coste. La plate-forme du château, mesurait 78 cannes ; l'étable à côté de la basse-cour, 19 cannes et demi ; l'autre étable ou écurie sous lysle (sic) 95 cannes ; la basse-cour, 83 ; lysle, 570 ; le chasal, 14, le jardin 87, et la tour 9 cannes, le tout aboutissant à la porte saint Sébastien. Les autres immeubles consistaient en un four, un moulin, un chasal et un pigeonier, prés, terre et jardin au lieu dit Serre Grimaud ; une terre au champ de l'Horme ; une terre et pré à la Coolt (sic) ; une autre terre au champ du Nays ; un autre au champ du Luquet (sic) ainsi que quelques bâtiments, régales et jardin à la Gleize.

A. MOURRE.

(A suivre).

BRIANÇON

PENDANT LA RÉVOLUTION

1788 - 1799.

(Suite¹)

II.

Organisation de la garde nationale. — Troubles à l'occasion de la formation de l'État-major. — Prestation de serment de la garde nationale. — Le régiment d'Austrasie ; fédération de ce régiment avec la garde nationale. — Fédération aux Crottes. — Députés à la fédération du 14 juillet, à Paris. — Te deum pour le Roi. — Messe pour Mirabeau. — Fête anniversaire du 14 juillet. — Compagnie de la jeunesse. — Compagnie de canonniers. — Demande d'augmenter la garnison. — Bataillon de grenadiers nationaux. — Mise en activité de la garde nationale. — Bataillon de chasseurs des Alpes. — Approvisionnement de siège.

Le 28 août 1789, ensuite d'une délibération prise à l'hôtel-de-ville, la municipalité s'occupa d'organiser les milices nationales. Chacun des quartiers de la ville fournit une compagnie. Les villages faisant partie de la commune en formèrent quatre autres.

Ces compagnies furent ensuite convoquées pour procéder à l'élection de leurs officiers. Voici les noms des capitaines :

Compagnie de Castre, capitaine *Pierre Froment-Coste*, receveur des domaines ;

Compagnie de Roche, capitaine *Balthazar Jacques Jouve*, avocat et premier consul ;

Compagnie du Temple, capitaine *François Charbonnel*, marchand ;

Compagnie Mercerie, capitaine *G^{me} Laurent Ferrus*, avocat ;

¹ Voir le dernier *Bulletin* de 1890, p. 376-384.

Compagnie de Ste-Catherine, capitaine *Jean Bonnot*, père ;

Compagnie de Font-Christiane, capitaine *Michel Ollagnier* ;

Compagnie de Forville, capitaine *Albert*, avocat du Roi ;

Compagnie du Fontenil, capitaine *Charbonnel-Salle*, fils.

Le 9 novembre suivant, le Conseil général de la commune donna pouvoir aux officiers de se réunir, pour procéder à l'élection des officiers de l'État-major, qui fut composé de la manière suivante :

Le marquis *de Tonnerre*, fils du duc de Tonnerre, *colonel* ;

Le chevalier *de Mépieu*, ancien capitaine au régiment de grenadiers royaux, *lieutenant-colonel*¹ ;

Jacques Morand, procureur,	} Majors.
Antoine Peralda, assesseur,	

Jouve, fils aîné,	} Porte-Drapeau.
Alphand, fils aîné,	

Jean-Louis <i>Chancel</i> , lieutenant du 1 ^{er}	} Chirurgiens-majors.
chirurgien du roi,	
Antoine <i>Guillerme</i> , ancien chirurgien de l'hôpital militaire,	

Charbonnel, chanoine de la Collégiale, *aumônier*.

Fantin-Latour, doyen des avocats,	} chefs de bataillon.
Fantin-Laribière, avocat,	

On forma aussi une compagnie de vétérans qui eut pour :

capitaine en premier, *Fantin-Latour*, 70 ans.

— *en second*, *Chancel*, père, 77 ans.

Dans une assemblée du 22 novembre, la municipalité présenta l'état des officiers supérieurs qui avaient été choisis et fit approuver la nomination de M. de Tonnerre, comme colonel.

¹ M. de Mépieu, né dans le diocèse de Belley, était devenu Briançonnais, par son mariage, en 1782, avec Marianne Laugier, fille de François Nicolas Laugier, notaire, et veuve de Georges de Rozot de Lagarde. Sa maison était celle qui appartient aujourd'hui à l'administration de la guerre et où se trouvent les bureaux de la direction d'artillerie.

Ces décisions excitèrent des mécontentements : on trouva, et non sans raison, que l'État-major était beaucoup trop nombreux pour une garde nationale de 400 hommes ; quelques citoyens se plaignirent de n'avoir pas été appelés pour prendre part à cette formation. Pour faire cesser les plaintes, la municipalité fit convoquer une assemblée générale de la garde nationale dans laquelle se trouvèrent réunis tous les citoyens de la commune. M. de Tonnerre y fut confirmé colonel par acclamation et on réduisit l'état-major à un nombre convenable. M. de Tonnerre fut déclaré colonel non seulement de la garde nationale de Briançon, mais encore de toutes les gardes nationales du Briançonnais.

A la nouvelle de cette nomination, quelques citoyens, jeunes et ardents, jetèrent les hauts cris ; ils la déclarèrent antipatriotique, contraire à tous les principes de la Révolution et aux droits des communautés villageoises.

Ces fougueux patriotes avaient pour chef Joseph Balthazar Berard qui, depuis cette époque, se fit toujours remarquer par l'exaltation de ses idées¹. Ils provoquèrent, au mois d'avril 1790, une réunion au Villard-St-Pancrace, composée de délégués des gardes nationales des autres communautés du bailliage. Berard y porta la parole et parvint à obtenir de ses auditeurs un vote proclamant Lafayette chef général des gardes nationales du Briançonnais, en remplacement du marquis de Tonnerre, dont l'élection fut déclarée nulle.

Non contents de ce succès, les agitateurs adressèrent au *Journal Patriotique* de Grenoble une lettre, en date du 7 mai, qui fut publiée par ce journal et reproduite dans les *Annales patriotiques* que rédigeaient, à Paris, Mercier et Carra. Cette lettre était annoncée par ces journaux comme venant de la garde nationale de Briançon. Elle était accompagnée du procès-verbal de l'assemblée tenue au Villard-St-Pancrace et de l'adresse qu'elle avait votée pour être envoyée à Lafayette.

¹ Voyez la biographie de Berard dans la *Biographie-Bibliographie du Briançonnais* par M. A. Albert, Grenoble, 1877.

La lettre traitait de « l'action aristocratique » ceux qui par l'élection de M. de Tonnerre « mettaient une des clefs du royaume entre les mains d'un noble privilégié, ennemi par état de la Révolution et sur les qualités duquel on se contente de garder le silence », etc.

La municipalité et la garde nationale de Briançon regardèrent cette lettre comme une dénonciation publique qui les outrageait, en attaquant leur patriotisme. Le 1^{er} juin 1790, le maire, les officiers municipaux, les officiers, bas-officiers et soldats de la garde nationale se réunirent à l'hôtel-de-ville. Lecture fut donnée de la lettre insérée dans le n° 39 du *Journal patriotique* de Grenoble et de la relation consignée dans le n° 231 des *Annales* de Mercier, sous le titre : *Sagesse et fermeté des communes briançonnaises* et signée Carra.

Après cette lecture, on rédigea la protestation suivante : « Les citoyens assemblés, pénétrés de la plus vive et juste indignation contre les imputations odieuses insérées dans les dites lettre et relation qui compromettent l'honneur et la réputation de toute la commune ; convaincus qu'il n'existe parmi eux, dans quelque grade que ce soit, aucun membre capable des sentiments indignes qu'on leur attribue ; étant au surplus instruits que ces libelles ont été rédigés sans le concours et la participation des communautés du pays briançonnais et ne sont l'ouvrage que d'un petit nombre de personnes qui ont conçu le projet désastreux de diviser les gardes nationales dudit pays ; considérant, enfin, que l'intitulation de ladite lettre est de la plus insigne fausseté, puisqu'elle est annoncée sous le nom de la garde nationale de Briançon, tandis que son contenu est précisément dirigé contre elle ; ont unanimement délibéré que pour prévenir et dissiper les impressions défavorables que ces libelles peuvent avoir fait naître dans toute la France et principalement auprès de toutes les gardes nationales du royaume, et pour faire connaître les sentiments de patriotisme dont ils ne se sont jamais écartés, il sera incessamment envoyé un mémoire justificatif à l'Assemblée Nationale, lequel sera adressé aux rédacteurs des journaux avec prière de l'y insérer : et

pour sa rédaction, ils ont nommé MM. Ferrus, maire, André Vincent, officier municipal, Jouve, Albert, Froment-Coste, officiers de la garde nationale, et le sieur Fantin adjudant, pour s'en occuper incessamment, le faire imprimer en nombre suffisant d'exemplaires, se réservant d'employer tous les moyens convenables pour une plus ample réparation. Copie de la présente sera envoyée à toutes les communes formant le district de Briançon ». Cent cinquante signatures furent apposées au bas de cette délibération.

Berard effrayé de l'émotion qui régnait chez ses concitoyens, crut pouvoir la calmer en se déclarant l'auteur de la lettre et en offrant « de l'interpréter dans une assemblée publique ». Mais il eut beau protester de ses bonnes intentions et déclarer « qu'il n'a jamais suspecté, ni voulu attaquer le patriotisme de la ville de Briançon ; que sous le nom de *faction aristocratique*, il n'a entendu parler que de quelques hommes », l'irritation ne fit que s'accroître, des cris de proscription et de vengeance s'élevèrent de toutes parts. Il ne put se soustraire au danger qui le menaçait qu'en prenant la fuite, accompagné de son père et d'un autre citoyen que l'on croyait son complice, et en se réfugiant dans la commune de La Salle où il avait des parents et des amis.

Sa fuite ne parvint pas à produire l'apaisement. Le 1^{er} juin, la garde nationale de Briançon avait pris les armes et s'apprêtait à aller l'arracher du lieu de sa retraite, malgré les exhortations pacifiques du maire, lorsque une pluie abondante vint à propos calmer les esprits surexcités et empêcher le départ pour La Salle où « le sang aurait peut-être coulé », car les gardes nationaux de cette commune étaient bien décidés de repousser par la force ceux qui auraient tenté de violer l'asile qu'ils avaient donné à leur compatriote.

« Les jours suivants, les mêmes projets de vengeance existaient toujours, nous dit Berard, dans ses *Observations*, et craignant d'exposer plus longtemps deux peuples de frères à s'entr'égorger pour une querelle chimérique,

il prit le parti de s'éloigner d'une ville dont il déplorait l'erreur¹ ».

L'éloignement de Berard fut-il de longue durée ? Nous ne saurions le dire. Toutefois le calme revint peu à peu dans les esprits, à la suite de deux lettres adressées à la municipalité et à la garde nationale de Briançon par la municipalité et la garde nationale de Grenoble, et dans lesquelles se trouvaient des explications favorables à Berard et des exhortations à l'union et à la concorde.

Dans le mémoire justificatif, publié à la suite de la délibération du 1^{er} juin, les Briançonnais indignés des doutes que l'on a manifestés sur leur patriotisme, énumèrent tout ce qu'ils ont fait, depuis les premiers instants de la Révolution.

« Nous citerons, disent-ils, l'empressement avec lequel, le 31 juillet dernier, sur le bruit qui se répandit que les brigands infestaient les provinces, nous obligeâmes le commandant de la place à faire délivrer des armes et des munitions de guerre non seulement pour nous, mais encore pour toutes les communautés du Briançonnais ; la garde bourgeoise montée régulièrement, indépendamment de celle de la troupe, depuis cet instant jusqu'à l'entrée de l'hiver ; cette garde renouvelée au mois de janvier, sur le bruit de nouveaux troubles ; le serment civique de toute la commune, prêté le 8 février, la proposition d'une fédération de la part de notre garde nationale avec toutes celles du Briançonnais et de celles-ci réunies avec celles des Hautes-Alpes, laquelle a eu lieu, le 25 avril ; notre adhésion formelle à toutes les fédérations qu'on nous a proposées ; le serment de notre garde nationale, prêté, le 28 avril, en présence de la municipalité. Nous citerons encore le mémoire adressé, le 4 mai, à l'Assemblée Nationale, pour obtenir une augmentation de garnison et une compagnie d'artillerie, pour la garde des frontières ; différentes demandes réitérées, à cet effet, sur le bruit de contre révolution ; l'assemblée de députés par cantons, pour pré-

¹ *Observations sur les manœuvres employées par les agents de l'aristocratie pour surprendre et égarer le patriotisme de la ville de Briançon.* Mss.

senter des adresses et pétitions pour le même objet. Nous citerons la demande faite, le 20 mai, par la municipalité et la garde nationale pour pourvoir d'armes et de munitions les quatre communautés nouvellement réunies à notre district¹, la distribution faite, en conséquence, de 800 fusils et de 48.000 cartouches à balles ; semblable demande faite, le 28 mai, pour trois communes de l'Embrunais et la remise qui leur a été faite de cent cinquante fusils. Nous leur citerons, enfin, une surveillance continuelle contre l'introduction de l'étranger, des gardes redoublées, à cet effet, les jours de foire ; en un mot, notre union intime avec le régiment d'Austrasie dont on ne s'avisera pas de suspecter le patriotisme et qui, rendant justice à nos sentiments, a témoigné la plus vive indignation contre une imputation aussi déshonorante et si peu méritée ».

La garde nationale de Briançon ayant opéré son organisation définitive, fut convoquée le 18 avril 1790, dans le faubourg de Ste Catherine, devant la maison des R.R. P.P. dominicains, en présence des officiers municipaux de la commune, à l'effet de prêter le serment prescrit par l'Assemblée Nationale, d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi. Le maire, G^me Ferrus prononça l'allocution suivante :

« Nos pères, dans tous les temps, ont donné des preuves de leur courage et de leur patriotisme, leurs enfants pourraient-ils dégénérer, à présent que, par de nouvelles lois et la réforme des abus, l'aurore de la liberté commence à luire sur eux ? Non non, il n'en est point parmi vous, nous en sommes convaincus, qui ne fut prêt à sacrifier ses biens et sa vie au maintien de la nouvelle constitution et à donner des preuves à notre bon Roi de son obéissance et de son respect... Vous avez choisi vous-mêmes vos officiers, et ce choix qui vous a mérité les applaudissements de toute la commune et les nôtres deviendrait inutile si, en le faisant, vous ne vous étiez pas promis de leur obéir en tout ce qui concerne le bien de l'Etat et le service du Roi.

¹ *L'Argentière, La Roche, La Grave et le Villard d'Arène.*

« La troupe, étant sous les armes et rangée en bataillon carré, reconnut ses officiers auxquels elle jura obéissance. Cette reconnaissance faite et ce premier serment prêté, on battit un ban à la suite duquel tous les officiers, sous-officiers et soldats après des cris répétés de *Vive la Nation et le Roi*, prêtèrent le serment de fidélité à la Nation et au Roi, les officiers en portant la main droite sur la garde de leur épée et les autres en levant la main ».

A cette époque, la garnison de Briançon se composait du régiment d'Austrasie. Ce régiment avait été dans l'Inde et s'était distingué, en 1783, dans un combat que le Bailli de Suffren avait livré aux Anglais, devant la rade de Goudelour, sur la côte de Coromandel. Les relations de ce régiment avec la population étaient excellentes. Toutefois, dans le mois de décembre 1789, le bruit se répandit dans la ville que les officiers avaient été blessés de quelques propos populaires, semés par des gens malintentionnés et faisant douter de leur patriotisme. Informée de ces bruits, la municipalité convoqua immédiatement le Conseil qui après délibération, chargea les consuls de se rendre chez le commandant du régiment pour lui déclarer, en présence de ses officiers, que la Ville n'avait jamais douté de leur patriotisme et qu'elle serait toujours heureuse de concourir, avec eux, au maintien de la paix et du bon ordre.

Depuis ce jour, la bonne harmonie entre la population et le régiment d'Austrasie non seulement ne fut plus troublée mais devint plus parfaite. Le 14 juillet 1790, une manifestation publique des plus imposantes donna des preuves éclatantes de l'estime que la ville et le régiment avaient l'une pour l'autre ; ce fut la fédération de la garde nationale avec ce régiment. Voici le récit de cette fête tel qu'il se trouve dans les archives municipales.

« A onze heures, le régiment d'Austrasie, commandé par M. de Chalap, son lieutenant-colonel, ouvre la marche et va se mettre en bataille sur le champ de Mars. A la vue de ce corps militaire si cher aux Briançonnais et qui a des droits à la reconnaissance de la France entière, la joie est peinte sur tous les visages. Nous sommes désormais tranquilles sur votre honneur, sur votre sort, disaient les

pères de famille à leurs enfants : Austrasie va vous adopter pour frères.

« La garde nationale commandée par M. de Mépieu, lieutenant-colonel, chevalier de St-Louis, défila devant le régiment et se plaça à sa gauche.

« Deux sergents de la garde nationale portaient chacun une couronne de laurier-rose, suspendue par des rubans tricolores ; ils précédaient, de quelques pas, un tableau porté par un sergent de la compagnie des vétérans. Quatorze rubans aux trois couleurs portaient de la partie supérieure de ce tableau et étaient tenus par MM. de Lusignan, chevalier de St-Louis, capitaine d'artillerie, d'Astier, chevalier de St-Louis, aide-major de la place ; de Jarjays, officier du génie¹, du Brueil, ingénieur des ponts-et-chaussées, et par des Briançonnais. Venaient ensuite les officiers municipaux, le clergé régulier et séculier.

« Ce tableau qui était l'ouvrage de MM. de Jarjays et du Brueil représentait les principaux personnages qui assistaient à la cérémonie prêtant le serment : le drapeau du régiment d'Austrasie orné de rubans sur l'un desquels on lisait : *aux héros de Goudelour*. Une main sortait des nuages et posait une couronne civique sur un globe d'azur portant un 8, désignant le rang que le régiment d'Austrasie occupait dans l'armée. Au bas du tableau, on lisait les quatre vers suivants :

Toi qu'on ne peut nommer sans retracer l'image
De gloire, de valeur, d'amour de la Patrie,
Austrasie, de nos mains daigne accepter ce gage,
Il sera le garant du saint nœud qui nous lie.

« Il fut placé sur les gradins d'un autel en gazon fleuri que les officiers municipaux avait fait construire à la tête du champ de Mars. Toute la municipalité, les membres du corps électoral et le clergé se placèrent autour de cet

¹ Antoine Benoit Augustin Reynier de Jarjays était lieutenant en 1^{er} au corps royal du génie ; il était fils de Jean Antoine Reynier, notaire d'Upaix qui avait acheté la terre de Jarjays. Il se maria, à Briançon, le 6 février 1786, avec Marie-Louise Bonnot, fille de Jean, avocat, et de Marie-Madeleine Brunet de l'Argentière.

autel. M. Charbonnel, aumônier de la garde nationale, y célébra une messe dont le commencement, l'élévation et la fin furent marqués par un coup de canon ». Elle fut suivie d'une allocution, prononcée par le maire.

Cette fédération du 14 juillet entre la garde nationale de Briançon et le régiment d'Austrasie, correspondant à celle qui se célébrait, le même jour, à Paris, avait été précédée de celle qui avait eu lieu dans la plaine des Crottes, sous Embrun, le 25 avril, entre les gardes nationales de toutes les communes des Hautes-Alpes.

A en juger par la délibération prise, à Briançon, le 7 mars 1790, et par un passage du mémoire justificatif de la garde nationale, reproduit plus haut, l'initiative de la fédération des Crottes appartiendrait aux Briançonnais.

Nous lisons dans cette délibération : « Les officiers de la garde nationale s'étant réunis à l'hôtel-de-ville, en présence de la municipalité, l'un d'eux exprime le désir de voir former une confédération des gardes nationales de toutes les communes du département de nos hautes montagnes, ce qui comprend l'Embrunais, le Gapençais et le territoire de Serres ; que cette fédération sera également avantageuse à chaque district du département, si nous nous promettons de nous secourir mutuellement, dans le cas où nous réclamerons l'assistance de nos frères.

« L'Assemblée considérant que les confédérations patriotiques ont reçu des éloges de la France entière et l'approbation de l'Assemblée nationale ; voulant donner de nouvelles preuves de son patriotisme, arrête : qu'on invitera les gardes nationales des villes, bourgs et villages du département des Hautes-Alpes à envoyer un officier, un bas-officier, députés pour chaque compagnie, dans la plaine des Crottes, près d'Embrun, le jour du 25 avril prochain, à l'effet de resserrer les nœuds de la fraternité, de réitérer, en présence des députés respectifs, le serment solennel d'adhérer aux décrets de l'Assemblée nationale, de maintenir de tout notre pouvoir la nouvelle constitution et d'être fidèles jusqu'au dernier soupir à la Nation, à la Loi et au Roi. »

Le Briançonnais ne manqua pas de se faire représenter

à la fête de la fédération générale, célébrée à Paris, le 14 juillet 1790, en mémoire de la prise de la Bastille. Dès le 24 juin, se réunissaient à l'hôtel-de-ville de Briançon deux cent dix électeurs, envoyés par les gardes nationales des neuf cantons composant le district, pour nommer un député par quatre cents gardes nationaux.

Les élus furent *Poyat* Alexandre, de la Grave (1^{er} canton) — Joseph-Pierre *Faure*, du Monétier (2^e canton) — *Prat*, du Val-des-Prés (3^e canton) — *Bonnot*, Jean-François de Briançon (4^e canton) — *Chaix*, fils aîné, du Villard-St-Pancrace (5^e canton) — *Rossignol*, de la Pisse (6^e canton) — Claude *Pons*, de St-Martin-de-Queyrières (7^e canton) — *Vasserot*, d'Aiguilles (8^e canton) — Jacques *Meyssimili*, d'Arvieu (9^e canton). Ces députés se présentèrent immédiatement et promirent de remplir, de leur mieux, l'honorable mission dont on les chargeait, moyennant la somme de 300 livres chacun, qui devait leur être payée par le trésorier du district.

Le maire (G^{me} Ferrus leur fit une petite allocution, en ces termes : « Plus fortunés que vos camarades, vous allez admirer de près cette grande et superbe ville qui, par le patriotisme de ses habitants, a été le principal foyer de la Révolution ; ce maire, aussi fameux par ses talents littéraires que par sa sagesse et son civisme ; cette municipalité qui mérite si bien de servir de modèle à toutes les autres ; ce héros de la liberté américaine et de la nôtre, et la brave troupe nationale, si digne d'un tel chef. Chacun de nous vous charge expressément d'être et les interprètes et les garants de ses sentiments de soumission et de reconnaissance pour tous les décrets de l'auguste assemblée nationale, de notre amour et de notre respect pour le meilleur des rois, restaurateur de la liberté française, enfin de notre pleine et entière adhésion à tout ce qui sera fait, résolu et juré par tous les confédérés, réunis avec vous dans la capitale ».

Le 23 avril, 1791, la municipalité de Briançon donna une nouvelle preuve de son amour et de son respect pour le meilleur des rois, en prévenant ses administrés que le lendemain il y aurait « *Te deum et exaudiat* dans l'église

paroissiale, en réjouissance du rétablissement de la santé du Roi; qu'on invitera à la cérémonie tous les corps administratifs et de justice, l'état-major du 75^e régiment (ci-devant Monsieur) en garnison dans cette ville, les officiers du génie, de l'artillerie et des gardes nationales ».

Le 4 mai suivant, elle faisait encore célébrer « une messe solennelle pour le repos de l'âme de M. Riquetti-Mirabeau. « Les corps municipal, administratif et judiciaire devaient y assister et prendre le deuil pour huit jours ».

Le 14 juillet 1791 on célébra de nouveau, au champ de Mars, l'anniversaire de la prise de la Bastille et celui de la Fédération. Les corps civils et militaires y prêtèrent encore serment et M. Charbonnel, aumônier de la garde nationale, y célébra la messe sur un autel de gazon. Étaient présents à la cérémonie : G^{me} Ferrus, maire, Morand, procureur de la commune, de Saint-Mauris, colonel du 75^e et de Mépieu, lieutenant-colonel de la garde nationale.

Nous avons vu que la garde nationale de Briançon se composait de huit compagnies, quatre de la ville et quatre des villages appartenant à la commune, auxquelles on avait ajouté une compagnie de vétérans. On jugea à propos de la compléter en formant, le 1^{er} avril 1791, une compagnie de *la Jeunesse* de 14 à 18 ans, sous le commandement de MM. Balthasar Fantin-Latour, Jean-Claude Teller, et Dominique C., et le 15 juillet suivant, une compagnie de canonniers ayant Antoine Gérard, de Forville, pour capitaine, Jean-Baptiste Albertin, pour lieutenant, et Jean-Pierre Challier, pour sous-lieutenant.

Le 23 mai 1792 la municipalité ayant appris que le départ prochain du 1^{er} bataillon du 75^e pour le camp de Barraux réduirait la garnison à 100 hommes; que le seul officier du génie résidant dans la place doit partir aussi pour la même destination, « considérant que les deux officiers d'artillerie sont insuffisants pour faire faire le service; qu'il y a dans les magasins très peu de vivres pour la troupe; que les gardes nationaux, occupés aux travaux de la campagne, ne peuvent faire le service, arrête que MM. Borel, procureur-syndic du district et Charbon-

nel-Salle, procureur de la commune, se rendront auprès du général Montesquiou, commandant l'armée du Midi, pour demander : 1° que la garnison de la place soit portée à 3.000 hommes : 2° que le départ du bataillon du 75^e soit retardé jusqu'au 6 juin, jour fixé pour l'arrivée du 35^e qui doit le remplacer ; 3° de solliciter la conservation de M. Tournadre, lieutenant-colonel du génie, dont le service est indispensable ; qu'il lui soit envoyé des adjoints, ainsi qu'une compagnie d'artillerie, celle qui est actuellement en cette ville étant insuffisante pour servir 150 bouches à feu, distribuées dans les différents forts, et enfin, de demander que, dans le cas où les gardes nationales seraient mises en activité, elles soient traitées comme les troupes de ligne ».

Ensuite de la réquisition du général Anselme, commandant les troupes réparties dans les départements du Var, des Bouches-du-Rhône, des Hautes et Basses-Alpes, le conseil d'administration du département, par arrêté du 23 août 1792, fixa le nombre de grenadiers nationaux à fournir par le district de Briançon pour former le bataillon des Hautes-Alpes.

Le 29 août, les administrateurs du district, faisant la répartition pour chaque canton, arrêterent que le canton de la Grave en fournirait 15 ; celui du Monétier 32 ; celui de Briançon 20 ; celui de Villard-St-Pancrace 19 ; celui de Vallouise 20 ; celui de l'Argentière 23 ; celui d'Abriès 23 ; celui de Ville-Vieille 23.

Le 2 septembre, les grenadiers du canton de Briançon se réunirent à la commune et procédèrent, par tirage au sort, pour désigner les vingt hommes à fournir par le canton.

Ces grenadiers devaient être rendus à Gap, le 6 septembre, munis chacun d'un fusil et d'une baïonnette que devaient leur fournir les municipalités.

Les administrateurs des communes du Queyras adressèrent au directoire du district et à celui du département une demande tendant à être exemptées de cette levée, en considération « du service journalier qu'elles étaient obli-

gées de faire sur leur frontière, pour prévenir et arrêter les incursions et invasions de l'ennemi ».

Le 1^{er} octobre 1792, le lieutenant-colonel du génie qui commandait la place de Briançon, jugeant que les troupes de la garnison qui faisaient le service étaient insuffisantes depuis qu'elles avaient fourni des détachements pour la garde de la frontière, requit la municipalité de lui donner, tous les jours, quarante cinq gardes nationaux. Le Conseil décida que le bataillon serait mis en activité et fournirait les quarante cinq hommes demandés.

Le 20 août 1793, ensuite d'une nouvelle réquisition du général divisionnaire commandant le camp de Tournoux, les administrateurs du département ordonnèrent aux municipalités de prendre leurs dispositions pour réunir, au plus tôt, les 291 hommes de gardes nationaux, formant le contingent du district de Briançon, sur les 1200 demandés par le même général, et de les envoyer à Guillestre. Il devait être payé à chaque homme cinq sols par lieue.

On peut dire que depuis le jour de son organisation la garde nationale de Briançon, imitant en cela l'exemple des anciennes milices briançonnaises, ne cessa de prêter son concours pour la défense de notre frontière.

C'est parmi les gardes nationaux du Briançonnais que Victor Balthazar Caire, bijoutier de Briançon, choisit les volontaires dont il forma son bataillon de *chasseurs des Alpes*. Ce corps d'élite, sous les ordres de ce chef intrépide, s'empara du fort de Mirabouc, le 9 mai 1794, rendit les plus grands services à l'armée des Alpes et à celle d'Italie, sous le nom de *Guides*, accompagna Bonaparte en Egypte et fut le noyau de la vieille-garde ¹.

Au mois de prairial an VII (mai 1799), à l'approche des Austro-Russes, le Conseil de guerre en permanence, à Briançon, prenait toutes les dispositions commandées par la prévision d'un siège. La municipalité fit un appel chaleureux à la population et en particulier à la garde nationale, en ces termes :

¹ Victor Balthazar Caire, né à Briançon, en 1753, devint lieutenant-colonel fut commandant d'armes à Péronne, et se retira, en 1816, à Grenoble où il mourut le 1^{er} mai 1843.

« Citoyens, l'insouciance, en cette occasion compromettrait vos maisons, vos récoltes, vos personnes ; déployez l'énergie qui caractérise les Briançonnais ; vous êtes les sentinelles avancées de la République ; vous êtes au poste d'honneur ; vous le défendrez, nous en sommes surs, contre les incursions des hordes barbares qui tenteraient de l'envahir. La patrie vous appelle ; mettez vos armes en bon état et volez à son secours ; que vos efforts se réunissent à ceux de nos braves défenseurs. Prouvez à la République, à nos alliés et aux amis de la Liberté que les habitants des montagnes sont leur plus ferme soutien, qu'au milieu des glaces et des rochers qui les couvrent, ils ont conservé les mœurs républicaines, l'amour antique de la liberté et l'intrépide bravoure de leurs ancêtres. Faites entendre aux ennemis féroces le frémissement d'horreur qu'excitent leurs attentats ; qu'un cri général de vengeance s'élève, à leur approche ; qu'il devienne pour eux le signe précurseur de la foudre et que l'instant où ils souilleront le sol de la liberté devienne celui de leur destruction ».

Cet appel fut entendu ; les gardes nationaux se tinrent constamment sous les armes et le reste de la population montra le plus grand empressement à verser dans les magasins de l'État toutes les denrées dont elle pouvait disposer pour l'approvisionnement de la place et des forts. Ils suivirent ainsi l'exemple que leurs ancêtres leur avaient donné tant de fois, et spécialement en 1709, sous la direction de l'Intendant d'Angervilliers.

(A suivre).

Dr CHABRAND

RÉSUMÉ DES OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES FAITES A L'ÉCOLE NORMALE DE GAP,

Pendant 6 années (de 1884 à 1890)

ANNÉES	PRESSIONS BAROMÉTRIQUES A ZÉRO et pour l'altitude 730			TEMPÉRATURE EN CENTIGRADES sous abri météorologique			HUMIDITÉ		Etat du ciel et vents		
	EXTRÊMES OBSERVÉES			EXTRÊMES			Eau tombée en millimètres	Etat hygrométrique évalué de 0 à 100	Jours de ciel presque pur	Jours de vent bien constaté	Vent dominant et nombre de jours qu'il a soufflé
	Moyennes	Maxima	Minima	Moyennes	Maxima	Minima					
1884	698.5	710 en février	677 en décemb.	9.2	34 en juillet	— 16 en déc.	556	66	168	73	N. et NE
1885	697.3	708 en octobre	680 en octobre	9.2	32 en août	— 19 en janvier	891	68	131	64	NE. 24
1886	697.7	707 en août	680 en janvier	9.3	32 en juillet	— 16 en janvier	1133	68	197	69	NE. 27
1887	698.0	713 en février	679 en janvier	8.4	33 en juillet	— 21 en déc.	696	65	133	65	N.
1888	698.0	711 en janvier	682 en mars	8.6	33 en août	— 17 en janvier	794	68	146	83	NE. 20
1889	698.6	713 en janvier	683 en février	8.5	34 en juillet	— 18 en mars	791	68	136	91	N.
Totaux et moyennes	4188.1 698.0	713 en février	677 en décemb.	53.2 8.9	34 en juillet	— 21 en déc.	525 88	403 67	841 140	445 74	NE

G. ROMIEU.

PRINCIPAUX PHÉNOMÈNES ACCIDENTELS OBSERVÉS A GAP

pendant une période de 6 années

MOIS	A N N É E S					
	1884	1885	1886	1887	1888	1889
Janvier...	Neige sur le sol, du 27 au 30 seulement.	10 à 20 cent. de neige tout le mois.	Première neige le 5.	35 à 20 cent. de neige sur le sol.	Plus de neige le 10. Neige le 28.	1 ^{re} neige le 12 (5 ceu- qui restent tout le temps).
Février...	Pas de neige.	Mois pluvieux, plus de neige le 12.	Peu de neige, il n'y en a plus le 20.	Plus de neige le 15, tremblement le 23.	Neige fondante le 1 ^{er} . Neige à partir du 15.	Neige tous le mois.
Mars.....	Pluie et neige le 7.	"	Neige le 5, le sol ne se découvre que le 19.	Bourrasque de neige le 40.	Plus de neige le 11, mais chutes jusqu'au 20.	Pluies les 7, 9, 10, 11. Plus de neige le 13.
Avril.....	Orage le 1 ^{er}	Neige et pluie le 28.	Neige le 9, elle ne dis- parait que le 11.	"	Un peu de neige le 10, 10 centimètres le 12.	Un peu de neige les premiers jours.
Mai.....	"	"	"	Neige et grésil le 22, forte gelée le 23.	Mois relativement sec	Pluie la 2 ^e dizaine.
Juin....	Orage le 15.	Orage le 30.	Orages les 4 et 26.	Sécheresse la 2 ^e 15 ^e	Orages les 11 et 24. pluies les 20 derniers jours.	"
Juillet...	Orage faible le 6. Violents les 10 et 24.	Orage le 19.	"	"	Orages les 26 et 31.	"
Août....	Orages les 5 et 12	Orages les 3 et 12.	"	"	"	"
Septemb ^{re}	"	"	"	"	"	"
Octobre..	Vent violent le 3, cou- ronne lunaire le 29.	Neige fondante le 13.	Pluie continue le 2 ^e 15 ^e	Neige fondante le 15.	1 ^{re} gelée le 10.	Gelées les 18, 19, 20.
Novembre	Un peu de neige le 22, tremblement les 23 et 27.	Pluie d'étoiles le 27, forte chaleur la nuit du 29.	Pluie du 3 au 13, inon- dations.	Pluies du 1 ^{er} au 8 et du 14 au 21.	Tonnerre le 29.	Fortes pluies du 21 au 29.
décembre	Un peu de neige les premiers jours, 20 à 30 c. les derniers.	Pas de neige.	"	Neige le 9, fondue le 11, neige le 19.	Pluie les derniers jours, mais pas de neige.	Mois sec, pas de neige
						Traces de neige le 24, 1 ^{re} neige le 30.

C. ROMIEU.

INDUSTRIES & MÉTIERS

DISPARUS OU QUI SONT EN DÉCADENCE

dans le Chef-lieu du département des Hautes-Alpes

ET DANS BEAUCOUP D'AUTRES VILLES.

(Suite)

FABRICANTS DE PARAPLUIES, PARASOLS ET OMBRELLES, AINSI QUE DE CRIBLES, DE TAMIS ET DE BLUTOIRS.

L'invention ou plutôt l'usage de ces engins portatifs, en toile de soie ou de coton, qui servent à nous garantir de la pluie et du soleil, n'est pas extrêmement ancien. Il n'y a pas plus de deux ou trois cents ans qu'en France on connaît et on fabrique ces petites tentes rondes, en forme de dôme, qui s'ouvrent et se ferment à volonté, instantanément, et, que l'on a si bien dénommées parapluies et parasols. — Mais, bien avant nous, depuis des siècles et des siècles, les Chinois s'en servaient ; ils nous avaient devancé en cela comme en beaucoup d'autres choses, et, c'est assurément de la Chine que nous en est venue la mode. — Maintenant cet usage est tellement répandu dans tout le monde civilisé que le plus simple bourgeois, le moindre prolétaire ne se mettent jamais en route sans un parapluie sous le bras. C'est un objet indispensable en voyage, comme le parasol en promenade, et, la plus modeste fille du peuple ne saurait s'aventurer l'été sans être munie d'une ombrelle pour préserver la fraîcheur de son teint. — Aussi la fabrication de ces articles a-t-elle pris, depuis le commencement de ce siècle, une extension immense. C'est par centaines de mille et par millions qu'on les fabrique dans certains centres industriels, à Lyon principalement. — Sans être une de ces villes privilégiées, qui ont vu s'opérer dans leur sein le développement de toutes sortes d'industries, Gap possédait naguère trois fabricants de parapluies et d'ombrelles. Il y a trente ans à peine que les Magini, les Malbec et les Merle exerçaient tous trois encore ce

métier avec beaucoup d'activité. Ce n'étaient point sans doute des industriels de premier ordre; leur commerce était assurément de peu d'importance, ils ne travaillaient pas pour l'exportation. Néanmoins leur fabrication suffisait presque aux besoins de la population gapençaise. Toutefois, en dernier lieu, depuis une quinzaine d'années, l'importation générale des parapluies à montures en fer avait déjà porté un rude coup à leur industrie. Ils ne faisaient plus guère que les remontages, tandis qu'auparavant ils fabriquaient en entier les ombrelles et les parapluies. Les montures alors s'effectuaient toutes en jonc ou en fanons de baleine. — Leur fabrication à cette époque était incontestablement supérieure sous certains rapports à celle de nos jours. — Les En-tout-cas modernes sont, il est vrai, plus légers, plus élégants que nos vieux riflards, mais, de combien sont-ils moins solides et par conséquent de moindre durée. Un parapluie jadis, du temps encore de notre enfance, était regardé comme un objet quasi précieux, qui faisait un usage presque illimité. Quand le tissu de lin ou de coton, le taffetas ou le satin de soie étaient usés, ce qui n'arrivait qu'au bout d'un bon nombre d'années de service, on le donnait à recouvrir, à remettre à neuf. — On se léguait cet objet de père en fils, comme on le faisait d'un fauteuil, d'un bahut ou d'une montre. Le parapluie était pour mieux dire un véritable meuble de famille.

Maintenant il est rare qu'il résiste à deux ou trois saisons pluvieuses; il périt surtout par la monture qui se rouille et se disloque. — Il est vrai que, comme nous l'avons déjà constaté plusieurs fois, nous vivons à une époque où la pacotille triomphe.

Le sieur Merle, le dernier fabricant d'ombrelles et de parapluies à Gap, vient de mourir l'an dernier sans laisser de successeur. — Il n'y a plus à cette heure que la ressource de quelques raccommodeurs passagers incapables le plus souvent de faire un remontage. — Ce n'est point à dire que le chef-lieu des Hautes-Alpes ait à craindre la pénurie de ces petits meubles si simples, mais si ingénieux et si utiles. Non, bien s'en faut. Presque tous les magasins de ses négociants de rouenneries en sont amplement pour-

vus ; il n'est pas jusqu'à certains chapeliers qui n'en soient dépositaires, et, de nombreux marchands forains en font sur ses places publiques la vente par centaines, à des prix d'un bon marché fabuleux. Pour 2 francs et 2 fr. 50, on fait l'acquisition d'un parapluie en cotonnade ; et pour 8 et 10 fr. on obtient celui en soie avec manche verni et sculpté. Il n'est pas étonnant qu'à ces prix, ces objets ne possèdent plus toutes les garanties de solidité, de bonne confection qu'ils offraient jadis, lorsqu'on payait les uns 6 et 8 francs et les autres 20 et 25 francs. En tout cas, il y a du moins une certaine compensation.

En même temps qu'il fabriquait les ombrelles et les parapluies, Magini, l'un des plus anciens industriels, qui ait exercé cette profession dans notre chef-lieu, confectionnait les tamis, les cribles et les blutoirs. Il occupait plusieurs ouvriers qui ne cessaient de parcourir durant la bonne saison tout le département, soit pour effectuer la vente des parapluies et parasols, soit pour faire les réparations des cribles et des blutoirs des moulins. A sa mort survenue il y a vingt-cinq ans environ, sa veuve avait pris sa succession et son gendre quelque temps après, le sieur Tondina, avait continué puis augmenté son commerce de celui de la Vannerie en osier et en rotin. Depuis une huitaine d'années, ce fabricant de parapluies, de tamis et de blutoirs a disparu, et l'on trouverait difficilement à présent à faire confectionner un simple petit tamis de cuisine et le plus humble riflard dans le chef-lieu des Hautes-Alpes.

GANTERIE.

S'il est une industrie qui eût dû s'implanter et s'enraciner profondément dans les Alpes, c'est bien celle de la ganterie. — N'est-ce pas, en effet, au sein de leur vallées, sur les flancs de leurs coteaux et jusqu'au sommet de leurs monts, que naissent et s'élèvent principalement ces petits quadrupèdes cornus, si vifs, si légers, si capricieux dont les jeunes dépouilles sont utilisées pour la fabrication des gants. — Chaque année, au commencement du prin-

temps, des milliers de pauvres chevreaux, à peine âgés d'un à deux mois, sont sacrifiés à la mode, à l'élégance moderne, que l'on fait consister en partie à voiler la beauté des mains de la femme, en même temps qu'à dissimuler la rudesse des nôtres. — Sans doute la chair blanche et délicate de ces petites victimes qui fait le régal de beaucoup de gastronomes est bien pour quelque chose dans cette extermination annuelle ; mais, c'est surtout la finesse et la souplesse de leurs peaux qui sont cause si on les immole en si grande quantité. Celles-ci sont achetées et recueillies en grande partie dans le chef-lieu des Hautes-Alpes par quelques négociants qui les expédient au dehors après leur desséchement, sans aucune préparation. Elles vont alimenter les grandes fabriques de gants, si justement renommées, de Paris, de Grenoble, de La Mure, etc.

Il appartenait donc, tout naturellement à notre chef-lieu, de chercher à participer quelque peu, avec la capitale de la France et celle de notre ancienne province, à l'exploitation de ce genre d'industrie. — Mais, hélas ! de même qu'on n'a jamais su tirer le meilleur parti des laines de cette localité, en y créant ou tout au moins en y maintenant florissantes des filatures et des fabriques de draps et de tissus, on n'a jamais eu l'initiative d'y établir des tanneries de peaux de chevreaux et d'y exploiter en plein la ganterie. On a même négligé fort longtemps de chercher à y introduire la confection des gants. Ce n'est que vers 1838 ou 1840 que fut faite la première tentative de la pratique d'une partie de cette industrie, celle concernant uniquement la couture. Durant quelques années, deux ou trois fabricants, dont nous n'avons pu connaître les noms, expédiaient de Grenoble à deux ou trois correspondants de Gap, les gants tout coupés, tout ajustés. — Quelques fillettes gapençaises dressées au maniement de l'aiguille, les finissaient à la main. — Malheureusement, comme pour d'autres industries, cet essai ne fut pas de longue durée et demeura bientôt stérile. — Les expéditeurs éprouvant sans doute quelques difficultés dans les transactions, mécontents de l'ouvrage effectué par quelques couturières peu soigneuses, ralentirent d'abord leurs envois, puis les

interrompirent complètement; et cette industrie locale tombait dans le néant presque à son début.

Depuis longtemps on ne songeait plus à l'exercice de la ganterie dans notre chef-lieu, lorsqu'en 1861, le sieur Lacroix, maître-gantier de La Mure, vint s'y fixer dans l'intention bien arrêtée de l'implanter et de la propager de ce centre dans tout le département des Hautes-Alpes. — Il s'installa à cet effet dans la Rue neuve, ouvrit un magasin et un atelier et commença à pratiquer le dolage des peaux de chevreaux et la coupe des gants. — Rien ne lui manquait pour mener à bien sa louable entreprise, si ce n'est quelque peu le numéraire. Il possédait l'expérience et surtout la ferme et bonne volonté. C'était un patron économe et vigilant, en même temps qu'un habile coupeur et un doleur de premier ordre. — Sa femme était de son côté une maîtresse-gantière pour la couture et la broderie. Tout semblait donc leur présager une entière et prompte réussite. — Dès le principe, s'étant pourvu d'un cheval et d'une voiture, il se mit à faire des tournées dans tout le département pour la propagation de la couture des gants. C'est ainsi qu'il put installer de petites succursales, à Chorges, Embrun, St-Bonnet, Veynes, Tallard et Remollon, et, donner de l'ouvrage aux jeunes filles de ces localités et de plusieurs autres villages voisins. Pendant trois à quatre ans, tout marcha pour le mieux, sauf le dolage des peaux, pour lequel il ne put réussir à former des apprentis. — La couture prenait chaque jour plus d'extension, ainsi que la broderie. Il s'opérait des envois par centaines de douzaines toutes les semaines. — Sur ces entrefaites survint la concurrence, chose utile ou tout au moins peu redoutable quand une industrie et un commerce sont bien implantés et bien basés, mais, funeste au dernier point, quand on débute et que l'on n'a pas beaucoup de fonds pour la soutenir. Pendant deux ans cependant, le sieur Lacroix tint bon et ne se découragea pas, mais les ressources pécuniaires lui ayant fait défaut, ne trouvant pas de bailleur de fonds, cet industriel de grande initiative se vit obligé de retourner à La Mure cinq ou six ans après l'avoir quitté.

Ainsi que nous venons de le constater, presque en même temps, deux ou trois ans après que le sieur Lacroix s'établissait dans le chef-lieu des Hautes-Alpes, un autre industriel, M^{me} B... y fondait un entrepôt et un atelier central dans la rue du Mazel. En correspondance constante avec un de ses parents maître-gantier à Grenoble, elle donnait de suite une grande extension à son industrie. Comme son prédécesseur et bientôt son concurrent, elle se mit à propager la couture et la broderie dans presque tous les bourgs et villages environnants. — Ce fut, pendant quelques années, une lutte industrielle et commerciale admirable. Les aiguilles et les petites mécaniques de nos ouvrières alpines, n'avaient pas le temps de chômer ni de se rouiller ; aussi, nos jeunes filles voyaient avec grand plaisir s'accroître rapidement et honorablement leurs petits pécules.

Malheureusement, la hausse du prix de la couture et de la broderie, à laquelle on fut obligé de s'astreindre de part et d'autre, pour soutenir la concurrence et pour attirer à soi et retenir les ouvrières, ne tarda pas à produire un effet désastreux. — La main-d'œuvre se trouvant relativement plus élevée que celle des environs de Grenoble, les frais de transport d'aller et retour par les diligences grevant cette industrie locale, elle ne pouvait moins faire que de périlcliter ; d'autant plus que les travaux ne s'effectuaient pas tous dans les conditions de netteté, de délicatesse voulues pour la confection de cet article. — En outre, on venait de trouver le moyen de coudre les gants, non plus à une mécanique qui ne faisait que faciliter et régler le point de couture, mais à une machine comme celle des tailleurs et couturières, qui effectue elle-même automatiquement les broderies et les coutures.

Toutes ces causes réunies préparèrent rapidement la décadence de l'industrie de la ganterie dans les Alpes, à laquelle la malheureuse guerre de 1870 vint porter le dernier coup. — Postérieurement, il n'y eut plus que quelques communautés religieuses en relation avec quelques maisons de Grenoble, qui continuèrent à pratiquer la couture

et la broderie des gants. Nul essai nouveau n'a été tenté depuis ; il est vrai, que rien ne peut encourager à cela.

TEINTURERIE ET FOULONNIERS.

Avant la découverte presque récente de toutes ces couleurs minérales que l'on a si bizarrement dénommées fucshine, aniline, kabyline, etc..., le métier de teinturier était assez répandu et assez bien pratiqué en province. — La teinture ou mieux la teinturerie était pour ainsi dire un art, et, demandait sinon beaucoup de talent de la part de celui qui l'exerçait consciencieusement, du moins beaucoup d'observation et d'expérience. Il fallait que le maître teinturier fut bien au courant des qualités et du dosage des plantes tinctoriales qu'il employait pour ne pas commettre d'énormes bévues, d'irréparables erreurs. Il devait savoir parfaitement les allier et combiner habilement leurs principes colorants pour obtenir infailliblement les couleurs prismatiques et les nuances intercalaires. Il était nécessaire en outre qu'il se rendit un compte exact du temps que les étoffes devaient demeurer plongées dans le liquide de ses chaudières, et, qu'il surveillât attentivement le degré d'ébullition qu'elles avaient à subir pour arriver à l'obtention d'une teinte uniforme et solide. — L'opération de la teinture en un mot était assez longue et difficile.

Maintenant que M. Chevreul et autres savants distingués ont mis à jour les principes de la diversité des couleurs minérales, qui sont si fines, si belles, et, d'un emploi si simple pour opérer en peu de temps et presque sans difficultés toutes sortes de teintures, plus n'est besoin de tant de précautions et de connaissances techniques. Plus n'est besoin de faire bouillir pendant des jours et des nuits les étoffes, et, de les tourner et les retourner sans cesse dans les chaudières pour bien leur faire prendre la couleur. — Depuis que le bois de Campêche sert à autre chose qu'à teindre les étoffes, ou plutôt, qu'il ne sert même plus à opérer le miracle de changer l'eau en vin, (la fucshine l'ayant détrôné) ; depuis

que l'emploi de la garance, de l'indigo, de l'épine-vinette, de toutes les herbes, les écorces et les racines tincto-riales a été délaissé et remplacé par celui de certaines poudres extraites du goudron de houille, c'est au chimiste que revient tout le mérite de l'art de la teinturerie. C'est lui qui est le véritable maître teinturier, puisque c'est lui qui extrait et combine les ingrédients colorants. — Le teinturier n'est plus qu'un simple manœuvre, et, chacun peut opérer chez soi la teinture de n'importe quelle étoffe, et replonger surtout celles dont les nuances ont été altérées par la lumière, détériorées par l'usage. — L'opération de la teinture des grandes pièces s'effectue même mécaniquement dans les grandes usines, et l'ouvrier teinturier n'a plus à craindre de se brûler, de s'ébouillanter, ni de se teindre les mains. On n'a plus qu'à se procurer chez le droguiste la quantité voulue dosimétrique des couleurs minérales dont l'on veut teindre tel lainage ou telle soierie. L'indication précise des qualités de la couleur, la dose et la manière de les employer sont toujours inscrites clairement sur l'étiquette des paquets renfermant les poudres toutes préparées, sorties fraîchement du laboratoire des chimistes.

Aussi, le métier de teinturier a-t-il complètement péri-clité durant ces dernières années ; il est anéanti dans presque toutes les petites villes de province. A Lyon même, qui était la ville par excellence où ce corps de métier brillait, l'importance des ateliers de teinturerie a bien diminué. L'exercice de cette industrie s'y maintient sans doute beaucoup plus qu'ailleurs, et, s'y maintiendra nécessairement à cause de la grande quantité de soieries qu'il s'y fabrique, et qu'il faut nécessairement teindre par n'importe quel procédé. Il n'en est pas moins certain que ces industriels, que l'on comptait par milliers naguère dans le vieux quartier de St-Jean, qui étaient très reconnaissables à la couleur de leurs mains constamment imprégnées par les liquides qu'ils manipulaient, sont très peu nombreux à cette heure. Comme dans beaucoup d'autres ateliers où vingt et trente ouvriers étaient nécessaires, il y a quelque temps, pour parfaire un ouvrage,

un, deux ou trois sont plus que suffisants dans ceux de la teinturerie.

Dans le chef-lieu des Hautes-Alpes il a existé jusqu'à ces derniers temps deux et même trois familles adonnées complètement à la teinturerie des étoffes. — Les Guyot, les Masse et les Bresson ont exercé le métier de teinturier avec assez d'habileté pendant une assez longue période d'années. Les trois frères Guyot surtout, qui avaient succédé à leur père, et, qui avaient fondé trois ateliers distincts, ont maintenu assez dignement cette industrie locale. Étienne Guyot, le dernier fils de cette famille dont une autre branche a aussi exercé le même métier dans la localité, vient de mourir, il y a quelques années seulement. — Tant que le tissage des stoffs et des ratines, que le feutrage des chapeaux ont été pratiqués à Gap et dans les environs, leur industrie a été assez lucrative et féconde. Leurs petites usines, qui étaient situées aux abords de la rue Neuve, sous les passages qui correspondent de cette rue à la place St-Étienne, n'ont cessé d'être en activité un seul instant. Des nuages de vapeur souvent parfumée par les plantes tinctoriales s'échappaient nuit et jour par les fenêtres de leurs ateliers, tandis que par dessous les portes s'écoulaient lentement les eaux de leurs teintures qui souillaient les ruisseaux des ruelles adjacentes. — C'est qu'alors il n'y avait pas qu'à pratiquer le replongage de quelques habits, de quelques jupons et quelques robes. Non seulement les tisserands et les chapeliers de la localité leur fournissaient de l'ouvrage, mais, les ménagères de la ville et de la campagne leur taillaient de la besogne. Durant tout l'hiver celles-ci ne cessaient de tricoter et de filer et leur donnaient à teindre constamment des bas et des tricots, des écheveaux de fils de chanvre et de laine. Chaque jour, quand le temps était propice pour le séchage, on était sûr de voir dans les prairies de Camargues et sur la digue de la Blache les teinturiers occupés à y installer leurs grandes pièces d'stoffs à peine sorties de leurs chaudières. Semblables à d'immenses serpents verts, noirs, jaunes ou marrons, elles étaient développées au soleil levant, après

avoir subi toutefois un grand bain dans les eaux de la rivière voisine.

Mais là ne se bornait point l'occupation de ces industriels. Deux d'entr'eux possédaient chacun et dirigeaient une autre petite usine où les draps de nos tisserands et les feutres de nos chapeliers étaient assouplis et raffermis en même temps par le massage. — Ces petits moulins à foulon tout-à-fait simples et primitifs, mûs par une chute d'eau dérivée de la Luye, étaient situés en aval de la ville. Dans ses promenades suburbaines, plus d'un gapençais s'arrêtait jadis pour les contempler dans leur humble et pittoresque rusticité. On se plaisait à écouter le sourd et lent toc toc de leurs marteaux tombant et retombant régulièrement sur les draps, accompagnant le monotone clapotement de la petite roue extérieure à palettes mêlé au bruissement de la feuillée qui les enveloppait.

Maintenant tout est silencieux, tout est anéanti, aussi bien les moulins à foulon que les ateliers de teinturerie. Il ne reste pour ainsi dire plus aucune trace de ces petits établissements industriels, sauf un débris d'inscription de l'enseigne du s^r Masse, surmontant le portail du passage de la rue Neuve à la Mairie.

Il y a cependant un ou deux industriels qui se livrent encore quelque peu à la teinture, mais, ce n'est absolument que pour reteindre de loin en loin quelques bagatelles. L'exercice de la teinture n'est à vrai dire qu'un accessoire à leur commerce. Le principal de leur industrie, qui n'était jadis que l'accessoire, consiste dans le dégraisage et le nettoyage, dans le regommage et le repassage des étoffes. Le sieur Saurel, ancien ouvrier teinturier Lyonnais, industriel de mérite, qui s'est installé dans notre chef-lieu depuis quelques années, a pris néanmoins pour titre d'enseigne à la *Teinturerie Lyonnaise* ; mais, il nous a avoué que ce n'était qu'une réminiscence, et, que s'il n'avait que le produit de ses travaux de teinturerie pour le maintenir, il y a longtemps qu'il eût été obligé de fermer son magasin. Il ajoutait, il est vrai, qu'il ne l'eût jamais ouvert s'il n'eût pas compté sur autre chose, car, il était au courant de la situation, plus que critique, du métier de

teinturier dans toutes les villes de province. C'est en effet la remise à neuf des vêtements des deux sexes qui le fait subsister, qui lui procure quelques bénéfices, et, qu'il pratique avec beaucoup de goût et d'activité.

L'industrie de la teinturerie est donc presque complètement annihilée dans notre chef-lieu, par suite de la découverte des couleurs minérales qui a mis la pratique de la teinture à la portée de tout le monde, et, rien ne donne lieu de croire qu'elle puisse reprendre un jour.

(*A suivre*).

E. SIBOUR.

PROCÈS VERBAUX DES SÉANCES.

Séance générale du 4 décembre 1890.

PRÉSIDENCE DE M. Z. BLANCHARD, PRÉSIDENT.

La séance est ouverte à 4 heures et demie. Sont présents : MM. ANDRÉ, BLANCHARD, BILLECARD, DE BRU, DELSERIÈS, DUMAS, DUPONT-DELPORTE, FIARD, J. FAURE, GUILLAUME, IMBARD, E. JOUGLARD, LÉOTIER, LÉOUFFRE, LEMAITRE, D. MARTIN, MONDET, PARIS, A. ROCHE, C. ROCHE, ROMAN, ROMIEU, REPELIN, SALLE, SIBOUR, THÉVENARD, TEISSIER.

Le PRÉSIDENT donne communication du programme du Congrès des sociétés savantes à la Sorbonne en 1891, et de la circulaire ministérielle relative à la 15^e réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements à Paris. Ces documents sont déposés au Secrétariat de la Société d'Études, où les intéressés pourront en prendre connaissance.

Le SECRÉTAIRE présente les travaux qu'il a reçus pour le Bulletin, ainsi que les publications qui lui sont parvenues pendant le dernier trimestre (voir à la *Bibliographie*).

Le TRÉSORIER fait connaître la situation financière de la Société, ainsi que le projet de budget pour 1891. On les trouvera ci-après.

Sur la proposition de M. PARIS, l'un des vice-présidents,

l'assemblée vote des félicitations à M. IMBARD pour la bonne gestion des deniers de la Société.

Il est procédé au tirage au sort des membres des divers comités qui doivent être remplacés et à l'élection de leurs successeurs.

Sont élus au scrutin secret :

Membre du Comité d'administration : M. JOUGLARD, notaire, en remplacement de M. ANDRÉ, arrivé au terme de son mandat.

Membres du Comité de publication : MM. ANDRÉ, BERGE, et DE BRU, en remplacement de MM. BILLECARD et ROMIEU, désignés par le sort pour être remplacés, et de M. VALENTIN, actuellement retiré à N.-D. du Laus.

Sur la proposition de M. le vice-président DUPONT-DELPORTE, il est décidé que les réunions des Comités auront lieu désormais séparément et sur la convocation du Président ou des Vice-Présidents. M. PARIS est spécialement chargé de remplir les fonctions de président du Comité de publication et M. DUPONT-DELPORTE, celles de Président du Comité d'administration.

M. David MARTIN fait une communication orale sur des fouilles qu'il a entreprises dans les grottes de Sigottier. L'assemblée vote une subvention de 50 fr. pour la continuation des fouilles.

M. J. ROMAN fait également une communication orale au sujet : du mobilier funéraire d'un tombeau découvert à Châteauroux ; d'un médaillon trouvé en construisant la ligne du chemin de fer d'Aspres-sur-Buëch au col de Cabre ; d'un fragment du cartulaire de N.-D. d'Embrun ; du prix-fait du pont de Savines par Jessé Martin (XVII^e siècle), et d'un tombeau en forme de croix, mis à jour en creusant les fondations de l'église actuelle de St-Firmin.

M. BILLECARD, à son tour, fait connaître la découverte, à St-Génis, de divers tombeaux construits en pierres sèches et recouverts de larges dalles.

La séance est levée à 6 heures et demie.

Vu :
Le Président,
Z. BLANCHARD.

Le Secrétaire,
P. GUILLAUME.

SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES DES HAUTES-ALPES

AU 31 DÉCEMBRE 1890.

FONDS DE RÉSERVE

La Société possède une rente en 3 0/0 de 92 francs, pour l'achat de laquelle il a été employé une somme de.....	2.340 05
Elle a, en outre, à la banque Gassier, un dépôt en numéraire, arrêté au 31 décembre 1890 à	422 15
TOTAL.....	<u>2 771 28</u>

RECETTES ET DÉPENSES DE L'EXERCICE 1890.

1° RECETTES

Produit des cotisations.....	2.665 »
Abonnements de bibliothèques.....	180 »
Subvention du département.....	150 »
Vente d'anciens bulletins....	35 »
Recettes d'ordre.....	39 30
Versements de trois membres fondateurs....	300 »
TOTAL des recettes de 1890.....	3.369 30
Excédent des recettes au 31 décembre 1889..	189 70
TOTAL.....	<u>3.559 »</u>

2° DÉPENSES

Impression du 4 ^e bulletin de 1889 n° 32.....	510 20
Impression des 4 bulletins de 1890 n° 33, 34, 35, 36.....	2.055 85
Envoi des bulletins de 1890	124 18
Payé à M. Jouglard, pour impressions diver- ses et brochages.....	52 50
Dépenses faites à l'occasion de la conférence de M. Duhamel.....	67 »
Dépenses du secrétariat.....	60 »
Indemnité au commis.....	120 »
Frais de recouvrements et divers.....	71 85
Versé à la banque Gassier pour la réserve (fonds de fondation).....	200 »
TOTAL..	<u>3.261 57</u>

RÉCAPITULATION

Recettes	3.559 »
Dépenses.....	3.261 57
Excédent des recettes.....	298 43

Vu
Le Vice-Président,
 DUPONT-DELPORTE.

Certifié.
Le Trésorier,
 F. IMBARD.

PROJET DE BUDGET

POUR L'EXERCICE 1891.

RECETTES

Excédent des recettes au 31 décembre 1890..	300 »
Produit des cotisations.....	2.700 »
Abonnements de bibliothèques.....	180 »
Subvention du département.....	150 »
Vente d'anciens bulletins.....	10 »
Intérêts des fonds placés au Trésor ou en banque.. ..	100 »
Recettes d'ordre.....	30 »
Total des recettes.....	3.470 »

DÉPENSES

Impression du bulletin.....	2.000 »
Frais d'envoi du bulletin	120 »
Frais de recouvrement des abonnements....	60 »
Frais du secrétariat....	150 »
Indemnité au commis	120 »
Matériel et dépenses diverses.....	300 »
Réserve statutaire.....	150 »
Imprévions.....	270 »
TOTAL égal au chiffre des recettes.....	3.470 »

Présenté par le Trésorier,
 Vu
Le Vice-Président,
 DUPONT-DELPORTE.

F. IMBARD.

CHRONIQUE ET VARIÉTÉS.

RECTIFICATION.

M. le Dr CHABRAND nous a transmis, au sujet des *Transitions de Molines* publiés dans le dernier *Bulletin* de 1890 et à propos de la note qui se trouve à la page 407, la rectification suivante. Nous nous empressons de la reproduire, en remerciant notre savant confrère de sa communication.

« Permettez-moi de vous faire une observation sur la date de la mort du curé de Molines, Chaffrey Gondret. C'est d'après le *transiton* que j'ai eu entre les mains que j'ai donné la date du 8 janvier 1651. En supposant qu'elle ne soit pas exacte, je puis affirmer que celle de 1671 est fausse. En effet, le curé Gondret, de l'aveu de Pierre Ébren et de l'aveu de l'auteur de mon *transiton*, a été curé de Molines pendant 32 ans. Or, dans un acte du notaire Garcin, du 21 novembre 1631, il est dit :

« Il y a 2 ans, les consuls Daniel Garcin et Pierre Gaudissard, à la poursuite de Chaffrey Gondret, curé de Molines, ont fait bâtir un clocher de bois, pour y mettre la cloche à servir aux particuliers de la communauté sans avoir payé le champ qui contient ledit clocher, situé à la *valla du Serre*, etc. »¹.

« Chaffrey Gondret était donc curé en 1629 et tout fait supposer qu'il y était depuis plusieurs années. En ajoutant 32 ans à 1629, on arriverait à 1661 et non à 1671.

« Voici, d'après le *transiton* que j'ai copié, ce que l'on dit du curé Gondret : « L'an 1651, le 8 janvier, mourut Chaffrey Gondret, curé de Molines, pendant 32 ans. Il fit, pendant ces 32 ans, rebâtir l'église et la maison curiale ; il fit mettre la grande cloche qui est auprès de celle qui était sur le temple. Il a fait aussi monter sur le clocher de Ville-Vieille celle qui était aussi sur le temple. Il a fait

¹ A cette date du 21 novembre 1631, les consuls Fagon-Faure et Jean Bellon se disposaient à faire *mettre la cloche sur ledit clocher* et une veuve Garcin Isoard, qui avait vendu le champ, sommait les consuls de le lui payer.

mettre consuls quatre ou cinq des plus pauvres catholiques. Il avait exigé plusieurs fois dans la commune des sommes pour réparer l'église et pour secourir les pauvres. Il exigeait surtout de ceux de la religion réformée pour secourir les catholiques. Après son décès, Jacques Gondret, son héritier, a fait *réparer* l'église ».

D^r CHABRAND.

COLLECTIONS D'HISTOIRE NATURELLE.

Dans le courant de l'année 1890, divers dons ont été faits aux collections scientifiques départementales.

1^o M. CHÈNE, secrétaire général de la préfecture, a bien voulu nous procurer une série intéressante des beaux marbres des Pyrénées, les uns polis, les autres en nature que l'on exploite à Bagnères-de-Bigorre. Nos compatriotes pourront ainsi constater que presque tous ces marbres sont représentés dans les Hautes-Alpes : Valgaudemar, Molines-en-Champsaur, environs de Guillestre, Ceillac, etc.

2^o Par l'entremise de M. MEYÈRE, chef de bataillon en retraite, le Musée a reçu de M. Delhommeau, inspecteur primaire en retraite, à Dinan, 6 haches dites celtiques en silex, quartzite, diorite, les unes polies, les autres simplement éclatées.

3^o M. E. ROUX, surnuméraire de l'enregistrement, nous a remis, de la part de M. MULLER, de Grenoble, membre de la société des Touristes Vapinciens, et dont le père fut longtemps professeur de musique à Gap, une caisse contenant de nombreux fossiles de provenance diverse et quelques roches. M. Muller nous annonce en outre un deuxième envoi.

4^o Un bel exemplaire de la couleuvre *Zamenis veridiflavus*, capturée à Charance, pendant une promenade par M. MEYER, inspecteur d'académie, et MM. CHANAL et MOLIMARD, inspecteurs primaires d'Embrun et de Serres.

5^o Un aigle d'un an, donné par M. E. JOUGLARD, imprimeur.

6° Un certain nombre de rongeurs, de chéiroptères et quatre *salamandres* de lacs souterrains ont été également donnés par M. OLPHE-GALLIARD, de Hendaye (B.-P.).

Nous sommes heureux de signaler à la reconnaissance de nos concitoyens ces actes d'intelligente initiative et de généreuse libéralité.

Le Conservateur du Musée

D. MARTIN.

MUSÉE ARCHÉOLOGIQUE.

Pendant l'année 1890 et grâce aux libéralités du Conseil général et de la Commission départementale, il a été installé :

1° Dans la salle du Musée archéologique du département, une vaste vitrine en noyer, où l'on pourra désormais exposer aux yeux du public un grand nombre d'objets curieux et anciens, acquis peu à peu ou donnés par de généreux amateurs.

2° Dans le couloir qui précède la Salle des réunions de la Société d'Études, deux corps de bibliothèque, destinés à recevoir les publications, fort nombreuses, que la Société possède actuellement et qui s'augmentent chaque jour.

Dans sa séance du 4 octobre 1890, la Commission départementale a bien voulu faire l'acquisition, pour le Musée archéologique du département, d'un lot de 125 monnaies, en argent et en bronze, de l'époque romaine, du moyen âge et de l'époque moderne. La plupart de ces monnaies, dont on publiera ultérieurement le catalogue, ont été trouvées dans les Hautes-Alpes.

La Commission départementale, dans sa séance du 3 décembre dernier, a acquis, en outre, les objets suivants :

Une épée du XVIII^e siècle, avec ces mots pour devise :

EN DIEU MON ESPÉRANCE : MON ÉPÉE POUR MA DÉFENSE.

Une autre épée, de la même époque, avec la devise :

PEINE INUTILE.

Deux huilières jumelles en verre (XVIII^e siècle).

Quatre tasses anciennes et une soucoupe (*idem*).

Une saucière (*idem*).

Douze monnaies en cuivre et quatre en argent, de diverses époques.

Une muletière, du XVII^e siècle, bien complète, ornée de trois plaques rondes en laiton, de 15 centim. de diamètre. Chacune d'elles porte ce mot, en grosses lettres majuscules :

CONTENTEMENT PASSE RICHESSE
VIVE L'AMOUR SANS TRISTESSE.

ARCHIVES.

Par arrêté en date du 24 décembre 1890, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts a fait don à la Bibliothèque des Archives départementales des Hautes-Alpes de cent-neuf volumes de la collection des Documents inédits publiée par le Comité des Travaux historiques. Tous ces ouvrages sont du plus haut intérêt.

ACHAT DE POUDRE PAR LES CONSULS DE TALLARD.

Reçu de 19 écus sol et 12 sols, en compte du prix de 5 quintaux 9 livres de poudre d'arquebuse, donné aux consuls de Tallard par deux « pouldriers de poudre à canon, du lieu de Moustier en Provance ».

Tallard, 2 octobre 1585.

L'an mil cinq cens huictante, et le second jour du moys d'octobre, establys en leurs personnes Anthoine Pernet, de feu Jacques, et Bertrand Petit, de feu Anthoine, pouldriers de poudre à canon, du lieu de Moustiers an Provance, lesquelz de leur bon gré, par eulx, les leurs à l'advenir, ont confessé avoir heu et receu de syre Loys Platel, de feu Grégoyre, conseil de Tallard, présent et stipullant, pour luy, les siens à l'advenir, dix neuf escus

sol et douze solz, et ce, en diminution du pris et achept de cinq quintaulx neuf livres pouldre d'arquebuze, qu'ilz ont forni à la garnison de Tallard, puy le moys d'apvril dernier prochain passé jusques à ce présent jour, comme ilz ont faict apparoir par les rolles qu'ilz pouldriers ont rier eulx, l'ung desquelz est signé de la main de syre Anthoine Faure, aultre conseil, et les aultres sont escriptz de la main de mestre Mathieu Bosse, notaire dud. Tallard, et de la main de Jehan Loys Platel, clerck dud. Tallard. Desquelz dix neuf escus sol et douze solz lesd. Anthoine Pernet et Bertrand Petit ont quicté led. Platel et les siens, avec pache de jamais ne luy en fère demande, soubz obligations, séremant et renunciations ad ce nécessaires. Faict et récité aud. Tallard, dans le meyson d'habitation de moy notère soubzsigné, ez présences de Jacques Faure et Salvère Accarier, de Lestraict, près led. Tallard, tesmoingz ad ce appellés, lesquelz et lesd. parties ont dict ne sçavoir escripre, et de moy Bernard du Masel, notère royal daulphinal, stably aud. Tallard, soubzsigné.

B. DU MASEL, not.

Orig., papier, 1 p. in-4° (*Arch. des H.-A.*, G, prov. 1055). — P.G.

« ACTE POUR LA DONNE DES MICHES D'AMBRUN ».

Embrun, 5 mai 1616.

L'an mil six centz seze, et le cinquiesme jour du moys de may, avant midi, 'Ambrun, dans la maison de ville, par devant-moy notaire royal dud. Ambrun, noble Anthoine du Bout, conaigneur des Orres et Bauvillar, Michel de Leaune et Jehan Saurin, consulz modernes de lad^e cité, adcistés de noble Bernard de Meffre, Loys d'Areines et Gaspar de L'Estour, conseillers et chefs d'icelle, certiffient et attestent que, durant la caresme, annuellement est faicte une aulmosne générale à tout povre venent, sçavoir: la moytié de la caresme, par Monseigneur l'archevesque et prince d'Ambrun, et qu'on a appelé *les miches*; à laquelle aulmosne s'y treuve, de foyz, environ trois mil ou

trois mil cintz centz personnes; et l'autre moytié de caresme, par le vénérable chappitre de l'église métropolitaine Nostre-Dame de lad^e ville. De quoy le sieur Combessive, depputé des sieurs consulz de Gap, en a requis actes. Ainsi leu dans la maison de lad^e ville; présentz : honorables Jehan-Baptiste Bonet et noble Guilheume Reymond, sieur de Jouglare, sousignés avec lesd. sieurs consulz et cheffz.

DU BOUT, consul. M. LEONE. J. SAURIN, consul, D'ARÈNES. DE MEFFRE. JOUGLARE. DE LESTOUR.

Et moy Arthus JAQUIER, notaire royal et secrètère de lad^e cité et son terroir, requis, recepvant.

JAQUIER, not. et secrètère.

Orig., papier (Arch. H.-A., série G, prov. 756). — P. G.

NÉCROLOGIES.

CHAPER (CAMILLE-EUGÈNE).

M. CHAPER, membre de la Société d'études depuis sa fondation, est décédé le 23 décembre 1890 à Grenoble. Il était né dans cette ville en 1827. Il entra à l'École polytechnique à 18 ans, devint lieutenant du génie en 1849 et capitaine en 1852. Il se distingua au siège de Sébastopol, où il fut fait chevalier de la Légion d'honneur. Sa promotion d'officier est de 1871.

Pendant la guerre de 1870, M. Chaper concourut à la défense nationale comme aide de camp du général Chabaud-Latour. Le 8 février 1871, ses concitoyens l'éluèrent, à son insu, député de l'Isère, par 52.675 voix. Il s'est fait remarquer à la Chambre par un rapport sur les *Actes du gouvernement de la Défense nationale*, qui est considéré comme un « chef-d'œuvre de précision historique », et par la large part qu'il a prise à la discussion de la loi militaire (1875).

M. Chaper rentra dans la vie privée en 1876. Dès lors il consacra sa vive intelligence et ses loisirs soit à l'exploita-

tion des mines de la Mure, qu'il dirigeait, soit à des études historiques et biographiques d'un grand intérêt pour le Dauphiné.

Sous le pseudonyme de : *Un vieux bibliophile dauphinois*, M. Chaper a été l'auteur ou l'éditeur de nombreuses publications que nous avons signalées, dans le Bulletin, au fur et à mesure de leur apparition : *Histoire abrégée du Dauphiné* (1626-1826) par Augustin Perrier (1880); *Émigrés protestants dauphinois de 1680 à 1710* (1885); *Destruction des archives du parlement et de la cour des Comptes du Dauphiné en 1793* (1886); *Notice historique sur les édifices religieux détruits de 1790 à 1820 dans le département de l'Isère* (1886); *Procès verbaux du Comité de surveillance révolutionnaire de Vienne-la-Patriote, 1794-95* (1888).

Citons encore : *Notes sur les restes d'un tombeau celtique près de Tallard* (1865); *Bibliographie des ouvrages relatifs à Lesdiguières* (1884); *Mémoires inédits du général Championnet*; *Lettres inédites de Servan*; *Notice sur Antoine et Pierre Baquelier, citoyens de Grenoble* (1885), etc.

Au moment où la mort l'a frappé M. Chaper corrigeait les épreuves des *Mémoires d'un bourgeois de Valence pendant la Révolution*, œuvre posthume de M. Adolphe Rochas, et préparait pour l'impression la *Correspondance de Pierre Chépy*, signalée naguère par M. Taine à l'attention des savants dauphinois.

Depuis longtemps M. Chaper formait des collections relatives au Dauphiné : livres, manuscrits, gravures, œuvres d'art, monnaies, médailles, documents de toute nature. Ses collections, dont il faisait profiter tous les amateurs avec une grande libéralité, sont pour ainsi dire sans prix. « Avec les doubles seuls il a enrichi les bibliothèques de Grenoble et de Valence ».

Tous les journaux de Grenoble et du Dauphiné ont déploré la perte de notre éminent confrère.

« Homme politique, officier distingué du génie, collectionneur émérite, écrivain, administrateur de l'importante exploitation des mines d'anthracite de la Mure, il fut tou-

jours et partout généreux, affable, modeste, bienveillant et dévoué. Les écrivains Dauphinois le regardaient comme leur guide et leur providence et quelques uns comme leur Mécène... L'homme privé, le père de famille, le citoyen, l'administrateur n'était pas moins recommandable que l'homme politique et le soldat : c'était un chrétien parfait et sa mort a été un véritable deuil public »¹.

PIOLLET (ALBERT).

Le 23 décembre 1890 est également mort notre confrère M. Albert PIOLLET, conseiller à la Cour d'appel d'Alger. Il était âgé de 54 ans.

Ses obsèques ont eu lieu à Alger le 25 décembre. « La magistrature, au grand complet, dit le journal *La Dépêche Algérienne*, suivait le convoi funèbre, escorté par deux pelotons de chasseurs d'Afrique. Une compagnie de zouaves rendait les honneurs militaires. Au cimetière, M. Zeys, premier président, a prononcé l'éloge du défunt qui laisse d'unanimes regrets parmi ses collègues ».

Les journaux de Grenoble, où M. Piollet a longtemps résidé, ont également rendu hommage à la mémoire et aux rares qualités de notre confrère.

Entre autres publications de M. Piollet, nous signalerons ici les deux suivantes :

Étude historique sur Geoffroy Carle, président du parlement de Dauphiné et du sénat de Milan, discours prononcé à la rentrée de la Cour d'Appel de Grenoble le 3 novembre 1882.

Table méthodique et alphabétique des matières contenues dans les Mémoires, Bulletins et autres documents publiés par l'Académie Delphinale depuis sa fondation jusqu'à ce jour (1787-1886). Grenoble, F. Allier, 1890, in-8° de 131 p. ².

¹ A. Lacroix, dans *Bull. archéol. Drôme*, 1891, p. 119-120. Cf. *L'Actualité Dauphinoise* du 23 déc. 1890, qui a donné le portrait de M. Chaper (d'après celui d'Hébert); le discours de M. le D. Carlet, président de l'Académie Delphinale, dans le *Dauphiné* du 18 janvier 1891, p. 356-7; etc.

² Cf. A. Lacroix, dans *Bull. Arch. Drôme*, 1891, p. 117.

LE D^r ROZAN.

Notre confrère M. le D^r François ROZAN, médecin principal de 1^{re} classe, membre du Conseil général, officier de la Légion d'honneur et de l'Instruction publique, est mort à Ville-Vieille en Queyras le 18 janvier 1891, dans sa 68^e année.

Le D^r Rozan était né à Ville-Vieille le 27 mars 1823. Après de brillantes et solides études classiques faites au petit séminaire d'Embrun, il fut reçu bachelier ès lettres et ès sciences à 16 ans ; puis, au bout de deux années d'études médicales à Montpellier, il entra dans la médecine militaire.

Voici les nombreux et brillants états de service du D^r Rozan : chirurgien surveillant de l'hôpital de Lyon, 1841 ; aide-major à Alger, Mostaganem et Oran, 1844 ; docteur à Montpellier, 1846 ; aide-major à l'hôpital du Roule à Paris, 1848 ; au corps expéditionnaire de Rome, 1849 ; à Metz et en Algérie, 1851 ; à Lyon, 1852 ; à Bourg, Toulon, Lyon et Sébastopol, 1855-1856. En 1859, pendant la guerre d'Italie, il fut nommé médecin-major de 2^e classe, chevalier de la Légion d'honneur et de la Valeur militaire d'Italie. En 1860, il est à Grenoble et en 1865, médecin-major de 1^{re} classe à Briançon. En 1867, il est envoyé comme médecin en chef à l'expédition de Rome. Sa noble conduite à Mentana lui valut la croix d'officier de la Légion d'honneur.

Pendant la guerre de 1870-71, le D^r Rozan est à l'armée de l'Est (5^e corps) et à l'armée de la Loire (15^e corps). De 1873 à 1877, nous le retrouvons à Briançon, avec le titre de médecin principal de 1^{re} classe. C'est alors qu'il fut élu conseiller général de la Grave (1871-74). En 1877, le D^r Rozan est appelé à diriger l'hôpital de Perpignan et nommé, en 1878, médecin principal de 2^e classe. En 1880, il est chargé de la direction de l'hôpital du Gros-Caillou à Paris et désigné par le Ministre de la guerre comme membre du jury du concours d'organisation du Val-de-Grâce.

En 1881, le D^r Rozan demanda sa retraite et vint se

fixer à Ville-Vieille en Queyras, au milieu de ses compatriotes qui, dès 1877, l'avaient élu leur conseiller général, titre qu'ils lui ont toujours renouvelé depuis lors (1877-91).

Pendant toute sa vie de le Dr Rozan ne cessa de se livrer à l'étude des questions les plus diverses : médecine, physiologie, administration, industrie, voirie, agriculture, etc. Mais nous ne voulons pas refaire ici la notice bio-bibliographique que M. Aristide Albert a consacrée naguère, dans notre *Bulletin*, à M. le Dr Rozan ¹.

Toujours le Dr Rozan, comme M. Blanc, préfet des Hautes-Alpes, l'a fort bien dit sur sa tombe, « fut un homme de bien, un bon citoyen, un bon compatriote » ².

La vallée du Queyras, ainsi que l'a rappelé M. le Dr Bonnet, « a été la préoccupation constante du Dr Rozan. Sur le point de la quitter, au milieu des souffrances qu'il a supportées avec une résignation et un calme stoïques (et aussi, nous pouvons l'ajouter, chrétiens), voyant arriver ses derniers moments, il écrivait ces mots : « *Je salue avec affection et respect tous les maires du canton au dévouement desquels je recommande les intérêts de de notre chère vallée* » ³.

La reconnaissance des habitants de Queyras s'est manifestée, d'une façon touchante, le jour des obsèques de notre regretté confrère. « L'affluence, dit un correspondant de la *Durance*, a été immense » ⁴.

« Cette imposante manifestation de respect et de sympathiques regrets, pouvons-nous dire avec l'*Actualité Dauphinoise*, est de celles qui encouragent à se dévouer au bien public et qui gravent leur empreinte d'un souvenir ineffaçable dans l'esprit des populations reconnaissantes » ⁵.

P. G.

¹ *Bulletin de la Société d'Etudes*, année 1889, p. 178-187.

² Voir les *Alpes républicaines* du 4 janvier, Le *Courrier des Alpes* du 29 janvier 1891.

³ Dans le n° cité du *Courrier des Alpes*.

⁴ La *Durance* du 25 janvier 1891.

⁵ L'*Actualité Dauphinoise* n° du 15 février 1891. On trouvera dans le n° cité de ce journal un portrait, fort ressemblant, du Dr Rozan, par G. Brunswick.

BIBLIOGRAPHIE ALPINE

728. **AYROLES** (Jean-Baptiste-Joseph), de la compagnie de Jésus. *La Vraie Jeanne d'Arc. La Pucelle devant l'église de son temps. Documents nouveaux*. Paris, Gaume, 1890, gr. in-8°, 28-xviii-754 p. — Nous n'avons pas à faire ici l'éloge de l'œuvre magistrale que vient de publier le R. P. Ayroles à la gloire de Jeanne d'Arc. Contentons-nous de signaler à l'attention des lecteurs du *Bulletin* le rôle si beau, si patriotique de Jacques Gelu, archevêque d'Embrun (1427-32), soit après la prise d'Orléans (8 mai 1439), soit après la prise de Jeanne d'Arc à Compiègne (25 mai 1430). Le R. P. Ayroles consacre à l'archevêque d'Embrun un chapitre entier de son bel ouvrage; c'est le chapitre III, intitulé: *Jacques Gelu et ses écrits sur la Pucelle* (p. 32-52). Jacques Gelu ne cessa d'entretenir une correspondance active, au sujet de Jeanne, avec les personnages les plus en vue de son époque, et surtout avec le roi Charles VII et avec la reine Yolande. Cette correspondance nous a été heureusement conservée, en copie ou en analyse, par le P. Fournier, dans son *Histoire générale des Alpes Maritimes ou Cottiniennes* (dans le 2^e vol. qui est sur le point de paraître). De plus, Jacques Gelu avait composé, sur la mission providentielle de Jeanne d'Arc, deux traités, l'un en français, qui est perdu, l'autre en latin, qui a été, en partie, publié par M. Jules Quicherat, ancien directeur de l'École des Chartes. Pour bien les connaître, il faut lire le travail du R.-P. Ayroles. Les écrits de Jacques Gelu, dit cet historien (p. 52), respirent « la foi, la piété, un inaltérable dévouement au roi et à la cause française ». Si les conseils par lesquels son traité latin se termine « avaient été suivis, il est permis de croire que la délivrance eût été avancée de vingt ans, et que bien d'autres événements heureux s'en seraient suivis ». — C.

729 **BLANCHARD** (M. le Dr Raphaël), Professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris. *Les animaux parasites introduits par l'eau dans l'organisme*. Paris, G. Masson, 1890, 8°, 92 p. Dans ce travail M. le Dr Blanchard démontre surabondamment que « l'eau peut renfermer, à un état très variable de leur développement, un grand nombre d'êtres qui, introduits dans l'organisme de l'Homme ou de l'Animal, sont capables de s'y fixer, d'y continuer ou d'y achever leur évolution et de produire des accidents ou des désordres parfois très graves... La question des eaux potables est donc pour l'hygiéniste d'un intérêt capital ». En terminant, M. le Dr Blanchard résume, en quelques propositions, les précautions, heureusement fort simples, auxquelles on doit se soumettre pour rester à l'abri des attaques des parasites. — *Notice sur les titres et travaux scientifiques de M. le Dr Raphaël Blanchard*. Lille, Le Bigot, avril 1890, in-4°, 144 p., avec 50 figures dans le texte. Les nombreux travaux de M. Blanchard se rapportent surtout à la zoologie et à l'anatomie comparée, à l'helminthologie et à la parasitologie, à la physiologie,

à l'anatomie pathologique et à la tératologie. En avril 1890, ils ne comprenaient pas moins de 152 n^{os}, dont plusieurs d'une importance capitale: *Traité de zoologie médicale* (2 vol. in-8° de 808-883 p., avec 883 figures, Paris, Baillière, 1885-90); *Éléments de zoologie* (in-8° de 692 p. avec 613 fig. Paris, G. Masson, 1885); *Bulletin de la Société zoologique de France* (depuis 1878); *Les Coccidés utiles*, thèse d'agrégation (in-8° de 112 p., avec 26 fig., 1883); *Les Universités Allemandes* (in-8° de 268 p. Paris, Lecrosnier, 1883); *Onze planches murales d'anatomie humaine* (Paris, Hachette, 1888), etc. Quant aux titres obtenus depuis 1876 par M. le Dr Blanchard, deux pages de notre *Bulletin* ne suffiraient pas pour les énumérer. Disons seulement, et non sans satisfaction, que, depuis le 5 déc. 1889, M. Blanchard est membre fondateur de la Société d'études des Hautes-Alpes. — S.

730. BRUN-DURAND, Correspondant du Ministère de l'Instruction publique à Crest (Drôme). *État du diocèse de St-Paul-Trois-Châteaux au XVIII^e siècle*. Paris, L. Leroux, 1889, 16 p. — *Censier de l'évêché de Die, à Die, Montmaur et Aurel. Document du XIII^e siècle en langue vulgaire*. Lyon, L. Brun, 1890, 8°, 71 p. (Extrait du *Bull. Acad. Delph.*). — C.

731. *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers*, 10^e année, 1890. — Principaux articles: La première église et l'ancien archiprêtre de Moresstel, par M. le chanoine Auvèrgne; la « Revue des Deux-Mondes » à la Grande-Chartreuse, par Mgr Bellet; Affiliation de Bossuet à l'ordre des Chartreux; Introduction aux œuvres complètes de St Avit, évêque de Vienne; Le nécrologe de Talloires; La plus ancienne chronique de l'église de Vienne; Mémoire d'un Dauphinois pour la croisade contre les Turcs (1462-3); Notice sur un livre d'heures provençal de 1265, par M. le chan. Ul. Chevalier; Le Comité de surveillance révolutionnaire et la société républico-populaire de Romans en 1793 et 1794, par M. le Dr Ul. Chevalier; Histoire religieuse de Rousset et de St-Martin-en-Vercors (Drôme) par M. l'abbé Fillet; Diableries en Dauphiné; L'abbé Serpeille, aumônier de la maison centrale de Poissy, par M. l'abbé Perrossier; La vie de St Clément, martyr, par M. le marquis de Rivoire de La Bâtie; Bulle du pape Eugène IV en faveur du monastère de St-Ruf (1445), par M. l'abbé Vernet. — S.

732. [CHEVALIER (Jules)], *Histoire du baron des Adrets*, par l'abbé BRISARD. *Nouvelle édition, accompagnée de pièces justificatives*. Valence, J. Céas, 1890, pet. in-4°, IV-190 p. — Le baron des Adrets! « Il suffit de prononcer ce nom, dit fort justement M. Jules Chevalier, pour éveiller aussitôt le souvenir d'une de ces figures sinistres qui apparaissent de loin en loin dans l'histoire et que la Providence réserve pour être le châtiment des nations coupables. Des Adrets pourtant n'était pas plus cruel, plus implacable que beaucoup de capitaines de son temps, et les atrocités qui pèsent sur sa mémoire se retrouveraient aisément dans la vie de plusieurs de ses contemporains; mais il a eu le triste privilège d'inaugurer chez nous ces guerres fratricides qui ont creusé entre

les enfants d'un même pays un abîme que le temps n'a point encore comblé. Il ne fut que quelques mois à la tête des bandes protestantes, mais telle était la rapidité de sa course qu'on le voyait présent sur tous les points à la fois; telle était la vigueur des coups qu'il portait qu'on redoutait à chaque instant de le voir paraître et que sa renommée volant de bouche en bouche répandait au loin un indicible effroi. C'était le torrent déchainé dont les obstacles redoublent la fureur: il renversait tout sur son passage et il était aisé de suivre sa trace, 'marquée par des incendies d'églises et de convents, par des massacres et des dévastations de toute sorte... Dans l'*Histoire généalogique de la maison de Beaumont* (Paris, 1779, 2 vol. in-8°), l'abbé Brisard a donné une vie de des Adrets, bien supérieure à celle publiée avant lui par Guy Allard, comme aussi à celle écrite depuis par Jean-Claude Martin. C'est de l'avis unanime des érudits, la biographie la plus complète, la plus impartiale du fameux baron. Mais cette biographie, bien peu de personnes la connaissent, car l'important ouvrage de Brisard est d'une extrême rareté, et on ne le trouve, en dehors des grandes bibliothèques, que chez ces heureux bibliophiles pour qui l'argent n'a pas de prix. M. Céas, imprimeur à Valence, a eu la généreuse inspiration de rééditer l'œuvre de Brisard qui est consacrée à l'histoire de des Adrets ». Cette histoire a été complétée par M. le chan. Jules Chevalier et enrichie d'une « série de documents destinés à mettre dans une plus vive lumière les mœurs, la physionomie de ces temps malheureux ». Soyons reconnaissants envers M. Céas et envers M. Jules Chevalier, qui nous ont donné la rarissime *Histoire du baron des Adrets*, de ce « guerrier célèbre, dont la France eût pu s'honorer.... si des passions trop vives et une ardeur aveugle de vengeance ne l'avaient égaré ». — C.

733. FERAUD (J.-J.-M), chanoine, curé des Sièyes, etc. *Histoire et géographie des Basses-Alpes*, 3^e édit., Digne, F. Giraud, 1890, in-8°, 529 p. et une carte. — La première édition de cet ouvrage si précieux et si utile a été publiée en 1844; la deuxième l'a été en 1861; celle qui vient de paraître est, à notre avis, le plus beau monument qui ait été élevé à la gloire du département des Basses-Alpes. L'ouvrage se divise en trois parties: la 1^{re} renferme un précis historique sur les Basses-Alpes depuis la période celtique jusqu'à nos jours. A signaler le chapitre relatif au passage de Napoléon 1^{er} dans nos Alpes (mars 1814). La 2^e partie contient la statistique générale du département (p. 75-99). La 3^e, de beaucoup la plus considérable, renferme des notices historiques sur toutes les communes des Basses-Alpes, classées suivant l'ordre alphabétique des arrondissements, cantons et communes (p. 100-484). On trouve, à l'appendice, la liste chronologique des évêques de Digne, de Riez, de Sisteron, de Senez, de Glandèves et du siège actuel de Digne, ainsi que la liste des préfets des Basses-Alpes (p. 485-507). Viennent ensuite: la table analytique des matières (p. 508-520); la table alphabétique des communes et des paroisses fractions de communes (p. 520-529); enfin la carte du département des Basses-Alpes par Adolphe Joanne. Tous les Alpes sauront gré au vénérable historien des Basses-Alpes de ce nou-

veau — et non dernier — travail. Quoique « tracé par une main octogénaire », ce travail respire d'un bout à l'autre l'ardent amour que l'auteur porte à son pays et à ses concitoyens. — C.

734. MAUREL (L'abbé J.-M.), *Documents pour servir à l'étude du préhistorique et à l'histoire de la période gallo-romaine dans les Alpes*. Forcalquier, Martin, 1889, 8°, 55 p.—Cette très instructive brochure de M. Maurel contient la nomenclature et la description de nombreux objets découverts par lui sur les bords de la Durance, au quartier du Bourguet, commune de l'Escale (Basses-Alpes). Les plus anciens de ces objets touchent par un point à l'époque quaternaire et de l'autre s'étendent jusqu'à la fin de la domination romaine dans la Gaule. Ils appartiennent ainsi à environ dix siècles. Ce sont, d'abord, un bâton de commandement en corne de renne, des racloirs en silex, des poinçons en os, six haches en diorite et en serpentine, deux polissoirs ; puis, un *dolium* de 1 m. 55 de hauteur, des *ollae* en grès, des tuiles à rebord, de nombreux fragments de poterie rouge ou samienne, avec les estampilles OFF. O ; OFF. RA, etc., une camée en onyx ; des charnières en os ; un marteau en fer, des poids en plomb, des épingles en bronze, des fibules, un *vexillum*, deux disques, un lièvre en bronze ; plusieurs statuettes, représentant Camille, un Fauc, Mars, Cupidon, Minerve ; plus de 250 monnaies de l'époque romaine, etc. M. Maurel croit, non sans raison, qu'il y avait au Bourguet une *mansio* ou un *vicus* d'une certaine importance. — C.

725. MEUNIER (Le Frère), Obl. O. S. B., *Vitrolles et Notre-Dame de Vie*. Avignon, Seguin, 1890, in-12, 56 p. — Le Vitrolles dont le frère Meunier nous fait connaître le passé ne doit pas être confondu avec Vitrolles des Hautes-Alpes. Tous deux, autrefois, étaient en Provence, mais le Vitrolles qui nous occupe est « pittoresquement bâti sur une colline qui domine l'étang de Berre, ... adossé à un merveilleux rocher, du sommet duquel... l'observateur contemple dans l'admiration la vaste région des étangs, au fond desquels par un temps clair, son œil embrasse et distingue fort bien les Martigues, Berre, Miramas et Port-de-Bouc. Sur le sommet de ce rocher, un château-fort a fait place, depuis plusieurs siècles, au vénérable sanctuaire de N.-D. de Vie et à l'habitation d'un ermite qui se dévoue à en être l'heureux gardien ». — C.

736. OLPHE-GALLIARD (Léon). *Jonas Hallgrímsson. Ses travaux zoologiques*. Traduction... d'après la version anglaise de M^r Jon Stefansson et la version allemande de M^r Krüper. Copenhague, Moeller, 1890, 8°, 72 p. et portrait. — L'islandais Hallgrímsson (1807, † 1844), est l'auteur de plusieurs ouvrages en prose et en vers, et en particulier d'un *Aperçu des oiseaux de l'Islande* (p. 15-43) et d'un mémoire sur les *Caractères généraux et nature essentielle des poissons* (p. 44-63). On doit savoir bon gré à M. Olphe-Galliard de nous avoir donné la traduction de ces deux travaux si curieux et si importants. — C.

737. PERREAU (Joseph), capitaine au 14^e bataillon de chasseurs alpins [actuellement à Embrun], *Historique du 28^e bataillon de chasseurs à pied, bataillon alpin*. Lyon, J. Palud ; Paris, Charles-Lavauzelle,

1890, in-12, 72 p. — C'est depuis 1886 que le 28^e bataillon de chasseurs est devenu bataillon Alpin. Il a accompli, dès lors, de nombreuses reconnaissances dans les vallées de l'Ubaye et du Guil. Voici le portrait que M. Perreau trace des chasseurs Alpins :

LES CHASSEURS ALPINS.

Petits, lestes, hardis, portant galment le poids
Du sac et du fusil, l'œil brillant d'assurance,
Les Chasseurs ont gravi, pour la première fois,
Le pic inexploré, qui dans l'azur s'élance.

Debout sur ces rochers, domaine des chamois
Ils se montrent entre eux l'Italie et la France.
Près d'eux, les mants glacés : plus de prés, plus de bois ;
Au loin, partout du bleu, du blanc — et le silence.

L'officier parle au guide et l'emmène à l'écart ;
Puis, sa carte à la main, il plonge son regard
Jusqu'au fond du vallon, où des pâtres sommeillent.

« Le chemin n'est pas beau, mais ils pourraient venir ».
« — C'est bien ; nos généraux sauront les prévenir :
« Tu peux dormir en paix, France, les Chasseurs veillent ! »

738. PIRAUD (Étienne-Philippe), avocat près la Cour d'appel de Grenoble. *Notice biographique sur Duchesne (Pierre-François) de Romans (1743-1814)*. Grenoble, Breynat, 1890, 8°, 23 p. — Étude très intéressante sur l'un des hommes qui ont exercé en Dauphiné et à Paris, pendant la Révolution, un grand ascendant. En 1785, Duchesne était syndic de l'ordre des avocats ; en 1788, « il fut envoyé par l'élection de Gap » à l'assemblée de Romans, où il « fut un des membres les plus influents et les plus écoutés » (p. 8). En 1790, il est nommé procureur syndic du district de Crest (Drôme) : son administration lui valut d'être envoyé, en l'an V (1797), siéger au conseil des Cinq Cents. Là, il se fit remarquer par l'opposition qu'il ne cessa de manifester contre Bonaparte : « Il fut du petit nombre de ceux qui n'ont jamais brûlé d'encens sur les autels de Napoléon ». Lors de l'élévation de Napoléon au consulat à vie, Duchesne seul, avec Carnot, s'opposa à cette nomination. Peu après, il se retira en Dauphiné. Il fut, le premier, appelé à présider l'ordre des avocats de Grenoble comme bâtonnier. Il mourut entouré de l'estime générale le 30 mars 1814. — C.

737. REY (G. DE), *Almanach des saints de Provence pour l'année 1891*, contenant le Calendrier romain et le Calendrier provençal. Marseille, impr. Marseillaise, 1890, in-12 de 44 p. — C.

740. ROQUE-FERRIER (A.), *Poésies languedociennes de Louis-Diogène Guiraldone (1810-1869)*. Montpellier, 1888, 8°, xvi-96 p. et planch. — Ces poésies, publiées pour la première fois, d'après le manuscrit original de l'auteur, sont précédées d'une notice biographique et littéraire et annotées au point de vue du langage courant de Montpellier. — C.

741. *Sylphe (Le), organe des littérateurs du Dauphiné*. — Cette intéressante publication mensuelle en est aujourd'hui à sa 4^e année. Elle

contient, de temps à autre, des œuvres qui nous intéressent plus directement, parce qu'elles sont d'écrivains Hauts-Alpins. Nous détachons du n° de décembre 1890 (p. 184) le gracieux sonnet suivant :

A MA PETITE AUGUSTA.

Enfant, si j'étais rose parfumée,
Pour tes yeux charmants je voudrais fleurir ;
Si tu m'effleurais de ta bouche aimée
Tu verrais soudain mon cœur s'entr'ouvrir,

Et des papillons la bande animée
M'offrirait en vain l'or et le saphir
Dont leur aile folle est toute semée ;
En vain j'entendrais chanter le zéphyr.

De toi seule, enfant, je serais charmée ;
Ton absence, hélas ! me ferait pâlir,
Et rêvant à toi, sous la feuille aimée,

J'attendrais, voilant ma tête embaumée,
Que ta douce main vint pour me cueillir ;
Enfant, sur ton sein je voudrais mourir.

MARIA COURT.

742. SARRAZIN (Jean). *Les bienfaiteurs de l'œuvre de St Louis de Gonzague du Sacré-Cœur (Guillotière)*. 1 feuille in-4° japon, illustrée par G. Armbruster, Lyon, 1890. — Le sonnet que nous présentons aujourd'hui aux lecteurs du *Bulletin de la société d'études*, de la part de l'auteur, est intitulé :

LES ENFANTS.

Quoi de plus précieux, de plus pur que l'enfance,
Que ces bambins joufflus, frères du chérubin,
Frais comme le rayon et la fleur du matin,
Timides, bons, joyeux, sans vouloir, sans défense,

Grandissant à l'abri du beau lys l'Innocence,
Ils adorent les jeux, et le rire argentin
Se mêle aux cris, aux bruits ; et l'ange et le lutin
Dirigent leurs ébats jusqu'à l'adolescence.

Mais au chemin fleuri doit succéder l'ardu ;
Un piège, par Satan, sous leurs pas est tendu...
Nous, les enfants de Dieu, faisons-le leur connaître,

Veillons sur eux, disons, — ils seront triomphants, —
Ce qu'aux apôtres dit un jour le divin Maître :
« Laissez venir à nous ces chers petits enfants ».

743. TAMIZEY DE LARROQUE (Philippe). *François de Galaup-Chasteuil, le solitaire du Mont-Liban*. Lettres inédites écrites de Provence et de Syrie à Peiresc (1629-1633), suivies d'une *Notice généalogique sur la famille de Galaup-Chasteuil* par le marquis de Boisgelin. Digne, 1890, 8°, viii-52 p. (N° XVII des *Correspondants de Peiresc*). — *Boniface Borvilly*. Lettres inédites écrites d'Aix à Peiresc (1618-1631). Aix-en-Provence, Garcin et Didier, 1890, 8°, 72 p. (n° XVIII de la même série).

Des avertissements, notes et appendices enrichissent chacune de ces élégantes plaquettes, et en doublent la valeur. — C.

744. TERREBASSE (H. de). *Les maisons de la propagation de la foi*. Lyon, Brun, 1890, in-12, 217 p. — « Les auteurs protestants racontent à l'envie que les persécutions dont les leurs ont été en butte à diverses époques furent uniquement religieuses. C'est là un dire intéressé auquel M. de Terrebasse oppose, preuves en mains, un démenti formel. Le protestantisme, dès ses origines, s'est montré l'ennemi déclaré de l'autorité royale, qui avait à défendre contre ses empiètements des droits légitimes. Les Réformés tinrent la royauté en échec au cours de onze guerres civiles et religieuses. Ils furent presque toujours d'une intolérance excessive, tandis que la royauté fit généralement preuve de douceur et de conciliation à l'égard des religionnaires pacifiques, réservant ses rigueurs pour les récalcitrants, et cherchant avant tout à arrêter le développement de principes dangereux pour la sûreté de l'État. A l'appui de cette manière de voir et d'apprécier, M. de Terrebasse cite une foule de documents empruntés à la correspondance des intendants du Dauphiné. Tout est à lire dans ce volume, mais deux pages sont particulièrement typiques : le procès-verbal authentique de la maréchaussée de Die, chargée d'opérer une arrestation dans les montagnes des Hautes-Alpes, pièce digne d'inspirer l'idée d'une opérette à carabiniers, et une lettre de Fontanieu relatant les actes de violence dont la maréchaussée de Gap fut victime à Dormillouse, nid des Vaudois embrunais » (*Polybiblion*, oct. 1890, p. 368).

745. TESTE (Louis). *Notes sur Rome et l'Italie*. Paris, Em. Vaton, 1872, in-12, 456 p. — *Préface au Conclave*, ibid., [1877], 396 p. — *Léon XIII et le Vatican*, 4^e éd. Paris, Ch. Forestier, 1880, xxviii-349 p. — Tous ces ouvrages, qui nous rappellent de doux souvenirs, sont d'un très grand intérêt. Ils sont, d'ailleurs, écrits avec tant de charme et d'esprit qu'il est impossible de s'arrêter lorsqu'on en a commencé la lecture. Ils ont encore pour nous le grand mérite d'avoir été composés par un très savant et, ce qui ne gâte rien, très aimable écrivain Dauphinois. — C.

746. TRUTAT (Eugène). *La Photographie appliquée à l'Archéologie*. Paris, Gauthier-Villars, 1879, in-12, 135 p. — *La Photographie appliquée à l'Histoire naturelle*, ibid., 1884, 225 p. — Nous devons ces deux volumes, curieux et instructifs, à la bienveillance d'un éditeur bien connu, petit-fils de notre illustre compatriote le botaniste Dominique Villars. — C.

747. VALENTIN (Roger). Receveur des Domaines à St-Péray. *Date de la fabrication des quarts d'écu d'Henri III*. [Bruxelles], Fr. Gobaerts, 80, 7 p. (Extrait de la *Revue belge de numismatique*, année 1890). Il s'agit ici du « quart de l'Ecu d'or, qui fut fixé à 60 sols l'an 1577 ». On en commença l'émission en 1578. — *Notes sur deux nouveaux ateliers monétaires* (Aramon (Gard) et Sérignac (Vaucluse)). Paris, 1890, 80, 9 p. (Extrait de l'*Annuaire de la société de numismatique*, année 1890) ; — *Note sur la Chronologie des Vice-Légats d'Arignon au XVI^e siècle*.

Avignon, Seguin, 1890, 8°, 16 p. (Extrait des *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*). Cette dernière publication de notre actif et savant confrère sera souvent consultée, à cause des nombreux et précieux renseignements qu'elle renferme. — C.

748. ALBRAND (L'abbé Irénée), curé de Névache (Hautes-Alpes). *Le Guide-Eclair du Missionnaire et du Chrétien*. Gap, imp. Jouglard, 1890, 3 vol. in-12 de 382, 384 et 313 p. — La lettre d'approbation adressée à l'auteur par Mgr l'évêque de Gap, le 20 février 1890, nous dispense d'insister sur les mérites du *Guide-Eclair*. Voici cette lettre élogieuse : « Mon cher ami, Sur le rapport très favorable et sérieusement motivé que m'a fait M. le Vicaire général chargé d'examiner votre Guide-Eclair, j'ai une vraie satisfaction à vous donner mon approbation la plus entière, parce qu'elle est méritée. Vous avez consacré les loisirs de votre ministère à édifier une œuvre dont vous avez goûté la première récompense, en augmentant vos connaissances et en les puisant aux meilleures sources. Je fais les vœux les plus sincères pour que le succès réponde à votre travail, assuré que vos confrères y trouveront de précieux éléments pour l'instruction des fidèles. Puisse votre exemple être un encouragement à tous ceux qui, comme vous, aiment les études sérieuses et fortifiantes. Agréez, mon cher ami, l'assurance de mes sentiments les plus affectueux et les plus dévoués. † Prosper Amable, évêque de Gap ». — C.

749. *Aioli* (L'). — Ce charmant petit journal, spécialement publié « *per remounta lou cor de la Prouvenço* », paraît le 7, le 17 et le 27 de chaque mois. Il coûte 10 fr. par an et a pour directeur M. Folco de Baroncelli (Palais du Roure, à Avignon). Il est entièrement rédigé en langue provençale et indépendant de tout parti. Il est consacré à la défense de la cause du Midi et en particulier de « la région de l'Olivier — et de l'Ail, ne vous déplaie », — comme le dit le quatrain placé en tête de chaque numero :

*Nàutri, li bon Prouvençau
Au sufrage universau
Voutaren per l'oli
E faren l'aioli* (MISTRAL).

Le premier n° de l'*Aioli* a paru le 7 janvier 1891. — C.

750. [AUGIER (L'abbé Ernest), vicaire d'Embrun]. *Paillettes d'argent*, 2^e série, année 1891, Paris, Tolra, in 24 de 144 p. — Ce petit volume rempli d'excellentes pensées, est honoré des approbations les plus flatteuses par NN. SS. les évêques de Gap et de Tarentaise et par Mgr l'archevêque d'Aix. La fleur préférée, le devoir, un jugement de la Moricière, l'Angelus, la terre les larmes, note de voyage, le Credo, Heureux soldat, le Myosotis, la Croix, une précaution à prendre, le chapelet de Gluck, un souvenir de Littré : telles sont les principales *Paillettes* qui nous ont plus spécialement attiré. « Elles feront du bien en semant les bonnes idées, inspiratrices des bonnes actions ». — C.

751. UBAUD (Frère), Mariste. *Bulletin de l'Œuvre des Juvenats. Province de St-Paul-Trois-Châteaux. Compte rendu de l'année 1890*.

Valence, [1891], 8°, 38 p. — Parmi les nombreuses lettres de recommandation de l'Œuvre, nous remarquons celle de Mgr Berthet, évêque de Gap, qui mieux que beaucoup d'autres a été « à même de juger et d'apprécier l'Institut des Frères Maristes ». — C.

752. BRUGNIER-ROURRE (M. L.). Membre non résidant de l'Académie de Nîmes. *Cartulaire de l'Œuvre des église, maison, pont et hôpitaux du Saint-Esprit* (1265-1791). Nîmes, 1891, in-8. — Cette importante publication, faite sous les auspices de l'Académie de Nîmes, se partage en quatre parties ou livres : 1° Constitution de l'Œuvre et ses développements ; 2° Bulles pontificales ; 3° Quêtes ; 4° Droits honorifiques et utiles. Contentons-nous de signaler ici une chartre du 29 juillet 1363, relative au partage des offrandes de l'Oratoire du Pont-St-Esprit entre le seigneur-prieur de St-Saturnin et les recteurs de l'Œuvre du St-Esprit (p. 90-98). Dans ce document Jean de Châteaueux, *prieur de N.-D. de Lagrand* et vicaire-général du R.-P. Déodat de Versec, prieur de St-Saturnin (1362-1384) et ensuite évêque de Castres, joue un rôle considérable : « *Quia venerabilis et religiosus vir dominus Johannes de Castro Veteri, prior Beate Marie Aregrandis, vicarius generalis reverendi patris domini Deodati de Viridiscico, prioris nunc dicti prioratus S. Saturnini predicti, asseret... supplicationem fuisse redditam domino nostro Pape*, etc. (p. 92). Ajoutons que c'est vers cette époque (6 décembre 1363) que le pape Urbain V tira le monastère de N.-D. de Lagrand de l'obédience d'*Aquapendente* (Italie) et le soumit à l'abbaye de Cluny (Cf. *Bulletin soc. d'étud.*, 1885, p. 108). — C.

753. CROZET (Ernest de), *Ephémérides Bas-Alpines*. 1889. *Deuxième année*. Forcalquier. Alb. Crest, 1891, 8°, 83 p. — Cette élégante plaquette, tirée à cent exemplaires seulement, continue la série des Ephémérides Bas-Alpines que nous avons annoncée l'an dernier (1890, p. 114, n° 642). Elle renferme une foule de renseignements qui rendront de grands services aux futurs historiens du département des Basses-Alpes. — C.

754. GOUZOR (Mgr), archevêque d'Auch, primat de la Novempopulanie et des deux Navarres. *Lettre pastorale... sur l'encyclique « Sapientiae Christianae »*. Auch, Cocharaux, 1891, 8°, 27. p. (n° 15 de la collection). — Nous avons été très touché, en lisant cette nouvelle et belle lettre de notre ancien évêque, des magnifiques idées qu'il développe d'une façon si persuasive. N'oublions pas en particulier, les suivantes : « Nous sommes inondés de Revues ; hélas ! elles n'ont guère pour lecteurs que leurs amis. Quels service rendraient à la société des publications qui, en restant dans le domaine des choses certaines, non seulement n'éloigneraient personne, mais accessibles aux incroyants, leur révéleraient l'histoire de l'Eglise et les preuves de sa divinité dans ses bienfaits ! »... — C.

755. *Grenoble—Revue, artistique et littéraire. Publication mensuelle illustrée*. Grenoble, Baratier et Dardelet. — Le premier n° de cette publication élégante a paru le 15 août 1890. Depuis lors, chaque mois nous a apporté un nouveau numéro, de couleur différente : rouge en août ; vert

en septembre; noir en novembre; rose en décembre, etc. Les articles et les illustrations ne sont pas moins variés que les couleurs. Citons au hasard, parmi les premiers : A travers le Dauphiné; Le salon Grenoblois; Éphémérides Dauphinoises; Les trois visions de St Bruno; Souvenir des morts; Conte de la Toussaint; L'ornementation industrielle du Livre; Le sommet de la cité chrétienne; Le Bas-Poitou en Dauphiné, etc. Parmi les illustrations nous avons admiré: Vue de Grenoble en 1860; Confluent du Drac et de la Romanche; Cours Saint-André; Vue du château de Vizille; Aspect des montagnes au-dessus du Drac; Panorama de la vallée de Vizille; Vue de Grenoble en 1789, etc. — G.

756. SERRURE (Raymond). *Bulletin de Numismatique*. Paris, 53, rue de Richelieu, 1891, 1^{re} livr. 8^o, 20 p. — Cette utile publication a pour but de « développer le goût de la numismatique en renseignant ceux qui veulent s'adonner à l'étude, si pleine d'attrait, de cette branche importante des sciences historiques ». — G.

P. G.

QUITTANCE DE M. L. DE RAVEL SEIGNEUR DES CROTTE

1759.

J'ai reçu de M^r Calignon¹ en qualité de trésorier du chapitre métropolitain de cette ville [Embrun], la somme de vingt trois livres dix sols pour le raccomodage d'un basson². Dont quittance.

Aux Crottes, le vingt-un juillet 1759.

RAVEL DES CROTTE³.

ENTRÉE DE Mgr DE GENLIS A EMBRUN

1671

De la part de Messieurs du vénérable Chapitre :
Est mandé au sieur Danel, procureur de la fabrique, de

¹ Jean-Pierre de Calignon, official diocésain d'Embrun, directeur de la maîtrise de N.-D. en 1713, syndic du clergé de 1750 à 1771, chanoine créé ou honoraire en 1762, trésorier de la fabrique de N.-D. de 1771 à 1782, vicaire général en 1775, sacriste de 1774 au 20 déc. 1782, date de sa mort.

² On sait que le *basson* est un instrument à vent et à anche qui sert à exécuter des parties de basse.

³ Lazare de Ravel, seigneur des Crottes de 1725 à 1762.

payer à maistre Denis, menuisier, la somme de treize livres et demy, pour avoir dressé l'arc de triomphe devant l'église, à la venue de Monseigneur¹, et ce, pour tout ce que le chapitre luy doit... Fait ce 10^{me} novembre 1671.

(Signé :) DE ROUX D'ARBAUD, G. SALVA, sacristain,
LEVÉSIE, LAMBERT, chantre, J. BRUNENC, LA FAYE.

Randu le présant en signe de paiement, ce dict jour.

(Signé :) D. VACHIER.

¹ Charles Brulart de Genlis, archevêque d'Embrun de 1668 à 1714.

Orig., papier (Arch. H.-A., G, prov. 720). — P. G.

RÉSUMÉ des observations météorologiques faites à l'École normale de Gap en 1890 (sous abri), par M. C. R.

OBSERVATIONS.	Juillet	Août	Septembre
Températures moyennes.....	17	18,1	15
Id. extrêmes } maxima.....	32 le 17	32 les 11-18	27 le 12
} minima.....	4 les 2-7	4 le 26	4 les 2-27
Moyennes barométriques à zéro (altitude 739).....	699,7	698,7	702,4
Pressions extrêmes } maxima...	704 le 15	704 le 22	702 le 26
} minima...	692 le 5	690 le 25	695 le 1 ^{er}
Total des jours de pluie ou de neige.....	5	6	6
Eau tombée, en millimètres..	25	98	156
Moyenne hygrométrique (évaluée de 0 à 100).....	63	62	72

FINI D'IMPRIMER LE 22 FÉVRIER 1891.

Gap — Imprimerie Jouglard, père et fils.

POUILLÉ

OU

État Général des Bénéfices Séculiers et Réguliers

DU DIOCÈSE DE GAP

AVANT 1789.

Le *Pouillé* de l'ancien diocèse de Gap que nous publions ici, pour la première fois, n'est pas daté. Il est postérieur à 1784¹, et antérieur à 1789.

Il peut aider à se rendre un compte exact de la situation du diocèse de Gap avant la Révolution. Il permet aussi d'établir d'utiles comparaisons avec les *Pouillés* de 1516, déjà imprimés dans nos Bulletins².

L'abbé ALBERT, dans son *Histoire du diocèse d'Embrun*³, a donné un tableau précieux de l'ancien archidiocèse d'Embrun au XVIII^e siècle. Nous n'avions rien jusqu'ici de semblable pour l'ancien diocèse de Gap, du moins à ma connaissance. Le *Pouillé* dont nous entreprenons la publication comble une lacune. Il donne en particulier de nombreux renseignements sur les bénéfices séculiers et réguliers du diocèse de Gap avant la Révolution, sur les titulaires et patrons de ces bénéfices, sur les collateurs, les revenus, etc. Ces renseignements intéressent, non seulement une grande partie du département actuel des Hautes-Alpes, mais encore des fractions importantes des départements voisins des Basses-Alpes, de la Drôme et de l'Isère, qui, avant 1790, faisaient partie de l'ancien diocèse de Gap.

L'original de ce *Pouillé* se conserve aux archives des

¹ Voir, ci-après, les nos 220, 248 et surtout 294.

² Année 1888, p. 69-100, 149-181 et 326-335. — Voir aussi le *Pouillé de 1708*, rédigé par l'archiviste BOET, sur l'ordre de Mgr François Berger de Malissoles, évêque de Gap (1706-38). *Arch. H.-A.*, G., prov. 116.

³ Embrun, Moïse, 1783, 2 in-12, passim, et surtout t. II, p. 416-438.

Hautes-Alpes¹. Ainsi que nous l'avons déjà dit ailleurs², il se trouve contenu dans un manuscrit petit in-folio, de 37 feuillets, en papier, relié en peau jaune, avec fermoir en cuivre.

Ce manuscrit n'est pas tout à fait complet. Il contient l'énumération de 326 bénéfices, alors qu'il aurait dû, ce semble, en mentionner un plus grand nombre³. Toutefois, tel qu'il est, il a été jugé digne d'impression par le Comité de publication de la Société d'Études, et les lecteurs du *Bulletin*, nous aimons à l'espérer, seront du même avis.

Afin de faciliter l'usage et l'intelligence de ce document, nous le faisons suivre d'une table alphabétique des noms de lieux et nous ajoutons, çà et là, quelques notes. Les additions introduites par nous dans le texte sont entre crochets et les suppressions qu'il y a lieu, à notre sens, de lui faire subir sont entre parenthèses. P. G.

POUILLÉ

ou

État Général des Bénéfices Séculiers et Réguliers DU DIOCÈSE DE GAP

[AVANT 1789].

1. *L'évêché de Gap*. — Les revenus de ladite évêché consistent :

En la juridiction haute, moyenne et basse de la ville de Gap et son terroir, et des châteaux épiscopaux, qui sont les terres de la Bâtie-Vieille, Rambaud et Lettret, dont l'évêque est seigneur et dont la justice est exercée par un seul juge, qu'il établit avec six greffiers, pour ces quatre terres ; relevant ladite justice immédiatement du parlement du Dauphiné.

¹ Série G, prov. 4107.

² *Bulletin*, 1888, p. 330, note 4, à la fin.

³ Cf. *ibidem*, p. 400. — Dans ce *Pouillé*, de 1785 environ, il n'est pas question des localités suivantes : Antonaves, Arzeliers, Barret-le-Bas, Barret-le-Haut, Montéglin, le Poët, St-Étienne-en-Dévoluy, St-Pierre-Avez et quelques autres.

Un domaine dans le terroir de Gap, appelé *Chalence*¹, qui consiste en prairies, terres labourables, moulins, et en une petite montagne, bois de brouissaille, que les gens de la ville vont prendre pour leur chauffage, prétendant avoir ce droit là, et dont l'évêque ne retire rien.

Les droits seigneuriaux de la ville de Gap et son terroir, qui consistent en lods, cens, en droit [de] *fournage*.

Un bois situé aux terres de la Bâtie-Vieille et de Rambaud, où les habitants ont droit de faire paître leurs bestiaux, et d'en prendre, deux fois l'année, pour leurs outils aratoires².

Directe universelle auxdits lieux de la Bâtie-Vieille et de Rambaud, *lods* en cas de vente à la cotte douzième.

Directe sur les terres de Montmaur, de Mantayer, Poligni, le Noyer, la Fare, Reynier et autres, dont les titres ont été brûlés par les ennemis de l'État en 1692³; ainsi ces terres relevant de l'évêché devraient lods en cas de mutation et de vente; mais, le cas arrivant, on ne pourrait produire aucun titre.

Trois fours banaux⁴, droit de *cosse*⁵, les deux tiers des dixmes de tous grains et les quatre cinquièmes du vin dans le terroir de Gap.

Quelques fonds curiaux, aux lieux dits la Bâtie-Vieille et la Bâtie-Neuve.

¹ *Charance*. Suivant un document en parchemin, donné naguère aux archives des Hautes-Alpes par M. le chanoine Z. Blanchard, Geoffroi de Laincel, évêque de Gap (1289-1315), acquit, en 1309, de noble Lantelme de Saint-Marcel, pour le prix de douze mille sous, le château de Charance et une partie de ses dépendances.

² Ces droits furent souvent reconnus aux habitants de la Bâtie-Vieille et de Rambaud, notamment le 4 mars 1590 (*Arch. H.-A.*, G, pr. 1033, cf. 1066).

³ Antérieurement, en 1577, la plupart des archives de l'évêché de Gap avaient été incendiées par les protestants (*Arch. H.-A.*, G, pr. 1086. Cf. *Bull. soc. d'étud.*, 1886, p. 61).

⁴ Le chapitre de Gap possédait un 4^e four, situé près de porte Colombe (*Arch. H.-A.*, G, pr. 1037).

⁵ Le droit de *cosse* ou de *consolat* se percevait à Gap sur les grains vendus au marché. Il avait été cédé, en 1513, à l'évêque par le roi Louis XII, en dédommagement de la perte de la souveraineté de la ville (*Ibid.*, G. 1090).

Les dîmes en partie des grains et du vin des lieux de la Beaume-lès-Sisteron et de Mizon¹, y ayant d'autres concédécimateurs.

Les dîmes en grain du lieu de Lhayc, n'y ayant point de vin. Les dîmes en grain des lieux du Noyer et Poligni, et quelques fonds curiaux aux dits lieux. La dime en grain et en vin du lieu du *Gleisiles* et Lesdiguières.

La dime en grain et en vin du lieu de Lazer.

La dime en grain et en vin du lieu de Curban, avec la dépendance du lieu d'Urtiz, et en partie la dime du lieu de Melve, en grain et en vin.

La dime en grain et en vin des lieux de Lettret et Châteaueux et filleule de Tallard. La dime pour la moitié en grains et en vin du lieu de Pelleautier, et quelques fonds curiaux audit lieu.

Plus, la ville de Gap fait au seigneur évêque annuellement de pension, suivant l'acte de transaction du 2 mai 1622, deux cents livres².

2. *L'Université de l'église cathédrale.* — Ladite université est composée d'un doyen, un archidiacre, un prévôt, un sacristain, un capiscol, douze chanoines, douze bénéficiers, deux curés, deux habitués, un bedeau et un sonneur.

3. *Le chapitre de Gap.* — Est composé d'un doyen, archidiacre, prévôt, sacristain, théologal et de onze chanoines, lesdits bénéficiers sont de la collation du chapi-

¹ L'évêque de Gap percevait les 4/5 des dîmes de Mizon, et en particulier celles des quartiers de « *La Maure, la Seve, les Balnes, la Clapisse, Servoulles, Pra Mollet, la Treille et Font Michelle* ». Elles produisaient, au xvi^e siècle, environ « huitante charges » de blé (*Arch. H.-A.*, G, 1062).

² Les biens temporels de l'église et de l'évêché de Gap, avant la Réforme, étaient beaucoup plus considérables. Ils furent aliénés en 1563 et 1564, sous l'épiscopat de Gabriel de Clermont, évêque apostat de Gap (1526-68). (Cf. *Arch. H.-A.*, G, 1080). Sous ce prélat, les revenus de l'évêché de Gap étaient de 1500 écus. En 1595, ils ne suffisaient plus à l'entretien de Pierre Paparia de Chaumont, son successeur (1572-1600), tant ils avaient été réduits durant la longue et douloureuse période des guerres civiles, connues sous le nom de guerres de religion (*Ibid.* G, prov. 1066, cf. 1049 et 1067).

pitre, ensemble toutes les bénéfices. — Le chanoine sacristain a la collation de la *précentoterie* ou capiscolat de ladite église cathédrale. — Il est encore en ladite qualité juspatron des deux cures de ladite ville de Gap qui leur donne le droit de présentation.

4. *Chapelle N.-D. de Sauveterre.* — Ladite chapelle est sous le titre de N.-D. et de la collation du seigneur évêque. — Les biens et revenus de ladite chapelle consistent : en un bâtiment joignant ladite chapelle ; en plusieurs terres labourables et en huit émines blé pour droit de taise.

5. *Le prieuré de la Roche-des-Arnauds.* — Le prieuré de la Roche-des-Arnauds, diocèse de Gap, dépend de l'abbaye de St-Michel de la Cluse. — Les revenus consistent aux cinq sixièmes de la dime grosse et menue, levable à la cote vingtième en grain, à l'aire des propriétaires, lorsqu'ils battent leurs blés, et les pailles restent aux propriétaires des fonds deximables ; l'autre sixième est au prieur de Romette, même diocèse de Gap. Plus, a une pension de 30 francs annuellement, pour raison d'un fonds dépendant dudit prieuré aliéné à François Villars.

6. *La sacristie de Romette.* — Ladite sacristie, sous le titre de St-Pierre, est de la collation du prieur de Romette. — Les biens consistent aux fonds dépendants de la sacristie situés au terroir de *Rom(an)ette* ; en la somme de deux cent cinquante (mille) livres de manse, payée chaque année, par le prieur de Rom(an)ette, suivant l'acte du 15 février 1726.

7. *La chapelle N.-D. de Bon Secours.* — Ladite chapelle sous le titre de N.-D. de Bon Secours, est de la collation du seigneur évêque de Gap. — Les revenus consistent en la somme de six livres annuellement, payée par les héritiers ou représentants ^[de] s^r George Nas, dont les auteurs avaient légué pour la fondation de la chapelle une vigne au Collet, terroir de cette ville, sur laquelle ladite pension de six livres est établie. Le chapelain est obligé de dire six messes par an ou de les faire acquitter.

8. *Le prieuré-cure des Baux.* — Le prieuré-cure des Baux est sous le titre de l'Assomption de la Ste-Vierge,

sous la collation du seigneur évêque de Gap. Les revenus consistent en la dime des grains, agneaux, chanvre, et quelques fonds curiaux.

9. *Le prieuré de St-Giraud-lès-Montgardin.* — Ledit prieuré est sous le titre de St-Giraud-lès-Montgardin et dépend de St-Giraud d'Aspres. — Les revenus du prieuré consistent en la dime entière de tout ce qui se trouve de deçà la rivière de la Vence, dans le diocèse de Gap, savoir : les grains au trézain, aussi bien que les agneaux, et le vin de seize une, et à la moitié de ce qui se trouve au delà de la rivière de la Vence, dans le diocèse d'Embrun, l'autre moitié appartient à Mgr l'archevêque d'Embrun. Plus, en quelques propriétés, savoir : une maison, vigne, prés et la moitié des biens de la cure.

10. *Le prieuré de St-Mens.* — Ce bénéfice est curial et séculier, sous le titre de St-Mens¹; c'est Mgr l'évêque de Gap qui en est le collateur. — Les biens et revenus consistent : en un domaine, situé sur le haut de la montagne dite de St-Mens, de la contenance d'environ sept charges de terre labourable, chaque année ; en huit poués de vigne ; en une cense ou rente de blé froment affectée sur une vigne ; en un bois.

11. — *La chapelle St-Nicolas.* — Cette chapelle est de juspatronat laïque, bénéfice simple, sans obligation de résidence personnelle, sous le titre de St Nicolas, fondée dans l'église paroissiale de Rambaud, par noble Pierre de Golluard, dudit Rambaud. Elle est de la collation de Mgr l'évêque de Gap, et de la présentation laïque de M. Martin de la Pierre, seigneur de la Villette en Champsaur.

12. *Biens de la chapelle.* — Un pré et terre à l'*Aumea*, tout quatre émines, onze civayers et un tiers ; une terre et herme aux Condamines ou St-Marcel, contenant douze émines, sept civayers ; un pré et terre au pré le Chaval, contenant dix-huit émines, cinq civayers.

13. *La chapelle N.-D. dans l'église de Gap.* — Cette

¹ Dès 1215, le prieuré de St-Mens (*Sanctus Mametus, Saint Maymet, Saint Main*), près Gap, dépendait de l'abbaye de Lérins (Voir *Bull. soc. d'étud.*, 1883, p. 401-418).

chappelle est de patronage laïque, bénéfice simple, sans obligation de résidence personnelle, sous le titre de N.-D., fondée dans l'église cathédrale de Gap, dont la collation est de Mgr l'évêque de Gap, de la nomination et présentation laïque de M. Martin de la Pierre, seigneur de la Villette en Champsaur. — Les biens consistent en un pré en *Gourlanche*, contenant trois faucheurs, et à sept jours de vigne assis au Châtelet sur la Grave.

14. *La chapelle N.-D. ou done Bertrande.* — Ladite chapelle est fondée dans l'église cathédrale de Gap sous le titre de N.-D. et de la collation de plein droit du seigneur évêque. — Les biens et revenus de ladite chapelle consistent en une pension annuelle de 4 livres 10 sols, laquelle doit être payée par le sieur Bonnet, bénéficiaire, comme possesseur d'une maison acquise de M. le marquis de Montlaur¹.

15. *La chapelle des Onze mil Vierges.* — Ladite chapelle est un bénéfice simple, fondé dans l'église cathédrale de Gap, sous le titre des Onze mil Vierges, du juspatronat laïque de M. de Rolland, marquis de Reillannette, de la collation du seigneur évêque de Gap. — Les revenus consistent : en un domaine au Monestier-Allemond ; à quatre émines blé froment de cense, suivant la deuxième, reçu maître Thomé, notaire ; à la somme de 55 fr., provenant des fonds donnés en albergement à trois particuliers du Villar-Sigoyer, par acte reçu maître Escallier, notaire, en sa datte ; à la somme d'une livre onze sols, donnée par deux particuliers du terroir de cette ville, par acte reçu maître Thomé, notaire, en sa datte.

16. *La chapelle N.-D. du Clocher ou de St-Antoine de Lisieur.* — Ladite chapelle est un bénéfice simple, fondé dans l'église cathédrale de Gap, de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent : en un pré sis en Camargues, échangé avec une vigne et terre situées à Vilarobert ; à un pré et terre au lieu de Lause ; à une pension de trois livres dix sols sur maître Jean-François Faure, dit la Gardette.

¹ Le marquis de *Montlaur*, seigneur de Manteyer et de St-André-la Freissinous (cf. *Invent. des Arch. II.-A.*, B, 449-450).

17. *La chapelle St-Sauveur et Notre-Dame.* — Ladite chapelle est fondée au lieu de la Rochette, de la collation du seigneur évêque. — Les revenus consistent à quelques biens fonds.

18. *La chapelle Ste-Claire.* — Ladite chapelle est sous le titre de Ste-Claire, fondée dans l'église de l'hôpital de Gap¹, sous le patronage et collation, *pleno jure*, du seigneur évêque de Gap, ne requérant résidence. — Les revenus consistent en deux terres, l'une à Montalquier et l'autre à Eyméyère.

19. *La chapelle St-Giraud et St-Paul.* — Ladite chapelle est fondée dans l'église paroissiale de Rambaud, et se trouve de la collation du seigneur évêque. — Les revenus consistent en un pré, terres et hermes à Rambaud.

20. *La chapelle N.-D. des Eyrauds.* — Ladite chapelle est fondée dans l'église cathédrale N.-D. de Gap, sous le titre de N.-D. des Eyrauds, et de la collation du seigneur évêque. — Les revenus consistent en un pré, contenance environ un faucheur et demy, en Fonteinier, proche du moulin de la Blache; en une terre, de contenance d'environ une charge et demy en semence.

21. *Le prieuré de Romette.* — Le prieuré de Romette est sous le titre de St-Pierre, ordre de St-Benoit². Il est à la nomination du Roi. Le prieur nomme à plusieurs bénéfices.

22. *L'hôpital ou rectorie de la Bâtie-Neuve.* — Ce bénéfice appartient aux religieux de l'abbaye royale [Notre]-Dame de Boscodon, et ces mêmes religieux étoient les collateurs³. [Ses revenus consistent] en fonds et vieille mazure.

¹ Dès avant 1722, les religieuses de St-Joseph dirigeaient à Gap l'hôpital de Ste-Claire (*Arch. H.-L.*, G, pr. 1021, f° 323).

² Le prieuré de Romette a été fondé postérieurement à l'an 1027, si du moins il faut attribuer à ce prieuré une bulle du pape Jean XIX, de cette époque. (Voir *Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. iv, 1888, n° 2798. Cf. *Hist. générale des Alpes* par Marcellin Fournier, t. II, 1891, p. 45, note 4.)

³ S'il faut en croire une note manuscrite (*Arch. H.-L.*, fonds de Boscodon, 1), le pape Martin IV; par une bulle donnée à Pérouse, le 5 décembre 1284, aurait confirmé diverses possessions à l'hôpital de la Bâtie-Neuve (*hospitalis Bastidae Novae*).

23. *Les chapelles Ste-Madelaine et Ste-Colombe.* — Les dites chapelles sont fondées, savoir : celle de Ste-Colombe, dans l'église cathédrale de Gap, et celle de Ste-Marie-Madelaine, à la Bâtie-Neuve, de la collation du seigneur évêque de Gap.

Revenus de la chapelle Ste-Colombe. — Les revenus consistent en jardins, près la porte Colombe, qui sont : tenus en emphytéose par des particuliers ; une maison albergée au sieur Thomé, et un pré d'environ deux faucheurs, près du moulin de la Blache.

Les revenus de la chapelle Ste-Marie-Madelaine consistent en un pré et terre joints ensemble, au terroir de la Bâtie-Neuve.

24. *Le prieuré-cure de Menteyer.* — Ledit prieuré-cure est de l'ordre de St-Augustin, sous le titre de N.-D. de *Pomarits*, dépend de la prévôté de N.-D. de Char-davon, à la Beaume de Sisteron, possédée en commende. — Les revenus consistent : à la moitié de la dimerie de Menteyer et à la dime en entier au quartier de *Bramefant* ; à un domaine audit Menteyer ; à une vigne, terre et quelques pensions de Pelleautier ; à une fondation faite par M. le marquis de Monlaus.

25. *La chapelle et aumônerie Ste-Anne.* — Ladite chapelle et aumônerie est de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Revenus : en quelques censes sur divers particuliers de la ville de Gap ou de St-André-la Freyssinouse.

26. *Le prieuré ou chapelle de St-Jean de Chassaignes.* — Ledit prieuré est sous le titre [St-Jean], de la collation du collège d'Embrun¹. — Revenus : en la moitié de la dime des grains audit quartier de St-Jean et de la vendange ; en une pension de 7 l. 10 s., due par sieur Antoine Colomb, et une cense annuelle, due par s^r Étienne Auprince, de quatre émines, trois-quarts d'émine blé froment.

27. *La chapelle de N.-D. de Lioncelle.* — Ladite chapelle est fondée dans l'église cathédrale de Gap, sous le

¹ Le collège des Jésuites d'Embrun ne fut définitivement fondé qu'en 1605. En 1619, le prieuré de St-André de Gap lui fut uni, ainsi que ses dépendances, parmi lesquelles celle de St-Jean de Chassaignes.

titre de N.-D. de Lioncello¹; le seigneur évêque en est collateur *pleno jure*. — Les biens et revenus consistent en quelques censes et pensions, avec directe et droit de lods.

28. *La cure de Rabou*. — Ladite cure est sous le titre des Sts Gervais et Sébastien. Le collateur est le seigneur évêque de Gap. — Les revenus consistent à la portion congrue.

30. *La cure de la Roche-des-Arnauds*. — Ladite cure est sous le titre de St-Pierre et de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistant à la portion congrue et à 25 l. pour les novales.

31. *La cure de la Bâtie-Vielle*. — Ladite cure est sous le titre de St-Martin et à la nomination de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent à la portion congrue et 15 l. de pension, payée par le nommé Jacques Vial, de Larra; à 30 l. de pension, par Jean Jouglas, de Combe-Vinouze.

32. *La cure de la Bâtie-Neuve*. — Ladite cure est sous le titre de N.-D. de Consolation et à la nomination de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent à la portion congrue et à un coin de pré.

33. — *La cure de St-André-lès-Gap*. — Ladite cure est sous le titre de St-André. Le collège d'Embrun a droit de présentation à Mgr l'évêque de Gap². — Les revenus consistent à la portion congrue.

34. *La cure de Romette*. — Ladite cure est sous le titre de St-Pierre, à la nomination Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent à la portion congrue.

35. *La cure de la Rochette*. — Ladite cure est sous le titre de l'Assomption de N.-D., à la nomination de Mgr l'évêque, et à portion congrue.

36. *Autre chapelle des Onze mil Vierges*. — Ladite chapelle est sous le titre des Onze mil Vierges, fondée dans l'église de Gap, à la collation du seigneur évêque. — Ses revenus consistent: en une terre à Ste-Marguerite et une petite blache au pied; en un pré dans l'enclos du

¹ Ainsi appelée parce qu'elle avait été fondée par Bertrand de Lioncel, évêque de Gap (1316-1318). Cf. *Arch. II.-A.*, G, pr. 1066.

² Cf., ci-dessus, la note du n° 26.

domaine de s^r Barbier ; en une cense de 3 l. sur la maison du s^r Galabrier.

37. *Les deux cures de Gap.* — Lesdites deux cures sont sous le titre de l'Assomption de N.-D. ; de la nomination et présentation du chanoine sacristain du chapitre, de la collation de Mgr l'évêque, et les revenus consistent à la portion congrue et au casuel.

38. *La sacristie de St-Bonnet.* — La sacristie de St-Bonnet est un bénéfice régulier de l'ordre de St-Benoît, M. le prieur de Romette en est le collateur ; le sacristain a son logement dans la maison priorale, et 200 l. de portion congrue.

39. *La cure de la Motte en Champsaur.* — Ladite cure est séculière sous le titre de la Transfiguration ; Mgr l'évêque en est le collateur. — Les revenus consistent au droit de dime et à quelques fonds.

40. *La cure de Charbillac.* — Ladite cure est séculière, sous le vocable de St-Gervais et Protais ; Mgr l'évêque en est collateur. — Les revenus consistent à la dime et à quelques fonds.

41. *La cure des Infournas.* — Ladite cure est séculière, sous le titre de l'Assomption de N.-D. ; Mgr l'évêque en est le collateur. — Les revenus consistent à quelques fonds curiaux et au droit de dime.

42. *La cure de St-Eusèbe.* — Ladite cure est séculière, sous le titre de l'Assomption de la très-sainte Vierge ; Mgr l'évêque en est collateur. — Les revenus consistent à quelques fonds curiaux et à la dime.

43. *La cure de la Fare.* — Ladite cure est sous le titre de l'Assomption de N.-D. ; Mgr l'évêque en est collateur. — Les revenus consistent à quelques fonds curiaux et à la dime.

44. *La cure du Noyer.* — Ladite cure est sous le titre de Ste-Agathe ; Mgr l'évêque en est collateur. — Les revenus consistent à la portion congee et à quelques fondations.

45. *La cure de St-Bonnet.* — Ladite cure est sous le titre de St-Bonnet, de la collation du seigneur évêque et à la portion congrue.

46. *La cure de Lhaye.* — Ladite cure est sous le titre de St-Pierre; Mgr l'évêque en est collateur. — Les revenus sont la portion congrue.

47. *La cure de St-Julien en Champsaur.* — Ladite cure est sous le titre de St-Julien, de la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

48. *La cure de St-Laurent-du-Cros.* — Ladite cure est sous le titre de St-Laurent, de la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

49. *La cure de Poligny.* — Ladite cure est sous le titre de St Martin, de la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

50. *La cure de Bénévent.* — Ladite cure est sous le titre de St Michel, de la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

51. *Le prieuré de St-Bonnet.* — Le prieuré de St-Bonnet est un bénéfice simple, régulier, de l'ordre de St-Benoît, sous le vocable de St Bonnet. Le seigneur prieur de Rommette en est le collateur. — Les revenus consistent : à un domaine, dans St-Bonnet, composé de bâtiments, terres, prés, etc.; à une pension de 150 livr., assignée sur les revenus de M. le duc de Lesdiguières; aux dimes du bourg de St-Bonnet, de l'Ollagnier, du Villard, des Combes, de Bénévent, de Pisançon, à une partie de la Motte, aux hameaux de Cours et de Raufan de la paroisse des Côttes.

52. *Le prieuré de Chabottes.* — Ledit prieuré est sous le titre de la Nativité Notre-Dame, de la collation du prieur de Rommette. — Les revenus consistent : en une maison, fonds et dimes des fruits et agneaux dudit lieu de Chabottes, et autres fonds à la Plaine; à la dime de St-Nicolas de Montorcier; à la somme de 8 l. 10 s. de pension annuelle pour un fonds aliéné; aux fonds, prés et propriétés situés aulieu de Buissard; aux fonds et terres curiales, et dimes de St-Michel.

53. *La chapelle de St-Martin et de St-Phillippe dans la paroisse d'Ancelle.* — Ladite chapelle est sous le vocable de St Martin, et celle du Collet, hameau dudit Ancelle, sous le vocable de St Jacques et St Phillippe, à la

collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent en terres labourables et à un pré.

54. *Autre chapelle de St-Martin à Ancelle.* — Ladite chapelle est sous le vocable de St Martin, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent en prés, terres labourables et bois, situés audit lieu d'Ancelle, et 11 l. de pension par Antoinne Jouvenal [Provençal ?].

55. *Les chapelles de St-Jean et de St-Antoine au lieu d'Orcière.* — Lesdites chapelles sont sous le titre de St Jean et St Antoine, dont François Peyron est juspatron. Les revenus consistent à trois petits coins de pré situés dans la montagne.

56. *La chapelle de St-Jean-Baptiste à Champoléon.* — Ladite chapelle est sous le titre de St Jean-Baptiste, de la présentation et nomination des hoirs ou héritiers de feu Jean Peauroy, marchand de Lyon, qui en est le fondateur; exige résidence; de revenu de 342 l.

57. *La cure de Chabottes.* — Ladite cure est sous le vocable de St Benoit, abbé, de la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent au droit de dime et à un domaine.

58. *Le prieuré-cure de St-Pierre-de-Chaliol.* — Ladite cure est sous le titre de St Pierre-de-Chaliol, de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent au droit de dime et à quelques fonds.

59. *Le prieuré-cure de St-Michel-de-Chaliol.* — Ladite cure est sous le titre de l'archange Michel et à la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Revenus : au droit de dime et à quelques fonds.

60. *La cure de St-Barthélemy de Buissard.* — Ladite cure est sous le titre de St Barthélemy, de la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent à la dime.

61. *La cure de St-Léger.* — Ladite cure est sous le titre de St Martin, à la nomination des RR. PP. Jésuites d'Embrun, et à portion congrue.

62. *La cure de Chabottes.* — Ladite cure est sous le titre de la Nativité de la Ste-Vierge, de la collation du seigneur évêque. Les revenus consistent à la portion congrue, à 50 l. pour noales, et à 30 l. annuellement, pour fonda-

tion de S^r Jean Eyraud, suivant testament reçu M^e Patras, notaire à Grenoble, 20 avril 1659.

63. *La cure de St-Martin d'Ancelle.* — Ladite cure est perpétuelle, de la collation de Mgr l'évêque, sous le titre de St Martin, à la portion congrue, et a deux fondations de 7 l. 10 s.

64. *L'autre cure d'Ancelle, Ste-Catherine.* — Ladite cure est sous le titre de Ste Catherine, de la collation de Mgr l'évêque de Gap, à la portion congrue et un petit coin de pré.

65. *La cure de Champoléon.* — Ladite cure est sous le vocable de St Vincent, qui a pour collateur Mgr l'évêque de Gap, à la nomination et présentation du collège d'Embrun, et à la portion congrue.

66. *La cure de St-Nicolas de Montorsier.* — Ladite cure est sous le titre de St Nicolas et de St Blaise, de la collation du seigneur évêque et à la portion congrue.

67. *La cure d'Orcière.* — Ladite cure est sous le vocable de St Laurent, qui a pour collateur ordinaire Mgr l'évêque de Gap, à la nomination du collège d'Embrun, et à la portion congrue.

68. *Le prieuré-cure de St-Jean de Montorsier.* — Ledit bénéfice est sous le titre de St-Jean, de la collation de Mgr l'évêque de Gap, et [a] un droit de dime.

69. *Le prieuré de St-Laurent de Beaumont.* — Ledit prieuré de St-Laurent de Beaumont est situé entre la Mure et Corps, dans le diocèse de Gap, de l'ordre des chanoines réguliers de la prévôté d'Oulx¹. Il comprend les paroisses de St-Laurent, de St-Pierre, de Meyarots, de la Salle, Quet, Ste-Luce, St-Michel, les Costes et Aubessaignes.

70. *Le prieuré de Corps.* — Ledit prieuré est sous le titre de St Pierre, de la collation du prieur de Romette, uni à celui du Monétier-d'Ambel. — Les biens et revenus consistent en domaines au lieu de Corps, Côttes de Corps, Aspres-lès-Corps, la Salette, Ambel et Monétier-d'Ambel ; plus, un terrier ou liève.

¹ Les dépendances que la prévôté d'Oulx possédait en *Beaumont* (Isère) provenaient des libéralités qui lui avaient été faites, en 1081, par Léger 1^{er}, évêque de Gap (*Ulcensis eccl. chart.*, Turin, 1753, n^o 263, p. 205).

71. *La chapelle Ste-Madelaine, au lieu de Corp.* — Ladite chapelle est sous le titre de Ste Madelaine, fondée dans l'église paroissiale du bourg de Corp, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent en quelques censés qu'étables, dues par divers particuliers des paroisses de la Salette, St-Jean des Vertus et Côttes de Corp.

72. *Le prieuré de St-Firmin.* — Ledit prieuré annexé à celui de St-Michel de Connexe, au diocèse de Grenoble ; est sous le titre de . . . ¹. — Les revenus consistent en la terre et seigneurie de St-Firmin, avec haute, moyenne et basse justice, en droits seigneuriaux, en quelques biens-fonds ; au droit de dime audit lieu, de même qu'à la Broue, les Tarcelats², les Préaux et les Vachiers.

73. *La sacristie de St-Laurent en Beaumont.* — Ladite sacristie est sous le titre de St Laurent, de la collation de la prévôté d'Oulx. — Les revenus consistent à 60 l. argent, vingt barreaux vin, vingt sextiers froment ; à quelques biens-fonds, 7 l. 10 s. d'une fondation, et à pareille somme de 7 l. 10 s. du prieur de Beaumont.

74. *Le prieuré-cure de St-Maurice.* — Ledit prieuré curé est sous le titre de [St Maurice] ; à la collation du seigneur évêque. — Les revenus consistent à quelques fonds et au droit de dime.

75. *La chapelle de Ste-Marguerite ou de Belizay, à Beaufaim.* — Ladite chapelle est sous le titre de Ste Marguerite, fondée dans l'église de Beaufaim par les seigneurs dudit lieu, qui étoient juspatron ; mais ces messieurs étant partis du royaume après la révocation de l'édit de Nantes, et leurs biens ayant été mis en régie, Mgr l'évêque a depuis toujours nommé à ladite chapelle. — Les revenus consistent à une pension de 18 l. par année, payables par les fermiers de la seigneurie.

76. *La chapelle de Ste-Marguerite du Monétier-d'Ambel.* — La chapelle est sous le titre de Ste Catherine, qui étoit pareillement à la présentation du seigneur, qui en est le fondateur, mais il a perdu son droit par son évasion du

¹ St Firmin (*Pouillé de 1708*, Ms., n° 219).

² *Sic.* Lisez *L'Esparcelet*. En 1788, ce petit hameau formait une communauté distincte (*Invent. Arch. II-A., C, 107, p. 97*).

royaume et Mgr l'évêque est devenu collateur lorsqu'elle vacque par mort. — Les revenus consistent en un pré et trois pièces de terre labourables.

77. *Le prieuré-cure de la Chapelle en Valgodemar.* — Ledit prieuré-cure est sous le titre de l'Assomption de N.-D., Mgr l'évêque en est collateur. — Les revenus consistent au droit de dime et à quelques fonds.

78. *La cure de St-Jacques en Valgodemar.* — Ladite cure est sous le titre de St Jacques, à la collation du seigneur évêque de Gap. — Les revenus sont la dime, quelques fonds et une somme que la communauté paye au seigneur curé, qui est entr'eux fixée.

79. *La cure de la Salle en Beaumont.* — La dite cure est sous le titre de l'Assomption de N.-D., de la collation de Mgr l'évêque, à la portion congrue et 8 l. 3 s. pour fondations.

80. *La cure de St-Laurent en Beaumont.* — Ladite cure est sous le titre de St Laurent, du prieuré et nomination du même lieu, à la portion congrue et 3 l. pour fondation.

81. *La cure de Corp.* — Ladite cure étant sous le titre de St Pierre, de la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

82. *La cure du Monétier-d'Ambel.* — Ladite cure est sous le titre de . . .¹, de la nomination du seigneur évêque et à la portion congrue.

83. *La cure d'Ambel.* — Ladite cure est sous le titre de la Nativité de la Ste-Vierge, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

84. *La cure de Gleisil.* — Elle est sous le titre de St Christophe, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

85. *La cure de St-Firmin.* — Ladite cure est sous le titre de St-Firmin, le seigneur dudit lieu prétend en avoir la nomination, ce qui lui est néanmoins disputé par Mgr l'évêque de Gap, qui prétend d'être en droit d'y pourvoir *pleno jure*. — Les revenus consistent à la portion congrue et à 19 l. pour fondation.

¹ St Pierre (*Pouillé de 1708*, n° 154).

86. *La cure d'Aspres-lès-Corps*. — Ladite cure est sous le titre de l'Assomption de N.-D., de la nomination de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

87. *La cure de St-Jean des Vertus*. — Ladite cure est sous le titre de St Jean des Vertus, de la collation de l'évêque et à la portion congrue.

88. *La cure de la Salette*. — La cure de la Salette est sous le titre de St Michel, de la collation du seigneur évêque¹, à la portion congrue et 15 l. pour fondations de messes.

89. *La cure de Ste-Luce*. — Ladite cure est sous le titre de Ste Luce, de la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

90. *La cure de Meijarots*. — Ladite cure est sous le titre de St Pierre, à la collation du seigneur évêque, à la portion congrue, et quelques fondations.

91. *La cure de St-Michel en Beaumont*. — La dite cure est sous le vocable de St Michel, de la collation de Mgr l'évêque ; le prieur de Beaumont en a la nomination ; à la portion congrue, et quelques fondations.

92. *La cure de Quet*. — Ladite cure est sous le titre de St Jean l'Évangéliste, de la nomination du prieuré de Beaumont et à la portion congrue.

93. *Le prieuré de Valserres*. — Le prieuré de Valserres est un prieuré simple et séculier ; il est sous le titre de N.-D. du *Puy-Levier*² ; le seigneur évêque de Gap en est collateur. — Les biens et revenus consistent : en terres de trois émines de semence, plus en la moitié de la dime de tous blés, grains, légumes, vendanges, agneaux et chanvre.

94. *Le prieuré de Pelleautier*. — Ce prieuré est régulier, de l'ordre de Cluni, sous le titre de St Pierre et de N.-D. de Belle-Vue. Il est une dépendance du prieuré de St-André-lès-Gap, qui est uni au collège des Pères Jésuites d'Embrun³. Le père recteur du collège en est collateur. —

¹ Les évêques de Gap ont souvent visité l'église de la Salette, notamment en 1641, 1664, 1685, 1695 et 1707 (*Pouillé de 1708*, Ms., n° 130).

² *Sic.* Lisez : *Puy-Servier*. Cf. le n° 102, ci-après.

³ Voy., ci-dessus, la note du n° 26.

Les revenus consistent : en un domaine ou métairie ; en une blache ou bois taillis, et en la quatrième partie de la dime de tout blé et légumes, avec quelques censes ou rentes emphytéotiques, avec droit de lods, qui sont dus par plusieurs particuliers de Neffes, de Pelleautier et de La Freissinouze.

95. *La chapelle N.-D. des Rives, à Lettret.* — Ladite chapelle est sous le titre de N.-D. des Rives, de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Lesdits biens consistoient : en quatre vignes, de la contenance d'environ huit jours ; en une terre d'environ six émines en semence ; le tout quoi a été albergé à M^r M^e Gaspard Reynier, recteur de lad^e chapelle, par acte reçu M^e Blanc, notaire aud. Gap, le 6 mars 1773, sous la rente annuelle de 50 livres, payable en deux paiements : le premier, à la St-Jean-Baptiste, et le second, à la Noël.

96. *La chapelle de Pitié et de Miséricorde, dans l'église de Tallard.* — La chapelle exige résidence et est sous le titre de N.-D. de Pitié et de Miséricorde, dont la communauté de Tallard a le juspatronage pour nommer le chapelain. — Les revenus consistent : à 150 l. 3 s. de rente annuelle, que ladite communauté est obligée de payer au s^r chapelain, ayant le capital de ladite pension.

97. *La chapelle St-Grégoire fondée dans l'église de Tallard.* — Ladite chapelle est sous le titre de St Grégoire, dont Mgr l'évêque de Gap est collateur, *pleno jure*. — Les revenus consistent : en une terre située au terroir de Tallard, contenant environ sept émines en semences, quartier du *Plantas*, savoir : deux émines en pré et cinq en terre labourable.

98. *La chapelle St-Éloi, fondée dans l'église de Tallard.* — Ladite chapelle est sous le titre de St Éloi, dont Mgr l'évêque est collateur *pleno jure*. — Les revenus sont deux pièces de terre.

99. *Le prieuré de Vanterol et Piégut.* — Le[s] prieur-ré[s], non conventuel[s], de Vanterol et Piégut, mis et remis en commande, sont de l'ordre de St-Augustin, dépendant de la prévôté de N.-D. de Chardavon, diocèse

de Gap¹, et sont tombés en commande depuis environ deux siècles. Ils sont sous le titre de St Crépin, martyr, pour Vanterol, et de St Colomban, abbé, pour Piégut. Le prévôt de Chardavon et les chanoines de St-Augustin, à la Beaume-lès-Sisteron, en sont collateurs. — Les revenus consistent aux dîmes, fonds et maison.

100. *Le prieuré de Jarjães*. — Ledit prieuré est un bénéfice sous le titre de St Pierre et de St Martin; il est de l'ordre de St-Benoît, et il est tenu en commande et à simple tonsure. — Les revenus consistent : à une pension annuelle de cinq charges de blé méteil, due par le s^r Gauthier; en trois faucheurs environ de pré; en deux fossérées de vigne; en deux champs; en la moitié d'une maison; au droit de dime de tous les grains et agneaux, à la cote douzième, et du vin, à la cote seizième.

101. *La chapelle St-Jacques à Tallard*. — Ladite chapelle est fondée dans l'église de Tallard, sous le titre de St Jacques. Mgr l'évêque en est le collateur *pleno jure*. — Les revenus consistent au produit de deux petits mauvais champs.

102. *La cure de Valserres*. — Ladite cure est sous le vocable de N.-D. du Puy-Servier, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus sont la moitié de la dime.

103. — *La cure de Tallard*. — Ladite est sous le titre de St Grégoire, de la collation du seigneur évêque, à la portion congrue et quelques fondations.

104. — *Le prieuré de Tallard*. — Ledit prieuré est sous le titre de St Grégoire, à la nomination du Roy, ensuite de l'échange du décanat de Chambéry avec

¹ Suivant M. l'abbé Feraud, la prévôté de Chardavon aurait été fondée au XI^e siècle, peut-être par des religieux d'Oulx. En 1319, la communauté de Chardavon se composait de 17 chanoines résidents et de 24 prieurs, parmi lesquels ceux de Manteyer, de Ventavon, de Piégut, de St-Étienne d'Avançon, de Montgardin, de Tournafort. Au nombre des prévôts de Chardavon, il y a lieu de citer : Gaucher de Forcalquier, évêque de Gap (1442, † 1484, 5 avril), Honoré Bouche, l'historien de la Provence († 1671), et Victor de Méliand, évêque de Gap (1680-84). Cf. Feraud, *Souvenirs religieux des églises de la Haute-Provence*, 1879, p. 85-88.

l'abbaye de St-Michel de la Cluze¹, qui étoit collateur. — Les revenus consistent: au droit de dime; à quelques censés; une maison et une cave, où il y a des cuves et tonneaux²; à deux vignes et deux terres labourables.

105. — *Le prieuré-cure d'Urtis*. — Ladite cure est sous le titre de St Maximin, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus sont: à la dime, et quelques fonds en pré, terre et vigne.

106. *La chapelle N.-D. de Pitié, à Tallard*. — Ladite chapelle est sous le vocable de N.-D. de Pitié, et M. Duçaux de la Croix³ en est le juspatron. — Les revenus consistent en une vigne au terroir dudit Tallard.

107. *La chapelle de Ste-Catherine de done Aijette, à Tallard*. — Ladite chapelle est un bénéfice simple, sous le titre de Ste Catherine, à la collation du seigneur évêque. — Les revenus sont les fruits de trois terres labourables et d'un petit coin de vigne.

108. *La cure de Lettret*. — Ladite cure est sous le titre de N.-D. de Rives, à la collation de Mgr l'évêque, et à la portion congrue.

109. — *La cure de Curban*. — Ladite cure est sous le vocable de l'Assomption de N.-D. et de St Pierre aux Liens, et de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent à la portion congrue et quelques fondations.

110. *La cure de Pelleautier*. — Ladite cure est sous le titre de la Nativité de N.-D. de Belle-Vue, à la nomination du seigneur évêque de Gap, à la portion congrue, quelques pièces de terre et à des fondations.

111 *La cure de Neffes*. — Ladite cure est sous le titre

¹ A la suite de la création de l'évêché de Chambéry par Pie VI, le 18 août 1779. Avant cette époque, le décanat de Chambéry dépendait de l'évêché de Grenoble (Charles Bellet, *Notes pour servir à la géographie et à l'histoire de l'ancien diocèse de Grenoble*, 1882, p. 7 et carte, et dans le *Bulletin d'hist. de Valence*, 2^e année, livr. 1^{re}).

² « Les vases vinaires du ci-devant prieuré de Tallard » furent vendus nationalement suivant délibération du directoire du district de Gap en date du 26 janvier 1791.

³ Sur la famille du Suau (*Suavis*), cf. Rivoire de la Bâtie, *Armorial de Dauphiné*, 1867, p. 711.

de la Nativité de N.-D., à la collation du seigneur évêque.
— Les revenus consistent en quelques terres labourables, une vigne, un pré, un cinquième de la dime.

112. *La cure de Jarjaïes*. — Ladite cure est sous le titre St Pierre, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

113. *La cure de Piégut*. — Ladite cure est sous le titre de Ste Colombe, à la collation du seigneur évêque et à la portion congrue.

114. *La cure de Venterol*. — Ladite cure est sous le titre de St Crépin, de la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

115. *La chapelle de St-Jean-Baptiste, à Tallard*. — Ladite chapelle est sous le titre de St Jean-Baptiste, à la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent à trois livres de pension et un pré.

116. *Le prieuré du Monétier-Allemond*. — Le prieuré du Monétier-Allemond est sous le titre de St Martin, dépendant de l'abbaye de l'Île-Barbe, proche de la ville de Lyon¹, et de la collation *pleno jure* de M. l'abbé de ladite abbaye, ayant été sécularisée *in capite et in membris* ; ledit prieur est aussi sécularisé, à simple tonsure, et de présent, à la nomination du Roi. — Les revenus sont au droit de dime, à un domaine et fonds.

117. *Le prieuré de Vitrolles et de Barcilonnette*. — Les deux prieurés de Vitrolles et de Barcilonnette, qui sont unis, sous le titre de St-Michel, dépendent de celui de

¹ L'abbaye de l'*Île-Barbe*, située dans une île de la Saône, à environ 2 kilom. au-dessus de Lyon, avait été fondée sous le règne de Charlemagne ; elle fut sécularisée en 1551. Dès l'an 971, l'Île-Barbe avait des possessions dans le diocèse de Gap (Mabillon, *Annales O. S. B.*, Lucæ, 1739, t. III, p. 568-569). Le pape Lucius III, dans une bulle datée de Velletri, 11 mai 1181, énumère les nombreuses dépendances que l'Île-Barbe avait dans les diocèses de Gap et d'Embrun (*Patr. latine* de Migno, t. ccl, col. 1202-4). Elles sont également décrites dans une « pancarte » ou rouleau en parchemin, long de 33 mètres et formé de 43 peaux, cousues bout à bout, qui se conserve aux archives départementales du Rhône (*Fonds de l'Île-Barbe*) ; ce document renferme la transcription de 68 pièces de 1200 à 1367 (cf. *Catal. gén. des Cartulaires*, 1847, p. 206-7).

Lagrand, et de Cluny. — Les revenus consistent : à des petits domaines et au droit de dime auxdits lieux.

118. *La cure de la Saulce.* — Ladite cure est séculière et rurale, sous le titre de St-Jean-Baptiste, de la collation du seigneur évêque de Gap. — Les biens et revenus consistent : en deux terres labourables, deux vignes, en une portion de dime.

119. *La chapelle de St-Jean-Baptiste à Ventaron.* — Ladite chapelle est fondée dans l'église parossiale de Ventaron, sous le titre de St Jean-Baptiste, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent en quelques petits fonds de terre audit lieu.

120. *Chapelle[s] N.-D. de Pitié, à Ventaron et au Monétier-Allemond.* — Lesdites chapelles sous le titre ci-dessus sont à la présentation du seigneur de Ventaron. — Les revenus consistent : en une maison pour le logement du chapelain ; en un petit jardin ; en plusieurs terres labourables auxdits lieux, et deux petites vignes.

121. *Le prieuré de Beaujeu.* — Le prieuré de Beaujeu est sous le titre de N.-D. Ce n'est qu'une annexe de la *camérierie* de Ganagobie, chef-lieu la *camarerie*, [qui] est de l'ordre de Cluni, [du] diocèse de Sisteron, et de la collation du prieur du monastère. — Les revenus consistent au droit de dime.

122. *Le prieuré de Ventaron.* — Ledit prieuré est sous le titre de St Martin, de la collation de la prévôté de Chardavon, ordre de St-Augustin. — Les revenus consistent : au droit de dime des grains et vin, et à quelques terres labourables.

123. *La chapelle N.-D. de Pitié et Ste-Catherine, au Monétier-Allemond.* — Ladite chapelle est fondée dans l'église paroissiale du Monétier-Allemond, sous le titre de N.-D. de Pitié et de Ste Catherine, à la collation de Mgr l'évêque. — Les biens et revenus consistent : en quelques fonds, à 17 l. de pension, constituée par M. Gaillard, archidiaque de l'église de Gap, sur la vigne qu'il possédait à *Malcols*, laquelle il a donné aux prêtres du Laus, par acte du 20 juillet 1706, M^r Thomé, notaire à Gap.

124. *La chapelle de St-Jean et N.-D. de Pitié, dans la*

paroisse de Vitrol[les]. — Ladite chapelle est fondée dans l'église parossiale de Vitrole, sous le titre de St Jean et N.-D. de Pitié, à la collation du seigneur évêque de Gap. — Les biens et revenus consistent aux terres et fonds qui en dépendent.

125. *Le prieuré de Sigoyer sur Tallard.* — Ledit prieuré, de l'ordre de St-Benoit, prieuré simple, possédé en commande d'ancienneté, est sous le titre de St Laurent, à la nomination du Roi, par l'échange du décanat de Chambéry avec l'abbaye de St-Michel de la Cluze, qui en avait la collation. — Les revenus consistent : en un domaine, composé de terres labourables, prés, vignes, hermes, et au droit de dime.

126. *La chapelle de Ste-Croix, à Lardier.* — Ladite chapelle est sous le titre de Ste Croix, fondée dans la paroisse de Lardier ; qui est une vieille mesure d'une église ou chapelle détruite, dont M. le comte de Tallard a le juspatronage. — Les revenus consistent : en prairies au terroir de Neffes, et en trois charges de vin et une émine de blé froment de cense sur les habitants de Lardier et de la Saulce.

127. *La chapelle de Ste-Marie-Madelaine de Bramefam, au terroir de Sigoyer.* — Ladite chapelle est sous le titre de Ste Marie-Madelaine, à la collation de Mgr l'évêque de Gap. Les biens-fonds qui en dépendent ont été donnés en emphytéose par M. Jean-Baptiste de Baudet de Beauregard¹, recteur, par acte reçu M^e Grimaud, notaire à Gap, sous la pension annuelle de 120 livres.

128. *La chapelle St-Sébastien, à Sigoyer.* — Ladite chapelle est au milieu d'une terre, très considérable, que les héritiers de feu M. Paul possèdent, sous le vocable de St Sébastien, à la collation du seigneur évêque, de laquelle il ne dépend qu'un herme, autrefois vigne.

129. *Le prieuré de St-Martin d'Aulx, au terroir de Sigoyer.* — Ledit prieuré séculier, rural, fondé dans une chapelle champêtre sise au quartiers d'Aulx, paroisse de

¹ Sur la famille Baudet de Beauregard, cf. Rivoire de la Bâtie, *op. cit.*, p. 53-54.

Sigoyer sur Tallard, sous le titre de St Martin d'Aulx, de la collation du seigneur évêque de Gap. — Les biens et revenus dudit prieuré consistent en une portion de la dime.

130. *La chapelle St-Jacques à Sigoyer.* — Ladite chapelle est sous le titre de St Jacques, apôtre, de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les biens et revenus de ladite chapelle consistent en plusieurs terres labourables.

131. *La cure de Vitroles.* — Ladite cure est sous le titre de St Michel, à la collation de Mgr l'évêque, et à la portion congrue, avec deux fondations : l'une de 13 l. et l'autre de 6. l.

132. — *Le prieuré de Douzard, à Vitrole[s].* — Ledit prieuré rural, sous le titre de St Pierre de Douzard, est régulier, dépendant du monastère de Ganagobie, de l'ordre de Cluni¹, et il est à la collation du prieur conventuel dudit monastère. — [Les] revenus consistent: 1° à la sixième partie du droit de dime de tous blés et grains, tant seulement, des paroisses de Vitrole et Barcelonnette; 2° un domaine; 3° à une pension de 18 livres, due par la communauté d'Esparron; 4° à un petit droit de dime sur certaines terres à la montagne de Rochefort, terroir d'Esparron.

133. *La cure de Lazer.* — Ladite cure est sous le titre de St Georges, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus sont en argent, portion de dime et biens-fonds.

134. *La cure du Monétier-Allemond.* — Ladite cure est sous le titre de St Martin, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

135. *La cure de Lardier.* — Ladite cure est sous le vocable de St Pierre, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

136. *La cure de Valença.* — Ladite cure est sous le titre de N.-D. de Belle-Vue, à la collation de Mgr l'évêque, à la portion congrue et une fondation de 15 livres, payée annuellement par les héritiers de Dominique Para, de Lardier, suivant l'acte reçu M^e Thomé le 22 déc. 1728.

¹ Le prieuré de Ganagobie, au diocèse de Sisteron, datait du x^e siècle (cf. Feraud, *Souvenirs religieux*, 1879, p. 105-110).

137. *La cure de Barcelonnète.* — Ladite cure est sous le vocable de N.-D. *a Luce*; [de la] collation de Mgr l'évêque, à la portion congrue.

138. *La cure d'Esparron de Vitrole.* — Ladite cure est rurale et séculière, sous le vocable de St Pierre et de St Paul, de la collation des R. P. de St-Antoine, à la portion congrue et une pièce de terre aux Préaux, hameau dudit lieu.

139. *La cure de Ventavon.* — La cure de Ventavon est sous le vocable de St Martin, à la collation de Mgr l'évêque, à la portion congrue et une petite vigne, d'environ dix ou douze fosserées.

140. *La cure de Sigoyer sur Tallard.* — Ladite cure est séculière rurale, sous le titre de St-Pierre, à la présentation du prieur, ainsi jugé par la sentence de M. le vibailly de Gap, et à la portion congrue. — Plus, est annexé à ladite cure une chapelle sous le titre de N.-D. de Consolation, dont les biens et revenus consistent en deux fonds labourables et un pré.

141. *Le prieuré de Trescloux.* — Ledit prieuré est régulier, de l'ordre de St-Benoît ou de St-Victor de Marseille. Il est simple et curial, sous le titre de N.-D. de Belle-Vue¹. — Les revenus consistent en dime et en un domaine.

142. *La cure de Trescloux.* — Ladite cure est sous le titre de Ste Agathe, à la collation de Mgr l'évêque de Gap et à la portion congrue.

143. *Le prieuré d'Aiguians.* — Ledit prieuré est sous le titre de St Pierre et de la Madelaine, de l'ordre de Cluny, dépendant du prieuré de Lagrand, dont le prieur est collateur. — [Les] revenus, suivant la déclaration de Dom Pompée Raffin, prêtre, religieux de l'ordre de Cluny, prieur dudit prieuré, consistent : en la dime et en un domaine, et une maison dans le village, appelée la *Maison priurale*.

¹ Le prieuré de Trescloux fut donné à St-Victor de Marseille en 1075 (*Cart. de St-Victor de Marseille*, t. II, p. 74). L'église, qui était située sur une colline, en dehors du village, fut démolie par les hérétiques à la fin du xvi^e siècle (*Pouillé de 1708*, n^o 251).

144. *La cure d'Aiguians*. — Ladite cure est sous le titre de Ste Madelaine, de la collation de Mgr l'évêque, et à la portion congrue.

145. *Le prieuré de St-Vincent d'Orpierre*. — Titre de bénéfice, le prieuré cure de St-Vincent, situé dans la paroisse d'Orpierre, dépendant de l'abbaye de Cluni. — Les revenus consistent : en la dime de tous les fruits d'un quartier de la paroisse, et un petit fonds de terre curial.

146. *Le prieuré de Lagrand*. — Le prieur de Lagrand¹, seigneur temporel et spirituel dudit lieu et de St-Cirice, ayant, en l'une et l'autre communeauté, haute, moyenne et basse justice, étant aussi prieur d'Orpierre, Ste-Colombe, Laborel, Étoile, Villebois, diocèse de Gap, dépendant dudit prieuré, qui est de la collation de l'abbé de Cluni, dont ledit prieuré dépend, sous le titre de N.-D. de Lagrand. — Le s^r prieur possède encore un domaine au terroir du Nossage [qui] dépend aussi dudit prieuré, consistant en terres, prés et bâtiments ; percevant aussi la dime des fonds appartenant aux habitants dudit Nossage, à la cote treizième, partie des fonds situés au dit Nossage appartenant aux habitants d'Orpierre, payant ladime à la cote vingtième. — Ledit prieuré a encore plusieurs filleules, savoir : Vitrole, Lachaup, Balons, Montauban et Vercoiran. — Les biens et revenus de la terre et seigneurie de Lagrand consistent : en fonds et terres audit lieu ; plus, une maison prieurale dans le village ; plus, une vigne, un moulin, un four banal, droit de lods, quinze livres de pension annuelle due par la communeauté ; une cense personnelle de deux émines froment pour chaque habitant ayant une paire de bœufs, et de deux émines épautre pour chaque habitant qui n'a point de bœufs ; la dime ; huit cent thuiles de cense des habitants de Saléon.

147. *St-Cirice*. — Les revenus consistent en terres, prés et en une cense personnelle, pour chaque habitant,

¹ Le monastère de N.-D. de Lagrand, dès le x^{re} siècle, dépendait du St-Sépulcre d'*Aquapendente* en Italie. Il fut soumis à l'abbaye de Cluny par le pape Urbain V, le 6 décembre 1363 (*Bull. soc. d'étud.*, 1885, p. 107-109).

d'une émine blé froment et une émine et demi épeautre, et trois sous argent [pour chaque habitant] ayant bœuf, et de la moitié pour chaque habitant qui n'a point de bœuf. Tout habitant qui fait éclore des œufs à une poule doit un poulet et la mère; chaque habitant qui a un cochon doit un jambon. Il y a un moulin, donné en albergement. La dime de grains de toute espèce à la cotte dixième; dime de chanvre à la cotte dix-huitième. Plusieurs pensions à Orpierre.

148. *La chapelle N.-D. des Aubres à Nossage, à Lagrand.* — Ladite chapelle est sous le titre de St Jean-Baptiste des Aubres, de la paroisse de Lagrand, de la collation de Mgr de Gap. — Les revenus consistent en quelques coins de terre, hermes ou broussailles.

149. *Le prieuré de Villebois et cure.* — Ledit prieuré est sous le titre de St Paul, apôtre, patron de ladite paroisse, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent en la dime et quelques fonds.

150. *Le prieuré-cure d'Étoile.* — Ledit prieuré-cure est sous le titre de Ste Marie-Magdelaine, de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent à la dime, qui a été abandonnée par le prieur de Lagrand, sous la réserve d'une charge blé et une charge avoine, et à quelques fonds.

151. *La cure de Laborel.* — Ladite cure est sous le titre de St Martin, de la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus sont: le quart de la dime, quelques fonds et quelques fondations.

152. *La sacristie de Lagrand.* — Ladite sacristie est sous le titre de N.-D., dépendant de l'ordre de Cluni, de la collation de l'abbé général du même ordre. — Les revenus consistent; à 300 l. payées annuellement par le prieur commandataire de Lagrand; 4 l. pour 25 livres chanvre; 1 l. 5 s. pour une émine graine de chanvre; plus, un coin de terre où il y a un petit jardin, et un petit coin de pré; plus, une filleule, appelé le *Prieuré de St-Félix de la Tuilerie*, terroir de Saléon; plus, 24 l., pour la chapelle de St-Barthélemy de Chevalet, terroir d'Orpierre, et 3 l.

de pension d'une maison à Orpierre, dépendante de ladite sacristie.

153. *La cure de Saléon.* — Ladite cure est sous le titre de St Laurent, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue

154. — *La cure de Mérieuil.* — Ladite cure est sous le titre de St Firmin, de la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

155. *La cure d'Orpierre.* — Ladite cure est sous le titre de St Julien, martyr, de la collation de Mgr l'évêque, à la portion congrue, quelques coins de vignes et 56 l. pour fondations.

156. *La cure de Ste-Colombe.* — Ladite cure est sous le titre de Ste Colombe, de la collation de Mgr l'évêque, à portion congrue, à quelques fonds et fondations.

157. *La cure de Lagrand.* — Ladite cure est sous le titre de la Ste-Vierge, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus sont: la portion congrue, un coin de chenevier et 15 l. d'une fondation payée par les héritiers de Balthazard Lombard.

158. *Le prieuré St-Pierre de Bonnefosse.* — Ledit prieuré est rural, sous le titre de St-Pierre de Bonnefosse, terroir de Barras¹. Ce n'est qu'une annexe de la camérierie de Ganagobie, chef-lieu, diocèse de Sisteron. La camérierie de Ganagobie est de la collation du prieur du monastère. C'est un office claustral qui demande résidence et service continu. — Les revenus consistent: en un domaine dans le terroir de Baras; en quelques cens et droit de lods, et au droit de dime dans une partie du terroir de Baras et dans une partie de celui de Mirabeau.

159. *La prieuré St-Domin de Barras.* — Ledit prieuré est simple, sous le titre de St Domin, premier évêque de Digne. Le prieuré est situé audit Barras, viguerie de Digne, diocèse de Gap, et n'a aucun juspatron laïque ni

¹ Dans le registre des visites de l'évêque de Gap de 1664, on lit que l'église de St-Pierre de Bonnefosse « estoit prophanée et toute ouverte, avec des masures d'un ancien grand corps de bâtiment, ayant un cimetière à costé ». Les revenus en étaient alors de 400 livres (*Pouillé de 1708*, Ms., n° 237).

ecclésiastique¹. Celui qui le possède peut le résigner. Il est de la nomination de l'ordinaire. — Les revenus consistent en un domaine appelé St-Dominin, situé audit Baras.

160. *Le prieuré de l'Escale.* — Le prieuré de l'Escale est sous le titre de N.-D. de *Mandanois*. Il dépend de l'abbaye de St-Victor de Marseille. M. l'abbé et le chapitre, tour à tour, en sont les collateurs. — Les revenus consistent en un domaine, franc de taille, au droit de dime.

161. *Le prieuré-cure de Volonne.* — Le prieuré est possédé en commande, sous le vocable de St Martin, à la collation de M. le prévôt de la Beaume de Sisteron. — Les revenus consistent à 15 l. pour droit de dime, affermé à la communeauté depuis longtemps.

162. *Le prieuré-cure de Barras.* — Ledit prieuré est curial sous le titre de N.-D. de Tournefort, bénéfice régulier de l'ordre de St-Augustin. M. le prévôt de Chardavon en est le collateur. — Les revenus consistent : en une propriété de terre et vigne, au terroir de Barras, quartier de la Condamine ; au droit de dime dans ledit lieu et celui de la Pérusse : à une fondation de 3 livres.

163. *Le prieuré du Castelar.* — Ledit prieuré est sous le titre de Ste Marie-Magdelaine, de la collation du prévôt de Chardavon. — Les revenus consistent au droit de dime des paroisses du Castelar, de Mélan et d'Auribeau.

164. *La chapelle de Ste - Madelaine , à l'Escale.* Ladite chapelle est fondée depuis plusieurs siècles, sous le titre de Ste Marie-Madelaine, dans l'église paroissiale de l'Escale. Mgr l'évêque en est collateur. — Les revenus consistent en biens-fonds.

165. *La chapelle des Cinq-Plaies.* — Ladite chapelle est sous le titre des Cinq-Plaies de Notre-Seigneur, fondée dans la chapelle des pénitents blancs, à Volonne. Elle est de nomination et juspatronat laïque, exigeant résidence ; de revenu de 153 l.

166. *La chapelle N.-D. de Bon Secours, à Mirabeau.*

¹ D'après le *Pouillé* cité de 1708 (n° 22), le prieuré de St-Dominin de Barras était situé « en la val de Thoard » et dépendait de St-Victor de Marseille.

— Ladite chapelle est sous le titre de N.-D. de Bon Secours, du juspatronage du s^r Melchion Dusère, bourgeois du lieu de Malijay, exigeant résidence. — Les revenus consistent à 90 l. de pension, due par la communauté de Mirabeau.

167. *Le prieuré-cure de Mirabeau.* — Ledit prieuré est curial, sous le titre de St-Jean de *Barabine*¹. MM. les religieux bénédictins de Ganagobie en sont les collateurs. — Les revenus consistent : à quelques terres, prés, vignes, jardin et colombier, situés à Mirabeau et à Baras ; au droit de dîme et à 48 l. pour fondations.

168. *Le prieuré-cure de Malijay.* — Ledit prieuré est sous le titre de N.-D. de Rorebel, de la collation de... — Les biens et revenus consistent au droit de dîme et à quelques biens-fonds.

169. *La cure de Bau[du]ment.* — Ladite cure est sous le titre de St André, de la collation de la prévôté N.-D. de Chardavon, à la portion congrue et 25 l. de fondation.

170. *La cure de St-Martin de Thoard.* — Ladite cure est sous le titre de St Martin, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

171. *La cure de l'Escalé.* — Ladite cure est sous le titre de... ; à la collation de Mgr l'évêque, à la portion congrue et quelques petites fondations.

172. *La cure de Meylan.* — Ladite cure est sous le titre de St Pierre, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

173. *La cure d'Auribeau.* — Ladite cure est sous le titre de St Pierre aux Liens, à la collation de Mgr l'évêque de Gap et à la portion congrue.

174. *Le prieuré du Lens.* — Ledit prieuré, simple et séculier, est sous le titre de St Pierre, de la collation de l'abbé de l'Isle-Barbe. — Les revenus consistent : en la terre seigneurie dudit lieu, situé en Provence, diocèse de Gap, avec justice haute, moyenne et basse ; dans laquelle terre il y a un domaine près du village, sans aucun bâtiment ;

¹ « Sive de N.-D. de Grenouillère », dit le *Pouillé de 1708* (n° 150). L'église en fut visitée par l'évêque de Gap en 1644, 1664, 1687 et 1694,

² N.-D. de Mandanois (*Pouillé de 1708*, Ms., n° 134).

quelques biens en fonds ; un four banal ; quelques censes ; droits de lods ; la dime ; à un autre domaine ; aux dîmes du lieu de la Fare, situé en Dauphiné, et de Monférand.

175. *Le prieuré de St-André-de-Rozans.* — Le prieuré de St-André-de-Rozans, possédé en commande, est sous le titre de St André, de la collation de l'abbé général de l'ordre de Cluni¹. — Les biens et revenus consistent : en ladite terre et seigneurie de St-André, avec justice, haute, moyenne et basse ; à un domaine ; au moulin banal ; au four banal ; aux censes et droits de lods ; à la dime ; à dix charges de blé froment du prieur de l'Épine ; même quantité de celui de Ribeyret ; 30 l. du curé de Chauvac ; une charge froment du curé de Sorbiers.

176. *Le prieuré de Rozans.* — Ledit prieuré est une annexe de la sacristie du prieuré conventuel de St-Marcel-lès-Die, et dépendant de la collation dudit prieuré de St-Marcel-lès-Die.

177. *La sacristie de St-André-de-Rozans.* — Ladite sacristie est un bénéfice claustral, de l'ordre de Cluni, sous le titre de St André, et à la collation dudit prieur dudit St-André. — Les revenus consistent : en un domaine appelé *la Sacristie* ; à 12 charges bled froment ; 12 charges vin et 36 livres argent ; plus, 2 charges blé froment, 2 charges vin, et 6 livres argent pour la moitié de l'entretien d'un curé, du quart de la dime des grains et légumes de Chauvac.

178. *La chapelle St-Michel à Rebeyret.* — Ladite chapelle est fondée dans la paroisse de Rebeyret, sous le titre de St Michel, à la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent en une maison et à quelques fonds.

179. *La cure de Sorbiers.* — La cure de Sorbiers est sous le vocable ancien de N.-D. de Beaulieu et a pour patronne Ste Luce. Elle dépend du prieuré de St-André en

¹ Le 19 avril 988, un clerc, appelé Richaud, fit don à l'abbaye de Cluny de nombreuses possessions sises dans le Rosanais, à St-André, à Sorbiers, à L'Épine et ailleurs encore, qui devinrent l'occasion de la fondation du prieuré de St-André-de-Rozans (*Chartes de l'abbaye de Cluny*, n° 1784, t. III (1884), p. 39 et suiv.).

Rozannois, et est de la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent à la dime et à quelques fonds.

180. *Le prieuré-cure de Verclause.* — Ledit prieuré-cure est séculier, sous le titre de Ste Madelaine, à la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent à quelques fonds, à la dime et à deux fondations de 12 livres.

181. *Le prieuré de Monjay.* — Ledit prieuré est sous le titre ancien de N.-D. de *Rourebél*, et a pour patron St Martin. Il est de la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent à la dime et à quelques fonds.

182. *Le prieuré-cure de Chanousse.* — Ledit prieuré-cure est sous le vocable de St Sébastien et anciennement, sous celui de N.-D. du Sère; de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent au droit de dime et à un pré.

183. *Le prieuré-cure de Rebeyret.* — Ledit prieuré-cure est sous le titre de St Pierre et de St Paul, de la collation du seigneur évêque de Gap. — Les revenus consistent au droit de dime et à quelques fonds.

184. *La cure de Monjay.* — Ladite cure est sous le vocable de St Martin de Tours, à la nomination du seigneur évêque de Gap et à la portion congrue, avec quelques fonds.

185. *La cure de Chauvac.* — Ladite cure est sous le titre de St Pierre aux Liens, de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus sont : quelques pièces de terre ; la moitié de la dime des agneaux et chanvre, de toute la dime de la vendange, de la quantité de 9 charges de blé froment, de celui de la dime, de 100 livres que le s^r prieur fait payer.

186. *La cure de Roussieu.* — Ladite cure est sous le titre de Ste Anne, de la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent au droit de dime, abandonné par le prieur de St-André.

187. *La cure de Lens.* — Ladite cure est sous le vocable de St Pierre, de la collation de Mgr l'évêque de Gap et à la portion congrue.

188. *La cure de St-André de Rozans.* — Ladite cure est sous le titre de N.-D. de *la Blanche*, de la collation de Mgr l'évêque, à portion congrue et 6 h. de fondation.

189. *Les chapelles St-Jean et Ste-Catherine à Rosans.* — Lesdites chapelles sont simples. Elles sont érigées sous le vocable de St Jean et Ste Catherine. Le patronnage appartient au seigneur de Rosans et le droit de collation, à Mgr l'évêque. — Les revenus consistent en quelques pièces de terre labourable et prairies.

190. *La cure de Moydans.* — Ladite cure est sous le vocable de St-Florent, de la collation du seigneur évêque et à la portion congrue.

191. *Le prieuré de St-Geniez, Dromon et Authon.* — Ledit prieuré est uni au chapitre de l'église métropole d'Avignon¹.

192. *La prévôté de Chardavon.* — La prévôté, conventuelle, élective et consistoriale de Chardavon, est de l'ordre de St-Augustin², et tombée en commande depuis environ trois siècles. Elle dépend de la nomination du Roi, et est située à la Beaume, fauxbourg de Sisteron, diocèse de Gap. — Il y a dans ce bénéfice : le seigneur prévôt commandataire, cinq chanoines réguliers et un novice.

193. *Le prieuré-cure de Vilhors*³. — Ledit prieuré-cure dépend de la collation du s^r prévôt commandataire de Chardavon, sous le titre de St Gervais et Protais, martyrs. — Les revenus consistent : à la dime de Vilhors et St-Symphorien ; à un droit de dime dans un quartier du terroir de Malijay et dans un quartier du terroir de Château-Neuf ; d'un domaine à Vilhors ; à quelques censes, à une maison et petit jardin à Vilhors.

194. *La chapelle du St-Rosaire, dans la paroisse de Vilhosc.* — Ladite chapelle exige résidence et est sous le titre du St Rosaire, dans la paroisse de Vilhosc, au juspatronage du s^r prieur-curé dudit lieu, le premier consul et le premier marguillier du St Rosaire, à la collation du seigneur évêque. — Les revenus consistent à un domaine.

195. *La sacristie de la prévôté, collégiale et régulière,*

¹ Ou « chapitre N.-D. de Dom d'Avignon » (*Pouillé de 1708*, Ms., n^o 220).

² Voyez, ci-dessus, la note de l'art. 99.

³ *Sic.* Lisez : *Vilhosc* (cant. et arr^t de Sisteron, B.-A.)

N.-D. de Chardavon, de l'ordre de St-Augustin. — Ladite sacristie est bénéfice résignable, dépendant de la prévôté et de la collation de Mr le prévôt et du chapitre, en cas de vacance, lorsque celui qui en est titulaire meurt sans résignation. — Les revenus consistent : en 4 charges blé froment ; d'une pension ou cense de trois panaux blé froment ; de deux panaux trois civayers ; d'autre de deux civayers blé froment ; autre d'autre ; de quelques fondations.

196. *La cure de Feissal.* — Ladite cure est sous le titre de Ste Marie-Madelaine, de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus sont la dime dudit lieu.

197. *Le prieuré de Salignac.* — Ledit prieuré est sous le titre de St Clément, uni à la manse capitulaire du chapitre de Sisteron.

(à suivre.)

BRIANÇON

PENDANT LA RÉVOLUTION

1788 - 1799.

(Suite¹)

III.

Couvents. — *Religieux et religieuses.* — *Clergé séculier.* — *Prestation de serment à la Constitution civile du clergé.* — *Élection de l'évêque constitutionnel ; sa visite à Briançon.* — *Suppression des places privilégiées à l'église.* — *Confrérie des Pénitents supprimée ; mobilier de sa chapelle.* — *Prestation de serment des pensionnés du gouvernement.* — *Les ecclésiastiques non assermentés sont obligés d'émigrer.* — *Descente des cloches.* — *Abolition du culte.* — *Enlèvement des croix et du mobilier de l'église et des chapelles.* — *Arrestation du P. Pierre Bès.* — *Fêtes répu-*

¹ Voir le dernier *Bulletin* de 1890, p. 376-384 et le premier de 1891, p. 61-75.

blicaines. — Réouverture des églises. — Le pape Pie VI à Briançon.

Un décret de l'Assemblée Nationale du 13 février 1790 supprima les ordres religieux et abolit les vœux monastiques. Il y avait à Briançon deux couvents d'hommes : celui des Cordeliers, dans l'enceinte de la ville et celui des Dominicains, à Ste-Catherine ; un couvent de femmes, celui des Ursulines. La municipalité, en exécution de ce décret, nomma des commissaires, chargés de recueillir les noms des religieux et des religieuses de ces couvents qui déclareraient vouloir profiter de la liberté que leur accordait la loi et jouir de la pension qu'on devait leur donner. De ces religieux, plusieurs allèrent, en personne, faire leur déclaration à la maison commune. Voici leurs noms :

Le 17 mars, de *Portailler*, Grand Augustin, aumônier, du régiment d'Austrasie ; *Antoine Morel*, frère Thadée, récollet, 60 ans, aumônier du fort des Trois-Têtes.

Le 18 mars, *André Frézet*, frère Gilbert, récollet, 74 ans, aumônier du fort Randouillet.

Le 29 mars, *Bonaventure Izoard*, 77 ans, gardien des Cordeliers ; *Antoine Blanc*, 28 ans, cordelier ; *François Violin*, cordelier.

Le 7 avril, *Louis Barneoud*, 68 ans, frère convers de St-Dominique, à St-Étienne en Forez, affilié à la maison de Ste-Catherine, fait sa déclaration par l'organe de M. Albert, avocat du Roi, son procureur fondé ; *Florent Ottagnier*, 43 ans, récollet de la province de Lyon, actuellement chez les frères prêcheurs de Ste-Catherine, par la permission de ses supérieurs ; *Joseph Payan*, 40 ans, né à Chantemerle, gardien des Cordeliers, à Istres, affilié aux Cordeliers de Briançon, fait sa déclaration par lettre ; *François Court*, 60 ans, syndic des Dominicains de Ste-Catherine ; *François Audoul*, 27 ans, religieux profès des Cordeliers ; *François Giraud*, 56 ans, docteur en

théologie, gardien élu et volontairement démis des Cordeliers.

Le 30 novembre, le Maire, accompagné des officiers municipaux, se transporta dans le couvent des Cordeliers et dans celui des Dominicains, pour former l'état des religieux composant ces maisons, et recevoir la déclaration de ceux qui ne s'étaient pas présentés à la maison commune. Ils remplirent ensuite les mêmes formalités dans le couvent des religieuses de Ste-Ursule, où la supérieure, Madame Colaud de la Salcette, déclara que sa communauté se composait de quatorze religieuses professes ; qu'elle désirait continuer la vie commune et donner ses soins à l'éducation des jeunes filles, comme par le passé, sans cependant renoncer à la liberté de quitter le couvent, s'il lui survenait quelque mécontentement imprévu. Cinq de ces religieuses firent la même déclaration ; les autres profitèrent du bénéfice de la loi.

Après avoir bouleversé les couvents, par la suppression des vœux monastiques, l'Assemblée constituante mit le trouble dans le clergé séculier, en votant la constitution civile du clergé. Le 26 décembre 1790, Louis XVI, après de longues hésitations, cédant aux exigences de l'assemblée, accepta cette constitution. Tous les ecclésiastiques du royaume furent tenus de lui prêter serment de fidélité et d'obéissance. Dès ce moment, le clergé se partagea en deux camps ; les *assermentés* et les *insermentés*.

Le clergé de Briançon, comme la plupart des ecclésiastiques de France, ne voyant dans la nouvelle constitution civile du clergé rien de contraire aux dogmes de l'église catholique, se soumit à prêter le serment exigé, sans se douter qu'il devenait schismatique.

Dès le 26 janvier 1791, le curé de la ville, Jean *Albertin*, se présenta à la commune pour faire fixer le jour où aurait lieu cette prestation de serment. Le même jour et le jour suivant, MM. Philippe-Étienne *Charbonnel*, Claude *Frézet* et Antoine *Pierre*, ci-devant chanoines de la collégiale, Blaise *Faure*, vicaire de la paroisse, Joseph *Rozier*, vicaire au Pont-de-Cervièrès ; *Foyron* Jacques,

vicaire au Fontenil ; Jean-Joseph *Rey*, vicaire à Forville ; Antoine *Blanc*, vicaire à St-Blaise ; André *Frézet*, aumônier du Randouillet, ci-devant récollet ; Antoine *Morel*, aumônier des Têtes, ci-devant récollet, et autres ecclésiastiques allèrent à la commune déclarer qu'ils étaient disposés à prêter le serment.

La cérémonie de la prestation de serment se fit, le 30 janvier 1791, à onze heures et demie du matin, dans l'église paroissiale, à l'issue de la messe, en présence du Conseil général de la commune et des fidèles assemblés. Il y eut d'abord une allocution du maire ; ensuite le curé Albertin monta en chaire et prononça le discours suivant :

« Mes très chers paroissiens, permettez-moi, avant de prêter le serment ordonné par l'Assemblée nationale, de vous exposer naïvement ma pensée ; la voici : premièrement, je pense que nous voilà arrivés à ce temps désiré, depuis plusieurs siècles, par tous ceux qui connaissent et aiment notre sainte religion : nous touchons à l'époque mémorable où le sanctuaire, purgé des abus que l'avarice et l'ambition y avaient introduits, va reprendre sa première splendeur. L'abolition de la dime va tarir la source d'une infinité de procès ; la suppression du casuel, qui était un juste sujet de plaintes pour ceux qui le payaient et d'humiliations pour ceux qui le recevaient, va redonner aux pasteurs de l'Eglise la considération nécessaire à leur ministère et sans laquelle il est presque toujours sans fruit. La nouvelle forme d'élection aux emplois ecclésiastiques va faire connaître la confiance filiale des enfants envers des pères spirituels qu'ils auront choisis eux-mêmes. La loi de la résidence va mettre les premiers pasteurs dans le cas de connaître leurs ouailles et de leur administrer les sacrements dont ils sont seuls les dispensateurs et les ministres. Ces fonctionnaires publics, délivrés de toutes questions lucratives, débarrassés de toutes sollicitudes temporelles, ne s'occuperont plus qu'à remplir les devoirs de leur état, devoirs incompatibles avec les affaires du siècle. L'Eglise de Jésus-Christ, sa chère épouse, va devenir sans tache et telle qu'il l'a établie lui-même. Voilà les grands avantages que j'aperçois

dans la nouvelle organisation civile de l'Église de France.

« Secondement, je vous dois, mes très chers frères, l'exemple de soumission et d'obéissance aux lois, émanées d'une autorité légitime; elles obligent et commandent à tous les hommes, sans distinction; tous doivent s'y soumettre. La félicité publique dépend de la subordination. Soyons soumis, sans réserve, aux lois de notre patrie, et nous serons heureux.

« Si l'Assemblée nationale avait fait des lois contraires aux dogmes de la Religion et aux articles de la foi que nous professons, nous n'hésiterions pas d'obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes. Mais, si elle n'a fait que des règlements de simple police, que des lois qui tendent à rétablir l'ancienne discipline de l'Église, peut-on refuser de s'y soumettre? Tout me prescrit la démarche solennelle que je fais aujourd'hui : le cri impérieux de ma conscience, l'honneur de mon ministère, l'intérêt de ma religion, la tranquillité de l'État. Je dois cet hommage à ma patrie; je dois à la Nation cette assurance de ma fidélité, et à vous, mes très chers paroissiens, cette preuve de mon adhésion aux décrets de l'Assemblée Nationale ».

Après ce discours, le curé s'étant placé au-devant du maître autel, prononça à haute et intelligible voix la formule de serment qui fut répétée par les vicaires, les aumôniers des forts, les ci-devant chanoines de la collégiale et par Jean-Nicolas *Belleaud*, aumônier du régiment de Monsieur¹.

« Le public témoigna la plus vive joie, au son de la musique du régiment de Monsieur, que M. de Saint-Quentin, commandant de ce corps, avait eu l'attention d'envoyer à l'Église pour cette cérémonie. Aucun autre ecclésiastique ne s'étant présenté, procès-verbal fut dressé par les officiers municipaux, signé par eux et par les ecclésiastiques ci-dessus nommés ».

Aux termes de la Constitution civile du clergé, une nouvelle circonscription était assignée aux diocèses, et l'on

¹ Voici la formule du serment : « Je jure fidélité à la Constitution, à la Loi et au Roi, et je m'engage à veiller, avec soin, sur les fidèles confiés à ma garde ».

prenait pour base la nouvelle division du royaume en quatre-vingt-trois départements. Celui des Hautes-Alpes ne pouvait avoir qu'un évêque et, comme ces nouveaux évêques étaient soumis à l'élection du peuple, les électeurs des Hautes-Alpes furent convoqués, dans ce but, au mois de mars 1791. L'archevêque d'Embrun, Mgr de Leyssin et l'évêque de Gap, Mgr Labroue de Vareilles, qui avaient refusé le serment, n'étant pas éligibles, l'assemblée électorale, réunie à Gap, dans sa séance du 8 mars, nomma évêque des Hautes-Alpes, Ignace de Cazeneuve, chanoine et maire de cette ville.

Cet évêque constitutionnel ayant fait annoncer aux Briançonnais qu'il irait prochainement leur faire sa visite pastorale, le maire de Briançon convoqua son conseil, le 17 mai, et demanda « quelle dépense on voulait faire pour lui rendre les honneurs. Il fut conclu qu'on ne ferait aucune dépense ; que le corps municipal se bornerait à lui faire une visite et à l'assurer de son attachement ».

L'évêque constitutionnel n'inspirait pas aux Briançonnais le respect et la vénération qu'ils avaient toujours manifestés pour les archevêques d'Embrun.

Après la dispersion des religieux et des religieuses, les couvents ainsi que tous les biens qu'ils possédaient devinrent biens nationaux et furent vendus aux enchères. Le couvent des Cordeliers servit d'hôpital militaire. La maison et les terres des Dominicains furent adjugés, le 4 mars 1791, à Jean Vial, négociant de Briançon, au prix de 35,000 livres (assignats).

Le couvent des Ursulines, fut désigné, le 8 prairial an IV (27 mai 1796) pour l'installation de l'école primaire, et cédé, en l'an V, aux administrateurs de l'hôpital en dédommagement des terres que possédait cet établissement hospitalier et qui avaient été vendues comme biens nationaux¹.

Le 4 décembre 1791, Jean Gendre feu François, de Briançon, se présenta à la commune et demanda à la muni-

¹ Voyez ma brochure *Briançon administré par ses consuls*, p. 85-91-132, imprimerie Jouglard, Gap, 1888.

cipalité de « nommer des commissaires pour assister à la descente des cloches des églises des Cordeliers et des Jacobins qui lui ont été adjudgées par les administrateurs du District ». Les commissaires furent nommés et l'opération fut fixée au lendemain.

Le 25 mars 1792, le conseil municipal réuni, faisant droit à la pétition de plusieurs citoyens demandant la suppression des places privilégiées, à l'Église, ordonna l'enlèvement des bancs et chaises qui s'y trouvaient. Le 31 du même mois, il décida que l'entreprise de fournir des chaises serait donnée et que, en attendant, les citoyens auraient la faculté de porter ou faire porter chacun une chaise, à charge de l'enlever de suite.

Par délibération du 8 août, il fut décidé que l'on ferait faire 48 bancs en bois blanc qui appartiendraient au public et dans lesquels se placeraient, sans distinction, ni privilège, les femmes du côté gauche et les hommes du côté opposé.

Le 9 novembre 1792, la municipalité adressa aux administrateurs du directoire du département une demande tendant à obtenir les ornements, linges et autres effets provenant de l'église des Ursulines, pour remplacer ceux de l'église paroissiale qui étaient hors de service.

L'Assemblée Législative, continuant l'œuvre de la Constituante qui avait supprimé les congrégations religieuses, décréta à son tour, le 18 août 1792, la suppression des congrégations séculières et des confréries de toute espèce, dont les biens et ceux des collèges et séminaires, devaient être administrés et vendus comme les autres biens nationaux. La confrérie des Pénitents de Briançon fut donc dissoute. La chapelle, devenue bien national, fut mise à la disposition du garde magasin des fourrages, qui l'occupa jusqu'au 30 thermidor an IV (17 août 1796), jour où elle fut adjudgée par les administrateurs du département à M. Jean-Jacques Fantin-Larivière, au prix de 810 francs. Le 17 nivôse an II (6 janvier 1794), les citoyens Pierre Michel, Victor Charbonnel et Antoine Aymard « avaient déclaré à la municipalité que tous les meubles, linges et autres objets ayant appartenu à cette confrérie étaient

en leur pouvoir et qu'ils en demeuraient chargés, sauf l'argenterie dont ils avaient fait remise « à la municipalité, qui de suite l'avait envoyée à la monnaie ».

Un décret du 14 août 1792 prescrivit à tous les fonctionnaires publics, à tous les pensionnés du Gouvernement de prêter le serment « d'être fidèles à la Nation et de maintenir la liberté et l'égalité ».

Le 17 novembre suivant, se présenta à la commune dame Marie-Anne Laugier, veuve de Georges de Rozet, de la Garde, en son vivant capitaine d'artillerie, à présent épouse de Jean-Baptiste Claude Louis Flocard de Mépieu, et prêta le serment prescrit par la loi de 14 août.

Ceux dont les noms suivent se présentèrent à la commune et prêtèrent le même serment.

Balthasar François *Charbonnel*, prêtre pensionné par la Nation, résidant dans la commune (18 septembre); Jean-Antoine *Blanc*, prêtre pensionné par la Nation, résidant dans la commune (18 septembre)¹; Jean *Roul*, prêtre pensionné par la Nation, domicilié dans la commune (18 septembre); François-Louis *Peralda*, ci-devant curé de St-Chéron (Isère), à présent en cette ville (1^{er} octobre).

Le 19 septembre, se présentèrent pour prêter le serment: Jacques *Izoard*, prêtre résidant en cette ville; Antoine *Morel*, aumônier des Têtes; François *Roul*, vicaire au Pont-de-Cervièrès; Antoine *Ollagnier*, prêtre; François *Court*, prêtre; François-Joseph Chapin, ci-devant frère lai récollet; François *Giraud*, prêtre; Jean *Perron*, ci-devant récollet.

Le 28 septembre, Jean *Albertin*, curé de la ville; Jacques *Voyron* et Antoine *Pierre*, vicaires; André *Frézet*, prêtre pensionné de la Nation.

Le 30 septembre, Antoine *Voyron*, vicaire au Fontenil, et Marie-Balthazar *Rey*, vicaire à Font-Christiane.

¹ Antoine Blanc, ancien cordelier, demeurait à Chamandrin. Il fut directeur de l'hospice du Montgenèvre, de 1818 à 1821 et de 1832 à 1840. Il fit dans cet établissement beaucoup d'améliorations; il agrandit le bâtiment, compléta le mobilier; et rétablit l'ordre dans l'exploitation du domaine.

Le 2 octobre, Jean-Joseph *Rey*, vicaire de Forville, y résidant¹.

Le 27 octobre, Antoine *Turin* feu François, ci-devant agrégé à la congrégation des Joséphistes de Lyon.

Le 22 pluviôse an II (10 février 1794), Balthazar-Antoine *Arduin*, ci-devant curé de Saint-Quentin (Isère), se présenta, muni de son certificat de civisme, et déclara vouloir résider à Briançon où il est arrivé depuis dix jours.

Le 26 germinal an II (15 avril 1794), Jean-Louis *Frézet*, ci-devant vicaire épiscopal d'Embrun, comparut devant la municipalité de Briançon, avec son certificat de civisme, et déclara vouloir fixer sa résidence dans cette dernière ville, son lieu d'origine.

Un décret du 26 août 1792 ordonna que tous les ecclésiastiques qui ont refusé de prêter le serment prescrit par la loi du 26 décembre 1790, et ceux qui l'ayant prêté l'ont rétracté sortiraient du royaume ou subiraient la peine de la déportation, sauf les sexagénaires ou les infirmes.

Voici le nom des ecclésiastiques de Briançon qui, ayant refusé le serment, demandèrent à sortir du royaume.

André *Richard*, prêtre, natif de St-Pierre, résidant à Briançon, déclare vouloir se retirer en Italie (14 septembre); Claude Ezèque, prêtre, natif de Briançon, y résidant, fait la même déclaration, le même jour; Jacques François Xavier *Albert*, clerc tonsuré, agrégé dans la ci-devant congrégation de St-Joseph, fils à François, natif de Briançon, y résidant, demande un passeport pour l'Italie (15 septembre); Joseph *Payan*, prêtre, ci-devant cordelier, résidant dans cette commune, déclare vouloir se retirer dans un couvent de son ordre, soit en Piémont soit en Italie (16 septembre); Pierre Antoine *Garnier*, prêtre, résidant à St-Blaise, déclare vouloir se retirer à Suze (17 septembre); Louis *Ezèque*², prêtre, déclare vouloir se retirer en Pié-

¹ Voyez la biographie de Jean Joseph Rey, dans *la Biographie-Bibliographie du Briançonnais*, par M. A. Albert, Grenoble, 1877.

² La famille Ezèque habite encore Forville, hameau de Briançon. Elle est originaire de la Picardie; Claude Ezèque se fixa à Briançon, comme marchand, dans les dernières années du XVII^e siècle et épousa Marie Ollagnier (*Actes d' mariages et de naissances de Briançon*).

mont (23 septembre) ; Jean Antoine *Robert*, prêtre, natif de la Roche-sous-Briançon, déclare vouloir se retirer à Milan ou à Rome (19 octobre).

Le 20 brumaire an II, (10 novembre 1793), le procureur de la commune J. J. Bompard, « considérant que les biens des émigrés doivent être confisqués et vendus au profit de la République, requiert la municipalité de prendre les mesures nécessaires pour faire vendre les biens de Pierre Antoine Garnier, de St-Blaise, ci-devant curé de Cervières, qui a émigré.

Le 19 septembre 1792, s'étaient aussi présentées à la commune pour prêter le serment prescrit par la loi du 14 août : Elisabeth *Colaud*, ci-devant supérieure du couvent de Ste-Ursule, Madeleine *Martinon*, Anne *Joure*, Françoise *Million*, Marie-Anne *Ferrus*, Justine *Alphand*, Françoise *Pontonnier*, Madeleine *Merle*, Rose *Blanchard*, Judith *Ferrus*, Catherine *Guérin* et Christine *Ferrus*, ci-devant religieuses du même couvent.

Un décret du 23 février 1793 autorisa les communes à convertir les cloches des églises en canons. Le directoire du district de Briançon, voulant profiter de cette autorisation, ordonna à la municipalité de cette ville de prendre des mesures pour la descente des cloches qui doivent « être employées à fondre des canons, pour terrasser les ennemis de la République ». Le Conseil conclut qu'il y a urgence de repousser les ennemis de la République et qu'on donnera l'adjudication de la descente des cloches de la paroisse ; « que, pour ce qui concerne les cloches des chapelles des hameaux de la commune, le Conseil prie la la municipalité de les laisser en place, attendu que ces hameaux sont éloignés et qu'ils ont des prêtres pour les desservir, en attendant qu'on puisse faire des représentations, à ce sujet, aux commissaires envoyés par le ministre de la guerre ».

L'adjudication eut lieu, le 3 brumaire an II (24 octobre 1793), pour la descente de deux cloches. Ce fut Jean Claude Obert qui devint adjudicataire, au prix de cent livres. Le 26 brumaire (16 novembre), Obert, n'avait pas encore pu faire son opération ; tous les ouvriers de Briançon refu-

saient de participer à pareille besogne. Il s'adressa à la municipalité qui fit une réquisition à tous les menuisiers et charpentiers de la ville pour qu'ils eussent à procéder « à la descente de deux cloches »¹, sous peine d'y être contraints par toutes les voies de droit ».

Les communes du Queyras se montraient aussi peu disposées à descendre leurs cloches, si nous en jugeons d'après une lettre que l'agent national du district, Roulx, adressait à la municipalité de Molines, le 28 vendémiaire an III (19 octobre 1794).

« Citoyens, écrivait-il, vous avez été requis de faire transporter au Plan de Fazy, chez le citoyen Jean Jean, toutes les cloches de votre commune, à l'exception d'une que la loi laisse à votre disposition. Cette réquisition vous a déjà été faite plusieurs fois, notamment le 14 floréal dernier. Si nous n'en avons pas poursuivi rigoureusement l'exécution, c'est que nous avons eu égard aux travaux urgents de la campagne dont vous étiez occupés. Il est temps, enfin, de nous mettre en règle sur cet objet et d'exécuter la loi, sans autre délai. C'est en vain que chaque village voudrait retenir une cloche, l'arrêté du Comité de Salut public, du 2 messidor, dispose qu'il n'en sera laissé qu'une par commune ; il faut vous y conformer ; tout renvoi serait réputé désobéissance à la loi et vous compromettrait. Je ne pourrais m'empêcher de vous dénoncer aux représentants du peuple. Hâtez-vous donc de transporter vos cloches au lieu désigné et que l'agent national m'en rende compte dans cinq jours, au plus tard. Si vous cherchiez encore des prétextes pour éluder la loi, je vous préviens que j'enverrai la force armée, pour obtenir son exécution ».

D^r CHABRAND.

(A suivre.)

¹ La Convention autorisait chaque commune à conserver une cloche.

NOTICE SUR L'ÉPINE

PAR J.-A. MOURRE.

(Fin ¹)

La paroisse de l'Épine, au point de vue religieux, était primitivement placée sous le vocable de Notre-Dame de Beaulieu. En 1686, on y trouve deux chapelles sous le titre de St-Joseph et du St-Esprit ¹.

Une troisième chapelle, dédiée à St-Sébastien, existait également au levant du pays. Elle est aujourd'hui dans un état de délabrement qui fait peine à voir. Un petit prieuré, de l'ordre de Cluny, avait été fondé à l'Épine à une époque fort reculée; en 1330, il dépendait de celui de Lagrand; plus tard, il fut uni à celui de Rosans. Le prieur était décimateur d'une partie de cette paroisse.

Les immeubles appartenant en propre au *Prieuré*, sous le titre de N.-D. de Beaulieu, étaient peu considérables. Ils sont énumérés au livre Terrier de 1645, et étaient, à cette époque, sous la dépendance de Jean de Morges, de Moustiers, seigneur de Gargas. Ils consistaient en une terre à la Gleize, de 2583 cannes (4 mètres carrés formaient la canne), confrontant, du levant, hoirs de Jeanne Vial, du midi, la mesure de l'église de Notre-Dame de Beaulieu, le cimetière et chemins, et de bise, autre chemin. On y semait deux charges trois civayors de blé. L'évaluation cadastrale portait, comme revenu, 155 livres 59 deniers.

N^a. Outre les terres que nous venons d'indiquer, le prieuré possédait le domaine de Praclausis que le Prieur, Annet de Clermont-de-Chaste, vendit à Laurent Reynaud de Villeneuve-St-André-les-Avignon, par acte du 23 avril 1677, reçu par le notaire Bernard.

Il n'est pas sans intérêt de relever ici le contenu d'un document important que nous avons retrouvé dans les

¹ Voir, ci-dessus, p. 47-70.

² J. Roman, *Tableau historique*, page 146.

archives de la commune. C'est la prise de possession de la cure de l'Épine. On verra de quelle manière l'investiture était faite et de quelles formalités elle était accompagnée. En voici le texte :

« L'an mil six cent soixante et le cinquième jour du mois de décembre, environ les deux heures après midy.

« Par devant moy Antoine André, notaire royal héréditaire de Ventavon, et en présence des témoins ci-nommés estant au lieu de l'Espine et au devant les vieilles masures de l'église sous le tiltre Notre-Dame de Beaulieu à la teste du cimetière de ladite église, dite paroissiale dudit lieu, au diocèse de Gap.

« A comparu M. Augustin Trophème, prestre originaire du lieu de Reillannette, lequel estant en présence de M. Denis Abert, son oncle, prestre et curé du lieu de l'Espine, luy auroit démontré qu'en suite de la résignation et démission faite par son dit oncle de ladite cure de l'Espine sous ledit tiltre Notre-Dame-de-Beaulieu entre les mains de M. Pierre Gallard, grand vicaire-général en l'évêché dudit Gap, iceluy M^{re} Trophème a esté pourveu de la dite cure par les lettres de colation et provisions à ce nécessaires à luy accordées par M^{re} Gallard, et en l'absence de Monseigneur le Révérendissime évesque, seigneur et comte de Gap, en date du vingt troisième du mois de novembre dernier, duement signées, tant par le dit M^{re} Gallard, vicaire-général susdit, M. Gautier, prestre et secrétaire au dit évêché, et M. Abert résignant, et témoins, y nommés, scellées du cachet de mon dit seigneur l'Évesque, que par les dites provisions, il est mandé tant au premier prestre requis de mettre le dit impétrant en la possession dudit bénéfice que au premier notaire royal catholique pour en recueillir les actes, ainsi que desdites provisions apert ; en exécution desquelles ayant prié et requis ledit M^{re} Abert en luy continuant les bonnes volontés et affections de vouloir accepter le dit mendement et comission et conséquemment de se mettre en possession dudit bénéfice suivant et conformément au dites provisions ; à quoy s'étant favorablement accordé le dit M^{re} Abert, ayant receu et prins en son pouvoir des mains du dit M. Trophème-

me icelles provisions avecque l'honneur et révérences deues, en bonne forme, non viciées ny altérées ; il se seroit offert procéder à l'effet des dites provisions et comission y contenues. A quoy satisfaisant, ayant prins par la main dextre le dit M. Trophème pourveu dudit bénéfice, l'a fait entrer dans lesdites vieilles mesures de ladite ancienne église paroissiale sous ledit tiltre Nostre-Dame-de-Beaulieu au dit l'Espine, et l'ayant mené et conduit à l'endroit ou souloit estre le grand autel à présent ruiné et ou, s'étant mis à genoux, ils ont dit l'oraison dominicale, chanté le salut angélique, antiennes, oraisons et ymnes accoustumées en pareil cas et baisé la pierre qui occupe la place du dit autel en signe d'iceluy fait les dites pierres des dites mesures dedans et dehors.

« Cela fait et sans divertir, en présence et assistance des mêmes témoins bas nommés, continuant l'entier parachèvement de la mise en possession et pour n'y rien obmettre, les dits messires Abert et Trophème, prestres susdits, se sont acheminés au devant l'église, de nouveau construite et édifiée pour la paroissial et où le service se fait à présent dans le dit lieu de l'Espine, où estant en persistant par le dit M. Trophème et réitérant la dite précédente requisition et prière au dit M^{re} Abert et commissaire susdit, il l'a reprins par la dite main droite, l'a mené et conduit au devant du maistre autel de la dite église ou in habitu (sic) comme auparavant ont récité, dit et chanté mesmes prières et oraisons que dessus, baisé le dit autel, fait par trois diverses fois sonner la cloche, fermer et ouvrir la porte métresse de la dite église au dit M. Trophème, impétrant, et luy fait faire tous actes possessoires, et par ce moyen l'a mis en réelle, actuelle et corporelle possession de la dite cure, annexes et connexes, fruits et revenus et de toutes autres choses dépendant dudit bénéfice, faisant inhibition et défenses à toute sorte de personnes de quelle qualité et condition que ce soit de troubler le possesseur sous les peines canoniques et autres que de droit, où n'est intervenu aucune opposition ny empêchement. De quoy le dit M. Trophème m'a requis le présent acte que, je luy ai octroyé, fait, parachevé et publié au devant de la dite

église dans ledit lieu. Présents : Messires Mathieu Cèas, prestre, prieur et curé de Montront, Pierre Beauchamp, aussi prestre, prieur et curé de Sorbier, Balthazar Faure, prestre et curé du Monestier-Allamond, témoins requis et soubsignés avec les dits M^{re} Abert et Trophème qui a retiré les dites provisions et austres signées à l'original. D. Abert, prieur de St-Genis, A. Trophème, curé, Cèas, prieur, P. Beauchamp, prieur, B. Faure, prestre, et moy dit notaire recevant et soubsigné. A. André, notaire ».

On voit par ce qui précède que l'église paroissiale de l'Épine, qui avant le 17^e siècle se trouvait en tête de l'ancien cimetière situé à la Gleize, existait au commencement de 1600 sur l'emplacement actuel où elle a été rebâtie, avec agrandissement en 1844. L'ancienne porte de l'église de Vière était fort belle; elle était décorée, de chaque côté, de trois colonnettes en retraite successive, avec chapiteaux ornés de feuillages et de têtes humaines symboliques. On croit généralement dans le pays que cette porte provenait des ruines de l'ancienne église. Il est à regretter qu'une taille aussi riche n'ait pu être conservée et appliquée à la reconstruction de l'église actuelle. Mais le peu d'épaisseur des murs ne pouvait permettre l'emploi d'une porte ayant près de deux mètres de profondeur.

L'Épine, avant 1789, était un archiprêtré dont dépendaient les cures de Cornillac, le Buis, Cornillon, la Charce, et Pommerol (Drôme), Montmorin et Sainte-Marie (Hautes-Alpes), sous le vocable S. . . . M. . . .¹ ;

PRIEURÉ DE L'ÉPINE, DE L'ORDRE DE CLUNY.

La communauté de l'Épine était non-seulement sous la dépendance d'un seigneur local, mais encore en partie sous celle d'un prieur. Nous trouvons la confirmation de ce fait dans un arrêt rendu à Paris par le Grand Conseil du Roi, le 11 juillet 1738². Par cet arrêt, « Annet de Mozac, prêtre, chanoine de l'Église cathédrale du Puy *en Velay*,

¹ *Almanach général du Dauphiné*, 1789, page 359

² *Archives communales*. — Copie d'arrêt sur parchemin en sept feuilles.

prieur commendataire du prieuré de l'Épine aux Baronies, demandeur en requête en exécution du décret du parlement de Grenoble, obtenu par M^{re} Louis Annet de Clermont de Chaste, prieur dudit prieuré, le 18 avril 1687, contre les consuls et communauté de l'Épine, s'opposait à la transaction du 24 avril 1623. Aux termes de cette transaction la communauté s'était obligée à payer le surplus de la somme de cent livres que le prieur était tenu de solder annuellement au secondaire ». Le prieur n'ayant pas tenu ses engagements, il fut condamné à indemniser la communauté en lui abandonnant le vingt-quatrième des dimes, évalué, à dire d'experts, perçu à son profit sur les biens appartenant en propre au prieuré depuis l'année 1715, époque de la prise de possession jusques et y compris l'année 1737. Cette somme devait être servie pendant tout le temps que le sieur de Mozac resterait en possession de son bénéfice. Ce dernier devait, en outre, remettre à la communauté la somme de 2.250 livres, montant de 50 livres de supplément de portion congrue, payée par l'Épine au vicaire ou secondaire.

Le prieur demandait l'annulation de l'arrêt ou ordonnance du Parlement de Grenoble du 5 avril 1737, et de l'ordonnance conforme de l'évêque de Gap, du 7 mai suivant. L'arrêt de la Cour, du 11 juillet 1738, confirma le précédent.

L'article suivant nous fournira l'explication du développement extraordinaire que prirent les institutions conventuelles, pendant le cours du moyen âge.

DES BIENS TEMPORELS DES CURÉS AVANT 1789.

Les biens temporels des curés avant 1789 consistaient essentiellement dans la dime des fruits de la terre, telle que les habitants de chaque communauté étaient en usage de la payer. C'est ce tribut de la reconnaissance des ouailles qui fut le vrai patrimoine du pasteur. Toutes les lois canoniques, relatives à cet objet, concouraient à le démontrer ; et c'est sur l'unanimité de ces règles que fut fondée la maxime de droit commun, qu'un curé, pour être

en droit de percevoir la dîme dans toute l'étendue de sa paroisse n'avait besoin d'autre titre que de son clocher.

« La destination des dîmes, dit La Combe, paroît par le capitulaire de Charlemagne de l'an 802: *ut ipsi sacerdotes suscipiant decimas et secundum auctoritatem canonum coram testibus dividant, et ad ornamentum Ecclesiæ primam eligant partem, secundam ad usum pauperum dispensent, tertiam vero sibi metipsis soli sacerdotes reservent*. Ce terme *sacerdotes* nous marque les prêtres chargés du soin des âmes¹.

La principale et plus directe destination des dîmes a été la subsistance des curés, qui, chargés de prêcher l'Evangile aux peuples, doivent en retirer de quoi vivre, suivant cette parole de l'Apôtre : « *Ita dominus ordinavit iis qui Evangelium annuntiant, de Evangelio vivere* ».

Etre décimateur d'une paroisse et en être le pasteur n'était autrefois qu'un seul et même titre. Le droit de percevoir la dîme était tellement uni² à celui d'administrer les sacrements, que les religieux même, qui par état ne doivent rien avoir en propriété, s'en mirent paisiblement en possession, lorsque, vers le onzième siècle, par suite d'une révolution bien humiliante pour le clergé, on leur confia l'administration d'un grand nombre de paroisses. Voici ce qu'en dit un ancien auteur³ : « Ce qui a procuré aux moines les dîmes des paroisses, a été l'ignorance ou même le désordre du clergé dans les dixième et onzième siècles, tandis que la régularité et la science étoient retirées dans les cloîtres ; c'est parce qu'on a été obligé de recourir aux moines pour l'administration des cures.... Dans la suite le clergé séculier s'étant réformé, et l'Eglise alors pouvant se passer des *Moines* leur a ordonné par plusieurs de ses conciles de se retirer dans leurs cloîtres. Ils l'ont fait, mais, par un abus étrange, beaucoup d'entre eux ont emporté les titres et les droits des curés primitifs,

¹ Disposition générale du Pape Léon IV, de l'an 830. — *Droits des cures et des paroisses*. — in-8° MDCCLXXVI, seconde partie, page 1.

² Corinth. 9.

³ *Droits des curés*, ibid. p. 7.

⁴ La Combe, *Droits des Curés*, p. 7.

et surtout les dîmes dont ils étoient en possession pendant qu'ils administroient les Sacrements ».

L'origine de la portion congrue¹ vint de l'usurpation qui fut faite des dîmes, sur les curés, par les chapitres, les abbayes et autres communautés ecclésiastiques.

M. Piales² nous apprend que, dans les désordres des neuvième et dixième siècles, « des seigneurs puissants envahirent le patrimoine d'un grand nombre d'églises; dans le onzième et les suivants, les descendants de ces seigneurs restituèrent ce patrimoine. Mais, au lieu de faire ces restitutions au clergé séculier, et de rendre au curé de chaque paroisse les dîmes qui lui avoient été enlevées, ils les remirent entre les mains des moines. Les abbés, en rappelant les religieux au cloître et renonçant à la conduite des paroisses, auroient dû renoncer, par une conséquence nécessaire, à la perception des dîmes; c'est néanmoins ce qu'ils n'eurent garde de faire; ils se réservèrent le patrimoine des curés. . . . Et de là tant de monastères qui devinrent si puissants en jouissant des dîmes d'une infinité de paroisses ».

C'est à cette époque de la distinction des deux titres de Décimateur et de Curé que naquirent des abus monstrueux, dont le souvenir scandalise encore notre siècle.

Dès qu'il fut toléré d'être Décimateur sans être Pasteur, c'est-à-dire d'être propriétaire d'un bien sans exercer les fonctions qui seules en donnaient la propriété, comme l'abus toléré enfante toujours l'abus, on ne vit plus que des desservants amovibles dans les cures dépendantes des corps et communautés, de même que dans celles dont les titulaires, devenus trop riches, voulurent goûter, dans le loisir, les plaisirs de l'opulence. Les uns et les autres se déchargèrent sur des prêtres gagistes du service pénible des paroisses. Dès lors, ces curés titulaires, ne retenant de leur état que les droits pécuniaires et ceux qui étaient purement honorifiques, en firent exercer toutes les fonctions laborieuses par leurs subalternes ou commis. Le

¹ M. Lango.

Recueil de Décis. Can. par M. Borjon.

² *Droits des Curés*, etc. *loco citato*, p. 9.

service paroissial fut l'apanage des mercenaires dans beaucoup de localités et il fut souvent confié par les titulaires à celui qui faisait à leur intérêt les meilleures conditions. Bientôt l'excès de cet odieux trafic ne connut point de bornes : on vit trop souvent les augustes fonctions du ministère pastoral livrées à l'avilissement et à l'opprobre. On osa même quelquefois charger les fermiers du soin de pourvoir au service paroissial. On stipula ce service dans des actes publics comme faisant partie d'un prix de ferme et d'un bail à rabais.

FONTAINE SAINTE.

Non loin du village de l'Épine, à l'Est, sur le chemin vicinal qui relie Vière à la route nationale, on trouve un petit oratoire en pierre taillée, surmonté d'une niche, portant trois croix, qui contient la statue de la Sainte Vierge. Cet oratoire connu sous le nom de Fontaine Sainte, remonte à une haute antiquité. Au-dessous des dalles qui forment autel en avant de la niche, est un puits peu profond, pavé en pierres carrées. On trouve gravée sur une de ces pierres une inscription qui sans doute fournit l'explication des motifs qui ont donné lieu à la construction du pieux édicule, qui de temps immémorial a été en grande vénération dans la paroisse de l'Épine.

Toutes les années, pendant la belle saison, aux principales fêtes, la procession a lieu à la Fontaine Sainte. M. le chanoine François-Isidore-Bonnet, né à l'Épine le 2 août 1817, et décédé curé-archiprêtre de Vitrolles, le 19 novembre 1881, a publié, avant de mourir, dans les *Annales du Laus*, une fort intéressante étude sur la *Fontaine Sainte de l'Épine*. Ce digne prêtre, savant autant que modeste, préparait¹, au moment de sa mort, un travail sur les *us et coutumes* du foyer chrétien dans nos villages ; il est à souhaiter que l'on retrouve « ces pages consciencieuses ». Il a publié, en outre : 1° *Le Guide du pèlerin au vénérable sanctuaire de N.-D. du Laus* ; Gap, Delaplace, 1859,

¹ *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*, 1885, page 122.

in-16 de 302 pages ; 2° Une notice sur *Saint-Antoine*, (Annales du Laus, du 15 janvier 1881, p. 18-21) ; 3° Les antiquités de Vitrolles (id. 1882, p. 188, 199 et 225).

FOIRES ET MARCHÉS.

L'Épine se trouvant dans la direction qui conduit de de Serres dans la vallée du Rhône, a eu à souffrir, à diverses époques, du passage des troupes que les événements politiques ont mises en mouvement. C'est ainsi qu'au seizième siècle, le roi de France, Henri IV, pour dédommager les habitants de tout ce qu'ils avaient enduré, pendant les troubles qui agitèrent le Dauphiné, pendant le cours de ce siècle, leur octroya trois foires annuelles et un marché par semaine. La Commune possède encore la charte royale¹, donnée à Monceaux, en septembre 1596. Nous ne pouvons mieux faire connaître les motifs qui donnèrent lieu à l'octroi de ce document historique qu'en le publiant dans toute son étendue :

« Henry, par la grâce de Dieu Roy de France et de Nauarre, Daulphin de Viennoys, comte de Vallentinoys et Dioys. A tous présents et advenir salut. Nos chers et biens amez les manans et habittants de l'Espine aux Baronniees en notre pays de Dauphiné, nous ont faict remonstrer qu'ils ont pendant ces troubles reçu grandes incomodités en leurs personnes et biens, au moyen des troubles et divisions aduenues en icelluy notre royaume, que leur auoit causé le logement des gens de guerre, lesquels les auoient entièrement ruynés, à l'occasion de quoi et pour les récompenser dans leur ensemble pour la décoration de leur village qui est assis et scitué en un bon et fertile pays, ou il passe et repasse plusieurs marchands et quantité de marchandises qui trafficquent en plusieurs villes et villages circonvoisins dudit lieu de l'Espine, pour la décoration duquel et pour le profit et utilités, tant desdits habittans des pays circonvoisins que de ceux qui trafficquent ordinairement ; ils désireroient vollontiers à l'advenir auoir trois foires par

¹ Charte sur parchemin de 0m53 de long sur 0m33 de hauteur.

chacun an et ung marché chacune sepmaine ; lesquels ils nous ont très humblement supplié et requis leur vouloir créer, ériger et establir audit lieu de l'Espine et leur impartir nos créations à ce nécessaires ; scavoir faisons que nous désirons favorablement ranter lesdits habitants et inclinant libéralement à leur suplication et requeste, leur avons de notre certaine science, pleine puissance et autorité royal créé, érigé et estably, créons, érigeons et établissons au dit lieu de l'Espine aux Barronnies, trois foires par chacun an et ung marché chacune sepmaine. La première desdites foires le jour de saint Sébastien, la seconde le jour et feste de Sainte-Croix du mois de may et la troisième et dernière le jour et feste de Nostre-Dame du mois d'aoust et ledit marché tous les mardy de chacune sepmaine ; voullons et nous plaist que auxdits foires et marchez tous marchans et autres puissent librement et sans aucuns empêchemens, aller, venir, vendre, acheter, troquer et eschanger toutes sortes de marchandises licites et honnestes, et jouissent de pareils et semblables privilèges que sur les autres foires et marchez des pays circonvoisins, pourvu toutesfois qu'il n'y ayt aux jours susdits aucuns foires et marchez à quatre lieues à la ronde dudit lieu de l'Espine auxquelles ces présentes puissent nuire ni préjudicier. Si donnons en mandement au vibally du Buys ou son lieutenant et à tous nos aultres justiciers et officiers qu'il appartiendra que nos présentes créations et établissements desdites foires et marchés ils fassent souffrent et laissent les dits habitants jouir et user plainement et paisiblement, ensemble les marchans, allans, venans et fréquentans icelles foires et marchez, les faisant crier, publier et signifier aux lieux circonvoisins et ailleurs ou il appartiendra, et oultre auons permis est permettons auxdits supplians a faire bastir et construire halles, bancz et estaulz et aultres choses nécessaires pour tenir lesdites foires audit lieu de l'Espine, sans en ce leur faire mettre aucun trouble, destourbier ou empeschemens au contraire contraindre à ce faire souffrir et obéyr tous ceulx qu'il appartiendra par toutes voyes deues et raisonnables, nonobstant oppositions ou

appellations quelconques pour lesquelles et sans préjudice d'icelles ne voulons estre différé, car tel est nostre plaisir. Et affin que ce soit chose ferme et stable a toujours, nous auons faict mettre notre scel à ces présentes, sauf en aultres choses nostre droict et l'aultruy en toutes. Donné à Monceaux ou moys de septembre l'an de grâce mil cinq cens quatre vingts seize et de nostre règne le huitième ».

Au siècle dernier, les trois foires existaient encore, ainsi que le coustate une affiche imprimée, sans date¹ ; mais elles avaient subi quelques modifications. Le placard dont il s'agit les fixe de la manière suivante :

La première, au 4 mai.

La seconde, au 17 septembre (celle-ci a remplacé celle du 15 août) ;

Et la troisième, au lendemain de St-Sébastien, 21 janvier.

Il y avait, en outre, deux marchés par semaine, le mercredi et le samedi.

Les détails qui précèdent prouvent que la commune de l'Épine avait encore, à la fin du XVIII^e siècle, une importance commerciale qui n'existe plus de nos jours. Cela tenait sans doute à sa position topographique, au centre de plusieurs vallées, et à l'absence de la route nationale qui traverse son territoire et met directement en communication toutes les communes de la contrée avec les centres commerciaux.

MOURRE.

¹ Archives de l'Épine.

RÈGLEMENT

POUR LE

COLLÈGE DE GAP

25 NOVEMBRE 1825.

Notre confrère M. DAMAS, ancien principal du collège de Gap et l'un des premiers vice-présidents de la *Société d'Études des Hautes-Alpes*, dont il est et sera longtemps encore — nous le souhaitons vivement — l'un des plus fervents membres honoraires, veut bien nous envoyer copie du document qu'on va lire.

Pour faire connaître l'intérêt qui s'attache à ce curieux document, nous allons reproduire la lettre que M. DAMAS nous fait l'honneur de nous adresser, en nous le transmettant. Cette lettre renferme un appel qui, nous l'espérons, sera entendu.

A Monsieur le chanoine Guillaume, secrétaire de la Société d'études des Hautes-Alpes.

Nevers le 8 janvier 1891.

Cher Monsieur le chanoine,

J'avais l'intention de faire, pour la *Société d'Études*, un petit historique du collège de Gap, qui finira bien par céder la place à un lycée, et prochainement, me dit-on. J'ai consulté les notes que j'avais recueillies autrefois, pour me guider dans ce travail, auquel j'aurais été heureux d'attacher mon nom. Mais je m'aperçois avec tristesse que ces notes sont absolument insuffisantes, à la distance où je suis des documents à consulter, et je me vois forcé d'y renoncer, laissant à de plus heureux que moi l'honneur de faire en quelque sorte l'oraison funèbre d'un établissement qui a eu son importance, ou plutôt de célébrer son apothéose, si le terme n'est pas trop emphatique : car enfin, si le collège disparaît, c'est pour renaître, comme le phénix, et il s'en fait temps, je crois.

Il y a là, à coup sûr, un beau champ d'études, depuis la Révolution jusqu'à nos jours surtout, depuis l'École centrale jusqu'au Collège communal proprement dit, avec un aperçu sur les temps antérieurs, qui sont loin de manquer d'intérêt. N'y aurait-il donc personne qui voulût s'en charger ?

Outre l'histoire proprement dite, il n'y aurait pas mal de détails instructifs à réunir : sur les *principaux* qui se sont succédé, depuis l'ex-curé Rolland, si je me rappelle bien, jusqu'à M. Tirlemont ; sur les *professeurs*, dont plusieurs se sont distingués, un entre autres, le beau-frère de M. de La Roque, aujourd'hui professeur de mathématiques à la Faculté des Sciences de Paris, M. Boussinesq ; sur les *élèves*, qui en grand nombre, se sont fait une belle place dans les différentes carrières. Une partie anecdotique donnerait du piquant à tout cela, et si je me reporte à tout ce que j'ai entendu dire par plusieurs, par le Dr Blanc Balthazar, par exemple, ce ne serait pas la partie la moins amusante. Mais il me faut renoncer à tout cela, comme à beaucoup d'autres choses. C'est le vrai *quotidie morior* qui est ma loi ; chaque jour je perds quelque chose et ainsi je me détache peu à peu d'un monde qu'il me faudra quitter bientôt.

Mais je possède un document, dont j'ai fait prendre la copie, avant mon départ des Alpes ; c'est le *Règlement du Collège*, dressé en bureau d'administration, en 1825. Je l'ai tiré, si je me souviens bien, des archives de la Mairie, peut-être d'un vieux registre des délibérations de cette assemblée ; à moins qu'il n'y existe sur une ou plusieurs feuilles volantes. J'en garantis, en tout cas, l'authenticité. Seulement, il faudrait collationner la copie que je vous adresse, pour le cas où votre Comité de rédaction jugerait, comme moi, que cette pièce a sa valeur pour l'histoire des collèges en général et en particulier celle du collège de Gap, dont elle reproduit la constitution et l'organisation intérieure, pendant la période des *collèges mixtes*. A vous, Messieurs et chers collègues, de voir s'il n'est pas bon de conserver, en le publiant, ce document, qui ferait plaisir à plusieurs : à ceux qui ont vécu sous ce

régime, et il en doit rester encore, dans ce bon pays des Alpes où l'on vit longtemps, et aussi aux amateurs de l'antiquité, aux dévots de l'histoire locale et à tous ceux, en si grand nombre de nos jours, qui s'intéressent aux choses de l'instruction.

Quoi qu'il en soit, je vous envoie mon *poulet*, comme papiers d'affaires, en lui souhaitant bon voyage, bon accueil et le grand air revivifiant de votre bulletin.

Je compatis aux regrets que vous a causés ce malheureux incendie du 14 juillet, et vous renouvelle, cher Monsieur le chanoine et excellent confrère, l'assurance de mes sentiments affectueux et dévoués.

Bien à vous tous,

C. P. DAMAS.

RÈGLEMENT POUR LE COLLÈGE DE GAP

1825.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES. — TITRE 1.

ARTICLE PREMIER. — Le collège est administré conformément aux lois, règlements et statuts de l'Université, comme collège mixte.

ART. 2. — Il est entretenu : 1° par un fonds voté annuellement par la ville ; 2° par le produit du pensionnat, tant que le Bureau jugera convenable de le laisser au compte du principal ; 3° par une rétribution des élèves externes, dont la quotité, lorsqu'elle est jugée nécessaire, est fixée par le bureau.

DES FONCTIONNAIRES, EMPLOYÉS ET GENS DE SERVICE. — TITRE 2.

ART. 3. — L'enseignement est confié à dix régents et à un nombre de maîtres d'études déterminé par le bureau, suivant les besoins.

ART. 4. — Les régents sont classés ainsi qu'il suit :

- | | |
|------------------------------------|-------------------------------|
| 1 ^o La Philosophie ; | 6 ^o La Quatrième ; |
| 2 ^o Les Mathématiques ; | 7 ^o La Cinquième ; |
| 3 ^o La Rhétorique ; | 8 ^o La Sixième ; |
| 4 ^o La Seconde ; | 9 ^o La Septième ; |
| 5 ^o La Troisième ; | 10 ^o La Huitième. |

ART. 5. — Les régents sont, autant que possible, nommés à vie, *néanmoins révocables conformément aux lois.*

ART. 6. — Les nominations, révocations et changements de régents sont faits suivant les statuts et règlements de l'Université.

ART. 7. — Les maîtres d'études sont spécialement chargés de surveiller les élèves pendant les études et les récréations, concurremment avec les régents.

ART. 8. — Les maîtres d'études sont au choix du principal, sous l'approbation de Mgr l'évêque, et ils sont révocables conformément aux règlements.

ART. 9. — Le traitement des régents et maîtres d'études est fixé par le bureau, sous l'approbation du Conseil municipal.

ART. 10. — Un portier est chargé de l'ouverture et surveillance de la porte extérieure, de celle de l'église, des cours et du parloir ; ses gages sont fixés par le Conseil.

ART. 11. — Le nombre des gens de service est fixé, de concert avec le bureau, par le principal, ainsi que leurs gages.

DE L'ADMISSION ET DIVISION DES ÉLÈVES. — TITRE 3.

ART. 12. — Les élèves sont divisés en pensionnaires, demi-pensionnaires et externes.

ART. 13. — Les pensionnaires reçoivent la nourriture, le logement, chauffage et éclairage.

Le prix de la pension est fixé par le bureau, et il est exigible par trimestre et d'avance ; chaque quinzaine commencée est censée finie.

ART. 14. — Le trousseau que les élèves apportent est fixé de gré à gré avec le principal, et il est déposé à la lingerie, où chaque élève a une case particulière marquée d'un n^o correspondant au n^o de la cellule qu'il occupe au dortoir. A la sortie de l'élève du collège, le trousseau lui est rendu dans l'état où il se trouve.

ART. 15. — Les demi-pensionnaires reçoivent le déjeuner, le dîner et le goûter.

ART. 16. — Le prix de la demi-pension est fixé par le bureau et il est exigible par mois et d'avance. Chaque quinzaine commencée est censée finie.

ART. 17. — Les élèves admis à l'établissement connu sous le nom de *petit Pensionnat* ou *Ustensile* (?) sont soumis aux mêmes exercices, mouvements et discipline que les pensionnaires.

ART. 18. — Dans le cas où le bureau aurait décidé que les élèves seraient tenus au paiement d'une rétribution, vingt d'entre les élèves externes, pris parmi les moins aisés, pourront en être dispensés.

ART. 19. — Les externes ne sont admis à fréquenter le collège qu'autant qu'ils sont nourris dans la ville, chez leurs parents, chez des amis désignés par leurs parents et agréés par le principal, ou au *Petit-pensionnat* établi proche du collège.

ART. 20. — Pour être admis dans le collège, il faut être âgé de huit ans, avoir été vacciné ou avoir eu la petite vérole, et savoir lire et écrire.

ART. 21. — Aucun externe ne peut être admis à suivre les cours sans avoir obtenu l'autorisation du principal. Si celui-ci a des raisons pour la non-admission, il doit en rendre compte au bureau.

ART. 22. — En se présentant, un élève est tenu de produire des certificats des établissements où il aurait déjà été reçu; s'il est externe ou demi-pensionnaire, il doit déclarer le logement de ses parents ou de la personne qui doit répondre de lui.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES. — TITRE 4.

ART. 23. — Les budgets annuels sont réglés et fixés par le bureau conformément aux lois et par des arrêtés particuliers.

ART. 24. — Le premier jeudi de chaque mois, le principal réunit les régents, pour s'entretenir avec eux sur tout ce qui intéresse le collège, et tient note du résultat de

ces conférences, dont M. le Maire ou le bureau prennent connaissance toutes les fois qu'ils le jugent convenable.

ART. 25. — Le principal adresse aux parents, tous les trois mois, une note sur la conduite, les progrès, la tenue et l'état de santé de leurs enfants.

ART. 26. — Il est conservateur de la bibliothèque et du cabinet de physique.

ART. 27. — Chaque régent remet, tous les samedis, au principal, des notes sur la conduite et le travail des élèves qui lui sont confiés.

ART. 28. — Il est permis aux régents, non logés dans le collège d'avoir chez eux un ou deux pensionnaires.

ART. 29. — Les régents et maîtres d'études ne peuvent s'absenter ni se faire remplacer, que pour des causes jugées suffisantes par le principal.

ART. 30. — Les régents et maîtres d'études dirigent et surveillent les élèves, non seulement dans les salles et classes, mais encore pendant les récréations et promenades.

ART. 31. — Deux régents ou maîtres d'études accompagnent les élèves aux récréations, promenades et autres sorties communes.

ART. 32. — En cas d'absence ou maladie d'un régent ou maître d'étude, le principal désigne celui qui doit le remplacer.

ART. 33. — Les domestiques obéissent aux régents et maîtres d'étude, en ce qui concerne le soin des élèves.

ART. 34. — Les domestiques ni le portier n'ont aucune familiarité avec les élèves, et ils ne peuvent recevoir ni cadeau ni aucune rétribution, à peine d'exclusion.

ART. 35. — Ils ne font dans le collège aucune commission pour les élèves sans la permission d'un régent ou maître d'étude, et hors du collège, sans la permission du principal.

ART. 36. — Un gardien spécial est chargé de surveiller les latrines.

ART. 37. — Un régent ou maître d'étude couche dans le dortoir.

ART. 38. — Le dortoir est éclairé pendant la nuit, et

lorsque le nombre des domestiques sera suffisant, un d'eux couchera aussi dans le dortoir.

ART. 39. — L'infirmerie est particulièrement recommandée à la sollicitude du principal.

ART. 40. — Un médecin est attaché au collège. Les drogues et visites sont à la charge des parents, qui ont le droit de faire traiter leurs enfants par les médecins en qui ils ont le plus de confiance.

ART. 41. — Les fonctionnaires et employés ont soin d'avertir le principal, s'ils aperçoivent quelques symptômes d'incommodité dans un élève.

ART. 42. — Les élèves en santé ne peuvent entrer dans l'infirmerie sans la permission du principal.

ART. 43. — Si un élève est attaqué de maladie contagieuse, il est remis à ses parents, s'il est possible, ou traité dans une chambre séparée.

ART. 44. — Aucun étranger ne peut coucher dans le collège sans la permission du principal.

ART. 45. — Un élève ne peut, sous aucun prétexte, coucher ni travailler dans une chambre séparée.

ART. 46. — Aucun régent, maître d'étude, ni élève interne ne peut coucher hors du collège sans la permission du principal.

ART. 47. — Aucune femme ne peut habiter dans l'intérieur du collège ; cependant cet article ne sera de rigueur que lorsqu'on aura pu se procurer des domestiques mâles.

ART. 48. — Les jeux de cartes ou de hasard sont interdits, et il est défendu de jouer de l'argent à quelque jeu que ce soit.

ART. 49. — L'introduction de toute espèce d'armes et de poudre à tirer, même en artifice, est sévèrement interdite.

ART. 50. — Les maîtres d'agrément seront reçus au collège suivant le désir des parents et de concert avec le principal.

RELIGION. — TITRE 5.

ART. 51. — Le collège est particulièrement recommandé à la sollicitude de Monseigneur l'évêque de Gap.

ART. 52. — Le principal remplit les fonctions d'aumônier.

ART. 53. — L'aumônier est dépositaire et conservateur des vases sacrés et autres objets à l'usage de la chapelle.

ART. 54. — L'aumônier célèbre une messe basse dans la chapelle tous les jours, et une messe chantée tous les dimanches et fêtes, ainsi que les vêpres. Les élèves sont tenus d'assister à l'office divin les jeudis et dimanches, ainsi que tous les jours de fête et de la Semaine sainte. Les autres jours, ils sont invités à assister à la messe, mais elle n'est pas d'obligation.

ART. 55. — L'aumônier fait tous les jeudis une instruction religieuse aux élèves; le dimanche et le jeudi, il leur fait une leçon de catéchisme; il peut se faire remplacer pour cet objet par un régent ou maître d'étude.

ART. 56. — L'aumônier prépare les élèves à la Première Communion à la Confirmation et à la fréquentation des sacrements; pour l'aider dans le ministère de la confession, il peut appeler un ou plusieurs prêtres du dehors, sous l'approbation de Mgr l'Evêque.

ART. 57. — A la rentrée des classes, il se dit une messe du St-Esprit; à la fin de l'année scolaire, une en action de grâces, et le 21 janvier, un service funèbre.

ART. 58. — Les élèves sont tenus de se confesser aux époques périodiques et autres qui sont indiquées par le principal, d'après les ordres de Monseigneur.

DISCIPLINE. — TITRE 6.

ART. 59. — Les divers mouvements des élèves sont annoncés au son de la cloche, qu'un règlementaire est chargé de sonner aux heures prescrites ci-après.

ART. 60. — Les mouvements des élèves sont réglés ainsi qu'il suit, depuis le 1^{er} novembre jusqu'au 1^{er} mai :

A 5 heures, lever et habillement, les élèves se peignent et se brossent.

A cinq heures et quart, ils sont conduits à la cuisine où ils se lavent le visage, et sont conduits à l'étude où se fait la prière commune.

A cinq heures dix minutes, on allume les quinquets et le poêle de l'étude.

A cinq heures et demie, étude.

A 6 heures, le concierge ouvre aux demi-pensionnaires qui entrent aussi à l'étude.

A 7 heures et quart, déjeuner; on allume le poêle dans toutes les classes.

A 7 heures et demie, la messe; on ouvre la porte aux externes.

A 8 heures, entrée des classes, à l'exception de celle de mathématiques. Les élèves externes doivent être rentrés.

A 10 heures, sortie des classes et entrée à l'étude, où chaque régent doit conduire ses élèves.

On éteint les poêles dans les classes pour les rallumer à deux heures moins le quart.

A dix heures, leçons d'arithmétique et géométrie. Les élèves qui les fréquentent ne vont à l'étude qu'à la sortie de cette leçon.

A 11 heures et demie, diner et récréation jusqu'à 1 heure.

A 1 heure, étude; le portier ouvre aux externes.

A 2 heures, entrée des classes, à l'exception de celle de philosophie.

A 4 heures, sortie des classes, goûter et récréation.

A 4 heures et demie, étude, et à 7 heures, sortie des externes.

A 5 heures, leçon supplémentaire de grec jusqu'à 6 heures.

A 7 heures, souper, lecture de piété et prière commune.

A 8 heures en hiver, et à 9 heures en été, coucher.

Un régent ou maître d'étude conduit les élèves au dortoir, surveille le coucher et ne se couche lui-même que lorsqu'il est assuré que tous les élèves sont dans leur lit.

Le portier ferme la porte lorsque tous les régents sont rentrés, et ils doivent l'être au plus tard à 9 heures, à moins qu'ils n'aient une permission du principal, auquel cas, ils avertissent le portier, et ils doivent porter un passe-partout et fermer la porte en rentrant. Le passe-partout est rendu le lendemain au portier.

ART. 61. — Les leçons d'agrément n'ont lieu que pendant les récréations, avec l'agrément du principal, qui fixe les heures à chaque maître.

ART. 62. — Les cours et leçons extraordinaires sont annoncés par un léger coup de cloche.

ART. 63. — Les élèves de mathématiques et de philosophie ne peuvent suivre d'autres cours qu'avec l'agrément du principal.

ART. 64. — Mouvements des élèves le jeudi :

Lever, habillement, prière, étude et déjeuner, comme les autres jours ; à 7 heures et demie, la messe ; catéchisme et instruction après la messe.

Tous les internes et externes y assistent.

A midi, diner ; à 1 heure en hiver et à 4 heures en été, promenade et récréation, à laquelle tous les externes sont admis.

ART. 65. — Mouvements des fêtes et dimanches :

Lever, habillement, prière, étude et déjeuner comme à l'ordinaire.

A 8 heures, grand'messe et instruction religieuse. Après la messe, récréation et diner, comme à l'ordinaire.

A 1 heure, catéchisme et instruction.

A 2 heures, les Vêpres, et ensuite promenade, comme le jeudi.

ART. 66. — Les classes et les repas commencent et finissent par les prières d'usage ; un élève fait, pendant le repas, une lecture indiquée par le principal.

ART. 67. — Pendant les classes et études, les gardiens des latrines empêchent les élèves de se réunir et même de s'arrêter.

ART. 68. — Si un élève manque la classe ou l'étude, le régent ou le maître d'étude en donne avis au principal.

ART. 69. — Les élèves pensionnaires ne peuvent recevoir des visites du dehors que dans le parloir et pendant les récréations ; aux autres heures, il faut la permission du principal.

ART. 70. — La sortie du collège leur est interdite, à moins qu'ils n'aient obtenu la permission du principal, qui ne les laisse jamais sortir seuls.

ART. 71. — Les sorties sont la récompense de la bonne conduite et des progrès des élèves. Elles n'ont lieu que

le jeudi, après l'instruction religieuse, et les dimanches, après Vêpres.

ART. 72. — Elles sont autorisées au moyen d'un exéat délivré par le principal, et que l'élève remet au portier ; le soir, celui-ci fait connaître par écrit au principal l'heure à laquelle l'élève est rentré et la personne qui l'a ramené.

ART. 73. — Aucune sortie n'a lieu la Semaine sainte, durant laquelle tous les élèves assistent aux instructions et offices divins.

ART. 74. — Les élèves doivent être rentrés à 8 heures et demie, et sont ramenés par un parent ou une personne de confiance ; l'élève revenu seul est privé d'une ou de plusieurs sorties suivantes.

ART. 75. — Les élèves n'ont de correspondance qu'avec leurs parents ou avec les personnes désignées au principal par leurs parents. Les lettres qui leur sont adressées sont contresignées, et celles qui ne le sont pas, sont renvoyées par le principal aux parents de l'élève.

ART. 76. — Toutes les lettres adressées aux élèves ou écrites par eux sont remises au principal, qui les fait parvenir à leur adresse.

ART. 77. — Les parents ne peuvent remettre directement aux élèves l'argent destiné à leurs menus plaisirs ; le principal en règle avec eux la quotité et en autorise la distribution.

ART. 78. — Aucun élève ne peut recevoir plus de 50 centimes par semaine.

ART. 79. — La distribution de l'argent accordé aux élèves se fait toutes les semaines, le dimanche, pendant l'étude du matin.

ART. 80. — Aucun ouvrier ne peut être employé par les élèves sans l'agrément du principal.

ART. 81. — Les élèves externes sont vêtus décemment.

ART. 82. — On veille particulièrement à ce que les élèves externes n'apportent jamais dans le collège d'autres livres que ceux des classes, à moins que ce ne soit des livres autorisés par le principal.

ART. 83. — Il leur est expressément défendu de faire une commission quelconque pour les internes.

ART. 84. — Lorsqu'un externe sait d'avance qu'il aura des raisons légitimes pour s'absenter, il demande l'agrément de son régent.

ART. 85. — Dans tous les cas où un externe ne se rend pas en classe, le régent en donne avis au principal, qui en prévient aussitôt les parents ou répondants, et prend les mesures nécessaires pour s'assurer des raisons de cette absence.

ART. 86. — Le régent peut exclure provisoirement un élève de la classe.

ART. 87. — Le principal peut, seul, prononcer l'exclusion définitive ; il en rend compte au bureau et au recteur.

ART. 88. — Il est spécialement recommandé au principal de s'informer de la conduite et de la santé des élèves externes, et particulièrement de ceux qui n'ont point de parents dans la ville ; à cette fin, comme il a été déjà spécifié dans l'article 20, chaque élève fait connaître au principal la demeure, les noms et professions de ses parents ou répondants.

ART. 89. — Le principal envoie les élèves en promenade les jours de congé, lorsque le temps le permet, et il désigne les lieux et les heures de promenade. Les élèves sont toujours accompagnés de deux maîtres ou régents, au moins.

ART. 90. — Les élèves sont tenus d'observer le silence pendant les classes et les études, de ne faire aucun bruit dans l'intérieur de la maison, et d'avoir une conduite décente et régulière, à la promenade et ailleurs.

ART. 91. — Les punitions qui peuvent être infligées aux élèves, suivant la gravité des fautes qu'ils ont commises, sont :

- 1^o La tâche extraordinaire simple ;
- 2^o La privation de la totalité ou d'une partie des récréations, avec ou sans tâche extraordinaire ;
- 3^o La privation des promenades, avec ou sans tâche extraordinaire ;
- 4^o La table de pénitence, avec ou sans privation du 2^e plat ;

5° La privation de sortie, avec ou sans tâche extraordinaire ;

6° La prison, qui sera une chambre éclairée et facile à surveiller, avec ou sans tâche extraordinaire ; la défense d'aller voir leurs parents ou de recevoir leurs visites, avec ou sans tâche extraordinaire ;

7° L'exclusion du collège.

ART. 92. — Le principal peut seul prononcer ces deux dernières peines ; les autres peuvent être prononcées par les régents et maîtres d'étude.

ART. 93. — La tâche extraordinaire est réglée de manière qu'elle soit utile à l'instruction. Elle consiste à apprendre ou copier des morceaux de prose ou de vers, indiqués par celui qui a infligé la punition.

ART. 94. — Les élèves, privés de récréations ou de promenade, sont retenus dans une salle dite *salle de retenue*, sous la surveillance d'un maître d'étude.

ART. 95. — Si un élève a mérité d'être exclu du collège, il est sequestré, en attendant qu'il soit remis à ses parents.

ART. 96. — Les élèves externes sont soumis aux mêmes punitions que les internes.

ART. 97. — Lorsqu'un régent ou maître d'étude impose une punition qui doit avoir lieu hors de sa présence, le principal en est prévenu et il prend les mesures nécessaires pour qu'elle soit exécutée.

ART. 98. — Le fonctionnaire qui a infligé une punition a seul le droit de la remettre, mais le principal a droit de la modifier.

ART. 99. — Des *Immunités* seront accordées chaque mois aux élèves, en raison de leur bonne conduite et de leur mérite. Ces *Immunités* pourront, au jugement de M. le Principal, servir à les racheter des fautes légères qu'ils commettraient.

DE L'ENSEIGNEMENT. — TITRE 7.

ART. 100. — L'enseignement, outre la religion, embrasse toutes les connaissances nécessaires pour mettre les élèves en état de recevoir le grade de bachelier ès-lettres et de suivre les cours des Facultés.

ART. 101. — Les élèves sont tenus de suivre toutes les parties de l'enseignement de leurs classes respectives ; ceux qui ne les ont pas suivies exactement ne sont pas admis au concours pour la distribution des prix ; ils ne peuvent passer à une classe supérieure et ne reçoivent pas les certificats nécessaires.

ART. 102. — Un élève, ne peut, dans le cours d'une année, monter dans une autre classe qu'après avoir subi un examen devant tous les régents et avoir été admis à la majorité absolue.

ART. 103. Les régents font composer une fois par semaine, le mardi matin, et tous les élèves restent en classe jusqu'à la fin de la composition.

ART. 104. — Les places sont données le samedi suivant, à la classe du soir. Les six premiers sont placés sur un banc appelé *Banc d'honneur*.

ART. 105. — L'élève qui aura la première place reçoit du principal une décoration qu'il pourra porter pendant huit jours ; elle s'attache à la boutonnière par une chaîne d'argent ; et il remet au principal la liste des places, signées par le régent.

ART. 106. — Les copies de chaque composition sont remises au principal immédiatement après la distribution des places.

ART. 107. — Il n'y a pas de composition les semaines où le mardi est un jour de férie.

ART. 108. — Il n'y en a point dans les classes de philosophie et de physique, mais, le samedi, il y a une interrogation sur ce qui a été fait durant la semaine ; les élèves se font des objections et ceux qui ont le mieux répondu sont déclarés 1^{er} et 2^e de la classe. Cette décision est notée, et les élèves ne portent pas de décoration.

ART. 109. — Aucune répétition particulière ne peut avoir lieu pour les élèves internes sans une permission du principal, et ces répétitions ne peuvent être faites que dans le collège, par un régent ou maître d'étude.

DES CONGÉS ET VACANCES. — TITRE 8.

ART. 110. — Les classes vaquent les dimanches et jeudi de chaque semaine, ainsi que les jours de fête et autres jours fixés par les statuts de l'Université.

Il y a aussi vacance les *lundi et mardi gras*, le jour des cendres, depuis le Jeudi-Saint jusqu'au jeudi d'après Pâques, le lundi de Pentecôte et les quatre jours de foire de la ville.

Lorsqu'il y a vacance un autre jour de la semaine, il n'y a pas vacance le jeudi de cette semaine.

ART. 111. — MM. les supérieurs du collège, ayant inspection sur l'établissement, peuvent accorder quelques congés, mais dans le cas seulement où, après avoir examiné les élèves, ils seraient satisfaits de leurs progrès et de leur bonne conduite.

ART. 112. — Les vacances commencent le dernier lundi d'août et finissent au dernier lundi d'octobre, jour de la rentrée des classes.

ART. 113. — Les élèves ne peuvent aller en vacance que sur la demande des parents et ne peuvent partir avant la distribution des prix, sans la permission expresse du principal.

ART. 114. — Les élèves qui restent au collège sont occupés ainsi qu'il suit :

A six heures, lever, habillement.... comme de coutume.

A sept heures et demie, déjeuner et récréation.

A huit heures et demie, classe.

A dix heures et demie, étude.

A onze heures et demie, diner et promenade, le reste comme le jeudi. Le jeudi il n'y a point de classe.

ART. 115. — Les classes, pendant les vacances, sont faites par des régents ou maîtres d'étude qui consentent à s'en charger. Les indemnités auxquelles ces classes extraordinaires peuvent donner lieu, sont fixées par le bureau, sur le rapport du principal, et à la charge des parents.

ART. 116. — Les maîtres d'étude peuvent s'absenter successivement, avec l'agrément du principal, de manière qu'il en reste toujours le nombre nécessaire.

DES EXAMENS. — TITRE 9.

ART. 117. — Il y a, dans le cours de l'année, deux examens, l'un dans la quinzaine d'avant Pâques, et l'autre dans la quinzaine qui précède la distribution des prix.

Les examens de Pâques ont lieu chez le principal et sont présidés par lui ; tous les régents y assistent, ainsi que les membres du bureau, s'ils le jugent à propos, d'après l'invitation du principal, qui en indique le jour et l'heure.

Les examens de la fin de l'année sont publics et solennels ; ils ont lieu dans la grande salle des actes et sont présidés par les autorités supérieures, et, en leur absence, par le principal ; tous les régents et les membres du bureau, convoqués comme en l'article précédent, sont présents.

ART. 118. — Les noms des élèves qui doivent être interrogés sont tirés au sort. Dans leurs questions, les examinateurs parcourent toutes les matières qui ont été enseignées dans la classe examinée.

ART. 119. — D'après les examens, les notes et places obtenues dans le cours de l'année, le principal dresse une liste des élèves de chaque classe qui sont capables de monter à une classe supérieure, et il inscrit sur une autre liste ceux qui ne sont pas portés sur la première.

ART. 120. — A la rentrée, les élèves portés sur la 2^{me} liste sont de nouveau examinés par le principal, le régent et un membre du bureau, et on décide s'il doivent monter à la classe supérieure.

On examine de même ceux qui demandent à franchir une classe, ainsi qu'il est indiqué dans l'article 102.

Pour la classe de philosophie, on dresse une liste de ceux qui méritent d'obtenir le certificat d'études ; ceux qui n'y sont pas inscrits sont de nouveau interrogés à la rentrée.

L'arithmétique et la géométrie des figures planes fait essentiellement partie de leur examen.

ART. 121. — Les élèves des classes interrogées restent dans la salle de l'examen ; ceux des classes non interro-

gées restent à l'étude ; ils ont récréation depuis 8 heures jusqu'à 9 heures, de 11 à 2 heures et de 4 à 5 heures du soir.

DES PRIX. — TITRE 10.

ART. 122. — La distribution des prix termine l'année scolaire ; elle a lieu dans la salle qui est désignée par les autorités, le dernier dimanche du mois d'août.

ART. 123. — Les prix sont donnés d'après les compositions de l'année ; la dernière compte pour trois dans chaque classe, elle s'appelle *composition des prix*.

ART. 124. — Pour travailler à cette composition, il est accordé aux élèves depuis 5 heures et demie jusqu'à 11 heures et demi du matin ; nul ne peut sortir avant 10 heures.

A l'expiration de l'heure, les copies que les élèves ont revêtues de leurs noms sont recueillies dans chaque classe par le régent, qui détache les noms, les met sous une enveloppe qu'il contresigne et cache, et remet le tout au principal, qui en reste dépositaire jusqu'à la disposition à intervenir.

ART. 125. — Indépendamment de ses nom et prénoms, chaque élève inscrit, au haut de sa copie, la date et le lieu de sa naissance.

ART. 126. — Avant de cacheter les noms, le régent y ajoute une devise qu'il reporte en même temps sur la copie.

ART. 127. — Les compositions des prix auront lieu le mardi de chaque semaine, comme à l'ordinaire. Les régents se régleront sur le jour de l'ouverture des examens, pour savoir quels sont les derniers jours de compositions dans chaque classe.

ART. 128. — La composition des prix, pour les deux divisions de mathématiques, a lieu le dernier jour de classe avant l'ouverture des examens.

ART. 129. — Les jours de composition des prix, il y a congé, le soir, pour les élèves qui ont composé.

ART. 130. — Les compositions des prix sont jugées par des jurys d'examen composés ainsi qu'il suit :

Pour les classes de 6^{me}, 7^{me}, 8^{me}, les régents des autres classes.

Pour les classes de 3^{me}, 4^{me}, 5^{me}, les régents de ces trois classes.

Pour les classes de mathématiques, rhétorique et seconde, les régents de ces trois classes.

Le principal et les membres du bureau assisteront à ceux de ces jurys d'examen qu'ils jugeront à propos et y auront voix délibérative.

ART. 131. — En cas de différence d'opinion entre les trois membres composant chaque jury, la difficulté sera jugée dans une assemblée générale, composée de tous les régents, et décidée à la pluralité des voix ; si les voix sont également partagées, la voix du principal est prépondérante.

ART. 132. — Chaque composition est jugée le jeudi qui suit le jour de la composition.

ART. 133. — Les régents s'assemblent chez le principal ou dans le local par lui désigné.

ART. 134. — Le genre et le nombre des prix, dans chaque classe, ainsi que leur valeur, sont réglés et arrêtés, chaque année, par le principal, de concert avec le bureau ou M. le Maire. Chaque élève ne peut obtenir qu'un prix dans sa classe, indépendamment de celui d'excellence qu'il aurait mérité.

ART. 135. — Le nombre des accessits est fixé par le principal et tous les régents, à la pluralité des voix.

ART. 136. — Le premier prix de discours latin, en rhétorique, s'appelle *Prix d'honneur*.

ART. 137. — Les élèves qui obtiennent des prix et des accessits sont couronnés.

ART. 138. — Les prix sont des livres reliés, portant sur la reliure : *Collège de Gap*, et sur le revers de la couverture, une attestation signée par le régent et par le principal.

ART. 139. — Après la distribution des prix, le jour de la rentrée pour l'année scolaire suivante, est proclamée.

Ainsi fait et délibéré en bureau du collège.

A Gap, le 25 novembre 1825.

LA LIGOUSADA

OU

LOU PROUCÈS DE JEAN LIGOUSA

(Suite ¹).

CHANT XI

LOU PREIRE DE SIGOUIER

A Sigouïer li aïé, dinc aquou têmes, en preirè,
Que de tous les païs lou mounde venié veirè,
1815 Maugrà que pas trop bêu fouguèssi lou chamin.
Passàva, aquou curà, par en grand medecin.
Venién lou consulter de luénc é de tout cairè,
Bên que fouguèssi'n pauc é mèmè prou bramairè.
— Que vénès far eici, disié, gros poulissoun,
1820 Quand, tout tremblant, pichàva à sa pouarta en
garçoun ?
De remédis n'ouriés pai besoun à toun iàgè,
Si éres pas libartin, si aïés esta pu sàgè.

CHANT XI

LE CURÉ DE SIGOYER

A Sigoyer, alors, vivait un curé drôle,
Que de tous les pays, soit dit sans hyperbole,
On venait, en dépit d'un bien mauvais chemin,
Voir, parce qu'il passait pour un grand médecin.
On venait consulter ce praticien habile
De tous côtés, malgré son humeur difficile.
Un jeune homme en tremblant, frappait-il du marteau :
— Que veux-tu, polisson, lui criait-il tout haut ?
Des remèdes peut-être ? Allons, quand on est sage,
On n'en a pas besoin, lorsqu'on est à ton âge.

¹ Voyez l'année 1800, p. 274.

- E mêmê quauqua fès se gênava pas trop
De li dirè : — Par tu pu d'espèir, groi *salop* !
- 1825 Vai te-n-en counfessar, siés au bout de ta coursa,
N'es que din lou bouan Dieu qu'as encà de ressourça.
Par te guarir, dengu que counouissi prou fouart ;
Mê, si pouas pas tirar des pàtas de la mouart
Toun miserablè corps, sauva ou mènch ta paura *âma*,
- 1830 Presta, hélas ! à toumbar din l'estarnèla flàma.
Pourtant pouas essaïar cé qu'en grand medecin
Counseilha par toun mau : prèn de merda de chin
Que siéi bien lavà, bien blanchié par l'eigàgna ;
Mangea-n'en fouarça é beu perieu de vin d'Espàgna,
- 1835 Ou de tout autre vin, si vouas, mè bien maür :
Par quauques uns aco's'en remédi segur.
Prèn encà, quauque tèms, de tisàna de figas
E béta-tè es coustàs de bouanas tantarigas ;
Mêmê fai-te passar ou coutouit en sedoun,
- 1840 E belèu de toun mau pourès avèr resoun.
Pas ena maratié que li fouguèssi strània.
Les counèissié ren qu'èn voui veïent ; de pissània
N'âié pai besoun couma en celèbrè douctour

Va-t-en te confesser, parfois lui disait-il :
Tu ne tiens à la vie, hélas ! que par un fil ;
Te voilà, libertin, à la fin de ta course ;
En Dieu seul tu pourras trouver quelque ressource.
Hormis lui, je ne sais personne d'assez fort
Pour te guérir ; mais, si des griffes de la mort
Tu ne peux te tirer, sauve au moins ta pauvre âme,
Prête à tomber, crois-moi, dans l'éternelle flamme.
Essaie un peu pourtant de la crotte de chien
Que conseille un docteur habile et fort ancien ;
Manges-en de bien blanche, alors que la rosée
L'a bien lavée, et, puis, que ta gorge arrosée
Soit d'un bon vin d'Espagne ou d'un autre bien mûr ;
C'est là pour quelques-uns un remède très-sûr.
Des figues en tisane il te faut encor boire,
Et te mettre aux côtés un bon vésicatoire ;
Même fais-toi passer à la nuque un seton ;
Tu pourras de ton mal peut-être avoir raison.
Il devinait tout mal, en voyant votre mine
Et sans avoir besoin d'inspecter votre urine,
Différent en cela du célèbre docteur

De Lachaud, Tardieu, dount la publica rumour
 1845 Rappouarta en joli fêt. Belèu 'tant vau qu'ou couanti;
 N'en pouà agradar mai d'un. Mès choudrè que
 [remouanti
 En pau luènc par aco.

D'Eourès lou curà
 Maratè se troubàva. Era pas tant *curà*,
 Car bouana pansa aïé. Pourtant èra maratè.
 1850 Ni a su tèrra mai d'un que su soun ventrè batò
 Ou pouà batrè, dou mènch, coumà sus en tambour,
 Taramènt l'a prei gros, é què, par la plenour
 Ouppressà, suéffrè bien.

Douncaquou paure preirè
 Chàrgea, n'en pouient pus, soun neboun d'anà veirè
 1855 Aquou famus douctour de Lachaud, que li di :
 — De sa pissània chau m'adurè, moun ami ;
 M'aco vèrei cé qu'à, si's en simplè furrouclè
 Ou si's en squirrè, en chancrè..... E lou marri à soun
 [ounclè

Di bien tout. Lou curà sensa boufar en mot
 1860 D'oubjectieu couantra aco, ni'n baila en bouan
 [plen pot.

Tardieu, de Lachaup, dont la publique rumeur
 Rapporte un joli trait. Il faut que je remonte
 Bien loin dans le passé, s'il faut que je le conte.
 Mais on en rira bien.

D'Eoures le curé
 Malade était; or, il n'était pas si *curé*,
 Car fort gras il était. Mais, malgré cette chance
 De pouvoir à son gré sur *une bonne panse*
 Tambouriner, plus d'un, sur terre, hélas! pâtit,
 Très oppressé par l'asthme.

Ainsi, sans contredit,
 D'Eoures souffrait bien le pauvre digne prêtre.
 — Le docteur de Lachaup me guérira peut-être,
 So dit il; et voilà qu'il charge son neveu
 D'aller le voir. — D'urine il me faudrait un peu.
 Dit le docteur, pour voir ou si c'est un furoncle
 Ou bien un squirre, un chancre... Et l'enfant à son oncle
 Dit bien tout. Le curé, sans souffler un seul mot
 D'objection, en donne au petit un gros pot.

- Mê malurousamënt lou nebou su sa routa
 Rescouànta d'agrafieus. Pausa lou pot ; escouta
 Si ouis rên, é, quand a bien regachà, 'scoutà,
 1865 Alors, se crei sourèt ; ena dei ceriesiéras
 Vai scarar. Mes tout près li a quauquei meissouniéras
 Qu'an fach en pau mieijout su la baucha d'en clot,
 E li soun assetàs. Couma an vist me soun pot
 Lou pechot arrihar é que din lou vilàgè
 1870 En pau trop a parlà de soun recënt vouïagè,
 Una bien daise vén ; e' changea la licour
 Que lou marri devié pourtar ou grand douctour.
 Bien couflà d'agrafieus, lou nebou se devàla,
 E si rëdë, de pôu d'être vist, que s'espàla.
 1875 Pren lou pôt é lou pouarta enfin au medecin.
 Par regagnar de tèmps, tout lou long dou chamin
 Courrè, maugrà lou vase. A Lachaud, lou presènta
 Ou douctour. Aqueu-ci, couma seisi de crènta,
 Quasi mêmé d'esfrai, quand a 'nspectà l'affar,
 1880 Me soun lourgnoun, poua pas s'empachar de li far:
 — Bèn, toun ouclé's encënt d'enà meinà, è vesiblè ;

Mais malheureusement le neveu, sur sa route
 Trouvant des cerisiers, pose le vase, écoute,
 Bien attentif, regarde un peu de tout côté,
 Et puis, quand il a bien écouté, regardé,
 Se croyant seul, sur un des arbres à cerises
 Il grimpe. Sur les bords d'un plateau sont assises
 Des moisonneuses qui viennent d'un peu dormir.
 Or, comme elles ont vu, chargé du pot, venir
 Le petit qui, d'ailleurs, un peu trop, au village,
 A parlé, l'étourdi ! de son récent voyage,
 Une d'elles s'approche et change la liqueur
 Que le petit devait porter au grand docteur.
 De cerises repu, le neveu descend vite,
 Déchirant ses habit, dans sa rapide fuite.
 Il prend le pot, le porte enfin au médecin.
 Pour regagner du temps, tout le long du chemin,
 Malgré le vase, il court. Voilà qu'il le présente
 Au docteur. Celui-ci, de crainte, d'épouvante,
 Est saisi, quand il a, se servant d'un lorgnon,
 Bien inspecté la chose. — Ah ! dit-il, mon garçon,
 Ton oncle !... il est enceint d'un enfant ; c'est visible ;

Oui, que n'ani autramënt aco n'es pas poussiblë;
 Dèu, d'après sa pissania, èstre à soun darrier mës.
 Me troumpou, si's pai ensi, par la premiéra fës.

1885 Arnaud de Sigouïer, vèu, jamai se troumpàva;
 Toutei lei maratiés subit lei devinàva;
 E, cé qu'èra pu fort é varié mieis encà,
 De vite lei garir éra quasi assurà.

Qui pourié dire tout cé que s'imaginàva?

1890 Suivant lou mau, souvënt en d'autrès ourdounàva
 D'avalat fouscarça *peuts* dinc en veirë betàs;
 E, par se proucurar *aquëlas saletàs*,
 D'escarnassar les pïeus de marriés toutei jouvas,
 Qu'aguëssin bien, surtout, à la têtas de *bouras*,

1895 Vouï demandou si aco devié bien attirar.
 Hé bën, chausa que chau justamënt admirar,
 Mancàva pai de jout qu'aguëssi de praticas,
 Que mai que d'èna fës éran richas é chicas.
 Li arribàva de monudë é continuélamënt

1900 Des endrêts les pu luëncs d'aquou despartamënt.
 Que disou? n'i'n venié de Paris, d'Engletèrra,
 Bën que fassèssi mèmë ou bèu mounde la guèrra,

Qu'il en soit autrement, non, ce n'est pas possible.
 D'après l'urine il doit être à son dernier mois,
 Sauf que je fasse erreur pour la première fois.

Arnaud de Sigoyer, lui, de toute sa vie,
 Ne se trompa jamais sur une maladie;
 Et ce qui valait mieux encor, pour en finir,
 Il était presque sûr de vite les guérir.

Tout ce qu'il inventait est vraiment incroyable
 Il conseillait parfois, oh! c'est abominable,
 D'avalat force *poux* dans un verre jetés;
 Et, pour se procurer ces *belles saletés*,
 De peigner avec soin de toutes jeunes filles,
 Auxquelles les humeurs eussent fait des *résilles*.

Est-ce que tout cela devait bien attirer?
 Eh bien! chose qu'il faut justement admirer,
 Pas de jour se passait sans qu'il n'eût des pratiques,
 Même plus d'une fois riches et magnifiques.
 Il lui venait du monde, et continuellement,
 Des lieux les plus lointains de ce département;
 Que dis-je? il en venait de Paris, d'Angleterre,
 Bien que même au beau monde il fit souvent la guerre.

- E qu'è dâmas surtout moustrèssi bien lei dènts ;
 Si chioupiàva quaucun, èra lei bèlleï gènts.
- 1905 En veient arribar ena superba nipa,
 Etant te lidisié : — Que vènes far, ganipa ?
 E piéi chau dire encà qu'èra laid à fa pòu,
 Mèmè quand, par asard, èra abilha de nòu.
 A Tarard, en bèu jout, li aïé la counferença
- 1910 Des preirès dou cantoun. — Veici'n cas de counsciença
 A resoudrè, dissèc, en se levant tout drèch,
 Moussu Rous, lou farçur de curà de Lestrèch :
 L'autre jout que de Gap m'envenieu, rescountrèrou
 Dous ou trës Sigouïards que poulimènt saluèrou.
- 1915 — Ah ! moussu lou curà de Sigouïer, bouanjout,
 Dissèran. — Vous troumpà, ben que fassi grand jout,
 Respoundèrou ; m'avé pai bien regachà 'n façade.
 Se dissèran, alors, entre èles à vois bàssa :
 — E verai, car lou nouèstre e bien pu laid encà.
- 1920 Messiers, countinua Rous, n'ai jamai bien marcà,
 N'ausou pas ou miroir regachar ma babina,
 Crènta d'èstre esfraïa de moun afrousa mina ;
 Mè, me counsoularièu de moun malurous sort,

Et qu'aux dames surtout il montrât fort les dents ;
 S'il gourmandait, c'était surtout les belles gens.
 En voyant arriver une toilette fine,
 Autant il s'écriait : — Que veux-tu, gourgandine ?
 Puis il faut dire aussi qu'à voir il faisait peur,
 Fût-il vêtu de neuf, par sa rare laideur.

Des prêtres du canton, un jour, la conférence
 Se tenait à Tallard. — Un cas de conscience,
 S'écrie, en se levant, le farceur de Lettret,
 Monsieur Roux ; décidez-le aujourd'hui, s'il vous plaît :
 En revenant de Gap, un beau jour, je salue
 Deux ou trois Sigoyards. Eux, d'une voix émue :
 — Ah ! monsieur le curé de Sigoyer, bonjour !
 -- Vous vous trompez, leur dis-je ; il fait pourtant grand jour :
 Ah ! vous ne m'aurez pas regardé bien en face.
 Alors, ces braves gens se disent à voix basse :
 — C'est bien vrai, car le nôtre est autrement plus laid.
 Eh bien, messieurs, des deux le plus laid qui donc l'est ?
 J'ai toujours marqué mal et n'ose dans la glace
 Me regarder par peur de mon affreuse face.
 Je me consolerais cependant de mon sort,

E des pèds é déi mas applaudirieu bien fort,
 1925 Si vouria decider, cé qu'ès, d'ailhérs, vesiblè,
 Qu'Arnaud, eici presènt, es encà pus ourriblè,
 Qu'è bien veu lou pu laid, dei dous, é noun pas ieu.

Dengu n'ousè dou cas dounar la soulutieu,
 Mè rièran bien touts. Sirè Arnaud chantouriàva
 1930 Par fa lou bouan garçou ; mès, ou founds, que
 [fumàva !...]

Maugrà soun laid visagè é soun abord groussier,
 D'en famus medecin, é quasi d'en sourcier,
 Alé lou grand renoum embè la clientèla
 Que venié de partout noumbrousa outant que bèlla.

1935 Dei medecis aco fasié gaire l'affar.
 Ah ! de pleintas perieu van pai mancà de far :
 Ou disan à l'Avèsquè. Aqueu-ci lèu fulmina,
 E defendè ou curà de fa de medecina.

Mes aquela defènsa ou moundè que fasèc ?
 1940 Rèn ; mèmè à Sigouïer de pu bèlla venguèc.

Pretendou pas qu'aco tenguéssi dou proudigè ;
 Noun, quauqu'un qu'es victima a'ncà mai de prestigè ;
 Lo gagna pas, lo perdè, en fasèn de martirs ;

Et des pieds et des mains j'applaudirais bien fort,
 Si vous jugiez, ce qui, d'ailleurs, est bien visible,
 Qu'Arnaud, ici présent, est encor plus horrible.
 C'est bien lui le plus laid de nous deux, n'est-ce pas ?
 Nul ne veut décider ce difficile cas,
 Mais on rit, et beaucoup. Sire Arnaud des dents grince,
 Et fredonne pourtant pour faire le bon prince.
 Malgré son laid visage et son abord grossier,
 D'un fameux médecin, et même d'un sorcier,
 Il avait le renom avec la clientèle
 Qui venait de partout, nombreuse autant que belle.
 Ce qui ne plaisait pas beaucoup aux médecins.
 Amèrement aussi bientôt ils se sont plaints,
 Même au premier Pasteur, qui contre Arnaud fulmine.
 Oui, l'Évêque interdit au curé la médecine.
 Mais que fit sur les gens cette interdiction ?
 Rien ; même en plus grand nombre à Sigoyer vint-on.
 Je ne prétendrai pas que ce fût du prodige ;
 Non, lorsqu'on est victime, on accroît son prestige.
 On perd plus qu'on ne gagne à faire des martyrs.

- Dounc fouguèran troumpas les feroces desirs
 1945 Dei medecis de Gap couantrè aquou bravè preirè :
 Lou fèran qu'esaltar, ou luéc de lou fa cheire ;
 Par lei sotas rigours de la persecutieu
 Fèran que li dounar mai de reputatieu.
 Mè van fumar encà d'ena dròla de chausa
 1950 Que tomba su lour nas couma'na grossa lausa.
 Doui gendarmas, en jout, de la part dou prefèt,
 Vénan par l'arrestar ; lour jua'n tourt, é parfèt.
 A l'un di : — Bé, moun bravè, arribès justè à l'oura ;
 Tardèssis enca'n pauc, éras fichà, *tacoura* !...
 1955 Vai, joliamment aïés de me veirè besoun :
 Semblès en mouart é siés jaune comme un coudoun.
 Déves sèntre souvènt de destrèchas tarriblas ;
 Anèn, di-mè si as pas de tranchèias ourriblas ;
 E, piei, si quaquà rèn de bien pounçu, de dur,
 1960 Souvènt te sembla pas te pouni ou bas dou cur.
 — Que sourcier !... A quou preire es estraurdinàri,
 Pensa l'ome, mourdu par lou verp soulitàri :
 — Devinà bien, li di, mon mau, mon bouan curà ;
 Si poulà m'en garir !... a déjà prou durà.

Ainsi furent déçus les féroces desirs
 Des médecins de Gap à l'endroit du bon prêtre ;
 Loin de le renverser, on ne fit que le mettre
 Plus haut sur le pavois ; la persécution
 Aveugle et sottie accrut sa réputation.

Mais tombe sur leur nez, comme on dit, une tuile,
 Qui de fureur les fait comme bouillir dans l'huile :
 Deux gendarmes, un jour, de la part du préfet,
 Viennent pour l'arrêter ; mais c'est un tour parfait
 Qu'il leur joue. — Ah ! c'est temps d'arriver, imbécile,
 Dit-il à l'un des deux ; plus tard fort inutile
 De venir c'eût été : vraiment c'était besoin
 Pour toi de m'arriver ; tu sembles un vrai coing.
 Tu dois sentir souvent des douleurs, et terribles ;
 Dis, n'éprouves-tu pas des coliques horribles ?
 Puis, de je ne sais quoi de dur et d'acéré,
 Là, tout en bas du cœur, n'est-tu pas torturé ?
 — Quel sorcier ! mais ce prêtre est extraordinaire,
 Pense l'homme, mordu par le ver solitaire.
 — Vous devinez, dit-il, mon mal, mon bon curé ;
 Guérissez-m'en, il n'a déjà que trop duré.

- 1965 — E bén, soit ! Anèn, di : vas souvènt à la sèlla ?
 — Que trop, que me fai mau des pèds à la çarvellà.
 Mè lou mestiar ou vouar, é sabé bien que chau
 Qu'en gendarma souvent, lou paurè, ani à chavau.
 — Ni te coumandou aco, ni perieu tou defendou,
 1970 Mè n'es p'aco perieu, gros *testori*, qu'entendou ;
 Par emplier lou mot proprè : es què *c...* bien souvènt ?
 — Que trop, encà, moussur ; voui direi memamènt,
 En parlant par respèt, (aqui d'ena maniéra
 Qu'en'es pas trop poulié, què mèmèen pau groussièra),
 1975 *E si clar qu'ou beurià*. — Marci, *fouchi salop*,
 Préferou que d'eici te'n anis ou galop ;
 Mes, anèn, embè touts patiença chau bien prèndrè,
 Couma chau par lou mau que vous fan lou bè rèndrè.
 Vouarou dounc te garir, ensi que vou ai proumès,
 1980 Que fassis *tout bien clar ou qu'ou fassis espès*.
 Din la cura, à la crota, ena soulida crocha
 Es tancà ; prou soulida es perieu ta cabocha ;
 Anèn te pendourar en moumènt par les pèds ;
 Seré bien vite fach ; n'ais pas pòuc ; après,
 1985 Couma vas èstre urous de veire que coumplèta

Soit ! allons, dis, vas-tu bien souvent à la selle ?
 — Que trop : j'en ai du mal des pieds à la cervelle ;
 Vous savez : le métier le veut, il faut filer ;
 Un gendarme souvent à cheval doit aller.
 — Pour cela je n'ai rien à prescrire, à défendre ;
 Aussi, ce n'est pas ça que je veux faire entendre ;
 Te faut-il bien souvent, pour dire le fin mot,
 C ... ? — Par trop encore il me faut *faire au pot*
 Et, sauf votre respect (parlant d'une manière
 Qui, loin d'être polie, est même un peu grossière),
Vous le boiriez, monsieur, tant c'est clair. — Ah ! plutôt
 Va-t-en d'ici bien vite, et bien loin, *saligot* !...
 Mais, comme pour le mal qu'on nous fait il faut rendre.
 Le bien, avec tous patience il faut prendre,
 Donc, je te l'ai promis, sans vouloir m'enquérir
Si tu fais clair ou non, je m'en vais te guérir.
 Une pointe solide est fixée à ma voûte ;
 Ta tête l'est aussi, bien solide, sans doute.
 Nous allons te suspendre, un moment, par les pieds ;
 Ce sera fait bien vite ; oh ! pas peur, et, après,
 Tu seras très-heureux, en voyant que complète

- Serè ta guerisoun ! D'ena santà parfèta
 Pensou que jouirès é que suéffrirès pus.
 — Que de remarciaments van vous èstre dougus,
 Di lou gendarma. — Oh ! vai, basta que te guarissi,
- 1990 Es tout cé que demandou é que Dieu te benissi.
 Rèstes pas, bregadier, aqui, couma en badaud,
 Sensa ren far, adjué-mè.... Adu-mè de lach chaud,
 Tu, Rosa, (dou preirè éra, aquèla, la chambriéra).
 Estàchoun lou gendarma ou clavèu, de maniéra
- 1995 Que sa tèsta pendori én dessus dou lach chaud.
 — Bàda, di lou curà, la goura, groi nigaud.
 Dinc en moumènt vaqui qu'en large verp devàla,
 Attirà par l'oudour dou lach, é s'en regàla.
 Lou preirè l'arrapant, lou tira lèstamènt,
- 2000 E lou paure omè sentè un grand soulagement.
 Lou rebétan su péd é, piei, lou brave preirè
 Me toui dous voua touchar dous ou très cops lou veirè;
 Lour servè en pau de touma é de soun meilhoun vin.
 Les preirès en resèrva en pau de boua, de fin,
- 2005 Pouan n'avèr, quoiqu'hèlas ! richès sièin pègaire.
 — An aco des curas, disié moun paure paire,

Sera ta guérison ; d'une santé parfaite
 Tu jouiras, je pense, et ne souffriras plus.
 — Que de remerciements, monsieur, vous seront dûs,
 Dit le gendarme. — Oh ! va, que bien je te guérisse,
 C'est tout ce que je veux et que Dieu te bénisse.
 Brigadier, ne sois pas, là, comme un gros badaud,
 Sans rien faire ; aide-moi... Apporte du lait chaud,
 Toi, Rose (du curé c'était la chambrière).

Au clou, donc, le gendarme est fixé de manière
 Que sa tête balance au-dessus du lait chaud.
 — Ouvre, dit le curé, la bouche, gros nigaud.
 Bientôt le ver descend et vers le lait s'avance ;
 Mais il est bien puni de son intempérance :
 Le curé, qui l'a pris, le tire lestement,
 Et le pauvre homme éprouve un grand soulagement.

L'ayant remis sur pied, le curé débonnaire
 Veut trinquer plusieurs fois avec tous deux le verre.
 Il leur sert du fromage et de son meilleur vin ;
 Les curés en réserve en ont du bon, du fin,
 Parfois un peu, malgré leur trop grande misère.
 — Va, Jean, chez les curés, disait mon pauvre père,

(Que lou repausi Dieu !), te chau, moun Jean, anar
 Par de bouan vin avër. Ensi, par badinar,
 E pai sen rirè en pauc, parlava à-n-en vicari
 2010 En ome de san Roch, proche dou Puy-Saniari ;
 E dengu couma veu par couneissè lou vin.
 Veu mèmè n'en vendié de tament couquin,
 Que fouarça gènts souvènt de San-Roch tout de cairè,
 Tout chambris é tout lourds, redescendien, pechaire !
 2015 En lei veïent tenir tout lou chami ou boutiar
 Murailhas é bouissous é me pèna gagnar
 Lour pouarta, lei vesis de rire, de se touardrè,
 En disènt : — Paure diable, ah ! te siés leissa
 [mouardrè.

Par lou chi de Massot !.... Aqueu-ci dounc avié
 2020 De boua vin é mai d'en patalo n'en bevié,
E toujout sèc.

En jout que li offran la caràfla
 Par arrousar sou vin d'en pau d'aigua, lou ràfla
 Subitamènt é pur, en disènt : — Oh ! pardoun !
 Leissèn l'aigua ei mouniers, vèlles que n'an besoun.
 2025 Mes ieu venir n'en beurrè, es pas poussiblè qu'ausi.

(Que Dieu l'ait avec lui !) quand du vin bien content
 Tu voudras être. Ainsi, riant, guoguenardant,
 Un homme de Saint-Roch, tout près du Puy-Sanière,
 A table, s'exprimait, chez un certain vicaire.
 Personne comme lui pour connaître le vin.

Lui-même en débitait de tellement coquin,
 Que bon nombre de gens, les pauvres misérables !
 Descendaient de Saint-Roch, en zigzacs lamentables.

Les voisins les voyant le chemin arpenter,
 Puis choir dans les buissons, les murailles sauter
 Et chercher presque en vain leur porte, de se tordre,
 De rire et de crier : — Ah ! tu t'es laissé mordre
 Par le chien de Massot !... Celui-ci donc avait
 Du bon vin. Plus d'un pot, en outre, il en buvait,
Et toujours sec.

Un jour, quelqu'un, non sans malice,
 Offre à boire à Massot de l'eau. Quel sacrifice,
 S'il lui fallait en boire : — Oh ! non, dit-il, pardon !
 Aux meuniers laissons-la ; les en priver, non, non !
 Certes ! leur faire tort, en la buvant, je n'ose.

- Noun, noun!.. moun paure paire, (oh que Dieu lou
[repausi!
D'aigua li ai jamai vist ena gouta avalar,
E vourè qu'à moun vin ieu n'en véni mesclar!...
D'après aqueu brave ome, (é bien eisa's à creire),
2030 De vin pas trop marri l'o troba vès en preirè.
N'a prou besoun, hélas! quant de cops, par piatà
E maratès n'en fai l'utila charità!
E n'a besoun pereu par recebre en counfrari,
E par l'Avèsquè li's mèmè en pau necessari.
2035 Ei gendarmas Arnaud douana quasi 'n festin.
Quand se soun repastàs, ou gari di : — Cousin,
Quauque tèms, te choudrè prendrè 'na medecina.
Veici cé que vas far : embè aquèla racina ;
Te farès de tisàna é n'en beurès douas fès ;
2040 Sensa gi de dangier pouas anar dinquié à trës.
Segur que suэфfirès bien mench que d'abituda ;
Pouirès sèntre pourtant en pau d'enquiètuda ;
Alors din tu dou verp seré 'ncà pau restà ;
Mè m'aco n'en serès entièramènt vieudà.
2045 Bouan viàgè, mei meinas, que Dieu vous accounpàgni,

Tenez : mon pauvre père (ah ! que Dieu le repose !)

Jamais d'eau n'avalà ; pourrais-je en avaler ?

Non ! Ce liquide impur, je ne puis le mêler

A mon vin !...

D'après lui, (c'est bien facile à croire,

D'ailleurs), chez les curés du bon vin l'on peut boire.

Ils en ont bien besoin : aux malades souvent

Ils font par charité de ce vin le présent.

Il leur en faut aussi pour traiter un confrère ;

Pour l'évêque il leur est même un peu nécessaire.

Aux gendarmes Arnaud donne presque un festin,

Puis il dit au guéri : — Ce n'est pas tout, cousin,

Il faudra quelque temps prendre une médecine :

Tu feras pour cela bouillir cette racine,

Puis, de cette tisane au moins boiras deux fois,

Et tu peux sans danger aller jusqu'à trois fois.

Tu souffriras, pour sûr, bien moins que d'habitude ;

Seulement si tu sens un peu d'inquiétude,

Dans ton ventre un tronçon du ver sera resté ;

Mais tu seras de tout avec cela vidé.

Que Dieu vous accompagne, enfants, et bon voyage !

- E vei vous, de retourt, troubà que tout bèn àni.
 Partèran, sens ousar dirè qu'éran vengus
 Par lou prendrè é menar en presoun couma 'n gus.
 Quand fouguèran à Gap, vei lou prefèt mountèran,
 2050 E bien esatamënt lou tout li racountèran.
 Lou prefèt rissè bien é fouguè pu questieu
 De prendrè lou bouan preirè ; aguè la parmissieu
 De fèt, sinoun d'escrich, de far de bèn su tèrra,
 En soulageant lei gènts de mai d'ena misèra.
 2055 Si Arnaud bien luènc aïé tant de reputatiou,
 De veu ses paroussiens aïen auta oupinieu.
 Les uns disien tout fort qu'èra un sant venerablè,
 E d'autrès lou creïén pu sourcier que lou diablè.
 Que n'en pensàva Lisa é qu'idéïa n'aïé,
 2060 Ou sau pas, më, les pieus tout débândàs, venié,
 Quauquei moumènts après lou despart dei gendàrmas,
 En plourant, li fa part de ses tristas alàrmas.

De retour, trouvez tout à souhait, au ménage !
 Sans oser déclarer qu'ils avaient mission
 De prendre et de mener le bon prêtre en prison,
 Ils reviennent à Gap. Chez le préfet ils montent,
 Et très-exactement le tout ils lui racontent.
 Le préfet rit beaucoup ; plus ne fut question
 De prendre sire Arnaud ; il eut permission
 De fait, sinon d'écrit, de faire, sur la terre,
 Du bien, en soulageant mainte et mainte misère.
 S'il avait tant, au loin, de réputation,
 Ses paroissiens avaient, eux, haute opinion
 De leur curé : tantôt bien saint, bien vénérable,
 Ils le croyaient, tantôt plus sorcier que le diable.
 Je ne sais ce que Lise alors en opinait ;
 Mais, les cheveux épars, la pauvre, elle venait,
 Quelques moments après le départ des gendarmes,
 En pleurant lui conter ses cruelles alarmes.

CHANT XII.

LOU DIABLE TUA.

- Dounc ena affrousa scèna é Garins s'es passà :
 Soui les uouts de sa fèna a 'stà près Ligousà.
- 2065 Mè su lou chamin vén tout béu just de lou véirè
 Dispareissè, que vai bien rēdē vei lou preirè,
 Leissant ses trei meinàs desouràs à meisoun,
 Par li countar qu'hèlas ! soun paurè omē en presoun
 Vén d'èstre bél é bèn mena par lei gendàrmas.
- 2070 Davant la cura arriba, é bien lèu, touta en làrmas,
 — Pan, pan, fai. — Qui tabàsa ? — Ieu, moussu lou
 [curà.
 — Attende que moun fuéc siéi 'n pauc empurà,
 E tout de suita vau te durbir.... Ah ! 's tu, Lisa ?
 Qu'es que dounc t'adu eïci ? que vënt, que bouana bisa ?
- 2075 Mès de pichar tant fort n'èra pai de besoun,
 Si m'aiés espessà ma pouarta !... E que resoun,
 Que moutif dounc t'a fach venir en aquela oura ?
 N'ouriés pu gi de burè à bêtre din toun oura ?
 Si vénès par charrar vei moussu lou curà,

CHANT XII.

LE DIABLE OCCIS.

Jean Ligousa vient donc d'être pris, sous les yeux
 De sa femme, aux Guérins, spectacle douloureux !...
 Mais à peine s'il a disparu de la scène
 Qu'au curé Lise veut faire part de sa peine.
 Laissant à la maison ses malheureux enfants,
 Elle vient lui compter le fâcheux contre-temps
 Grâce auquel son époux est aux mains des gendarmes.
 A la cure elle arrive, et bientôt, toute en larmes,
 — Pan, pan ! — Qui frappe ainsi ? — Mon bon curé, c'est moi.
 — J'attise un peu le feu, puis vais ouvrir.... C'est toi !...
 Je ne me trompe pas, oui, c'est bien toi, la Lise.
 Qu'est-ce donc qui t'amène ? Est-ce une bonne bise ?
 Mais tu frappais trop fort ; oui, c'était un peu vif....
 Si tu m'avais brisé ma porte !.... Et quel motif
 A la cure te fait venir à pareille heure ?
 Si tu viens pour causer chez monsieur le curé,

2080 Te troupës : sables prou que n'es pai desoubrà ;
 N'a pai de têmes à pérdrë. — Anà, si vei lou preirë,
 En aquest' oura, vénou, oh ! noun, noun, chau pas
 [creirë

Que siëi par placiàr é par pérdrë lou têmes ;
 Quand ourën devisà quauquei moumënts ensëns,

2085 Vërë qu'ai prou resou de venir à la cura.
 Oh ! qu'esfrai din moun cur et qu'affrousa tortura !
 — As ën marâtë ? en mouart ? — Bén, noun, më vërë
 [lëu

Que cé que nous arriba es pu-tristë belëu.

Ah ! si sabià cé qu'ës ! Oh ! par ieu que vargougna !

2090 Que malur !...Paurë Jean!... O canailha ! ô *charougna* !
 Grand couqui de Michëu !. — Couanta më lou malur
 Que t'ouppressa si fort é desora toun cur.
 — Oui, vau voui racountar ; më pas trop à ma gloira,
 Aquëlla maluroussa é bien drôla d'istoirä.

2095 — Eh bén, te vau durbir. — Oui, durbé-më, moussur,
 Par me calmar, de vous ai besoun bien segur.

E lou preirë li duërbë. Alors, é ploura é bräma ;

L'o dirié que debàna é que vai rendre l'âma.

Li couanta tout pourtant, é, piei, di : — Sau pas fort,

Tu te trompes : tu sais qu'il n'est pas désœuvré ;

Son temps est précieux. — Allez, si chez le prêtre,

A cette heure, je viens, oh ! non, ce ne peut être

Simplement pour causer et pour perdre le temps.

Oh ! veuillez m'écouter durant quelques instants.

Et vous verrez que j'ai de venir à la cure

Des motifs excellents ; quelle affreuse torture !...

— Est-ce pour un malade ? Aurais-tu même un mort ?

— Non, mais peut-être, hélas ! c'est bien plus triste encor,

Monsieur, si vous saviez !... Pour moi quelle vergogne !....

Quel malheur !... Pauvre Jean ! ô canaille, ô ch....

Grand coquin de Michel !... — Conte-moi le malheur

Qui t'opprime si fort et désole ton cœur ?

— Mais, sans doute, il faut bien que je vous le raconte

Ce malheur singulier qui me couvre de honte.

— Eh bien ! je vais t'ouvrir. — Oui, monsieur, ouvrez-moi ;

De vous j'ai bien besoin pour calmer mon émoi.

Et la porte s'ouvrant. Lise sanglotte et pleure.

Il semble qu'elle va rendre l'âme sur l'heure.

Elle raconte tout, et puis dit : — C'est un sort

- 2100 Mès crèu bien que lou diablè a su nous tapa'n sort.
 Mes fèblè è soun pouvèr devant voustà puissança,
 Moussur, exourcisa-lou ; oh ! que bouanur, que chança,
 Si pouvia couchar luènc aguou demoun affrous,
 Que nous a touts rendus, encui, si malurous !...
 2105 — Couma ! serià 'mbarnàs !... Que siés dounc fouala,
 [Lisa,
 Par dirè ena pariéra é si grossa bestisa !...
 Vous autrès, paurès gèns, trouba de sorts din tout,
 E lou diable, perieus, lou rescountrà partout.
 Anèn, chau pourtant èstrè en pau mai resounablè.
 2110 Laissa, vau te countar ena istoirà dou diable,
 E vèrès que souvènt n'es pas entè l'o crei.
 En quauquei mots, pai longs, Lisa, tou prouvarai.
 Ena dàma aié 'n chat qu'amàva, é pièi qu'amàva,
 Oh ! mai que lou bouan Dieu, si parfét li semblàva.
 2115 E cependant fasié de farças bien souvènt.
 Mangeàva gĩ de rats, mès countinuélament
 S'attacàva à la vianda, é rèn que respetèssi,
 Rèn que de tout coustà lou pilhard n'agantèssi,
 Me n'ourié 'nea mai fach, ourié pilhà pu fort,

Que le diable a jeté sur nous, je le crois fort.
 Mais faible est son pouvoir devant votre puissance ;
 Daignez le conjurer : O bienheureuse chance
 Si vous nous délivriez de ce démon affreux
 Qui nous rend en ce jour, hélas ! si malheureux !...
 — Comment !... sur vous un sort ! Es-tu donc folle, Lise,
 Pour oser avancer cette grosse bêtise !...
 Ah ! pauvres gens ! des sorts, vous en trouvez en tout ;
 Et vous voyez le diable également partout.
 Allons, pourtant il faut être un peu raisonnable.
 Je veux te raconter une histoire du diable ;
 En quelques mots bien courts je m'en vais te prouver
 Que souvent il n'est pas où l'on croit le trouver.
 Une dame à ce point s'était laissée éprendre
 De son chat, que pour Dieu son cœur était moins tendre
 Il était sans défauts, bien qu'il fût fréquemment
 Des farces. Il prenait des rats fort rarement ;
 Mais, sans rien respecter, il mordait à la viande
 Dont sa gloutonnerie était surtout friande.
 N'importe, il eût cent fois volé, pillé plus fort,

- 2120 Jamai veu, mes toujout la chambriéra aïe tort.
De souarta que dëngu, que pas ena chambriéra,
Pouïé restar aquí. N'en vén ena darriéra
En qui couantan l'affar. — Li restarè pai mai,
Que li disan, oh ! noun, li restarè jamai.
- 2125 — Eh bén, li restarei, respouandë la couquina
Que mai que d'autras èra entalligënta é fina ;
Ou vërë. Qu'es que fai ? Vaqui qu'en bèn matin
La damà èra sourtié. — Gusas de chat, gredin,
Li di : que m'as cassà ? Qu'es que dounc as fa cheirè ?
- 2130 M'ou païarès, é char ; ou moundë vau fa véirë
Que d'eici n'es pas ieu que sourtrei, më bien tu
Que n'en serès couchà ; mëmë ai espoir, gros goulou,
Que vieurès pai lountëms. Aco dich, s'en vai prendrë
En pechou fouët, é piei, sen pu mot far entendrë,
- 2135 Davant lou chat se signa é jua dou martinët,
En li courrënt après, su lou paure *minët*.
Recoumënça aquou trinc quatre ou cinqjouts de fila,
Dou tëms que la bourgeoisa en vesita es en vila.
Enfin li di 'n bèu jout : — Es piei trop, chau me far

Le chat avait raison et la servante tort.
C'était ainsi toujours ; aucune chambrière
Qui pût demeurer là. Pourtant à la dernière
Arrivée au logis comme on dit que long feu
Elle n'y ferait pas, qu'elle y resterait peu.
— Plus que vous ne pensez, dit-elle. La coquine
Plus que d'autres était intelligente et fine :
Voici ce qu'elle fit. Un jour, de bon matin,
La dame était sortie. — O gueux de chat, gredin,
Se met-elle à crier, ô bête abominable,
Qu'as-tu cassé ? Bientôt on verra, misérable,
Qui sortira d'ici ; ce ne sera pas moi,
J'en donne ma parole ; oh ! non, ce sera toi.
Car tes jours sont comptés. Elle dit et va prendre
Un petit fouet et, puis, sans plus mot faire entendre,
Elle se signe et court après maître *minet*.
Qu'elle rosse à plaisir à coups de martinët.
Elle en fait tout autant, quatre ou cinq jours de file,
Pendant que sa maîtresse est en visite en ville.
Puis, un jour, l'abordant, elle lui dit : — Enfin,
C'en est trop, faites-moi mon compte, ce matin.
— Quelle mouche te pique ? ou bien dans la cervelle

- 2140 Moun compti, vau partir. — Oh ! que subit affar,
 Fai la dâma, te prèssa, é qu'as din la çarvéla,
 Ou que mouissa te pouni ? 'splica-te, ma bèlla.
 — Rèn que me pouni, mès n'ai pai enviâ de restar
 En coumpanié dou diablè. Aquou mot fai mountar
- 2145 Dinquié ou nas la moustarda à la fièra bourgeoisa.
 — Lou diablè vès ieu, di !... Que gusa de François !
 Mentuso, poulissouna, entè es dounc lou demoun ?
 Arrâpa par lou sôu, disènt aco, 'n bastoun,
 Par li fichar. — Entè es ? respouandè la lurouna,
- 2150 Lou vaqui, 's vouaste chat, tené, qu'alai rounrouna.
 — Moun chat, moun bèu minèt, dises qu'è lou démoun !
 — Eh ! Bén, oui, vouaste chat, 's en demou veritablè,
 E vau vous ou prouvar : Sabé bien que lou diablè
 A 'na tarribla pôuc dou signè de la crous,
- 2155 Bén, veié quauqua rên de bien espetaclous ;
 Se quèsa, mè se signa, é lou chat de tout cairè
 Sauta é vouara en mieurant, mêmè en jurant. Pe-
 [chairè !
 Si fai tout aquou trinc, ah ! cé qu'a pôuc des cops,
- 2160 Qu'après la crous, toujout li bletissan les os.
 Se doutant pai dou tout dou parfidè manègè,

Qu'as-tu, lui dit la dame ? Explique-toi, ma belle.
 — Rien qui me pique, mais je ne veux pas rester
 Avec le diable ici. Ce propos fait monter
 Jusqu'au nez la moutarde à l'altièra bourgeoise.
 — Le diable ici, dit-elle, ô gueuse de François !
 Menteuse, polissonne, où donc est le démon ?
 Ce disant, elle prend par terre un gros bâton
 Pour l'en frapper. — Il est, lui répond la luronne,
 Chez vous : c'est votre chat qui près de vous ronronne.
 — Mon chat, mon beau minet, c'est, dis-tu, le démon ;
 Tu l'es toi, bien plutôt, ose dire que non ?
 — C'est votre chat, vous dis-je ; oui, c'est incontestable.
 Je vais vous le prouver : vous savez que le diable
 Du signe de la croix a peur terriblement ;
 Voyez donc quelque chose, oh ! de bien effrayant.
 Elle se tait, se signe, et le chat, pauvre hère !
 Sautè, vole, en faisant un vrai bruit de tonnerre.
 S'il fait ce train d'enfer, oh ! c'est qu'il a grand peur
 Des coups dont la croix est le signe avant-coureur.
 N'étant pas au courant du perfide manège,

- La dama commençava à creirè ou sortilègè,
 Quauquei mounènts après, quand lou chat revenguèc,
 Aqui que la chambriéra embè esfrai li dissèc :
- 2165 — Lou vaqui mai lou diablè ; à vouastè tout, madàma,
 Vouï-mèmmè signa-vous, é jurou su moun àma
 Que lou chat vai partir encà couma en demoun ;
 En disènt qu'è lou diablè ai dounc cent cops resoun.
 Ah ! de restar eici, noun, noun, n'es pu possiblè ;
- 2170 Que li sia restà, vous, es encoumprensiblè.
 La dàma alors se signa, é vaqui qu'ou plafoun
 Lou chat vouàro en uèrlant. — Veïé qu'è lou démoun,
 Reprèn nouastra chambriéra. — O moun Dieu, crié
 [la dama
 Que sembla estrè brulà de l'enfarnàla flàma,
- 2175 Couma !.. aïeu dounc lou diable eici, din ma maisoun !..
 Qui me delivrarè d'aquel afrous demoun ?
 — Ieu, si vous fai plasèr ; douna-mè carta blàncha,
 Lou coucharei d'eici ren què d'en cop de bràncha,
 E d'en signè de crous, de souarta que jamai
- 2180 Lou veirè plus. — Par ieu serè bien granda jai.
 — Eh Bén, ana-voui n'èn, quauquei mouments en vila :

La dame est sur le point de croire au sortilège ;
 Quelques moments après, le chat revient tout coi ;
 La servante s'écrie, en jouant bien l'effroi :
 — Voici le diable encor ; à votre tour, madame,
 Vous-même, signez-vous, je jure sur mon âme
 Que le chat va partir encor comme un démon,
 E de l'appeler diable alors j'ai bien raison.
 Ah ! de rester ici, non ce n'est pas possible.
 Que vous l'ayez pu, vous, c'est incompréhensible.
 Et la dame se signe, et voilà qu'au plafond
 Le chat vole en hurlant. — C'est donc bien le démon.
 Reprend la chambrière. — O mon Dieu, dit la dame
 Que l'enfer semble avoir atteint de sa flamme.
 Comment !.... j'avais le diable ici dans ma maison !...
 Qui me délivrera de cet affreux démon ?
 — Moi, si vous voulez bien me donner carte blanche ;
 Je saurai le chasser, rien que d'un coup de branche
 Et d'un signe de croix ; pour sur, à l'avenir,
 Vous ne le verrez plus. — Tu me feras plaisir.
 — Eh bien, allez-vous en quelques instants en ville,

En revenënt, serë parfetamënt tranquila.

La dama partë, é, piei, quand revén, vei pu gis
De diablë soui la pèu dou *Raminagrobis*.

2185 La chambriéra l'a tuà. Alors, dou tarrën mèstra,
Aquëla eici souvënt se bétà à la fenèstra,
En disënt é veisis : — Eh Bén, sieu 'ncara eici,
E même, si Dieu plai, loun têmes n'en séré 'nsi.

Lou diablë n'è doun pas, continuà lou bouan preirë
2190 Partout ou l'o lou crei ; Lisa, t'ou vou ai fa veirë.

— Es pourtant bien vrai cé que féc à Jacob ?

— Vouares dirë beléu cé que faséc à Job ;

Sen doutë, mes aco, lou bouan Dieu mêmë ou couanta.

Me l'imaginatieu, quand ena fës se mouanta,

2195 Fai prendrë d'illusieus par de realitàs ;

Lisa, chau s'en mesfiar ; më li a de veritàs

Dignàs d'estre toujout creguas, car soun seguras.

T'en ai bien souvënt dich ; escouta encàra, avuras,

Aquëlas que veici : « *Recoultarès toujout*

2200 *Cé qu'ourès samenà.* » A la pouncha dou jout,

A la chàssa, toun Jean prou souvënt s'en anàva

Sen priar Dieu, lou dimënja, é la mëssa mancàva.

De retour, vous serez parfaitement tranquille.

La dame part, revient, et ne voit plus du tout

De terrible démon sous la peau du matou,

Occis par la servante. Alors victorieuse,

Du haut de la fenêtre, aux voisins, toute heureuse,

Celle-ci dit : — Eh bien, je suis encor ici,

Et j'y serai longtemps, si Dieu le veut ainsi.

Le diable n'est donc pas, Lise, ajoute le prêtre,

Partout, où l'on le croit ; tu l'as compris peut-être.

— N'est-ce pas vrai, pourtant, ce qu'il fit à Jacob ?

— Ce qu'il fit, tu veux dire, au très saint homme Job ;

Sans doute, mais cela, Dieu même le révèle ;

L'imagination, quand elle se monte, elle,

De fantômes, souvent, fait des réalités.

Définons-nous-en, Lise ; il est des vérités,

Au contraire, qu'il faut regarder comme sûres.

Je t'en ai souvent dit ; en voici d'un peu dures ;

Lise, écoute-les bien : « *On récolte toujours*

Ce que l'on a semé. » Dès la pointé du jour,

Le dimanche, ton Jean partait, et sans prière,

- Eh bén, d'aquou pechè lou bouan Dieu l'a puni.
 Mes escouta 'nca pauc, Lisa, n'ai pas feni :
- 2205 « *Couma l'o fai soun liéch, se di'ncà, l'o lou trapa* ». *Ou bouan Dieu l'o poua pas echapar ; vous arràpa Tôt ou tard ; é qui cracha ou ciel li toumba sus* ».
 Eh bén, souvènt toun Jean juràva couma en gus.
 Vaqui de tout aco la justa recoumpènsa.
- 2210 Avuras, chau que fassi 'n pau de penitènça ;
 Moun Dieu, n'a piei gi à fèt, toun Jean, de religieu.
 Tu mèmè m'as bien dich, qu'ou tèm de la missieu,
 Quand sounavan lou prônè, aïent pas à la bàna
 De li venir, disié : — Espessa ta campàna,
- 2215 *L'ase foutè* si vau me levar par li anar,
 Ieu, quand mèmè soubrieu cent cos de me damnar
 Qu'esèmplè a douna aqui par touta la paroissa !
 Oh ! me n'a ficha ou cur ena jolia d'engoissa
 De veirè que soungèava à soigner soun avèr
- 2220 Pu lèu que d'anà ou ciel en fasènt soun devèr.
 E qu'esèmplè perieu par sei garçons, sa filha !
 Oh ! 's ountous de la part d'en pairè de familha.

Pour la chasse ; à la messe, en outre, il n'allait guère
 Eh bien, de ce péché le bon Dieu l'a puni.
 Mais, Lise, écoute encor, car je n'ai pas fini,
 Un dicton des anciens, qui de bien près vous touche :
 « *Toujours comme on la fait, on trouvera sa couche.*
 Puis : « *Echapper à Dieu l'on ne peut ; tot ou tard
 Il vous saisit.* » « *L'on est souvent frappé du dard
 Qu'on lance au ciel.* » Ton Jean reçoit la récompense,
 Lui, de ses gros jurons ; qu'il fasse pénitence !
 Mon Dieu, ton Jean par trop est sans religion,
 Oui, ne m'as-tu pas dit, durant la mission,
 Que, lorsque l'on sonnait, n'ayant pas mis en tête
 Au prône de venir, il disait : — Ta clochette,
 Casse-la ; si tu veux, ne cesse de sonner,
 Je ne bougerai pas, dussé-je me damner !...
 Quel exemple fâcheux pour toute la paroisse !
 Et pour mon pauvre cœur quel ennui, quelle angoisse,
 De voir qu'il songeait plus à soigner ses brebis
 Qu'à gagner une place au sein du parapis.
 Puis, quel exemple aussi pour ses garçons, sa fille !
 C'est honteux de la part d'un père de famille.

Pi' 'ncara que couantra ieu fai lou mouquët toujout,
E de me chicagnar se geina pai dou tout.

2225 De sa goura marrié couma d'ena chanèla

Couàra de moucariés 'na plëna chanestèla.

— Qui dounc, me disié 'n jout, a lou famus bouanur,
Moussu lou curà, d'èstre, eici, vouaste talur ?

— Par què ? — Cé què, ma fè ! n'es pas en embecilè :

2230 Me pareis joliamënt pus adrèch, pus abilè

Qu'aqueu que pouia aver, quand èra aillèrs curà.

Vouastès soutanas, oui, fan pa'n plèc, mascarà !

Ai bien coumprès, é léu, que d'ieu vourié se rire ;

Que vei vous autres fau boubacha vourié dire.

2235 Me mända, cependant, pai souvënt de poulàs ;

Couma se poua pai dirè es estrèch, lou gusas !

Eh ! piei, sieu tant vengu gras é plën, doudu, Lisa?..

Me pèrdou, tant sieu maigrè encà, din ma chamisa.

— Oh que si, qu'avé bien, bouan moussu lou curà,

2240 Din nouastè bèu païs, engrèssa, *prouftà*.

— Que disès ? — Qu'avé fach dedin nouasta paroissa
Joliamënt fn ; pareis que li è bouana la fouàssa.

— Anën, que chantes dounc ? — Ben ! me coumprenè
[pas !

Sans gêne il contrarie, en outre, son pasteur,

En faisant contre lui sans cesse le moqueur.

En fait de mots méchants, sa bouche est sans pareille ;

Elle en vomit au moins une pleine corbeille.

— Qui donc, me disait-il, un jour, a le bonheur,

Monsieur le curé, d'être, ici, votre tailleur ?

— Pourquoi ? — Ma foi ! c'est qu'il n'est pas un imbécile :

Il paraît *joliment* plus adroit, plus habile

Que celui du pays où vous étiez curé

Avant d'être chez nous ; j'ai cent fois admiré

Vos soutanes sans pli. Je vois qu'il voulait dire

Qu'ici toujours je fais bombance, et de moi rire.

Il ne se montre pas, pourtant, fort généreux ;

Je ne vois pas souvent les poulets de ce gueux.

Puis, suis-je devenu si gros, si dodu, Lise ?

Maigre et sec, je me perds toujours dans ma chemise.

— Oh ! quo vous avez bien, bon monsieur le curé,

Dans notre bon pays, engraisé, *profité*.

— Que dis-tu ? — Que chez nous la miche est excellente,

Car vous avez *fait fn*, *une fn* étonnante.

— Allons, que chantes-tu ? — Eh ! comprenez-moi donc :

- Disou que voui sia fach *bien groussier*. Oh ? me fas
 2245 En joli coumplimënt. — Ah ! sabou pai bien rèndrè
 Moun idéïa : è de corps, si vourè me coumprèndrè,
 Que sia vengu *groussier* : më sia toujout restà
 Bèucop *mince d'esprit* ; aco 's la verità.
 — Encara ena nouvèlla é pu grossa bestisa
- 2250 Autra chausa sas pa dirë, ma paura Lisa.
 Es èstre dounc groussier que de bien se pourtar ?
 Pieis, avèr l'esprit fin es, selon toun parlar,
 N'en èstrè mincè ? Anën, crei-më, vau miei, pechairë
 Partir é te quesar, parlar bien sabës gaire.
- 2255 Partë, é pria par toun Jean lei sants dou paradis,
 Surtout la Bouàna Mairë, é Jésus, soun san fils ;
 E perieu san Jousé, veu qu'a tant de puissança ;
 Adressa-vous à veu me'na granda confiança.
 — Oui, moussu lou curà, san Jousé, 's en grand sant,
- 2260 E bën cé qu'autrafës disié ma paura grand.
 — Pria lou dounc bien. Par quë vous arribi pas pirë,
 Sia pu sagës ; adieu, n'ai pu rën à te dirë.
 Encar en mot, pourtant : es quë tei meinas fan,
 Après vouastei malurs, enca tant de sagan ?

Vous êtes devenu *grossier*. — Quel jargon !
 Quel joli compliment ! — Je ne sais pas bien rendre
 Mon idée : Eh bien, c'est, veuillez donc me comprendre.
 De corps que *grossier* vous êtes devenu ;
 Oui, mais *mince d'esprit* on vous a toujours vu.
 — C'est être grossier qu'avoir de l'embonpoint,
 Selon toi ? Puis, avoir l'esprit fin, sur ce point
 C'est être mince, allons de partir et te taire
 Il vaut mieux ; bien parler, Lise, tu ne sais guère.
 Pour ton Jean va prier les saints du paradis,
 Surtout la Bonne Mère et Jésus, son saint fils.
 Puisque de saint Joseph bien grande est la puissance,
 Priez-le bien aussi, tous, avec confiance.
 — Oui, monsieur le curé, saint Joseph est bien grand,
 Comme disait jadis ma grand'mère, et puissant.
 — Priez-le donc, et, puis, de peur d'un malheur pire,
 Soyez sages : adieu, je n'ai plus rien à dire.
 Encore un mot pourtant ; après tous vos malheurs,
 Est-ce que tes enfants sont aussi tapageurs

2265 Car soun de tarrabasts. — Oh ! noun, soun bien tran-
[quillès,

Avuras, l'o dirié que soun quasi embecilès,
E trantailhan de pòuc ; se serien dinc en pous
Tapàs ou bien cachàs dinc en mounteu de pous,
Tant vivas an està de lour cur les alarmas,

2270 Quand lour pairè an agu vist ei mas dei gendarmas.
Par les peurès aco pensa si a 'sta nouvèu ?
N'aïen vist d'inquié 'ncui de gendarmas peinëu.
— Li a bien d'aurrè que n'an vist de lour vita gairè ;
Saban rën, é n'en siés la causa, tu, lour mairè.

2275 Ai près lou catechième, en jout, quasi aderrën ;
Pioun n'a ren sapu : « Couma dounc, sabes rën,
Que li ai dich ? — Oh ! si, sabou, alai 'na nià d'aïassas,
A respoundu aquou gros é peurè *branda-biaças*,
Qu'è su lou groi nouïer dou çamentéri. Piei,

2280 Caroulina n'a pas gairè respoundu miei.
— Qu'agè as-tu, Caroulina, en jout li demandèrou.
Pensa si maucountënt é si 'stouna fouguèrou ;
Pioun aïé mau dich ; vèlla respoundè pis.
— Que voui dissèc ? — Moussu, ah ! d'asè n'avëngis.

Qu'ils l'étaient ? — Oh ! monsieur, non, ils sont fort tranquilles,
Maintenant, on dirait aussi des imbéciles
Qui chancellent de pour. Sous un tas de débris
Que le blé venté laisse, ils se seraient blottis
Ou dans un puits jetés, tant ils ont eu d'alarmes,
Quand ils ont vu leur père aux mains de deux gendarmes.
Songez comme pour eux était nouveau cela :
Ils n'avaient vu jamais encor de ces gens-là.
— Que de choses encor ils n'ont vu que fort guère ;
Ils sont bien ignorants ; et grâce à toi, leur mère.
Un jour, je parcourus le catéchisme en plein,
Et Scipion ne sut pas mot. — Tu ne sais rien,
M'écriai-je ? — Je sais, me dit le pauvre hère,
Un nid de beaux oiseaux, là, dans le cimetière,
Sur le plus gros noyer. Et Caroline, un jour,
N'a pas mieux répondu, quand est venu son tour.
— Quel âge, as-tu, lui dis-je ? — Oh ! quelle noire bile
Je fis, quand j'entendis cette pauvre imbécile
Me répondre plus mal que le pauvre Scipion !
— Que vous a-t-elle dit ? — Elle m'a dit : « Pardon

- 2285 Din nouaste estable avën pai d'asë, më 'na sauma.
 E piei, Lisa, veici, cé que surtout empauma ;
 Ta pechota ajoutéc : — Avën en muou pereu
 Que gagna sa sivà souvënt ou bèu soureu.
 Tei meinas soun dounc bien ignourënts par lour iagë;
 2290 E piei, lour as aprës en bien groussier langagë.
 — Oh ! parlà pas trop bien, pereu, par en curà
 E disé mai d'en mot qu'es pai joli, assurà.
 Oui, disé pas toujout de pàtës, lei mas jounchas,
 E n'avé pas de miau toujout lei bouchas vouchas.
 2295 — Ques'të, é piei, qu'à la gleisa en pau mënch rara-
 [mënt

- Es ouffices venià, l'o voui vei pai souvent
 Assister à la mëssa ; estouane-të, ma filha !
 Que lou bouan Dieu si fort punissi ta familha !
 Counvartissé-voui dounc ; bouas christias devengus,
 2300 Couma de gros païens Dieu vous trataré pus.
 Mes partë ; es prou bergeà, surtout que m'ena fëna,
 L'o perdë, en l'escoutant, é soun tëms et sa péna.

Oh ! point d'âne chez nous, mais rien qu'une bourrique ;
 Puis, ce qui me colla presque-là sans réplique :
 — Nous avons un mulet, ajouta-t-elle encor,
 Qui, souvent au soleil, se roule par trop fort.
 Tes enfants sont donc bien ignorants pour leur âge ;
 Et tu leur as appris un bien grossier langage.
 — Et vous, parlez-vous bien ?... Ah ! plus d'un vilain mot
 Vous échappe et souvent parlerait mieux un sot.
 Ce ne sont pas toujours des Paters que murmure
 Votre bouche ; elle n'est pas souvent douce et pure
 Comme le miel. — Tais-toi ! puis, que plus fréquemment
 Vous veniez à l'église ! On vous voit rarement
 Assister à la messe : étonne-toi, ma fille,
 Que le bon Dieu si fort punisse ta famille !
 Convertissez-vous donc ; devenus bons chrétiens,
 Dieu ne vous traitera plus comme des païens.
 Pars, c'est assez ; d'ailleurs, c'est, Lise, chose vaine
 D'écouter une femme et bien perdre sa peine.

DATE DE L'HISTOIRE DU DIOCÈSE D'EMBRUN

En parcourant le deuxième volume de l'*Histoire du diocèse d'Embrun*, j'ai été surpris de voir l'année 1785 citée dans le texte, alors que le titre fournit 1783 comme date d'impression.

J'avais bien déjà remarqué que mon exemplaire portait la date de 1786 refaite à la main, mais sans m'y arrêter et sans soupçonner que cet intéressant et précieux ouvrage pouvait donner lieu à une observation bibliographique.

Il serait surprenant que le fait eût échappé jusqu'ici à tous les fureteurs dauphinois, mais il semble inédit. MM. Ad. Rochas¹, Amat², Aristide Albert³ et J. Roman⁴ ont copié la date sans observations. Examinons la question de plus près.

Les deux volumes sont imprimés sur le même papier, mais ils présentent des différences typographiques frappantes, notamment dans la composition des titres et des tables des matières. La marque d'imprimerie n'est pas non plus la même. Enfin, l'avertissement du tome deuxième débute ainsi : « *On a imprimé en 1783, le premier volume de l'Histoire géographique, naturelle et civile du diocèse d'Embrun. Il reste encore à donner au Public l'histoire Ecclésiastique de ce Diocèse, qui formera un second volume* ». Albert semble parler d'une impression déjà ancienne et on comprend que les deux volumes n'ont pas été composés ni publiés ensemble. D'ailleurs nous allons voir paraître deux fois la date de 1785, avec des détails qui écartent l'idée d'une erreur d'impression.

Tome 2, p. 290. Parlant de Bernardin-François Fouquet, archevêque d'Embrun, Albert dit : « Il a vécu en-

¹ Biographie du Dauphiné.

² Bibliographie historique des Hautes-Alpes.

³ Biographie du canton de la Grave.

⁴ Répertoire archéologique du département des Hautes-Alpes.

« suite à Paris pendant dix-huit ans, où il s'étoit logé
« dans une maison attenante au séminaire des Missions
« étrangères. Il y est mort le 20 avril 1785, le jour de
« la fête de St Marcellin. »

Page 459. « Il y a peu de Séminaires en France où les
« jeunes Ecclésiastiques puissent se former aussi bien
« que dans celui d'Embrun. La lecture des Réglements
« de ce Séminaire qu'on a imprimés en 1785, in-12, chez
« Pierre-François Moyse, imprimeur et libraire à Em-
« brun, peut en convaincre. »

L'année 1785 est enterrée au moment où Albert écrit les lignes qui précèdent, et comme l'*Arvis au Public sur l'histoire géographique, naturelle, ecclésiastique et civile du diocèse d'Embrun*, est de 1788, nous n'avons plus le choix qu'entre 1786 et 1787.

Je reviens alors à la date manuscrite que porte mon exemplaire. J'ai eu sous les yeux l'écriture du curé Albert et je crois bien la reconnaître dans les corrections manuscrites du tome deux, faites conformément à l'erratum. L'exemplaire serait celui d'Albert, et c'est l'auteur lui-même qui fournit la véritable date de l'impression du volume : 1786 et non 1783.

PAUL GUILLEMIN

PROCÈS VERBAUX DES SÉANCES

Séance trimestrielle du 5 mars 1891.

La séance est ouverte à 4 heures et demie sous la Présidence de M. PARIS, Vice-Président, en remplacement de M. le Président Z. BLANCHARD, empêché.

Sont en outre présents : MM. ANDRÉ, BILLEGARD, BERGE, DUPONT-DELPORTE, DE BRU, DUMAS, FIARD, IMBARD, HUGUES, MARTIN, LÉAUTIER, ACHILLE ROCHE, ROMIEU et ROCHE CÉLESTIN.

M. GUILLAUME, secrétaire, s'excuse par lettre.

En l'absence de documents, la Réunion se borne à enregistrer les démissions de quelques membres et à pren-

dre diverses résolutions d'ordre intérieur. Il est décidé, notamment, que des convocations individuelles seront toujours adressées pour les réunions trimestrielles à tous les membres habitant Gap, sans préjudice de l'insertion dans les journaux locaux à l'intention des membres non résidents.

M. DAVID MARTIN demande l'insertion au *Bulletin* d'une analyse de la collection Olphe-Galliard.

M. ERNEST SIBOURD propose l'examen des divers écrits ou notices laissés par feu M. Blanc, peintre, à l'appui de ses dessins, afin d'y choisir ce qui pourrait être intéressant à publier. M. C. ROCHE rappelle qu'une commission avait été nommée, il y a quelques années, pour examiner ces objets et propose qu'il soit dressé un inventaire détaillé de tous les objets, manuscrits et dessins, légués par M. Blanc à la Société. A cet effet la Commission nommée le 24 novembre 1887 est renouvelée et la réunion désigne pour en faire partie MM. ANDRÉ, DUMAS, MARTIN, ROCHE ACHILLE, ROMIEU et SIBOURD ; la Commission sera présidée par M. le Vice-Président DUPONT-DELPORTE.

La séance est levée à 5 heures et demie.

Le Secrétaire-adjoint,

f. f. de secrétaire :

C. ROCHE.

Vu :

Le Vice-Président,

f. f. de président :

H. PARIS.

NÉCROLOGIES

ANTHOINE (AUGUSTE-LOUIS-JOSEPH.)

Le 9 août 1890, la Société a perdu en la personne de M. ANTHOINE (Auguste-Louis-Joseph), maire d'Embrun, un de ses membres les plus sympathiques. Son action ne s'exerçait pas, il est vrai, au profit direct de notre association ; mais par l'intérêt qu'il attachait à toutes les choses de l'esprit, par le concours qu'il apporta, dans la sphère de son influence, aux efforts de l'autorité publique

en ce qui touche à l'enseignement, soit classique soit agricole, et notamment à l'érection du nouveau collège d'Embrun, il mérite une mention spéciale au Bulletin d'une œuvre toute consacrée à l'expansion intellectuelle du pays.

Anthoine naquit à Embrun, le 26 mai 1849, dans la famille, fort honorable, d'un propriétaire cultivateur, qui le mit au collège, où il manifesta bientôt d'heureuses dispositions. Entré à l'École vétérinaire de Lyon en 1866, il eut l'honneur de débiter en 1870 dans sa profession par le service de la défense nationale. Nommé vétérinaire à l'armée du Rhin, Anthoine fut envoyé à Strasbourg; il fut fait prisonnier à la reddition de cette place et rentra en France sur parole comme beaucoup d'officiers.

Revenu à Embrun en 1871, il consacra désormais à son pays natal toutes les lumières de son art et de la science toute spéciale qu'il comporte, ainsi que toutes les activités de son intelligence et de son cœur, généreusement tournées vers les idées de progrès. Au grand honneur des Embrunais et au sien, Anthoine fit mentir à son profit le proverbe: *nul n'est prophète en son pays*; ses concitoyens se plurent à lui confier successivement toutes les fonctions électives, et nous vîmes Anthoine successivement :

Conseiller municipal d'Embrun le 6 janvier 1878;

Conseiller d'arrondissement le 12 août 1883;

Adjoint au Maire le 7 novembre 1886;

Maire d'Embrun le 12 février 1888;

Et enfin Vice-Président de la Société d'Agriculture des Hautes-Alpes en 1889.

L'autorité administrative ne voulut pas demeurer en reste de gratitude avec les populations et conféra à Anthoine les fonctions de délégué cantonal de l'instruction primaire en 1880, les palmes d'Officier d'Académie le 1^{er} janvier 1888 et la Croix de chevalier du Mérite agricole : cette dernière distinction lui fut décernée à Gap, de la main même du Président de la République, le 26 avril 1890.

On peut bien dire de lui, conformément à l'adage antique, que *ceux qui meurent jeunes sont aimés des dieux*. Sans avoir connu les retours de la popularité, Anthoine

est mort, pour ainsi dire, en plein triomphe, au lendemain de l'inauguration solennelle de ce collège qui avait fait l'objet de ses plus constantes sollicitudes et qui couronnait les vœux de la population Embrunaise.

MARCHAND (MARIUS-JOSEPH-STANISLAS.)

Notre compatriote et confrère M. Marchand, conducteur des Ponts et Chaussées à Gap, est mort le 1^{er} juillet 1890, dans cette même ville, où il était né le 24 avril 1848, et où l'avait ramené en 1882, cet amour du pays natal si enraciné au cœur des Alpains.

Sorti de l'École d'Arts et Métiers d'Aix, Marchand qui, au moment de la guerre de 1870, venait d'entrer dans l'Administration des Ponts et Chaussées, renonça patriotiquement au privilège de sa position légale de fils aîné de veuve et partit avec les mobiles des Hautes-Alpes pour cette armée de l'Est, qui dut si malheureusement demander l'hospitalité à la Suisse.

Après avoir rempli diverses fonctions dans l'Administration, il fut attaché en 1879 au service, particulièrement délicat, de la navigation de l'Yonne et de la construction d'un canal latéral à ce cours d'eau.

C'était encore au service hydraulique qu'il appartenait dans le département des Hautes-Alpes, où une longue maladie l'a enlevé à l'estime publique. C. R.

BIBLIOGRAPHIE

OLPHE-GALLIARD (LÉON). **Contributions à la Faune ornithologique de l'Europe occidentale.** *Recueil comprenant les espèces qui se reproduisent dans cette région ou qui s'y montrent régulièrement de passage, augmenté de la description des espèces exotiques les plus voisines des indigènes ou susceptibles d'être confondues avec elles, ainsi que l'énumération des races domestiques.* Paris, J.-B. Baillière : Berlin, R. Friedlander

und Sohn, 1884-1891, in-8°, en 40 fascicules dont 34, déjà publiés, ont ensemble 2469 pages de texte.

C'est là un travail considérable et de longue haleine entrepris et mené à bonne fin par un travailleur infatigable qui n'a été rebuté, ni par la longueur des recherches bibliographiques dans des ouvrages sans nombre, toujours coûteux, parfois difficiles à trouver, et le plus souvent en langue étrangère, ni par la difficulté de recueillir, sur une aire aussi étendue, les divers types d'oiseaux qui ont servi de base à son travail.

Non, il ne s'agit pas ici, comme le dit modestement l'auteur, d'un simple catalogue des oiseaux de l'Europe occidentale; c'est, pour cette région, une véritable encyclopédie ornithologique, offrant avec la description technique de chaque espèce, un recueil de notes et de renseignements utiles qui constitueront une mine précieuse pour tous les ornithologistes.

M. Olphe-Galliard divise les oiseaux qui vivent actuellement, en 15 ordres :

Anserres, Longipennes, Grallæ, Accipitres, Chellidones, Scansores, Alcyones, Oscines, Grassirostres, Pullastræ, Colombæ, Gallinæ, Cursores, Struthiones.

L'auteur donne ensuite l'historique et les caractères des sous-ordres, familles, tribus, et genres, puis il passe aux espèces.

La monographie de chaque espèce comprend : *La synonymie, la diagnose, l'anatomie, l'habitat, les mœurs, la reproduction, la chasse*, etc., en autant d'articles distincts.

Synonymie. — L'auteur donne les divers synonymes, par lesquels l'espèce est désignée dans les différents auteurs, puis les noms vulgaires dans les multiples langues de l'Europe occidentale et les noms français ou patois dans les départements français. Il donne ensuite l'origine des noms.

Bibliographie. — A la suite vient la liste des divers ouvrages qui traitent de l'espèce.

Diagnose. — Les descriptions techniques de chaque espèce sont faites avec le plus grand soin. L'auteur passe

en revue le bec, les pattes, l'œil, les plumes, le galbe, la taille, et cela pour le mâle et la femelle, suivant les saisons, ainsi que pour les jeunes et les poussins.

Ces descriptions sont d'autant plus exactes que pour la grande majorité des cas, l'auteur avait les sujets sous les yeux. Cette partie, naturellement aride à la simple lecture, cesse de l'être lorsqu'on a à déterminer une espèce. Ces descriptions qui sont comme des photographies, ou mieux des peintures des espèces actuelles, fourniront, dans la suite, de précieux termes de comparaison. En effet, que l'on soit partisan de l'évolution ou de la fixité des espèces, on ne peut nier que tous les êtres ne soient soumis à de nombreuses variations, produites par le choix dans l'accouplement, ou comme on dit, par la sélection sexuelle, le climat, le genre de nourriture, etc. Mais ces différenciations qui produisent les variétés, seront-elles suffisantes pour faire diverger deux races, issues de la même souche, jusqu'à rendre leur croisement infécond ? On peut l'admettre en théorie, mais la démonstration bien établie n'en est pas encore faite, et des travaux de la valeur de ceux de M. Olphe-Galliard, aideront puissamment dans l'avenir à élucider ce grave problème.

Anatomie. — Les éléments, pour cette partie, ont été empruntés aux grands praticiens, tels que Carus, Cuvier, Eyton, Sapey, Blanchard, Barkow, Garrod, Faber, Desmoulins, etc., en donnant toujours les références, avec le soin le plus scrupuleux.

Habitat. — L'habitat de chaque espèce constitue dans l'ouvrage de M. Olphe-Galliard, un travail bibliographique prodigieux. Il donne les points de l'Europe et du monde où l'espèce a été observée, puis les divers départements où elle a été remarquée, avec les citations au moins du nom de l'auteur. Ainsi pour le *Mergus serrator* ou *harle*, il donne 80 stations.

Mœurs. — Cette partie est de beaucoup la plus attrayante. Mais la manière de vivre des oiseaux, leurs habitudes, leurs migrations, leur chant, le mode de confection et d'installation des nids, ou les procédés de chasse employés dans les divers pays, constituent un travail si

étendu qu'un homme à lui seul n'y saurait suffire. Aussi, les *Contributions à la Faune ornithologique*, empruntent, à des auteurs les plus divers, une foule de renseignements intéressants ou utiles qu'on ne pourrait rencontrer que dans des ouvrages souvent introuvables ou en langue étrangère. Aussi, sous cette rubrique, découvre-t-on des pages exquises dues au récit émouvant d'observateurs patients, de chasseurs passionnés ou de voyageurs attentifs : c'est la nature comme prise sur le fait.

Enfin, des détails historiques sur l'espèce, sur les œufs et le mode de propagation, sur le genre de nourriture et sur l'acclimatation complètent, souvent avec intérêt, chacune des monographies.

En parcourant l'ouvrage de M. Olphe-Galliard, on regrettera peut-être la multitude de citations et de références qui, à part les descriptions techniques des espèces, composent presque tout le livre. Mais c'est là un effet de l'extrême modestie de l'auteur, qui, bien qu'ayant passé sa vie à étudier les oiseaux et les innombrables publications qui les concernent, s'efface cependant généreusement derrière ses confrères, et au lieu d'écrire, comme de lui-même, ce qu'il en sait, il en cède l'honneur, en toute occasion, à ses devanciers.

Des hommes, du mérite, de la modestie, de la probité scientifique de l'auteur, certainement sont rares.

Cette longue carrière, toute d'études, de recherches, de travail, poursuivie avec des difficultés sans nombre, pendant trois quarts de siècle, et sans aucun patronage, au milieu d'une société souvent indifférente, sceptique ou railleuse, est digne de respect et d'admiration.

Mais M. Olphe-Galliard a eu, nous n'en doutons pas, ces joies pures et profondes, inconnues du vulgaire, et que l'on trouve dans l'étude de la nature.

Qu'il garde maintenant la satisfaction d'avoir réalisé une œuvre utile, car sa *Faune ornithologique*, en faisant mieux connaître ces gracieuses créatures et en réunissant des connaissances éparses dans une multitude d'ouvrages, rendra, nous en sommes convaincu, d'importants services.

D. MARTIN.

Conservateur du Musée de Gap.

Rapport sur les travaux de la Société d'Études des Hautes-Alpes, année 1888¹.

Les travaux de la Société d'Études des Hautes-Alpes sont des plus variés; si l'histoire en est le fond, j'ai remarqué aussi des notices de toutes sortes, quelques-unes même purement scientifiques.

La Société des Hautes-Alpes a joint à son envoi deux poèmes; l'un, en français, de M. Célestin ROCHE qui, dans un langage aussi élevé qu'élégant et précis, nous décrit le système du monde. L'autre est un vieux mystère en langue provençale: j'avoue que ma connaissance imparfaite de cette langue ne m'a pas suffisamment permis d'en apprécier les beautés; c'est une vie de saint mise en action, avec le réalisme et la naïveté pieuse de ces temps si loin de nous, hélas!

Les travaux d'histoire locale nous racontent l'histoire des communes, principalement dans leurs rapports avec leurs seigneurs; je m'arrêterai plus longtemps ici: nous savons tous quelle place les Dauphinois tiennent dans l'histoire de nos libertés: je n'ai pas à rappeler les événements de 1788, qui furent le signal de la Révolution française. Il est intéressant de voir leur esprit de liberté se manifester dès le moyen âge, allié à un grand bon sens qui les a préservés des excès que n'ont pas su éviter nos pères de 89.

Dès le moyen âge, les Dauphins, seigneurs du pays, avaient concédé de nombreux privilèges à leurs sujets, et la conservation de ces privilèges fut une des conditions du legs de leur comté qu'ils firent à nos rois. Les Briançonnais en particulier jouissaient d'une quasi indépendance; ils surent la conserver jusqu'à la fin de la monarchie. Leurs consuls avaient des pouvoirs fort étendus (autant que j'en puis juger par les quelques chapitres de l'histoire de Briançon insérés dans le Bulletin de l'année 1888); ainsi nous les voyons, lors des épidémies de peste qui, à plusieurs reprises et jusqu'au siècle dernier, ont désolé la

¹ Extrait de la *Revue de la Société des études historiques*, 56^e année, Paris, Ern. THORIN, 1890, p. 58-62.

Provence, nous les voyons prendre, de leur propre chef, des mesures de protection, installer des cordons sanitaires, imposer des quarantaines, sans que le gouvernement central intervienne en quoi que ce soit.

C'est eux aussi qui défendent les intérêts de leur ville auprès de ce gouvernement central ; ils interviennent notamment avec succès pour protéger les intérêts du commerce de Briançon, menacé par un édit de François 1^{er} ; il est vrai que l'édit abrogé à leurs prières fut rétabli peu après.

Les intendants royaux ne purent jamais s'immiscer dans l'administration du pays ; ce n'étaient pas eux qui répartissaient l'impôt ; on raconte à ce propos qu'un intendant nouvellement nommé voulût enfreindre la coutume ; il arrive la menace à la bouche ; le consul feignant de ne rien entendre, se met à le haranguer : « qu'il ne s'embarrasse pas de savoir comment l'impôt est perçu ; il serait au dessous des lumières d'un homme aussi éminent de s'occuper de pareilles misères ; qu'il se contente de le recevoir ». L'intendant dut s'en contenter en effet.

Aussi les Briançonnais étaient-ils attachés de cœur à leurs vieilles libertés ; ils luttèrent longtemps en 1789 contre l'esprit niveleur de la Constituante, qui, sans précautions, porta la hache dans le vieil édifice de notre ancienne France, et détruisit à jamais tant de petits organismes pleins de vie. Les Briançonnais finirent par se soumettre ; « mais, disent-ils dans une adresse à l'Assemblée, si notre pauvreté était extrême, nos larmes du moins ne coulaient pas sur des fers. »

Les pays environnants n'avaient pas été aussi heureux : une enquête faite en 1788 révèle l'effroyable misère qui régnait dans les villages de l'Embrunais et du Gapençais, abandonnés depuis longtemps par leurs seigneurs qui continuaient de prélever, à titre de droits féodaux, le plus clair des produits de ce malheureux pays. Il est assez curieux cependant de constater que la population y était à cette époque sensiblement plus nombreuse qu'aujourd'hui ; c'est ce qui résulte d'une statistique insérée dans le Bulletin.

Il faut voir aussi avec quel acharnement les habitants défendaient les privilèges qui avaient pu leur être concédés; nous en trouvons un exemple dans l'histoire du comté de Ribiers: Les seigneurs et les habitants out plaidé plus de deux cents ans devant toutes les juridictions du royaume; le procès aboutit à une transaction: mais en réalité le seigneur eut gain de cause.

Voici les faits: au xiv^e siècle, la terre de Ribiers était aux mains de la famille de Mévouillon; cette antique et puissante famille était animée à l'égard de ses vassaux de sentiments vraiment libéraux; on a conservé un acte signé de Raybaud de Mévouillon où il donne aux consuls nommés par les gens de sa terre, un pouvoir aussi étendu que celui des consuls d'Embrun. Mais, en 1495, un Antoine de Mévouillon entreprit de rétablir son autorité sur les habitants de Ribiers; il fit rédiger, par le notaire du lieu, un acte où les habitants se déclaraient ses hommes liges et lui reconnaissaient certains droits fort onéreux; la communauté refusa énergiquement de signer l'acte, et le seigneur dut se contenter de l'adhésion de quelques habitants, adhésion qu'il n'obtint pas sans violences.

En 1535, puis en 1563, le seigneur entreprit de faire reconnaître la validité de l'acte par le Parlement de Grenoble; un arrêt intervint qui exigeait du seigneur la production des titres sur lesquels il fondait ses prétentions, attendu que toutes personnes et tous héritages en Dauphiné sont présumés libres.

Les titres ne furent probablement pas produits, car nous voyons l'instance reprise en 1635 par un nouveau seigneur; le Parlement d'Aix lui donna gain de cause (le Parlement de Grenoble avait été récusé par les habitants de Ribiers à cause de l'influence dont y jouissait leur seigneur): ceux-ci se pourvurent devant le Conseil privé, mais entre temps une transaction intervint. Cependant quelque nouvelle difficulté étant survenue, un arrêt du Parlement de Guienne déclara, en 1688, « qu'il était justifié que dès 1535 la communauté avait refusé de reconnaître les droits seigneuriaux reconnus par elle en 1495: que pour excuser son refus elle avait l'audace d'attaquer cet-

te reconnaissance, le titre le plus ancien et le plus authentique qui restait de cette terre, et de soutenir qu'elle avait été extorquée par la violence : c'était la condamnation complète des habitants de Ribiers.

Je ne puis m'empêcher, en terminant cette trop longue histoire de remarquer que les réclamations des seigneurs deviennent avec le temps de plus en plus âpres : et que, par contre, résidant de moins en moins, c'est au moment où ils ne rendent pour ainsi dire plus de services qu'ils font le plus valoir de droits.

Leurs ancêtres qui connaissaient mieux les besoins du pays, et je dirai aussi leurs intérêts propres, étaient plus accommodants. Sans parler de Briançon dont nous avons vu les Dauphins consacrer la quasi indépendance, je trouve dans le Bulletin de la Société une charte concédée par ces mêmes Dauphins aux habitants de Trescléoux : elle date de 1316, de l'époque où de tous côtés surgissaient des communes affranchies, trop souvent par l'émeute.

Le dauphin Jean II était très populaire dans le pays : une tradition encore vivante à Trescléoux, dit l'auteur de l'article, rapporte qu'il fut fait prisonnier et que les habitants de Trescléoux firent les plus grands sacrifices pour l'aider à payer sa rançon : les femmes allèrent jusqu'à donner leurs bijoux. Je serais embarrassé de dire quels pouvaient être les bijoux des femmes de Trescléoux en 1316, mais n'est-il pas touchant de voir ce dévouement de pauvres gens pour ces seigneurs qu'on nous représente toujours si détestés ?

Quoi qu'il en soit, c'est pour reconnaître le dévouement et la fidélité des habitants de Trescléoux, ainsi que les nombreux services rendus par eux à leur seigneur (c'est le texte de la charte) que le Dauphin Jean II accorde à la commune de Trescléoux une charte de liberté.

Il donne aux habitants la forêt qu'il possède à Trescléoux avec tous les droits de pâturage et de chasse, et la faculté de nommer des banniers pour la garde de la dite forêt ; il se réserve toutefois le haut domaine.

Il leur concède le droit de tester librement, et se dépouille en conséquence de la faculté qu'il avait de recueillir

la moitié de la succession de tous ceux qui mourraient sans héritier direct.

Par une dernière clause, il est spécifié que les tailles communales seront à l'avenir toujours proportionnelles aux biens et aux facultés de chacun.

Cette concession n'était pas absolument gratuite, les habitants de Trescléoux reconnaissaient au seigneur le droit de banvin, c'est-à-dire de vendre seul le vin pendant un certain temps de l'année pendant lequel se tenait la foire du pays : chaque habitant lui devait aussi un sétier de blé.

C'est donc bien une charte d'accord, et nous devons croire que, en dehors de la reconnaissance qu'il portait à ses sujets, des considérations d'intérêt n'ont pas été tout à fait étrangères à l'acte du dauphin Jean II.

Ce serait, en effet, une erreur de croire que les chartes de liberté aient été ordinairement arrachées par la violence, au mépris des droits du seigneur ; c'est le contraire qui est vrai. Que le fait se soit présenté, nos vieilles annales en font malheureusement foi ; et nous savons quel intérêt dramatique prend, sous la plume d'un Augustin Thierry, le récit de ces luttes pour la liberté communale : qui ne connaît l'histoire de Laon !

Mais si d'autres communes paisiblement affranchies ont fait moins parler d'elles, elles ont aussi évité le plus souvent les excès démagogiques, qui au ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, ont amené la ruine de tant de leurs sœurs, et en particulier de celles qui avaient conquis leurs libertés par l'émeute : on ne fonde rien de durable par la violence.

Les seigneurs avaient souvent autant d'intérêt que les communes à ces sortes d'affranchissement : ils savaient que le travail de l'homme libre est supérieur à celui du serf : ils savaient d'autre part que les temps n'étaient plus où les désordres et les guerres jetaient les paysans dans leurs bras : ils préféraient comme le dauphin Jean II les affranchir, en se réservant quelque redevance librement consentie, et ne pas leur imposer de force un joug qu'ils auraient pu être tentés de secouer ; on l'a bien vu en 1789.

A. MARCILHACY.

Le R. P. Marcellin FORNIER. **Histoire générale des Alpes Maritimes ou Cottières et particulièrement de leur métropolitaine Ambrun**, chronographique et meslée de la séculière avec l'ecclésiastique, divisée en cinq parties fort abondantes en diverses belles curiosités. (Publiée par M. l'abbé P. Guillaume.) Tome I, LVI-816 pages. Paris, Champion, et Gap, Jouglard, 1890¹.

Le P. Fornier est un de ces hommes comme Guichenon, de Haitze, Méjanès, Calvet, Séguier, Peiresc, dont les ouvrages restés manuscrits ont défrayé pendant longtemps la curiosité et le zèle quelquefois imprudent de chercheurs qui y trouvent de l'érudition toute faite et l'utilisent sans voir qu'elle n'est plus au courant. Il est bon de limiter les ressources de ces retardataires en publiant ces ouvrages, et il faut savoir gré au savant archiviste des Hautes-Alpes de l'avoir fait pour le P. Fornier. Le volumineux manuscrit du jésuite tournonais contient une quantité énorme de matériaux, de documents aujourd'hui détruits ou égarés, de citations d'ouvrages anciens devenus peu communs, qui en font « pour la région alpine, dit M. G., la base et le fondement de toute œuvre historique sérieuse ». Peut-être M. G. aurait-il pu se dispenser de publier la partie romaine de cette histoire (pp. 108-194 et 295-315), qu'il est trop visible que l'épigraphie et la numismatique modernes permettraient de modifier de fond en comble. Mais ces parties mêmes ne manquent pas d'intérêt pour l'historien de l'érudition. M. G. a joint à son édition une notice très complète sur Fornier et son manuscrit, et une annotation très précise où il discute et réfute les assertions erronées de son auteur. A la fin du second volume², on trouvera le texte des documents latins cités par Fornier et des tables alphabétiques. M. G. est d'autant plus digne d'éloges que les conditions de son travail sont plus défavorables. Les recueils de dom Bouquet, de Muratori, de Pertz, de Migne, le Bullaire, le Labbe, « n'existent malheureusement pas à Gap et dans le dépar-

¹ Extrait des *Annales du Midi*, Toulouse, avril 1891, p. 262-263.

² Exactement, dans le troisième volume *supplémentaire*.

tement des Hautes-Alpes». Ne devrait-on pas trouver ces collections dans tous les dépôts d'archives départementales? Ne devrait-on pas mettre ces outils indispensables entre les mains d'aussi bons ouvriers que M. P. Guillaume?

L.-G. PÉLISSIER.

BIBLIOGRAPHIE ALPINE.

757. *Annuaire du Conseil héraldique de France*. 4^e année, 1891. Paris, 21, avenue Carnot, in-12 de LVI-358 p. — A signaler: De la noblesse maternelle, par Albert de Mauroy; Sources du nobiliaire de Guyennes et Gascogne, par Louis de Bourrouse de Laffore; Sources du nobiliaire de Franche-Comté, par Roger de Lurion; l'Ordre de Malte, par le vicomte de Poli; Sources du nobiliaire de Provence, par le baron du Roure; Sources du nobiliaire de l'état d'Avignon et du comté Venaissin, par Jules de Terris; Compte-rendu du Bulletin de la société d'études des Hautes-Alpes, année 1890 (p. 308-310). — C.

758. BARTHÉLEMY (Anat. de), membre de l'Institut. *Numismatique de la France*, 1^{re} partie. *Époques gauloise, gallo-romaine et mérovingienne*. (Instructions adressées par le Comité des travaux historiques et scientifiques aux Correspondants du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts). Paris, Ern. Leroux, 1891, 8^o, 48 p. — M. de Barthélemy, décrivant les monnaies gauloises de la Narbonnaise, attribue aux *Allobroges* les « pièces muettes en argent et en bronze représentant soit une sorte de chamois, soit une hippocampe », et aux « *Carari* ou *Voconces*, toute une série de deniers, imités des pièces de la République romaine, au type d'un cavalier, avec les noms de chefs ou magistrats : *Durnacos*, *Auserocos*, *Cn. Voluntillus*, *Eburovix*. etc. »; aux *Tricorii*, les monnaies en argent avec la légende *TRIKO* (p. 15). Puis, il donne une liste alphabétique des noms d'hommes et de lieux gravés sur les monnaies gauloises (p. 18-22) et sur les monnaies mérovingiennes (p. 31-48). A noter celles qui ont été frappées à *Ebreduno* (*Domericus*, *Sigilbertus*), et à *Vapinco* (*Gaudelenus*, *Launomiri* et peut-être *Medegisilo*). Ces monnaies sont du VI^e siècle (cf. p. 28). — S.

759. BELLET (Mgr Charles). *Eugène Châper*. Grenoble, Baratier et Dardelet, 1891, 8^o, 14 p. (Extrait de la *Semaine religieuse du diocèse de Grenoble*, 15 janv. 1891). — C.

760. BLANCHARD (Zéphyrin), chanoine et vicaire général de Gap, vicaire général honoraire d'Auch. *Visite aux Saints-Lieux. Relation du VI^e pèlerinage de pénitence à Jérusalem en 1887*. Deuxième édition. Paris, 8, rue François 1^{er}, 1888, in-12, xxii-256 p. — S. (Hommage de l'auteur.)

761. BOUVIER (A.). *Les mammifères de la France. Étude générale de toutes nos espèces considérées au point de vue utilitaire*. Paris,

G. Carré, 1891, in-12, LH-570 p. et 266 figures dans le texte. — S. (Hommage de l'auteur).

782. *Bulletin de la Société de statistique, des sciences naturelles et des arts industriels du département de l'Isère*. 3^e série, t. XIII-XV. Grenoble, 1885-90. — A signaler, dans le t. xv, *Documents sur la Réforme et les guerres de religion en Dauphiné*, publiés par M. J. Roman.

783. CARLET (Dr). M. Eugène Chaper. *Son éloge prononcé à l'Académie Delphinale*. — *Notice biographique et bibliographique* par M. A. Prudhomme. Grenoble, E. Vallier [1891], 8^o, 8 p. — C.

784. CHARVET (Dr B.). *Mors de bride mexicains anciens, munis d'un appareil galvanique*. Tours [1879]. — *Plaques de bride muletière au XVII^e siècle*. Grenoble, 1882. — *Armes et autres objets gaulois trouvés à Rives (Isère) en 1882*. Ibid., 1883. — *Recherches historiques sur les marques des chevaux d'Italie et d'autres pays*. Lyon, 1883. — *Détails inédits sur la vie des chirurgiens RR. FF. Feuillants Baseilhac, dit Frère Côme, et Philippe, dit Bernard, célèbres lithotomistes*. Voiron, 1884. — *Essai de reconstitution d'époque et d'origine d'une épée trouvée à Renage près Rives (Isère)*. Grenoble, 1884. — *Idem d'un mors de bride antique*. Lyon, 1885. — *Les harnachements des chevaux de selle au moyen âge et avant cette époque*. Grenoble, 1885. — *Essai de reconstitution d'époque et d'origine d'un étrier en fer trouvé à Rives (Isère)*. Lyon, 1887. — *Idem d'un mors de bride antique conservé au musée de Naples*. Lyon, 1888. — *Essai de détermination d'époque et d'origine d'un frein de cheval trouvé à Francin, près Montmeillon (Isère); d'une dénomination anatomico-équestre; de deux fragments de freins de chevaux trouvés à Gergovie, près de Clermont-Ferrand*. Lyon, 1888. — *Idem d'un éperon de cheval trouvé à St-Eynard en 1875*. Grenoble, 1890. — *Idem d'un ancien frein de cheval trouvé à Craponne (Haute-Loire)*. Lyon, 1890. — *Recherches sur deux freins de chevaux trouvés à Athènes en 1888 et 1809*. Lyon, 1891. — C.

785. CHEVALIER (Ulysse). *Cartulaire de l'abbaye de St-Chaffre du Monestier et Chronique de St-Pierre du Puy; Cartulaire du prieuré de Paray-le-Monial et Visites de l'ordre de Cluny*. Moutbéliard, 1891, in-8^o, de 214 et 220 p. — C.

786. ISEKLOH (Hugo), aus Burscheid. *Darstellung der Mundart delphinatischen Mysterien. Inaugural-Dissertation zur Erlangung der Doctorwürde bei der philosophischen Fakultät der Rheinischen Friedrich-Wilhelms-Universität zu Bonn eingereicht und mit den beigefügten Thesen vertheidigt am 13 März 1891 mittags 12 Uhr*. Opponenten : Carl Ullmann, cand. phil. ; Ernst Haas, cand. math. ; Andreas Barth, cand. phil. Bonn, Carl Georgi, 1891, 8^o, 63 p. — Étude phonologique et grammaticale, très importante, sur la langue des cinq mystères dauphinois de St Pons, St Pierre et St Paul, St Eustache, St André et St Antoine, découverts dans les Hautes-Alpes et publiés récemment. Ces cinq mystères composés, comme on sait, au XV^e siècle et au XVI^e siècle, renferment plus de 20.000 vers en langage vulgaire. M. Iserloh en a fait

l'objet d'une savante thèse pour l'obtention du diplôme de docteur en philosophie à l'université de Bonn, le 13 mars dernier. — C.

787. LAFONT (de). *La réforme successorale*. Bourges, Tardy-Pigelet, 1891, 8°, 24 p. — C.

788. LE BLANT (Edmond), membre de l'Institut. *L'épigraphie en Gaule et dans l'Afrique romaine* (Instructions adressées par le Comité des travaux historiques et scientifiques aux Correspondants du Ministère de l'Instruction publique). Paris, Leroux, 1890, 8°, 140 p. et 5 pl. — « C'est un petit chef-d'œuvre que ce manuel d'épigraphie chrétienne, où M. Le Blant a réuni et condensé, sous une forme claire et attrayante, les principaux résultats de ses beaux travaux antérieurs et même des travaux qu'il prépare. Beaucoup de renseignements viennent, en effet, du *Nouveau recueil des inscriptions chrétiennes de la Gaule*, dont il nous annonce pour bientôt la publication. Reprenant et développant la préface de ses *Inscriptions chrétiennes de la Gaule*, il examine successivement, au moyen d'exemples, toutes les questions que soulève et éclaireit l'épigraphie chrétienne, passant de l'étude proprement dite des textes à l'étude des renseignements qu'ils fournissent sur les mœurs des chrétiens, la société du temps. Il y a des chapitres particulièrement intéressants sur la déformation de la langue et la prononciation, sur le rapport des inscriptions avec l'évangélisation de la Gaule. M. Le Blant insiste sur ce fait essentiel que l'évangélisation de la Gaule a été relativement lente, qu'elle est venue de l'Italie et qu'il faut rejeter la plupart des traditions qui font remonter l'origine de nos églises aux âges primitifs. Il est d'accord sur ce point avec M. l'abbé Duchesne. L'antiquité des textes épigraphiques décroît à mesure que l'on s'éloigne de la Méditerranée. Sur les 350 inscriptions que contiendra le nouveau recueil de M. Le Blant, 135 appartiennent à la Viennoise, à la Seconde Narbonnaise, aux Alpes Maritimes. Ce sont ces mêmes provinces qui ont déjà fourni la plus grosse partie du premier recueil. On voit aisément quelle est l'utilité du livre de M. Le Blant pour les érudits méridionaux. CH. LÉCRIVAIN ». (*Annales du Midi*, 1891, p. 270-1). — S.

789. [MASIMBERT,] M. Eugène Chaper. Grenoble, Allier [1891], 8°, 12 p. (Extrait de la *Petite Revue Dauphinoise*). — La notice biographique consacrée à M. Chaper par M. Masimbert est suivie d'une bibliographie, très complète, des publications dont M. Chaper est l'auteur ou l'éditeur. — C.

790. MORIS (Henri), ancien élève pensionnaire de l'école des Chartes, archiviste des Alpes-Maritimes, et Léonce KREBS, chef d'escadron d'artillerie, attaché à l'Etat-Major de l'Armée. *Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution, d'après les archives des états-majors Français et Austro-Sarde, 1792-1793*. Paris, Plon, 1891, gr. in-8°, de 400-clm p. et 5 cartes. — Cette histoire des campagnes de 1792 et 1793 dans les Alpes est précédée d'un aperçu sur les causes de la guerre, sur l'organisation des armées et sur la topographie des Alpes. Tous les ouvrages imprimés touchant de près ou de loin à la question ont été utilisés. On en trouve une précieuse nomenclature à la bibliographie (p. 391-372).

Mais c'est surtout à la recherche et à l'étude des documents inédits que MM. Moris et Krebs se sont attachés. Ils ont utilisé, d'un côté, les archives historiques du Ministère de la guerre (p. 3 et note 2), celles de la section technique du Génie (p. 396), celles du Ministère des affaires étrangères et celles du département des Alpes-Maritimes; d'un autre côté, des papiers « de la plus haute importance, rassemblés par l'officier du génie sarde Alziari de Malausséna », lequel a pris part à toutes les campagnes des Alpes, qui est mort en 1811 et dont les manuscrits sont déposés aux archives de la ville de Breil (Alpes-Maritimes). Un grand nombre de documents puisés à cette source sont publiés aux *Pièces justificatives*. Signalons, comme nous intéressant plus spécialement, le chapitre de la *Campagne de 1793*, où sont racontés les événements arrivés au col de l'Arche ou de la Madeleine (p. 233-263), les pièces qui s'y rapportent (n^{os} 56-60) et la carte représentant le camp de la Madeleine en 1793. Dans un 2^e volume, MM. Moris et Krebs nous donneront les campagnes de 1794, 1795 et 1796. — C.

791. [RICARD (R. P.)]. *Notre-Dame du Laus*, par un missionnaire. Gap, J.-C. Richaud, 1891, in-32, 176 p. avec 10 gravures par M. Jules de MAGALLON. — S. (Don de M. Z. Blanchard).

792. SARRAZIN (Jean). *La Muse à Nyons*. Sonnet. Nyons, Bonnardel, [1891], 1 feuille in-4, illustrée. — *La Faculté et les étudiants*. Sonnet, 14 févr. 1891. Lyon, Pitrat, 1891, 1 feuille in-f^o, japon, illustrée par P. Miciol. — Ce dernier sonnet, vendu au profit des pauvres, a produit la somme de 820 fr. Un journal a trouvé qu'il avait rendu 8 fr. le mot... Combien notre cher poète alpin doit être heureux de ses succès! Nous l'en félicitons bien cordialement. — S. (Hommage de l'auteur.)

RÉSUMÉ des observations météorologiques faites à l'École normale de Gap en 1890 (sous abri), par M. C. R.

OBSERVATIONS.	Octobre	Novembre	Décembre
Températures moyennes.....	9°1	4°2	— 0,3
Id. extrêmes } maxima.....	27 le 7	16 le 18	14 le 5
	— 4 le 31	— 8 le 29	— 18 le 20
Moyennes barométriques à zéro (altitude 739).....	710,6	696,0	693,9
Pressions extrêmes } maxima... } minima...	708 le 13 694 le 19	710 le 20 686 le 26	702 le 31 686 le 3
Total des jours de pluie ou de neige.....	4	8	7
Eau tombée, en millimètres..	21	29	43
Moyenne hygrométrique (évaluée de 0 à 100).....	68	61	60

FINI D'IMPRIMER LE 18 MAI 1891.

Gap — Imprimerie Jouglard, père et fils.

ANALYSE

DES

DÉLIBÉRATIONS DU DIRECTOIRE

DISTRICT DE GAP

Du 13 juillet 1790 au 18 brumaire an IV.

On sait que le Conseil général des Hautes-Alpes, dans sa séance du 21 août 1885, a fait l'acquisition de la plupart des manuscrits de l'historien Gapençais Théodore Gautier (1780, † 1846)¹. Ces manuscrits sont déposés aux archives départementales, à Gap². Ils ont été sommairement décrits dans le *Catalogue des manuscrits conservés dans les dépôts d'archives départementales, communales et hospitalières*³.

Parmi ces manuscrits de Th. Gautier, on trouve l'*Analyse des délibérations du directoire du district de Gap, du 13 juillet 1790 au 18 brumaire an IV* (4 novembre 1795)⁴.

Les *districts* furent créés lors de l'organisation de la France en départements (5 janvier 1790). Ils furent supprimés par la constitution de l'an III (1795).

Le département des Hautes-Alpes était divisé en quatre districts, formant 38 cantons et 184 communes.

Le district de Gap avait 12 cantons.

Le district d'Embrun — 10 —

Le district de Briançon — 9 —

Le district de Serres — 7 —

Total 38 cantons⁵.

¹ Voyez *Procès-verbaux du Conseil général des Hautes-Alpes*, session d'août 1885, p. 291 et suiv.; — *Bull. société d'Etud.*, 1886, p. 137 et suiv.

² Série F, nos 8-13.

³ Paris, Plon, 1886, p. 4-5. — Cet ouvrage a été publié par les soins de M. Ulysse Robert, inspecteur général des archives.

⁴ Arch. H.-A., série F, 12.

⁵ Voyez le *Registre des arrêtés du directoire des Hautes-Alpes*, à la date du « 2^e sans-culottide an II » (18 septembre 1794), et le *Compte rendu par l'administration centrale du départ. des Hautes-Alpes*, Gap, an V, p. 65.

L'administration du district, appelée *Directoire*, de même que celle du département, se composait de quatre directeurs et de huit conseillers.

Les procès-verbaux des délibérations du Directoire du district de Gap se conservent, en original, aux archives départementales des Hautes-Alpes¹.

Nous reproduisons, ci-après, l'*Analyse des délibérations du directoire du district de Gap*, par Théodore Gautier, sans modifications.

D'après les diverses notes ajoutées, çà et là, à ce travail, il résulte qu'il a été rédigé en octobre 1842², deux ans avant la publication faite par Gautier de son *Précis de l'histoire de la ville de Gap*³ et quatre ans seulement avant sa mort, arrivée le 13 octobre 1846.

Inutile d'insister ici sur l'intérêt qui s'attache à cette *Analyse* et aux événements auxquels elle se rapporte.

Suivant notre habitude, nous respectons scrupuleusement l'orthographe du manuscrit de Gautier. Nous ajoutons seulement, entre crochets [], divers éclaircissements chronologiques ou bien, au bas des pages, quelques notes explicatives; ces notes sont indiquées par un renvoi entre parenthèses () ; celles de Gautier le sont par un renvoi ordinaire.

P. G.

Gap, le 1^{er} juin 1891

¹ Huit registres, in-f^o, d'inégale étendue, non reliés, série L, 921-922.

² Voyez, ci-après, les notes relatives aux événements arrivés le 14 mai et 16 déc. 1793, etc.

³ Gap, Alfred Allier, 1844, in-8^o, de xv-399 pages.

ANALYSE
DES
DÉLIBÉRATIONS DU DIRECTOIRE
DISTRICT DE GAP

Du 13 juillet 1790 au 18 brumaire an IV.

Année 1790.

13 juillet. — *Élection des membres du District.* — Assemblée des électeurs du district de Gap à l'hôtel de ville. Nombre d'électeurs présents, 73. Doyen d'âge président : Joseph Bertrand, curé de St-Laurent-du-Cros. Scrutateurs provisoires : Jean Lachau, notaire, de Veynes ; Antoine Michel, négociant, id. ; Jean-Antoine Anglès de Sainte-Guitte, avocat, id. Secrétaire provisoire : Étienne Blanc, notaire à Gap.

Bureau définitif : Joseph-Augustin Marchon, avocat et maire de Gap, président ⁽¹⁾ ; Étienne Blanc, notaire, secrétaire ; Anglès de Sainte-Guitte, avocat, Rochas, avocat à Gap, Provensal l'ainé, bourgeois à Ancelle, scrutateurs.

Tous les membres du bureau prêtent serment de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du Royaume, d'être fidèles à la Nation, à la Loiet au Roi, et de choisir, en leur âme et conscience, les plus dignes de la confiance publique, et de remplir avec zèle et courage les fonctions politiques et civiles qui leur seront confiées. Remercimens du président.

Résultat de l'élection des onze membres du district :

- MM. 1 Toscan du Téral, de Montmaur.
2 Martel la Peyrouse, notaire à Lardier.
3 Combassive, procureur à St-Bonnet.
4 Daniel Lesbros, négociant à Veynes,
5 Robin, notaire à St-Julien-en-Champsaur¹.
6 Blanc, procureur du Roi à Gap.
7 Martin, maire de St-Euzèbe.

⁽¹⁾ Voir, sur ce personnage, le *Bulletin* de 1839, p. 273 et suiv.

¹ Encore vivant en 1842.

- MM. 8 Michel, père, négociant à Veynes,
 9 Escallier, lieutenant en l'élection de Gap.
 10 Motte, notaire à St-Bonnet.
 11 Vallon-Corse, bourgeois à la Bâtie-Vieille ⁽¹⁾.

Ensuite se présente à l'assemblée M. l'abbé Grimaud, régent de troisième au collège de Gap, accompagné de ses élèves. M. Grimaud prononce un discours patriotique, auquel répond M. le Président.

Après, la garde nationale est admise. M. Curnier de Lavalette, commandant des dragons, prononce un discours rempli d'éloges pour les électeurs, à raison des bons choix qu'ils ont fait tant pour le directoire du département que pour celui du district. M. Marchon, président, lui répond : « Nous avons reçu des députations à Chorges ; là nous avons été comblés d'honneurs pendant la durée de nos séances. Cet hommage fugitif a bien pu flatter notre amour-propre ; mais c'est ici seulement que le cœur est satisfait, puisque nos compatriotes et nos frères daignent applaudir à nos travaux ».

Le procès-verbal est signé par les électeurs. Parmi les signataires l'on remarque : MM. Moynier du Bourg, nommé précédemment procureur-général syndic près le directoire du département ; de Cazeneuve, chanoine, qui dans la suite fut nommé évêque des Hautes-Alpes ; Combassive, de St-Bonnet, et Gautier, notaire à la Saulce.

Le soir, à deux heures, nouvelle réunion à l'hôtel de ville, pour l'élection d'un 12^e membre du district et du procureur-syndic. Jacques Lagier, maire de St-Jacques, est élu membre du district. Claude Cças, procureur au baillage, est élu procureur-syndic.

3 août. — *Première réunion des membres de l'administration du district. Nomination du président, du secrétaire et des 4 membres du directoire.* — Les membres de l'administration du district de Gap se réunissent dans la salle du 1^{er} étage, sur le devant de la maison de

⁽¹⁾ Différent de l'historien François Vallon-Corse, bourgeois de Gap (1715, † 1791), sur lequel on trouvera divers renseignements dans le *Bulletin* de 1884, p. 34 et suiv.

M. le chanoine St-Genis (aujourd'hui maison Michel, près l'évêché) ; ils procèdent à l'élection de leur président, de leur secrétaire et des 4 membres du directoire. Résultat des votes : Président, M. Blanc, avocat ; il prononce un discours. Secrétaire, M. Esprit-Paul de Lafont, bourgeois de Gap. Ensuite un long discours de M. Céas, procureur-syndic. Nomination des 4 membres du directoire du district : MM. Combassive, de St-Bonnet ; Toscan du Terrail, bourgeois à Montmaur ; Lesbros, bourgeois à Veynes ; Escallier, avocat à Gap.

15 août. — *Procession de ce jour.* — Le directoire du district arrête qu'il assistera, ce jour même, à la procession qui doit avoir lieu, selon le vœu de Louis XIII, qui mit le royaume sous la protection de la Vierge. Cette délibération est prise sur la demande de M. Blanc, président, qui pense que le directoire doit manifester son zèle et sa piété « envers la protectrice du genre humain ».

18 août. — *Nomination d'un concierge.* — Nomination d'Etienne Disdier, de Gap, à la place de concierge du directoire.

25 août. — *Le P. Favier, cordelier.* — Délibération sur une demande du P. Favier, syndic du couvent des Frères Mineurs conventuels de Gap, relative à des arrérages de rente dus par des fermiers du couvent.

17 novembre. — *Nomination d'un sous-secrétaire.* — Le sieur Gaspard-Louis-Étienne Céas, est nommé sous-secrétaire par provision ; ses appointements sont fixés à 300 livres par an.

Année 1791.

26 janvier. — *Biens nationaux.* — Délibération portant qu'il sera procédé à la vente des biens nationaux situés dans le district de Gap.

16 juin. — *Mobilier des Courens de Gap et du prieuré de Tallard.* — Délibération portant qu'il sera procédé à la vente des vases vinaires du ci-devant prieuré de Tallard, et des effets mobiliers qui se trouvent dans les maisons des ci-devant Frères Mineurs et des ci-devant Frères Prêcheurs de Gap. Les ornements servant au culte divin seront conservés, attendu que les frais du culte sont à la charge de la Nation.

25 juin. — *Fuite du roi. Vérification des caisses publiques.* — Par suite des décrets de l'Assemblée nationale du 21 juin 1791, relatifs à l'enlèvement du roi et de la famille royale, le directoire du district arrête que MM. Toscan du Terrail et Céas, procureur-syndic, se rendront de suite chez le sieur Pinet, receveur du district et de la ci-devant élection, Martin de Mérueil, ancien receveur des gabelles, et Margot-Duclot, receveur de l'enregistrement, pour constater le numéraire de leur caisse, avec inhibitions et défenses de s'en désaisir jusqu'à ce qu'autrement il en soit ordonné. — Les officiers municipaux de Veynes, Tallard et St-Bonnet sont chargés de faire une semblable vérification chez les receveurs ou contrôleurs de ces localités.

23 juillet. — *Livres et titres des Dominicains de Gap.* — Arrêté qui charge le sieur Jean-Louis Richaud, électeur du canton de Gap, de procéder à l'inventaire des livres et titres dépendant de la maison des ci-devant Frères Prêcheurs de Gap.

31 août. — *M. du Terrail nommé lieutenant de gendarmerie.* — Démission de membre du directoire du district donnée par M. Toscan du Terrail, attendu qu'il a plu au roi de lui accorder un brevet de lieutenant de gendarmerie.

Membres sortants du directoire et du conseil du district de Gap. — Tirage au sort de la moitié des membres sortants du directoire et du conseil du district de Gap, savoir : pour le directoire, outre M. Toscan du Terrail, démissionnaire, M. Lesbros ; pour le conseil, MM. Robin, Martel, Motte et Martin.

1^{er} septembre. — *Répartition des contributions.* — Répartement de la contribution foncière et de la contribution mobilière entre les communes du district de Gap.

3 septembre. — *Remplacement provisoire de M. du Terrail.* — Arrêté qui nomme M. François Martel la Peyrouse, notaire de Lardier, membre du conseil du district, pour remplacer M. Toscan du Terrail au directoire du même district jusqu'à la prochaine assemblée du conseil.

21 octobre. — *M. Paul, employé.* — Arrêté qui fixe à 300 livres le traitement du s^r Fidèle-Joseph Paul, employé au bureau du district depuis le mois de juin précédent.

Année 1792.

28 mars. — *Cloches des couvens.* — Arrêté portant que les quatre cloches qui se trouvent à l'église des ci-devant Frères Prêcheurs et l'une de celles des Frères Mineurs conventuels seront transportées, par le s^r Gaide, à l'hôtel des monnaies de Montpellier, à raison de 12 livres par quintal. — A cette époque M. Chevalier était ingénieur en chef du département.

Fin du 1^{er} Registre.

29 avril. — *Serment des employés.* — En exécution de la loi du 28 mars 1792, les employés du district prêtent le serment civique d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi. Ces employés sont : 1^o le s^r Gaspard-Étienne Céas ; 2^o Fidèle-Joseph Paul ; 3^o Alexandre-François Combassive, chef du bureau des impositions.

30 avril. — *Biens des émigrés.* — Le directoire du district, en conformité de l'art. 4 de la loi du 8 avril 1792, nomme pour commissaire M. Jean-Baptiste Blanc, le jeune, administrateur du conseil du district, pour se transporter dans les différentes municipalités, pour dresser l'inventaire des effets mobiliers appartenant à des particuliers reconnus pour émigrés.

3 mai. — *Biens des émigrés.* — Arrêté qui nomme pour adjoints à M. Blanc, le jeune, MM. Michel, président du district, et Jean-Louis Richaud, procureur de la commune de Gap.

Nota. — Ici l'on commence à dater de l'an 4^e de la liberté.

25 mai. — *Papiers de l'évêché et du chapitre.* — Nomination de M. Jean-Louis Richaud, procureur de la commune, pour procéder à l'inventaire des papiers et effets qui se trouvent dans les archives du ci-devant chapitre de Gap, et de M. Jean-Baptiste Blanc, le jeune, pour ceux dépendant du ci-devant évêché, lesquels seront de suite

transportés aux archives du district⁽¹⁾. Ceux du chapitre seront laissés dans l'*étude* où ils se trouvent, comme étant le plus propre à leur conservation.

Nota. — En 1842, les papiers de l'ancien chapitre de Gap sont toujours dans la salle pratiquée dans le clocher de l'église cathédrale⁽²⁾.

3 juin. — *M. Jean Farnaud nommé commissaire pour se rendre aux Infournas.* — Le s^r Jean Farnaud, citoyen de cette ville de Gap, est nommé commissaire pour se rendre aux Infournas, à l'effet de procéder aux opérations relatives aux impositions foncière et mobilière de 1791.

6 juin. — *M. Chaix, de la Roche, nommé commissaire.* — Le s^r Joseph-François Chaix, de la Roche, est nommé commissaire pour procéder à l'estimation d'un pré et de deux champs dépendant de la cure de Pelleautier, bienque situés dans le territoire de la Freyssinouse.

12 juin. — *Compte des décimes du diocèse.* — Arrêté qui nomme MM. Escallier, curé de Gap, Bonnet, curé de Rambaud, et Robin, curé de Châteaufieux, pour assister au compte que le s^r Lafont doit rendre des recettes dont il était chargé, des décimes du diocèse de Gap. Ces nominations sont faites en vertu des lettres patentes du roi du 21 septembre 1790.

1^{er} juillet. — *Emigrés. Nomination d'un commissaire.* — M. Barniaudi, notaire public à Veynes, est nommé commissaire pour procéder à l'inventaire des effets mobiliers du s^r Emmanuel Flotte, de La Roche, et M. Thomé, de St-Bonnet, administrateur du conseil du département, pour inventorier ceux du s^r Darce, à Poligny, réputés émigrés.

(1) Ces documents sont aujourd'hui aux archives départementales des Hautes-Alpes (série G).

(2) Les papiers du chapitre de Gap qui, en 1866, lors de la démolition de l'ancienne cathédrale de Gap, se trouvaient encore dans le clocher de cette église, furent alors transférés à l'évêché. En 1879, ils ont été déposés aux archives départementales, où ils ont été classés. L'inventaire des anciens papiers de l'évêché et du chapitre de Gap, qui est actuellement rédigé en partie, sera prochainement imprimé dans la collection des inventaires sommaires des archives départementales des Hautes-Alpes (*Archives ecclésiastiques*, tome II).

2 juillet.—*Fédération du 14 juillet*.—Arrêté qui charge le procureur-syndic du district d'écrire aux différentes municipalités pour exorter les gardes nationales à faire une députation à la fédération qui aura lieu à Gap, le 14 juillet, pour renouveler le serment prescrit par la Loi. Les corps judiciaires seront aussi priés d'assister à la cérémonie. Il sera pris des mesures, de concert avec la municipalité, pour le maintien du bon ordre, et MM. Escallier, Combassive et Céas, procureur-syndic, se rendront au département pour donner connaissance aux administrateurs des mesures adoptées et les inviter d'assister à la fête.

Nota. — La cérémonie politico-religieuse eut lieu le 14 juillet dans le champ des ci-devant Cordeliers. Quatre messes furent célébrées simultanément sur un autel à 4 faces. M. de Cazeneuve, évêque constitutionnel⁽¹⁾, en célébra une ; le rédacteur de ces notices en servait une autre, celle dite par l'abbé Pellenq, de la Saulce, l'un des vicaires de la paroisse de St-Arnoux.— Les vœux s'adressaient moins à Dieu qu'au sieur Riquetti, ci-devant comte de Mirabeau, dont le buste avait été porté triomphalement au champ de Mars.

18 juillet. — *La Patrie en danger*. — La Patrie est en danger ! Délibération portant que l'acte des Corps législatif du 12 juillet sera imprimé et envoyé aux municipalités, que les administrateurs du Conseil se rendront sur le champ au Directoire pour y être en surveillance permanente, et qu'il sera fait une adresse aux *citoyens*, pour leur rappeler leur devoir, leur inspirer *un attachement inviolable à la Constitution*, et l'ordre et la tranquillité.

« Adresse des administrateurs du directoire du district de Gap à leurs concitoyens.

« Citoyens.

« Il n'est pas surprenant que la constitution française, fondée sur l'égalité des droits, la distinction des pouvoirs

(1) Cf. Th. Lemas, *Gap et Embrun et le siège épiscopal des Hautes-Alpes en 1790*, dans le *Bulletin* de 1889, p. 198-222, et *Ignace de Cazeneuve, évêque constitutionnel des Hautes-Alpes, membre de la Convention*. Paris, Gaston Née, 1890, in-8° de 30 p.

et l'abolition du régime féodal, ait été longtemps un sujet de contradiction au dedans, et ensuite un signe de raillement au dehors parmi les puissances étrangères.

« Le réveil d'un peuple esclave qui brise ses chaînes, doit, nécessairement, faire trembler tous les despotes ; aussi se sont-ils armés, se sont-ils ligués entre eux pour soutenir, par leurs efforts réunis, la cause du pouvoir absolu contre celle de la liberté.

« Citoyens, nous apprenons que des armées nombreuses s'avancent vers nos frontières. N'en soyez point émus ; maintenez-vous dans le calme, et sachez qu'un soldat libre, un français, un Spartiate vaut lui seul mille *Macédoniens*¹. Reposez-vous des événements de cette guerre sur la vigilance et l'activité des généraux de nos armées, sur la prévoyance du *représentant héréditaire* de la Nation, la surveillance du corps législatif, sur la bravoure de nos soldats ; ils apprendront tous à l'univers entier qu'un peuple qui combat pour sa liberté peut recevoir des échecs et non être vaincu.

« Ce qui nuirait à la prospérité de nos armes, ce serait, citoyens, les divisions intestines, s'il y en avait parmi nous. Nous préserve le Ciel d'un tel malheur ! L'empire français deviendrait bientôt la proie de ceux qui semblent avoir juré sa perte. Réunissons-nous donc tous autour de la Constitution ; que les intérêts particuliers disparaissent pour faire place à l'intérêt général ; n'ayons tous qu'un même but, celui d'observer la loi et de respecter les autorités établies pour la faire exécuter ; que les propriétés soient toujours sacrées parmi nous ; ce sera alors que nos ennemis, désespérant de vaincre un peuple qui ne connaît d'autre joug que celui de la loi, n'oseront franchir nos frontières.

« Citoyens, la Patrie est en danger ; les corps administratifs sont en état de permanence ; que les gardes nationales soient donc prêts à marcher à la première réquisition ; que les contributions publiques soient exactement

¹ C'est peut-être mille *Persans* que voulaient dire les administrateurs du district.

payées ; par là, les projets des ennemies de l'État seront déjoués et entièrement confondus !

« Fait à Gap en directoire le 18 juillet 1792, l'an 4^e de la liberté. Signés : ESCALLIER, vice-président ; COMBASSIVE, LESBROS, GÉRARD, CÉAS, procureur-syndic ; DELAFONT, secrétaire ».

21 juillet. — *Membres du Conseil du district en permanence.* — La délibération de ce jour constate que les membres du conseil du district se sont empressés de donner des preuves de leur civisme en se rendant auprès du directoire, pour être en surveillance permanente ; ce sont : MM. Michel, président ; Vallon-Corse ; Lagier ; Ferrier ; Blanc, le jeune ; Marcellin et Rougon. Ils ont dit que leur attachement inviolable pour la Constitution étant sans bornes, ils n'ont pas plutôt eu connaissance de l'acte du corps législatif qui déclare la Patrie en danger, qu'ils se sont réunis au directoire pour travailler de concert au maintien de l'ordre et de la tranquillité, etc.

29 juillet. — *Réquisition de mulets.* — Réquisition faite à 13 communes du district de Gap de fournir 50 mulets ou chevaux pour transporter de la farine et des légumes d'Embrun à Barcelonnette, d'après l'avis de l'officier général qui commande dans cette place.

10 août. — *Réquisition d'hommes pour l'armée.* — Répartition entre les cantons du district de 84 hommes pour le recrutement de l'armée (loi du 22 juillet) et de 126 hommes pour les 4 nouvelles compagnies de *volontaires*. Cette répartition est faite d'après la population de chaque canton (12 cantons).

12 août. — *Contributions arriérées. Nomination d'un commissaire.* — Le sieur Jean-Louis Farnaud, citoyen de Gap, est nommé commissaire pour se rendre dans toutes les communes du Champsaur, à l'effet d'activer les opérations concernant la contribution foncière et mobilière et dresser les matrices des rôles.

17 août. — *Armes et munitions de guerre.* — Le conseil et le directoire du district, considérant que, malgré le zèle qui anime tous les citoyens du district à défendre la patrie des dangers dont elle est menacée et à maintenir

la constitution, leur bonne volonté deviendrait illusoire, puisqu'ils sont dépourvus d'armes et de munitions, arrêtent que MM. Lesbros, administrateur du directoire, et Blanc, le jeune, administrateur du conseil, conjointement avec M. Céas, procureur-syndic, feront les démarches nécessaires pour se procurer 1.000 fusils, 6 quintaux de poudre, et 24 quintaux de balles, pour armer les gardes nationales.

26 août. — *Gardes nationales sédentaires*. — Répartition entre les 12 cantons du district de Gap des 253 grenadiers qu'ils doivent fournir pour la composition du bataillon de gardes nationales sédentaires, demandé par M. d'Anselme, lieutenant-général des armées françaises, commandant les troupes réparties dans les départements du Var, des Bouches-du-Rhône, des Basses et des Hautes-Alpes.

26 août. — *Prestation d'un nouveau serment. Affaire du 10 août*. — Le procureur-syndic, les administrateurs et les employés des bureaux du directoire du district jurent, *au nom de la Nation*, de maintenir la liberté et l'égalité, de remplir avec courage et exactitude leurs fonctions, et de rester constamment attachés à leur poste ; de veiller à ce que les personnes et les propriétés soient respectées et conservées, et de surveiller et poursuivre tous ceux qui voudraient entreprendre de porter atteinte aux droits du peuple.

Ce serment est précédé d'une allocution de M. Céas, procureur-syndic, où il fait allusion à la catastrophe du 10 août, et dans le quel il rappelle le décret du même jour qui suspend le roi, attendu que les despotes ont fait agir tous les ressorts pour arrêter la marche de la sublime Constitution, et rétablir l'ancien régime, etc.

14 septembre. — *Nomination d'un commissaire provisoire du pouvoir exécutif près le tribunal du district*. — Élection, à l'unanimité des suffrages des membres présents du conseil général du district, de Joseph-Pierre Romane, homme de loi résidant à Gap, à la place de commissaire provisoire du pouvoir exécutif près le tribunal civil du district (l'an 1 de la liberté, le 1^{er} de l'égalité).

15 septembre. — *Mobilier des églises des Capucins et des Ursulines.* — Le directoire du district arrête qu'il sera procédé par la municipalité de Gap au recolement des inventaires qui ont été faits du mobilier qui se trouve dans les maisons occupées par les Capucins et par les religieuses de Sainte-Ursule de cette ville ; que l'argenterie des sacristies de ces maisons sera portée chez le receveur du district, et les ornements aux archives de la paroisse de Gap.

16 septembre. — *Nouvelle prestation de serment.* — Les administrateurs du district renouvellent le serment prescrit par la loi du 5 août 1792, et qu'ils avaient prêté par anticipation le 22 du même mois.

16 septembre. — *Augmentation du traitement d'un chef de bureau.* — Le directoire porte à 1000 l. par an (en assignats) le traitement du sieur Combassive, cadet, chef du bureau des impositions. Il était fixé auparavant à 600 l.

2 octobre. — *Suppression des congrégations et des confréries.* — En vertu de la loi du 18 août 1792, qui supprime les congrégations séculières et les confréries, le directoire du district ordonne qu'il soit procédé à l'inventaire du mobilier appartenant aux Doctrinaires de la ville de Gap, ainsi qu'à celui de toutes les confréries qui existent dans les diverses communes du district.

(C'est pour la dernière fois que le mot *Messieurs* précède le nom des administrateurs).

9 octobre. — *Vente du mobilier des Capucins et des Ursulines.* — Les administrateurs du directoire du district, présens *citoyens* (sans l'article) Escallier, etc., arrêtent que la vente des effets mobiliers qui se trouvent dans les maisons des ci-devant Capucins et religieuses de Gap, seront mis en vente le 29 octobre 1792.

10 octobre. — *M. Pierre-Antoine Farnaud.* — Sur un procès-verbal dressé par le *sieur* Farnaud, vérificateur des patentes, le directoire du district arrête que la cote de divers *citoyens actifs* du lieu de Veynes sera portée à la somme de... etc.

(Cet acte est daté de l'an 1^{er} de la République).

7 novembre. — *Émigrés du district.* — Arrêté portant que la confiscation des biens des *nommés* Hugues, Flotte, Gruel et Dars, français émigrés, sera annoncée par trois affiches, etc.

6 décembre. — *Nouveaux administrateurs élus.* — Installation des citoyens Céas, président, Favier, Eyraud, Ferrier et Gérard, administrateurs, et Lesbros, procureur-syndic, nouvellement élus, ainsi que Céas, fils, secrétaire. Claude Gérard est nommé vice-président.

Année 1793.

L'an second de la République française

3 janvier. — *Troubles à St-Bonnet.* — Des troubles ayant eu lieu à St-Bonnet, lors de la réunion des citoyens actifs du canton pour la nomination du juge de paix, le directoire du district arrête qu'une nouvelle assemblée sera convoquée pour procéder à la nomination d'un juge de paix, et que le citoyen Gérard, l'un des administrateurs, se rendra sur les lieux. — La 1^{re} réunion de l'assemblée primaire avait eu lieu le 25 novembre 1792.

6 janvier. — *Le sieur Agoult émigré.* — Nomination du citoyen Davin, juge de paix à la Bâtie-Neuve, pour procéder à l'inventaire des effets mobiliers du *sieur* Agoult, qui n'a pas justifié de sa résidence actuelle.

7 janvier. — *Vente du mobilier de plusieurs émigrés.* — Annonce de la vente des effets mobiliers qui peuvent se trouver dans les maisons des *nommés* Gruel, Hugues, Flotte et Dars. Le directoire nomme pour commissaire le citoyen Céas, président du district, et pour experts les citoyens Louis Calandre et Pomponne Gautier, de Gap, à l'effet de procéder à l'estimation des effets qui seront réservés pour servir au campement des troupes.

14 janvier. — *Argenterie de l'église St-Arnoux.* — De l'inventaire fait par les citoyens Joseph Blanc, officier municipal, et Jean-Louis Richaud, notable, commissaires nommés pour procéder à l'inventaire des effets en or et en argent qui se trouvent dans les églises de la ville de Gap, il résulte que l'église paroissiale, indépendamment des ciboires, calices et autres vases sacrés réservés pour ser-

vir au culte, possédait 83 marcs 3 onces $\frac{3}{4}$ d'argenterie. — Ces objets sont déposés chez le citoyen Pinet, receveur du district, pour être ensuite envoyés à l'hôtel de la monnaie.

3^e Registre.

12 février. — *Les Émigrés Hugues, Gruel et Flotte.* — Le citoyen Jean-Louis Richaud, fils, de Gap, est nommé commissaire pour procéder à la levée des scellés apposés sur les biens des nommés Hugues, Gruel et Flotte, en remplacement des citoyens Céas et Bontoux.

11 mars. — *Levée de 300 hommes pour l'armée.* — Répartition entre les communes du district des 300 hommes qui lui ont été assignés par arrêté de l'administration du département du 5 de ce mois. — Le contingent de la commune de Gap est de 54 hommes dans la levée prescrite par l'arrêté du 24 février dernier qui fixe le mode de recrutement de l'armée. Des commissaires sont envoyés dans tous les cantons. Le citoyen Gérard, administrateur du district, doit s'occuper du canton de Gap.

18 mars. — *Argenterie des églises.* — Les citoyens Laurent Ferrier, administrateur, et Céas, secrétaire du district, sont nommés commissaires pour constater le montant de l'argenterie, galons, dentelles, franges d'étoffes, tissus en or et en argent, qui se trouvent chez le receveur du district et qui proviennent des églises supprimées, et de l'envoi fait par les communes de Gap et de Tallard, faire encaisser le tout et l'envoyer à l'hôtel de monnaie le plus voisin.

6 avril. — *Mort de la dame de Gruel.* — Acte qui nomme Laurent Ferrier, commissaire, pour aller à Sigoyer et y apposer les scellés sur les portes des appartements du château où se trouvent des effets appartenant au nommé Gruel, émigré, et qui avaient été laissés au pouvoir de la citoyenne Gruel, sa mère, décédée la veille.

8 avril. — *Permanence et serment des administrateurs.* — Les administrateurs du district présents à la séance déclarent se constituer en permanence et réitèrent le serment de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir à leur poste en les défendant. — Les membres présents

étaient MM. Céas, président, Gérard, Eyraud, Laurent Ferrier et Martel, de Tallard, Burle, de la Saulce, Pellet, de la Freyssinouse, et Favier, d'Ancelle ; Lesbros, procureur-syndic.

17 avril. — *Séminaire et Doctrinaires de Gap.* — Le citoyen Eyraud, administrateur, est nommé commissaire à l'effet de procéder au recolement de l'inventaire du mobilier et des papiers dépendant des collèges des ci-devant Doctrinaires, lesquels avaient été laissés au pouvoir du citoyens Pellet, supérieur de ladite maison.

4 mai. — *Comité de salut public créé à Gap.* — « Les ennemis de la Révolution trop faibles et trop lâches pour attaquer à force ouverte une nation qui a juré de maintenir sa liberté, cherchent à semer le trouble et la division dans différents points de la République parmi les citoyens. — Les corps administratifs établis en cette ville, instruits par les papiers publics de cette manœuvre odieuse et désirant de maintenir la paix et la tranquillité qui a régné dans ce département, se sont réunis auprès de l'administration du département pour prendre toutes les mesures convenables pour éviter que le fléau de la guerre civile, qui s'est manifesté dans d'autres contrées, ne se propage, et pour surveiller tous ceux qui pourraient faire quelque entreprise contre l'intérêt de la Nation. Ensuite de cette réunion, il a été arrêté qu'il serait nommé un *Comité de salut public*, composé de deux membres du département, de deux membres du district et de deux membres de la municipalité, qui s'assembleront chaque jour, à deux heures de relevée, dans l'une des salles du département », etc.

Les citoyens Céas, président, et Lesbros, procureur-syndic, sont désignés pour faire partie dudit comité, et pour suppléant, le citoyen Eyraud.

14 mai. — *Commissaires nommés pour les subsistances.* — En exécution du décret de la Convention du 4 de ce mois, relatif aux subsistances, le district nomme pour commissaires les citoyens :

Jean-Baptiste Arnaudon,	} pour la ville de Gap.
Jean-Baptiste Blanc, le jeune,	

François Jourdan, pour le canton de Veynes.

Motte, notaire, pour le canton de Saint-Bonnet.

Marcellin, pour le canton de Saint-Étienne.

Pierre Roubaud, pour le canton de la Roche.

Faure, notaire, pour le canton de Tallard.

Gautier, notaire, pour le canton de la Saulce.

Joseph Roubaud-Lanjon, de Gap, pour celui de la Bâtie-Neuve.

Robin, notaire¹, pour le canton de Saint-Julien.

Cesmat, notaire, pour le canton de Chabottes.

Martin, juge de paix, pour le canton de Saint-Eusèbe.

Lagier, pour le canton de Saint-Firmin.

23 mai. — *Violation du secret des lettres.* — « Les administrateurs du district, considérant que, dans la position où nous nous trouvons, le secret de la correspondance est pour nos ennemis le seul moyen de perdre la patrie, et qu'il est instant d'y porter remède, nomment les citoyens Céas, président, et Eyraud, administrateur, à l'effet de se rendre au bureau de la poste les jours d'arrivée du courrier, pour, conjointement ou à défaut des commissaires nommés par le département, faire l'ouverture des lettres venant de l'étranger et correspondre avec le Comité de salut public pour toutes les découvertes qui pourraient être faites, persuadés que ces commissaires mettront dans ces fonction délicates la prudence et la circonspection qu'elles exigent, sans retarder le service ».

12 juin. — *Le citoyen Combassive, cadet.* — Le citoyen Combassive, cadet, chef du bureau des impositions, donne sa démission de cet emploi. — Les administrateurs, après lui avoir témoigné le regret qu'ils ont que ses affaires ne lui permettent pas de continuer le travail qui lui avait été confié pour l'assiette des contributions, nomment, pour le remplacer, le citoyen Jean-Louis Chappey, ci-devant vérificateur des rôles, qui de suite prête serment de maintenir la liberté, l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la République.

13 juin. — *Appointemens des employés.* — Sur la récla-

¹ Encore vivant en octobre 1842.

mation des employés, le district fixe les appointemens du citoyen Fidèle Paul, sous-secrétaire, à 600 l. par an ; et ceux des citoyens Avon, Roubaud et Michel, à 500 l.

9 août. — *Feu de joie des papiers féodaux.* — *Constitution de 1793.* — Arrêté portant que tout les titres qui ont été trouvés parmi les papiers des émigrés, ou dépendant des domaines nationaux, seront portés sur la place Saint-Arnoux, demain 10 du courant, et brûlés, au même instant que le feu de joie, en présence de tous les corps constitués, de la municipalité et du public.

Le feu de joie avait lieu en réjouissance de la réunion qui devait avoir lieu à Paris, de tous les députés des cantons de la République, porteurs de l'acceptation de l'acte constitutionnel. Or, les administrateurs du district ne pouvaient mieux exprimer leurs sentimens d'unité, d'indivisibilité et le vœu des citoyens, d'une manière plus énergique, qu'en détruisant tous les titres qui servaient à établir la servitude.

10 août. — *Levée des gardes nationaux.* — Le district de Gap devait fournir 374 gardes nationaux, pour être employés, en cas de besoin, à la défense des frontières. — Dans la sous-répartition de ce contingent, la commune de Gap devait en fournir 71.

6 septembre. — *Prise de Toulon par les Anglais.* — *Levée de gardes nationaux.* — En vertu des proclamations et des arrêtés pris par les représentants à Marseille, contenant que la ville et le port de Toulon et la flotte de la République ont été livrés aux Anglais et aux Espagnols, les administrateurs du district ordonnent que chaque commune du district fournira le nombre d'hommes indiqué par l'arrêté du 10 août dernier. Tous devaient être rendus à Gap le 10 septembre pour former un bataillon. Les commissaires nommés pour activer la levée sont les citoyens :

Jacques Blanc, pour le canton de Gap,
Lachau, fils, pour celui de Veynes,
Gollin, de Veynes, pour celui de Saint-Étienne,
Chaix, fils, pour celui de la Roche,
Motte, notaire, pour celui de Saint-Bonnet,
Cesmat, juge de paix, pour celui de Chabottes,

Provensal d'Arthaud, pour celui de la Bâtie-Neuve,
 Charles-Sébastien Blanc, pour celui de Saint-Firmin,
 Lacroix, de Saint-Bonnet, pour celui de Saint-Julien,
 Servoules, de Gap, pour celui de Tallard,
 Bertrand, administrateur du département, pour celui de
 la Saulce,
 Bellon-Ville, administrateur du district, pour celui de
 Saint-Eusèbe.

14 septembre. — *Levée d'hommes pour la cavalerie.* —
 Levée d'hommes, ordonnée en vertu du décret de la Con-
 vention du 22 juillet, pour renforcer les corps de cavalerie.
 — Le contingent du district était de 33 hommes. — Le
 canton de Gap en devait fournir 6.

10 octobre. — *Réquisition de 18 à 25 ans.* — Le citoyen
 Claude Gérard, administrateur du district, est nommé
 commissaire pour l'organisation, en compagnies et en
 bataillons, des citoyens de 18 à 25 ans qui doivent se réunir
 à Gap le 13 du courant, en vertu du décret de la Conven-
 tion du 23 août dernier.

11 octobre. — *Loi du maximum.* — Arrêté du district
 qui fixe le maximum du prix des denrées et marchandises,
 en vertu du décret du 29 septembre 1793.

17 octobre. — *Réquisition de farine.* — A cette époque,
 dix compagnies des citoyens de la première réquisition
 avaient été formées par le citoyen Gérard, indépendam-
 ment des quatre levées sur la réquisition du général Car-
 taux. Par son arrêté de ce jour, le conseil du district,
 toujours en permanence, frappe les commune de son
 arrondissement d'une réquisition de 420 quintaux de farine
 pour la nourriture des 14 compagnies levées. — La ville
 de Gap et sa banlieue durent en fournir 30 quintaux.

21 octobre. — *Nouveaux employés au district.* —
 Nomination des citoyens Melchior Calignon, au bureau
 des domaines nationaux et des émigrés ; Fidèle Richaud
 et Étienne Vieux, à celui des impositions ; les uns et les
 autres aux appointemens de 500 l. par an.

3^e jour du 2^e mois de l'an 2 de la République [24 oct.
 1793]. — *Nouveau tarif du maximum.* — Arrêté portant
 une nouvelle fixation du prix des denrées, comestibles et

marchandises de première nécessité ; pris en présence de deux députés du conseil général de la commune, deux députés du comité de surveillance, deux députés de la société républicaine, et de huit citoyens pris dans divers états de la ville de Gap, non dénommés dans l'arrêté.

12^e jour du même mois [2 nov. 1793]. — *Réquisition de foin, de paille et d'avoine*. — Arrêté portant répartition de 1.400 quintaux de foin, 2.150 de paille, et 6.500 boisseaux d'avoine entre les communes du district de Gap. — La ville de Gap et sa banlieue, doivent fournir 100 quintaux de foin, 150 de paille et 50 émines d'avoine. — Cette répartition, avait lieu en vertu d'une réquisition faite, le 21 octobre précédent à *Ville affranchie*, par les représentants du peuple en mission près l'armée des Alpes. Le département des Hautes-Alpes devait fournir 6.000 quintaux de foin, 4.000 de paille, et 18.000 boisseaux d'avoine.

15^e jour du même mois [5 oct. 1793]. — *Réquisition des tailleurs*. — Tous les tailleurs, les tailleuses et leurs ouvriers sont mis en réquisition pour travailler à l'habillement et équipement des volontaires. — Plusieurs maîtres tailleurs devaient travailler dans l'une des salles du district, et le citoyen Gérard, administrateur, devait surveiller et activer les ateliers.

17^e jour du 2^e mois de l'an 2 de la République [7 nov. 1793]. — *Réquisition de souliers*. — En exécution du décret de la Convention nationale du 5^e jour du second mois de l'an second de la République française une et indivisible, qui ordonnait à tous les cordonniers de la République de remettre à la municipalité de leur résidence 5 paires de souliers chaque décade, pendant trois mois consécutifs, le Conseil du district ordonnait aux officiers municipaux d'envoyer, dans trois jours, le tableau des cordonniers et de leurs ouvriers qui se trouvaient dans chaque commune, et de se faire remettre par chaque cordonnier 5 paires de souliers, chaque décade, et la même quantité par chaque ouvrier, dont le prix serait payé conformément à la loi, c'est-à-dire au prix du maximum. — Les administrateurs Eyraud et Favier étaient nommés commissaires pour l'exécution de l'arrêté du district. —

Les citoyens Jean Allemand et Étienne Disdier, cordonniers de Gap, étaient nommés experts pour la vérification des souliers versés au dépôt.

27 brumaire an 2 [17 nov. 1793]. — *Réquisition d'ouvriers. — Levée de chevaux.* — Par son arrêté de la veille, l'administration du département avait mis en réquisition tous les maçons, charpentiers, forgerons, scieurs de long et autres qui pouvaient s'occuper des constructions à faire pour placer les chevaux de la levée ordonnée par le décret du mois précédent. — L'administration du district ordonnait aux municipalités de Gap et de Rabou de mettre à exécution l'arrêté du département, sous leur responsabilité.

4 frimaire an 2 [26 nov. 1793]. — *Nouvelle réquisition. — Le représentant du peuple Beauchamp.* — Réquisition faite par le citoyen Beauchamp, représentant du peuple. Le district de Gap doit fournir 1.800 quintaux de foin dans les magasins de cette ville. Dans la répartition faite par les administrateurs du district, la commune de Gap ne figure pas.

7 frimaire an 2 [27 nov. 1793]. — *Arrestation des citoyens Lafont, Chabot et Pellenc.* — Par arrêté du 6 octobre dernier (vieux style), les représentants du peuple près l'armée d'Italie avaient ordonné à la force armée de mettre en état d'arrestation les citoyens Lafont, juge au tribunal, Chabert, président du département, l'abbé Pellenc (de la Saulce, vicaire de Gap), député au congrès central de Marseille, et Blanc, secrétaire du département. L'administration du district nomme le citoyen Martel, l'un de ses membres, pour former la liste des biens des suspects ci-dessus nommés et faire les appositions de scellés nécessaires, en prélevant ce qui sera jugé nécessaire pour la subsistance des femmes et des enfants. Le citoyen Martel doit être assisté par les citoyens André et Espié, notaires, membres de la société populaire de Gap.

Le 6 frimaire an 2 [26 nov. 1793], s'étaient présentés devant les administrateurs du département (Maigret, Lachaud¹, Richard, Champsaur, Martel, Bontoux, adminis-

¹ Encore vivant en 1842.

rateurs, et Bonnardel-Argenty, substitut du procureur général-syndic), les citoyens Jacques Montbrion, François-Pons Astoin, Allier, de Valence, Gontier, de Montdragon, membres du congrès des sociétés populaires réunies à Marseille, délégués par les représentants du peuple Barras, Fréron et Dherbez-Latour, lesquels donnèrent lecture de l'arrêté suivant :

« Les représentans du peuple députés par la Convention Nationale près l'armée d'Italie, réunis à leurs collègues dans les départements méridionaux.

« Considérant que s'il est de leur devoir de protéger le patriotisme opprimé, il l'est aussi d'arrêter les coupables projets d'une bande de conspirateurs, et, *quoiqu'il en coûte infiniment à leur cœur* d'adopter des mesures sévères, le salut public le leur commande ; en conséquence, et d'après plusieurs dénonciations faites contre des citoyens du département des Hautes-Alpes, lesquels étaient ouvertement coalisés avec les rebelles de Marseille et de Toulon, et tous *convaincus* d'avoir voulu détruire l'unité et l'indivisibilité de la République, en organisant une force départementale pour marcher contre la Convention nationale, et en envoyant des députés à Bourges,

« Les représentans du peuple arrêtent que la force armée mettra sur le champ en état d'arrestation les citoyens ci-après désignés :

Lafont, juge au tribunal criminel,

Chabert, président du département,

Blanc, secrétaire du département,

L'abbé Pellenc, député au comité central de Marseille.

« Lesquels, prévenus et reconnus pour être suspects, seront traduits sans délai et sous une escorte imposante dans les prisons de Grenoble pour y demeurer jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, et sous la responsabilité des autorités constitués de ladite ville. Les pièces à leur charge seront envoyées à l'accusateur public du tribunal criminel de Grenoble qui prononcera sur leurs délits.

« Le commandant de la force armée requerra la présence de deux officiers municipaux, du juge de paix et de son assesseur, lesquels apposeront les scellés sur les

papiers desdits citoyens, dresseront procès-verbal du tout et en référeront aux représentans du peuple.

« Les administrateurs du district où se trouvent les prévenus seront tenus, sous peine de responsabilité, de faire sequestrer provisoirement tous leurs biens, meubles, immeubles et capitaux, en prélevant ce qui sera jugé nécessaire pour la subsistance des femmes et des enfants qui ne seront pas mis en état d'arrestation.

« Copie du présent arrêté sera envoyée aux administrateurs des districts du département des Hautes-Alpes pour être exécuté. Il est ordonné à toutes les municipalités de prêter main forte pour l'exécution du présent arrêté et de faire saisir les citoyens désignés ci-contre partout où ils se trouveront.

« Les armes, fusils, bayonnettes, pistolets qui seront trouvés dans leurs maisons seront remises au commandant de la force-armée, qui sera chargé de les envoyer sans délai au représentans du peuple, ainsi que les chevaux de luxe, s'il s'en trouve.

« Les dénonciations concernant chacun des prévenus seront adressées directement aux représentans du peuple et porteront sur des faits inciviques.

« Les représentans du peuple près l'armée d'Italie, réunis à leurs collègues dans les départemens méridionaux. Signé : Fréron, Paul Barras, Dherbez-Latour.

« Pour copie conforme. Le représentant du peuple, Dherbez-Latour. »

Les administrateurs du département, considérant que les arrêtés des représentans du peuple sont déclarés lois, ordonnèrent le 6 frimaire an 2 [26 nov. 1793], l'exécution de celui transcrit ci-dessus.

Nota. — Les 4 citoyens suspects furent conduits à Grenoble. Le 9 thermidor [27 juil. 1793] les sauva, sauf l'abbé Pellenc, qui mourut en détention.

7 frimaire an 2 [27 nov. 1793]. — *Magasin de vivres.* — *Commissaires nommés.* — Arrêté qui nomme les citoyens Provensal, juge au tribunal civil, et Richaud, juge de paix de Gap, commissaires pour se rendre à Brutinel, pour constater la situation des magasins de vivres, faire au

besoin des réquisitions de foin et d'avoine aux communes circonvoisines, à la charge par le citoyen Laperrière, garde-magasin, d'en payer le montant.

15 frimaire an 2 [5 déc. 1793]. — *Nomination du citoyen François Jacques aux fonctions de receveur du district.* — En vertu d'un arrêté pris à Digne par les représentans du peuple en mission dans les Hautes et Basses-Alpes, le citoyen François Jacques, fils, de Gap, est admis à remplir les fonctions de receveur de ce district, au lieu et place du citoyen Pinet, aîné, et à prêter le serment requis. — Le citoyen Paul Jacques, père, sert de caution à son fils.

17 frimaire an 2 [7 déc. 1793]. — *Inventaire des papiers des émigrés.* — Les citoyens Laurent André, ci-devant avoué, Grimaud, Lauza et Espié, notaires publics de Gap, sont nommés commissaires pour procéder à l'inventaire des papiers des émigrés dans l'étendue du district, et faire le triage de tous ceux qui peuvent établir la féodalité, lesquels seront livrés aux municipalités pour être brûlés.

26 frimaire an 2 [16 déc. 1793]. — *Recensement des grains. — Visites domiciliaires.* — Les administrateurs, considérant que la loi bienfaisante du maximum ne pourra être parfaitement exécutée qu'autant que l'on connaîtra la quantité de grains, pain et farine qui se trouvent au pouvoir des particuliers, nomme des commissaires pour en faire le recensement dans l'étendue du district, lesquels se transporteront dans les différentes municipalités avec tout le zèle qui anime de vrais républicains. — Les commissaires nommés sont les citoyens :

André, ci-devant avoué,	Grimaud, notaire,
Espié, notaire,	Degron,
Scipion Lamotte, perruquier,	Avon, cafetier,
Antoine Martel,	Archac,
Bellon-Ville,	Bournens ¹ ,
Marseille,	Henri Espié,
Faure, S ^{re} du tribu ^l . criminel,	Roux, aubergiste,
François Clavel-Gramine,	Antoine Chabrand,
Louis Richaud,	Joseph Isnard,
Gros, horloger,	Pierre Laval,
Vallon-Corse,	Villard,
Rapellin,	Pellegrin.

¹ et ² Encore vivants en octobre 1842.

Ces commissaires requerront au besoin la force armée. Les sociétés populaires sont invitées, au nom du bien public, à les seconder et à dénoncer tous ceux qui pourraient cacher des grains, pour être livrés sur le champ à la vengeance de la loi.

27 frimaire an 2 [17 déc. 1793]. — *Nomination du juge de paix de Tallard.* — Par arrêté du représentant du peuple Beauchamp, en date du 22 courant, le citoyen Balthazard Martel, de Tallard, est nommé provisoirement juge de paix de ce canton, en remplacement de Pierre-Joseph Martel, son fils, appelé à l'administration du département.

27 frimaire an 2 [17 déc. 1793]. — *Réquisition de couvertures.* — En exécution de l'arrêté pris le 23^e jour du 1^{er} mois de l'an 2, par le conseil exécutif provisoire, portant que le superflu des couvertures à l'usage des citoyens est mis en réquisition jusqu'à concurrence de 200.000, l'administration du district, qui devait en fournir 900, en fait la répartition entre les communes. — Celle de Gap est cotisée pour 190.

Les administrateurs espèrent avec confiance du civisme de leurs concitoyens qu'ils voudront bien, dans cette circonstance, donner de nouvelles preuves de *dévouement révolutionnaire*.

28 frimaire an 2 [18 déc. 1793]. — *Les cordonniers mis en réquisition.* — Publication du décret de la Convention du 18 du courant, par lequel tous les cordonniers de la République sont mis en réquisition pour être employés exclusivement à fabriquer des souliers pour les militaires en activité de service, à compter du 1^{er} nivose, jusqu'au dernier jour de la seconde décade de pluviôse. Ceux qui, pendant cet intervalle, auraient travaillé pour d'autres particuliers étaient condamnés à la confiscation de leurs ouvrages et à une amende de 100 l. au profit des dénonciateurs.

28 frimaire an 2 [18 déc. 1793]. — *Réquisition de foin et d'avoine.* — Ensuite de l'arrêté de l'administration du département du 26 courant, intervenu sur celui du citoyen Beauchamp, représentant du peuple en mission dans les

Hautes-Alpes et dans la Drôme, portant que le district de Gap fournira 1500 quintaux de foin et 800 charges d'avoine, mesure de Gap, le district en fait la répartition entre les communes. — Celle de Gap n'est pas comprise dans la répartition.

30 frimaire an 2 [20 déc. 1793]. — *Le citoyen Claude Céas nommé membre du directoire du district.* — Le représentant du peuple Beauchamp, attendu l'urgence et les réclamations qu'il a reçues des membres composant le directoire du district de Gap, nomme, pour remplir provisoirement les fonctions d'administrateur du même directoire, le citoyen Claude Céas, président de l'administration du district, dont le civisme et les talents lui sont connus, à la place du citoyen Ferrier, absent de ses fonctions, sans congé, depuis le mois d'août dernier.

6 nivose an 2 [26 déc. 1793]. — *Gouvernement révolutionnaire. — Organisation des bureaux.* — Publication du décret de la Convention nationale du 14 frimaire en 2, sur le mode du gouvernement révolutionnaire.

Le citoyen Lesbros, procureur-syndic, remplira provisoirement les fonctions d'agent national.

Le citoyen Gérard, vice-président, est chargé de la partie militaire et des subsistances.

Le citoyen Céas, de la correspondance et du rapport des pétitions.

Le citoyen Favier, des contributions.

Le citoyen Eyraud, des biens nationaux et des émigrés.

Attendu le décès du citoyen Calignon, commis, le citoyen Pierre Lesbros¹, le remplacera aux mêmes appointemens de 500 l.

Le citoyen Romane, qui a travaillé au bureau des domaines nationaux depuis le 25 frimaire dernier, continuera de s'occuper du travail qui lui est confié, à raison de 60 l. 13 s. 4 d. par mois.

8 nivose an 2 [28 déc. 1793]. — *Réquisition de grains.* — En exécution d'un arrêté des représentans du peuple, envoyés à *Commune affranchie*, qui ordonne une réquisi-

tion de 4.000 quintaux de grains dans les 4 districts des Hautes-Alpes, celui de Gap fait la sous-répartition des 100 quintaux de froment, 1.300 quintaux de seigle ou méteil, assignés à ce district, entre les communes. Celle de Gap y est comprise pour 20 quintaux de froment et 40 quintaux de méteil.

Le prix de ces grains devrait être payé sur le pied du maximum par les préposés des subsistances.

(A suivre).

BRIANÇON

PENDANT LA RÉVOLUTION

1788 - 1790.

(Suite¹)

L'agent national demandait, ensuite, l'état de l'organisation du Conseil général de la commune et la déclaration des ecclésiastiques déportés.

Jusqu'au mois de novembre 1793, les prêtres constitutionnels avaient continué de célébrer le culte dans les églises, et le peuple, par ignorance du schisme et par habitude, avait continué d'y assister. Mais ce culte fut aboli à Paris, par la Convention qui, le 20 brumaire, an II (10 novembre 1793), se rendit en corps, à Notre-Dame, pour inaugurer le culte de la Liberté et de la Raison*. Cet exemple, grâce aux mesures révolutionnaires employées par les représentants du peuple, envoyés en mission dans les départements, fut suivi dans toute la France.

A Briançon, le culte catholique se célébrait encore, dans

¹ Voir le dernier *Bulletin* de 1890. p. 376-384 et les premiers de 1891 p. 61-75 et 146-156.

² Le Comité d'instruction publique avait été chargé par la Convention de lui proposer le plan d'un culte raisonnable, destiné à remplacer la religion chrétienne.

l'église paroissiale, le 30 nivose an II (19 janvier 1794). A cette date, le conseil municipal prit la délibération suivante : « attendu que tous les citoyens de cette commune sont du culte catholique, il convient d'arrêter « ce qui sera fait pour les illuminations, tant pour les « messes que pour les enterrements. Il sera donc nommé « trois préposés pour allumer les cierges, décorer l'autel, « avoir soin des ornements, acheter huile et cire pour « le service divin. Ils présenteront leur compte, tous les « trois mois, au Conseil général de la commune. Il sera « fourni, pour chaque enterrement, au moins deux livres « de cire ou cierges, laissant à la générosité d'un chacun « une plus ample fourniture. Il est bien entendu que les « pauvres seront exempts de cette fourniture ».

« Le cimetière sera nommé, ainsi que le veut la loi, le « *champ de l'égalité* ».

Peu de temps après, le culte public fut aboli et l'église paroissiale devint un magasin de fourrages.

Mais on ne se contenta pas d'enlever les églises au culte catholique et de les employer à des usages profanes, on ordonna encore de faire disparaître les statues, les croix et tous les autres emblèmes religieux placés extérieurement sur ces édifices.

Le premier ventose an II (19 février 1794), l'agent national de la commune signala l'existence « d'une croix « sur chacun des clochers de l'église paroissiale, une « autre au-dessus d'icelle, en pierre de taille ; une croix « sur le clocher des ci-devant Pénitents ; cinq sur le clocher de l'église des ci-devant Cordeliers, et une à Tou-louze. Il requiert la municipalité de donner le marché « pour l'enlèvement d'icelles ».

On fit publier, à son de trompe, que ceux qui voudraient prendre ce marché eussent à se présenter à la commune.

Le 14 ventose (4 mars 1794) personne ne s'étant présenté, le Conseil arrêta que tous les ouvriers charpentiers, menuisiers et couvreurs seraient requis « de faire le « dit ouvrage, moyennant salaire, et qu'à défaut de ce « faire, ils y seraient contraints, même par corps ».

Le 5 germinal (25 mars 1794) l'agent national déclare

que le Conseil de surveillance lui écrit, de nouveau, pour qu'il ait à faire abattre les croix, et il s'étonne que la municipalité n'ait pas encore fait droit à sa réquisition du 1^{er} ventose. La municipalité fit faire, le jour même, une nouvelle publication et le lendemain, 6 germinal, se présentèrent Georges Buisson et Antoine Eymard, qui consentirent à enlever les croix, au prix de 450 livres, se chargeant de réparer toutes les dégradations qui en résulteraient.

Le culte divin étant aboli, toutes les chapelles existant dans la commune furent fermées, comme l'église paroissiale. Ces chapelles étaient nombreuses ; il y avait celle des Pénitents et celle de l'hospice, dans la Ville ; il y en avait une, au fort des Têtes et une au fort Randouillet. Chacun des dix hameaux de la commune avait la sienne ; des Officiers municipaux furent désignés pour les visiter, dresser l'inventaire de leur mobilier et le faire apporter à la commune.

Le 4^e jour sans-culottide de l'an II (20 septembre 1794) l'officier municipal, Bernard, déposa entre les mains des administrateurs du district, Meyssimili, Raby, Albert et Faure, les linges des chapelles, et s'en fit passer décharge.

Le 10 floréal de l'an III (20 avril 1795) les officiers municipaux, délégués, rendaient compte de leur mission à la municipalité, en disant : « Nous avons laissé dans la « chapelle du fort des Têtes, deux confessionnaux, une « chaire, un prie-dieu, des bancs etc., que nous n'avons « pu faire transporter. Au fort Randouillet, nous avons « laissé une chaire à prêcher, etc. et de suite nous avons « porté l'argenterie aux administrateurs du district. Les « dits meubles en argent, pesés par un orfèvre, ont pesé « neuf marcs, quatre gros, que nous avons laissés aux « administrateurs du district. Nous avons encore apporté « du fort des Têtes six chandeliers en cuivre, une lampe « et un christ en bois ».

Le 25 nivose an III (14 janvier 1795) les officiers municipaux, Bernard et Faure, remirent encore à la municipalité l'argenterie qu'ils venaient de recevoir de l'adjudant-général de l'armée des Alpes et qui avait été prise

dans l'église de Césanne. « Elle consistait en trois calices
« dont un ayant le pied en cuivre, une patène, une boîte
« aux saintes huiles à laquelle il manquait le couvercle,
« et un cylindre avec un petit ciboire ».

Le 20 nivose an III (9 janvier 1795) la municipalité prit la délibération suivante : « Considérant qu'il existe,
« dans cette commune, plusieurs ci-devant chapelles qui
« peuvent donner lieu à des rassemblements illégaux,
« arrêtons que les clefs de toutes ces ci-devant églises ou
« chapelles seront apportées, sans délai, à la maison
« commune et qu'il sera fait une proclamation pour exci-
« ter, sur cet objet, la surveillance des citoyens, afin
« d'assurer l'entière exécution de l'arrêté du représentant
« du peuple, Gauthier¹, tendant à étouffer le fanatisme, à
« maintenir l'ordre public et à déjouer les manœuvres
« des ennemis de la République ».

Après l'abolition du culte public, les prêtres traités en suspects, menacés de la prison et de la déportation, ne pouvaient plus paraître en public avec le costume ecclésiastique ; ils étaient même obligés de se cacher.

Rien n'indique cependant que ceux de Briançon aient été pourchassés ou inquiétés. Une seule fois, dit-on, le curé Albertin passant dans la rue entendit retentir à ses oreilles le cri : *à la lanterne*, poussé par un jacobin. La population briançonnaise s'était toujours fait remarquer par la douceur de ses mœurs, son humanité et son attachement à la Religion, d'autre part, les agents de la République n'avaient pas à sévir contre des ecclésiastiques qui avaient prêté tous les serments qu'on avait exigés d'eux. Il est juste, toutefois, d'ajouter qu'en prêtant ces serments, le plus grand nombre d'entre eux étaient de bonne foi et qu'ils déplorèrent leur erreur, lorsqu'ils eurent connaissance des deux brefs de Pie VI, du 10 mars et du 13 avril 1791, contre la Constitution civile du clergé.

Les prêtres insermentés, nous l'avons vu, avaient été obligés de sortir du royaume. La municipalité n'aurait

¹ Gauthier était député de l'Ain.

pas toléré leur séjour dans la commune. Nous en avons une preuve dans l'arrestation du P. André-Pierre Bès. « Ce prêtre, né à Cervières, était depuis plus de dix ans « aumônier des dames dominicaines de Mont-Fleury, près « de Grenoble, lorsque la Révolution dispersa ces religieuses. Il n'avait prêté aucun serment et s'était retiré « au Pont-de-Cervières, chez son frère. Le Comité de « surveillance de Briançon s'en émut; il le fit arrêter, le « 6 germinal an II (26 mars 1794), et conduire dans les « prisons de Gap, où il passa de longs mois. Rendu à la « liberté, au mois de nivose an IV, il rentra au Pont-de-Cervières où sa présence donna lieu à une protestation, « adressée par la Municipalité de Briançon à l'Administration du département, disant que le retour de ce religieux « est un triomphe pour le fanatisme dont il s'est constamment montré l'apôtre »¹.

Quelques-uns des prêtres résidant à Briançon disaient la messe secrètement dans des maisons particulières, où se rendaient un certain nombre de personnes qui avaient conservé la foi, malgré les mesures révolutionnaires qui cherchaient à la détruire. C'était aussi en cachette que ces prêtres administraient les sacrements.

Le 18 floréal an II (7 mai 1794), la Convention, sur un rapport de Robespierre, ayant déclaré qu'elle « reconnaissait l'existence de l'Être Suprême », les fêtes décadaires, telles que celles de l'Agriculture, de la Jeunesse, de la Vieillesse et autres furent substituées aux fêtes catholiques. Le dimanche, devenu le septidi, était remplacé par le décadi. Ces fêtes se célébraient à la Maison commune, au champ de Mars, au bois Bonnot².

La fête en l'honneur de l'Être Suprême fut célébrée à Briançon comme à Paris, le 20 prairial an II (8 juin 1794): nous trouvons, en effet, à la date du 21 prairial, la délibération du Conseil portant : « Sont approuvées les dépenses

¹ Mlle de Francieu, *Les Saintes Épines de Grenoble*. Grenoble, 1889.

² Ce bois, ainsi nommé du nom de son propriétaire, M. Jean Bonnot, avocat, était à Ste-Catherine, et se terminait par une prairie, située sur la rive gauche de la Duranco. Cette prairie est occupée aujourd'hui par les bâtiments de la carderie de soie.

« faites à l'occasion de la fête du jour d'hier, en l'honneur
« de l'Être Suprême, fête qui a été célébrée à l'invitation
« de la Convention nationale ».

Les réunions du décadi se tenaient sous la présidence du maire, entouré des officiers municipaux. Ces réunions où l'on devait faire la *lecture des lois et du recueil des actes des vertus civiques, morales et guerrières*, attirèrent d'abord la foule par leur nouveauté et par la crainte de passer pour suspect. Mais la population s'en dégoûta, peu à peu, et le temple décadaire ne fut plus guère fréquenté que par les fonctionnaires, depuis qu'une nouvelle loi eût accordé un édifice public à chaque commune, pour célébrer le culte. (Loi du 11 prairial an III, 30 mai 1795.)

Le 19 pluviôse an VII (7 février 1799), la municipalité fut obligée d'adresser à ses administrés l'exhortation suivante : « Citoyens, l'Administration municipale de ce canton
« en témoignant sa surprise sur le peu de concours de ses
« concitoyens, à la célébration du décadi, les rappelle
« aux sentiments républicains qu'ils ont souvent manifestés. Ils sont avertis, de nouveau, que l'ouverture de
« cette solennité se fait régulièrement à 10 heures précises, dans la salle de la maison commune. La loi fait
« plus particulièrement un devoir à tous les fonctionnaires
« publics et salariés de la République d'y assister ; rien
« ne peut les en dispenser ; leurs bureaux doivent être
« fermés. L'amour de la Patrie en fait une loi à tous les
« bons citoyens. Nous invitons fortement les citoyennes à
« ne pas demeurer sourdes à sa voix, à venir embellir
« cette auguste réunion de leur présence et de celle de
« leurs enfants. Elles épouseront bientôt cet esprit public
« qui doit nous animer tous, l'âme et le palladium de la
« République. Elles apprendront à faire la différence d'une
« assemblée solennelle de républicains, réunis pour entendre la lecture des lois, l'extrait des naissances et décès,
« la célébration des mariages, le récit des actions héroïques de nos frères d'armes, les traits de civisme et de
« bienfaisance, à ces cercles puérils, à ces assemblées
« d'habitude où d'anciens préjugés retrécissent l'esprit et

« le tiennent courbé sous des usages dictés par le despotisme, pour l'asservissement des peuples ».

Le culte public qu'on ne pouvait d'abord pratiquer sans danger, était, au bout de quelque temps, toléré et presque libre, lorsque la loi du 11 prairial an III (30 mai 1795), autorisant à céder pour l'exercice du culte les églises non encore aliénées, vint faire cesser cet état de contrainte, qui privait le peuple des pratiques religieuses dont il avait si grand besoin, pour supporter les misères qui l'accablaient. Toutefois, les prêtres ne pouvaient exercer leurs fonctions publiquement qu'autant qu'ils auraient fait, au préalable, une déclaration de soumission aux lois de la République ; qu'il ne se ferait aucune cérémonie extérieure, et que le Gouvernement ne les payerait pas.

Aussitôt après la promulgation de cette loi, les habitants de Briançon s'adressèrent à la municipalité et réclamèrent leur église pour le libre exercice de leur culte. Ceux des villages faisant partie de la commune lui adressèrent une pétition tendant à obtenir le libre usage des ci-devant chapelles dont « ils étaient en possession, le 1^{er} jour de l'an II, et désignèrent les prêtres dont ils avaient fait choix pour y exercer leur culte ».

Le 23 brumaire de l'an IV (14 novembre 1795) les habitants de la ville firent la déclaration suivante : « Nous soussignés, habitants de la ville de Briançon, déclarons, en conformité de la loi du 7 vendémiaire dernier ¹, que, attendu les difficultés qu'il y aurait à faire évacuer de suite la ci-devant église paroissiale qui sert actuellement de magasin de fourrages et que nous avons réclamée, en vertu de la loi du 11 prairial dernier, pour le libre exercice de notre culte, nous ferons provisoirement usage de la ci-devant chapelle des Pénitents, jusqu'à ce que ladite église paroissiale soit évacuée ».

Le 28 et le 30 brumaire, les habitants des hameaux déclarèrent par écrit à la municipalité, avoir choisi pour l'exercice de leur culte leurs chapelles respectives :

¹ Loi sur l'exercice et la police des cultes.

Font-Christiane, la chapelle du St-Esprit ;
Sainte-Catherine, la chapelle située dans le hameau,
 attenante à la ci-devant église des Jacobins ;
Pont-de-Cervièrès, la chapelle de Notre-Dame de Pitié ;
Fontenil, la chapelle de Sainte-Marguerite et de Saint-
 Antoine ;
Forville, la chapelle de Ste-Julienne ;
Chabas, la chapelle de St-Roch ;
Mas-de-Blais, la chapelle de St-Fabien et St-Sébastien ;
Pra-Morel, la chapelle de St-Jean-Baptiste ;
Saint-Blaise, la chapelle de St-Blaise.
Chamandrin, la chapelle de St-Sixte.

« Les habitants de la montagne du Bourget choisirent l'édifice situé audit lieu, ci-devant paroissial »¹.

C'est ainsi que le culte catholique se rétablit, à Briançon, et que les prêtres constitutionnels purent reprendre leurs fonctions. Le curé constitutionnel de la ville était M. Jean Albertin, il avait pour vicaires : MM. Jacques Voyron et Blaise-Faure. Antoine Voyron était vicaire au Fontenil ; Balthazar Rey, à Font-Christiane ; Jean-Joseph Rey, à Forville ; François Roul, au Pont-de-Cervièrès ; Antoine Blanc, à St-Blaise.

Une loi du 21 germinal an IV (10 avril 1796), interdit l'usage des cloches et de toute autre convocation publique pour l'exercice d'un culte.

Au mois de février 1798, les Français, maîtres de Rome, avaient enlevé le pape Pie VI, pour l'envoyer prisonnier en Toscane. L'année suivante, le gouvernement du Direc-

¹ Une sentence arbitrale de 1600 et un mémoire publié à l'occasion d'un procès intenté par la commune de Cervières à celle de Briançon, en 1730, nous apprennent que dans la vallée de Cervières il y avait cinq hameaux « avec un terroir de grande étendue, appelé la montagne du Bourget, qui font partie de la paroisse de la ville de Briançon. Le curé de ladite ville envoie un prêtre pour célébrer la sainte messe et faire le service divin dans l'église du Bourget, et de mesme y envoie toutes les fois qu'il est besoin d'y faire les fonctions curiales, quoique lesdits hameaux soient beaucoup plus éloignés des villages du Pont, de Font-Christienne et autres de la tierce que le village de Servièrès ; car depuis les villages de la Tierce jusqu'au Bourget, il y a deux grandes lieues et Servièrès se rencontre entre deux ».

toire ordonna sa translation à Briançon. Le 11 floréal an VII (30 avril 1799), la municipalité de cette ville, informée qu'il devait arriver ce jour-là, prit la délibération suivante : « Considérant qu'il est nécessaire de prendre toutes les précautions et mesures de police qui peuvent « maintenir et assurer l'ordre et la tranquillité publique, à « l'arrivée du Pape qui est annoncée pour deux heures de « ce jour ; considérant qu'il est important d'arrêter à leur « source tous les mouvements et rassemblements que le « fanatisme pourrait susciter, soit par le son des cloches, « soit par toute autre voie ; considérant qu'il importe « également de protéger le passage, l'arrivée et le séjour, « par toutes les mesures qui peuvent s'allier avec les « égards prescrits par le Gouvernement et ceux qui doivent émaner de tous républicains ; Oui, le Commissaire « du Directoire, Arrête : que les clefs du clocher seront « déposées à la maison commune ; que le citoyen Vincent « sera chargé de toutes les mesures de surveillance et de « police, relatives au passage du Pape, conjointement « avec le citoyen Albert, commissaire de police, et qu'à « cet effet la gendarmerie sera requise de les accompagner, soit pour faire écarter le peuple, soit pour « prendre telle autre mesure commandée par les circonstances. »

L'entrée du Pape à Briançon se fit au milieu d'un concours immense ; la population de la ville et des villages circonvoisins s'était portée en foule au champ de mars, sur la route du Mont-Genèvre. Les marques de respect et de pieuse vénération qu'elle donna à l'illustre captif furent si vives qu'il en fut ému, et se tournant vers le prélat qui l'accompagnait, il s'écria : « Je puis dire avec « Jésus : *je n'ai pas trouvé une si grande foi en Israël* ».

Son logement avait été préparé dans la partie de l'hôpital qui est en façade sur la grande rue, où logeait ordinairement le commandant de place et qui, depuis, a servi longtemps de Sous-Préfecture.

Voici ce qui a été consigné sur les registres de l'hôpi-

¹ Mlle de Francieu, *Pie VI dans les prisons du Dauphiné*.

tal par Pierre Faure, économe de l'établissement : « Notre
 « St-Père le Pape, Pie VI, est arrivé le 11 floréal, an VII,
 « correspondant au 30 avril 1799, à Briançon où il a été
 « conduit par ordre du Gouvernement, et logé, avec la
 « plus grande partie de sa suite, dans la maison apparte-
 « nant à l'hospice civil de cette commune, comme la plus
 « apparente et la plus commode de la ville. Les adminis-
 « trateurs y ont fait tous les embellissements et procuré
 « toutes les commodités en leur pouvoir. N.-S. Père le
 « Pape est reparti le 27 juin 1799, pour se rendre à
 « Valence ».

Une fois installé, le Saint-Père était gardé par deux factionnaires dont l'un était à la porte de l'hôpital et l'autre à celle de son appartement. Personne ne pouvait l'approcher sans une permission du commandant de place. Ces permissions étaient rares, grâce à la surveillance rigoureuse exercée par le Commissaire du pouvoir exécutif, Bérard-l'Aveugle, dont les procédés à l'égard du vénérable pontife, pendant son séjour à Briançon et lors de son départ, témoignèrent toujours de sa haine contre tout ce qui avait rapport à la Religion.

Les habitants de la ville et ceux des campagnes stationnaient souvent dans la rue, cherchant à attirer l'attention du prisonnier pour obtenir sa bénédiction.

Le Saint-Père ayant les jambes paralysées, entendait tous les jours la messe qu'un prêtre de sa suite disait dans une des pièces de son appartement.

Le 8 juin, par ordre du Gouvernement, les prélats et les ecclésiastiques de sa suite, à l'exception de son confesseur, furent obligés de quitter Briançon pour se rendre à Grenoble. Cette séparation fut pour lui bien affligeante ; mais il dut se résigner et redoubler de patience en attendant, dans la plus pénible incertitude, les mesures que l'on prendrait à son égard. Au bout de quelques jours, arriva l'ordre de le transférer à Valence. Il quitta Briançon le 27 juin 1799, après un séjour de près de deux mois. Il avait donné à l'hospice, en deux fois, une indemnité de 1200 livres.

Pendant le séjour de Pie VI à Briançon, le curé Alber-

tin, ses vicaires et plusieurs autres prêtres constitutionnels, cherchèrent à l'approcher; dès le lendemain de son arrivée, ils lui faisaient demander une audience qui leur était refusée. Comprenant toute l'importance qu'il y aurait pour eux d'avoir accès auprès du chef de l'Église, afin de prouver aux fidèles qu'ils étaient en communion avec lui, ils firent plusieurs tentatives de ce genre, surtout après le départ, pour Grenoble, des Conseillers du Saint-Père. Mais ces démarches furent infructueuses: Pie VI continua de les repousser.

Ces ecclésiastiques, dont la conduite, d'ailleurs, était irréprochable n'en continuèrent pas moins leurs fonctions jusqu'à la conclusion du Concordat, en 1802. Dans cette transaction passée entre le 1^{er} Consul, Bonaparte, et le pape Pie VII, Rome déclara pardonner aux prêtres constitutionnels qui abjureraient leur erreur passée et se soumettraient à l'Église. C'est ce que firent la plupart des prêtres briançonnais¹.

(A suivre).

D^r CHABRAND

RÉFLEXIONS D'UN OBSERVATEUR

SUR LES

TRANSFORMATIONS DE LA SURFACE DU GLOBE

PAR LES AGENTS ATMOSPHÉRIQUES.

La controverse qui s'est engagée dans le Bulletin de la Société d'Études au sujet des blocs erratiques et des moraines, nous semble fournir l'occasion de donner la parole à une voix d'outre-tombe. Nous voulons parler de M. BLANC, artiste, peintre, dessinateur et géologue, qui nous a laissé sur les études qu'il a faites des transfor-

¹ Au mois de septembre 1803, M. J. Voyron était curé de Briançon; son frère, Antoine, devint plus tard curé d'Embrun, vicaire général et mourut chanoine, à Gap.

mations successives de la surface de la terre, des tableaux appuyés de notes explicatives, dont personne ne conteste la valeur au point de vue artistique, et qui montrent aux yeux les moins expérimentés, les effets de l'action continue des agents atmosphériques.

Nous sommes, nous, habitants d'une contrée bouleversée, placés dans des conditions parfaites pour bien apprécier les effets des causes expliquées par l'auteur.

Faut-il en conclure que cette action apparente soit la seule cause des transformations de notre globe ? L'exposé si étudié, que vient de publier notre Bulletin dans une série d'articles, nous démontre que des causes puissantes, antérieures à la constitution qui a rendu la terre habitable, ont dû amener des modifications profondes dans la forme primitive.

De même que la période glaciaire dont le savant professeur a suivi les effets sur notre sol, semble n'avoir pas encore, sur certains points, caractérisé tous ses effets, les éruptions diverses qui se produisent sur de nombreux points du globe et qui se sont fait sentir non loin de nous depuis quelques années, apportent également leur contingent dans les causes de transformations ; de même aussi on ne peut nier l'action continue des agents atmosphériques à la surface du globe, et il suffit de regarder autour de soi pour constater, presque chaque année, les modifications profondes qu'ils apportent à certaines portions du sol.

Sans admettre donc, l'absolu des affirmations de M. Blanc, ni les négations qui ne paraissent pas suffisamment étayées, on ne peut nier qu'il a, dans ses travaux, fait preuve de beaucoup d'esprit d'observation, qu'il a eu le mérite de fixer par des représentations sensibles aux yeux.

Laissons donc la parole à l'auteur de ces notes, la gratitude nous en fait un devoir ; et si les idées, qui ne sont pas exclusivement siennes, amènent à examiner ses travaux et en particulier ceux relatifs à la question dont il s'agit ici, si on le fait surtout en se dégageant un moment des données acceptées jusqu'à ce jour, peut-être sera-t-on amené, comme il est arrivé pour d'autres sys-

tèmes tenus tour à tour pour certains, puis disparus, à constater aussi l'insuffisance de ce qui est admis pour la géologie. Tout en arrivant à des vérités plus précises sur certains faits de transformation, on reconnaîtra que des causes multiples, qu'il ne sera sans doute jamais donné à l'homme de pénétrer complètement, ont présidé à la formation première et aux évolutions de notre globe qui est bien petit dans l'immensité.

Dans tous les cas, une société d'*Études* ne peut se refuser à présenter à l'examen de ses membres des idées nouvelles, quand elles sont produites ainsi que l'a fait M. Blanc. Nous en laissons toute la responsabilité, comme l'honneur, s'il y a lieu, à l'auteur qui les a exprimées, après de longues et patientes études sur des points divers et dont on peut suivre, pour ainsi dire, la marche pas à pas, année par année, dans des tableaux, qui faute de locaux spéciaux ornent les diverses salles des réunions publiques de la Préfecture qui leur a donné l'hospitalité.

C'est donc autant pas esprit d'équité que dans l'intérêt de la science, qu'en demandant sa place dans le Bulletin, pour un fragment spécial et tout de circonstance, nous appelons sur ces travaux l'attention de la Société, qui justifiera de nouveau son titre en mettant les lecteurs à même d'apprécier tous les systèmes en présence. L.

.....

« Les terrains improprement appelés *diluvium* par les géologues qui ont cru y trouver les restes d'une grande inondation, analogue à celle du déluge de Noé, ne sont, en réalité, que les alluvions normales des cours d'eau durant les siècles antérieurs, c'est-à-dire des dépôts de cailloux roulés, des sables ou des limons, formés pendant que le thalveg de la vallée n'était pas encore descendu au point où l'ont fait arriver les eaux qui le parcourent incessamment.

Le cours d'eau principal, celui qui suit et qui entretient progressivement le thalveg de la vallée, ayant toujours beaucoup plus de force que les eaux pluviales qui lui arrivent par les pentes de droite et de gauche, exerce, par son excédent de force, sur le sol qu'il par-

court, une action beaucoup plus puissante que celle des eaux qui lui arrivent en moindre quantité par les pentes adjacentes. Il résulte donc, de cette grande différence de force, une différence proportionnelle dans l'action et ses résultats, à toute époque de cette action. Le thalveg, par conséquent, tant qu'il est sur des terres élevées, est toujours en avance de versement à l'égard des terres de ses rives, qui ne sont soumises qu'à un travail de moindres quantités d'eaux pluviales.

Il en résulte, dans la marche naturelle des choses, que, à mesure que le thalveg se creuse et s'enfonce dans les terres qui le contiennent, il abandonne, sur sa droite et sur sa gauche, dans la position où elles se sont déposées, les alluvions qui se formèrent pendant les temps antérieurs, et qui, par suite de la rapidité relative du creusement du thalveg, se trouvent, en surface, à des hauteurs plus ou moins prononcées, suivant que la différence d'action est plus ou moins grande, entre la marche du courant principal et celle des nappes pluviales des terres adjacentes.

C'est ainsi que, par la suite des temps, par la marche naturelle des faits, les alluvions anciennes de la vallée se trouvent à des hauteurs souvent très prononcées relativement au thalveg actuel. Et ce fait est, selon les circonstances, aussi bien le résultat de l'action glaciaire que de l'action pluviale, dans les terrains qui ont été soumis successivement à l'une et à l'autre de ces actions constitutives de la mécanique terrestre.

Ainsi donc, ce mot de *diluvium*, appliqué aux dépôts alluviers plus ou moins considérables, par leur altitude ou leur extension, sur le flanc des vallées, doit être supprimé du langage géologue, car, en l'appliquant, comme on a fait, à l'idée de *crues extraordinaires*, à des catastrophes diluviennes, analogues à celles du déluge de Noé, on a exprimé et mis en circulation de nouvelles erreurs, sous couleur scientifique.

Il n'y a, par conséquent, pas lieu à rapprochements entre ces prétendues *crues extraordinaires* dont on croit retrouver la trace sur le cours des fleuves européens, et

la grande inondation dont la tradition biblique nous a conservé le souvenir.

Les alluvions sont de tous les temps et de tous les pays. Il en existe à toutes les hauteurs où les eaux atmosphériques, à l'état de neige ou de pluie, peuvent entraîner et déposer ensuite, sur les points convenables, les débris provenant de la décomposition des roches par l'action de l'atmosphère. Cette action étant incessante, puisque l'atmosphère à toujours enveloppé la terre, et qu'elle lui a transmis les eaux s'élevant de la mer par évaporation, il faut compter, par conséquent, que l'action alluviale s'est toujours exercée à la surface des terres émergées, sous forme de neige ou de pluie, selon l'altitude ou la latitude du lieu.

Il doit donc se former normalement des alluvions à toutes les hauteurs où peuvent s'exercer les eaux atmosphériques. Le phénomène est même tel que l'on peut trouver des plateaux formés de terrains alluviens à des hauteurs considérables, et qui n'aient plus, dans leur voisinage, ni au-dessus d'eux, les terres jadis plus élevées qui ont fourni leurs matériaux. Cela peut se produire ainsi lorsque les sommets terrestres qui fournirent les matériaux alluviens ont été abaissés eux-mêmes alentour et au-dessous des plaines alluviales qui résultèrent de la décomposition graduelle de ces hautes terres ou roches. C'est que les dépôts alluviens se trouvent, par le fait de leur surface à pentes très faibles, dans une situation de stabilité plus durable que les coupes à pentes diversement abruptes qui forment les montagnes, et sur lesquelles les eaux atmosphériques agissent avec plus de vigueur. Un effet semblable à celui que nous indiquons ici, peut donc se produire là où les hauteurs qui circonscrivaient la vallée alluviale ont été soumises, par la facilité relative de leur décomposition à une ablation telle que les dépôts alluviens se sont trouvés, par la suite, dans une position dominante, à l'égard des terres qui autrefois les dominaient. C'est un fait à mentionner incidemment ici. Mais nous revenons à la question principale : les terrains d'alluvions de diverses étendues, et quelquefois de très vastes

étendues, que l'on trouve à des hauteurs souvent considérables, dans les vallées des fleuves d'Europe, et que l'on a attribués à des *crues extraordinaires*, à des déluges comparables à celui dont nous parle la tradition biblique.

Ces terrains ne sont autre chose que les alluvions anciennes, mais normales, des eaux qui, à l'état de neige, et, ensuite, de pluie, exercèrent, sous des lois qui n'ont pas cessé de fonctionner dans la nature, une action semblable à celle que nous pouvons observer aujourd'hui dans des circonstances pareilles.

Les alluvions les plus élevées appartiennent au temps où les contrées qui les renferment élevaient leur surface dans la région glaciaire de l'atmosphère; elles se composent, par conséquent de matériaux transportés et, ensuite, abandonnés par les glaciers, à mesure qu'ils prolongeaient leurs profondes tranchées dans les masses terrestres soumises à leur action, et que ces surfaces continentales s'abaissaient continuellement par la déperdition incessante de leurs matériaux, d'où résultait la réduction proportionnelle, également incessante, de leur altitude générale au-dessus de la mer. De cette action, normale dans le mécanisme terrestre, ont nécessairement résulté des transports de matériaux; des terres élevées aux terres sous-marines, et dans ce trajet des quantités variables de ces débris s'étant arrêtées dans des positions plus ou moins étendues, selon les circonstances locales, comme nous pouvons bien le voir, elles ont formé, à diverses altitudes, ces amas de cailloux roulés, de sables et de limons constituant les terrains alluviers.

L'étendue, en surface ou en épaisseur, des terrains de transport ainsi accumulés, n'implique point des *crues* extraordinaires, des inondations surpassant les hautes montagnes, non plus que des irrptions brusques et violentes des mers sur les terres.

Les alluvions situées à tant d'altitudes différentes, dans les vallées ou sur le flanc des montagnes, n'indiquent point, par cette graduation, des effets provenant d'une cause extraordinaire. Elles nous donnent, au contraire,

des exemples positifs de la marche régulière des choses sous l'action des eaux atmosphériques à la surface des terres émergées.

La série des alluvions est complète, non interrompue à la surface de la terre: elle s'y manifeste avec des variétés infinies, en surface et en quantités, mais ce ne sont là que des effets graduels d'un même mécanisme, inséparable de la constitution terrestre.

Depuis les alluvions glaciaires, les moraines, les blocs erratiques qui les composent, en toutes grandeurs, jusqu'aux graviers et sables que nous voyons déposer par les eaux pluviales, la série des terrains alluviens est complète à la surface de la terre. Il n'y a pas lieu d'imaginer des catastrophes, des cataclysmes, des déluges universels, pour expliquer ce qui n'est que l'effet de causes fondamentales constamment agissantes dans la nature terrestre.

Il n'y a donc pas de raison pour établir des rapprochements entre ces effets, attribués, par erreur, à des *crues extraordinaires sur le cours des fleuves européens* et la *grande inondation* dont nous parle la tradition biblique. Il y a, d'une part, erreur d'appréciation, faute d'observation des faits, et, d'autre part, une légende qui, toute respectable qu'elle soit par son but moral et par son antiquité, n'en est pas moins contraire à toute possibilité physique et mathématique.

C'est une opinion généralement admise aujourd'hui, parmi les savants, que c'est dans l'Asie centrale qu'il faut chercher les origines des races humaines, que c'est là que fut le berceau du genre humain. Nous n'avons pas à mentionner ici les raisons multiples que l'on en donne; on les trouvera ailleurs, et elles sont assez connues. Ce que nous avons à en dire sera mis au jour, peut-être, pour la première fois sur ce grave sujet. Mais nous avons encore, ici, à exposer des vues nouvelles, résultant d'un mode d'investigation qui n'est pas ordinaire en géologie et qui se trouve en dehors des idées reçues.

Nous devons donc faire remarquer, au sujet de la configuration centrale de l'Asie, que les terres qui la cons-

tituent contiennent encore les plus hautes montagnes dans l'état actuel de la surface terrestre extérieure à la mer.

Or, comme il est certain, malgré tout ce qu'on pourrait en contredire, que les eaux atmosphériques, à l'état de neige, de glace ou à l'état pluvial, exercent, à la surface des terres émergées, une action proportionnelle à la quantité d'eau versée à la durée et à la puissance de cette action, les effets accomplis sont, par conséquent, proportionnels aux causes agissantes et au temps employé, car le temps est partie intégrante de toute action dans l'univers.

Toute surface terrestre, aussi bien celle qui est au-dessus, est, par sa configuration, le produit composé des effets des eaux atmosphériques sur les terres extérieures, et celui des eaux marines à surface sphériques, sur les terres qu'elles recouvrent.

La somme des effets constants de l'action des eaux atmosphériques étant un dépouillement, une réduction de volume, une ablation réelle et continue des terres excédant la surface marine (à l'exception, cependant, des terrains de deltas fluviaux), le résultat, à tout moment de la marche du temps, est, que, en tout lieu, la surface des terres émergées est en voie de transformation et de transition continuelles. Ce sont là des effets insensibles pour l'homme, mais positifs dans la nature, qui est établie sur *mesure et nombre*, comme l'a fort bien dit Galilée.

Le dépouillement des surfaces terrestres, et leur ablation continue par les eaux atmosphériques, entraînant dans leur cours le déchet des terres et le versant à la mer. en font élever, par cette addition de matériaux terrestres sur tout son pourtour, la masse liquide, au-dessus des matériaux ainsi répandus sur le sol sous-marin. En somme (à part quelques modifications que nous ne pouvons apprécier) *la mer s'exhausse et s'étend*, comme si elle s'accroissait d'une quantité d'eau égale au volume des matériaux terrestres qu'elle reçoit, par les cours d'eau de l'extérieur et par les chutes de ses rives.

L'abaissement continu des terres, sous l'action atmos-

phérique, et l'exhaussement simultané de la mer par l'intramission, sous ses eaux, des matériaux amenés par les fleuves et par les chutes de ses rivages, sont deux ordres de fait marchant ensemble. Le résultat étant que la mer monte et s'étend sur les terres ainsi graduellement réduites, il est visible que la conséquence est que les terres riveraines de la mer, sont incessamment sous le coup de l'exhaussement et de l'extension progressive de la surface marine, et que les peuplades humaines s'établissant de préférence sur les contrées tempérées, voisines de la mer, c'est sous les terrains qu'elle a recouvert qu'il faudrait chercher les vestiges *des nations qui ont tenu dès leur origine la tête du genre humain*.

Il est bien plus vraisemblable, à voir l'ordre des choses, que c'est dans les terres actuellement submergées que sont enfouis les restes des peuples primitifs, dans les continents actuellement recouverts par l'exhaussement progressif de la sphère marine, que sur des terres qui, après tant de siècles de perte continuelle, se trouvent à des altitudes peu favorables à la vie humaine. Il est certain qu'un immense travail des eaux atmosphériques s'est accompli depuis une infinité de siècles, sur ces contrées où s'élèvent encore les plus hautes sommités de la terre, quoiqu'elles soient très profondément entamées, dans leur masse, par les plus vastes glaciers des latitudes moyennes.

L'immense travail accompli, dans les siècles passés, sur les terres de l'Asie, nous enseigne évidemment que leur surface s'élevait jadis, beaucoup plus qu'aujourd'hui, vers la région glaciaire de l'atmosphère, et que, par conséquent, ce ne devait pas être dans ces contrées glaciales que devaient vivre les populations humaines de ces temps. Il est bien plus probable, vu la marche des phénomènes de la mer et de la terre, que c'est dans les terres actuellement recouvertes par la mer, et dont les cimes dispersées apparaissent encore à sa surface, formant ces îles si nombreuses et de dimensions variées, c'est probablement dans ces continents immergés que se trouvent enfouis les restes des peuplades primitives de l'espèce humaine.

L'extension progressive de la sphère marine, sur les

terres qui la bordent, produit, insensiblement pour les générations humaines, un effet de refoulement vers l'intérieur des terres, et les pousse ainsi sur les hauteurs continentales ou les îles élevées. En même temps que les hautes terres s'abaissent sous l'action glaciale et pluviale, les alluvions des deltas fluviaux s'accumulent et s'élèvent avec la surface marine qui les recouvre aussi progressivement, en avançant à l'encontre des cours d'eau. Ainsi se forment ces vastes dépôts en terrains d'eau douce, renfermant des couches de houille végétale, et, en bien des endroits, des couches de sel déposées jadis par les lagunes maritimes des deltas.

Nous croyons pouvoir terminer cette note déjà si longue, mais nous devons y joindre encore quelques considérations.

Nous insistons particulièrement sur ce fait, d'importance si considérable dans la nature terrestre : le travail accompli, dans les siècles passés, par l'action sans cesse agissante des eaux atmosphériques, à la surface de la terre, que ce soit sous la forme neigeuse ou sous la forme liquide.

Sous ces deux manières d'action, les eaux atmosphériques exercent une fonction de dépouillement des *terres aérées*, et de translation de leurs débris sur d'autres parties de la périphérie terrestre, principalement sous la mer. C'est une transmission de matériaux préparés par l'atmosphère, allant reformer en combinaisons nouvelles, de nouveaux terrains stratifiés, sous la masse liquide et sphérique de la mer.

Sans poursuivre plus loin les conséquences de ces faits, voyons, au moins, dans la question qui nous a occupé ci-devant, les conséquences qui ressortent du fait constant du dépouillement des terres hautes par l'action des eaux atmosphériques, c'est-à-dire l'ablation continue et générale des surfaces terrestres par l'enlèvement progressif des matériaux qu'elles présentent à ce travail perpétuel.

Le résultat de ce travail, sur les terres élevées au-dessus de la surface marine, étant ainsi un abaissement général de ces terres extérieures, il s'ensuit, naturelle-

ment, de ces transformations successives, de ces diminutions graduelles d'altitudes, des variations correspondantes dans les climats.

Par suite une même portion de la périphérie terrestre qui, à une époque quelconque du passé, portait sa surface à des hauteurs pénétrant dans la région glaciaire de l'atmosphère, et qui, alors, était soumise à toutes les conséquences de ce climat, n'y sera plus exposée, quand, après une longue suite de siècles, le travail des neiges, des glaces et des eaux pluviales l'aura réduite au-dessous de la limite des neiges persistantes, et l'aura faite passer graduellement dans les climats de la région pluviale et tempérée, ou même dans les climats torrides.

Ces considérations nous sont suggérées par la position actuelle des terres de l'Asie centrale, d'où l'on croit généralement que sont venues les générations primitives de l'espèce humaine et les premières civilisations. En remontant, par la pensée, à ce que devaient être, dans une antiquité très reculée, les terres qui, aujourd'hui, sont encore si élevées, si près de la région glaciaire, et qui, malgré l'énorme travail de réduction réalisé, dans leur masse, par les glaciers, en présentent encore, sur de vastes étendues, jusqu'à des hauteurs de 8 mille mètres au-dessus de la surface marine ; en considérant un tel état des surfaces terrestres d'un continent que l'on croit avoir été le berceau du genre humain, nous ne pouvons qu'exprimer un doute profond sur cette question.

Il est certain, quoique l'on puisse le méconnaître et le contester, que le travail des eaux atmosphériques exerce de très puissants effets sur les terres soumises à son action, et que, par conséquent, les terres de l'Asie, comme celles de tout le reste du globe, ont subi, dans la suite des siècles, une ablation générale de leur surface, proportionnée aux forces qui l'attaquent. Le continent d'Asie était donc, dans les siècles passés, beaucoup plus élevé, en surface, que tout ce qu'il présente actuellement. Cette considération nous amène implicitement à penser que, dans une antiquité très éloignée de nous, la plus grande partie des terres de l'Asie centrale était à des hauteurs et

dans des climats tels que l'espèce humaine ne pouvait pas y trouver des situations prospères et ne pouvait point, par conséquent, y développer de grandes civilisations. Il est plus naturel, et bien plus rationnel, d'admettre que les premières habitations de l'homme furent au voisinage de la mer, et dans les climats tempérés, plutôt que dans les climats glaciaires des hautes terres.

Que des contrées comme celles du Gange, de l'Indus, ou du Yang-tsé-Kiang et du Hoangho, en Chine, aient été, dès une haute antiquité, habitées par des peuples puissants en nombre, en force, en civilisation, cela est parfaitement dans l'ordre des choses de l'espèce humaine.

Ces grandes vallées dans lesquelles les eaux de l'Océan par leur exhaussement et leur extension progressive, auront refoulé, depuis tant de siècles, les peuples qui les habitent, ont toujours laissé une grande place aux générations qui s'y sont succédées. C'est dans les contrées semblables qu'il faudrait chercher, sous les alluvions séculaires, les traces des nations qui tinrent jadis la *tête du genre humain*. Et c'est aussi dans des terrains semblables, mais aujourd'hui recouverts par les eaux de l'Océan, qu'il faudrait chercher, si cela était possible, les restes des plus anciens peuples qui habitent la terre. C'est là qu'on les trouve, dans les alluvions des continents submergés, dont les cimes apparaissent encore au-dessus des eaux, et qui sont aujourd'hui, ce que nous nommons l'*Océanie*. — C'est cet état des terres océaniques, qu'a si bien désigné un poète peu connu, M. Siméon PÉCONTAL, parlant à l'Océan :

Et tous ces archipols battus par les tempêtes,
Que sont-ils, suspendus sur ton sein agité,
Sinon des continents qui relèvent leur tête,
Pour dire *qu'ils ont existé* ?

Nous ferons encore remarquer, en finissant ce long article, que le mot *ante-diluvien* est un non-sens, pour les raisons que nous avons essayé de développer. Un déluge recouvrant la terre entière étant mathématiquement et physiquement impossible, et la tradition, sur ce

sujet, ne reposant que sur une fable populaire, on ne peut, en aucune façon, lui donner une autorité géologique.

Les terrains que les géologues ont désignés, dans leurs classifications, par le mot de *diluvium* ou *terrains diluviens*, ne sont en réalité que des alluvions anciennes, appartenant les unes à la période glaciaire, les autres à la marche des eaux atmosphériques de tous les temps. On ne peut donc point les assimiler aux fabuleux effets d'une inondation universelle. — Il n'y a donc point d'antiquités *antédiluviennes*, mais des antiquités de tous les siècles, enfouies dans leurs alluvions respectives.

Le géologue peut-il voir une carte des terres entre l'Asie et l'Australie, sans être frappé aussitôt par les caractères, si évidents, de *continents submergés*, dont les parties les plus élevées surgissent encore au-dessus de la surface marine ?

En effet, il y a submersion de terres, par l'exhaussement constant et l'extension de la surface marine, résultant de l'intramission perpétuelle des matériaux terrestres, amenés de l'extrême par les eaux pluviales.

Gap, 22 septembre 1885.

Bénoni BLANC.

NOTE DU COMITÉ DE PUBLICATION.

Le Comité de publication insère dans le *Bulletin* de la Société le travail de M. BLANC sur la géologie, à cause des aperçus nouveaux qu'il donne à cette science ; car M. BLANC a beaucoup observé : cela est incontestable et son manuscrit le démontre.

Mais le Comité n'accepte pas comme siennes toutes les théories de M. BLANC, et en particulier ses idées sur le déluge, dont il nie l'existence.

Le déluge, bien qu'il ait eu des conséquences géologiques, n'est pas un fait géologique, mais historique. Il est l'objet de la tradition de tous les peuples : Grecs, Chaldéens, Assyriens, Indiens, Chinois, Mexicains, Péruviens ; il est reconnu par les géologues BOULLANGER, DELUC,

CUVIER, BUCKLAND, BEUDANT, MILNE-EDWARDS, OMALIUS D'HALLOY et Achille COMTE, dont l'autorité est incontestable. BOSSUET ne craint pas d'avancer que la tradition du déluge universel se trouve par toute la terre (*Discours sur l'histoire universelle*). Il est affirmé par l'Écriture Sainte. Elle le décrit comme l'exécution de la sentence de mort prononcée contre tous les hommes existants à cette époque, excepté Noé et sa famille. La Bible ne parle pas cependant de son universalité mathématique et physique, par rapport à la surface de la terre.

Le Comité devait à ses lecteurs cette explication sur l'existence du déluge.

POUILLÉ

ou

État Général des Bénéfices Séculiers et Réguliers

DU DIOCÈSE DE GAP

[AVANT 1789]

(Suite, voir p. 113-146).

198. *La cure de St-Geniez d'Aulhon.* — Ladite cure est sous le vocable de N.-D. des Groseilles, dont le patron est St Geniez, à la collation de Mgr l'évêque de Gap et à la portion congrue, avec quelques fondations.

199. *La cure d'Abros.* — Ladite cure est sous le titre de Notre-Dame de Groseilles, à la collation de Mgr l'évêque de Gap, à la portion congrue.

200. *La cure de Chardavon.* — Ladite cure est sous le titre de N.-D. de Consolation, de la collation de Mgr l'évêque de Gap, à la présentation de M. le prévôt de Chardavon, et à la portion congrue.

201. *La cure de Mézien.* — Ladite cure, séculière, de la paroisse de Mezien-lès-Entrepierrre en Provence, est sous le titre de St Saturnin, de la présentation du s^r prévôt de Chardavon, de la collation du seigneur évêque. Les revenus sont la portion congrue et une terre.

202. *La cure de Salignac.* — Ladite cure est sous le titre de St Clément, pape et martyr, de la nomination ou

présentation de MM. du chapitre de Sisteron, et à la portion congrue et quelques fondations.

203. *La cure d'Authon.* — Ladite cure est séculière, sous le titre de Ste Marie-Madeleine, de la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

204. *La chapelle N.-D. d'Espinasses, dans l'église de Veyne.* — Ladite chapelle est sous le titre de N.-D. d'Espinasses, la maison de M. de la Villette en étant juspatron, à la collation de Mgr l'évêque. Ladite chapelle ne demandant point résidence, il suffit d'être clerc tonsuré pour la posséder. — Les revenus consistent en 6 émines 1/2 ou environ en terre labourable et une vigne.

205. *Le prieuré de Veyne.* — Ce prieuré était régulier, de l'ordre de St-Antoine, sous le titre de St Sauveur. C'était l'abbaye dudit ordre qui en nommait les administrateurs, mais il a été uni à l'ordre de Malthe¹.

206. *Le prieuré de Vêras.* — Le prieuré de Vêras est un bénéfice simple, séculier, de l'ordre de St-Benoît, sous le vocable de St Pierre. Le seigneur prieur de Rommette en est le collateur. — Les revenus dudit bénéfice consistent en dime et domaine.

207. *Le prieuré de Montmaur.* — Ledit prieuré est régulier, de l'ordre de St-Augustin, dépendant de la prévôté de Notre-Dame de Chardavon, du bourg la Beaume-lès-Sisteron. Il est tenu en continuation de commande. Le collateur est le prévôt dudit la Beaume. Le vocable est...² — Les biens et revenus consistent : en un domaine ; en droit de dime, à la cotte seizième ; en quelques droits de censes, droits de tasques et autres seigneuriaux ; en une pension de 135 l. due par la chartreuse de Durbon.

208. *La chapelle de St-Jacques et Ste-Luce, à Veyne.* — Ladite chapelle est sous le titre de St Jacques et Ste Luce, simple et ne requérant résidence, à la nomination

¹ En l'année 1777, suivant la plupart des historiens, ou en 1775, d'après l'abbé Dassy (*L'abbaye de St-Antoine en Dauphiné*, Grenoble, 1844, p. 349 et 372).

² St Pierre aux Liens. — On connaît les noms de quelques uns des prieurs de Montmaur (cf. *Chartes de Bertand*, nos 61, 82, 86 ; *Pouillé de 1708*, G, prov. 116, no 161 ; G, prov. 1067, fo 132 v^o).

du seigneur évêque de Gap. — Les revenus consistent en une terre et une vigne situés audit lieu de Veyne.

209. *Le prieuré rural de St-Sépulchre.* — Ledit prieuré est sous le titre du St-Sépulchre, terroir d'Aspres, et est rural, ordre de St-Benoît, dépendant du monastère de Rommette, dont le s^r prieur est collateur. — Les revenus consistent en une petite dimerie, en grains et en vin, audit quartier du St-Sépulchre, d'un civayer par charge en semence, et en quelques terres.

210. *Les chapelles du St-Esprit et de la Ste-Vierge, à Montmaur.* — Lesdites chapelles, sous le titre du St-Esprit et de la Ste-Vierge à Montmaur, fondées par feu noble Reymond de Montauban, seigneur dudit lieu. M. le comte de la Roche a droit de présentation entre les mains du seigneur évêque. — Les revenus consistent en quelques biens-fonds.

211. *Les chapelles de St-Pierre, St-Paul et Ste-Madeleine, fondées à Agnières et St-Disdier en Dévoluy.* — La chapelle sous le vocable St Pierre et St Paul, fondée à Agnières en Dévoluy, est au juspatronage du seigneur comte de la Roche. — Les revenus consistent : en quelques biens-fonds ; à une pension annuelle de 10 l. 10 s. due par la communauté dudit Agnières, avec celle de 7 l. 4 s. due par la communauté de la Cluse-en-Dévoluy et pareille pension de 10 l. 10 s. due par la communauté de St-Étienne-en-Dévoluy, à raison de laquelle il y a procès. Les revenus de la chapelle Ste-Marie-Madeleine du Gros-Villar, à St-Didier-en-Dévoluy, dont le seigneur comte de la Roche est aussi juspatron, consistent en quelques terres labourables.

212. *La cure de St-Étienne-en-Dévoluy.* — Ladite cure est sous le titre de St-Étienne, sous le patronage ecclésiastique du collège d'Embrun¹. — Les biens et revenus consis-

¹ Le collège Jésuites d'Embrun, fondé le 6 mai 1605, reçut, en 1618, le prieuré de St-André de Gap et ses dépendances, parmi lesquelles St-Étienne et St-Disdier-en-Dévoluy, Orcières, St-Léger, etc. (cf. *Inventory des Arch. départ. des Hautes-Alpes*, série C, 149, p. 128 et note 1).

tent en la moitié de la dime de tous grains, et en quelques biens-fonds.

213. *La cure de Fûrméyer.* — Ladite cure est sous le titre de l'Assomption de Notre-Dame, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent à la dime et en quelques biens-fonds.

214. *La cure de la Cluse-en-Dévoluy.* — Ladite cure est sous le vocable de St Michel, archange, à la collation du seigneur évêque. — Les revenus consistent à la dime et à quelques biens-fonds.

215. *La cure de St-Marcellin.* — Ladite cure, depuis la réunion du prieuré de Veynes à l'ordre de Malthe, est de la collation du seigneur évêque, sous le titre de St Marcellin. — Les revenus consistent : en terres labourables, deux vignes et un pré. — Ladite cure avant la réunion était régulière, dépendant de l'ordre de St-Antoine, à la nomination de l'abbé général du même ordre.

216. *La cure de Veyne.* — Ladite cure est sous le titre de St Sauveur ; l'abbaye de St Antoine a droit de présentation à ladite cure. — Les revenus consistent : à la portion congrue et à quelques fondations. Les biens de St-Antoine ont été réunis à l'ordre de Malthe, et la nomination de leurs bénéfices appartient, depuis lors, au seigneur évêque.

217. *La cure d'Agnières-en-Dévoluy.* — Ladite cure est sous le vocable de N.-D. de Nazareth, sous le patronage ecclésiastique du collège d'Embrun, et à la portion congrue.

218. *La cure de Châteauneuf-sur-Veyne.* — Ladite cure est sous le vocable de St Jean l'évangéliste. M. le prieur de Veyne, de l'ordre de St-Antoine, est collateur de ladite cure. — Les revenus consistent à la portion congrue. Le prieuré de Veyne a été réuni à l'ordre de Malthe et la nomination aux bénéfices dudit prieuré appartient au seigneur évêque.

219. *La cure d'Oze.* — Ladite cure est sous le vocable de St Laurent, à la collation de Mgr l'évêque, à la portion congrue.

220. *La cure de Châteauneuf-d'Oze.* — Ladite cure est

sous le titre de l'Assomption de la Ste-Vierge, à la collation de Mgr l'évêque de Gap, et à la portion congrue.

221. *La cure de St-Disdier.* — Ladite cure est sous le titre de St Disdier, sous le patronage ecclésiastique du collège d'Embrun, et à la portion congrue.

222. *La cure de Montmaur.* — La cure de Montmaur est sous le vocable de St Pierre aux Liens, de la collation de Mgr l'évêque, à la portion congrue, et à une pension de 21 livres payée par les Chartreux.

223. *Le prieuré-cure du Bersac.* — Ledit prieuré-cure du Bersac est sous le titre de St Laurent, à la collation de Mgr l'évêque, à la portion congrue et à une pension de 2 l. payée par les Chartreux.

224. *Le prieuré de Chalestan.* — Ledit prieuré est sous le titre de N.-D. de la Versane, à la collation de M. le prieur de Romette, ordre de St-Benoit. — Les revenus consistent : en un domaine et à la dime, et à quelques fonds aux Saix, de même qu'à la dime dudit lieu.

225. *La chapelle de N.-D. de Champerose, à Chabestan.* — Ladite chapelle est sous le titre de N.-D. de Champerose. Le juspatronat d'icelle est dans la maison de M. du Saix. — Les revenus consistent à une pension de 12 l. affectée en la terre de Champerose.

226. *Le prieuré de Peyre.* — Le titre dudit bénéfice est *chamarerie* St Marcel-lès-Die, de l'ordre de Cluni, où est annexé le prieuré de *Trémuni*, dans le diocèse de Die, et le prieuré de Peyre, dans le diocèse de Gap. — Les revenus sont la dime et quelques fonds.

227. *Le prieuré de Serres.* — Le prieuré de Serres et de Méreuil est un bénéfice simple sous le titre de St Arey, de l'ordre de St-Benoit. — Les revenus consistent au droit de dime auxdits lieux de Serres et de Méreuil et en quelques biens-fonds.

228. *Le prieuré de Sigotier.* — Ledit prieuré est sous le titre de N.-D. du Mans ou de Mant, à la collation du prieur de St-Giraud d'Aspres. — Les revenus consistent au droit de dime et en quelques biens-fonds.

229. *La chapelle St-Jean et Ste-Catherine à Savournon.* — Ladite chapelle est fondée dans l'église paroissiale de

Savournon, sous le titre de St Jean et Ste Catherine, à la nomination de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus sont quelques fonds, tant à Savournon qu'au Plan-du-Bourg.

230. *Les chapelles St-Claude, Ste-Madelaine, St-Jean et Ste-Catherine unies, au lieu de Serres.* — Lesdites chapelles unies sous le titre de St Claude, Ste Madelaine, St-Jean et Ste Catherine, sont à la nomination de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent en des biens-fonds.

231. *Le prieuré de Laup-Jubéo.* — Ledit prieuré est simple, sous le titre de Notre-Dame, à la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus sont la dime.

232. *La cure de Serres.* — Ladite cure est sous le vocable de St Arey, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

233. *Le prieuré-cure de Monclus.* — Ledit prieuré-cure de Monclus est sous le titre de St Michel, de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent en la dime de tous grains, vin, chanvre et agneaux dans les deux tiers de la paroisse ; un pré, une vigne, deux coins de terre et un jardin.

234. *Le prieuré-cure de St-Geniez le Décolé ou la Dégouta (sic).* — Ledit prieuré-cure de St-Geniez est sous le vocable de St Louis, de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent : en la dime, en cinq pièces de terre, en un pré, un jardin, une vigne ; à la chapelle du Puy, qui est annexée audit prieuré, dont les revenus consistent au droit de dime dans un petit quartier de la paroisse de Mérieuil.

235. *Le prieuré-cure de Monrond.* — Ce prieuré-cure est sous le titre de St Pancrasse, de la nomination de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent en dix charges blé et en quelques biens-fonds.

236. *L'abbaye de Clausonne.* — Ladite abbaye est de l'ordre de St-Benoit, de la nomination du Roi ; elle a pour patronne l'Annonciation de N.-D. et un revenu de 600 livres.

237. *La cure du Plan-du-Bourg.* — Ladite cure est

sous le vocable de St Pierre, à la collation de Mgr l'évêque et à portion congrue.

238. *La cure de Peyre.* — Ladite cure est sous le titre de N.-D. de Beaulieu, à la nomination de Mgr l'évêque de Gap et à portion congrue.

239. *La cure de Sigotier.* — Ladite cure est sous le titre de l'Assomption de N.-D., de la collation de l'évêque de Gap et à la portion congrue.

240. *La cure de Chabestan.* — Ladite cure est sous le vocable de St Cassien, à la collation de Mgr l'évêque de Gap, à la portion congrue, à huit émines blé froment, et à 12 l. annuellement, payé par les héritiers de noble Joseph de Bosse et Anne de Bosse, établie par actes reçus M^e Lagier, notaire à la Bâtie-Montsaléon, et Tanc, notaire à Remolon.

241. *La cure de Savournon.* — Ladite cure est sous le titre de St Jacques et St Philippe, à la collation de Mgr l'évêque de Gap, à la portion congrue et quelques fondations, montant annuellement 9 l.

242. *La cure de la Bâtie-Montsaléon.* — Ladite cure est sous le titre de Notre-Dame, de la collation du seigneur évêque de Gap et à portion congrue.

243. *La cure du Sair.* — Ladite cure est sous le vocable de St Vincent, à la nomination de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent à la portion congrue et à quelques biens-fonds.

244. *Le prieuré d'Aspremont.* — Ledit prieuré est simple, séculier, sous le titre de St Pierre aux Liens, à la collation de M. le prieur d'Aspres. — Les revenus consistent au droit de dime et en quelques fonds.

245. *Le prieuré de Montbran.* — Ledit prieuré est situé dans le diocèse de Gap, sous le vocable de St Jean et de St George ; il est de l'ordre de St-Benoit, à la collation de M. le prieur d'Aspres. — Les revenus consistent au droit de dime.

246. *La cure de St-André en Beauchêne.* — Ladite cure de St-André-en-Beauchêne, vulgairement appelée *la Fauverie*, est sous le titre de N.-D. du Villar, de la nomination de Mgr l'évêque de Gap et à la portion congrue.

247. *Le prieuré de St-André-en-Beauchène.* — Ledit prieuré, de l'ordre de St-Benoit, sous le titre de N.-D. du Villar, vulgairement de *la Faurie*, à la nomination de M. le prieur d'Aspres. — Les revenus consistent en un pré et au droit de dime.

248. *Le prieuré de la Beaume-des-Arnauds.* — Ledit prieuré était de l'ordre de St-Benoit, congrégation de la Cluze en Piémont, sous le vocable de St Michel, à la nomination de l'abbé de la Cluze. Mais, depuis l'échange de l'abbaye avec le décanat de Chambéry¹, le Roi nomme audit prieuré. — Les revenus consistent en quelques biens-fonds et au droit de dime.

249. *Le prieuré d'Aspres[-sur-Buëch].* — Ledit prieuré est sous le titre de St Giraud, dépendant de l'abbaye d'Aurillac en Auvergne. Ledit prieur est seigneur spirituel et temporel d'Aspres. — Les revenus consistent : à la dime, lods, une pension de dix charges de blé sur les moulins, à un domaine, en biens-fonds, un four banal, aux corvées et en un autre domaine au terroir d'Aspres, appelé *le Serre la Croix*.

250. *La chapelle de St-Mayme à la Beaume-des-Arnauds.* — Ladite chapelle est sous le titre de St Mayme, fondée en l'église paroissiale de la Beaume-des-Arnauds, à la nomination du seigneur évêque. — Les revenus consistent en quelques fonds de terre.

251. *La chapelle St-Michel à la Beaume.* — Ladite chapelle est sous le titre de St Michel, fondée en l'église paroissiale de la Beaume-des-Arnauds, à la nomination du seigneur évêque. — Les revenus consistent en quelques fonds.

252. *La chapelle de St-Jean-de-Ceille, à St-André-de-Beauchène ou la Faurie.* — Ladite chapelle, fondée dans l'église paroissiale de St-André-en-Bauchène, sous le titre de St Jean de Ceille, à la collation du seigneur évêque. — Les biens et revenus consistent en un tènement de terre et pré aud. St-André-en-Beauchène, au quartier de Ceille.

¹ Voir, ci-dessus, p. 132, la note 1.

253. *La chapelle Ste-Madelaine la Furmèyère ou la Peyrolière.* — Cette chapelle est fondée dans l'église d'Aspres, église paroissiale, et dépend du prieuré d'Aspres. — Les biens et revenus consistent en terres, prés et vignes.

254. *La chapelle St-Georges, à St-Pierre d'Argenson.* — Ladite chapelle est sous le titre de St George, fondée dans l'église paroissiale de St-Pierre d'Argenson, à la nomination du seigneur évêque. — Les biens consistent en vingt-cinq émines de terre en semence et une petite vigne.

255. *Le prieuré de St-Pierre d'Argenson.* — Ledit prieuré-cure est sous le titre de St Pierre et St Paul, à la nomination du seigneur évêque. — Les revenus consistent en quelques biens-fonds et au droit de dime.

256. *Le prieuré-cure d'Agnielle-en-Beauchène.* — Ledit prieuré-cure est sous le vocable de St Jacques et St Philippe, de la nomination du seigneur évêque de Gap. — Les revenus consistent : en la dime des grains, de toute espèce de chanvre, tant seulement, à la cotte vingtième, et en quelques biens-fonds.

257. — *La cure de St-André-en-Beauchène.* — Ladite cure de St-André-en-Beauchène, vulgairement appelée *la Faurie*, est sous le titre de N.-D. de Villar, à la nomination de Mgr l'évêque de Gap et à portion congrue.

258. *La cure d'Aspres-lès-Vecmes.* — Ladite cure est sous le titre de St Giraud, de la nomination et collation de Mgr l'évêque de Gap et à portion congrue.

259. *La cure de la Beaume-des-Arnauds.* — Ladite cure est sous le titre de N.-D. de Pied d'Oreille, *Sanctae pedis Auriculæ*, de la nomination de Mgr l'évêque de Gap et à portion congrue.

260. *La cure d'Aspremont.* — Ladite cure est sous le titre de St Pierre aux Liens, de la collation du prieur d'Aspremont. C'est Mgr l'évêque qui la confère. — Les revenus consistent à la portion congrue et à 5 l. 5 s. légués par Pierre Roux, suivant son testament du 8 octobre 1721, reçu M^e Gévaudan, notaire à Serres, pour des messes *pro defunctis* ; pour le payement du capital, il a été baillé un coin de pré par les héritiers dud. Roux.

261. *La cure de St-Julien-en-Beauchène.* — Ladite cure

est sous le vocable de St Blaise¹. Dom prieur de la chartreuse de Durbon, en qualité de prieur décimant de St Jullien, nomme à ce bénéfice. — Les revenus sont la portion congrue et une fondation de douze grandes messes.

262. *La cure de Montbran.* — Ladite cure est sous le titre de St George, à la collation de Mgr l'évêque depuis un temps immémorial et à la portion congrue.

263. *La chapelle Ste-Marie-Madelaine, à St-Pierre-d'Argenson.* — Ladite chapelle est sous le titre de Ste Marie-Madelaine, à la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent en quelques fonds de terre, situés audit lieu et terroir dudit St-Pierre et en ceux de St-Martin et de la Beaume-des-Arnauds.

264. *La chapelle Ste-Catherine à Aspremont.* — Ladite chapelle est sous le titre de Ste Catherine, à la présentation du seigneur dud. lieu. — Les revenus consistent en quelque prés, terres labourables et une vigne au terroir dud. lieu.

265. *La chartreuse de Durbon.* — Ladite chartreuse de Durbon fut fondée le 15 [des] kalendes de novembre 1116².

266. *Le prieuré-cure de Melve.* — Ledit prieuré est un bénéfice séculier sous le titre de N.-D. de Bellevue, à la collation de Mgr l'évêque de Gap, qui en est le prieur primitif et codécimateur de la moitié de la dime. — Les biens et revenus dudit prieuré consistent en quatre terres curiales et labourables et en la moitié de la dime.

267. *La chapelle St-Jean-Baptiste et St-Étienne, à la Motte-du-Caire.* — Ledit bénéfice est sous le titre de St Jean et St Étienne, et Mgr l'évêque de Gap en est le collateur. — Les biens et revenus consistent en quatre pièces de terre, petites, pré ou champ, de contenance d'environ deux charges et demi.

268. *La chapelle Ste-Catherine à Valerne.* — Ladite chapelle est fondée dans l'église paroissiale de Valerne.

¹ C'est également ce qu'affirme le *Pouillé* de 1708, Ms., n° 223.

² Le 18 octobre 1116 (cf. *Chartes de Durbon*, sur le point d'être publiées, n° 1).

sous le titre de Ste Catherine, à la collation du seigneur évêque de Gap. — Les revenus consistent en quelques petits fonds de terres et prés.

269. *Le prieuré de Thèze et Sigoyer-Malpoil.* — Ledit prieuré de Thèze est sous le vocable de Notre-Dame et de St Blaise, [et¹ Sigoyer, sous le titre de N.-D. de Bellevue, dépendant, l'un et l'autre, de Cluni, ordre de St-Benoît, et de la collation de M. l'abbé dudit ordre de Cluni. — Les biens et revenus du prieuré de Thèze consistent : en une vieille maison à demie ruinée, un grenier à foin et une écurie au-dessous ; en une autre maison, avec la cour et jardin en assez bon état ; en un droit de barque et passage sur la Durance ; en un domaine noble et franc de taille ; au droit de dime.

270. *Le prieuré de Clamensane.* — Ledit prieuré de Clamensane est sous le titre de N.-D. d'Espinouse et de St Martin, dépendance de l'abbaye royale et séculière de l'Ile-Barbe-lès-Lyon et de la collation de M. de l'abbé de l'Ile-Barbe, à présent à la nomination du Roi. — Les biens et revenus consistent : en la moitié de la dime de tous grains, légumes, raisins et chanvres, au quartier de la Clastre, du côté du village ; en la moitié de la dime des agneaux, tant delà qu'en deçà la rivière de Sasse, et tout à la cote treizième ; en toute la dime du quartier de la Clastre à la cote neuvième, et enfin en la terre appelée *le Champ des Gaulois*, franche de taille.

271. *La communauté des Trinitaires, au lieu de la Motte-du-Caire.* — Ladite maison est d'ancien établissement, n'en sachant pas positivement le temps³.

272. *La chapelle St-Sébastien à Reynier.* — Cette chapelle est sous le titre de St Sébastien, et il n'apparoît point de patronat particulier. Le seigneur évêque est censé collateur de ce bénéfice. — Les biens et revenus de cette chapelle sont en plusieurs propriétés dans le terroir de Reynier et une petite propriété dans le terroir d'Esparon.

¹ « Tout ce que nous savons de ce couvent, dit M. le chan. Feraud, c'est qu'il appartenait à la réforme des trinitaires déchaux ou déchausés. C'est sous ce titre qu'il figure dans le tableau des monastères de la Provence » *Souvenirs relig. de la Haute-Provence*, 1879, p. 156.

273. *Le prieuré rural d'Antrays.* — Le prieuré d'Antrays est sous le titre de N.-D. de Bethléem, dont Mgr l'évêque de Gap est collateur. — Les biens et revenus du dit prieuré rural d'Antrays consistent : en une terre d'environ trois émines en semence et à la dime qu'il perçoit sur les fruits de cinq pauvres habitants qui composent ce hameau.

274. *La chapelle St-Honoré, à Valerne.* — Ladite chapelle, fondée en l'église paroissiale de Valerne, est sous le titre de St Honoré, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus de ladite chapelle consistent en fonds de terres situées au terroir dudit Valerne.

275. *La chapelle N.-D. des Raisins ou de Razis, audit Valerne.* — Ladite chapelle est sous le titre de N.-D. de Razis, de la collation du seigneur vicomte de Valerne. — Les revenus consistent en fonds de terre et une petite vigne situés au terroir de Valerne.

276. *La chapelle St-Sébastien, à Thèze.* — Ladite chapelle est fondée dans l'église paroissiale de Thèze, sous le titre de St Sébastien, de la collation du seigneur évêque de Gap. — Les biens et revenus consistent en plusieurs terres labourables, prés et chanvres.

277. *La cure de Châteaufort.* — Ladite cure est sous le titre de St Fabien et Sébastien, martyrs, et dépend de la nomination et présentation du seigneur prévôt de N.-D. de Chardavon. — Les revenus consistent : à la dime de tous grains, raisins, agneaux et chanvre, au quatorzième. A l'égard des cochons, il en est dû un de chaque truie, et à l'égard des poulets, il en est dû un de chaque habitant faisant des couvées. Plus, à une fondation de trois messes par semaine à perpétuité, faite par le seigneur dudit lieu, célébrées dans la chapelle joignant la maison seigneuriale, pour la dotation de laquelle fondation il a été légué annuellement au curé 45 livres, exempt de toutes charges, par testament.

278. *La chapelle N.-D. de Bethléem, au lieu de Nibles.* — Ladite chapelle est sous le titre de N.-D. de Bethléem, est située dans la paroisse de Nibles en Provence, dans le diocèse de Gap, de la collation du seigneur de Châteaufort.

— Les biens et revenus consistent en fonds de terre, situés dans ledit lieu de Nibles.

279. *La sacristie de Thèze.* — Les biens et revenus consistent à la somme de 150 l. payés annuellement par le sieur prieur décimateur.

280. *La cure de Sigoyer-Malpoil.* — Ladite cure est un bénéfice séculier, sous le titre de N.-D. d'Espavans, à la collation de Mgr l'évêque. — Les biens et revenus consistent : en treize terres curiales en franc alleu, les unes en friche, les autres labourables ; onze charges de blé vané, payées par le sieur prieur ; en la dime des agneaux, du chanvre et des raisins, à la cote treize.

281. *La cure de Reynier.* — Ladite cure est sous le titre de St Vincent, diacre et martyr, de la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent aux deux tiers de la dime et en quelques fonds.

282. *La chapelle Ste-Catherine, à la Motte-du-Caire.* — Ladite chapelle de Ste-Catherine est de juspatronal laïque, de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les biens et revenus consistent en plusieurs petits champs, et à une vigne située dans la plaine de la Motte.

Nota. — Cette chapelle est contestée et l'on prétend que Mgr l'évêque nomme *pleno jure*.

283. *La chapelle de St-Étienne, à la Motte-du-Caire.* — Ladite chapelle est sous le titre de St Étienne, à juspatronal laïque, de la collation de Mgr l'évêque. — Les biens et revenus consistent en champs situés aux Melves, hameau de la Motte.

Nota. — Il y a un compétiteur, nommé par l'évêque, qui conteste cette chapelle et qui prétend que l'évêque la confère *pleno jure*.

284. *La cure de Claret.* — Ladite cure est sous le titre de St Pierre, à la collation de M. le commandeur de Gap, à portion congrue.

285. *La cure du Caire.* — Ladite cure est sous le titre de N.-D. de Bon-Secours, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

286. *La cure de la Motte-du-Caire.* — Ladite cure est sous le titre de St Étienne et de Ste Catherine, à la nomi-

nation de Mgr l'évêque. — Les revenus sont la portion congrue, deux pièces de terre et une pension annuelle de 5 l. 4 s.

287. *La cure de Clamensane.* — Ladite cure est sous le vocable de St Martin, à la nomination du seigneur évêque. — Les revenus consistent à la quatrième portion de la dime, 75 l. payées par M. le prévôt de Charvadon.

288. *La cure de Vauncilh.* — Ladite cure est sous le vocable de [la Transfiguration], à la collation du seigneur évêque. — Les revenus sont la portion congrue, trois pensions montant ensemble 14 l. 14 s.

289. *La cure de Valerne.* — Ladite cure est sous le titre de St Arey ; le collateur est M. le prieur de Valerne, à la portion congrue et une pension de 15 l. de trois en trois ans.

Nota. — M. le prieur pourrait présenter à ladite cure, mais c'est Mgr l'évêque qui la confère.

290. *La cure de Thèse.* — Ladite cure est sous le titre de St Blaise, à la collation de Mgr l'évêque, à portion congrue et quatre fondations, montant ensemble 28 l.

291. *La cure de Vallavoire.* — Ladite cure est fondée sous le titre de St Pancrasse, autrefois de N.-D. de Bethléem, de la nomination de Mgr l'évêque de Gap et à la portion congrue.

292. *La cure d'Esparron-la-Bâtie.* — Ladite cure est sous le titre de St Sébastien ; le patron est St Jacques et St Cristophe, à la collation de Mgr l'évêque de Gap, à la portion congrue et une pièce de terre.

293. *Le prieuré de Balons.* — Ledit prieuré est sous le titre de St Pierre, de l'ordre de la congrégation de Cluni, dépendant de celui de Lagrand, du même ordre, qui en est collateur, et est possédé en commande. — Les biens et revenus dudit prieuré consistent en la perception des dimes de tous grains audit lieu, du vin et du chanvre, à la cote treizième, et des agneaux, à la cote dixième ; plus, en un domaine, quelques petits fonds, possédés par les habitants du lieu d'Egalaye, qui rendent 32 l.

294. *Le prieuré de Mévolhion.* — Ledit prieuré est sous le titre et vocable de St Arey de Mévolhion, de la collation

de M. l'abbé et chef général de l'ordre de St-Ruf; réuni au séminaire de Gap¹.

295. *Le prieuré d'Eygelaye*. — Ledit prieuré est sous le titre de St Jean de Sérières ou de Gaudichard; réuni au chapitre de Gap.

296. *Le prieuré de Lachaup*. — Ledit prieuré de Lachaup est sous le titre de N.-D. de Cluni, dépendant du prieuré de Lagrand, dont le prieur en est collateur. — Les revenus consistent : en un domaine, en une cense et redevance de deux charges de blé froment et deux charges épeautre; en un paroîr, que le seigneur du lieu tient dudit prieuré, et, finalement, à la dime des grains, raisins, chanvre et agneaux dans tout le terroir de Lachaup, et de la moitié de la dime du terroir d'Éourres.

297. *Le prieuré de Montbrun*. — Ledit prieuré est sous le titre de Notre-Dame et est uni à la manse capitulaire, comme dépendant de la *camérierie* du monastère des religieux bénédictins de l'abbaye St-André-de-Villeneuve-lès-Avignon. — Les revenus consistent au droit de dime et à 450 l. de pension annuelle, due par le seigneur de Montbrun.

298. *Le prieuré-cure d'Aulan*. — Ledit prieuré et cure d'Aulan est un bénéfice régulier, de l'ordre de St Benoît, dépendant de l'abbaye de St-André-lès-Avignon, sous le vocable de St Pierre aux Liens, auquel est annexée une chapelle située dans le terroir de Mévollhion, dépendant de la même abbaye, sous le vocable de N.-D. de Barben-tane, néanmoins tenue en commende par bulles apostoliques. — Les revenus consistent : au droit de dime sur l'aire, à la cotte quinzième, des grains, agneaux et chan-

¹ Dès le 31 août 1775 l'union du prieuré de Mévouillon au séminaire de Gap, sur la proposition de Mgr François-Gaspard de Jouffroy-Gonsans, avait été acceptée en principe par le Bureau du Clergé du diocèse de Gap, afin de pouvoir fonder au séminaire diocésain « une chaire de philosophie et des places gratuites... pour les pauvres étudiants du diocèse; ce qui encouragera et facilitera les études et pourra remédier à la pénurie des prêtres » (Arch. H.-A., série G, prov. 960). Toutefois l'union projetée ne fut accomplie que plusieurs années après, vers 1786 (*ibid.*, G, prov. 1200).

vre, et en quelques biens-fonds, tant du prieuré que de la chapelle.

299. *Le prieuré de Séderon.* — Ledit prieuré est sous le titre de St Baudile et de N.-D. de Pitié, simple et séculier, à la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent : 1^o à la dime du trézain de tous les grains, des agneaux et du chanvre ; 2^o en quatre charges semence de terre labourable ; 3^o en une directe de quelques maisons et jardins dudit lieu.

300. *La chapelle de St-Baudile à Séderon.* — Ladite chapelle est sous le titre de St Baudile ; le collateur d'icelle est Mgr l'évêque de Gap ; les patrons laïques de ladite chapelle sont les consuls dudit Séderon qui ont droit de présenter audit seigneur évêque. — Les revenus consistent en biens-fonds et une maison.

301. *Le prieuré-cure de Reilhanette.* — Ledit prieuré est sous le titre de St Michel et St Hypolite, dépendant de l'abbaye de St-André-lès-Avignon, possédée par un religieux profès de l'ordre de St-Benoit, non conventuel. — Les revenus consistent au droit de dime et un domaine.

302. — *Le prieuré de Barret-de-Lioure.* — Ledit prieuré est régulier, non conventuel, du grand ordre de St-Benoit, sous le titre de N.-D. de Lioure [et] St-Sauveur, dépendant de l'abbaye de St-André de Villeneuve-lès-Avignon. — Les revenus consistent au droit de dime et quelques fonds.

303. *La sacristie de Lachaup.* — Ladite sacristie est à la collation du prieur dudit lieu. — Les revenus consistent à 300 livres de manse, adjugées par arrêt du Grand Conseil du 10 septembre 1717, et un logement audit prieuré ; plus, en quelques biens-fonds.

304. *La chapelle, à Reillanette, de Ste-Madelaine.* — Ladite chapelle est sous le titre de Ste Madelaine, fondée dans l'église paroissiale dudit lieu, dont le seigneur dudit lieu, conjointement avec les consuls, se trouvent juspatron. — Les revenus consistent à une pension annuelle de 18 l. due par Michel Monin, acte reçu M^e Giraud, notaire du même lieu.

305. *La cure de Vers.* — Ladite cure est sous le vocable

de St Michel, à la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus sont : la portion congrue, une pièce de terre et une fondation de 15 l. pour des messes.

306. *La cure de Barret-de-Lioure.* — Ladite cure est sous le titre de N.-D. de *Libra*, St Sauveur et St Laurent, de la collation du seigneur évêque. — Les revenus sont : la portion congrue, un domaine et la dime des raisins.

307. *La cure de Monbrun.* — Ladite cure est sous le titre de la Nativité de Notre-Dame, à la collation de M. l'évêque, à la portion congrue, à deux charges de blé froment, payées annuellement par le prieur, et à quelques fondations.

308. *La cure d'Ison.* — Ladite cure est sous le vocable de St Pierre ès-Liens, à la collation de Mgr l'évêque de Gap, à portion congrue et quelques fonds.

309. *La cure d'Eygataye.* — Ladite cure est sous le titre de Sts Fabien et Sébastien, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

310. *La cure de Batons.* — Ladite cure est sous le vocable de St Pierre aux Liens, à la collation de Mgr l'évêque et à la portion congrue.

311. *La cure de Lachaup.* — Ladite cure est sous le titre de l'Assomption de la Ste-Vierge, à la collation de Mgr l'évêque de Gap et à la portion congrue.

312. *La cure de Mérothion.* — Ladite cure est sous le vocable de St Arey, de la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent à la portion congrue.

313. *La cure de Séderon.* — Ladite cure est sous le titre de St Baudile, le collateur est Mgr l'évêque de Gap, et à la portion congrue.

314. *Le prieuré de l'Épine.* — Ledit prieuré est de l'ordre de St-Benoit, sous le titre de N.-D. de l'Épine, de la collation de Cluny. — Les revenus consistent au droit de dime et à deux pièces de terre.

315. *Le prieuré de Bruis et Montmorin.* — Ledit prieuré est sous le titre de N.-D. du Palais, séculier, autrefois de la collation de l'abbé de l'Isle-Barbe, à présent à la nomination du Roi. — Les revenus consistent aux droits de dime et en quelques biens-fonds.

316. *La chapelle St-Bernard, à Cornillon.* — Ladite chapelle est sous le titre de St Bernard, simple, sans résidence, à la collation *pleno jure* du seigneur évêque de Gap. — Les revenus consistent en biens-fonds.

317. *La chapelle N.-D. de Pitié, à Cornillac.* — Ladite chapelle, fondée dans l'église paroissiale de Cornillac, est sous le vocable de N.-D. de Pitié, à la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus sont en biens-fonds.

318. *Le prieuré de Cornillac.* — Ledit prieuré est séculier sous le titre de St Mary, à la collation de M. l'abbé de l'Ile-Barbe, et à présent à la nomination du Roi. — Les revenus consistent au droit de dime, à quelques censes.

319. *La cure de Cornillac.* — Ladite cure est sous le titre de Ste Marie-Madelaine, à la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent à la moitié de la dime, un jardin et un fonds.

320. *Le prieuré-cure de Pommerol.* — Ledit prieuré est sous le titre de St Pierre aux Liens, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus sont la dime et une fondation de 50 l. annuellement.

321. *Le prieuré-cure de la Charce.* — Ledit prieuré est sous le vocable de St André, à la collation de Mgr l'évêque de Gap. — Les revenus consistent à la dime.

322. *Le prieuré-cure de La Val Ste-Marie.* — Ledit prieuré est sous le titre de l'Annonciation et à la nomination de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent en la dime.

323. *La cure de Cornillon.* — Ladite cure est sous le titre de St Michel, archange, à la collation de Mgr l'évêque. — Les revenus consistent à la dime et à deux coins de pré.

324. *La cure de Monmorin.* — Ladite cure est sous le vocable de St Arnoux, à la collation de Mgr l'évêque de Gap, à portion congrue et quelques fondations.

325. *La cure de Bruis.* — Ladite cure est sous le titre de St Michel, archange, à la collation de Mgr l'évêque, à la portion congrue et quelques fondations.

326. *La cure de l'Épine.* — Ladite cure est sous le titre de N.-D. du Beaulieu, à la collation de Mgr l'évêque, à la portion congrue et un petit pré.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

NOMS DE LIEUX

[Les noms suivants : Basses-Alpes, Drôme, Isère, sont remplacés par leurs initiales — C. signifie conférez ; p., page.]

Abro, B.-A., 199.
 Agniellos, 231, 234.
 Agnières, 211, 217.
 Ambel, I., 70, 83.
 Ancelles, 53, 54, 63, 64.
 Antonaves, p. 114, note 3.
 Antrais, B.-A., 273.
 Arzeliers, p. 114, note 3.
 Aspremont, 244, 260, 264.
 Aspres-lès-Corps, 70, 86.
 Aspres-sur-Buëch, 209, 249.
 Aubessagne, 69.
 Aulan, D., 298.
 Auribeau, B.-A., 169, 173.
 Authon, B.-A., 191, 198, 203.
Balons, D., 146, 293, 310.
 Barcelonnette, 117, 137.
 Barras, B.-A., 158, 159, 162, 167.
 Barret-de-Lioure, D., 302, 306.
 Barret-le-Bas, p. 114, note 3.
 Barret-le-Haut, p. 114, note 3.
 Bâtie-Montsaléon (La), 242.
 Bâtie-Neuve (La), 1, 22, 23.
 Bâtie-Vieille (La), 31, 32.
 Baume-des-Arnauds (La), 218, 250, 251, 263.
 Baume-lès-Sisteron (La), B.-A., 1.
 Beaudument, B.-A., 169.
 Beaufain, I., 75.
 Beaujeu, 121.
 Beaumont, I., 69, 73, 80.
 Bénévent-et-Charbillac, 40, 50, 51.
 Bersac (Le), 223.
 Bruis, 315, 321, 325.
 Buissard, 60.

Caire (Le), B.-A., 285.
 Castellard (Le), B.-A., 163.
 Chabestan, 224, 225, 240.
 Chabottes, 52, 62.
 Chabottonnes, 57.
 Chaillol, 58, 59.
 Champoléon, 56, 65.
 Chanousse, 182.
 Chapelle (La), 77.
 Charce (La), D., 321.
 Chardavon, B.-A., 192, 195, 200.
 Châteaufort, B.-A., 277, 278.
 Châteauneuf-de-Chabre, p. 114, note 3.
 Châteauneuf-d'Oze, 220.
 Châteauneuf-sur-Tallard, 1.
 Châtillon-le-Désert, p. 114, note 3.

Chauvac, D., 185.
 Clamensane, B.-A., 270, 287.
 Claret, B.-A., 284.
 Clausonne, 236.
 Cluse (La), 211, 214.
 Cornillac, D., 317, 318.
 Cornillon, D., 316, 323.
 Corps, I., 70, 71, 81.
 Costes (Les), 51, 69.
 Curbans, B.-A., 1, 109.

Durbon, 207.

Eourres, 296.
 Epine (L), 175, 314, 326.
 Escalé (L), B.-A., 160, 164, 171.
 Esparron [de Vitrolles], 132, 138, 272.
 Esparron-la-Bâtie, B.-A., 272, 292.
 Etoile (L) 145, 146, 150.
 Eygalayes, D., p. 114, note 3.
 Eygaliers, D., 293, 295, 309.
 Eyguians, 143, 144.

Fare (La), 1, 43, 174.
 Faurie (La), 246, 247, 252, 257.
 Feyssal, B.-A., 196.
 Freissinouse (La), 25, 91.
 Fumérac, 213.

Gap, 1, 4, 7, 10, 13, 14, 16, 17, 18, 20, 23, 26, 27, 36, 37.
 Glaizil (Le), 1, 84.

Infournas (Les), 41.
 Izon, D., 308.

Jarjays, 100, 112.

Lahorel, D., 146, 151.
 Lachau, D., 296, 303, 311.
 Lagrand, 146, 148, 152, 157.
 Lardier-et-Valença, 126, 135, 136.
 Lazer, 1, 133.
 Laye, 1, 46.
 Lemps, D., 174, 187.
 Lettret, 1, 95, 108.

Malijay, B.-A., 166, 168.
 Manteyer, 1, 24.
 Méaroz, I., 69, 90.
 Mélan, B.-A., 163, 172.
 Melve, B.-A., 1, 266.
 Mèreuil, 151, 227, 234.
 Mévouillon, D., 298, 312.

Mézien, B.-A., 201, 203.
 Mirabeau, B.-A., 158, 166, 167.
 Mison, 1.
 Monétier-Allemont (Le), 116, 120, 123, 134.
 Monétier-d'Ambel (Le), I., 70, 76, 82.
 Montauban, D., 146.
 Montbrand, 245.
 Montbrun, D., 297, 307.
 Montclus, 233.
 Montéglin, p. 114, note 3.
 Montjay, 181, 184.
 Montmaur, 1, 8, 207, 210, 222.
 Montmorin, p. 114, note 3.
 Montrond, 235.
 Motte-du-Caire (La), B.-A., 267, 271, 282, 283, 286.
 Motte-en-Champsaur (La), 39.
 Moydans, 190.

Neffes, 94, 111.
 Nibles, B.-A., 278, 281.
 Noyer (Le), 1, 44.

Orcières, 55, 67.
 Orpierre, 145, 146, 147, 152, 155, 159.
 Oze, 206, 219, 220.

Pelleautier, 1, 94, 110.
 Pierre (La), 226, 238.
 Piégut, B.-A., 113.
 Plan-du-Bourg, 237.
 Poët (Le), p. 114, note 3.
 Poligny, 1, 49.
 Pomot, p. 114, note 3.
 Pommerol, D., 320.

Quet, I., 92.

Rabou, 28.
 Rambaud, 1, 11, 19, 29.
 Reillaucette, D., 15, 301, 304.
 Reyniers, B.-A., 272.
 Ribeyret, 175, 178, 183.
 Ribiers, p. 114, note 3.
 Rioms, D., p. 114, note 3.
 Roche-des-Arnauds (La), 5, 30.
 Roche-sur-Buis, D., p. 114, note 3.
 Rochette (La), 35.
 Romette, 6, 21, 34.
 Rosans, 175, 176, 179, 188, 189.
 Roussieux, D., 186.

St-André-de-Rosans, 175, 177, 188.
 St-André-lès-Gap, 33.
 St-Auban, D., p. 114, note 3.
 St-Bonnet-en-Champsaur, 38, 45, 51.
 St-Cyrice, 147.
 St-Disdier-en-Dévoluy, 211, 221.
 Ste-Colombe, 146, 156.
 Ste-Euphémie, D., p. 114 note 3.

Ste-Marie, 322.
 St-Etienne-Dévoluy, p. 114, note 3.
 St-Eusèbe, 42.
 St-Firmin, 72, 85.
 St-Geniez de Dromon, B.-A., 191, 195, 198, 203.
 St-Gonis le Décolé, 231, 234.
 St-Jacques, 78.
 St-Jean de Montorsier, 68.
 St-Julien-en-Bochaine, 261.
 St-Julien-en-Champsaur, 47.
 St-Laurent [du Cros], 48.
 St-Léger, 61.
 Ste-Luce, I., 69, 89.
 St-Martin de Thoard, B.-A., 170.
 St-Maurice, I., 74.
 St-Michel en Beaumont, I., 69, 91.
 St-Nicolas de Montorsier, 66.
 St-Pierre-Avez, p. 114, note 3.
 St-Pierre d'Argenson, 254, 255, 263.
 Saix (Le), 243, 224.
 Saléon, 146, 152, 153, 159, 160.
 Salérans, p. 114, note 3.
 Salette (La), I., 70, 88.
 Salignac, B.-A., 197, 202.
 Salle en Beaumont (La), I., 69, 79.
 Saulce (La), 118.
 Savouillans, Vaucluse, p. 114, note 3.
 Savournon, 237, 241.
 Séderon, D., 299, 300, 313.
 Serres, 227, 230, 232.
 Sigottier, 228, 239.
 Sigoyer-Malpoil, B.-A., 269, 280.
 Sigoyer 'sur Tallard', 125, 127, 128, 129, 130, 140.
 Sorbiers, 179.
 Sourribes, p. 114, note 3.

Tallard, 96, 97, 98, 101, 103, 104, 106, 107, 115.
 Thèze, B.-A., 276, 269, 290.
 Trescléoux, 141, 142.

Upaix, p. 114, note 3.
 Urtis, B.-A., 1, 105.

Valavoire, B.-A., 291.
 Valernes, B.-A., 268, 274, 275, 289.
 Valserrès, 93, 102.
 Vaumailh, B.-A., 288.
 Ventavon, 119, 122, 139.
 Venterol, B.-A., 99, 104.
 Verclause, D., 180.
 Vercoiran, D., 146.
 Vers, D., 305.
 Veynes, 204, 205, 206, 208, 215, 216, 218.
 Vilhosc, B.-A., 193, 194.
 Vitrolles, 117, 124, 131, 146.
 Volonne, B.-A., 161, 165.

INDUSTRIES & MÉTIERS

DISPARUS OU QUI SONT EN DÉCADENCE

dans le Chef-lieu du département des Hautes-Alpes

ET DANS BEAUCOUP D'AUTRES VILLES.

ROULAGE ET MESSAGERIES.

VOITURIERS ET ROULIERS, POSTILLONS

ET CONDUCTEURS.

(Suite)

Il n'y a pas une infinité d'années, il y a tout au plus trois à quatre siècles, nul ne l'ignore, qu'en France et particulièrement dans notre région alpestre, les voies de communication étaient encore bien rares et très peu fréquentées. Elles étaient en outre tellement étroites et mal entretenues que le transport des voyageurs et des marchandises ne pouvait guère s'effectuer qu'au moyen de bêtes de somme. Les anciennes et belles voies romaines, elles-mêmes, avaient été tellement négligées à la suite des invasions successives des barbares et des dissensions intestines postérieures, qu'elles étaient devenues presque impraticables, sinon pour les piétons, du moins pour les chariots. Aussi, ces véhicules n'étaient-ils plus guère utilisés que dans les vastes plaines, aux alentours des grandes villes. Paysans et roturiers, durant tout le moyen-âge, se déplaçaient très rarement ; essentiellement sédentaires, s'ils faisaient quelques sorties, c'était à pied ou à dos d'âne. Seuls, les nobles et quelques bourgeois enrichis étaient souvent en route, allaient à cheval ou à dos de mulet, ou parfois se faisaient porter en litière. — C'était alors le règne des muletiers dans les Alpes, comme naguère dans les Sierras, en Espagne. — Nécessairement, les voyageurs, en ce temps là, étaient peu nombreux, et les relations commerciales et sociales presque nulles, étant peu sûres et mal commodes.

Puis est venue l'époque plus rapprochée, moderne et

quelque peu contemporaine, où les grands chemins ont été améliorés, surveillés et entretenus avec soin. — Ce sont d'abord nos deux ou trois derniers souverains avant notre grande révolution politique et sociale, qui, s'étant rendu compte des avantages, de la grande utilité des belles routes, sous le rapport stratégique et commercial, ont commencé à s'occuper sérieusement de leur création et de leur entretien. Sous Louis XV et Louis XVI, nos vieilles routes, qui étaient toutes défoncées, ont été réparées et rectifiées. Mais, c'est surtout à partir du commencement de notre siècle, sous l'impulsion du plus grand génie des temps modernes, qu'elles ont acquis un immense développement, et ce degré de netteté et de perfection admirable qui les caractérise. Sous le premier Empire, l'administration spéciale des Ponts et Chaussées a été définitivement organisée pour les élargir, les rectifier, pour en créer de nouvelles et surveiller constamment leur empiérement et leur entretien. — De plus, leur sûreté qui avait commencé à être garantie par la création de la maréchaussée sous les règnes précédents, l'a été davantage encore par celle de la gendarmerie organisée en corps militaire spécial. — Dès lors, les voyages qui s'étaient déjà bien accrus, sont devenus de plus en plus fréquents; les relations et les transactions se sont énormément multipliées. Le service des Postes a été régularisé et définitivement fondé; le Roulage et les Messageries ont été créés; c'est-à-dire qu'un va et vient incessant et régulier des marchandises ainsi que des voyageurs, s'est établi, que leur transport par le moyen de charrettes et de diligences a été organisé entre les grandes et les petites villes. Jusqu'à cette époque, le transport des lettres et des dépêches se faisait presque généralement d'une manière assez irrégulière par des messagers à cheval, surtout dans les pays de montagnes.

Enfin, nos gouvernants successifs, se préoccupant de plus en plus de l'intérêt public, ont porté une attention très soutenue et très efficace à l'amélioration de nos grandes routes, dénommées impériales, royales ou nationales, suivant notre régime politique. Comme les pays de plaine, les flancs escarpés de nos Alpes ont été sillonnés par elles

en tous sens. — A chaque instant du jour et souvent dans la nuit, on ne faisait plus qu'entendre et rencontrer sur toutes nos grandes routes, charrettes et voitures, messageries et diligences.

C'était alors le beau temps des Postillons et des Conducteurs, des Voituriers et des Rouliers. Ces derniers étaient facilement reconnaissables à leur démarche lourde, lente et cadencée. — Vêtus généralement d'une blouse bleue écourtée, coiffés d'un bonnet de coton barriolé, en forme de filet retombant sur l'épaule, chaussés de souliers fortement ferrés à larges rebords, et la pipe courte toujours aux dents, ces conducteurs de charrettes étaient constamment sur pied, par quel temps qu'il fit. — Véritables juifs-errants, à la tête de leur attelage, depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la Saint-Sylvestre, ils ne cessaient d'arpenter d'un pas égal et insouciant, les grands chemins qui semblaient être leur domaine. — Le fouet, qu'ils mettaient tout leur orgueil à porter enroulé autour du cou, ou bien à manier avec dextérité et à faire vivement claquer de temps en temps, était pour eux une espèce de sceptre. C'était surtout un aiguillon dont ils se servaient adroitement, soit pour raviver les forces de leurs chevaux fatigués, soit pour réveiller leur attention aux passages dangereux, au croisement de l'attelage d'un collègue, à l'approche des auberges de renfort et des relais, et, définitivement, du gîte. — Tous ces voituriers, tous ces rouliers n'étaient pas les vrais possesseurs des attelages qu'ils conduisaient ; la plupart n'étaient que de simples domestiques aux gages d'entrepreneurs de roulage, de certains particuliers désignés sous le nom de maîtres d'équipages, qui entretenaient souvent vingt, trente et quarante chevaux, et cinq, six et huit charrettes et parfois davantage.

Quant aux conducteurs de Messageries et de Diligences qui étaient chargés du transport des voyageurs ainsi que de celui des lettres et des dépêches, c'étaient les grands seigneurs, les princes de la grande route. La plupart d'entr'eux étaient de véritables boute-en-train, de vaillants compères qui menaient joyeuse vie. Aussi possédaient-ils

généralement les bonnes grâces des hôteliers et des marchands des quatre saisons avec lesquels ils entretenaient un petit commerce de gibier et de volaille, de marée et de poissons, de primeurs en fruits et légumes. — La poitrine ornée d'une grande plaque d'argent où étaient inscrites leurs attributions, avec le collet de leur veste garni de galons dorés et leur casquette à cul-de-lampe toute décorée et posée crânement sur l'oreille, ils ressemblaient à des pachas. Du haut de l'impériale de leurs voitures, dont ils avaient toute la responsabilité, comme les capitaines sur leurs navires, ils commandaient en maîtres. — Les postillons plus humbles, affublés d'un habit à collet rouge ou d'une simple blouse à liserés roses, coiffés d'un petit chapeau noir en toile ciré et souvent du simple casque-à-mèche normand, se trouvaient sous leurs ordres directs, étaient soldés par eux. Perchés sur leurs banquettes et les rênes en mains durant tout le relais, ceux-ci ne pouvaient broncher sous les yeux de leur surveillant attentif et pour cause. Car, tout semblait devoir céder aux conducteurs des messageries et s'incliner sur le passage de ces automédons pleins d'autorité, pénétrés au dernier point de l'importance de leur ministère. Les voituriers et les rouliers s'arrêtaient où s'écartaient à leur approche pour leur laisser libre le milieu de la route. — D'un autre côté, il est bon et vrai de dire qu'ils étaient très utiles, qu'ils rendaient de grands et nombreux services, soit aux hommes d'affaires, soit aux grands commerçants des localités qu'ils desservaient. Ils se faisaient un plaisir et un honneur d'être choisis comme homme de confiance pour la transmission des papiers de valeur et des sommes importantes en numéraire, ce dont nous n'avons jamais su qu'ils aient démerité.

Telle était naguère la situation très florissante du Roulage et des Messageries ; tels sont à peu près les portraits des principaux agents de ces deux grandes industries qui avaient pour base le transport des voyageurs et des marchandises dans tout le Dauphiné, le Languedoc et la Provence, il n'y a pas un demi-siècle.

Depuis cette époque, à la suite de la découverte de la machine à vapeur, la locomotive et le wagon ont remplacé

chevaux, charrettes et voitures. Une transformation presque complète s'est opérée dans la manière de voyager, dans le genre des relations commerciales et sociales. C'est aujourd'hui le règne du chauffeur et du mécanicien. — Les voies ferrées ne connaissant plus d'obstacles, franchissant où plutôt traversant les plus hautes montagnes comme les plus petites collines, mettent en relations les habitants des contrées les plus éloignées avec une rapidité vertigineuse. Ce sont maintenant leurs employés et leurs actionnaires qui triomphent. — Ce changement de système de locomotion n'a pas eu lieu sans occasionner un grand préjudice, une perturbation profonde, nous pouvons même dire le détraquement, l'anéantissement complet d'un certain nombre d'industries et de métiers, ainsi que nous l'avons déjà constaté. Mais, c'est surtout le transport des voyageurs et des marchandises qui, s'effectuant avec beaucoup plus de facilité, de vitesse et d'économie par ce nouveau moyen de traction, c'est cette industrie, qui la première, a été mortellement atteinte. Les Compagnies des Chemins de fer ont nécessairement absorbé de suite cette exploitation partout où leurs rails ont été posés. — Tous les rouliers et voituriers, tous les conducteurs et postillons ont été anéantis au fur et à mesure de l'établissement des voies ferrées. Tous les grands industriels qui étaient à la tête des diverses entreprises du roulage et des messageries, tous les maîtres de Postes n'ont pu résister en aucune façon, sont devenus inutiles et ont disparu subitement.

Et depuis que les locomotives sifflent et rouillent dans la plaine, à travers les coteaux comme au fond des vallées, toutes les grandes routes semblent être tombées dans un véritable abandon. Non point qu'elles soient moins bien entretenues et surveillées par l'administration ; mais, étant beaucoup moins fréquentées, elles ne sont plus gaies et vivantes comme auparavant. Les herbes parasites envahissent complètement leurs bords, ce qui leur donne un faux air de délaissement. Hormis les jours de foire et de marché, elles sont constamment moroses et solitaires ; aussi, le voyageur à pied, tout-à-fait isolé, trouve le chemin plus triste et plus long. Il n'a plus

pour le distraire, il n'entend plus le joyeux cornet-à-piston du conducteur annonçant son passage, ni les grelots et les sonnailles des colliers agités régulièrement par les chevaux du roulier. — Il ne voit plus tourbillonner de loin au-dessus d'elles, entre les longues rangées d'arbres qui les bordent, ces nuages blanchâtres de poussière que soulevaient les diligences.

Peut-être ces voies de communication reprendront-elles un jour leur aspect animé d'autrefois, lorsque l'usage des vélocipèdes et des bicycles sera généralisé, et, que les locomotives routières auront été perfectionnées; quand l'électricité, rivalisant avec la vapeur, sera devenue une force de locomotion adaptée à toute espèce de véhicule.

Dans le département des Hautes-Alpes, un des derniers desservis par les Chemins de fer, avant 1875, date de leur entière exploitation de Marseille à Gap, tout le transport qui s'effectuait par le roulage, les messageries et les diligences, entretenait sur ses grandes routes un mouvement très important. — Gap, se trouvant presque au centre, étant le point d'intersection de cinq voies principales, retirait de cette heureuse situation un très grand avantage. Il en recevait une animation particulière, une vie industrielle spéciale qu'il n'a plus. — C'était dans ce chef-lieu que se ralliaient, que se donnaient rendez-vous et s'attendaient pour se renseigner mutuellement, tous les représentants de commerce étrangers qui venaient faire le placement de leurs marchandises dans la région alpine.

Ils y séjournaient de préférence et quelquefois par force pendant l'hiver quand les routes étaient obstruées par les neiges. — Aussi, ses établissements publics étaient-ils presque constamment encombrés par les commis-voyageurs et les rouliers. Ces derniers, pour beaucoup d'hôteliers, étaient les clients préférés, malgré leur langage grossier et leurs allures peu raffinées, car ce n'étaient pas les moins dépensiers et les moins honnêtes. Les deux grands hôtels du Nord et de Provence ne se faisaient pas plus scrupule que ceux moins importants des Alpes et du Petit-St-Jean, de les recevoir et de les héberger, aussi bien que les auberges de la Cloche et des Voyageurs, et autres

du même rang. Les bénéfices que procuraient les fournitures de vivres pour leurs nombreux chevaux étaient un tout puissant attrait. Il est vrai qu'ils avaient la faculté de leur offrir chambres et salles à manger à part, ainsi que de grandes et propres écuries et de vastes remises.

Gap était une petite ville d'entrepôt presque forcé de toutes les marchandises arrivant du Nord et du Midi, et, d'où elles étaient constamment réexpédiées vers toutes les extrémités du département. Ce transit incessant procurait aux portefaix, aux rouliers et aux commissionnaires un grand travail de chargement et de déchargement. — Centre d'un réseau de routes, il avait eu le bonheur de se trouver tête de ligne dès le début du roulage et des messageries, c'est-à-dire le point de départ et de l'arrivée de toutes les diligences, des courriers de la poste et des convois de marchandises et de munitions de guerre pour nos places fortes. — Le chef-lieu des Hautes-Alpes n'était point, comme aujourd'hui, une simple ville de passage, où ne s'arrêtent que ceux qui y sont appelés par leurs affaires. — Tous les voyageurs partant de Marseille, d'Avignon, de Valence, de Grenoble et de Turin, et se dirigeant réciproquement vers ces diverses villes et les localités intercalaires étaient forcés presque toujours de stationner à Gap quelque temps. Pour prendre la correspondance, pour se remettre en route, ils étaient souvent obligés d'attendre tout un jour le plus prochain départ et parfois davantage. — Le mouvement de tous ces voyageurs était loin d'égal, sans doute, celui qui s'effectue maintenant par nos voies ferrées ; mais, leur arrêt dans notre ville était de plus de durée, et, par conséquent, plus fructueux pour son commerce et pour son industrie. — Les maîtres d'hôtels, les aubergistes et les cafetiers, aussi bien qu'un bon nombre de petits fabricants et de négociants au détail n'en disaient pas du mal. C'était un grand avantage pour eux, car ils tiraient toujours bon profit de ce stationnement, plus ou moins prolongé. D'autant plus que tous les petits commerçants du département des Hautes-Alpes et quelques-uns des Basses-Alpes, du canton de Barcelonnette n'allaient jamais plus loin pour se procurer leurs fourni-

tures. Ils ne manquaient pas de saisir l'occasion de leur passage à Gap, pour faire leurs provisions dans ses magasins. Maintenant tous s'en vont aux emplettes dans les grandes villes, dans les centres manufacturiers.

C'est à Gap principalement qu'habitaient les entrepreneurs qui étaient à la tête des Messageries et du Roulage des Alpes et la majeure partie de leurs agents subalternes. — Là se trouvaient naturellement leurs bureaux, leurs écuries et leurs remises. — Un personnel très important, plus éparpillé, mais assurément plus nombreux que celui de la gare, était employé par tous ces industriels ; car, outre les postillons et les conducteurs de diligences, outre les voituriers et les rouliers, une foule de domestiques, de palefreniers, de manœuvres et d'ouvriers étaient attachés à des différents services. — Le nombre de chevaux et de mulets nécessaires à l'exploitation de tout le transport était aussi très élevé. Les propriétaires ruraux du bassin de Gap et même du Champsaur y trouvaient leur bénéfice, car, leurs produits principaux, les sons, les avoines et les foin s'avaient leur écoulement assuré sur place. Aussi toutes ces denrées atteignaient-elles des prix plus rémunérateurs que maintenant que les chevaux de vapeur ne devaient que de l'eau et du charbon. — En un mot, le Roulage et les Messageries étaient deux sources de revenus très importantes, deux grandes industries, dont l'anéantissement se fait vivement sentir dans le chef-lieu des Hautes-Alpes, malgré tout le nouveau mouvement et l'élan commercial qu'a nécessairement entraîné la voie ferrée. Depuis, surtout, le prolongement de la ligne de Gap sur Briançon, et la création de celle de Gap à Grenoble, on s'aperçoit chaque jour de plus en plus de leur disparition. — Nous ne saurions évaluer, même approximativement, le nombre de charretiers et de rouliers qui fréquentaient nos grandes routes, pas plus que celui de leurs chevaux et de leurs charrettes. Mais on peut affirmer sans crainte d'exagération qu'ils se chiffraient par centaines et même par milliers.

En dehors des voituriers et des rouliers, fort nombreux qui ont exercé leur industrie pour leur propre compte,

sans intermédiaire, et, dont il nous est impossible de donner les noms, il y a eu à Gap plusieurs entrepreneurs successifs, plusieurs commissionnaires de roulage. — C'est d'abord la société des s^{rs} Martinet et Ferouillat, de Grenoble, et Borel, banquier, de notre localité, qui a exploité cette industrie sur le parcours de Gap à Grenoble, pendant de nombreuses années. En même temps les s^{rs} Jean Dusserre et Pelissier l'exerçaient sur la route de Briançon. Après eux les s^{rs} Allemand, frères, de Gap, ont continué à faire le transport des marchandises sur toutes nos routes, ainsi que les s^{rs} Estachy et Bremond, sur celle de Marseille particulièrement. Nous devons aussi mentionner les s^{rs} Ardoin, de Briançon, Auréas, de Savines, et Catier, d'Embrun, ainsi que les frères Frainet, de Grenoble, qui ont eu pour correspondant les deux fils du s^r J.-J. Aubert, dont nous allons avoir à parler. Ceux-ci avaient adjoint cette exploitation, ainsi que celle des transports militaires, à la direction de quelques diligences et au service de quelques messageries. En dernier lieu, c'est le s^r Espié qui exploitait cette industrie et qui l'a exercée jusqu'en 1872, époque à laquelle le s^r Vollaire, d'abord, et le s^r Barde ont pris sa succession. Ce dernier continue cette exploitation bien restreinte sur nos routes secondaires, sur celle principalement du Champsaur qui n'est point encore doté d'une voie ferrée. — Les entrepôts et les bureaux de ces commissionnaires de roulage ont tous été installés sur la Rue Neuve, de même que ceux des messageries et des diligences. Toutes les auberges et les hôtels où logeaient les voituriers et les rouliers étaient également situés dans cette rue. C'était la principale cause du grand mouvement qui se produisait alors sur cette voie qui est maintenant bien moins animée. La circulation du public et des voyageurs a été naturellement déplacée et s'est portée aux alentours de la gare.

Quant au transport des voyageurs, des lettres et des dépêches, les industriels qui l'ont exploité n'ont pas été nombreux. A part trois ou quatre entrepreneurs notables qui ont eu pour ainsi dire le monopole de cette industrie, il y en a bien eu quelques-uns de secondaires ; mais ils ne

l'ont généralement exercé que sur un petit parcours, et, durant peu de temps. Ils n'ont été en réalité que des patacheurs, des écumeurs de route. — Nous citerons en première ligne, le sr Jean-Jacques Aubert, qui a été le principal industriel, le véritable fondateur des messageries dans la région du Sud-Est de la France, et, que l'on peut appeler avec raison le *Laffite* des Alpes. — Qu'il nous soit permis de donner succinctement un aperçu de son initiative, de son activité et de ses hautes capacités industrielles. C'est un juste tribut qui lui est bien dû pour les services sans nombre qu'il a rendus à nos chères et pauvres montagnes, jusqu'alors si délaissées, si privées de contact avec les pays circonvoisins. — Issu d'une très honnête et modeste famille, fils d'un simple paysan, originaire des Fauvins, hameau de notre chef-lieu, il conçut et exécuta très jeune, le projet de créer un service régulier de voitures pour le transport des lettres et des voyageurs de Gap à Marseille. — L'entreprise était plus difficile qu'on ne le pense, à cette époque, car les routes, au commencement de notre siècle, étaient retombées de nouveau dans un mauvais état. Elles avaient été négligées sous le gouvernement du Directoire et, pendant toute la durée de notre Révolution elles avaient périclité. Aussi, ses premiers voyages furent-ils longs, pénibles et périlleux. Ce fut en 1809, il n'avait pas plus de vingt ans, qu'encouragé par le Préfet de Ladoucette, il commença à exercer sérieusement son industrie qui prit bien vite une grande importance. Antérieurement, il avait fait, il est vrai, quelques excursions à Marseille, et transporté quelques voyageurs sur une guimbarde, moitié charrette, moitié voiture : mais, ce n'avaient été que de simples essais de loin en loin. A partir de cette date, le service des messageries fut réellement fondé par lui dans les Alpes. Encore, ne disposant que de très faibles ressources, ne put-il exécuter, dans le principe, que des voyages hebdomadaires, puis semi-hebdomadaires. — Les premiers voyageurs en diligence pour Marseille étaient donc obligés de passer plusieurs nuits en route, et de se ravitailler à différentes reprises. — Ce n'est guère qu'au bout de deux années, que ce service devint journalier, que le voyage

put s'effectuer dans une journée de 24 heures ; quand les premiers bénéfices réalisés eurent permis à son fondateur l'acquisition de plusieurs voitures et d'un plus grand nombre de chevaux, quand, surtout, la grande route eut été améliorée par les soins empressés du gouvernement impérial.

Dès lors l'industrie du s^r J.-J. Aubert était fixée, établie sur de sérieuses et solides bases ; et, chaque jour une de ses diligences partait de Gap, tandis qu'une autre partait de Marseille, emportant lettres, voyageurs et marchandises.

Beaucoup plus tard, sa fortune s'étant considérablement arrondie et les relations commerciales ayant pris beaucoup plus d'extension, il était arrivé à organiser deux services par jour. De sorte qu'il y avait journellement quatre diligences en marche, portant chacune quinze à dix-huit voyageurs, en hiver, et vingt-cinq à trente, en été, et le plus souvent davantage, malgré la défense et la surveillance de l'administration de la Régie. — Les grandes et splendides voitures d'été qu'il avait fini par installer sur cette bello route de Gap à Marseille, si bien entretenue et si peu montueuse, étaient vraiment monumentales. Elles ne coûtaient pas moins de cinq à six mille francs pièce. — Le prix des places n'a jamais été exorbitant, bien qu'il ait eu presque constamment le monopole sur cette route, et que les dépenses de deux services journaliers fussent assez élevées. Le coût n'a jamais dépassé 15 francs pour l'impériale et la rotonde, 18 francs pour l'intérieur et 23 francs pour le coupé. Ces chiffres mis en parallèle avec ceux du chemin de fer sont vraiment surprenants, puisque les prix de celui-ci sont de 15 fr. 20 pour les troisièmes, 20 fr. 70 pour les secondes et 27 fr. 60 pour les premières. — Quant à la vitesse du trajet, il n'y a pas non plus une énorme différence, puisque en dernier lieu, le courrier des messageries Aubert et Poulin, ne faisait pas moins de 22 kilomètres à l'heure, et qu'il ne mettait que 13 à 14 heures pour effectuer le parcours de 182 kilomètres. La perte de temps qu'occasionnait le changement de chevaux aux relais était seule cause de cette augmentation de la durée du trajet.

Dans le moment du grand triomphe des Messageries, à partir de 1850, il n'avait pas moins de mille à douze cents chevaux échelonnés dans les différents relais, sur les trois routes où s'exerçait son industrie. Car, il avait fini par organiser un service de diligences de Gap à Grenoble et de Gap à Turin. Ces deux services, il ne les fit pas toujours seul ; il les exploita la plupart du temps de concert avec des associés, sur Grenoble, avec les frères Charvet, et sur Briançon, avec les srs Ardoin et Brun. Par intervalles et finalement, il en laissa même l'exploitation à ses trois fils, Joseph, Auguste et Pierre.

Outre l'entreprise des Messageries, le sr J.-J. Aubert s'était bientôt trouvé à la tête de presque toutes les maîtrises de Poste de Gap à Aix. Il avait obtenu les unes de l'État, et les autres par suite d'achat direct aux particuliers qui possédaient ces privilèges. Incontestablement, ce fut pour lui, non seulement une importante source de revenus, mais encore un immense secours, une grande force pour résister, pour dominer la situation qui fut parfois critique et périlleuse. Cette précieuse ressource lui permit en effet d'anéantir complètement les quelques concurrents que la pleine et persistante réussite de son entreprise lui suscita. — Il eut d'abord à faire face à la redoutable concurrence du baron de Vitrolles, alors qu'il n'était pas bien solidement installé et qu'il était encore obligé de payer à quelques maîtres de Poste les droits établis par les Règlements. C'est vers le commencement de la Restauration que cet adversaire sérieux, fort de l'appui du souverain, son protecteur, se dressa devant lui. Mais celui-ci eut beau faire et s'intriguer, il fut terrassé au bout de deux années de lutte, et, forcé de se retirer après avoir subi des pertes très sensibles.

Vers 1830, une nouvelle concurrence, un peu moins directe, s'établit contre lui au moyen de voitures à six roues, particularité qui valut à celle-ci son baptême de concurrence des six roues. Son centre d'action se trouvait à Grenoble, et le trajet de ses diligences s'effectuait par la route de la Croix-Haute, sans passer par Gap. Elle n'en portait pas moins un tort considérable à son entreprise,

car, à partir de Sisteron elle lui enlevait tous les voyageurs qu'elle pouvait attirer par l'attrait des bas prix qu'elle s'était empressée d'établir. A la tête de cette société se trouvait le comte de Montal, les s^{rs} Ferrier et de Ventavon, qui firent bien leur possible pour le renverser. Mais malgré leur haute position et toute leur initiative, leurs efforts ne furent pas couronnés de succès et l'entreprise échoua piteusement avant même une année d'existence.

La plus longue, la plus terrible, la plus acharnée, fut celle qui s'organisa à Gap, en 1835, sous le nom de concurrence des voitures blanches. Cette entreprise vraiment redoutable, formée avec les subsides et sous le patronage d'une société fondée par actions, à la tête de laquelle se trouvaient les s^{rs} Callandre, Borel et Davin, fonctionna avec rage pendant plusieurs années. La lutte fut ardente à un tel point, que les deux adversaires en étaient venus à transporter souvent les voyageurs presque gratis, et à leur offrir même parfois le gîte et la table. Mais, faute d'une active surveillance, d'une bonne gestion, malgré toute l'importance de ses bases financières, elle ne put tenir contre la solide organisation et la sage direction de l'entreprise Aubert. Elle croula au bout de cinq années d'existence, en laissant un passif énorme, après avoir fait subir des sacrifices immenses à ses actionnaires, qui n'ont pas été évalués à moins de douze à quinze cents mille francs. Une des causes principales de leur insuccès avait été assurément l'obligation du paiement des droits de maîtrise de Poste à leur concurrent.

A partir de cette époque, le s^r J.-J. Aubert fut complètement maître de la situation. Tous ses adversaires avaient été vaincus, anéantis ; et, s'il accepta plus tard, vers les dernières années de sa vie, l'association du s^r Poulin et C^{ie}, c'est qu'il le voulut bien, et qu'elle lui procurait un soulagement. Il désirait prendre un repos bien mérité, après être arrivé à l'apogée de sa fortune. — Il n'eut pas la douleur d'assister à l'anéantissement de l'industrie qu'il avait créée, de voir le triomphe du chemin de fer dans les Alpes. Il ne put que l'entrevoir et le pressentir, car, il mourut en 1867, quelques années avant l'exploitation de la C^{ie} P.-L.-M.

qui commença à s'exercer de Marseille à Volx, en 1872, de Marseille à Sisteron, en 1873, de Marseille à Gap, en 1875, puis de Gap à Grenoble, en 1878, et enfin de Gap à Briançon, en 1885.

Ce fut son fils cadet, le s^r Pierre Aubert, son successeur naturel, qui vit se consommer la ruine de cette grande industrie des messageries et des diligences. Celui-ci, qui, depuis plusieurs années, avait le monopole sur les deux routes de Gap à Grenoble et de Gap à Turin, continua à jouir de celui de Gap à Marseille, jusqu'à l'établissement complet des voies ferrées dans les Alpes. C'est lui qui a eu l'honneur de clôturer tous ces grands services du transport des lettres et des voyageurs en voitures. — A plusieurs reprises, les trois fils du s^r J.-J. Aubert, avaient coopéré à l'exploitation de nos routes, soit comme commissionnaires de roulage et des transports militaires, soit comme entrepreneurs de diligences. — Les rejetons de ces trois familles qui ont rendu des services incontestables à notre chef-lieu, sont maintenant livrés à d'autres entreprises, ont pris des carrières libérales.

Il ne reste plus rien ou fort peu de vestiges de cette grande industrie, la plus importante de toutes assurément, qui a été exercée par les familles Aubert, durant près de 75 ans, dans notre région. — Maîtres, serviteurs et chevaux, voitures et harnais, tous sont morts, tout a disparu, tout a été dispersé. — De l'immense matériel roulant, il n'existe plus que quelques vieilles diligences reléguées au fond d'une remise à la Saulce, qui attendent qu'on les dépèce pour en extraire et mettre à profit la ferraille. — Les autres, les mieux conservées, ont été vendues à vil prix, transportées au loin, et, roulent peut-être encore sous d'autres cieux, sur le sol africain.

On continue cependant à lire les noms des principales localités desservies naguère par les messageries. Ils encadrent encore l'immense portail du passage débouchant sur la Rue-Neuve que le s^r J.-J. Aubert avait fait établir en 1822, à travers les anciens remparts de la ville, sous la terrasse du séminaire. Cette ouverture tellement vaste et grandiose, qu'on croirait qu'elle a servi de porte au vieux

Gap fortifié, donnait accès à ses voitures dans une grande cour, située derrière sa demeure. Elle est encore dominée par la grande inscription : « Poste aux chevaux ». Avant la construction de ce tunnel très court, mais très élevé, les diligences arrivant et partant, devant ses bureaux, dans la rue de Provence, ne cessaient d'encombrer cette voie. C'est pour obvier à ce grave inconvénient, et pour sa facilité personnelle, qu'il avait sollicité et obtenu de l'État, l'autorisation de pratiquer ce passage qui établissait une communication directe avec ses remises, ses granges et ses écuries.

Maintenant, rien ne vient troubler la solitude de ces lieux si animés naguère, qui ont vu passer plusieurs générations de voyageurs. Un morne et profond silence règne sous cette voûte sombre et majestueuse, que faisait résonner, jadis, le roulement des diligences, le piétinement des chevaux, les cris des palefreniers et les appels des postillons et des conducteurs. — Que de pleurs et de tristes adieux aux départs, que de rires et d'exclamations joyeuses aux arrivées des diligences ont fait retentir ses hautes et larges parois¹.

Derrière la demeure de M. Pierre Aubert, qui est située presque en face de ce grand portail, et où se trouve la banque dirigée par son fils Victor, on peut encore voir un vaste hangar remarquable par sa charpente en fer, qui ressemble beaucoup à la marquise d'une grande gare. — Il avait été construit en dernier lieu et servait de remise aux voitures des messageries, ainsi que d'abri pour les voyageurs et les bagages. Il n'abrite plus aujourd'hui que de nombreuses hirondelles, ces petits voyageurs emplumés, qui viennent y bâtir leurs nids tous les printemps, et lui donner un peu d'animation par leur joyeux gazouillement.

¹ Nous apprenons au dernier moment, que les vastes locaux occupés jadis par les écuries et les remises du s^r J.-J. Aubert et qui sont demeurés vides et inhabités si longtemps, viennent de recevoir une autre destination commerciale. Ils ont été convertis en magasins d'entrepôts de denrées coloniales, par le s^r Aimé Vollaire, qui en est devenu acquéreur, ainsi que de l'ancienne demeure du fondateur des messageries.

Il nous reste à citer les noms de quelques industriels qui ont exploité quelque peu le transport des voyageurs en voitures publiques, à l'époque où le s^r J.-J. Aubert commençait à établir les divers services de diligences dans le département des Hautes-Alpes. C'est d'abord le s^r Honoré Léouffre qui fit pendant quelque temps des voyages bi-mensuels sur la route de Marseille, mais qui cessa aussitôt que les messageries Aubert fonctionnèrent régulièrement sur cette voie. Nous devons aussi mentionner le s^r Tatin, qui, postérieurement, a dirigé pendant quelques années, un service de diligences de Gap à Grenoble; puis, le s^r Gassier, de Barcelonnette, dont les guimbardes à capote, n'ayant qu'un seul compartiment, ont circulé plus ou moins régulièrement sur cette route, depuis sa création, et desservent encore cette sous-préfecture des Basses-Alpes, par Saint-Michel-de-Prunières. — Il y eut aussi, deux ou trois ans avant l'arrivée du chemin de fer dans notre chef-lieu, une concurrence qui fonctionna sur la route de Gap à Grenoble, sous la dénomination de Berlines des Alpes.

Quant aux patacheurs notables, aux entrepreneurs subalternes de voitures publiques, qui ont rendu des services plus ou moins importants à notre pays, pendant un certain temps, il nous faut citer les Ollivier, d'Embrun, les Gontard, les Imbert, les trois frères Dusserre et le s^r Cheval, de Gap, en dernier lieu, qui continue quelque peu à exercer cette industrie.

(A suivre.)

E. SIBOUR.

LA COLLÉGIALE DE BRIANÇON

En 1754-1780.

Nous empruntons au tome II de l'*Inventaire sommaire des archives départementales des Hautes-Alpes antérieures à 1790*, qui est sur le point de paraître¹, l'analyse de deux articles relatifs à l'église collégiale de Briançon (série G, 739-740).

Ces deux articles ont été donnés récemment aux archives départementales des Hautes-Alpes par notre confrère M. le chanoine Gaillaud, curé-archiprêtre de Gap, l'auteur bien connu des *Éphémérides pour servir à l'histoire des Hautes-Alpes*².

Ils nous font connaître l'origine de l'église collégiale de Briançon, son organisation durant la seconde moitié du XVIII^e siècle, ses revenus, et surtout la situation du clergé Briançonnais à la veille de la Révolution.

P. G.

COLLÉGIALE DE BRIANÇON.

1546-1779. — « Cayer pour l'instruction du syndic de l'église collégiale de Briançon ». — Extraits des cadastres de la ville et communauté de Briançon, relatifs aux terres des « chapelles fondées », reconnues, le 24 février 1546, à Briançon, par le recteur de chacune desd. chapelles : St-Pierre possède des terres au-dessus du « cimetière des morts de peste », à Champ-Colomb et « en delà du

¹ Gap, imprimerie Jouglard, in-4^o, de plus de 500 pages sur deux colonnes. — Ce volume est uniquement consacré aux documents historiques provenant de l'ancien *Archidiocèse d'Embrun*. Il contient l'analyse des fonds suivants : Archevêché d'Embrun (art. 1 à 38 ; Bureau ecclésiastique diocésain (art. 39 à 183 ; Chapitre métropolitain d'Embrun (art. 184 à 736 ; Officialité de Seyne (737 à 738 ; Collégiale de Briançon (art. 739 à 740 ; Chapelle de N.-D. du Laus (art. 741 à 750 ; Supplément (art. 751 à 777). Le tout est précédé d'une introduction et suivi d'une table des matières.

² 2^e édition, Paris, Audier, 1874, in-8^o de 617 pages,

Pâquier, hameau des Villards-St-Pancrace » ; SS. Fabien et Sébastien, au mas de la Péroulière et au Champ de la Foire ; St-Antoine, à Chamandrin, à la Meirie, au « Pâquiers des Villards-St-Pancrace » ; la Croix, au mas de la Fournerotte, au mas de Chais ; N.-D. de Pitié, aux mas des Vignes ; la Croix, « aux Pillons, terroir des Fontenils, hameau de Briançon » ; St-Jacques le Mineur, à « Champ Colomb, dessous la fontaine de St-Esprit », au Grand Béal et au « mas de Fond Rougière » ; St-Étienne, avec le titre de St-Antoine », aux Saignes de Briançon, à la Clapouse et au « mas de la Fourneyrotte » ; St-Esprit, à la Ribière, au mas de la Fontaine du St-Esprit, au mas de Combe Prime ou au Grand Béal, à « Font-Christiane, au lieu dit le Bast », au mas des Chaix et à la Clapouse ; Ste-Trinité, au mas des « Toulouzanes », au béal vers les Mures, à la Peyroulière, à la Clapouse et aux Queyrelles ; St-Nicolas, au Barion, dessous le Villar-St-Pancrace, aux « Toulouzannes » et au mas de Crève-Cœur ; la Croix, au Serre de la Ribière, aux Iscles, et « au-dessus de l'ancienne église paroissiale » ; Ste-Catherine, au mas de la Ribière ; St-Marie-Madeleine, à la Condamine ; St-Jacques le Majeur, aux Toulouzannes et au « mas des Arthalaux » ; St-Laurent, au Cros Nobert dessous Serre Pais ; St-Michel, au Terrat, au mas du Grand Béal, au Champ de la Foire et au mas de Reguignier ; St-François, à Ste-Catherine sous Briançon ; St-Blaise, au mas des Fromentins. Total de la contenance des susdites 19 chapelles, 161 seterées 5 bâtons $1\frac{1}{2}$, « et font ensemble l'extime de 39 l. 8 s. 2 den. pitte, suivant la vérification faite par nous [Colaud], garde cadastre dud. Briançon, au requis de Mgr l'archevêque et prince d'Embrun, le 1^{er} juillet 1722 ». Les recteurs desd. « chapelles, fondées dans l'église paroissiale de Briançon, . . sont de la nomination de Mgr l'archevêque et prince d'Embrun » (f° 6 v°). — Copie du bail à ferme donné par M^e Jean Albertin, chanoine de l'église collégiale » de Briançon, « en qualité de syndic du chapitre », à Jean-Baptiste le Rey, fils de feu André, de « Cervière, habitant à Ste-Catherine sous Briançon », de « tous les biens immeubles appartenants

aud. chapitre, scitués tant dans cette ville et communauté de Briançon que dans celle de St-Chaffret ou ailleurs », au nombre de 47 articles, et pour neuf années, « moyennant la somme de 1.990 livres » par an. Caution, « M^e Balthasar-Jacques Jouve, avocat en parlement et procureur en ce baillage ». Témoins : « Claude Silvestre, feu Antoine, ci-devant consul dud. Briançon, résidant à Font-Christienne », et « Gabriel Giraud, feu s^r Jean-François, bourgeois » ; Faure, notaire. Briançon, 22 août 1776 (f^o 7). — « État des immeubles de la collégiale, dépendants de différentes chapelles, dattes des beaux à ferme, noms des notaires qui les ont reçus, noms des fermiers et prix de ferme, pour servir à la perception de la ferme ou renouvellement des beaux ». Ces baux, dont le plus ancien est du 7 mai 1761, donnent pour revenu total, 1.779 l. 10 s. « Par le bail général du 22 août 1776, reçu M^e Faure, notaire de Briançon, les biens de la collégiale ont été affermés 1.990 l. Par ce bail, il y a une augmentation de 210 l. 10 s. » (f^o 13). — « Compte de l'année 1778, que rend M. Charbonnel, en qualité de syndic du chapitre » (f^o 18). Recettes, 2.072 l. 9 s. 11 d. Dépenses : « à M. le curé, pour la prébende due à M. Albertin, son oncle », 52 l. 4 ; au chanoine Chappen, 100 l. ; à M. Voyron, chanoine, vicaire, 48 l. ; au chanoine Frézet, 23 l. 6 ; « au comptable, ... pour sa prébende », 45 l. ; « aux sieurs Faure, marchands, pour l'entier paiement de la prébende du s^r Faure, chanoine, leur frère », 65 l. 1 ; à Joseph Eymar, « à compte des réparations faites à la chapelle de la Ste-Trinité » (7 sept. 1778), 48 l. ; aux consuls de St-Chaffrey, pour la taille royale de 1778, 5 l. 13 ; « aux s^{rs} Faure, pour le repas du carnaval », 33 l. ; au s^r Ferrus, receveur des tailles, 242 l. 3 ; au s^r Frézet, « pour réparations extraordinaires au grand canal », 13 l. 15 ; au curé, « pour les fraix du voyage à Embrun », 29 l. 10 ; au s^r Guérin, « pour les décimes des chapelles réunies à la collégiale », 48 l. 5 ; « aux frères Challier, pour la sonnerie du chapitre », 18 l. ; aux mêmes « pour étrennes le 1^{er} jour de l'an, selon l'usage », 3 l. ; au chanoine Chappen, « pour l'entier paiement de sa prébende », 100 l. ; au chanoine Frézet, pour même motif, 100 l. ;

au comptable, id., 100 l. Total des dépenses, 1.268 l. Il reste 823 l. 15 s. 8 d. « laquelle dernière somme a été répartie entre les récapitulants et y ayant droit à proportion du nombre de leurs assistances, à l'exception de la somme de 33 l. 11 s. 6 d. qui est restée entre les mains du syndic du chapitre, pour en faire compte l'année prochaine ». Signé: Albertin, curé, Chappen, chanoine, Frézet, chanoine, 19 janv. 1779 (n° 20). — Copie de l'ordonnance par laquelle Bernardin François Fouquet, « archevêque, prince d'Embrun, prince et grand chambellan du St-Empire, conseiller du Roi en tous ses conseils », etc., érige en collégiale l'église paroissiale de Briançon, 15 sept. 1746 (n° 21). Cette ordonnance est rendue à la suite de la requête présentée à l'archevêque, le 13 mai 1746, par le chanoine Ignace de Navaisse, syndic général du clergé, et de l'enquête faite, les 8 et 11 juillet, par Honoré Meffre, curé de Ste-Cécile d'Embrun, vicaire général et official du diocèse, sur l'utilité qu'il y avait à unir les chapelles de l'église de Briançon en une seule mense. Ces chapelles étaient possédées par des recteurs, « dont plusieurs ne résident pas dans lad^e ville de Briançon ». Les revenus s'élèvent à la « somme de 700 l. au moins » par an. Déjà « une ordonnance en forme de règlement pour l'érection de la paroisse de Briançon en église collégiale » avait été rendue par l'archevêque d'Embrun, le 15 juin 1605. L'archevêque est surtout déterminé à faire lad^e érection par « les avantages spirituels et temporels qui peuvent résulter de l'union requise par led. syndic », d'autant plus « que l'église paroissiale de Briançon a été édifiée et ornée par la piété du feu roi Louis XIV^e, de glorieuse mémoire ; que cette église, après notre métropole, est une des plus belles et des plus considérables de notre diocèse ; que le service divin ne peut y être fait avec toute la décence convenable par le défaut de ministres des autels ; que la ville de Briançon, étant sur la frontière du royaume, est toujours munie d'une nombreuse garnison des troupes du Roi et qu'il convient de lui procurer des plus amples secours spirituels possibles ». En conséquence, il crée et établit « trois bénéfices ou prébendes perpé-

tuelles qui seront remplies et desservies par trois prêtres de notre diocèse, exclusivement à tous autres, et par préférence, autant qu'il sera jugé convenable,... par trois prêtres de la ville et *écarton* de Briançon », aux conditions suivantes : l'archevêque pourvoira aux trois bénéfices susdites ; lesd. bénéficiers seront « subordonnés au s^r curé de Briançon », pour « annoncer la parole de Dieu, entendre les confessions et administrer les autres sacrements » ; ils devront résider à Briançon et célébrer, chaque jour, à tour de rôle, une messe à l'aurore et une « autre messe sur les onze heures du matin », et chaque année « une grande messe aux jours de la fête » des susdites chapelles unies à la collégiale ; ils « seront tenus, chaque jour, de psalmodier, dans lad^e église paroissiale collégiale, les petites heures canoniales » ; ils recevront 200 l. chacun sur les fonds de la *manse* et, le surplus de lad^e *manse* sera réparti entre le curé, son vicaire et les bénéficiers, proportionnellement aux « présences » de chacun d'eux ; les revenus seront régis par un économe « choisi à la pluralité des voix » des prébendés, etc. Embrun, 15 sept. 1746 (f^o 27v^o). — Homologation de l'ordonnance précédente, sur requête de M^e Ignace de Navaisse, syndic du clergé du diocèse d'Embrun, faite à Grenoble, en parlement, le 18 mars 1747 (f^o 28 v^o). — Approbation, par l'archevêque d'Embrun, des statuts dressés par les chanoines de la collégiale d'Embrun, le 20 oct. 1754. Teneur desd. « statuts de l'église collégiale paroissiale de Briançon » : une messe sera célébrée à perpétuité pour l'archevêque d'Embrun Fouquet, fondateur et créateur de la collégiale. « Le chapitre de cette église est composé : du curé-prévôt, des trois prébendes et du vicaire, sauf à y admettre de nouveaux prébendés, si la Providence fournit les moyens de créer de nouvelles prébendes » ; les réunions auront lieu le 1^{er} lundi de chaque mois, dans la sacristie de l'église ; un syndic sera chargé de la régie des biens du chapitre ; les archives seront conservées à la sacristie, dans un coffret fermant à double clef ; le chanoine qui n'assistera pas pendant trois mois aux offices sera privé de toutes les distributions, etc. Présents : Vincent Albertin, curé-prévôt, An-

toine Bérard, chanoine, Antoine Voiron, chan. et vicaire, Louis Albertin, chan (f° 31). En outre, l'archevêque ordonne que « lesd. sieurs Albertin, prévôt, prébendés et vicaire auront un habit de chœur de la forme et figure de celui de notre métropole, exceptés les peaux, qui seront toutes blanches, sans petit gris, mais mouchetées de noir, tant celles de l'aumusse que celles de la chape ; le *capot* pourra être plus grand, pour couvrir la tête à cause de la rigueur du climat ». Embrun, 29 oct. 1754 (f° 33 v°). — Commission donnée par l'archevêque à Balthazar Jouve, bachelier en théologie, archidiacre de l'église métropolitaine d'Embrun, pour « aller à Briançon faire l'installation des nouveaux chanoines que nous avons établis dans cette ville par l'union de plusieurs chapelles, les revêtir des habits de chœur, suivant la forme que nous avons prescrit, dire la messe du St-Esprit, chanter le *Te Deum* en actions de grâces de l'érection de cette collégiale, dresser procès-verbal de tout ce qui se sera passé à ce sujet, qui sera inséré dans le registre des délibérations capitulaires ». Embrun, 2 déc. 1754 (f° 34). — Procès verbal par l'archidiacre Jouve de l'installation des chanoines de lad° collégiale. Présents : Barnéoud, prieur-curé du Monétier-de-Briançon, Giraud, curé de Cervières, Thomasset, curé de la Vachette ; « Messieurs le lieutenant du Roi et officiers de l'État-major, Messieurs le vibailli et officiers de justice du bailliage, Messieurs les consuls de la communauté et autres notables et principaux habitants de lad° ville, avec un grand concours de peuple ». Briançon, 5 déc. 1754 (f° 34). — Procès verbal de réception « au nombre des frères » de Jacques Thomasset, pourvu de la prébende et bénéfices vacante d'Antoine Bérard, décédé, « par lettres patentes de Mgr de Fouquet, archevêque, prince d'Embrun », du 8 août 1759, installé le 23. Briançon, « dans la sacristie de l'église paroissiale collégiale », 1^{er} sept. 1759 (f° 35). — Règlement rendu en chapitre, sous la présidence de l'archevêque Fouquet, « étant aud. Briançon en cours de visite ». On recevra des « chanoines honoraires », à condition « qu'ils n'aient aucune part aux distributions, ni aucun droit d'assister aux assemblées

capitulaires », et « se soumettront à faire l'office d'hebdomadier », à dire la messe de l'aurore et celle de onze heures, à leur tour ; « et aux conditions que dessus mondit seigneur archevêque a donné notre habit à M^e Jouve Colaud, prêtre, assesseur au baillage dud. Briançon, et l'avons reçu à lad^e qualité ». Il est décidé en outre, « que si quelque chanoine prébendé quittait le corps pour desservir, par l'ordre de Mgr l'archevêque, quelque cure de son diocèse, il conservera la qualité de chanoine honnoire et prendra son rang après les chanoines prébendés et suivant son ancienneté de réception avec les chanoines honoraires, lorsqu'il assistera au chœur », 8 sept. 1760 (f^o 35). — Procès verbaux de réception « au nombre des frères » : de Claude Mondet, « nommé à la prébende ou bénéfices vacante par la démission pure et simple de Louis Albertin, chanoine, celui-ci nommé à la cure de Cervierre », et de « s^r Jean Albertin, prêtre, ci-devant vicaire de St-Blaise », pourvus, l'un, de lad^e prébende et l'autre, de « la vicairie unie à la collégiale », par l'archevêque d'Embrun, le 17 déc. Briançon, 31 déc. 1760 (f^o 36 v^o) ; — de Jean-Baptiste Faure, « ci-devant vicaire à Font-Christianne, nommé par Mgr l'archevêque à la prébende ou bénéfices vacante par la démission pure et simple de M^e Jacques Thomasset, icelui nommé à la cure de Vallouise » le 11 oct., 18 oct. 1764 (f^o 37). — Députation de Vincent Albertin, curé, prévôt de la collégiale, pour « assister à l'assemblée qui sera faite... dans l'hôtel de cette ville », conformément à la déclaration du Roi du 12 mai 1766 « pour l'administration des villes et principaux bourgs du royaume », 12 mars 1768 (f^o 37 v^o). — Autre députation de « s^r Antoine Voiron, ... pour assister, jusqu'à révocation, aux assemblées où il sera question de nommer des notables », 5 janv. 1770 (f^o 38).

1780 environ. — Collégiale de Briançon. — « Mémoire pour les chanoines prébandés de la collégiale de Briançon. En l'année 1746, M. le curé de Briançon forma le projet de solliciter la réunion de plusieurs bénéfices simples pour l'établissement d'une collégiale dans sa paroisse. Ce projet fut mis à exécution la même année ». L'ordonnance

d'institution « assigne à chacun des prébandés la somme de 200 livres pour leur prébande, et les oblige à acquitter toutes les messes de la collégiale, à dire chaque jour une messe à l'aurore, une seconde messe à onze heures, à réciter tous les jours au chœur les heures canoniales, vêpres et complies, à chanter les messes de paroisse et à aider le curé dans toutes ses fonctions. On voit, d'après toutes ces différentes obligations, que ces pauvres prébandés ne volent pas leurs 200 l. On ne leur a pas certainement fait grâce à cet égard. Outre leurs fonctions particulières : prêcher, cathéchiser, administrer les malades, être au confessionnal depuis les 4 heures du matin ; on s'en est bien rapporté à leur exactitude. Il auroit été à désirer qu'on eût pourvu à leur subsistance comme on a pourvu à leur travail. Mais la pénurie dans laquelle on les a laissés en a découragé plusieurs. Ils ont été forcés d'aller chercher des autres bénéfices, même dans des diocèses étrangers, pour avoir du pain... Il est cependant de fait constant que les revenus de la collégiale, toutes charges déduites, montent au moins à la somme de 1.700 l. Si le premier exposé avait été exact, il n'est pas douteux que Mgr l'archevêque et nosseigneurs du parlement auroient fait un sort plus heureux à ces trois pauvres prébandés, et qu'on leur aurait donné une subsistance proportionnée aux services qu'ils rendent à l'église. Mais ce n'étoit pas le compte de celui qui conduisoit toute cette affaire : il falloit laisser les prébandés dans l'humiliation de la pauvreté, et procurer au curé et au vicaire des rétributions plus abondantes pour leur assistance au chœur. Les chanoines n'existoient pas alors ; ils ne pouvoient défendre leur cause. Dans tous les autres chapitres, selon l'esprit du concile de Trente, les deux tiers du revenu sont pour les titulaires des bénéfices et le tiers, destiné pour les assistances au chœur. Au chapitre de Briançon, c'est tout le contraire : on leur a bien ménagé leur portion, excepté celle des fonctions les plus pénibles de la paroisse. Le simple vicaire, qui n'est dans le chapitre que par commission jouit d'un revenu beaucoup plus considérable. Il a d'abord 200 l. pour ses honoraires, pareille somme du

casuel de la paroisse, son logement et, en sus, les assistances au chœur. On ne lui envie pas tous ces avantages, mais l'on désireroit que tout fut pesé à poids égal. Les chanoines n'ont point de logement. Ils n'ont que 200 l. de prébende, quelques assistances à certains enterremens, et sur cela, chargés d'acquitter, eux seuls, toutes les messes de la collégiale et de faire toutes les fonctions ci-dessus énoncées, à l'exception du casuel qui y est quelque fois attaché et que le curé et le vicaire ont attention de se réserver. Ils ne bornent pas encore là leurs prétentions; ils veulent, contre la disposition expresse de l'acte d'établissement de la collégiale, jouir du droit d'assistance aux vêpres et grandes messes paroissiales, les jours des dimanches et fêtes chaumées. Ils prétendent encore être censés présents aux heures canoniales lorsqu'ils sont occupés à une fonction quelconque; c'est-à-dire qu'ils veulent que les présents chantent gratis pour eux, tandis qu'ils font des fonctions lucratives. On ne leur dispute pas le droit de présence, lorsqu'ils sont occupés auprès d'un mourant, qu'ils administrent un malade: ils travaillent alors à la gloire de Dieu, au salut du prochain: on auroit tort de le leur refuser. Mais qu'un curé et un vicaire qui vont dans un hameau, y chanter une grande messe qui leur rend un écu, faire un mariage qui leur produit pareille somme, faire un enterrement dont ils retirent une pistole; que ce curé et ce vicaire veuillent venir partager quatre sols avec trois prébendés qui n'ont pas même de quoi voter, la prétention révolte. Ils n'ont pas sans doute les statuts qui admettent, pour unique excuse d'absence, le cas d'une maladie qui oblige de garder la chambre, le tems où l'on est auprès d'un malade pour l'administrer ou pour l'exhorter à la mort et les vacations pour les affaires du chapitre, etc. (vers 1780). — « Projet » d'une requête à l'archevêque d'Embrun par les chanoines de la collégiale de Briançon, afin d'obtenir « la justice que nous désirons en secret depuis longtemps et que nous n'avons différé de solliciter que par respect pour Mgr de Fouquet et par bienséance à M. le curé de Briançon... Lesd. curé et vicaire, dont nous sommes en quelque façon des honnê-

tes serviteurs, sans rien faire pour nous (reppétons-le et ne cessons de le dire), participent aux deux tiers de nos revenus et ne reconnaissent nos peines que par l'honneur qu'ils croient que nous avons de les servir ». Demande des deux tiers des revenus pour les prébendes des chanoines, etc. (vers 1780). — Fragment d'une autre requête sur le même sujet (même époque).

EMPLACEMENT DU COUVENT DES CAPUCINS DE GAP

28 février 1614.

Procès-verbal faisant connaître l'emplacement du couvent des Capucins de Gap, la distance de ce couvent à la porte St-Arey, au Turellet, à la porte Ste-Colombe, à la porte Chaussières et aux Cordeliers.

Le dernier jour du mois de febvrier après midy mil six centz quatorze, ensuicte de la conclusion prinse, le jour d'hier, en l'assemblée tenue par-devant et dans le logis de Monseigneur le R^{me} évesque, comte et seigneur de Gap, par Messieurs de la Religion¹ Catholique, appostique et Romeyne, suivant le commandement verbal de mond. seigneur de Gap et seigneur du Villar, gouverneur de lad^e ville, les sieurs consulz Gandalle et Patac, comis respectivement par lesd. seigneurs, en la présence de noble Jean du Villar, commis par lad. assemblée, et de sires Pierre Verniles et Mathieu Bouvat et plusieurs autres, ont mesuré le lieu et place destiné pour bastir et édifier le couvent des Pères Cappucins, treuvé que led. couvent, composé d'une petite esglise, quelques chambres et d'un cloistre, sera édifié dans douze toyses carrées de terre, prinses dans les pièces du sieur trézorier de Lagier et mestre Guilhien Martel.

Que, depuis le pied desd. douze toyses où l'on fera l'entrée dud. couvent jusques à la croix qu'on a jà planté, y a cinquante pas de long de distance, qui ne servira que de plassage, pour donner moyen à ceulx que y viendront en procession et dévotion de se reposer.

¹ Un mot est ici rayé, probablement le mot *simplement*.

Le jardin se prendra depuis le pied desd. douze toyssees jusques au chemin qui est entre la pièce de M^e Arnoulx Blanc et celle de la Prévosté, dans laquelle led. jardin se fera et de laquelle on en prendra quelque peu pour fère que led. chemin aye troys cannes de large. Lequel jardin s'en yra aussi jusques au ruyseau de Turollet.

Après, ont mesuré que depuis lad. croix jusques aux jardins qui sont au pied de la muraille du *barriot* qui est en pied de la muraille de la ville, devant la bresche de Saint-Arey, y a quatre-vingtz pas de distance.

Et depuis led. *barriot* jusques à la bresche et muraille de la ville, y a dix pas de distance.

Depuis encor ont treuvé que depuis lad^e croix jusques à la porte Saint-Arey, tirant le long du chemin qui est en pied de lad^e pièce de la Prévosté et qui se va rendre en icelle porte, y a cent quatre vingtz dix huit pas de distance.

Et, de plus, depuis la mesme croix jusques à porte *Collumbe*, prenant le long du chemin qui est à cousté et pied de la pièce de mestre Blanc, s'en allant droict au pont du Turollet, et d'illec à lad^e porte, y a quatre centz trante pas de distance.

Après, ont mesuré que depuis la porte de *Chauchières* jusques aux chouchières de sire Jean Maset, Sallazardy et aultres, joignant ensemble, faisang ung grand bastiment, y a environ cinquante pas de distance.

Et depuis le jardin qu'estoit de Finette, joignant les murailles de la ville, près de la bresche de Chappan, jusques à la chauchières du sieur du Molin, qui est grande, y a cinquante pas de distance.

Et depuis encor le molin de Camargues jusques à lad^e bresche de Chappan, y a cent pas de distance.

Finalement, ont mesuré que, depuis le *barriot* de *Lignolle* jusques à la porte de l'esglize des Cordelliers, y a cent cinquante cinq pas de distance.

Ainsi procedd par les sus nommés, escripvant moy notaire royal, soubssigné avec eulx.

DU VILAR ; PATAC, consul ; P. VERNILLES ; M. BOUVAT ; ROSTAING.

Led. s^r consul GANDALLE a reffuzé signer.

(Arch. des II.-A., G. p. 1070). — P. G.

PROCÈS VERBAUX DES SÉANCES.

Séance du 4 juillet 1891.

PRÉSIDENCE DE M. Z. BLANCHARD, PRÉSIDENT.

La séance est ouverte à 4 heures du soir, dans la salle ordinaire des réunions de la Société, à l'hôtel de la Préfecture.

Sont présents : MM. ANDRÉ, BILLECARD, BLANCHARD, DUPONT-DELPORTE, GUILLAUME, IMBARD, LÉAUTIER, LEMAITRE, MARTIN, MONDET, PARIS, ROMIEU, SALLE, SIBOUR.

M. LE PRÉSIDENT communique diverses lettres de MM. Joseph Mathieu, Félix Peloux, Ravoux et Vingtrinier.

LE SECRÉTAIRE annonce la mort récente de plusieurs de nos confrères :

MM. ROUX (Gustave), ancien magistrat, décédé naguère à Grenoble.

- BOREL (Benjamin-Auguste), curé archiprêtre de la Bâtie-Neuve, décédé à la Bâtie-Neuve, le 22 mars 1891, dans sa 58^e année.
- GAY (Honoré), directeur au grand séminaire de Gap, décédé à Gap le 24 avril 1891, à l'âge de 75 ans.
- JOUVE (Joseph-Louis-Marie), chanoine titulaire de la cathédrale de Gap, décédé à Gap le 21 mai 1891, à l'âge de 66 ans.
- FAURE (Pierre-Joseph-Léon), pharmacien, président de la Société d'agriculture des Hautes-Alpes, Conseiller d'arrondissement, etc., décédé à Gap, le 23 mai 1891, à l'âge de 41 ans.

L'assemblée s'associe aux sentiments de regrets que provoque la perte de nos confrères.

La composition du prochain Bulletin est ensuite arrêtée.

M. Martin demande si la Société voudrait accepter en principe la publication d'un travail philosophique sur l'existence de Dieu et la survivance de l'âme, travail considérable et d'assez longue haleine. Après diverses observations présentées par MM. Lemaitre, Romieu, Paris, Sibour et autres, l'assemblée pense qu'on ne peut

s'engager à publier en entier un semblable travail, quelques mérites qu'il ait d'ailleurs, non seulement à cause de son étendue, mais surtout parce qu'il sort du cadre de nos études ordinaires, qui ont surtout pour objet le département des Hautes-Alpes.

M. Dupont-Delporte annonce que le comité chargé d'inventorier les collections léguées à la société par M. Bénoni Blanc, s'est réuni plusieurs fois à cet effet et a grandement avancé son travail. L'assemblée remercie le comité de son activité.

Sur la proposition de M. Sibour, l'assemblée accepte de publier une notice historique sur M. B. Blanc et prie M. Sibour de vouloir bien se charger de la rédaction de cette notice.

A l'unanimité des membres présents, la démission de M. de Bru en tant que membre du Comité de publication, n'est pas acceptée.

Sur la présentation de divers membres sont proclamés membres de la *Société d'Études*.

MM. CHABRAND (Valentin), négociant à Gap ;

— CHAPELAIN, conservateur des forêts à Gap ;

— PERREAU capitaine au 14^e bataillon de chasseurs à Embrun.

— TRIDON, commandant de gendarmerie, à Gap.

Divers travaux adressés à la Société sont repartis entre les divers membres du Comité de publication.

Le Secrétaire présente à la Société les dons suivants :

1^o De la part de M. le capitaine LANNES, une lampe romaine trouvée récemment près de Briançon, derrière le cimetière, non loin de la route qui de Briançon va au Monétier ;

2^o De la part de Madame Marie GRIMAUD, de la Bâtie-Neuve, une bulle en plomb de l'évêque de Gap Bertrand de Lainsel (1316-18), trouvée au hameau des Césaris. D'un côté, on lit : † BVLLA : BERTRANDI : DE : LAVNSELLO. L'évêque est représenté debout, de face, vêtu des habillements pontificaux, bénissant de la main droite et tenant de la main gauche une crosse dont le croçon est tourné en dehors. Du côté opposé, il y a : † DEI : GRA : EPI

VAPINCEN., avec le bras de s^t Arnoux en pal, bénissant.

3° De la part de M. MAIGNIEN, conservateur de la bibliothèque de Grenoble, l'empreinte d'un très beau sceau du chanoine d'Embrun Charles Motet, lequel vivait au commencement du XVI^e siècle.

4° De la part de M. le professeur BLANCHARD, la collection complète des publications de la Société zoologique de France, savoir : 15 volumes de Bulletins et 3 volumes de Mémoires.

5° Enfin de la part de divers auteurs, diverses publications (en voir la liste à la *Bibliographie*).

L'assemblée exprime ses remerciements aux donateurs et en particulier à M. le docteur BLANCHARD.

VU :	<i>Le Secrétaire,</i>
<i>Le Vice-président,</i>	P. GUILLAUME.
H. PARIS.	

BIBLIOGRAPHIE ALPINE.

793. ACADEMIE DELPHINALE. *Bulletin*, 4^e série, tome 4^e, 1890. Grenoble, F. Allier, 1891. — Principaux articles : La question ouvrière, par M. Merceron-Vicat (p. 5); Jetons des dauphins et dauphines, par M. J. Roman (p. 133); Bayart, tacticien et stratégiste, par M. l'abbé Crosat (p. 181); Description du trésor de Ste-Blandine, par M. le commandant Allote de la Fuye (p. 245). Dans ce remarquable travail, M. de la Fuye présente une nouvelle classification des quinaires au revers du cavalier combattant (p. 254). — S.

794. ALLIER (C.), directeur de l'École pratique d'agriculture d'Avignon. *Expériences sur quelques variétés de pommes de terre*. Avignon, Séguin, 1890, 8^o, 22 p. — *Idem*, ibidem, 1891, 8^o, 37 p. — S. (Hommage de l'auteur).

795. BERLUC-PERUSSIS (L. DE). *Paraulo dicho i funeraio de J. Roumanille lou 26 de mai 1891 à Sant-Roumie de Prouvenço*. Ais-de-Prouvenço, Remondet-Aubin, 1891, 8^o, 4 p. — S. (Don de l'auteur).

796. *Catalogue des livres anciens et modernes, principalement relatifs au Dauphiné, autographes et journaux*, provenant des bibliothèques de feu M. Hyacinthe GABRIEL, ancien conservateur de la bibliothèque de Grenoble, et de M. Paul GABRIEL, avocat. Grenoble, Ravanat, 1891, 8^o, 62 p. — La bibliothèque des frères Gabriel a été mise en vente à Grenoble du 1^{er} au 10 juillet 1891. — C.

797. GHANGARNIER (A.), conservateur du musée de Beaune. *Numismatique Gauloise. Examen de quelques monnaies des Arvernes et d'autres peuplades (statères de Vercingétorix)*. Beaune, Ant. Devis, 1884, 8°, 71 p. et III pl. Le savant auteur attribue « les monnaies signées COMA et COMAN (AN liés) aux Vocontii » (p. 67) et divise la série *au cavalier* en deux groupes: « Le premier groupe se rapporterait aux Durnacos-Donnus, Durnacos-Auscrocus, Donnus-Essianni, Durnac-Eburov, Ambilli-Eburo, Ambilli-Eburo, Rigant-Eburo, Acincovepus-Perrucori, Virodu-Turoca, toutes pièces d'une excellente exécution » (p. 69). « Durnacos-Auscrocus et Eburov dominent dans la première série, comme COMA et BRICO dans la seconde » (p. 70). *Brico* peut être rapproché de la marque du potier BRICCI. M. du musée de Vienne. Voir aussi la note sur le mot *Bric* par M. Robert Long (Paris, 1888); — *Description de quelques raretés de la collection A. Changarnier*. Macon, Protat, 1885, 8°, 48 et III pl. (Extrait de l'*Annuaire de la Société française de numismatique et d'archéologie*); — *Potins et bronzes Séquanes, Eduens et Eduo-Ségusiaves. Variétés de quinaires du chef Séquane Q.* DOCI. Macon, 1887, 8°, 8 p. et I pl. — *Musée archéologie-épigraphie de la ville de Beaune* (Extrait du *Journal de Beaune* du 1^{er} nov. 1890), 8°, 7 p. — C.

798. CHAUVET (Joseph), avocat à la cour d'appel de Grenoble, licencié ès lettres. *Droit romain: Essai sur la loi « Voconia ». Droit français: Le secret et la propriété de la correspondance. Thèse pour le doctorat*, [soutenue devant la faculté de droit de Grenoble, le 29 avril 1891]. Grenoble, E. Vallier, 1891, in-8°, 105-133 p. — Cette thèse est présentée avec beaucoup de clarté et une grande richesse de citations. — S. (Homage de l'auteur).

799. CROZET (Ernest de). *Ephémérides Bas-Alpines, 1890, 3^e année*. Avignon, Aubanel, 1891, 8°, 46 p. — Précieux memento historique, avec tables alphabétiques et... réflexions piquantes. — C.

800. *État au 28 février 1891 de la collection des Inventaires sommaires des archives départementales, communales et hospitalières antérieures à 1790*. Dôle, Ch. Blind, 1891, 8°, 31 p. (Extrait des *Archives historiques, artistiques et littéraires*). — Les Hautes-Alpes sont représentées dans cette collection par le tome 1^{er} des *Archives civiles*, comprenant l'inventaire des séries A à C, avec introduction et table des fouds analyses; savoir: série A (*Actes du pouvoir souverain et domaine public*, 43 articles); — série B (*Cours et juridictions*: bailliages de Gap, d'Embrun et de Briançon, juridictions seigneuriales, etc., 515 art.); — Série C (*Administrations provinciales*: Intendance du Dauphiné. Election de Gap, etc., 227 art.). — Gap, impr. Jouglard, 1887, in-4° à deux colonnes, de xviii-32-216-161-4 pages. — A ce premier volume s'en ajoutera très prochainement un 2^{me}: l'inventaire d'une partie des *Archives ecclésiastiques*. Série G, archevêché d'Embrun, 777 art. *Ibidem*, in-4°, de plus de 520 pages. — C.

801. Gratin (Le). *Petite gazette dauphinoise*. Paris, 5^e année. —

Dans le n° de mai-juin 1891, n° 51, portrait en glyptographie, très ressemblant, de M. le sénateur Xavier Blanc, président honoraire du *Gratin* et membre fondateur de la *Société d'études*; dessin de M. Eugène Ronjat. — S.

802. GUILLAUME (L'abbé Paul). *Rapport sur les Archives des Hautes-Alpes en 1890-1891*. Gap, 1891, 8°, 21 p. — Pages 8-9, état sommaire des fonds des anciens évêchés d'Embrun et de Gap inventoriés à la date du 10 juillet 1891 (série G, articles 1 à 1122); p. 12, liste des principaux ouvrages de la *Collection des documents inédits relatifs à l'Histoire de France* donnés par l'État aux archives des Hautes-Alpes (109 vol.); p. 13-21, situation de 47 dépôts d'archives communales des Hautes-Alpes, parmi lesquelles celles de Gap (p. 16). — S.

803. JUGE, (A.), missionnaire apostolique. *Le chanoine Jouve*. Gap, Richaud, [1891], 8°, 9 p. (Extrait des *Annales de N.-D. du Laus*). — Notice chronologique sur notre confrère Louis-Marie-Joseph Jouve, né à Aiguilles le 14 janvier 1825, mort à Gap le 21 mai 1891, l'auteur bien connu d'un grand nombre d'ouvrages : le *Missionnaire de la campagne*, 4 vol.; les *Dominicales du curé de campagne*, 3 vol.; le *Catéchisme des grands et des petits*, 3 vol.; le *Modèle pour chaque jour de l'année ou Nouvelle vie des Saints*, 4 vol.; les *Instructions sommaires de la Doctrine chrétienne*, 2 vol.; la *Pieuse congréganiste*, 2 vol.; la *Préparation au grand jour*, 1 vol. Quelques-uns de ces divers ouvrages sont arrivés à la 8^e ou 9^e édition. On a écoulé 74.000 volumes du *Missionnaire des campagnes*. Le succès de ces ouvrages montre quel attrait offrent aux prédicateurs « la simplicité, la piété, et, tout ensemble, la solidité de la manière de dire » de notre vénéré confrère. — C.

804. LE MYSTÈRE DE SAINT EUSTACHE, joué en 1504, sous la direction de B. Chancel, chapelain du Puy-St-André, près Briançon (Hautes-Alpes), et publié par l'abbé Paul Guillaume. Deuxième édition, accompagnée d'une version française. Montpellier, 1891, 8°, 164 p. — S.

805. MAISONNIER (Ed.), conservateur de la bibliothèque de Grenoble. *Quelques actes d'abjuration du protestantisme à Grenoble (1572-1585)*, Grenoble, F. Allier, 1891, 8°, 23 p. (Extrait du *Bull. de l'Académie delphinale* de 1890). — Ces abjurations, au nombre de onze, huit de prêtres ou religieux et deux de personnes laïques, furent reçues entre les mains de Guillaume de St-Marcel d'Avançon, archevêque d'Embrun (1560-1600) et doyen du chapitre de N.-D. de Grenoble, et consignées dans un petit registre spécial, par le notaire Sébastien Narcie (in-f°, 21 feuillets, appartenant aux archives de la Chambre des notaires de Grenoble). Parmi ceux qui abjurent le protestantisme, citons maître Jean Bonthoux, « prestre du lieu de Montéglin, mandement d'Arzeliers, au diocèse de Gap, âgé de 33 ans ». Grenoble, 5 févr. 1573 (v. st.), présents: Antoine du Pressoir, sacristain de Gap; Antoine Bout, bourgeois d'Embrun; noble Louis d'Arènes, dudit Embrun, et Antoine Basset secrétaire de l'archevêque (p. 15-6). — C.

806. MAIGNIEN (Edmond), *Bibliothèque historique du Dauphiné pendant la Révolution française, de 1787 ou 11 nivôse an XIV, 31 déc. 1805*. Tome 1^{er}, Grenoble, impr. Dauphinoise, 1891, 8^e, x-348 p. — Les livres, brochures et pamphlets politiques, publiés en Dauphiné pendant la Révolution forment un total considérable. De 1787 à 1790 seulement M. Maignion a pu réussir 1111 numéros d'ouvrages distincts, dont il reproduit très exactement les titres. Lorsque le titre ne donne pas une idée suffisante de l'ouvrage le savant auteur le complète par une courte analyse ou par une phrase qui en caractérise l'esprit ou l'opinion. — C.

807. MAUREL (L'abbé J.-M.), *Le Noël. Aperçu historique, bibliographique et musical*. Digne, Chaspoul, 1891, 8^e, 15 p. — C.

808. MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES BEAUX-ARTS. *Bulletin historique...* 1891, n^o 1. — Page 20, Rapport de M. de Boislesle sur le compte rendu des recherches faites par M. Dufayard aux archives d'État de Turin. « M. Dufayard, professeur agrégé d'histoire au lycée de Grenoble, ayant obtenu une mission gratuite pour aller étudier à Turin les documents d'État relatifs au comté de Lesdiguières, rend compte au Ministère des résultats de son exploration ». Elle a eu pour résultat de révéler « des ressources précieuses et infinies pour suivre pas à pas les rapports de la France, du roi Henri IV, de la province de Dauphiné, des protestants et de leur grand chef Lesdiguières avec Charles-Emmanuel, rapports tantôt diplomatiques, tantôt militaires ou administratifs ». Page 40, Mémoire inédit sur la peste de Digne en 1629, communiqué par M. Isnard, archiviste des Basses-Alpes, correspondant du ministère, à Digne. — C.

OLLIVIER (Le Dr). *Une voie gallo-romaine dans la vallée de l'Ubaye et passage d'Annibal dans les Alpes. Etude historique*. Digne, F. Giraud, 1889, 8^e, 96 p. — Le titre de cette publication en indique exactement l'objet. Quant à son importance, elle est véritable. M. le Dr Ollivier apporte à l'appui de sa thèse une foule de considérations, de textes et de faits qui ont une valeur considérable et qui devront à l'avenir être tenus en sérieuse considération, lorsqu'on voudra examiner, de nouveau la question, si controversée, de savoir par quels chemins « se sont écoulés les peuplades gallo-ligures allant de la Grande Gaule se fixer dans la Cisalpine », et quelle est la route qu'Annibal suivit en traversant les Alpes. Citons, en particulier, 1^o deux monuments mégalithiques : un *Grombech*, sis aux Clarionds (Laverq), commune de Méolans, détruit en 1836; une Pierre-Plantée ou *Menhir*, connu sous le nom de *Tanquet*, situé au bas de la Frache de St-Pons, près Barcelonnette, renversé et brisé vers la même époque; 2^o divers monuments épigraphiques, que l'on pourra retrouver en partie dans le *Corpus inscriptionum latinarum* t. xii, 1888, *passim*, surtout p. 11-15; 3^o la description d'un grand nombre de restes numismatiques provenant de tous les points de la vallée de Barcelonnette (plus de 100 numéros). Ce travail et beaucoup d'autres ont attiré l'attention des savants sur M. le Dr Ollivier, et c'est

avec une véritable satisfaction que nous apprenons que le Gouvernement vient d'accorder à leur auteur la croix de la Légion d'honneur. — C.

810. OLPHE-GALLIARD (Léon). *Catalogue des oiseaux des environs de Lyon*. Lyon, Pitrat, 1891, 8°, 54 p. — Dans ce remarquable travail qui se rapporte au moins à 232 espèces, M. L. Olphe-Galliard constate la diminution des oiseaux en France : « On trouve difficilement aujourd'hui sur nos marchés plusieurs espèces qui s'y rencontraient encore en grand nombre il y a dix ans ; si cela continue, tous les oiseaux seront détruits dans quelques années, au grand détriment des agriculteurs, qui détruisent aveuglément les auxiliaires que Dieu leur a donnés ». — C.

811. [PERROSSIER (L'abbé Cyprien)]. *Lettres adressées par Achard de Germane, avocat au parlement de Dauphiné, à M. de La Coste, l'un des derniers présidents de cette assemblée, pendant les deux premières années de l'Émigration (1791-1793)*. Valence, Jul. Céas, 1891, 8°, 275 p. (Extrait des *Bulletins de la soc. archéol. de la Drôme*, 1885-91). — Alexandre Achard de Germane est né à Aspres-sur-Buëch le 18 juin 1754. Il devint en 1778 avocat au parlement de Grenoble. Pendant la Révolution, il fonda à Grenoble un journal satirique, intitulé *Le sens commun*, destiné à combattre la démagogie. Il gérait, en même temps, les biens de M. de La Coste. Obligé d'émigrer, il reparut à Grenoble après le 18 brumaire (an viii) et reprit ses fonctions d'avocat. Le 22 mars 1816, il devint procureur général près la Cour de Grenoble. Il mourut subitement dans cette ville le 26 mai 1826. Quant à M. de La Coste, l'un des derniers présidents du parlement de Dauphiné, il se refugia à Rome pendant l'émigration. C'est là qu'Achard de Germane lui adressa, dans l'intervalle de deux ans (févr. 1791 à janv. 1793), les 45 lettres, si curieuses et si intéressantes, qui font aujourd'hui l'objet de la publication de M. l'abbé Perrossier. « Tout en l'entretenant de la situation de ses fermes et de ses capitaux, il lui racontait les événements, petits ou grands, qui se passaient à Grenoble ou ailleurs ». M. de La Coste mourut le 25 avril 1816 dans sa 73 année. Ajoutons que les lettres adressées par Achard de Germane à M. de La Coste sont éditées avec le plus grand soin, accompagnées de notes substantielles et de tables rédigées avec précision. — C.

812. ROMAN (J.), *Tableau historique du département des Hautes-Alpes, 2^e partie. Inventaire et analyse des documents du moyen âge relatifs du Haut-Dauphiné, 661-1500*. Paris, Grenoble, 1890, in 4°, x-390 p. — C.

813. ROQUE-FERRIER. *Le Félibrige latin*. Revue mensuelle des œuvres et des faits qui intéressent le Félibrige et ses diverses maintenances. Montpellier, impr. centrale du Midi (Hamelin, frères), 1891, févr. — Page 63 et suiv. Annonce de la mort de M. Isidore Mie-Kettinger, ancien président de la Société des Langues romanes et des Bibliophiles de Montpellier. « Il s'était associé, en 1878, au deuxième concours triennal de la Société des Langues romanes, par le don d'une médaille d'or qui

échu, quelques jours après, à un des plus savants travaux de M. l'abbé Paul Guillaume ». M. Mic-Keittenger est mort le 24 mai 1891. — C.

814. SOCIÉTÉ DES SCIENCES HISTORIQUES ET NATURELLES DE L'YONNE, *Bulletin*, 44^e vol. Auxerre, 1891. — Pages 319-352, Contribution à l'histoire de l'épiscopat de Mgr Jacques-Marie de Caritat de Condorcet à Auxerre (1754-1761), par M. l'abbé A.-J. RANCE. — S.

815. SOCIÉTÉ DES TOURISTES DU DAUPHINÉ. *Annuaire n° 15*, 1889. Grenoble, F. Allier, 1890. — Articles à signaler : Revue Alpine de 1889, par G. D. (p. 49); Une semaine dans le Queyras et le massif du Grand-Rubren, par P. Moisson (p. 113); La question des montagnes, par E. Guinier (p. 151). — S.

816. SOCIÉTÉ ZOOLOGIQUE DE FRANCE. *Bulletin*, tomes I à XV, 1786-1890 — *Mémoires*, tomes I à III, 1888-1890. Paris, au siège de la Société, 7, rue des Grands-Augustins. — La société d'études des Hautes-Alpes est redevable de cette précieuse et très importante collection de Bulletins et de Mémoires à la généreuse libéralité de M. le Professeur Blanchard, secrétaire général de la Société zoologique et membre fondateur de notre société Alpine. — S.

Commencé d'imprimer en juin 1891, fini le 17 août 1891.

JOUGLARD, IMPRIMEUR DE LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES.

LISTES DIVERSES

RELATIVES A L'ÉGLISE D'EMBRUN.

J'emprunte à l'*Introduction* du tome II de l'*Inventaire sommaire des Archives départementales des Hautes-Alpes*, qui a paru récemment¹, diverses listes concernant l'église d'Embrun : 1° Liste chronologique des archevêques ; — 2° Liste alphabétique des chanoines et dignitaires du chapitre, et des vicaires généraux et officiaux diocésains ; — 3° Listes chronologiques des vicaires généraux et officiaux, des prévôts, archidiaques, sacristains et chantres.

Ces listes, tout imparfaites qu'elles sont, présentent un réel intérêt rétrospectif. Peu à peu on pourra les améliorer et les rendre plus précises. Elles aideront à faire revivre la physionomie, encore si peu connue, de l'illustre église d'Embrun.

LISTE CHRONOLOGIQUE

DES

ARCHEVÊQUES D'EMBRUN².

St Marcellin	v. 354— 370 env.
Artémus	374
St Jacques I	v. 400
St Albin	v. 410
Remi (<i>Gallia</i> , III, 1107; XIII, 775)	419
Armentaire	v. 437— 439
Ingénuus	.. 441— 467..
Catulin	.. 507— 520..

¹ Gap, imp. Jouglard, 1891, in-4° sur deux colonnes, de XXXII-502 pages.

² Les sources où j'ai puisé pour dresser cette liste sont indiquées dans les notes de l'*Histoire générale des Alpes maritimes ou cottiennes*, par le P. Marcellin FORNIER, 1890-91, t. I et II, *passim*, surtout t. I, p. 212, note.

St Gallican I	.. 524— 529..
St Pélade	.. 534— 539..
St Gallican II	.. 541— 549..
Salonius	554— 582
Eméritus	583— 588..
St Pierre	v. 600— 610
Lopacharius (<i>Cod. Monac.</i>)	614— 615
St Éthère	.. 631— 653..
Chramlin, intrus (<i>R. h.</i> p. 61)	677— 678
Walchin (<i>Rech. hist.</i> , p. 22)	.. 726— 739..
Gerlovèse (<i>Fisquet</i> , p. 829)	v. 760
St Alphonse	v. 770— 771
Possessor (<i>Ann. O.S.B.</i> , II, 215) fév. 776	
St Marcel	v. 791— 804..
St Bernard	.. 811— 826..
Agéric (<i>Gallia</i> , III, 1076)	829
Arbert (<i>Spicil.</i> , XIII, 263)	853— 859
Bertmond (<i>Pertz, Leges</i> I, 532-4)	876
Aribert	877— 879
Gérolde, Ermold, Arnold...	.. 883— 899..
Théodulphe (<i>Gallia</i> , XVI, 56)	912
St Benoît	.. 916— 926..
St Libéral	v. 927 † 936
Boson	v. 943— 945..
Amédée (?)	v. 980
Ponce (<i>Rech. hist.</i> p. 140)	992
St Ismide I	v. 1005—1010..
Radon	.. 1016—1028..
Ismide II	1039—1044
Vivienus	1049
Guinervinaire	1050—1054
Hugues	1054—1055
Viminien	.. 1057—1074..
Bernard, élu (<i>Gallia</i> , IV, 137)	1076
Guillaume (?)	1077
Lantelme, élu	av. avril 1080—1189..
Benoît	.. 1105—1118..
St Guillaume	v. 1120 † 1134
Guillaume de Champsaur	1235 † 1168 7 déc.

Raymond	9 janv. 1169—1176..
Pierre <i>Romain</i>	.. 1177—1189
Guillaume de <i>Bénévent</i>	1189—1202
Raymond <i>Sedu</i>	.. 1203—1212
Bernard <i>Chabert</i>	oct. 1212 † 1235
Aymar de <i>Bernin</i>	1236 † 1245 23 mai
Humbert	oct. 1245 † 1250 env.
Henri de <i>Suze</i>	1250—1263 9 janv.
Jacques de <i>Sérène</i>	1263 † 1286 6 nov.
Guillaume	4 août 1286 † 1289 av. avril.
Raymond de <i>Mévouillon</i>	4 oct. 1289 † 1294 28 juin
Guillaume de <i>Mandagot</i>	28 mars 1295—1311
Jean de <i>Gascogne</i>	22 mai 1311 † 1318 29 sept.
Raymond <i>Robaud</i>	12 sept. 1319—1323
Bertrand de <i>Deux</i>	5 sept. 1323—1338 18 déc.
Pasteur d' <i>Aubenas</i>	27 janv. 1339—1350 17 déc.
Guillaume de <i>Bordes</i>	16 févr. 1351 † 1361
Raymond de <i>Salg</i>	1361—1364
Bertrand de <i>Châteauneuf</i>	1 ^{er} fév. 1364—1366 20 janv.
Pierre d' <i>Ameil</i>	1366—1378 16 déc.
Michel <i>Stephanide Périllons</i>	16 d. 1378 † 1427 1 ^{er} mai
Jacques <i>Gelu</i>	juil. 1427 † 1432 7 sept.
Jean de <i>Girard</i>	1432 † 1457 17 janv.
Jean <i>Baile</i>	3 mai 1457 † 1494 .. sept.
Rostain d' <i>Ancezune</i>	.. oct. 1494 † 1510 27 juil.
Jules de <i>Médicis</i>	1510
Claude d' <i>Arces</i> , élu	1510—1513
Nicolas de <i>Flisco</i> , élu	1510—1518 8 févr.
François de <i>Tournon</i>	1518—1526 20 mai
Antoine de <i>Lévis de Château-</i> <i>Morand</i>	1526—1548
Balthazar de <i>Jarente</i> , av. sept.	1548 † 1555 27 juin
Louis de <i>Bois-Dauphin</i> , élu	1555 † 1555
Robert de <i>Lenoncourt</i> , 23 mars	1556—1560 7 févr.
Guillaume de <i>St-Marcel d'Avan-</i> <i>çon</i>	1560 † 1600 5 juin
Honoré de <i>Laurens</i>	juil. 1601 † 1612 23 janv.
Guillaume d' <i>Hugues</i> , cons. 16 no.	1612 † 1648 27 oct.

Guillaume *d'Aubusson de La
Feuillade*, cons. 11 sept. 1649—1668, 3 sept.
Charles *Brulart de Genlis* 1668 † 1714 3 nov.
François-Élie *de Voyer de Paul-
my d'Argenson* 1^{er} nov. 1715 † 1719 23 avril
Jean-François-Gabriel *de Hénin
Liétard* 1^{er} nov. 1719 † 1724 26 avril.
Pierre *Guérin de Tencin*, con-
sacré 2 juil. 1724—1740 24 sept.
Bernardin - François *Foucquet*,
consac. 8 janv. 1741—1767 17 avril.
Pierre-Louis *de Leyssin*, c. 5 juil. 1767—1791 † 1802

LISTE ALPHABÉTIQUE

DES

CHANOINES DE N.-D. D'EMBRUN

ET DES

PRÉVOTS, ARCHIDIACRES, SACRISTAINS, PRÉCENTEURS,
VICAIRES GÉNÉRAUX ET OFFICIAUX DIOCÉSAINS¹.

- A**BRIVAT, Guillaume, le jeune, 8 août 1292 (F. II, 81 ; cf.
G, 185, 493) — 1299 (229).
— , Guillaume, le vieux, prieur de Sauze, official,
1282 (C) — 1292 (492).
— , Guil., sacris. 1365/6 (C) — 1370 (F. II, 243).
— , Raymond, 1366 (C) ; sacristain, 1370 (F).

¹ ABRÉVIATIONS. — Archid. signifie archidiacre ; — ch. h., cha-
noine honoraire ; — chan., chantre ; — cap., capiscol ; — cf., conférez ; —
N., nom de baptême inconnu ; — off., official ; — préce., précenteur ; —
prév., prévôt ; — sacr., sacristain ; — v. g., vicaire général ; — v.,
voyez.

SOURCES. — Les sources sont indiquées sommairement entre paren-
thèses et après les dates. Les simples n^{os} sont ceux des articles de la
série G, inventoriés ci-après. De plus, **B** désigne les chartes de *Bosco-*
don ; — **C**, les archives de *Châteauroux* ; — **E**, les archives de la ville
d'*Embrun* ; — **F**, l'*Histoire générale des Alpes*, par Marcellin
Fournier (tomes I et II, 1899-91) ; — **Fort.**, Note sur les *Fortifications*
des Hautes-Alpes au XIV^e siècle, par P. Guillaume (Extrait du

- AGNI, Guillaume, 1279 (184); précenteur, 1307 (764).
 — , Guillaume, 1325 (501), — 1327 (F. II, 137).
 — , Gui, 1234 (B); chantre, 1242 (C).
 — , Pierre, 1245; archidiacre, 1256 (F. II, 4); sacristain, 1264 (26), 1271 (770).
- ALAMAND, Jean, prévôt, 1518 (200) — 1528 (331, 548).
 — , Guigues, prévôt, 1486 (106), † 1505 (545, 770, cf. F. II, 466).
 — , Philippe, prévôt, 1542 (400) — 1544 (cf. 545).
- ALBERT, François, 1540 (427), capiscol, 1548 (G).
 — , Guigues, chantre, 1441 (191, 765) — 1452 (193), † v. 1452 (275).
 — , Humbert, 1457 (477), prévôt, 1482 (546) — 1483 (544).
 — , Jacques, v. g. vers 1417 (F. II, 280 et 342); prévôt, 1436 (E) — 1464 (S. E. 1882, p. 39).
 — , Jean, précent., 1616 (441).
- ALBERT, cf. Levésie.
- ALBRAND, Jean-Jacques, 1630 (492).
- ALLARD, Augustin, 1740 — 1787 (61; H.-A., série C, 3).
 — , Jean, 1750 (693), † 1755 (270).
- ALPHAND, Claude, 1579 (208) — 1582.
 — , Guigues, 1568, † v. 1582 (516).
- ALRAUD, Jean, précent., 1332 (187, 229) — 1338 (502).
- AMELII, al. Anielli, Pierre, 1168 (Ulc., n° 188).

Bulletin du Comité des travaux historiques. Archéologie, n° 3 de 1884, in-8° de 24 p.) ; — **G**, les archives de *Guillestre* ; — **H.-A.**, les archives départementales des *Hautes-Alpes* ; — **P**, les *Pouillés de 1516 ou Rôles des décimes des diocèses de Gap et d'Embrun* (dans les *Bulletins de la Société d'études des Hautes-Alpes*, n° 26 et 27 de 1888) ; — **Q**, série Q, des archives départem. des Hautes-Alpes ; — **R**, *Tableau historique des Hautes-Alpes*, par M. J. ROMAN, 2^e partie, 1890 ; — **S. E.**, *Bulletin de la Société d'études des Hautes-Alpes* (années 1882-1891, 10 volumes) ; — **S. V.**, *Cartulaire de Saint-Victor de Marseille* (Paris, 1857, 2 vol. in-4°) ; — **Ulc.**, *Ulcienensis ecclesiae chartarium* (Turin, 1753, in-f° de LVII-220 pages) et les variantes d'après le *Codex Peralda* (dans *Miscellanea di Storia ital.*, Turin, 1882, p. 599-601). Je dois toutefois prévenir le lecteur que quelques dates ne sont pas justifiées, et cela, à cause de la perte d'une partie de mes notes lors de l'incendie que j'ai éprouvé dans la nuit du 13 au 14 juillet 1890.

AMIEL, N..., 22 févr. 1728.

ANGE, v. GONTIER.

ARBAUD, v. ROUX.

ARGENCE, Chaffrey, 1542 (280) — 1566 (202).

— , Jacques, 1568 (226); chantre, 1588; v. g. 1600;
† v. 1613 (556, cf. F. II, 590, 598, 604, 541).

ARNAUD, Antoine, 1412 (191) — 1431 (G).

— , Hugues, 1369 (F. II, 241) — 1375 (190).

— , Jean, 1660 (534), † v. 1694 (649).

— , Jean-Pierre, av. 1664 (463).

ARNOUX, Claude, chantre, 1610 (531) — 1620 (558), † 1631.

ARTHUS, v. g. 1526 (545; F. II, 520).

ASSALINQUI, André, 1437 (229).

AUGIER, Brunet, 1084 (Ulc., n° 183).

AUTRIC, v. g. 1311 (F. II, 121) — 1314 (ib., 123).

AVALON, Antoine d', prévôt, 1508 — 1517 (F. II, 482).

— , Henri d', 12 oct. 1303 ou 1313.

AVANÇON, v. St-Marcel d'Avançon.

AYMONIS, N..., vice-official, 1517 (275).

AYON, Pierre-Géronte, al. Prégentius, 1506 (198) — 1516
(P. n° 470).

AZEMAR, Louis d', archid., v. 1661 (475) — 1664 (463),
† 27 mars 1693 (648).

B....., sacristain, 1118 (S. V., n° 990).

BABOT, Raymond, 1319; archid. 1331 (E) — 1334 (764, cf.
F. II, 118, 133, 138).

BAILE, Jean, archevêque d'E. 1457 (544; F. II, 354).

BALMA, Louis, 1516 (P. n° 469).

BALONI, Hugues, v. g. 1317 (506).

BARDONNÈCHE, Pierre de, sacris. 1244, 5 (C) — 1246 (C).

BARRAL DE LA BATIE, Claude-Mathias-Joseph, 1746, vic. g.,
1748 — 1754 (512).

BARRALIS, Barthélemy, archid. v. 1432 (F. II, 328, cf.
G. 272).

BARTHALAIS, François, 1515 (P., n° 471).

BAUDET, Antoine, ch. h. 1618 (597) — 1657 (cf. 252).

BE..., nov. 1204 (B.), cf. Bérard.

BEAUMELLE, André de Plan de, prévôt, 1740 (512), v. g.
1756, † 19 févr. 1789 (Hosp. d'E.).

- BÉGUIN, Simon, 1426 (229) — 1441 (193).
 BELJOC, R. de, 1148 (S. V., n° 990).
 BELLAFFAIRE, v. Roux.
 BELLAROT, Seniore, 1084-1105 (Ulc. n°s 183, 187).
 BELLON, Giraud, 1437 (229) — 1494 (275, cf. F. II, 380).
 BELVEZER, N... de, rés. 1630 (520).
 BÉNÉVENT, Boniface de, vers 1300 (2).
 BÉRARD, 1208 (F. I, 175) — 1210 (E.), cf. Be.
 BÉRENGER, maître, 1148 (S. V., n° 990) — 1168 (Ulc. n° 188).
 BERMOND, Antoine, 1364 (G) — 1380 (188, cf. 190).
 — , Guillaume, 1215 (C) — 1246 (C).
 — , Vincent, 1392 (189) — 1404 (191).
 BERNARD, Ardoïn, 1556 (208) — 1579 (209).
 — , Arthus, 1542 (428) — 1579 (209, cf. F. II, 530).
 BERTIN, Hugues, 1177 (R., 33) ; prévôt, 1198 (R. 47).
 BERTRAND, 1210 (E).
 — , Antoine, ch. h. 1750 (695) — 1787 (61, cf. 26).
 BERTRAND DU SERRE, André-Joseph, 1743 (cf. 271), sacristain, 1783 — 1791 (Q).
 BERTRAND, Jean, 1632 — 1664 (773), † av. 1671 (624).
 BEVONS, Claude, ch. h. 1683 (639).
 BIGNON, Simon, 1441 (193).
 BISTOS, Le R. P., v. g. 1776 (S. E., 1890, 216 ; cf. G. 61).
 BLACHASSIUS, 1204 (Ulc., n° 52) ; sacristain, 1216 (C) — 1225/6 (Ulc., n° 51).
 BLANC, Aimé, 1441 (193) ; off. 1443 (765).
 — , André, 1441 (193) ; v. g. 1468 (E) — vers 1480 (275).
 — , Jacques, 1317 (F. II. 129) — 1341 (187).
 BLAQUIÈRE, Raymond de, prévôt, 1295/6 (185, cf. S. E. 1884, p. 202) — 1316 (268, cf. 1, 2 ; F. II, 99, 115).
 BOBELLUS, prévôt, vers 1080-1105 (S. V., n° 699).
 BOIS, Christophe du, 1430 (3), 1443 (765) ; off., 1450/1 (E) — 1454 (G) ; sacristain, 1461 (196).
 BOLOGNE, Pierre Pellissier de, 1631 (577) — 1633 (ib.).
 BONABELLUS, 1084 — 1105 (Ulc., n°s 183, 187).
 BONAFONTS, Honoré, ch. h. 1647 (596) — 1684 (259).
 — , Jean, ch. h. 1611 (587) — 1670 (622 ; F. II, 675).
 BONAFONS, N..., ch. h. 1750 (695).

- BONAFoux, Jean, archid. 1457 (477) — 1461 (196).
 BONIDON, Guillaume, 1272 (184).
 BONIFACE, évêq. élu de Digne, 21 déc. 1248 (F. II, 44).
 BONNAUD, Jacque-Jules de, v. g. 1787 (61).
 BONNE, Michel de, 1542 (276), † vers 1570 (210).
 BONNET, Joseph, 1705-1717 (541).
 BONUS SENIOR, 1105 (Ulc., n° 187); sacristain, 1118 (ib. n°s 184 et 189).
 BOREL, Raymond, 1556 (209) — 1579 (208).
 BORELLI, Étienne, 1400 (190) — 1426 (229).
 BORGERON, Jacques, présent., 1432 (192) — 1443 (765).
 BOSCH, Pierre, 1590 (211) — 1596 (530), † av. 1599 (288).
 BOSCAUDON, Pierre de, 1225/6 (Ulc., n° 51).
 BOSSAVILLA, Richard de, 1388 (493).
 BOSSE, Joseph de, 1692 (647).
 BOYER, Antoine, chantre, 1412 (191) — 1426 (229).
 BOYER, N..., ch. h., 1751 (694).
 BRANCHE, Jacques, ch. h., 1646 (593).
 BRANDIS, Jean de, résigne la prévôté, 1695 (217).
 BRUNENC, Arthus, ch. h., 1617 (212).
 — , Bernard, 1667 (618), † 11 mai 1674 (316).
 — , Jean, 1532 (269) — 1569 (253).
 — , Jean, 1617 (406) — 1667 (617).
 BRUNET, vers 1080-1105 (S. V., n° 699).
 BRUNO, Jean-Antoine, 1608 (551), † vers 1636 (582, cf. 761, 772).
 BURGOMALO, Nicolas de, 1412 (191).
 CALIGNON, Jean-Pierre de, 1748 (691), v. g. et off. 1768 (706); sacrist. 1772; † 20 déc. 1782 (271).
 — , Laurent, ch. h. 3 oct 1762 (513, cf. 705, 706).
 CAYRE, Antoine, 28 août 1380 (G); sacrist., 1401 (191).
 CHABASSOL, Daniel, 1502 (278).
 — , Gabriel, vers 1700 (266).
 — , Gaspar. 1553 (201) — 1593 (549, 285).
 — , Giraud, 1461 (196) — vers 1480.
 — , Guillaume, 1437 (229) — 1496 (195 et G).
 — , Guillaume, 1563 (201, 530) — 1591 (209).
 — , Hugues, 1338 (502); sacris., 1355 (187) — 1364 (G).

- CHABASSOL, Jean, 1507 (200) — 1520 (ib.).
 — , Sébastien, 1539; sacristain, 1542 (212) —
 1554 (461, cf. F. II, 530, 704).
- CHABRAND, Guillaume, 1615 (446), † 1630 (428, 520, 571).
- CHAFFARD, Jean, ch. h., vers 1617 (244).
- CHALLIER, Bertrand, 1563 (208) — † v. 1578 (516).
- CHALVET, Pierre, 1278 (C) — 1295 (229).
- CHAMOSSI, Guillaume, 1279 (E) — 1289 (R. p. 123).
- CHANCELA, v. LEVÉSIE.
- CHANTERAYNE, v. RAME.
- CHAPONAY, Philippe de, archid., 1563 (208) — 1568 (206).
- CHARBON, Étienne, 1364 (G); chantre, 1365/6 (C) — 1389
 (F. II, 265).
- CHARRIOT, Honoré, chantre, 1528 (236); v. g. 1552 (268, cf.
 F. II, 524).
- CHASTAN, Ant, ch. h. vers 1616 (213) — 1626 (242, cf. 241).
- CHIONIS, Antoine, 1527 (199) — 1548 (10).
- CLARETI, Humbert, 1310-1321 (F. II, 132).
- CHAUP (La), v. Pascalis.
- CLAVEL, Henri, de Montfort, 1496 (G).
- COGOLIN, Humbert, 1272 (184).
- COLAUD DE LA SALCETTE, Claude, 1764 (513); v. g. 1770-
 1774 (718) — 1791 (Q).
- COLOMB, N..., ch. h. 1570 (695), † av. 1583 (516).
- COLOMBIÈRE, Charles de La, 1543 (279) — 1553 (213), † av.
 1568 (281).
- COSTES, Humbert des, 1375 (190) — 1380 (188).
- COT, al. COCT, Charles, 1540 (428) — 1545 (427).
 — , Étienne-Antoine, † av. 1545 (427).
- COT, al. COCT, Oronce, 1519 (452) — 1627 (521), † av.
 1628 (251).
 — , Pierre, 1591 (548), † vers 1619 (429, 556).
- CRESSY, Paul-François de, 1783 — 1789 (61).
- CROTTEs, M^r des, v. Javelly.
- DALMAS, Étienne, ch. h. 1650 (695).
- DANEL, Jacques, 1739, off. 1741 (267), † vers 1750.
- DAVID, Mondon, 1481 (G), † 1482 (F. II, 387).
- DENYS, Guil., vers 1617 (429) — 1629 (251, cf. 458, 465).

DERBEZ, Jacques, vice-sacrist. 1639 (585) — 1655 (605).

DEUX, Bertrand de, prévôt, 1319 (Gal. III, 1101 ; F. II, 133) ; archevêq. d'E. 1323 (F. II, 135).

DISDIER, Antoine, 1609 (530) — 1640 (260), † v. 1647 (523, cf. F. II, 232.)

—, Claude, ch. h. 1519 (236).

—, Claude, 1549 (243) — 1595 (210).

—, Daniel, 1501 (502) — 1523 (200, 229).

—, Hugues, 1530 (205, F. II, 533).

—, Louis, 1546 (205) ; chantre, 1596 (428) — 1606 (429), † v. 1607 (cf. 553).

DISDIER DE BESSONIER (571), Jean-Pierre, 1625 (241), † v. 1655 (cf. 608 ; F. II, 530).

DISDIER DE SARRESSAULT, Bernard, 1624 (213) ; sacrist., 1627 (458) — 1628 (cf. F. II, 532).

DONADIEU, Antoine, 1640 (443), † v. 1648 (523).

ANTOINE, 1665 (463, cf. 262), † 29 avr. 1685 (261).

—, Bernard, ch. h. 1625 (241) — 1636 (571, cf. 525, 572).

—, Étien., 1667 (537), † 16 avr. 1689 (477, cf. 488).

—, Jean-Pierre, 1640 (523) — 1679 (538).

—, Louis, sept. 1630 (428) — 1632 (520).

DONETTE, Charles, ch. h., vers 1684 (259).

DONNUS, 1105 (Ulc., n° 187).

DOULTRE, N..., ch. h., 1750 (695), † v. 1762 (705).

DUBOIS, v. Bois. Cf. 3, 174, 193, 196, 477, 514, 765.

DUNIA, Pierre, v. g., 1312 (F. II, 121).

DUPUY, Laurent, capiscol, 1753 (512).

DURAND, Pierre, 1209 (229) ; prévôt, 1323-1326 (229 ; F. II, 116).

DURANTY, François, 1748, † 1762 ou 63.

—, J.-Bapt.-Balth., 1750 (693), † 28 sept. 1762 (513).

DUSSERRE, v. BERTRAND DU SERRE.

ÉBRARD, Guillaume, 1313 ; archid. 1325 (501), 1326 (229).

— 1327 (E. ; F. II, 132, 137).

ÉBRARD DE VALSERRES, Pierre, prévôt, 1225, 6 (Ulc. n° 51)

— 1248 (C).

ÉGIDII OU GILES, Jean, 1360 (*Fortif.*, p. 12).

EMBRUN, 1264 (26).

ÉMÉ, al. EYME (546), Claude, 1542 (546) — 1551 (752, 208, cf. 767).

— , François, 1^{er} avril 1542 (428).

— , Guillaume, 1590 (157); sacrist. 1613, † 21 nov. 1615.

— , Hugues, sacristain, 1619 (556) — 1625 (215).

— , Jordanon, 1541 (F. II, 370).

ÉMÉ DE ST-JULIEN, Claude, 1626 (213, 519), † v. 1628 (519-20).

— , Hugues, sacristain, 1629 (766); g. v. 1641 — 1657 (459, cf. F. II, 709).

ÉMÉ DE ST-MARCELLIN (523), Jean, 1633 (272, 577), † v. 1657 (608).

ESCOFIER, Bertrand, 1326 (229, cf. II, 137); sacrist. 1338 (502) — 1364 (G).

EYMONET, Antoine d', 1412 (191).

— , Guillaume d', 1430 (3), 1443 (765); teste 1463 (195) (sans doute différent du suivant).

— , Guillaume d', le vieux, chantre, 1468 (229) — 1496 (216, cf. F. II, 680).

— , Guillaume d', le jeune, présent., 1483 (F. II, 680) — 1496 (G).

— , Jacques d', 1441 (193) — 1452·3 (194, cf. 193).

— , Jean d', 1457 (196; F. II, 353) — 1482 (F. II, 708).

— , Louis d', archid., 1482 (F. II, 688) — 191 (501).

FABRI, Bernard, 1474 (195) — 1484 (544, cf. 229).

— , Jean, 1457 (467, cf. F. II, 353, 385).

— , Mathieu, 1437 (229); ch., 1458 (544) — 1477 (195).

FABRICA, Guigues de, off. 1432-1442 (196).

FACHE, Antoine, 1394 (190); chantre, 1404 (191); sacristain, 1412 (191) — 1434 (229).

FARE, Gabriel de La, 1331 (E) — 1341 (187, cf. 502).

FAUCON, Honoré, 1617 (212), † janv. 1622 (479).

FAURE, Antoine, vers 1495 (F. II, 463).

— , François, capiscol, 1757 (512) — 1761 (270, 704).

— , François, v. g. 1566 (754) — 1572 (F. II, 604).

— , Jean, archid., 1713. † 24 juil. 1749 (cf. 739).

— , Jean, le cadet, de Paris, 1721 — 1725.

FAYE, Guillaume de La Pierre de La (652), 1669 (256, cf. 626); off. 1674 (770); sacristain, 1694 — 1717, † ap. 25 oct. 1718 (491).

FAYET, Georges de Maniquet, sieur du, chantre, 1686 (653, 477) — 1735 (679).

— , Joseph-Alexandre du, chantre, 1679 (218, 538) — 1691 (538, cf. 540), † v. 1730.

FEYSSAL, N... de, 1596 (530) — 1614 (233).

FERAUD, Elzéard, av. 1312 (F. II, 129).

FLORE, Poncet de, 3 déc. 1407 (R. p. 298).

FONT, Victor-Amédé de La, 1689 (477).

FORDIONIS, Guillaume, 1458 (544).

FORT, Michel Le, 1777 (514) — 1787 (61).

FORTOUL, André, 1543 (277 et 545) — 1544 (544).

— , André, précenteur, 1578 (516) — 1584 (515).

FRANC, Durand de, 1292 (F. II, 81).

— , Honorat de, 1617 (212) — 1619 (246, cf. 236).

FRANC ou FRANCON, Antoine, sacristain, 1506 (198) — 1526 (200, 201).

— , Jacques, sacr. vic. g. et off. 1585 (548), † v. 1612 (518, 287, cf. F. II, 590).

— , Jean, chantre, 1591 (290).

— , Jean, off., 1437 (229).

— , Jean, sacristain, 1486/7 (196) — 1491 (501, cf. F. II, 720).

— , Jean, sacristain, 1563 (208) — 1591 (229).

— , Jérôme, résigne 1538 (202).

— , Nicolas, prot. apost. 10 oct. 1413 (765).

FREISSINIÈRE, Durand de, 1279 (E; cf. F. II, 109) — 1327 (*ib.*, 137).

— , Embrun de, 1271, † av. 1285 (181).

— , Jean de, archid., 1279 (E) — 1311 (F. II, 118).

— , Jean de, sacristain, 1461 (196) — 1468 (229, cf. 771).

FULCONIS, Guillaume, 1391 (229) — 1391 (193).

G..., sacristain, 11 avril 1246 (C).

GAILLARD de Neuve-Église, v. Neuve-Église.

GALDINUS, prévôt, v. Gaudin.

GARCIN, André, 1482 (F. II, 688).

—, N...; † v. 1458 (544).

—, Barthélemy, 1619 (566) — 1654 (469), † av. 1656.

—, François, 1548 (752) — 1598 (549), † av. 1608 (551).

—, François, 1629 (447).

—, Pons, 1208 (F. I, 751) — 1216 (C).

GARNIER, Claude, 5 janv. 1585 (548).

—, Pierre, 1477 (195, cf. 229, 275) — 1496 (G).

GASCON, François, chantre, 1331 (E. cf. 502) — 1341 (187).

GAUDIN, 1105 (Ulc, n° 187); prévôt, 1118 (*ib.* n° 184).

—, 1216 (C), cf. 1225/6 (Ulc. n° 51) — sacriste, 1241/2 (C).

GAUTERONIS, Louis, 1516 (P., n° 473).

GAUTIER, Pierre, prévôt de Gap, ch. d'E. 1202 (493) — 1294 (F. II, 83).

GAUTIER N..., prévôt, v. 1264 (F. II, 47).

GELU, Jacques, 1409 (F. II, 276); v. g. 1427 (*ib.*, p. 283).

GENAS, Hugues de, † av. 1430 (192).

GENDRE, Antoine, ch. h. 1703 (656) — 1720 (664).

GENEVÈS, Étienne, v. g. 1443/4 (G, cf. 765); off. 1450 (Gaut., Ms. II, 285).

GENLIS, François de, chan., 1672 (471), † v. 1677 (638).

GÉRARD, Honoré, ch. h., 1649 (607) — 1661 (254).

—, Jean de, v. g. av. 1432 (F. II, 335-6).

—, Joseph, ch. h., 1693 (648) — 1708 (659).

—, Mathieu, ch. h. 1617 (58).

—, N..., 1775 (721).

GIGNOUX, Victor, présent. 1626 (567) — 1631 (435).

GILIBERT, N..., capiscot, 1638 (681).

GIRARD, Pierre de, v. g., 1457 (477) — 1458 (544, cf. II, 349).

GIRAUD, Hugues, 1168 (Ulc. n° 188).

—, Hugues, de Bayons, 1216 (C).

—, prévôt, v. Posilhac.

GOFFREDUS, 1081 (Ulc., n° 183).

GONTIER DE L'ANGE, Étienne, 1575 (208).

—; Guillaume, préc. 1683 (259), † 1716 (663).

—, Laurent, 1640 (523), † 24 mars 1703 (cf. 656).

—, Pierre, ch. h. préc. 1531 (547) — 1568 (206).

GOSFREDUS, doyen du chapitre, 1066 (S. V., n° 698).

GRÉLY, Charles-Ant., 1742 (512, 595) — 1754 (513, cf. 775).
 GRALHERII, Jacques, v. g., 1392-1403 (S. E. 1888, p. 141-2).
 GUARINI, Pons, 1225/6 (Ulc. n° 51).

GUI, 1264 (26).

GUIGUES, 1148 (S. V., n° 990).

— , Honoré, ch. h., 1600 (288) — 1603/4 (530).

GUILLAUME, 8 févr. 1276 (R., p. 96).

— , Benoît, 1603 (503), † v. 1608 (551).

— , François, de Montcaglieri, 1294 (F. II, 83).

— , prévôt, 1148 (S. V., n° 990) — 1159.

GUILLELMI, Jean, v. g., 1351-61 (F. II, 170, 211, 217).

GUIMUNDI, Antoine, 1391 (229), cf. Bermond.

— , Vincent, 1391 (229).

GUIRAMAND, François de, v. g., 1517 (278).

HABERT, Jacques, v. g. et off., 1496 (F. II, 461).

HENRI, Guillaume, ch., 1505 (200, 770), † v. 1522 (236, 545).

— , maître, archiprêtre, 1246 (C; cf. F. II, 4).

HOUBAUD, Jean, 1412 (191).

HUGUES, archid. de Gap, ch. d'E. 1225/6 (Ulc. n° 51).

— , sacristain, 1168 (Ulc., n° 188, cf. n° 69) — 1177
 (R., p. 33) ; prévôt, 1198 (R. p. 47).

— , Charles d', 1665 (463), dém. av. 1674 (632).

— , Guillaume d', 1693 ; v. g. 1717 ; prévôt, 1725 ;
 évêq. de Nevers, 1740 ; archevêq. de Vienne,
 1751, † 1774.

HUGUES, Jean d', 1630 (571) ; archid., 1640 (523) ; v. g.,
 1640-54 (22, 26, 293, 467) ; prévôt, 1661 (770),
 rés. 1665 (462).

— , Louis d', 1614 (429, 562) ; chantre, 1617 (213) ; v.
 g. 1626 (519, 772) ; prévôt, 1648, rés. 1661 (770
 † 26 juin 1665 (F. II, 637).

HUGUES, N... d', 1678 (538), † 1711 (660).

HUGONERIA, Pierre de, off., 28 juil. 1380 (†).

HUMBERT, 1066 (S. V., n° 698).

— , Jean-Baptiste d', 1703, † v. 1730.

— , maître, 1213 (= 1243) (S. V., n° 980), archév.
 d'E., 1245 (F. I, 793).

— , N..., précenteur, 1463 (544).

— , Nicolas, 1437 (229) — 1468 (278 ; F. II, 336).

HUS, Jean, 1608 (551) — 1621 (562).

— , Louis, 1626 (213), † 1631 (520, cf. 589),

IMBERT, Jean-Bapt., cap., 1745 (688) — 1775 (513).

— , Joseph, préc., 1750 (695) — 1765 (776).

IMBERT, cf. HUMBERT.

JACQUES de Sérène, prévôt, 1256-1262 (F. II, 33, 43, 63).

— , sacristain, 1292 (493).

JARRAUD, Bernard, préc., 1603 (530) — 1611 (531).

JAVELLY, Jean, dit « M. des Crottes », prévôt, 1585, †
1648 (F. II, 590).

— , Jean, d'Avignon, 1630 (577); v. g., 1670 (622), †
19 févr. 1672 (S. E., 1882, p. 201).

JEAN, 1084 (Ulc., n° 183).

— , archidiacre, 1299 (229), cf. Freissinière.

JEHAN, Pierre, av. 1551 (208).

JOUBERT, Guillaume, v. g. 1561 (206) — 1563 (210, 214,
cf. F. II, 604).

JOURDAN, N... de, rés. 1633 (272, cf. 522, 576).

JOUBE, Gaspard, 1763 (513) — 1791 (Q).

— , Jean-Baptiste, 1683, † av. 1735 (679).

— , Jean-Balthazard, 1716; archidiacre, 1749 (739) —
1757.

— DU PUY, Jos.-Étienne-Frang., archid. 1774 (514,
cf. 717), † v. 1787 (61, 731).

JOUVÈNE, N..., 1738 (510), † 1747 (690).

JULIEN, 1264 (26) — 9 déc. 1279 (E).

LAGIER, Jean, ch. h. 1703 (656) — 1704 (657).

LAMBERT, Antoine, chantre, v. g. et off. 1655 (605, 618),
† 7 mars 1672 (770).

LAMBERT, Benoît, 1617 (429) — 1618 (246).

— , Guillaume, 1593 (288), préc. 1600 (288), † 19 sept.
1615 (R. I, p. 63).

— , Michel, 1285 (série G, n° 1).

LAMBERT, Antoine de, archid., 1568 (206), † 1640 (586), cf.
F. II, 564.

LAMBERTINUS, D..., 1264 (26) — 27 nov. 1270 (E).

LANTELME, Pierre, ch. h. 1617 (212) — 1625 (571).

LAUGIER, vers 1080 — 1105 (S. V., n° 699).

— , Gaspard, 1747 (512, cf. 699) — 1787.

— , Jacques, 1509 (200) — 1516 (290, cf. 275).

— , Robert, 1505 (198) — 1506 (545).

LAURENT, Pierre, 1118 (Ulc. n° 189, cf. n° 184).

— , Rodulphe, 1384 (493), † 1402 (F. II, 263).

LAYE, Olivier de, 1292 (F. II, 81) ; doyen de Gap, 1299 (ib. 105); évêque de Gap, 1315-6.

LEAUTIER, Antoine, 1505 (545) — 1516 (P. n° 477).

— , Jacques, 25 juin 1481 (R. p. 347).

LEVÉSIE , Arnaud, ch. h., 1528 (236) — v. 1540 (cf. 276; F. II, 102).

— , Barthélemy d'Albert de, sr de Chancella (463), 1656 (254) — 1679 (538), † av. 1685.

— , Guillaume de, ch. h., 1620 — 1622 (561).

— , Jacques de, † 1630 (520).

— , Jacques de, 1640 (586); sacristain 1689 (477) — 1691 (538), † v. 1692 (647).

LEYDON, Claude, † av. 20 mai 1634 (447).

LIEUTAUD, Pierre, v. g., 1552 (277; F. II, 524).

LIVET, Hugues, ch. d'E. et de Gap, v. g. v. 1511 (F. II, 485).

LOMBARD, Marcellin, 1331 (E); off. 1343 (E), † av. 1347.

— , Marcellin, chantre, 1354 (187, cf. 2).

— , Martin, 1306 (268).

— , Michel, préc. 1280 (E) — 1299 (229, cf. F. II, 109, 118), † 17 janv. 1312 (9).

M . . . , sacristain, 1204 (Ulc., n° 52).

MACELLARIU, Guig., 1360 (Fort., p. 12); ch., 1364 (G); archid., 1369 (F. II, 240, 243) — 1403/4 (191).

— , Jacques , 1434 (229) ; sacrist., 1442 (196, 765) — 1457 (477).

— , Louis, 1375 (190) — 1380 (188), † av. 1403 (191).

MALANI, Arnoux, 1598 (549) — 1602 (209).

MALENUTRITUS, Pierre, mai 1118 (Ulc., n° 184).

MALLET, Antoine, 1678 (538) — 1691 (477), † av. 1694 (649).

— , Antoine, chantre, 1779 (514) — 1791 (Q).

— , Laurent, chantre, 1745 (690) — 1787.

MANDAGOT, Hugues de, prévôt, 1328 (R.); v. g. 1330 (G) — 1355 (187).

- MANIQUET, Georges de, 1689 (477), † v. 1735 (679).
 MANISSIEU, Disdier de, 1540 (545) — 1563 (F. II, 704).
 MARCELLIN, Arnoux, off., 1435 (F. II, 341); — 1457 (477).
 — , Lomb., 1336 (E); v.g., 1342 (2); ch. 1354 (187).
 MARCULPHE, Hugues de, 1346 (C) — 1348 (C).
 MARRONIS, Louis, 1355 (187) — 1360 (Fort., p. 12).
 MARSEILLE, Victor, ch. h., 1635 (761).
 MARTIN, Embrun, 1285 (G. 1) — 1311 (F. II, 118).
 — , Pierre-Joseph-Franç., archid., 1769 (713), dém.
 1774 (514).
 MATA, Guillaume de, 1325 (510) — 1327 (F. II, 137).
 MATHIEU, Chaffrey, 1598 (549) — 1625 (241, cf. 246).
 MAURIN, Joseph, 1783 (728) — 1788 (735).
 MAXIMIN, Jean-Joseph, 1683 (639), † 13 oct. 1710 (483).
 MEFFRE, Barthélemy de, † v. 1657 (608).
 — , François de, 1630 (520) — 1646 (457, cf. 608).
 — , Honoré, v. g., off., 1746 (739).
 — , Jacques de, 1642 (433) — 1665 (477, cf. 254, 773).
 MÉOLANS, Gui de, 1292 (493) — 1310 (G).
 MEYRONIS, Jean de, 1431 (G) — 1434 (F. II, 335).
 — , François, 1489 (F. II, 477).
 MEYSSIREL, Ardouin, 1501 (502); off. 1523 (201); viv. 1542
 (275), † v. 1545 (427, cf. F. II, 495).
 — , Florent, vers 1515 (198) — 1545 (427, cf. F.
 II, 578, 707).
 — , Guillaume, 1539 (289); sacrist., 1551 (208), †
 1580 (516, cf. F. II, 530, 704).
 MICHAELIS, N..., ch. ch. h., 1608 (551).
 MICHEL, Antoine de, 1703 — 1740 (cf. 493).
 MICHEL, précent., 1290 (229), cf. Lombard.
 MILHASSE, Félix, 1392 (189) — 1412 (191, cf. 190).
 MIOLAN, Claude, capiscol, 1750 (695), † v. 1757 (513).
 MIRABEL, Hug. de, vers 1310 (F. II, 109) — 1318 (ib., 130).
 MOLANÈS, Pons de, 1215 (C).
 MONTFORT, Henri Clavel de, 1496 (G).
 MONSALLIS, Pier. de, v. g. 1362 (C) — 1365 (C ; F. II, 680).
 MONTGARDIN, Rodolphe de, 1240 (C) — 1246 (C).
 MORINI, N..., chantre, 1542 (546).
 MOTET, Charles, 1482 (F. II, 394).

BULL. H.-A., 1891.

MOTTE, N..., sr de La, 1630 (520, cf. 572).

MOUSSEL, René-Laurent Picard du, v. Picard.

MOYNIER, N..., 1583 (516) — 1592, † av. 1608.

MOYSE, N..., 1548 (544).

NAS DE PLANLARLIER, v. PLANLARDIER.

NAVAYSSE, Ignace de, sr du Puy, 1712— 1762 (703), † av. 1767 (711).

— , Jean de, 1521 (200) — 1545 (427, cf. 400, 545 ; F. II, 704).

— , Jean de, 1678 (538) — 1690 (477).

— , [Mathieu] de, 1608 (551), cf. F. II, 555.

NAUD, N..., 1721.

NAUDIN, N..., 1721 — 1726, † av. 1728.

NEUVE-ÉGLISE, Gaillard de, prévôt, 1396 — 1403.

NICOLAS, Gui de, 1307 (Pilot, *Prieurés*, p. 69).

— , N..., 1596 (530) — 1597.

OLIVIER, doyen d'E., 1073 (Perrossier, *Bul. arch. Drôme*, 1879, 368).

— , prév. vers 1106 (Ul. Chevalier, *Rép.*, col. 1675).

ORESME, Henri, 1364 (4).

ORRES, Henri des, dit Turpin, 1554 (627, cf. 528).

P..., prévôt, 1211 (R., p. 56) cf. Ébrard.

PALAIS, Hugues du, v. g., 1380 (188).

PALMIERI, Antoine, archid., 1499 — 1533 (cf. F. II, 494).

PAPIA, Jean, 1056 (Ulc., n° 186).

— , Humbert, 1105 (Ulc., n° 187).

— , Raybaud, 1245 (C); sacrist., 1248 (C). cf. F. I, 800.

PARANDIER, Guillaume, ch. h. 1644 (599); 1660 (534) — 1677 (535, cf. 254, 463 ; F. II, 661).

PASCAL, Antoine, v. g., 1532-33 (F. II, 510, 520).

PASCALIS, Jean-Joseph, dit « le jeune » ou de La Chaup, 1770 (514) — 1791 (Q, cl. 61, 724).

— , Jean-Jos., v. g. 1747 (228) — 1759 (268, cf. 514).

— , Louis, dit « le vieux », 1715 (512, 664, 514) ; sacrit. 1748 — 1759 (268), † v. 1770 (514).

— , N..., 1667 (509).

PASTOREA, Jacques, 1458 (514).

- PELAPRA, Pons, 1343 (187) — 1341 (E).
- PELLISSIER, Esprit, 1663 (255, 766, 770), † 1686 (cf. 537).
- , Guillaume, dit Féréol, v. g., 29 oct. 1505 (G; F. II, 478); 1509 (330).
- , Jean, 1619 (753).
- , Pierre, de Bologne, 1631 (577) — 1632 (437).
- PELLISSON, Guillaume de, prévôt, 1266 (F. II, 65), — † 6 nov. 1296 (F. II, 75).
- PEPERINI, P..., off., 1421 (193).
- PEREGRINUS, archid., 1265 (C; F. II, p. 4).
- PERGENCE, v. g. 1579 (F. II, 729). cf. Argence.
- PÉRONE, François, v. g. 1397 (Fort., p. 22 — 1400 (190).
- PÉRUSSE, v. Roux.
- PETRUS, Guillaume, mai 1118 (Ulc., n° 181).
- PHILIPPE, prévôt, 1263 (*Gallia*).
- PICARD DU MOUSSEL, René-Laur., 1753 (512) — 1777 (514).
- PIERRE, vers 1080 — 1105 (S. V. n° 699).
- , prieur des Baumes, off., 1278 (C).
- , v. g. 1362 (C) — 1365/6 (F. II, 221).
- PIGNAN, Jac.-Romain du, 1583 (208), † v. 1607 (553, cf. 202).
- PILATI, Humbert, prévôt, 1367 (770).
- PLANLARDIER, Jean-Baptiste Nas de, (1702 659) — 1711 (481, cf. 541).
- PLANTIER, Bertr., v. g. et off. 1295 (F. II, 87) — 1303 (185).
- PLANTIER, Étienne, 1330 (E) — 1343 (E, cf. 502).
- PONS, 1084 (Ulc., n° 183).
- , Arnoux, 1685 (640) — 1703, † av. 1714 (661).
- , A., ch. h. 1717 (663) — 1766 (710).
- PONTIS, Jérôme de, 1608 (551), † v. 1626 (cf. 568).
- POSILHAC, Giraud de, prévôt, 13 août 1361 (G).
- PRESSOIR, Antoine du, 1583 (516) — 1588 (209), † av. 1608.
- PUY, v. Dupuy, Jouve, Navaysse.
- R**ABAUD, sacristain, 1257.
- RADULPHE, prévôt, 1168 (Ulc. n° 188) — 1172 (Boscod.).
- RAIMBAUD, Bertrand, 1218 (S. V., n° 988) — 1225/6 (Ulc. n° 51); off. 1249 (H.-A.).
- RAISON, Pierre, v. g. et off., 1497 (R. p. 357).
- RAMBAUD, Albert, 1551 (208).

RAME ou RAMUS, Antoine, 1588 (285) ; vic. cap. 1600 (285, 288), † v. 1613 (233).

— , Antoine de, 1542 (546).

— , Aymonet ou Monet 1505 (545); chantre, 1523 — 1524 (301), cf. 243, 540 ; F. II, 580.

— , Aynard de, 1168 (Ulc., n° 188).

— , Bertrand, 1517 (767), chantre, 1549 (208), teste 14 juin 1574 (341, 209) ; cf. F. II, 48, 530.

— , Claude, 1579 (208) — 1592 (285, cf. 290), † av. 1608.

— , Gaspard, 1549 (208) — 1556 (209).

— , Jean-Laur. de, s^r de Chanterayne. ch. h. 1657 (612).

— , Laurent, ch. h., 1631 (572) ; prieur de N.-D. de la Chalpe, 1633 (759) — 1637 (583, cf. 39).

— , Laurent, 1704, † v. 1750 (F. II, 48).

— , Pasteur de, ch. d'E. et de Viviers, v. g. 1345 (C) — 1346 (C).

— , Pierre, 1563 (208), chantre, teste 1586 (426), † 29 août 1602.

RAYMOND, 1204 (Ulc. n° 52).

RAYMOND , Antoine, 1392 (189), cf. Bermond et Guimond.

— , Jacques, ch. d'E., prévôt de Sisteron, 1289 (R. p. 123).

— , Jean, 1505 (545).

— , Pierre, archid. † 1348 (188).

— , Vincent, 1394 (193) — 1404 (*ib.*, cf. 229).

RAYNALD ou RAINOALD, 1056 (Ulc., n° 186).

RAYNALD, 1118 (Ulc., n° 184).

RAYNE, A. . . , 1683 (540), † 1716 (538, cf. 541, 648).

— , Claude, 1587 (208).

RÉALON, Jean, 1279 (181) — 1292 (St-Clém.).

RÉMUZAT, Jean-Pierre, 1683 (477), † av. 1726 (669).

REPELIN, Jean, vers 1599 (549).

REVILLIASC, Antoine de, 1744 (687, 512) — 1754 (cf. 690).

REYNAUD, Bermond, 1380 (188) — 1391 (229).

REYNIER, Pierre, 1426 (229).

RICARD, Arthus, 1559 (207), cf. Bernard,

RICHIER, Pierre, † av. 1458 (544).

— , Pierre, v. 1460 (473), doyen de Die, 1474 (F. II, 365).

RIPERT, B..., 1148 (S. V., n° 990).

— , R..., 1148 (S. V. n° 990).

RIVALI, Guigues, v. g. 1518 (201).

ROBERT, G., 1148 (S. V. n° 990).

— , Pierre, 1216; chantre, 1245 (C) — 1246 (C).

ROCAFORT, G. de, 1148 (S. V., n° 990).

ROGNE, Bertrand, 1345 (187); archid. 1355 (C) — 1364 (G).

ROGNIS, Jean de, 1426 (G) — 1443 (764, cf. F. II, 335).

ROINIS, al. ROMIS, Pierre de, 1225/6 (Ulc., n° 51).

— , Guillaume de, 1225/6 (Ulc., n° 51).

ROLAND, Hugues, vers 1336 (764).

— , Humbert, 1332 (C) — 1343 (C ; 502, 764).

— , Humbert, 1457 (477) — 1458 (504).

ROMAN DU PIGNAN, v. Pignan.

ROMAN, J..., v. g. 1727 (672).

— , Laurent, 1626 (567); sacr. 1629 (508), † v. 1660 (cf. 462, 475).

ROMANI, N..., chantre, † av. 1584 (516, cf. 516).

ROSTOLAN, Louis, v. g. 1528 (201) — 1540 (233, cf. F. II, 499, 520, 704).

ROUS, Joseph, 1721 — 1727.

ROUS ou ROUX D'ARBAUD DE LA PÉRUSSE (509), Étienne de, prévôt, 1665 (477); v. g. 1675 (770); † 1694 (477, cf. 649).

— D'ARBAUD DE LA PÉRUSSE DE ST-JEANNET (650), Sauveur-Étienne de, prévôt, 1695 (650), v. g., 1720 (672), † 1725 (cf. 471).

— D'ARBAUD DE ST-JEURS, Jean-François de, 1721, † 5 janv. 1754 (512).

— DE BELLAFAIRE, Pierre de, 7 févr. 1743 — 1749, † av. 1751 (694).

— DE LA MAZELIÈRE, Jacques-Joseph, 1754 (512), v. g. 1785-1788 (735), † 1798.

— DE L'ÉSTAN (709), François-Élie, 1748-1778.

— TOUR-BRUNE (711), N..., 1751 — 1780.

ROUVIER, v. Trincord.

RUFFO, Guillaume de, 1400 (190).

SADE, Jean de, off. 1314 (E).

SADON, Rambaud, 1487 (236).

St-ÉTIENNE, Michel al. Nicolet, 1325 (cf. 229) — 1327 (F. II, 137).

St-HILAIRE, Lagier de, 1055 (Ulc., n° 186).

St-JEURS, v. ROUX.

St-JEANNET, v. ROUX.

St-MARCEL-D'AVANÇON, Claude de, 1502 (278) — 1516 (P., n° 480).

— , Guillaume d', 1560 (10, cf. F. II, 541).

— , Hugues de, prévôt, 1548 (G) — 1564 (F. II.539).

SALA, Rodulphe de, archiprêtre, 1168 (Ulc., n° 188).

SALVA, Claude, 1608 (551, 518) — 1623 (cf. 554).

— , François, le jeune, 1724 — 1730 (S. E., 1890, p. 329).

— , Guillaume, 1584 — 1594 (cf. 548).

— , Guillaume, 1649 ; sacrist., 1664 (773), † v. 1686.

— , Guillaume, l'ainé, 1668, † v. 1741 (123, 124)

— , Louis, 1649 — 1667 (618).

— , Victor, 1581 (547), † 1609.

SALVANHIO, al. SALVANHACO, Guill., v. g., off., 1301 (C) - 1346 (E).

SALVINUS, prévôt, 1136 (R., p. 18).

SARRESSAULT, v. Disdier.

SAVINE, Antoine, 1461 (196).

— , Claude, ch. h., 1569 (282) — 1583 (516).

— , Gui, 1584 (209, cf. 548) ; v. g. 1596 (210) -- 1610 (521, 530, 481, 210 ; cf. F. II, 601).

— , Jean, 1422 (F. II, 335), prévôt, 1426 (3) — 1434 (229).

— , Louis, préc. 1628 (450), † v. 1652 (532, cf. 520).

— , Pierre, 1391 (229) — 1392 (189, cf. F. II, 160).

— , Pierre, 1458 (195, 544), v. g. et off., 1482 (F. II, 684) ; sacrist. 1491 (275) — 1505 (515).

SAUVAIRE, Gui, 1587 (208).

SAUZE, Robert du, 1496 (G) ; prév. 1505 (545) — 1516 (P. n° 476), † 6 févr. 1521 (*ib.*).

SIÉYÈS, Armand-Victor de, 1783 ; v. g. 1787-1790 (61).

SENECIUS, 1225-6 (Ulc., n° 51) — 1246 (C).

SENIORETUS, vers 1080 — 1105 (S. V., n° 699).

SÉRÈNE, Jacques de, v. Jacques (cf. F. II, 63).

SERINHANO, Guillaume de, juin 1300 (770, p. 165)

- SIGAUD, Guillaume 1556 (209), † 1^{er} avril 1583 (516)
 — , Michel, 1496 (G.; cf. 198) — 1516 (545; P. n° 468).
 — , Oronce, 1517 (278); v. g., 1517 (278, cf. 207); sacr.
 1548 (752, cf. F. II, 515, 520); prév. 1548 (F. II, 525).
 SILVESTRE, Antoine, 1677 (477), † v. 1691 (539, 538, 647).
 STEENHOUC, Jacques de, 1402 (E); 1412 (191) prév.; et off.
 vers 1420 (F. II, 612); 1426 (229, cf. 3, 272).
 SUBÉ, Claude, ch. h. 1683 (639).
 — , Jean, capiscol, 1659 (535) — 1675 (467).
 SUZE, Jean de, v. 1264 (R. p. 98).
 — , Henri de, archiprêtre, 1246 (C) — 1250 (F. II, 4).
 SYMOND, Laurent, v. 1540 (276).
 TAXIL, Guillaume, vice-sacrist., 1709 (554).
 — , Jean, 1608 (551) — 1612.
 TESTA, Gérard, prév. 1370 (F. II, 243) — 1372 (Gallia).
 THÉUS, Louis, 1770 (514) — 1788 (735).
 THÈZE, N... de, † av. 1583 (516).
 THOARD, Laurent, 1566 (764).
 THOLOZAN, Claude, ch. h.. 1704 (659), † av. 1708 (*ib.* cf. 650)
 — de La Madeleine, N..., 1769.
 THONA, Jean de, 1431 (G).
 TIRAN, Franç.-Domin., 1751 (694), † v. 1769 (713, cf. 514).
 TORNATORIS, Antoine, ch. h., 1468 (229) — 1487 (*ib.*).
 TOSETIS, Jacques de, 1321 (F. II, 133) — 1327 (*ib.* 137).
 TRINCORD, al. Rouvier, André de, 1512 (F. II, 489).
 TURIAS, A... de, 1148 (S. V. n° 990).
 TURIN, Guillaume de, off., 1253 (H.-A.).
 TURPIN, v. Orres.
 UGONUS, Pierre, 1118 (Ulc., n° 181).
 UMBERT, 1084 (Ulc. n° 183).
 VAL, Boniface de La. 10 nov. 1292 (E).
 VALBONNE, Bernard de, v. g. 1297 (F. II, 99).
 VALSERRES, Pierre de, v. Ébrard.
 VARS, Gui de, 1168 (Ulc. n° 188).
 VEENE, Jordan de, 1168 (Ulc., n° 188).
 VELHEN, Claude, v. g., 1544 (207, cf. F. II, 520).

- VENRANT, Seniore, 1083 (Ulc. n° 183).
 VERDUN, Pierre de, chan. 1254 (F. II, 24) 9 déc. 1279 (E).
 — , Jérôme de, 1616 (446, 450), † 1621 (255, cf. 530).
 VERNET, Boniface de, v. g. 1292 (F. II, 81, 109) — 1319
 (*ib.*, 130).
 VIALA, Gabriel, archid. v. g. 1696 (Cher., Ms. III, 360) —
 1712 (483) ; prév. d'Oulx, 1714 (661).
 VIGOT, N. . , † av. 1583 (516).
 VINTIMILLE, Eudes de, 1289 (R. p. 123).
 VUALLONE, Guilletus de, 1516 (P. n° 472), cf. Avalon.
 WIGO, mai 1118 (Ulc., n° 184)¹.

LISTES CHRONOLOGIQUES.

A. — VICAIRES GÉNÉRAUX ET OFFICIAUX DIOCÉSAINS D'EMBRUN².

- RAIMBAUD, Bertrand, of., 2 mai 1249 (H.-A.).
 TURIN, Guillaume de, of., 9 déc. 1253 (H.-A.).
 PIERRE, prieur des Baumes, of., 27 avril 1278 (G).
 ABRIVAT, Guillaume, of., févr. 1282/3 (G).
 VERNET, Boniface du, v. g., 1292 (F. II, 130).
 PLANTIER, Bertrand, v. g., 1295 (F. II, 87).
 VALBONNE, Bernard de, v. g., 1297 (F. II, 99) — 1297/8
 (R. p. 137).
 BLAQUIÈRE, Raymond de, v. g., 1295/6 (1, 185) — 1301
 (F. II, 99, 108, 115).
 AUTRIC, frère Pierre, v. g., 1311 (F. II, 124) — 1314 (E).
 DUNIA, frère Pierre, v. g., 1312 (F. II, 124).
 SADE, Jean de, of., 13 oct. 1314 (E).

¹ Bon nombre des dates données ci-dessus, surtout celles des décès, pourront être complétées ou rectifiées grâce aux *Actes de catholicité de la ville d'Embrun*, qui remontent à l'an 1593 ; mais il ne nous a pas été possible de les utiliser en dressant la liste précédente.

² Très souvent les officiaux sont aussi vicaires généraux des archevêques d'Embrun et *vice versa*. Pour ce motif, nous les réunissons ici en une seule liste chronologique. — Voir, d'ailleurs, la liste alphabétique précédente.

- BALON, Hugues, v. g., 1317 (506).
 MANDAGOT, Hugues de, v. g., 1330 (E).
 SALVANHACO, Guillaume, v. g. et of., 8 mars 1300/1 (C) — 1346 (E).
 RAME, Pasteur de, v. g., 1345 (C) — 1346 (C).
 LOMBARD, Marcellin, v. g., et of. 1336 (Hôp. E) — 1354 (2, 187).
 GUILLELMI, Jean, v. g., 1351 — 1361 (F. II, 170, 212).
 MONSALLIS, Pierre de, v. g., 1362 (C) — 1365/6 (C; F. II, 221).
 FRANCONIS, Jean, of., 1374 (190, 191).
 PALAIS, Hugues du, v. g., 1380 (E, G).
 HUGUENERIA, Pierre de, of., 28 juil. 1380 (G).
 GRALHERII, Jacques, of., 1384 (F. II, 259 et 261-2) — 1403 (S. E, 1888, p. 141-2).
 STEENHOUC, Jacques de, of., v. 1420.
 ALBERT, Jacques, v. g., v. 1415—1418 (F. II, 280-1).
 PEPERINI, P..., of., 1421 (193).
 MARCELLIN, Arnoux, of., v. 1435 (F. II, 341).
 GELU, Jacques, archid. de Metz, v. g., v. 1430 (F. II, 307).
 ALBERT, Jacques, v. g., 1437 — 1438 (F. II, 343).
 FRANC ou FRANCON, Jean, of, 1437 (229).
 FABRICA, Guigues de, of., 1432 — 1442 (196).
 GIRARD, Pierre de, v. 1442 (F. II, 349).
 BLANC, André, of., 10 oct. 1443 (E, cf. G. 275, 765).
 BOIS, Christophe du, v. g., et of., 1450/1 (E) — 1454 (174).
 GENEVÉS, Étienne, v. g. et of., 1443/4 (G) — 1450 (195 ; F. II, 348-9).
 SAVINE, Pierre, v. g. et of., 1484 — 1490 (F. II, 684-5).
 HABERT, Jacques, v. g. et of. 1496 (F. II, 461).
 RAISON, Pierre, v. g., 1497 (R. p. 357).
 PELLISSIER, dit Féréol, Guillaume, v. g., 29 oct. 1505 (G) — 1509 (F. II, 478).
 LIVET, Hugues, v. g., 1511 (P. II, 485).
 GUIRAMAND, François de, v. g., 1517 (278; S. E, 1888, p. 149).
 RIVALI, Guigues, v. g., 1518 (201).
 MEYSSIREL, Ardoin, of., 1523 (201).
 ARTHUS, v. g., 1526 (545).
 ROSTOLAN, Louis, v. g., 1528 (201) — 1532 (387).
 PASCAL, Antoine, v. g., 1532 (11).

- SIGAUD, Oronce, v. g., 1527 (278) — 1544 (207).
 VELHEN, Claude, v. g., 1514 (207).
 LIEUTAUD, Pierre v. g., 1552 (277).
 CHARRIOT, Honoré, v. g., 1552 (268).
 JOUBERT, Guillaume, v. g., 1561 (206) — 1563 (210, 214).
 FAURE, François, v. g., 1566 (754) — 1568 (206, cf. 62).
 FRANC ou FRANCON, Jean, v. g., 1586 (196), † 1612 (287, 518).
 SAVINE, Gui, v. g., 1596 (211, 210) — 1606 (F. II, 604).
 ARGENCE, Jacques (al. Pergence), v. g., 1597 (F. II, 598, 729) — 1615 (G, cf. G. 451).
 RAME, Antoine, v. cap. 1600 (285, 288) — 1608, † v. 1613 (233).
 HUGUES, Louis d', v. g. et of., 1618 (58) — 1637 (772, 770).
 LAMBERT, Antoine de, v. g., † 1610 (262).
 EMÉ, Hugues, v. g. of., 1635 (761) — 1655 (605 ; F. II, 709).
 LAMBERT, Antoine, v. g. of., 1660 (168) — 1667 (618, cf. 253).
 JAVELLY, Jean, v. g. of., 1669 (59), † 1672 (S. E. 1882, p. 201).
 FAYE, Guillaume de Pierre de La, of., 1674 (770) — 1685 (64).
 ROUX D'ARBAUD DE LA PÉRUSSE, Étienne, v. g., 1675 (770),
 † 1694 (477).
 VIALA, Gabriel, v. g., 1696 — 1715 (661, cf. 483).
 ROUX D'ARBAUD DE LA PÉRUSSE, Sauveur-Étienne, v. g. et
 of., 1713 (98), † 1725 (675, 674).
 ROMAN, J. . . , v. g. 1727 (672).
 HUGUES D'ASTOIN, Guillaume d', v. g. et of., 1717 — 1740.
 DANIEL, Jacques, v. g. et of., 8 mars 1741 (267).
 MEFFRE, Honoré, v. g. et of., 1746 (739).
 GRÉLY, Charles-Antoine, v. g., 1742 — 1754.
 BARRAL DE LA BATIE, Claude-Mathias-Joseph, v. g., 1748
 (130) — 1754 (512).
 PASCALIS LA CHAUP, Jean-Joseph, v. g., 1748 (130) — 1759.
 CALIGNON, Jean-Pierre de, v. g. et of., 1763 (143) — 1775.
 FONTBLANC, abbé N. . . de, v. g., 1767 (144).
 BISTOS, le R. P., dominicain, v. g., 1776 (S. E. 1890, p. 216).
 COLAUD DE LA SALCETTE, Claude, v. g., 1770 — 1785 (61).
 BEAUMELLE, André de Plan de, v. g., 1756 (139), † 1789.
 BONNAUD, Jacques-Jules de, v. g., 1787 (61).
 SIÉYÈS, Armand-Victor de, v. g., 1787 — 1790 (61).
 ROUS DE LA MAZELIÈRE, Joseph-Jean-Jacques, v. g., 1785
 — 1790 (61), † 1798.

B. — DOYENS ET PRÉVÔTS D'EMBRUN¹.

I. — DOYENS.

GOSFREDUS, 1077 (S. V., n° 698).

OLIVIER, 1073 (*Bull. arch. Drôme*, 1879, p. 368).

II. — PRÉVÔTS.

BOBELLUS, vers 1080 — 1105 (S. V., n° 699).

OLIVIER, vers 1106 (*Gallia*, III, 1100).

GAUDIN, mai 1118 (Ulc. n° 184, cf. 187).

SALVINUS, 1136 (B.-du-Rh., H. 401 ; R. p. 18).

GUILLAUME, 1148 (S. V., n° 990) — 1159 (Cais de Pierlas, *Cart. Nice*, 1888, p. 107).

RADULFUS, al. Petrus Radulphi, 1168 (Ulc. n° 188) — 1172 (B., cf. *Gallia*, I. c.).

BERTIN, Hugues, 1194 (*Gallia*) — 1198 (Isère, B. 2961 ; R. 47).

EBRARD, de Valserrès, Pierre, juin 1208 (F. I, 751) ; 10
janv. 1211 (*Reg. Inn.* III, n° 140 ; R. 56) — 30
juil. 1248 (*Chartes de Bertaud*, n° 64, p. 65).

SERÈNE, Jacques de, 1256 (*Gallia*, I. c.) — 1263 (F. II, 43).

GAULTIER, N. . . , vers 1263 (F. II, 47).

PHILIPPE, 1263 (*Gallia*, I. c.).

PELLISSON, de Turin, Guillaume, élu 27 juil. 1266 (F. II, 65),
† 6 nov. 1296 (ib. 75).

BLAQUIÈRE, Raymond de la, 28 avril 1296 (S. E., 1884, p.
201) — 1316 (*Gallia*, III, 1101).

DEUX, Bertrand de, 1319 (*Gallia*, I. c.) — 5 sept. 1323 (F.
II, 135).

DURAND, Pierre, 1324 (*Gallia*, I. c.) — 1^{er} nov. 1326 (229 ;
F. II, 116).

MANDAGOT, Hugues de, 1328 (*Gallia*, I. c.) — 1359 (187).

POSILHACO, Giraud de, 17 août 1364 (G) — 1367 (*Gallia*, I. c.).

PILATI, Humbert, 1367 (770).

TESTA, Gérard, 1370 (F. II, 243) — juin 1372 (*Gallia*, I. c.).

NEUVE-ÉGLISE, G. . . de, 1396 (E) — 1403 (*Gallia*, III, 1102).

STEENHOUË, Jacques de, 1406 (*Gallia*, I. c.) — 1412 (191 ;
cf. 3, 229).

¹ Cette liste complète et souvent rectifie celle qui existe dans le *Gallia christiana* (t. III, col. 1100 - 1103).

- SAVINE, Jean, 1422 — 1438 (*Gallia* ; cf. G, 3, 229 ; F. II, 335).
 ALBERT, Jacques, 27 sept. 1436 (E) ; 1441 (193) ; 10 déc. 1456 (360) — 25 mai 1464 (S. E. 1883, p. 32).
 ALBERT, Humbert, 16 avril 1482 (543) — 1482/3 (544).
 ALAMAND, Guigues, 23 févr. 1486/7 (196) — 1505 (545).
 SAUZE, Robert du, 2 juin 1505 (545) — 1507 (*Gallia*, l. c.).
 AVALON, Antoine d', 6 nov. 1508 — 1509 (290) — 1517 (F. II, 282 ; cf. 200, 199).
 ALAMAND, Jean, 21 sept. 1518 (200) - 28 nov. 1528 (1331, 548).
 ALAMAND, Philippe, 22 avril 1542 (400) — 1544 (545).
 SIGAUD, Oronce, 7 sept. 1548 (F. II, 525 ; cf. *Gallia*, nova).
 ST-MARCEL-D'AVANÇON, Hugues de, 1548 (G ; 208) — 1564 (F. II, 539).
 — , Hugues de, 1567 (*Gallia*, III, 1103) — 1568 (62).
 JAVELLY, Jean, 1585 (F. II, 590), † 1648 (459, 525, 597, 770).
 HUGUES, Louis d', élu 12 nov. 1648 (770), rés. 1661 (770).
 HUGUES, Jean d', pourvu 14 déc. 1661 (770), — rés. 14 avril 1665 (462, 770).
 ROUX D'ARBAUD DE LA PÉRUSSE, Étienne, 14 mai 1665 (770), † 1694 (477, 649, cf. 626).
 BRANDIS, Jean de, rés. 27 mars 1695 (217).
 ROUX D'ARBAUD DE LA PÉRUSSE, Sauveur-Étienne, 1695 (650) — 1625 (*Gallia*, l. c.).
 HUGUES D'ASTOIN, Guillaume d', 1725 — 24 sept. 1740.
 PLAN DE BEAUMELLE, André de, 11 nov. 1740 (512, cf. 685, 687, 514), † 19 févr. 1789 (Hosp. Embr.).

C — ARCHIPRÊTRES ET ARCHIDIACRES D'EMBRUN.

I. — ARCHIPRÊTRES.

- SALA, Rodulphe de, 1168 (Ulc. n° 188).
 HENRI [de Suse], maître, 1^{er} avril 1246 (C) — 1250 (cf. F. II, 4).
 GUIBERT, Pierre, 14 nov. 1264 (26).

II. — ARCHIDIACRES.

- AGNI, Pierre, 24 févr. 1259 (F. II, 4) — 12 juil. 1258 (R. 91), † 1272 (770).

- PÉLEGRIN ou Pérégrin, 4 déc. 1265 (C, cf. F. II. p. 4).
 FREISSINIÈRE, Jean de, 9 déc. 1376 (E) — 29 mai 1303 (175)
 — 1311 (F. II, 118).
 EBRARD, Guillaume, 8 nov. 1325 (501) — 21 juin 1327 (E).
 BABOT, Raymond, 6 août 1331 (E, cf. F. II, 738) — 23 oct.
 1334 (cf. 764; F. II, 118, 146).
 RAYMOND, Pierre, † 1348 (188).
 ROGNE, Bertrand, 5 sept. 1355 (C) — 1364 (G).
 MACELLARI, Guigues, 1369 (F. II, 243) — 1403 (4 (191)).
 BARRALIS, Barthélemy, vers 1432 — 1440 (272, F. II, 328).
 BONAFOUX, Jean, 18 janv. 1457 (477) — 29 mai 1461 (196).
 EYMONET, Louis d', 28 oct. 1482 (F. II, 688) — 17 janv.
 1491 (501).
 PALMIERI, Antoine, 1499 — 1533 (cf. F. II, 491).
 CHAPONAY, Philippe de, 1563 (208) — 7 août 1568 (203).
 LAMBERT, Antoine de, 28 oct. 1585 (548) — 1640 (586; cf.
 261, 458, 442; F. II, 564).
 HUGUES, Jean d', 5 févr. 1610 (523, 439, 261) — 14 déc. 1661.
 AZEMAR, Louis d', 1661 (475), † 27 mars 1693 (648).
 VIALA, Gabriel, 1696 — 1714 (cf. 483, 661).
 FAURE, Jean, 1713, † 24 juil. 1749 (cf. 739).
 JOUVE, Jean-Balthazar, 1749 (739), 1751 (664) — 1757.
 MARTIN, Pierre-Joseph-François, 30 déc. 1769 (713), démis.
 12 juin 1774 (514).
 JOUVE, Joseph-Étienne-François, 1774 (514), † v. 1786 (731).

D. — SACRISTES ou SACRISTAINS D'EMBRUN.

- BONUS SENIOR, mai 1118 (Ulc., n° 184) — 7 juin 1118 (Ulc.,
 n° 109).
 B..., 1148 (S. V. n° 690).
 HUGUES, 1168 (Ulc., n° 188, cf. 69) — 1177 (R. p. 33).
 M..., 1204 (Ulc., n° 52) — 1208 (F. I, 751).
 BLACHASSIUS, 1216 (C) — 22 mai 1225/6 (Ulc., n° 51).
 GAUDIN, 12 févr. 1241/2 (C) — 1^{er} avril 1246 (C).
 BARDONNÈCHE, Pierre de, 20 janv. 1244/5 (C) — 1^{er} avril
 1346 (C).
 G..., 11 avril 1246 (C).

- PAPIA, Raybaud, 1246/7 (F. I, 800) — 21 déc. 1248 (C).
 RABAUD, 1^{er} mars 1657.
 AGNEL, Pierre, 14 nov. 1264 (26).
 JACQUES, 10 nov. 1292 (493).
 ABRIVAT, Guillaume, 4 oct. 1289 (R. p. 123).
 ESCOFIER, Bertrand, 19 sept. 1338 (502) — 1343 (187).
 CHABASSOL, Hugues, 1355 (187) — 17 août 1361 (G).
 ABRIVAT, Guillaume, 20 janv. 1365/6 (C) — 29 juil. 1370 (F. II, 243).
 CAYRE, Antoine, 1401 (191).
 FACHE, Antoine, 1412 (191) — 1434 (229).
 FRANCONIS, Jean, 7 sept. 1437 (229).
 MACELLARI, Jacques, 3 août 1442 (196, cf. 765) — 1457 (477, cf. 359).
 BOIS, Christophe du, 29 mai 1461 (196).
 FRANC OU FRANCON, Jean, 19 févr. 1568/9 (229) — 1491 (233. F. II, 720).
 SAVINE, Pierre, 31 mai 1495 (G) — 1505 (545).
 FRANC OU FRANCON, Antoine, 1506 (198) — 1527 (201, cf. 200, 245).
 SIGAUD, Oronce, 27 mars 1547 (548, cf. 752) — 1^{er} nov. 1548 (G).
 CHABASSOL, Sébastien, 1542 (212, cf. 202) — 1555 (461).
 MEYSSIREL, Guillaume, 1551 (208; † 17 juil. 1580 (341, 516).
 FRANC OU FRANCON, Jean, 1563 (208, cf. 771) — 1582 (501, 516, 459; F. II, 720).
 FRANC OU FRANCON, Jacques, 1585 (548) — 1612 (518).
 ÉMÉ, Guillaume, 1613 (158), † 21 nov. 1615 (157, cf. 215).
 ÉMÉ, Hugues, 7 févr. 1619 (556) — 16 juin 1625 (215, 248).
 DISDIER DE SARRESSAULT, Bernard, 29 mars 1627 (458) — 1628.
 ÉMÉ DE ST-JULIEN, Hugues, 7 déc. 1629 (765) — 17 juil. 1657 (459, 701).
 ROMAN, Laurent, † v. 1660 (475, 462).
 SALVA, Guillaume, 1661 (773, cf. 447, 616), † v. 1686.
 LEVÉSIE, Jacques de, 1689 (177). 1691 (538), † v. 1692 (647).
 LA FAYE, Guillaume de Pierre. sr de, 1694, † v. 1718 (491).
 PASCALIS, Louis, 1748-1751 (696), † v. 1770 (514).
 CALIGNON, Jean-Pierre de, 1772, † 20 déc. 1782 (271).
 BERTRAND DU SERRE, André-Jos., 1783 (cf. 271) — 1791 (Q).

E. — CHANTRES, PRÉCENTEURS ET CAPISCOLS
D'EMBRUN.

- AGNI, Gui, ch., 1234 (B) — 29 nov. 1242 (C).
 ROBERT, Pierre, ch., 1245 (C) — 1^{er} juil. 1246 (C).
 VERDUN, Pierre de, ch., 1254 (F. II, 24 — 9 déc. 1279 (E).
 LOMBARD, Michel, pr., 1280 (E), † 17 janv. 1312 (9).
 AGNI, Guillaume, pr., 1307 (764).
 ALRAUD, Jean, pr., 1332 (187, 229) — 1338 (502).
 GASCON, François, ch., 6 août 1331 (E) — 1341 (187, 502).
 LOMBARD, Marcellin, ch., 30 mars - 6 avril 1354 (187).
 MACELLARI, Guigues, ch., 17 août 1364 (G) — 20 janv.
 1365 6 (C).
 CHARBON, Ét., ch., 20 janv. 1365 6 (C) — 1389 (F. II 265).
 FACHE, Antoine, ch., 17 mai 1404 (191).
 BOYER, Antoine, ch., 15 juil. 1412 (191) — 1426 (229).
 BORGERON, Jacques, pr., 1432 (192) — 10 oct. 1443 (765).
 ALBERT, Guigues, ch., 21 févr. 1441 (193, 765), † v. 1452
 (194, 275).
 FABRI, Mathieu, ch., 1458 (544) — 1477 (195).
 HUMBERT, N..., pr., 1463 (544).
 EYMONET, Guillaume, ch., 1468 (229) — 1496 (216 ; F. II, 680).
 HENRI, Guillaume, ch., 7 juil. 1505 (200, 770) — 1520 (236,
 96, 545).
 RAME, Aymonet ou Monet de, ch., 1523 (200) — 1524 (201).
 CHARRIOT, Honoré, ch., 1528 (236) — 1552 (268).
 MORINI, N..., ch., 1542 (546).
 ALBERT, François, cap., 1^{er} nov. 1548 (G).
 GONTIER DE L'ANGE, Pierre, pr., 1564 (517) — 1568 (206).
 RAME, Bertrand, ch., 1549 (208), teste 1574 (341).
 ROMANI, N..., ch., † av. 1584 (516, cf. 515).
 FORTOUL, André, pr., 1578 (516) — 1584 (515).
 RAME, Pierre, ch., 1583 (200), † v. 1596 (341).
 FRANC ou FRANCON, Jean, ch., 1591 (229).
 ARGENCE, Jacques, ch., 1588 (351), † v. 1613 (556).
 DISDIER, Louis, ch., 1596 (428) — 1606 (429), † v. 1607.
 ARNOUX, Claude, ch., 1610 (531) — 1620 (558), † 1631.
 JARRAUD, Bernard, pr., 1603 (530) — 1611 (531).

LAMBERT, Guillaume, pr., 1600 (288), † 19 sept. 1615.

ALBERT, Jean, pr., 1616 (441).

HUGUES, Louis d', ch., 1614 (429) — 1648 (236, 532).

GIGNOUX, Victor, pr., 1626 (767) — 1631 (435).

GILIBERT, N..., cap., 1638 (681).

SAVINE, Louis, ch., 1628 (450), † v. 1652 (532, 520).

LAMBERT, Antoine de, ch., 1655 (605), † 7 mars 1672 (770).

SUBÉ, Jean, cap., 1669 (535) — 1675 (467).

GENLIS, François de, ch., 8 mars 1672 (770), † v. 1677 (638).

FAYET, Joseph-Alexandre du, ch., 1678 (538, cf. 218) —
1691. † v. 1730.

GONTIER DE L'ANGE, Guillaume, pr., 1683 (259), 1716 (663).

FAYET, Georges de Maniquet, sr du, ch., 1686 (653) — 1735
(679).

MIOLAN, Claude, cap., 1750 (695). v. 1757 (513).

IMBERT, Joseph, pr., 1750 (695) — 1765 (776)

DUPUY, Laurent, cap., 1753 (512).

IMBERT, Jean-Baptiste, cap., 1745 (680) — 1775 (513).

FAURE, François, cap., 1757 (513, 514) — 1761 (704).

MALLET, Laurent, cap., ch., 1745 (690) — 1787.

MALLET, Antoine, ch., 1779 (514) — 1791 (Q).

BRIANÇON

PENDANT LA RÉVOLUTION

1788 - 1799.

(Suite¹)

IV

Les Briançonnais cessent de réclamer et acceptent le nouvel état de choses. — J. Bonnot refuse de remplacer, à la Mairie, G. Ferrus, élu député à la Législative. — J.-A. Blanchard est élu Maire. — Proclamation de la Constitution. — Société des Amis de la Constitution. — Mauvaises récoltes, disette. — Billets de confiance. — Plantation de l'arbre de la Liberté. — Deux marchés par décade. — Défense de faire du pain blanc. — Démarches pour la conservation du tribunal. — Proclamation de la suppression du pouvoir exécutif. — Élection des députés à la Convention. — J.-L. Chancel est élu Maire. — Proclamation de l'abolition de la royauté. — Le médecin Eymeoud. — Arrivée des représentants du peuple, Barras et Fréron. — Réunion des électeurs du département, à Briançon. — Acceptation de la Constitution. — Envoi d'un député à Paris. — Fête nationale du 10 août. — Arrivée des représentants des Sociétés populaires du Midi. — Arrestation du maire Chancel ; démarches des officiers municipaux et du conseil pour obtenir sa mise en liberté. — Les chevaliers de St-Louis déposent leur croix et leur brevet. — Drapeau du Royal Italien. — Jean Brunet, seigneur de l'Argentière, est requis de déposer ses titres féodaux. — L.-J.-P. de Rozet. — Suzanne Reynier de Jarjages. — Réquisitions contre les déserteurs et les émigrés. — Circulaire du Comité du Salut public aux Sociétés populaires. — Destruc-

² Voir le dernier *Bulletin* de 1890, p. 376-384 et les premiers de 1891, p. 61-75, 146-156 et 255-265.

tion des emblèmes de la Royauté. — Emprunt forcé. — Réquisition aux cordonniers. — Feu de joie pour la prise de Toulon. — Le Procureur de la commune prend le nom d'Agent national. — Érection d'un arbre de la Liberté sur la montagne de Toulouse. — Changement dans les noms de lieux. — Fabrique de Salpêtre. — Mise en liberté du maire Chancel. — J.-F. Bonnot est nommé Maire. — Challier de Beaulard est nommé secrétaire de la commune. — P. Faure est nommé membre du bureau de conciliation, — Lutte entre Gap et Embrun pour le siège du tribunal civil et criminel et pour celui de l'école centrale. — Bal pour la prise de Mantoue. — Ordre renouvelé de porter la cocarde nationale. — Fête de la souveraineté du peuple. — Fête de la fondation de la République.

Nous l'avons vu, les Briançonnais, pendant l'année 1789, se donnèrent des peines inouïes pour conserver leurs privilèges. Ils assistèrent aux États de Romans et d'articipèrent à l'élection des députés aux États-généraux, mais en protestant, de toutes les façons, contre les articles du règlement des États de la province qui portaient atteinte à ces privilèges. Leur caractère calme et froid leur faisait envisager, sans enthousiasme, les idées nouvelles qui mettaient la France en combustion. D'ailleurs, les promesses de liberté et d'égalité que l'on proclamait si haut devaient avoir peu de prise sur eux qui, depuis plus de quatre siècles, jouissaient d'une liberté et d'une égalité inconnues du reste de la France.

Après avoir réclamé et lutté, pendant toute une année, leur voix finit par se perdre au milieu du bruit causé par les graves événements qui se succédaient avec une rapidité effrayante. Ils comprirent, alors, que vouloir leur résister était peine inutile et que c'en était fait des libertés briançonnaises. Force leur fut, donc, de se résigner et de subir le nouvel état de choses. Aussi, le 31 mai 1790, ils envoyèrent à l'Assemblée nationale une adresse dans laquelle ils protestaient de leur soumission respectueuse à tous ses décrets, mais en exprimant les regrets que leur

faisait éprouver la perte de leur indépendance, car ajoutaient-ils, « notre pauvreté était extrême, mais nos larmes ne coulaient pas sur des fers ».

Depuis ce moment, ils prirent part, sans réclamer, à toutes les assemblées électorales du département. Ils assistèrent à celle du 6 mars 1791 qui eut lieu à Gap, pour l'élection de l'évêque des Hautes-Alpes, et où l'élu fut le chanoine de Cazeneuve, et pour celle d'un membre à la cour de cassation qui fut l'avocat Fantin-des-Odoards, d'Embrun¹. Leurs électeurs se rendirent à Gap, le 26 juin et le 29 août 1791, pour participer à l'élection des députés à l'Assemblée Législative. Un des cinq élus fut leur concitoyen Guillaume Ferrus qui accepta et fut obligé, par conséquent, de donner sa démission de maire de Briançon, le 27 septembre².

Le 13 novembre suivant, on lui donna pour successeur à la mairie, Jean Bonnot, avocat, qui avait été subdélégué de l'intendant pendant près de trente-quatre ans. Jean Bonnot n'ayant pas accepté ces fonctions, on nomma le notaire Jean-Antoine Blanchard, maire, et Jean-François Charbonnel-Salle, procureur de la commune. Ils prêtèrent serment le 16 novembre.

Le 23 octobre 1791, eut lieu la proclamation solennelle de la Constitution, commencée le 17 juin 1789, terminée le 4 septembre 1791, acceptée et signée par le Roi, le 14 du même mois.

Le Conseil général de la ville, précédé des tambours de la garde nationale, fit cette proclamation d'abord devant l'Hôtel-de-Ville, puis sur la place d'Armes, devant la garde nationale, rangée en bataille, et enfin sur la place de la caserne où M. de Laubé, commandant du 75^e, avait fait mettre ce régiment sous les armes, avec son drapeau.

¹ Florimond Fantin, avocat et subdélégué de l'Intendant. à Embrun, était le petit-fils de Nicolas Fantin, secrétaire de la communauté de Briançon, et le fils de Jacques Fantin, né à Briançon, subdélégué de l'Intendant au Pont-de-Beauvoisin.

² Guillaume Ferrus était fils de Jean Ferrus, avocat, ancien premier consul ; il fut le père du docteur Guillaume Ferrus, médecin aliéniste, membre de l'Académie de médecine.

De là, le Conseil général se rendit à l'église paroissiale où fut chanté un *Te Deum*, avec musique du 75^e. Pendant cette cérémonie, le canon tonnait.

Aussitôt après cette proclamation, se forma la *Société des Amis de la Constitution*. Le 7 novembre, le secrétaire de cette société, Guillaume Cot, avocat, se présenta à la mairie pour déclarer, en conformité de la loi, que la Société tiendrait ses séances au rez-de-chaussée de la maison des demoiselles Albertin, quartier du Temple, les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et dimanche, de 2 heures à 9 heures du soir¹.

Les récoltes, en 1791, avaient été mauvaises dans le Midi et encore plus mauvaises dans le Briançonnais où les gelées des 13, 14 et 15 juin avaient presque tout détruit. Les officiers municipaux de Briançon, dans un procès-verbal du 24 juin, déclarèrent qu'après avoir visité les lieux, ils avaient constaté « qu'il y avait plus de la moitié des seigles gelés, tous les froments endommagés ainsi que les foin, surtout ceux des montagnes ; qu'en général, il y avait perte de moitié pour les grains et les fourrages et de presque la totalité des chanvres, menus grains, pommes de terre et jardinages ».

Au mois d'octobre, M. de Laubé, commandant du 75^e, touché de la misère des habitants, fit offrir à la municipalité de lui prêter trois mille francs, pour un an, sans aucun intérêt.

Pendant l'année 1792, la disette était générale, en France ; les récoltes avaient été en retard, à cause des intempéries ; les marchés étaient mal approvisionnés. Les propriétaires et les fermiers étaient peu disposés à échanger leurs denrées contre des assignats dont la dépréciation augmentait tous les jours. Des émeutes avaient lieu un peu partout, pour empêcher la circulation des grains.

Le 9 juin 1792, le conseil municipal déclare « que les grains manquent, que la population est dans la misère. Le

¹ Le 9^e un certificat d'admission, délivré le 20 floréal an II (le 10 mai 1794), par le citoyen Pierre Faure, marchand, cette Société s'appela plus tard : Société épurée des amis de la Constitution de 1793, affiliée à la Société des Jacobins de Paris ».

setier de grain (trois doubles décalitres) vaut plus de 30 livres, ce qui porte la livre de pain à six sols. En conséquence, le conseil arrête que François Charbonnel-Salle, père, Benoit Bouchié et Arduin, maire de La Salle, se rendront à Marseille, pour acheter les grains nécessaires à la subsistance des citoyens ».

Au mois d'octobre, le prix du grain était de 39 livres le setier, et la livre de pain revenait à huit sous.

Dans le courant du même mois, le directoire du district, pour faciliter le commerce et suppléer à la rareté du numéraire, « arrête qu'il sera fait une émission de billets de confiance à échanger contre des assignats de cinq livres, pour la somme de vingt mille livres. Ces billets seront au nombre de quatre-vingt mille, de cinq sous chacun. Ils seront signés de MM. Rey, Fantin et Guille, administrateurs du district, et Borel, procureur-syndic ».

Le 22 frimaire, an II (12 décembre 1793), les administrateurs du district, réunis pour s'occuper de « l'approvisionnement des grains qui manquent, pour la subsistance des habitants, et des autres denrées de première nécessité, » font connaître que, par arrêté du directoire du département, du 1^{er} de ce mois, « les 200 quintaux de sel emmagasinés, à Embrun, appartenant au citoyen Arduin de la commune de Briançon, sont mis à la disposition de l'administration de ce district, pour la répartition en être faite dans les communes de son arrondissement, relativement à la population. En conséquence, les administrateurs du district d'Embrun sont invités à protéger la sortie et le transport dudit sel.

Le citoyen Arduin déclara qu'au lieu de 200 quintaux il ne lui en restait que 160. Les administrateurs procédèrent à la répartition et informèrent les municipalités qu'elles étaient autorisées à faire prendre, à Embrun, les quantités de sel qui leur étaient assignées et de le payer au prix du maximum. Le citoyen Arduin fut invité à désigner un commis chargé de la livraison.

Pour remédier à cet état de misère générale, quelques citoyens, patriotes, ne trouvèrent rien de mieux que de planter l'arbre de la Liberté. Le 10 juin 1792, ils avaient

demandé à la municipalité l'autorisation « d'élever solennellement l'arbre de la Liberté, dans le but de manifester les sentiments civiques des citoyens de cette commune aux étrangers qui afflueront à la foire prochaine ¹ » L'autorisation fut accordée, en laissant aux pétitionnaires le choix du lieu de l'érection.

Le 21 août 1792, « sur la réquisition du procureur de la commune, le Conseil considérant le manque de récolte, et la disette des grains qui se fait de plus en plus sentir, arrête qu'il sera ouvert, sur le champ, un registre de souscription pour les citoyens qui voudront faire des avances ou des prêts à la commune, pour acheter des grains ».

Pour faciliter les approvisionnements, la municipalité fit publier, le 9 frimaire, an II, (29 novembre 1793,) qu'il y aurait deux marchés par « décade, savoir : le primidi (dimanche, vieux style) et le sextidi (vendredi, vieux style). Les citoyens sont invités à suivre le nouveau mode républicain et à fournir aux dits marchés, chacun suivant ses facultés, les subsistances nécessaires à l'approvisionnement».

Cette disette de grains se prolongea pendant plusieurs années. Nous voyons que le 14 floréal, an III (3 mai 1795) la municipalité de Briançon « considérant que la pénurie de grains qui se fait généralement sentir et qui afflige particulièrement cette commune, nécessite la plus rigoureuse économie ; ouï l'Agent national, arrête qu'il sera fait défense expresse à tous les boulangers, revendeurs, aubergistes et cabaretiers de fabriquer, ni vendre du pain blanc et que, à dater de ce jour, ils ne pourront employer à cette fabrication que des farines non blutées ».

Au commencement de l'année 1792, les Briançonnais furent tourmentés par la crainte qu'ils éprouvent encore, aujourd'hui, de voir supprimer leur tribunal, et songèrent à prendre des mesures pour sa conservation. Le 26 avril, la municipalité prit la délibération suivante : « Le conseil, instruit qu'on se propose de supprimer plu-

¹ La foire de St-Barnabé qui se tenait le 11 juin.

sieurs tribunaux de district et craignant que celui de cette ville ne soit au nombre de ceux à supprimer; considérant que cette suppression serait ruineuse pour les justiciables, nomme MM. Blanchard, maire, Charbonnel-Salle, procureur de la commune et Faure, secrétaire, pour dresser des mémoires relatifs à la conservation du tribunal de ce district et de s'entendre avec les autres municipalités qui en dépendent, pour la solliciter ».

Après l'insurrection du 10 août 1792, l'Assemblée Législative au sein de laquelle le Roi et sa famille s'étaient réfugiés, décréta la convocation d'une Convention Nationale et la suspension du pouvoir exécutif. Ce décret fut proclamé solennellement, à Briançon, le 16 août « devant la mairie, sur la place d'Armes, à la caserne devant, le 75^e et à la porte de Pignerol ».

Le 2 décembre 1792 (12 frimaire, an 1^{er}) on procéda à l'élection du maire; les suffrages se portèrent sur J.-L. Chancel qui, peu soucieux d'accepter de pareilles fonctions, dans des temps si critiques, envoya immédiatement une lettre de refus « sous prétexte d'incapacité ». Le lendemain, 3 décembre, à la lecture de cette lettre, l'assemblée déclara unanimement ne « pas accepter cette démission, et témoigna au citoyen Chancel, combien elle appréciait sa modestie; mais que connaissant son activité, son zèle et son brûlant amour pour le bien public, elle ne peut accepter sa démission d'un citoyen aussi utile ». J.-L. Chancel avait été nommé procureur de la commune, le 15 juillet précédent, en remplacement du citoyen Charbonnel-Salle, démissionnaire, il fut lui-même remplacé dans ces fonctions, le 3 décembre 1792, par le citoyen Jean-Jacques Bompard, négociant, résidant à Briançon.

Le 2 septembre, l'assemblée des électeurs des Hautes-Alpes s'était réunie, à Embrun, pour nommer les députés à la Convention. Les élus furent Barrety, procureur-syndic du district de Serres; Borel, procureur-syndic du district de Briançon¹; Isoard, procureur-syndic du district

¹ Voyez la biographie de Borel dans la *Biographie-Bibliographie du Briançonnais* par M. A. Albert, Grenoble, 1877.

d'Embrun ; Serres, capitaine au 2^e bataillon des volontaires des Hautes-Alpes ¹ ; Ignace de Cazeneuve, évêque des Hautes-Alpes.

La première séance de la Convention Nationale eut lieu le 21 septembre 1792 ; c'est dans cette séance qu'elle décréta l'abolition de la Royauté. Il paraît que la nouvelle de cette décision produisit chez les Briançonnais autant de frayeur que de surprise ; la municipalité en retarda la publication et la fit faire sans aucun appareil. Nous en trouvons la preuve dans la pétition suivante, adressée aux administrateurs de la commune par les membres de la *Société populaire*.

« Citoyens, les amis fervents de la liberté ont vu, avec autant d'étonnement que de douleur, que la loi portant abolition de la royauté, publiée si tard, l'ait été avec si peu d'appareil. Cette loi qui marque l'époque mémorable de notre régénération doit être présentée au peuple avec toute l'importance qu'elle mérite. Nous serions, pour notre compte, honteux que le reste du royaume nous accusât d'indifférence, dans une occasion aussi décisive. Nous vous exhortons donc, citoyens, à faire publier de nouveau, demain, la loi du 21 septembre avec la solennité nécessaire, pour que le peuple puisse manifester, dans cette occasion, toute son allégresse. Si vous refusez notre demande, vous autoriserez les amis de la liberté à se plaindre que vous ayez employé si peu de solennité, dans la publication portant suspension de *Louis le dernier*. Les amis de la liberté, de l'égalité et de la République française.

Signés : J. Bérard, G. Cot, Salle fils, Raby, Bouchet, Delphin fils, Marchand, sergent du 23^e, Turin, Bonnot fils, Chaix fils, Roy, Jean Teiller, Albertin pro-curé du Mont-Genèvre ».

Il y avait alors à Briançon, un citoyen moins tourmenté de la fièvre révolutionnaire que les signataires de cette pétition, mais dont le patriotisme était plus utile à ses

¹ Serres fut, pendant plusieurs années jusqu'en 1830, Sous-Préfet d'Embrun ou il a laissé le souvenir d'un honnête homme et d'un excellent administrateur.

concitoyens. C'était le médecin, Pierre Eymeoud qui, au milieu de l'agitation générale, s'occupait tranquillement à former des élèves sages-femmes. Le 17 novembre 1792, il invitait la municipalité à aller assister aux examens des élèves qui suivaient son cours d'accouchements. Les citoyens Blanchard, maire, et Barneoud, officier municipal, furent délégués pour y assister. Étaient présents à ces examens : les citoyens Roulx et Fantin, administrateurs, Turin, médecin, Fantin, chirurgien, et plusieurs autres officiers de santé, qui tous « témoignèrent aux élèves du citoyen Eymeoud leur satisfaction sur la manière dont elles ont manœuvré et répondu aux questions qui leur ont été faites, pendant trois heures. Tous ont applaudi au zèle et au talent du citoyen Eymeoud¹, dans l'étude d'un art si négligé, jusqu'à présent, et si utile à l'humanité ».

Le 19 avril 1793, Briançon eut la visite des deux représentants du peuple, Barras et Fréron, dont le dessein était de réchauffer le républicanisme, trop modéré à leur avis, de la population Briançonnaise. Dans une réunion de la Société populaire qu'ils avaient provoquée, Fréron prononça un discours des plus violents pour faire voter une adresse à la Convention, demandant le rappel des députés des Hautes-Alpes et en particulier celui du député briançonnais. Borel, qui pour se conformer aux vœux de leurs compatriotes et au cri de leur conscience, s'étaient honorés en refusant de voter la mort de Louis XVI. Bérard Sunderson², dans une réponse pleine d'énergie et de chaleur, prit la défense des députés dont personne n'avait le droit d'attaquer le vote, et fit réjeter, à l'unanimité, la

¹ Le médecin Eymeoud était né à Molines-en-Queyras. Il quitta le Briançonnais pour aller se fixer à Corps (Isère), où il parcourut une longue et honorable carrière dans l'exercice de son art.

² Joseph-Balthasar Bérard avait déclaré publiquement qu'il renonçait à tous ses prénoms, pour prendre celui de Sunderson, philosophe anglais, aveugle de naissance. Il ne voulait, disait-il, ni de celui de Joseph qui désignait un saint, ni de celui de Balthasar qui désignait un tyran. Bérard avait perdu la vue dès son jeune âge; il n'était connu à Briançon que sous le nom de Bérard *l'aveugle*.

proposition des représentants du peuple. Ceux-ci se hâtèrent, le lendemain, de quitter la ville, dans la crainte, dit-on, qu'on ne leur fit un mauvais parti.

Le 19 novembre 1792, les électeurs des Hautes-Alpes furent convoqués pour élire les membres du directoire et du conseil du département, le président du tribunal criminel, le greffier et l'accusateur public. La réunion eut lieu à Briançon, dans l'église paroissiale.

Le bureau fut ainsi constitué : Raymond Grand, président ; Antoine Farnaud, secrétaire ; Guille, Bontoux et Gendron, scrutateurs.

Les électeurs nommèrent : président du tribunal civil et criminel, Raymond Grand ; accusateur public, Allard, maire d'Embrun ; greffier, Faure, d'Orpierre. Dans la séance de la veille, Moynier-du-Bourg avait été nommé procureur général syndic. Avant de se séparer, les électeurs, sur la motion d'Antoine Farnaud, avaient voté à la Convention une adresse dans laquelle, « après avoir exposé les besoins du département, son dévouement à la loi, ils protestaient contre les septembriseurs ¹ ».

Le 23 juin 1793, la Convention décréta que la Constitution serait soumise à l'acceptation du peuple français. En conséquence, le 21 juillet suivant, « les officiers municipaux (le maire absent) et le conseil général se rendirent au Champ de Mars où se trouvaient, en bataille, le 10^e régiment d'infanterie, le 1^{er} bataillon de l'Ardèche, un détachement du bataillon de la Drôme, un détachement du bataillon de la Haute-Loire, les canonniers en garnison dans la ville et les gardes nationales de la commune. Etaient présents : les administrateurs du district, les juges du tribunal et tous les autres corps constitués. Le citoyen Massot, lieutenant-colonel des volontaires du 1^{er} bataillon de l'Ardèche, fut invité à faire la lecture de la déclaration des droits et de l'acte constitutionnel, décrété par la Convention Nationale, dont un exemplaire venait d'être adressé officiellement à la municipalité. La lecture

¹ Voyez M. Lemas, dans le *Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*, 9^e année, n^o 2, p. 204.

finie, tous les citoyens présents applaudirent en criant : Vive la Convention ! Vive la Constitution ! Vive la République une et indivisible ! Ensuite, le général Lestrade, commandant sur cette frontière, démontra, par un discours succinct, combien était populaire cette Constitution et les avantages qui devaient en résulter pour le peuple français. Cela fait, les troupes et les citoyens se retirèrent ».

Dans une assemblée du 28 juillet, on nomma le citoyen Guillaume Cot, de Briançon, comme député chargé de porter à la Convention Nationale l'acceptation de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et de l'acte constitutionnel.

Le 31 août, le citoyen Cot, de retour de Paris, venait rendre compte à la municipalité de la mission qui lui avait été confiée et présentait le récépissé que lui avait délivré la commission établie par la Convention, pour recueillir et réunir les procès-verbaux d'acceptation de la Constitution.

C'est en l'honneur de la nouvelle Constitution et en souvenir du 10 août 1792 que fut célébrée à Paris, le 10 août 1793, une fête solennelle dans le genre des fêtes païennes de l'antiquité. La population parisienne précédée des membres de la Convention, après avoir défilé sur la place de la Bastille devant une statue colossale de la Nature, se rendit au Champ-de-Mars où les députés des assemblées primaires des quarante-quatre mille communes de la République déposèrent sur l'Autel de la Patrie leurs vœux d'acceptation de la Constitution qui fut proclamée par le président de la Convention, Héroult de Séchelles. Puis, chacun fit le serment de défendre cette Constitution jusqu'à la mort.

Cette fête fut célébrée à Briançon, le même jour, mais elle eut encore le caractère religieux. « La messe de paroisse fut célébrée, à huit heures du matin. A onze heures et demie, le 10^e régiment et les bataillons de volontaires en garnison, dans la ville et dans les forts, se rendirent au Champ-de-Mars, ainsi que les gardes nationales et se formèrent en bataillon carré au milieu duquel était un

autel en gazon. Tous les corps constitués étaient présents. La messe fut célébrée par le citoyen Charbonnel, aumônier de la garde nationale. Le canon se fit entendre, au commencement, à la fin de la messe et à l'Élévation. La messe finie, le citoyen Pierre Roulx ¹, procureur syndic, prononça un discours. Le général divisionnaire Lestrade fit une harangue aux troupes, ensuite tout le monde se retira ».

Le 20 brumaire, au II (10 novembre 1793), des envoyés des Sociétés populaires du Midi se présentèrent à la municipalité de Briançon où fut rédigé le procès-verbal qui suit. « Ont comparu les citoyens : Mont-Brion, de Marseille ; Allies, de Valence ; Collé et Ribaud, de Marseille ; Barret, de Manosque ; Astouin, de Seyne ; Gauthier, de Mont-Dragon. Ils sont munis de pouvoirs que leur ont donnés les représentants du peuple, délégués par la Convention Nationale dans les départements méridionaux, à la suite d'une délibération de l'assemblée générale de 300 Sociétés populaires du Midi, réunies à Marseille, le 8 octobre 1793. Dans cette réunion générale, présidée par le citoyen Isoard, un membre a fait un tableau effrayant des départements des Hautes et Basses-Alpes, disant que les aristocrates y lèvent une tête audacieuse ; que les administrations, en général, y sont gangrenées d'aristocratie ; que les gens suspects, au mépris de toutes les lois et pour le malheur de la République, se promènent tranquillement dans l'étendue de ces départements. En conséquence, les citoyens nommés plus haut, sont envoyés pour prendre notion exacte de ce qui se passe dans le département, pour y ranimer l'esprit public qui semble éteint par les menées des aristocrates ; ils sont autorisés à faire arrêter tous les gens suspects, mettant, à cet effet, la force armée à leur réquisition ».

La municipalité arrête que ces pouvoirs seront enregistrés.

Le jour même où les envoyés des Sociétés populaires du Midi faisaient enregistrer leurs pouvoirs à la Mairie, le

¹ Pierre Roulx est mort juge de paix, à Briançon.

procureur de la commune, Bompard, venait annoncer au conseil que le citoyen Chancel est destitué de ses fonctions de maire et mis en état d'arrestation, par le représentant du peuple, Beauchamp ¹, sur la dénonciation qui a été faite de sa conduite, dans quelques séances de la Société populaire. Le conseil et tous les citoyens présents à la séance sont invités à donner leur avis sur la dénonciation et l'arrestation du maire. L'assemblée, à l'unanimité, dit qu'il n'y a lieu de délibérer, attendu que l'article 2 du décret de la Convention Nationale, du 21 juin dernier, dispose que sont réputés gens suspects les fonctionnaires publics, suspendus ou destitués de leurs fonctions, par la Convention Nationale ou par ses Commissaires, et non réintégrés ».

Le 26 brumaire, an II (16 novembre 1793), le Conseil général « nomme et charge le citoyen Joseph Bernard, officier municipal, de se rendre à Gap, pour demander au citoyen Beauchamp, représentant du peuple, et aux membres du directoire du département de pourvoir au manque de blé et de sel dont souffre notre district. Le citoyen Bernard saisira cette occasion pour exprimer au citoyen Beauchamp, la peine que le Conseil général éprouve de n'avoir plus le citoyen Chancel pour maire, lui affirmant qu'il s'est toujours comporté en vrai républicain ».

Le 29 frimaire suivant (19 décembre), les officiers municipaux et le Conseil général de la commune adressèrent encore une pétition au représentant Beauchamp, pour lui demander de faire cesser l'arrestation du citoyen Chancel, maire, dont ils vantent le zèle et les vertus civiques. Ils faisaient les plus vives instances, non seulement pour sa mise en liberté, mais aussi pour sa réintégration. Le citoyen Fine, officier municipal, fut délégué pour porter cette pétition à Gap.

Dans ces temps d'orage et d'anarchie, les lois ayant pour but de faire disparaître toutes les traces de la monarchie, se succédaient avec une rapidité incroyable.

Le 15 mars 1790 et le 18 juin 1792, lois prononçant la suppression, sans indemnité, de tous les droits féodaux :

¹ Beauchamp était député de l'Allier.

le 19 juin 1792, décret ordonnant que tous les titres généalogiques qui se trouvaient dans un dépôt public, quel qu'il fût, seraient brûlés ; le 14 août 1792, loi ordonnant d'enlever les statues, bas-reliefs, inscriptions et autres monuments de la féodalité ; le 15 octobre 1792, suppression de la décoration de la croix de St-Louis ; le 18 novembre 1793, loi qui ordonne à tout citoyen ayant la croix de St-Louis ou autres décorations de les déposer, avec les titres y relatifs, sous huitaine ; le 12 octobre 1793, loi ordonnant que les plaques de cheminée portant des signes de féodalité *seront retournées, etc.*

La municipalité de Briançon et son procureur-syndic veillaient à l'exécution de ces lois absurdes ou ridicules. Nous lisons à la date du 18 fructidor, an 1^{er} (4 septembre 1793) :

« Ont comparu les citoyens Claude-Jean-Baptiste-Louis Flocard de Mépieu, ci-devant capitaine au régiment des grenadiers royaux ; Marc-Antoine-Allemand Châtelard, ci-devant commandant au Château-Queyras ; Charles Silvestre, adjudant-major du fort des Trois-Têtes, actuellement en exercice, tous trois décorés de la croix de St-Louis, ensuite de leurs brevets à eux expédiés, savoir : Flocard de Mépieu, le 20 octobre 1752 ; Allemand Châtelard, le 15 janvier 1782 ; Charles Silvestre, le 31 janvier 1790 ; lesquels, en exécution du décret de la Convention, ont fait la remise par devers nous de leur brevet de même que de leur croix dont ils étaient décorés et qu'ils avaient acquis par leurs anciens services. Dont acte ».

Le lendemain, les citoyens Kéralio, adjudant-major de la place, et Joseph-Laurent Bataille, ci-devant major, commandant le fort des Trois-Têtes, firent aussi la remise de leur brevet et de leur croix de St-Louis.

Le 22 fructidor, an 1^{er} (8 septembre 1793) « Nous, maire, de Briançon, faisant droit aux réquisitions des citoyens Chevillon, commissaire du Conseil exécutif, et Boisset, commissaire des guerres, ordonnons que les deux drapeaux du régiment royal-italien qui ont été déposés dans l'église paroissiale, de même que les trois appartenant à la commune soient remis à ces commissaires par notre

secrétaire-greffier, en vertu de la loi du 23 juin dernier qui abolit tous les emblèmes de la royauté ».

Le 17 septembre 1793, la municipalité accorde un certificat de civisme au citoyen Jean Brunet-L'Argentière, né le 6 janvier 1733, résidant et domicilié en la commune de Briançon, depuis sa naissance, sans interruption¹.

Le 22 brumaire, an II (12 novembre 1793), « le citoyen Jean Brunet, homme de loi, est requis de se rendre à la municipalité, pour déclarer s'il a en sa possession des titres qui constatent des redevances ci-devant seigneuriales et droits féodaux et que, dans le cas qu'il eût de pareils titres, il ait à les remettre sur le champ, rièr le greffe de la municipalité, pour être ensuite brûlés, en conformité de la loi du 17 juillet dernier ».

Le citoyen Brunet déclara être prêt à satisfaire à la loi ; « que tous ces actes et titres sont rassemblés et qu'il travaille actuellement à préparer la remise qui doit en être faite rièr le greffe de la municipalité de l'Argentière ».

Le même jour, même réquisition fut faite à M. Flocard de Mépieu.

Le 19 brumaire, an II (9 novembre 1793) on trouve dans les registres, la mention suivante : « S'est présenté Jean François Alphan, homme de loi, en suite de notre réquisition de ce jour, qui a dit qu'il ne sait où se trouve le citoyen Rozet, son gendre, n'en ayant reçu aucune nouvelle depuis le mois de mai 1792 ; qu'étant à Metz, il a quitté la citoyenne Anne-Catherine Alphan, fille du comparant, pour lors en couches d'une fille qu'il a abandonnée de même que sa mère. Il ne sait non plus où sont situés ses biens et il est certain qu'il n'en possède aucun dans ce district ». »

¹ Jean Brunet de l'Argentière était fils de Jean Brunet, ancien commissaire des guerres et receveur des tailles du Briançonnais. Ce dernier, originaire de Cervières, avait acheté, vers 1751, la terre et le château de l'Argentière des héritiers de Claude de Perdeyer, capitaine protestant qui les avait achetés lui-même, en 1565, d'un Monteynard.

² Louis-Jean-Paul de Rozet, de La Garde, était né à Briançon, en 1763. Son père, Georges de Rozet de La Garde, fils de noble Pierre, du diocèse de Cahors, était capitaine d'artillerie à Briançon, lorsqu'il épousa Marianne Laugier. A l'époque où Jean-Paul quitta sa femme, à Metz, il

Le 6 novembre 1792, avait comparu devant la municipalité, Suzanne Reynier de Jarjayes, épouse d'Antoine d'Agoult, native d'Upaix, demeurant à Briançon, qui avait déclaré vouloir jouir du bénéfice de la loi sur le divorce, du 20 septembre, attendu l'absence de son mari qui a émigré.

(*A suivre*)

Dr CHABRAND.

LES PREMIERS SIÈCLES
DE
L'ÉGLISE DE GAP
D'APRÈS VALLON-CORSE
(1715-1791)

L'article suivant paraît être un fragment de l'*Histoire des évêques de Gap*, rédigée par François Vallon-Corse, vers 1780-85¹, et dont le manuscrit original a été misérablement gaspillé². Ce docte article a été retrouvé dans un lot de vieux papiers que M. l'abbé Davin, aumônier des religieuses de la Providence, a bien voulu donner naguère (22 déc. 1881) aux archives départementales des Hautes-Alpes³.

En le lisant, on remarquera combien Vallon-Corse se rapproche des idées admises aujourd'hui par les savants sur les origines ecclésiastiques des Gaules⁴. Dès le premier

était capitaine au régiment d'Austrasie. Pendant son émigration, il ne donna jamais signe de vie. Les émigrés étaient rentrés, et sa famille était toujours sans nouvelles. Chacun le croyait mort, lorsqu'il reparut tout à coup à Briançon, et trouva sa femme remariée. Il obtint, plus tard, une place de directeur des postes, à Bayonne; sa fille épousa M. de Besson, ingénieur des Ponts et Chaussées.

¹) Voir, sur l'historien gapençais Vallon-Corse (1715-1791) et ses divers travaux, le *Bulletin* de 1884, p. 31-36.

²) Voir *ibidem*, p. 35 et suiv.

³) *Procès-verbaux du Conseil général des Htes-Alpes*, 1885, p. 103-104.

⁴) Cf. de Meissas, *M. Renan apologiste malgré lui*, Paris, 1879, p. 28; Roman, *Origine des églises des Hautes-Alpes*, p. 4, 35, 41-42, etc.

siècle, l'Évangile fut annoncé dans nos pays¹; mais cette évangélisation ne produisit, dès lors, que peu de résultats appréciables. Ce n'est que postérieurement qu'il y eut, dans la plupart des cités, un évêque particulier.

Suivant « la vraie tradition, dit M. l'abbé Duchesne, de l'Institut, celle qui se manifeste dans les documents susceptibles de témoigner de ce que l'on pensait en Gaule au IV^e siècle, au V^e, au VI^e et même au delà », il existait, « à l'origine, au premier siècle chrétien pour notre pays (150-250), une seule église, celle de Lyon, réunissant dans un cercle d'action et de direction tous les groupes chrétiens épars dans les diverses provinces de la Celtique »².

« Arles, dit ailleurs M. l'abbé Duchesne, avait une église dès la première moitié du III^e siècle, et tout porte à croire que Marseille a été de fort bonne heure un centre chrétien. Aussi n'est-il pas étonnant que, dès le commencement du IV^e siècle, on voit des églises filiales se grouper autour de ces métropoles »³.

Aussi, d'après les « renseignements étudiés jusqu'à présent », M. Duchesne se croit en droit de conclure : « 1^o que l'organisation épiscopale s'est produite, d'abord, dans les centres les plus importants [Lyon, Arles, Toulouse, Vienne, Reims, Trèves]; 2^o que, dans les pays situés à quelque distance de la Méditerranée et de la basse vallée du Rhône, il ne s'est fondé aucune église (Lyon excepté) avant le milieu du III^e siècle environ; 3^o que, dans ces

¹) Cf. *Bulletin* de 1884, p. 42 et, ci-après, la note 3 de la page 382.

²) Abbé Duchesne, *Mémoire sur l'origine des diocèses épiscopaux de l'ancienne Gaule*, dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, 1889/90, p. 415-416.

³) *Ibidem*, p. 376. — On sait qu'au concile d'Arles, en 314, neuf églises de la Gaule furent représentées par leurs évêques : Arles, Autun, Apt, Eauze, Marseille, Mende, Nice, Orange et Vaison. En 325, paraît l'évêque de Die; en 374, ceux de Fréjus et de Valence et très probablement aussi ceux de Digne, Glandève ou Senez. St Marcellin, premier évêque d'Embrun, fut ordonné par St Eusèbe de Vercueil, en 354 (cf. *Acta Sanct.* avril, t. II, p. 351. et Fornier, *Hist. génér. des Alpes*, t. I, 1890, p. 333, note). Il résulte des conciles de Riez (439), Orange (441) et Vaison (442) que chacune des cités des Alpes Maritimes avait un évêque en 439 (cf. Duchesne, p. 372).

mêmes régions, la plupart des cités n'ont pas eu d'évêque spécial avant le IV^e siècle plus ou moins avancé »¹.

On va voir que les conclusions de Vallon-Corse, pour le diocèse de Gap, sont tout à fait conformes à cette thèse *.

Gap, le 18 septembre 1891.

P. G.

[LES PREMIERS SIÈCLES
DE
L'ÉGLISE DE GAP.]

Quoiqu'il soit très vraisemblable que la foy avoit été prêchée dans le Gapençois dès les premiers siècles³), et qu'il avoit eu des évêques au moins dans le quatrième siècle⁴), come la pluspart de ce qu'on en sçait n'a pour appuy que la tradition et les conjectures, il suffira de rapeller ici le nom de ces premiers pasteurs et les indices qui nous restent de leur existence, avant de passer à ceux qui ont rempli ce siège depuis le V^e siècle, où nous sommes parvenus.

¹) *Ibidem*, p. 377.

²) Voyez, en particulier, ci-après p. 6 et p. 8.

³) Suivant Grégoire de Tours (*Gloria martyrum*, cap. 47), St Nazaire et St Celse ont annoncé l'Évangile dans l'Embrunais, dès les temps apostoliques, c'est-à-dire dès le I^{er} siècle de l'ère chrétienne. On sait que St Nazaire et St Celse ont été martyrisés à Milan, sous Néron (58-68). Cf. Fornier, *Hist. génér. des Alpes*, t. I, 1890, p. 268-295. N'oublions pas d'ailleurs, qu'Embrun, ainsi que Gap, était sur la grande voie romaine, de Milan à Arles ou route d'Italie en Espagne (Cf. *Bulletin de la soc. d'études*, 1886, p. 167-182).

⁴) M. l'abbé Duchesne, membre de l'Institut, dans son travail, si érudit, intitulé : *Mémoire sur l'origine des diocèses épiscopaux dans l'ancienne Gaule*, écrivait récemment (25 juin 1890), au sujet de l'évêché de Gap : « On ne connaît aucun évêque de Gap qui soit antérieur au concile d'Épône (517), où siégea *Constantius* » (voir *Mémoires de la soc. des antiquaires de France*, 1889/90, p. 370-71). La lecture du mémoire de Vallon-Corse portera peut-être le docte membre de l'Institut à modifier quelque peu son opinion.

S. DÉMÈTRE, MARTIR

[vers 211.

Unbréviaire¹⁾ et un missel mss. du XIV^e siècle²⁾, en fixant sa fête au 26 octobre, lui donnent le titre de martir, de disciple des apôtres et de premier évêque de Gap³⁾; ce qui étoit soutenu par une peinture du siècle précédant, qui a existé à l'évêché jusqu'en 1577, qu'elle fut détruite par les Huguenots⁴⁾, et encore par une pièce d'un procès contre l'évêque Gaucher de Forcalquier, en 1464, où l'on dit que cette ville étoit soumise à l'Église depuis 1300 ans. Mais les martirologes n'ont rien de conforme, et l'on ne peut avoir des soupçons que sur un Démètre placé au 9 avril dans celui de St Jérôme, que Holstenius, dans ses notes sur celui de Baronius, dit avoir été diacre et martir; car il pourroit bien avoir été transféré au 26 octobre, pour éviter la proximité de la fête de St Constantin, fixée au 12 avril, et, en ce cas, n'étant que simple prédicateur de la foy et non évêque. Il pourroit être le même que Démètre, diacre de l'église de Vienne, à qui St Irénée avoit adressé des discours sur la Foy, dont St Maxime, abbé et confesseur, rapporte le commencement en quelques paroles⁵⁾. Le désir d'étendre la religion put le conduire dans les Alpes et, comme les SS. Félix, Fortunat et Achillée scellèrent de leur sang la foi qu'ils annonçoient, à Valence,

¹⁾ D'après Théodore Gautier, l'historien gapençais bien connu, au commencement de ce bréviaire, on lisait la note suivante : *Hoc brevium fecit fieri Guichardus Poncet, sacrista ecclesiae Vapincensis, ad usum et consuetudinem dictae ecclesiae, anno Domini M^o CCC^o nonagesimo tercio 1393 et fuit inceptum feria IV^a Cinerum, quae fuit XIX februarii*. Guichard Poncet vivait encore en 1432, ainsi qu'il résulte des délibérations du clergé du diocèse de Gap (*Lettres sur l'histoire de Gap*, Ms. déposé aux Archives des Hautes-Alpes, p. 108).

²⁾ Ce missel appartient aujourd'hui (1891) à M. Amat, ancien conseiller général des Hautes-Alpes (cf. *Bull. soc., d'étud.* 1884, p. 44-45 et notes).

³⁾ Cf. le *Bulletin* cité, 1884, p. 44-45.

⁴⁾ Voyez *ibid.*, p. 45-47. Cf. le *Bulletin* de 1886, p. 60-61.

⁵⁾ *Maximi Disputatio cum Pyrrho*, t. II, p. 152. [Cf. *Bull.* cité, 1884, p. 41 et suiv.

en 211¹⁾), rien n'empêche que cet autre disciple et ami de St Irénée ait de même souffert le martyre à Gap, vers le même tems, et qu'il ait, depuis, été considéré come le premier évêque, parce qu'il y avoit été le premier prédicateur de la Foy²⁾).

S. TERRITUS, MARTIR,

[vers 250 ?]

Le calendrier d'un bréviaire mss. de l'an 1399, dit sur le 3 février : *Vapinci, Tigris, Remedii, Erediti atque Territi, martyrum, commemoratio*. On n'en trouve rien ailleurs, et, s'il fut du tems des martyrs, on peut le placer au tems de la persécution de Dèce, qui fit beaucoup des martyrs à Arles et dans les villes de sa dépendance³⁾).

S. ÉRODIUS, EGVODIUS ou ÉVODIUS

en 374⁴⁾).

Il paroît être le même que l'évêque Évode qui assista au concile de Valence de l'an 374⁵⁾ et qu'aucun autre siège ne réclame. Il est, par là, le plus ancien de ceux dont

¹⁾ Cf. Le Nain de Tillemont, *Mémoires Hist. Eccl.*, t. III, 1695, p. 96-98.

²⁾ Cette manière, très sage, d'envisager la question de l'évangélisation du Gapençais, au commencement du III^e siècle après J.-C., est à la fois conforme aux traditions de l'église de Gap et aux données des historiens les plus récents et les plus érudits (cf. *Bull. soc. d'étud.*, 1884, p. 43 ; abbé Duchesne, *op. cit.*, p. 375 et suiv.).

³⁾ Notons ici un souvenir religieux intéressant : le passage au col de Cabre, à Gap, à Embrun et à Briançon, en l'année 333 ap. J.-C., du pèlerin qui se rendit, alors, de Bordeaux à Jérusalem, et dont le frère Fulgence Meunier, de l'ordre de St-Benoît, a suivi naguère, par deux fois (1884 et 1890), à pied, le long itinéraire (cf. le *Bulletin* de 1890, p. 346).

⁴⁾ Quelques années auparavant, en 353, s'était donnée aux environs de la Bâtie-Montsaleon, la célèbre bataille de Mons Seleucus entre l'usurpateur Magnence et Constance II (Caroli Sigonii *Opera*, Milan, 1732, 2^e partie, col. 186). Vers la même époque, en 354, saint Eusèbe de Verceil, de passage à Embrun, y consacrait saint Marcellin, premier évêque de cette église (cf. Fournier, *Hist. génér. des Alpes*, t. I, p. 333).

⁵⁾ Ce concile célèbre eut lieu le 12 juillet 374. Furent présents Vincent, évêque de Digne, et Artémis, très probablement évêque d'Embrun (cf.

l'épiscopat a une époque certaine, et l'on peut, en quelque façon, le regarder come le premier évêque et come le vrai fondateur de l'église de Gap¹⁾).

S. REMI ou RÉMÈDE,

390-419 environ.²⁾

Remigius ou *Remedius* est mentionné, au 3 février, dans le martirologe d'Usuard, qui dit de lui et de St Tigride, son successeur : *Apud opidum Vapincum depositio episcoporum Tigridis et Remedii*. On lit, dans celui de St Jérôme, qui réunit aparemment les deux noms : *Vapingæ, Timidi, confessoris*, au lieu de : *Tigridi et Remedii*³⁾. Il était monté à ce siège seulement vers 390 ou 395³⁾, com'on doit le conclure de ce qu'au concile de Turin, qu'on ne peut reculer au delà de 401⁴⁾, il fut accusé d'avoir comis diverses fautes dans les ordinations, ainsi que les évêques Octave, Ursion et Trifère, qui devoient être de la même province. Ils s'excusèrent également sur ce qu'on ne les avoit pas avertis auparavant, et le concile leur pardona. Des affaires plus considérables avoient assemblé les pères qui le composoient. Les évêques de Vienne et d'Arles prétendoient, l'un et l'autre, d'être métropolitains de la Viennoise, et le concile prononça que chacun d'eux auroit juridiction sur les églises les plus voisines de son

Fornier, *op. cit.*, t. I, p. 403). Le *Codex Lugdunensis*, actuellement conservé à Cheltenham, en Angleterre (n° 382), contient les canons de plusieurs conciles tenus en France du IV^e au VI^e siècle, en particulier ceux des conciles d'Arles de l'an 314 ; de Valence de l'an 374, etc. (Cf. Académie de Lyon, *Bulletin*, 1881-2, p. 66-67).

¹⁾ Cf. *Bull. soc. d'étud.*, 1884, p. 48 et note 1.

²⁾ Voir, *ibid.*, note 2.

³⁾ Un concile intéressant fut célébré, à Nîmes, contre les Manichéens, le 1^{er} octobre 394. Parmi les 21 évêques qui y assistèrent, on remarque un *Remigius*, qui pourrait bien être notre évêque de Gap (cf. *Revue des questions historiques*, octobre 1882, p. 557-559).

⁴⁾ Le savant Turinois Carlo Promis fixe la date du concile de Turin, dont il est ici question, à l'année 397 (*Storia dell'antica Torino*, Turin, 1869. p. 401). L'*Art de vérifier les dates* (1770, p. 177), suivant sur ce point le P. Pagi, place ce concile en 401.

siège¹⁾: ce qui a été suivi depuis. L'on y traita aussi de l'affaire des Ithaciens. On y fit quelques règlements pour la confirmation des anciens canons, et il parait par une lettre du pape Zozime de l'an 417 (Ep. 6^a) que Lazare, depuis évêque d'Aix²⁾, y fut condamné come calomniateur, pour avoir accusé faussement d'adultère l'évêque Brice, que l'on croit être le successeur de St Martin dans le siège de Tours³⁾. Procule, évêque de Marseille⁴⁾, y obtint d'être fait métropolitain de la seconde Narbonoise, quoiqu'il fût d'une province étrangère, parce qu'il représentoit que les évêques qui en dépendoient avoient été ses disciples et que quelques unes de leurs églises avoient été des paroisses de la sienne. La considération où il étoit parvenu fit en sa faveur la décision des pères, qui ne considérèrent autre chose, *ut tanquam pater filiis honore primatûs adisteret*.

Le siège du prétoire des Gaules fut transféré à Arles en 402. C'est alors que Pétrone, qui remplit cette charge jusqu'en 408, établit les Sept Provinces⁵⁾, en divisant l'Aquitaine en Première et Seconde, et séparant la Seconde

¹⁾ Au sujet de la rivalité des sièges de Vienne et d'Arles on pourra consulter Guillaume Gundlach, *Der Streit des Bisthümer Arles und Vienne*, etc. (Hanovre, Hahn, 1890, in-8^o de xxii-294 p.). Cf. *Bull. soc. d'étud.*, 1890, p. 454.

²⁾ Lazare fut évêque d'Aix de 409 à 442 environ.

³⁾ St-Brice gouverna l'église de Tours durant 47 ans vers 401-448).

⁴⁾ Depuis l'an 381 jusqu'en 428 environ.

⁵⁾ Suivant Ernest Desjardins, qui a fait de la Gaule romaine une étude approfondie, il paraît certain que, « pendant les 270 ans qui précèdent la liste de Vêrone » de l'an 297, soit depuis l'an 27 après J.-C. jusqu'à Dioclétien (297), *l'usage populaire* était de désigner la Gaule sous le nom de *Pays des sept provinces*. Ces provinces étaient : la Narbonnaise (doublée en 297 seulement), l'Aquitaine, la Lyonnaise, la Belgique, les deux Germanies et les Alpes-Maritimes (*Géogr. de la Gaule romaine*, t. III, 1885, p. 489). « Les autres provinces alpestres, ajoute-t-il, étaient considérées comme dépendantes de l'Italie » *ibid.* Cf. p. 314 et 366. Mais bientôt ces sept provinces furent *doublées*, comme la Narbonnaise, ou *aggrandies*, comme les Alpes-Maritimes. Cet état de choses durait encore en 418 et, à cette époque, les *die-sept* provinces qui formaient la Gaule étaient vulgairement désignées « sous le nom de *diocesis septem provinciarum* » *ibid.* p. 489.

Narbonnoise des Alpes Maritimes ¹⁾: ce qui produisit deux provinces de plus dans le corps des Cinq provinces. Le dernier d'exembre 406, les Vandales, les Alains, les Suèves, les Alemans et divers autres peuples du Nord ayant passé le Rhein, s'étendirent come un torrent impétueux dans toutes les provinces des Gaules. Cependant les troupes Romaines qui étoient dans la Grande-Bretagne ayant élu pour empereur un soldat de fortune, nommé Constantin, le nouveau César passa la mer, et, ayant été reconu par la pluspart des peuples jusqu'aux Alpes Cottiènes, il avoit établi à Arles le siège de son empire, qui fut de peu de durée, ayant été tué en 411, après s'être lui-même dépouillé de la pourpre ²⁾).

[F^o 2.] Il étoit survenu à l'évêque Remi, en 409, une affaire de la plus grande importance. On eut l'audace de l'accuser d'adultère, et Procule, son métropolitain, consentit à ce qu'on prit à ce sujet une information solennelle³. Mais, quoique Tyro Prosper ne nous apprène point quel fût le résultat de cette calomnie, aidés de la lettre du pape Zozime de l'an 417, on peut conjecturer que ses accusateurs furent Lazare, évêque d'Aix, et Héros, d'Arles, que le pape traite come des pestes, qui, par leurs fantaisies, troublaient la paix et la tranquillité des églises et come les tyrans de leurs propres collègues dans l'épiscopat. Et l'on peut sy bien s'assurer que les délateurs furent confondus et que notre évêque continua à édifier l'église, par la pureté de ses mœurs, qu'il est très apparent qu'il

¹⁾ Cette affirmation n'est pas exacte. La seconde Narbonnoise a été formée aux dépens, non des Alpes-Maritimes, mais de la province Narbonnaise. De plus, le dédoublement de la Narbonnaise en Narbonnaise 1^{re} et Narbonnaise 2^e remonte au III^e siècle, d'après la *Liste de Vêrone* de l'an 297. (Voir E. Desjardins, *op. cit.*, t. III, p. 463 et suiv.).

²⁾ « Omni est Gallia potitus ad Alpes usque, quae Italiam a Gallia separant,... Ravennam exercitum ducit; devincitur, captus et cum filiis supplicio affectus » (Olympiodori Thebaei *Fragmenta*, éd. Didot, t. IV, p. 56-60).

³⁾ *Proculus, Massiliensis episcopus, clarus habetur; quo annuente magna de suspecto adulterio Remedii episcopi quaestio agitur.* Chron. Tyronis Prosperi, ad. ann. 409.

étoit encore sur son siège en 419¹⁾, qu'il n'est point différent de l'évêque Remède, l'un de ceux à qui le pape St Boniface écrivoit, cette année, pour la tenue d'un concile contre Maxime, évêque de Valence² ; et que d'ailleurs, après sa mort, on s'empressa d'insérer son nom dans les dyptiques de l'Eglise, pendant que son corps, aujourd'hui à Bort, sur la Dordogne, est vénéré d'un culte particulier, dans la chasse d'argent où il repose³⁾.

Liménus et ensuite Appollinaire, ayeul de l'évêque Sidoine, occupèrent, en 400, la charge de préfet du prétoire des Gaules, et l'on y voit, après eux, Claudius Posthumus Dardanus, à qui, en cette qualité, fut adressée une loi, de la même année, par les empereurs Honoré et Théodose. Ce seigneur étoit gaulois, et, à ce qu'il paroît, ayant des terres dans la Seconde Narbonoise et le Gapençois⁴⁾, il devoit en être originaire. L'inscription de Saint-Geniez d'Auton⁵⁾, qu'il fit ériger depuis sa préfecture, nous apprend qu'il étoit de condition patricienne et que, parmi les premiers emplois dont il fut revêtu, il avoit gouverné la province Viennoise, qu'on ne confiait qu'à des consulaires. Le lieu de *Theopolis*, qui devoit être dans le voisinage, lui appartenait ; il l'avoit fait environner de murailles ; il

¹⁾ Suivant dom Piolin, le nouvel éditeur de la *Gallia christiana* (t. III, 4107, et t. XIII, 775), en l'année 419, Remi (*Remigius*) aurait été évêque d'Embrun. Il faudrait plutôt dire qu'il étoit alors évêque de Gap.

²⁾ *Gallia christiana*.

³⁾ Les leçons de l'office de St Germain de Bort prouvent que les reliques de St Remède existaient encore à Gap au XIII^e siècle, époque où elles furent enlevées par des pèlerins revenant de Constantinople et de passage à Gap. cf. *Bull. soc. d'étud.*, 1884, p. 48-49, note ; le *Martyrologium Gallicanum* de Du Saussay, au 3 février ; *Hist. hagiol. de Gap*, 1852, p. 29-36.

⁴⁾ Surtout à Dromon, à Chardavon (Basses-Alpes), dans l'ancien diocèse de Gap. Sa veuve s'appelait *Narcia Galla* et son frère, *Claudius Lepidus*. (Cf. Laplane, *Hist. de Sisteron*, 1843, t. I, p. 49 et suiv. ; *Revue de Marseille et de Provence*, t. VIII, 1862, p. 280, note).

⁵⁾ Cette inscription célèbre a été souvent publiée, entre autres par Honnorat, dans les *Annales des Basses-Alpes*, 1838, p. 361 ; Laplane, *op. cit.*, t. I, p. 303, Feraud, *Histoire des Basses-Alpes*, 3^e édit., 1890, p. 431-432.

avoit fait couper un rocher pour lui donner des avenues plus faciles, et ce lieu, qu'on peut entrevoir dans le hameau de *Théoux*, de la paroisse de Saint-Geniez, représente la ville de *Dina* ou *Dira* des *Bodiontiques*, que Galba unit aux Voconces et qui, dans le Celtique, ayant ou le nom de *Diou* ou *Dir*, qui répond à la divinité, avoit reçu de Dardanus le nom grec de *Théopolis* ou *Ville-Dieu*¹.

Sidoine Appollinaire, petit-fils de celui qu'il remplaça en la préfecture du prétoire des Gaules, lance contre un Dardanus les traits les plus malins et les plus envenimés, dans sa lettre à Aquilin, où, le comparant aux tyrans qui, du tems d'Honorius, s'élevèrent dans les Gaules, il ne se fait point une peine d'entasser sur sa tête tous les crimes dont les divers tyrans se rendirent coupables : *Cum in Constantino inconstantiam, in Jovino facilitatem, in Gerontio perfidiam, singula in singulis, omnia in Dardano crimina simul execrarentur*². Le père Sirmond et le père Lascary pensent également qu'il s'agit véritablement d'un Dardanus qui s'étoit soulevé contre l'empire ; le premier croyant qu'il étoit le petit fils-du préfet du Prétoire³, ce qui ne s'accorde point aux termes de Sidoine, qui parle à Aquilinus des tyrans et des crimes qui étoient en exécution au tems de leurs ayeux, l^{re} 2 v^o] d'où le père Lascary a apparemment conclu que le Dardanus qui se révolta n'étoit autre que le préfet du prétoire des Gaules et qu'il se souleva, en 410, dans la province Seconde Narbonoise⁴.

Mais cette révolte de Dardanus coment l'accorder avec la chronique de Tyro Prosper, qui rend témoignage de sa fidélité, sur l'an 413, en annonçant que Jovinus prit la pourpre après Constantin : *Jovinus tyrannidem, post Constantinum, invadit. Industria viri strenui, qui solus tyranno non cessit, Dardani, Ataulphi, qui post Alari-*

¹ Danville, *Notice des Gaules*, v. Théopolis.

² Sidon. Appoll. Ep. lib. 5, ep. 9a.

³ *Cognominis Dardani hujus (ut puto avi) geminam prefecturam memorat D. Hieronimus Epist. 129. Sirmondi notae ad Epist. Sidonii supra citatam.*

⁴ *Historiens des Gaules*, t. I, p. 765, aux notes.

cum Gothis imperitabat, a societate Jovini avertitur (année 413) ; comment l'accorder avec la seconde préfecture de Dardanus, dont l'histoire d'Olimpiodore fait mention, sur cette année, en annonçant que Jovin lui ayant été envoyé, pour le faire traduire à l'empereur Honoré, il le tua lui-même de sa main : *Jovinus vero ab Adaulfo obsessus se dedit, atque etiam ipse ad imperatorem mittitur, quem Dardanus praefectus sua manu percussione interemit ?*

Disons plutôt que si, dans cette occasion, l'évêque Sidoine ne fait point un crime à Dardanus d'avoir supplanté son ayeul Appollinaire, qui avoit eu la préfecture en 409, come Dardanus étoit encore payen, en ce tems, cet évêque, qui fait honneur à Appollinaire d'être le premier chrétien de sa famille, a cru pouvoir tomber avec dureté sur Dardanus ; peut être même le regarde-t-il come un persécuteur des chrétiens, parce qu'ayant lui-même donné la mort à Jovin et commandé celle de son frère Sébastien, après la prise de Narbone, en 412. Les Tablettes de M. Langlet, sur cette année disent : *Jovinus et Saint Sébastien, son frère, souffrent le martyre à Narbone.*

Quoiqu'il en soit, Sidoine fonde l'ancienne union de sa famille et de celle d'Aquilia sur la conformité de sentiments qu'eurent leurs ayeux ; sur ce qu'ils furent également tranquilles pendant qu'ils étoient également environnés de dangers, lorsque l'autorité étoit aux mains de Constantin, de Jovin, de Jérôme et de Dardane ; mais il ne les traite de tyrans, ni les uns ni les autres ; leurs vices dans le gouvernement les font ranger dans la même cathégorie, et, quoiqu'il rassemble en Dardane tous les vices dont on pouvoit accuser les autres, il n'empêche qu'il ne tint de l'empire le pouvoir qu'il exerçoit, pendant que les autres, parvenus à la tyrannie, se prévalaient de l'indépendance, et que ce soit d'eux seulement qu'il a dit, dans l'építaphe d'Appollinaire, qu'il fut libre sous la domination des tyrans : *Liber sub dominantibus tyrannis*¹.

¹ Sid. Appollin. Epist. lib. 3. ep. 12.

Saint Jérôme, qui vécut du tems de Dardanus, le connoissoit mieux que l'évêque de Clermont, et en convenant qu'il avoit été payen pendant qu'il étoit préfet du prétoire des Gaules, les éloges qu'il lui donne dans une lettre, font parfaitement connoître que le portrait de Sidoine est absolument outré : « *Dardane*, lui dit-il dans son épître 129, *Dardane, Christianorum nobilissime et nobilium christianissime*, et sur la fin : *Hec tibi, vir eloquentissime in duplici prefecturae honore transactae, nunc in Christo honoratior, tumultuaria et brevi lucubratione dictavi*. Il y a aussi une lettre de saint Augustin au préfet Dardanus, et tout concourt à éloigner l'idée de sa prétendue révolte et les crimes qu'on a voulu répandre dans son administration.

F^o 3. Les pays situés aux environs de la ville d'Arles ayant été délivrés du séjour des barbares et des excès des tyrans qui les avoient désolés pendant dix années de suite, commencèrent à respirer sous le gouvernement du général Constance (416), qu'Honoré avoit élevé à la dignité de Patrice et qui avoit établi sa résidence à Arles, qu'on regardoit come la métropole des Gaules, depuis que, sur la fin du siècle précédent, le siège du préfet y avoit été transféré. Constance procura à cette ville tous les honneurs ecclésiastiques et civils qu'il lui fut possible. En effet le pape Zozime ordonna (417) que son évêque auroit seul le droit de consacrer les évêques de la Viennoise et des deux Narbonnoises ; et, d'un autre côté, l'empereur voulut que l'assemblée des Sept Provinces, dont il ordonna le rétablissement, par son édit du 17 avril 418, se tiendrait annuellement dans l'enceinte de cette ville ¹⁾, suivant l'usage que les courses des barbares et la tyranie de Constantin avoient interrompu. Suivant cette constitution les juges et autres officiers dans les Sept Provinces, ainsi que les notables et les députés des simples propriétaires, et tous ceux qui avoient part au gouvernement général de chaque province ou au gouvernement particulier

¹⁾ Rappelons ici que par les sept Provinces on désignait, en 418, toute la Gaule (Cf. la note 5 de la p. 386).

de chaque cité, devoient se rendre à cette assemblée, qui commençoit ses séances le 13 aoust et continuoit jusqu'au 13 septembre. L'on y délibéroit sur les moyens les plus propres à pourvoir aux besoins de l'État et les moins préjudiciables aux propriétaires des fonds. C'étoit des espèces d'états, dont l'usage a été connu des Gaulois, que les Romains continuèrent par cet édit, qui se sont perpétués jusqu'à nos jours dans les provinces de Languedoc et de Provence, et même assez longtems dans celle de Dauphiné, où la sagesse du Gouvernement est sur le point de les rétablir¹⁾.

Tyro Prosper fixant à la même année une éclipse de soleil et les commencements du règne de Pharamond en France², il y a lieu de ne point retarder d'avantage les commencements de la monarchie françoise, parce qu'on est certain que l'éclipse de soleil tombe à cette année 418.

Les Visigots, ensuite d'un traité conclu avec la patrice Constance, qu'Honorius associa depuis à l'empire, s'établissent dans une partie des Sept Provinces, à la droite du Rhône, et, l'année suivante, après la mort de leur roy Vallia, ils élurent à sa place Théodoric 1^{er}, prince, dont la modération, accompagnée de plusieurs autres rares qualités, fit le principal caractère.

Constance mourut en 421 et Honoré, qu'il avoit associé, en 423, laissant son neveu Théodose maître des deux empires. Théodose céda l'Occident à Valentinien III, son cousin, fils de Constance et de Placidie. Mais les Gaules s'étant soumises à Jean le Tyran, par les intrigues de Castinus, maître de la milice dans ces provinces, Exupérantius, préfet du prétoire d'Arles, y fut massacré; les Visigots entreprirent le siège d'Arles; Jean fut tué en 425, et Aëtius, ayant battu les Visigots, leur fit repasser le Rhône.

¹⁾ On sait que les États en Dauphiné avoient été supprimés en 1628. Louis XVI consentit, en 1779, à les rétablir; mais ils ne se réunirent, en fait, que le 1^{er} octobre 1787 (cf. Prudhomme *Hist. de Grenoble*, 1888, p. 586).

²⁾ *Histor. des Gaules*, t. I, p. 638, aux notes

[S. TIGRIDE ou TIGIDE,]

[vers 426.]

C'est vers 426 qu'il convient de placer le commencement de l'épiscopat de saint *Tigride*, évêque de Gap ¹⁾. Il est vraisemblablement le même qu'un moine de ce nom que St Honorat, fondateur de l'abbaye de Lérins, envoya, avec deux autres de sa congrégation, pour visiter St Paulin de Nole, vers 412 ou 413 ; et, comme cette abbaye, suivant une lettre du pape Célestin, du 25 juillet 428, étoit alors come le séminaire d'où l'on tiroit ordinairement les évêques, il y a aparence que St Tigride y fut pris pour conduire l'église de Gap, soit par Patrocle, évêque d'Arles avant 425, ou seulement par St Honorat lui-même, qui succéda à Patrocle en 426 ²⁾. Les évêques de Provence, parmi lesquels étoit St Constantin, [p^e 3 v^e] assuroient le pape St Léon, en 450, qu'eux et leurs prédécesseurs avoient été consacrés par les archevêques d'Arles ; d'où il convient que St Tigride, dont le martyrologe d'Usuard fait mention au 3 février, se trouvant des prédécesseurs de St Constantin, eût reçu l'ordination des mains de Patrocle ou de St Honorat, son successeur.

Les Bourguignons, qui, en 413, avoient obtenu des établissements dans la partie de la Gaule voisine du Rhein³, tentèrent de s'emparer des villes de Toul et de Metz, en 423 ; mais ils furent repoussés par Aëtius⁴. Ils embrassèrent la foy de J.-C. en 430⁵, et, cinq ans après, s'étant révoltés sous la conduite de leur roi Gundicaire, ils furent deffaits par Aëtius, qui les força à se retirer avec une perte considérable dans les quartiers qui leur avoient été assignés⁶. Mais, en 439, on leur permit de s'étendre

¹⁾ Dans le *Martyrologe Romain*, approuvé par Grégoire XIII le 14 janvier 1584, au 3 février, on lit : *In oppido Vapingo, sanctorum Trigridis et Remedii, episcoporum*.

²⁾ Cf. les notes de Juvénis, dans Fournier, *Hist. génér. des Alpes*, t. I, 1890, p. 429 et 431.

³⁾ Prosperi Aquit. *Chron.*

⁴⁾ *Hist. critiq. de la monarchie franç.*, liv. 2. ch. 6.

⁵⁾ Socrat. *Hist. eccles.* lib. 7

⁶⁾ Prosperi Tyronis *Chron.*, ad ann. 443.

dans la Sapaudie, c'est-à-dire dans une partie de la Bourgogne et de la Franche-Comté, ainsi que le Chablais et la Saroye proprement dite, et on leur accorda, en même tems, d'y partager les terres avec les habitants du pays.

·SAINT CONSTANTIN¹⁾·

(..439-455..)

Saint Tigride étant mort, peu après 430, *saint Constantin* fut élevé sur le siège de Gap, et l'on voit qu'au concile d'Orange, de l'an 441, il est nommé avant Maxime, qui étoit évêque de Riez depuis 433 ou 434. Il députa le prêtre Vincent au concile assemblé à Riez, le 19 novembre 439, pour prononcer sur l'élection d'Armentaire, évêque d'Embrun²⁾, qui avoit été faite sans le consentement du métropolitain ; d'où il faut conclure qu'à cette époque les Alpes Maritimes n'avoient point encore un métropolitain dans la province, et qu'elles étoient soumises, ainsi que la Seconde Narbonoise, à l'évêque d'Arles, qui présida au concile composé d'évêques de ces deux provinces et de celle d'Arles³⁾.

On a regardé le prêtre Vincent qui souscrivit au concile

¹⁾ Ce saint évêque de Gap, dont M. l'abbé Duchesne n'admet point l'existence, à en juger du moins d'après les paroles citées ci-dessus (note 4 de la page 382), est ainsi mentionné dans un ancien martyrologe publié par d'Achery : *Prædie idus aprilis, in Vapingo civitate depositio beati Constantini, episcopi* (Cf. *Gallia*, t. I, 432-3 ; Bollandistes, *Acta sanct.*, 12 avril, t. II, 90-91 ; Baronius, *Annales*, année 441, § 15, etc.).

²⁾ Cf. Feraud, *Hist. de Riez*, 1885, p. 51-53 ; Fornier, *Hist. génér. des Alpes*, t. I, 1890, p. 411 et suiv., surtout la note 2 de la p. 427.

³⁾ Ailleurs (*Mémoire Ms.* in-f°, p. 35), Vallon-Corse soutient une thèse diamétralement opposée. Il dit qu'Armentaire avoit été ordonné « sans le consentement des comprovinciaux », ainsi que s'exprime le concile de Riez. Par ces mots, ajoute-il, le concile « proclame hautement qu'Embrun étoit métropole » [ecclésiastique], de même qu'elle l'étoit certainement alors au point de vue civil (cf. Desjardins, *Géogr. de la Gaule romaine*, t. III, 1885, p. 502), « car, dans l'élection d'un simple évêque, les autres suffragants n'avaient pas droit d'intervenir » (doctrine qui fut confirmée, en 535, par le 2^e canon du concile de Clermont-Ferrand, et, en 538, par le 3^e canon du 3^e concile d'Orléans). L'adhésion qui manquait à l'élection d'Armentaire étoit celle du *premier métropolitain* ou *primat d'Arles* et non celle d'un métropolitain ordinaire (Cf. Depéry, *Hist. hagiol. de Gap*, 1852, p. 104, note). N'oublions pas, du

de Riez come l'auteur de seize propositions insoutenables, qui parurent vers 430, que l'on débitoit come les véritables sentiments de St Prosper, qui les réfuta come une liste diabolique. Mais l'apparition de ces propositions antérieurement à l'épiscopat de St Constantin, qui avoit ordonné le prêtre Vincent, ne s'accorde guère avec la production qu'on lui attribue. Vossius, le cardinal Norris et M. Dupin pensent que cet ouvrage scandaleux est de Vincent de Lérins, qu'ils regardent come un zélé semi-pélagien; et ce qui doit l'indiquer, c'est que le pape Célestin, écrivant, en 431 ou 432, au sujet de ces mêmes objections et contre les semi-pélagiens, adresse sa lettre aux évêques de Gaule, et nomément à Vénère, de Marseille¹⁾, Marin, dont on ignore le siège, Léonce, de Fréjus, Auxane, de Nice, Arcade, de Vence, et Sillure, d'Apt, qui se trouvoient également dans le voisinage de Lérins. où étoit le véritable auteur des objections.

Saint Constantin, come on l'a dit, assista au concile d'Orange de l'an 441, et il y souscrivit le troisième. Il y a apparence qu'il assista de même à celui de Vaison, de l'année suivante²⁾ et où il fut décidé que l'évêque d'Arles, à qui il fut toujours attaché, auroit le droit d'assembler le concile des Cinq Provinces³⁾. Le pape St Léon, étrangement prévenu contre St Hilaire, qui remplissoit le siège de cette métropole ⁴⁾, de ce qu'il avoit déposé Quélidoine de Besançon ⁵⁾ et qu'il avoit nommé un successeur à Projecte,

reste, que, dès 464, *Ingenius*, évêque ou mieux archevêque d'Embrun, est qualifié par le pape Hilaire du titre de « *Métropolitain de la province maritime des Alpes* » (Cf. Fornier, t. 1, p. 432-435).

1) Venerius fut évêque de Marseille depuis 431 jusqu'en 452 (cf. Albanès, *Sigillogr. des évêques de Marseille*, 1884, in-4°).

2) Ce concile s'ouvrit le 13 novembre 442.

3) Parmi les évêques qui assistèrent au concile de Vaison en 442 on remarque *Severianus*, évêque de la *Civitas Eturamine*, dans la province des Alpes-Maritimes. M. l'abbé Duchesne a identifié cette cité avec *Thorame* (Basses-Alpes) et il pense qu'elle est la même chose que la *Civitas Rigomagensium* de la Notice. (Voir *Mémoires de la soc. des antiq. de France*, 1882, p. 37; 1889, p. 371).

4) St Hilaire fut évêque d'Arles dès 429. Il mourut le 5 mai 449.

5) St Chélidoine, évêque de Besançon, déposé en 444, † probablement en 451, lors de l'invasion des Huns.

évêque de Die, dans une lettre écrite à l'église des Gaules, le déclara séparé de la communion, lui ôta la juridiction, non seulement sur les autres provinces, mais sur la Viennoise même, et ordonna que les autres provinces seroient gouvernées chacune par son métropolitain, et que, si un métropolitain, au lieu d'user de son droit, le vouloit céder à un autre, ce droit passeroit, [f^o 4] non à celui à qui il l'auroit cédé, ni à aucun autre métropolitain, mais au plus ancien évêque de la province (449).

Nonobstant cette loi, les évêques de la Seconde Narbonnoise et des Alpes Maritimes ont été encore longtemps à se prévaloir de leurs droits, et ils continuèrent à être attachés à l'église d'Arles et à ne faire, pour ainsi dire, avec elle, qu'une seule province. Aussi, en 449, après la mort de St Hilaire d'Arles, douze évêques de la Provence, à la tête desquels étoit notre évêque St Constantin, sans doute comme le plus ancien, élurent Ravenne pour lui succéder, et leur élection fut approuvée par St Léon (*Epist.* 36); et l'évêque de Vienne s'étant plaint que Ravenne en eût ordonné un pour l'église de Vaison, St Léon, pour terminer ces difficultés, ordonna, dans sa lettre du 5 may 450, que Vienne et Arles demeureroient métropoles, Vienne, de quatre églises : Valence, Tarentaise, Genève et Grenoble¹⁾; Arles du reste de la province (*Epist.* 50).

Les évêques de Provence avoient écrit au Pape, sur les privilèges de l'église d'Arles, et, en leur faisant la réponse du 5 may 450, où Constantin est nommé le premier, il leur

¹⁾ M. Delaborde, dans un article peu bienveillant, publié naguère dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* (1881, p. 307), place la province d'Embrun sous la dépendance de Vienne. Il est vrai qu'il s'appuie sur l'autorité de M. Longnon. Mais ce dernier dit précisément tout l'opposé de ce que M. Delaborde lui fait dire. C'est un *lapsus* fâcheux pour un critique aussi docte... Au dire de M. Longnon, l'ancienne province d'Embrun étoit — « paraît-il » — tout entière soumise « à l'archevêché d'Arles » (*Géogr. de la Gaule au VI^e siècle*, 1878, p. 184)... Je pense que l'archevêque d'Arles, en tant que *primat*, avait un pouvoir juridictionnel sur les archevêques d'Embrun et d'Aix : mais ces derniers, aussi bien que lui, étoient *métropolitains* dans leurs provinces respectives (Voyez, ci-dessus, la note 3 de la p. 394).

addressa, en même tems, sa lettre à Fabien, et une lettre de St Cyrile, qui y était conforme, à Ravène, d'Arles, afin qu'il la communiquât aux autres évêques. Ceux-cy, au nombre de quarante-quatre, s'étant assemblés vers la fin de 451, approuvèrent avec éloge la lettre à Flavien et écrivirent à St Léon une lettre qu'ils signèrent également, en y ajoutant le nom de leur siège, suivant un manuscrit qui de M. Savary étoit passé à dom Polycarpe de la Rivière, chartreux, et qui est reconnu par Garet et par Ménard. Constantin y souscrivit le quatrième, en ces termes : *Constantinus, episcopus Vapincensis, beatitudinem vestram saluto*. Mais c'est là le dernier monument où il soit fait mention de lui, quoiqu'il puisse avoir vécu encore plusieurs années ¹⁾).

L'empereur Valentinien avoit été assassiné, en 455, par la faction de Pétronus Maximus, qui lui fut donné pour successeur et qui périt lui même le 12 juin de la même année. Alors Ecdicius Avitus ²⁾, l'un des principaux seigneurs de l'Auvergne, fut salué empereur par l'armée des Gaules, d'abord à Toulouse, dez le 10 juillet, et reconnu à Arles, dans le mois d'aoust, par la noblesse et les principaux officiers de celles des Sept Provinces qui obéissoient encore à l'Empire et qui s'étoient rendu à Arles pour l'assemblée annuelle de ces provinces. La Seconde Narbonnoise, les Alpes Maritimes et au moins une partie de la Viennoise, c'est-à-dire toute la Provence et le Dauphiné, étoient du nombre de ces provinces obéissantes, puisque Sidoine comprend parmi la noblesse, c'est-à-dire les principaux citoyens qui saluèrent Avitus à Arles, ceux qui habitoient près des Alpes Cottienes. Les Bourguignons apparemment ne s'étoient point encore agrandis ; mais il paroît qu'après qu'Avitus eut été déposé en 456, ils purent profiter de l'interrègne qu'il y eut avant la proclamation de Majorien, en 457, puisque l'évêque d'Avanches, sur cette

¹⁾ Sur St Constantin, évêque de Gap (vers 430-449), voir les Bollandistes, *Acta sanctorum*, t. II d'avril, 1675, 12 avril, 90-91 ; Baronius, *Annales*, année 441, § 15 ; Depéry, *Hist. hagiol. du diocèse de Gap*, 1852, p. 99-122.

²⁾ Ou plutôt *Flavius Moecilius Avitus*.

année dit : *Eo anno Bœrgundiones partem Galliae occupaverunt, terrasque cum Gallis senatoribus dividerunt*¹.

Il seroit difficile de dire de quel côté se fit cet aggrandissement ; mais à l'égard [f° 4 v°] de la portion des terres qui leur fut attribuée, le titre 54 de la loy Gombette assure que, lorsqu'ils s'établirent dans les Gaules, ils y reçurent les deux tiers des terres et le tiers des serfs ; ce qui vraisemblablement ne doit point s'entendre des deux tiers de toutes les terres du pais qu'ils occupèrent, mais seulement des deux tiers de celles qui appartenoient aux sénateurs du pais, comme le dit l'évêque d'Avanches, sans rien prendre sur celles qui appartenoient aux simples possesseurs²).

Après la mort de Majorien, en 461, Sévère, son successeur, pour s'attacher davantage les Bourguignons, déclara leur roi Gunduic ou Gundicaire maître de la milice ou général des troupes dans les Gaules, et l'on voit par une lettre du pape Hilaire, écrite à Léonce, évêque d'Arles, le 10 octobre 463³, que Gunduic étoit alors en possession de cette charge et qu'il étoit, en même tems, maître de Die, sinon come des autres quartiers cédés à sa nation, du moins par une suite de sa charge et au nom de l'Empire.

Gundicaire étoit mort sur la fin de 463, laissant quatre fils : Gondebaud, Godégisèle, Chilpéric et Gondemar. Chilpéric, l'ainé, qui, suivant Jornandès⁴, avoit le titre de Roy du vivant de son père, en 466, fut le successeur de ses états, qui, suivant Dom Plancher, ne furent point partagés entre les quatre frères, come quelques modernes l'ont avancé. Il fut, come son père, attaché au parti des Romains, dont il fut maître de la milice dans les Gaules,

¹ Marii Aventic. *Chronic.*, ad ann. 456.

² Les Bourguignons s'établirent dans nos contrées durant le dernier quart du Ve siècle. Lyon ne paraît pas avoir subi le joug bourguignon avant 470. La Provence reconnaissait le pouvoir des Bourguignons en 480. En 493, Gap étoit un évêché bourguignon (Longnon, *Géogr. de la Gaule au VI^e siècle*, 1878, p. 71-72).

³ *Concil.* t. IV, p. 4043.

⁴ *De rebus Geticis*, cap. 74.

avec la qualité de patrice, et, si Rome conserva son autorité, en deçà des Alpes, encore pendant quelques années, elle en fut principalement redevable à ce prince.

Sévère, successeur de l'empereur Majorien, avoit été remplacé, en 467, par Anthème, et le thrône des Visigots étoit occupé, depuis 466, par Euric, qui, connoissant la faiblesse de l'Empire, fit des tentatives du côté du Rhône et ailleurs, où les Bourguignons marquèrent leur fidélité : ce qui fait dire que, vers 470, l'empereur Anthème leur céda la ville de Lyon et les païs circonvoisins, tels que Vienne et le Vivarais, à charge d'en prendre la défense contre les Visigots ; de sorte qu'ils commencèrent à y dominer et sur une partie de la Provence, quoique l'Empire y conservât une ombre d'autorité et qu'ils n'y soient parvenus à l'indépendance que lorsque Odoacre eut renversé le thrône d'Occident.

Après la déposition d'Antème, en 472, et la mort d'Olybrius, qui suivit de près, Glycerius, ayant été élu empereur en 473, à la sollicitation de Gondebaud, frère du roy Chilpéric, ce dernier, à cause de la mésintelligence qui commençoit à naître dans sa famille, ralentit son attachement envers l'Empire, et il refusoit même de reconnoître les successeurs d'Antème ; car, vers ce tems, l'évêque de Clermont, Sidoine Appollinaire, étant venu à Vienne, il y aprit qu'on avoit insinué aux victorieux Chilpéric, maître de la milice, que, par les menées d'un de ses parents, la ville de Vaison se déclaroit pour le nouvel empereur ; ce que Sidoine regardoit come un crime capital auprès de ce prince¹.

Odoacre, roi des Turcilinges, ayant déposé Augustule, prend le titre de roy, et abolit celui d'empereur d'Occident en 476. C'est à cette année, au plus tard, que commença d'éclatter la révolte de Gondebaud contre le roy Chilpéric, son frère, dont on ne connoit point les circonstances et qui finit vers 491 ou quelques années plus tôt, par la mort tragique de Chilpéric, de Godemar, son frère, celle de ses deux fils et de sa femme.

¹ Sidon Appol. *Epist* 6 et 7 lib. 5.

A la faveur de ces désordres, Euric [f° 5] s'empara d'Arles et de Marseille, vers 480, et peut être encore des pays situés sur le long de la Méditerranée jusqu'aux Alpes¹).

Il semble, à ce sujet, que les Visigots et les Bourguignons avoient fait un traité entre eux, dès 478, come on peut le conclure d'une lettre de Sidoine Appollinaire à Fauste, évêque de Riez, écrite de Bordeaux, pendant qu'il y étoit à la cour d'Euric, où l'on voit que ces deux prélats étoient sous une puissance différente et que ces puissances venoient de conclure la paix². Il semble aussi que les Visigots en dictèrent les conditions, puisque Procope dit qu'ils eurent, par concession du tyran Odoacre, toute la Gaule jusqu'aux Alpes ; d'où il est vraisemblable que les Bourguignons se soumirent à leur égard au service militaire, qu'ils faisoient auparavant à l'Empire, et que les Visigots consentirent qu'ils eussent la propriété des provinces dont ils n'avoient eu jusqu'alors que le simple gouvernement ; en sorte que c'est par une suite de ce traité que le Gapençois et la Haute-Provence, au moins jusques à Riez inclusivement, passèrent dez lors sous la domination des Bourguignons, qu'on doit étendre, de ce côté, jusques à Vaison et au Rhône³).

Euric, roi des Visigots, étant mort en 484, les Bourguignons, profitant du bas âge d'Alaric II, son fils, qui lui succéda, entrèrent dans ses états, l'année suivante, et

¹) Tandis que les Bourguignons occupaient une partie de la Provence, réduisant ainsi chaque jour d'avantage la domination des Romains, les Wisigoths d'Espagne, sous la conduite de leur roi Euric, passèrent le Rhône et s'emparèrent d'Arles et de Marseille (480). Ils étendirent leur conquêtes jusqu'aux Alpes Maritimes et à la Durance. Le hérulo Odoacre, qui, en Italie, avait substitué son autorité à celles des empereurs, ratifia leurs conquêtes. Dès lors le pouvoir romain disparaît de nos contrées, qui restent à la merci des Wisigoths et des Bourguignons (Rouchon, *Académie d'Aix*, 1861. p. 342 ; Longnon, *op. cit.*, p. 45-47).

² Sidoine. *Epist* 2a lib. 9.

³) Les invasions des Burgondes, des Wisigoths et des Francs rappellèrent les populations gallo-romaines des villes dans leurs domaines ruraux. Suivant M. Revillout, ce refoulement eut pour effet « de faire pénétrer et d'asseoir régulièrement le Christianisme dans les campagnes, où le culte payen s'était jusque-là presque partout conservé » (*Académie delphinale*, 1862-63, p. 21).

s'emparèrent de la province Marseilloise, qui, outre la cité de Marseille, comprenoit celle d'Aix et d'Avignon, et peut-être encore les païs situés à la gauche de la Durance, entre le Rhône et les Alpes Maritimes. M. l'abbé Dubos a cru devoir en excepter la ville d'Arles¹, que les Visigots auroient encore possédé vers 504, suivant la vie de St Césaire. Mais suivant Aimoin², Arédius y commandoit pour Gondebaud pendant la guerre qu'il avoit contre le roy Clovis, et l'évêque d'Arles assista, le 2 septembre 499, à la conférence qu'il assembla à Lyon ; ce qui montre qu'il étoit des états de Gondebaud.

Gondebaud, le frère et le meurtrier de Chilpéric, s'étant emparé de tout le royaume de Bourgogne, porta la guerre en Italie, au plus tard en 491 ; il y pille et ravage l'Émilie et la Ligurie ; se rend maître de Turin et fait, dans son expédition, un grand nombre de prisonniers qu'il amena dans ses états. L'Italie étoit alors partagée entre Odoacre, roy des Hérules, et Théodoric, roy des Ostrogots. Ceux-cy n'occupoient alors que la Ligurie, et le Milanois, où les Bourguignons portèrent leurs armes. Mais, deux ans après (493), Odoacre et les Hérules s'étant soumis à Théodoric, ce nouveau conquérant, pour se fortifier par des alliances avec les autres rois, épousa Audeflède, sœur de Clovis, roi des François ; maria sa fille Thiudicode avec Alaric II, roy des Visigots, et Ostrogothe, son autre fille, avec Sigismond, fils de Gondebaud. C'est sans doute en considération de cette affinité que Gondebaud en usa si généreusement, l'année suivante, lorsque St Épiphano, évêque de Pavie, et Victor, évêque de Turin, vinrent à sa cour, pour traiter de la rançon des prisonniers qu'il avoit faits en Italie³).

¹ M. Dubos, t. III, p. 2 et 3.

² Aimoin, lib. 1, cap. 49.

³ Sur l'histoire des Burgondes et Bourguignons, voir Jahn. *Die Geschichte des Burgundien und Burgundiens*, Halle, 1874, 2 vol. in-8°.

[SAINT CONSTANCE ¹⁾]

[517-529]

[F^o 5 v^o.] La première année du siècle suivant (500), Gondebaud eut à se défendre contre les François et la trahison de Godégiselle, son propre frère, qui en fut enfin la victime, ainsi que la plupart de ses complices ²⁾. Sept ans après (507), Clovis, ayant les Bourguignons pour alliés, fait la guerre aux Visigots, défait et tue Alaric, leur roy.

Mais l'année suivante (508), Thierry, fils de Clovis, faisant le siège d'Arles, est obligé de le lever et est de même battu, dans une rencontre, par l'armée de Théodoric, commandée par le général Ibbas ; ce qui fait que les François évacuent la partie de la Provence qui était sous la domination des Visigots et [qui passa, dez lors, sous celle des Ostrogots ³⁾.

Les François et les Bourguignons firent une nouvelle tentative sur la ville d'Arles en 509. Ils n'y furent pas plus heureux qu'auparavant, et le roi Théodoric, pour soulager le país qui avoit beaucoup souffert de leur part, l'exempta de toute sorte d'impositions pour l'année suivante (510) et de fournir des vivres pour la subsistance de ses troupes. Ce prince ordonna à Gemellus, vicaire du préfet des Gaules, de distribuer les grains qu'il lui avoit envoyés d'Italie, dans tous les châteaux situés le long de la Durance,

¹⁾ Les auteurs de la 1^{re} édition de la *Gallia christiana* (1656), Pierre Annet de Pérouse, évêque de Gap (1754-63) et d'autres encore ont confondu *saint Constantin* (430-449) avec *saint Constance* (517-529) et ont fait de ces deux évêques un seul et même personnage (cf. *Bull. soc. d'étud.*, 1884, p. 49). Les auteurs de la nouvelle *Gallia Christiana*, t. I, 1715, col. 452 et suiv.), Vallon-Gorse et autres historiens du diocèse de Gap ne sont point tombés dans cette confusion grossière.

²⁾ La Durance, à cette époque (506), servait de limite entre les Wisigoths et les Bourguignons : « La Durance était un rempart pour les Bourguignons... une ligne défensive pour la domination des Wisigoths en Provence » (Longnon, *Géogr. de la Gaule au VI^e siècle*, 1878, p. 51).

³⁾ Arles et toutes les contrées situées entre le Rhône et les Alpes restèrent alors (508) au pouvoir de Théodoric, roi des Ostrogoths d'Italie (cf. Fauché-Prunelle, *Essai sur les... Alpes Cottiannes Briançonnaises*, t. I, 1856, p. 452).

sur les frontières des états de Bourgogne et d'épargner cette dépense à la province.

Le jeune âge d'Amalaric, son petit-fils, avoit engagé les Visigots, après la mort d'Alaric, à se donner pour roy Gisalic, fils naturel d'Alaric. Mais le général Ibbas l'ayant entièrement deffait, à quatre lieues de Barcelone, il chercha à se reffugier dans les Gaules ; il avoit même déjà passé la Durance pour entrer dans les états des Bourguignons, lorsqu'il tomba entre les mains des troupes de Théodoric qui le poursuivoient et qui lui ôtèrent la vie (511). Après sa mort¹⁾, Théodoric régna paisiblement au nom d'Amalaric, son petit-fils, sur tout le royaume des Visigots, dont il semble que la Durance faisoit la limite du côté du Dauphiné et des états des Bourguignons²⁾.

On voit, du moins, qu'au concile d'Épaone, assemblé l'an 517, du consentement du roy Sigismond³⁾, qui avoit

¹⁾ Vers cette époque (512), St Césaire, archevêque d'Arles (501-542), accusé auprès du roi Théodoric, traversa les Alpes pour se rendre à Ravenne : *Per eosdem dies, Caesarius, episcopus Arelatensis, accusatus quod monasterium, a se sorori et sacris aliis virginibus conditum ac deinde in obsidione urbis eversum, instaurare coepisset, Ravennam sub custodia missus est* (Sigonii, *De occid. imperio*, t. I, pars 2a, col. 612). Dans son voyage à travers les Alpes, St Césaire était accompagné d'un personnage vénérable, St-Eucher, évêque : *Cum aliquando circa Alpes iter ageret sanctus Caesarius, vir venarabilis, sanctus Eucherius, episcopus, cum ipso erat...* (Voir *Acta sanctorum*, 27 août). On s'est demandé quel est ce St Eucher. Ce ne peut être l'évêque de Lyon de ce nom, mort le 16 nov. 450, ni un évêque de Viviers, qui vivait après 537 (Mas Latrie, *Trésor*, col. 1516). Suivant Vallon-Corse, dont l'autorité mérite d'être prise en sérieuse considération, ce St Eucher serait le prédécesseur immédiat de l'évêque de Gap, St Constance (.. 517-529 ..) : « Eucher, dit-il, que nous croyons avoir été évêque de Gap » (*Mémoire*, Ms. in-f^o, f^o 31 v^o).

²⁾ Cf. Longnon, *op. cit.*, p. 54. — Toutefois les diocèses d'Embrun et de Gap continuèrent, depuis l'an 510 jusqu'en 523, à être soumis aux Bourguignons (*ibid.*, p. 91).

³⁾ Le concile d'Épaone s'ouvrit le 15 sept. 517, première année du roi Sigismond, sous la présidence de St Avit, évêque de Vienne (490-525). D'après une dissertation érudite, composée par Pierre Annet de Pérouse, évêque de Gap (1754-63), et imprimée dans le *Journal ecclésiastique* de février 1763, Épaone ne serait autre qu'Albon, entre Romans et Vienne. De nos jours, M. Rivoire de la Bâtie adopte l'opinion d'Annet de Pérouse, comme très probable (*Revue du Dauph. et du Virar.*, 1877, p. 147).

succédé l'année précédente à Gondebaud, son père, il n'y parut aucun des prélats dont les sièges se trouvent à la gauche de la Durance.

Constance, qui pouvoit gouverner l'église de Gap, depuis le commencement du siècle, y souscrivit avec les évêques de Sisteron, Apt, Embrun ¹⁾, Orange, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Cavaillon, Carpentras, etc. Mais, si l'on doit en inférer que le Gapençois étoit encore sous la domination des Bourguignons, il est certain qu'il passa à celle des Ostrogots, dez l'an 523 ²⁾, soit par la cession que leur en firent les François après avoir vaincu les Bourguignons, soit par la soumission volontaire des habitants du pays, gagnés par les largesses de Tullus, qui commandoit les troupes des Ostrogots en deçà des Alpes.

[F^o 6.] Sigismond étoit passé à des secondes noces depuis la mort d'Ostrogothe, fille de Théodoric, roi d'Italie, et il avoit eu la cruauté de faire étrangler Sigeric, qu'il avoit eu de cette princesse. Les trois fils de Clovis, pour venger la mort du père de Ste Clotilde, leur mère, que Gondebaud, père de Sigismond, avoit fait massacrer, s'étoient préparés à lui faire la guerre, et, certains que la mort tragique de son fils le priveroit de tout secours de la part des Ostrogots, ils entrent hostilement sur les terres des Bourguignons, deffont leur armée dans une bataille, et leur roi Sigismond, fuyant déguisé en habit de religieux, est livré au vainqueur, qui le fit périr, l'année suivante, avec toute sa famille.

Théodoric, qui possédoit, comme on l'a dit, la Basse-Provence, des Alpes jusqu'au Rhône, ne fut point le simple spectateur de cette guerre, et, soit pour couvrir ses

¹⁾ *Catulinus, episcopus civitatis Ebredunensis, relegi et subscripsi... Constantius, episcopus civitatis Vapincensis, relegi et subscripsi.* Ainsi « en 517, les cites extrêmes du royaume Bourguignon étoient, au midi, Avignon, Cavaillon, Apt, Sisteron, Gap, Embrun : ce sont, du moins, les plus méridionales des cites dont les évêques assistent au concile d'Épaone » (Longnon, *op. cit.*, p. 49).

²⁾ Le diocèse de Gap, de même que celui d'Embrun, demeure sous la domination des Ostrogoths depuis 523 jusqu'en 537, époque où les Francs leurs succédèrent (Longnon, *Géogr. de la Gaule au VI^e siècle*, 1878, p. 62, 65, 78, 434, etc.).

états, ou qu'il eût fait un traité avec les François, come Procope l'assure, il avoit fait passer une armée en deçà des Alpes, sous la conduite de Tulus ou Tolonik. Ce général, profitant des circonstances, fit offrir au gouverneur et aux habitans des païs situés vers la Durance des sommes considérables, qu'il tira des fonds publics, ou plutôt il diminua les impôts que les Bourguignons y levoient, come le dit Cassiodore ¹, et les aiant gagnés par ses largesses, *largitione redituum*, ils consentirent volontiers de se soumettre à Théodoric, afin de s'exempter, sous sa protection, d'être subjugués par les François, vainqueurs de Sigismond.

La province ou le païs que Tulus acquit ainsi à Théodoric comprenoit les villes de Carpentras, Cavaillon, Vaison, Apt, Orange, Gap, Saint-Paul-Trois-Châteaux et même celle d'Embrun, car leurs évêques aiant assisté au concile d'Épaone de l'an 517, assemblé sous le bon plaisir du roi Sigismond, assistèrent, l'an 524, à celui qui fut tenu à Arles ²), par permission et de l'agrément du roy Théodoric; ce qui montre que leurs diocèses étoient passés alors de la domination des Bourguignons en celle des Ostrogots ³).

Cependant Godomar, frère de Sigismond, aiant échappé à la poursuite des François, avoit rassemblé les débris de son armée, et pour n'avoir pas à se déffendre, en même tems, contre les François et les Ostrogots, il avoit lui-même cédé à ces derniers les villes dont il avoit moyéné la soumission volontaire. Cette cession n'est fondée que sur la conjecture d'un habile critique ⁴; mais ce qu'on tient

¹ Cassiod., *Variar.* lib. viii, ep. Xa.

²) L'évêque Constance députa au concile d'Arles, de 524, un prêtre de de son église, du nom de Léonce. Celui-ci souscrivit ainsi les actes du concile : *Leonceus, presbyter, directus a domino meo Constantio, Vapincensi, episcopo, subscripsi* (Cf. Longnon, *Géogr. de la Gaule au VI^e siècle*, Paris, 1878, p. 62).

³) De 510 à 523 les diocèses d'Embrun et de Gap continuèrent à être soumis aux Bourguignons, et non aux Ostrogoths (Longnon, *Géogr. de la Gaule au VI^e siècle*, 1878, p. 91).

⁴ M. Dubos. t. iii, p. 471 et suivantes.

d'Agathias ¹, c'est que l'armée de Godomar, battue par les François dans le lieu de Vézeronce, entre les villes de Vienne et de Belley, devint enfin victorieuse, après avoir tué leur roi Clodomir, qui s'étoit engagé imprudemment au milieu des Bourguignons ²); ce qui obligea les François à évacuer le pais et laissa Godomar en paix dans le royaume de ses pères encore pendant neuf à dix ans.

[F^o 6 v^o.] Depuis le concile d'Arles de l'an 524, où l'évêque Constance avoit député Léonce, prêtre de son église ³), il avoit assisté en personne au concile de Carpentras, de l'an 527, qui datte du règne d'Athalaric, successeur de Théodoric, son grand-père, depuis l'année précédente ⁴); et il se trouva de même à celluy que le patrice *Libère*, préfet du prétoire des Gaules pour les Ostrogots, assembla, en 529 dans la ville d'Orange, pour faire la dédicace d'une église qu'il y avoit fait élever⁵). Les évêques qui s'y trouvèrent, au nombre de douze, à la suite de cette cérémonie, proposèrent quelques articles sur la grâce et le libre arbitre, qui, leur avoient été envoïés de la part du Saint-Siège, et les ratifièrent par leurs souscriptions, afin, qu'ils servissent de règle et de croïance à tout le monde. De tous ces articles, ils formèrent une conclusion ou profession, dans laquelle ils firent entrer les principaux points de la doctrine qu'ils venoient d'établir, et terminèrent enfin les fameuses contestations sur la grâce et le libre arbitre qui, pendant plus de cent ans, avoient causé tant de trouble dans l'église des Gaules en particulier. Aussi doit-on regarder ce concile come le plus célèbre, le plus autorisé et même le plus important de tous ceux qui y ont été tenus pendant ce siècle.

Le seul canon qui nous reste du concile de Carpentras,

¹ Agathias, *De rebus Just.*, lib. 1.

² En 524. — Cf. Grég. de Tours, *Hist. Franc.*, liv. V, c. 6; Longnon, *op. cit.*, p. 77-80.

³ 6 juin 524 : *Leontius, presbyter, directus a domno meo Constantio, Vapincensi episcopo, subscripsi* (Longnon, *op. cit.*, p. 62).

⁴ 6 nov. 527 : *Constantius, Vapincensis episcopus* (Longnon, p. 62).

⁵ *Constantius, Vapincensis episcopus* (Longnon, p. 63).

de l'an 527, en faisant connoître que les offrandes étoient alors le principal revenu des églises parroissiales, ordonne que si l'église cathédrale étoit assés riche, ce qui seroit donné aux pauvres de la campagne seroit employé à l'usage des clercs qui les servent et aux réparations des églises ; si, néanmoins, l'évêque n'a pas assé de revenu pour la dépense qu'il est obligé de faire, les paroisses ne retiendront que ce qui sera nécessaire pour le clergé et les réparations, et l'évêque prendra le surplus.

Le concile d'Orange avoit été assemblé au mois de juillet 529¹⁾, et, le 5 novembre de la même année, il en fut tenu un autre à Vaison, dont le premier article tend à multiplier les écoles ecclésiastiques à la campagne, voulant que les prêtres y reçoivent chez eux les jeunes lecteurs qui ne seront pas mariés, qu'ils les élèvent come de bons pères, leur faisant apprendre les psaumes, lire l'Écriture, et les instruisant dans la loi de Dieu, afin de se préparer de dignes successeurs ; que, cependant, lorsqu'ils seront venus en âge, si quelqu'un d'eux veut se marier, on lui en laissera la liberté. L'évêque Constance souscrivit le troisième à ce concile, et c'est la dernière fois qu'il est mention de lui, quoiqu'il paroisse avoir survécu de quelques années.

Les rois de France, Childebart et Clotaire, faisoient la guerre à Godomar, roy de Bourgogne, et s'emparèrent des villes d'Autun et de Vienne. Il semble même que, pour être plus à portée d'envahir tous ses états, ils eussent, d'abord, fait alliance avec Athalaric, maître de la Provence et du Gapençais, et que les Ostrogots eussent eu, de ce côté, le même succès [f° 7] que les François du côté de Vienne, car, on voit, dans un des livres de Cassiodore², que les Bourguignons, vaincus dans une bataille, aiant perdu une partie de leurs états, les recouvrèrent en demandant la paix, qui leur fut accordée au moyen de ce que Godomar, leur roi, se rendit tributaire d'Athalaric.

Thierry, roy de Metz, frère de Childebart et de Clotaire,

¹⁾ Cf. *Gallia*, I, 453-4.

²⁾ Cassiod. *Variar.* lib. XI, ep. 1a.

prit aussi quelque part à cette guerre, et Théodebert, son fils, s'étant rendu maître de la plupart des places que les Visigots occupoient dans le Languedoc, il se proposoit de passer le Rhône, de faire le siège d'Arles et de conquérir tout le reste de la Provence qui appartenoit aux Ostrogots d'Italie. Mais ces peuples lui aiant opposé l'armée qui avoit agi l'année précédente (533) contre les Bourguignons, son expédition demeura pour lors en projet, et il fut même obligé de reprendre le chemin de Metz, à cause de la maladie dangereuse de Thierry, son père.

Athalaric étant mort en 534, la foiblesse de Théodat, son successeur, et le mépris que toute la nation avoit pour lui, rendent inutile à Godomar l'alliance qu'il avoit contractée avec les Ostrogots. Childebert, Clotaire et Théodebert arment contre lui, le mettent en fuite, et partagent entre eux ses états¹, soit depuis qu'étant tombé entre leurs mains ils l'eurent fait enfermer dans un château, come dit Procope, ou parce que, depuis sa déroute, on n'entendit plus parler de lui²).

Pendant les Ostrogots possédoient encore la Provence, le Gapençois et une partie du Dauphiné, lorsqu'en 536, après le meurtre de Théodat, Vitigès, son successeur, aiant à résister aux troupes de l'empereur de Constantinople, commandées par Bélisaire, retira celles qu'il avoit en deçà des Alpes et céda même aux rois des François tout ce que les Ostrogots y avoient possédé³). Cette cession

¹ Marii Avent. *Chron.* ad ann. 534.

² Alors (534) fut consommée la ruine définitive du royaume de Bourgogne : « *Paulino juniore, indictione XII. Hoc consule, reges Francorum Childebertus, Chlotharius et Theudebertus Burgundiam obtinuerunt et, fugato Godomaro rege, regnum ipsius diviserunt* (Marius Avent. ap. D. Bourquet, *Hist. des Gaules*, t. II, p. 15). Il n'est pas improbable que Godomar, obligé de fuir, ne se soit réfugié dans la vallée solitaire et peu accessible des Alpes Gapençaises, qui, de son nom, se serait appelée *Valgodemar*. Cette vallée était alors la limite des états Bourguignons et Ostrogoths, dans une situation parfaite pour servir d'abri au dernier roi burgonde fugitif.

³ Procope, *De bello Gothico*, liv. I, c. 13. — En retour les princes mérovingiens s'engagèrent à abandonner l'alliance de l'empereur Justinien (527-565).

qui est la première époque de la domination française dans cette partie, fut confirmée par Justinien, en 540 ¹⁾, et, du depuis ²⁾, le Gapençois n'a cessé d'appartenir à l'un ou l'autre des princes français, jusqu'à la révolte de Bozon contre Charles le Chauve [879].

VELLÉSIUS,

[541-554.]

Vellesius parvint à l'évêché de Gap à peu près dans le tems que cette ville passa au pouvoir des Français, et il assista, en cette qualité, au 4^e concile d'Orléans de l'an 541; au 5^e, qui fut assemblé dans la même ville, l'an 549; à celui qui fut tenu à Paris l'an 551, et il députa son vicaire Honorat à celui d'Arles, de l'an 554 ³⁾, après quoi il n'est plus mention de lui dans les anciens monuments.

Théodebert, roy de Mets, qui avoit partagé, avec Childébert et Clotaire, ses oncles, les états des Bourguignons et la Provence, cédée par les Ostrogots ⁴⁾, fit passer une armée en Italie, en 547, pendant que les Ostrogots étoient en guerre avec les troupes de l'empereur Justinien, et il paroit que cette armée déboucha par le Gapençois ⁵⁾, puisqu'elles s'empara des Alpes Cottienes, de quelques places de la Ligurie et de presque toute la Vénétie. [F^o 7 v^o.] Aimoin a cru que ces troupes étoient restées en Italie depuis que Théodebert les y avoit conduites, l'an 539, par la même route. L'on croit qu'elles s'y soutinrent encore plusieurs années et que ce n'est qu'en 566 que Dagisthée, par l'ordre de Narsès, les obligea enfin de repasser en deçà des Alpes.

¹⁾ Procope, *op. cit.*, liv. III, c. 33.

²⁾ C'est-à-dire depuis 536 (Longnon, *op. cit.*, p. 92) ou mieux 537 (*id.*, p. 119, 434. Cf. Pagi, *Annal.* de Baronius, année 537, § 3; Fauriel, *Hist. de la Gaule mérid.*, t. II, p. 141).

³⁾ Cf. *Bulletin* de 1884, p. 49 et 53.

⁴⁾ Les diocèses de Gap et d'Embrun faisaient partie, en 537-543, des états de Clotaire I^{er}, roi de Soissons (537-61). Ceux de Digne, Riez, Senoz appartenaient à Théodebert (Longnon, p. 64-65 et 119, cf. la carte de la Gaule, en 543, pl. n^o III).

⁵⁾ *Abr. de l'hist. d'Italie* de M. de St-Marc.

Théobalde, qui avoit succédé, l'an 547, à son père Théodebert, roi de Mets ou d'Austrasie, étoit mort l'an 553. Childebart et Clotaire, ses grands oncles, lui avoient succédé. Childebart, roi de Paris, étoit aussi mort l'an 558, et Clotaire, qui avoit par là réuni toute la monarchie françoise, étant également mort en 561, ses quatre fils : Caribert, Gontran, Sigebert et Chilpéric, partagèrent ses états. Caribert qui eût le royaume de Paris, tel que Childebart l'avoit possédé, eut encore la partie de la Provence située entre la Durance et la mer ; Gontran, second fils de Clotaire, eut le royaume d'Orléans, avec les païs conquis sur les Bourguignons, et ses états s'étendirent jusqu'à la Durance et aux Alpes ¹; Chilpéric... ²).

VALLON-CORSE.]

VESTIGES GALLO-ROMAINS

à SIGOTTIER, canton de Serres.

Sigottier, chef-lieu de commune, est situé sur la rive droite de l'Aiguebelle et adossé à la base du rocher St-Michel. Au-dessus du village est un terrain inculte appelé : *Fort* ³, *le Fort*, *Fouart* ⁴.

Au nord-ouest de ce terrain, se trouve une pierre à fleur de terre, presque entièrement recouverte par l'éboulis ; elle est taillée de forme circulaire, sur un diamètre de 0^m78 à 0^m80 et une épaisseur de 0^m38 à 0^m40. A son

¹) Sons Gontran (561-592), survinrent les invasions des Lombards et des Saxons, durant lesquelles se rendirent fameux, plus pour leur audace guerrière que pour leurs vertus ecclésiastiques, Sagittarius, évêque de Gap (... 566-579, † 585), et Salonus, évêque d'Embrun (... 566-579).

² Ainsi finit ce mss. de 7 feuil. pap. n° 1 (Aux Archives des Hautes-Alpes, G, prov. 1058).

³ Parcellaire de 1611.

⁴ Parcellaire de 1719.

centre est creusé un trou elliptique dont le diamètre, à l'ouverture, est de 0^m12 et 0^m15. L'ellipse obliquant un peu, se retrécit en cône vers le milieu de l'épaisseur et ne mesure plus que 0^m06 et 0^m08 de diamètre, arrivant de l'autre côté avec un peu plus de largeur qu'au milieu. Cette ouverture évasée en ellipse d'un côté, et retrécie dès le milieu de l'autre, a la forme d'un entonnoir. C'est l'unique pierre qui, dans ce lieu inculte et retiré, ait été travaillée de la main de l'homme. Aussi a-t-elle le don d'éveiller l'attention et de piquer la curiosité. On se demande en effet, pourquoi elle est là taillée de cette forme et quel est l'usage auquel elle était destinée. La solution de ces questions peut sûrement présenter quelque intérêt.

A peu de distance de cette pierre, vers le nord, on voit un énorme monolithe gisant à terre. C'est une sorte de prisme triangulaire mesurant environ 5 m. de longueur et 1 m. + 1 m. 60 pour les largeurs des deux côtés apparents. On n'y aperçoit aucune trace d'ébauche, mais s'il n'était renversé sur le sol ce serait un *menhir*.

Le lieu où se trouvent ce monolithe et la pierre taillée n'a jamais été cultivée et ne pouvait l'être : il est aride, pierreux, sans fonds de terre, produisant cependant le chêne, l'aubépine, le buis et d'autres arbustes sauvages. Anciennement, ces espèces et d'autres encore, devaient y croître serrées et en abondance. N'ayant pas été fouillé par la main de l'homme, le sol a conservé les traces de sa destination primitive. Or, tout ce que nous y remarquons nous laisserait croire que ce fût un bois sacré où le polythéisme des temps passés accomplissait les cérémonies et les mystères de son culte.

La pierre ronde et travaillée était un autel romain. Il y avait chez les Romains trois sortes d'autels ; les uns servaient pour les victimes, les autres pour les libations et les derniers pour y déposer les vases sacrés et les offrandes. Ils étaient de toutes formes, ronds ou carrés, élevés ou non. L'autel pour les victimes avait une ouverture évasée au milieu par où le victimaire faisait couler le sang. Il en était peut-être encore de même des autels, réservés aux libations. Dans les festins ou sacrifices, on buvait trois

fois, aux divinités : 1° à Jupiter, sauveur ou conservateur, *servator* ou *sospitator* ou à la bonne santé ; (C'est de là que vient l'usage en France et ailleurs, de boire à la santé); 2° au bon génie ou à la bonne Fortune ; 3° à Mercure, pour avoir un bon sommeil. Un poète a exprimé cette coutume dans un vers :

« Ad usque tria pocula venerandos esse deos ».

Il est probable que dans ces circonstances le vin était répandu sur l'autel servant de *mensa* et coulait par l'ouverture pratiquée au centre. Mais très probablement l'autel que nous avons était réservé aux victimes. Il aurait donc servi pour le *criobole* ou immolation du bœuf. Les autels tauroboliques servant également pour ce sacrifice, nous pourrions avoir ainsi une sorte d'autel taurobolique trilithe ou élevé sur une base quelconque.

Il est vrai que les autels romains étaient ornés de quelques sculptures, mais ici, on s'est contenté d'une pierre taillée en forme de table ronde, faute de ressources. Du reste selon les circonstances on s'en tenait souvent à la pierre brute.

Ce qui fait encore dire que cette pierre servait d'autel, c'est qu'elle est près du monolithe qui pouvait bien être une divinité des Gaulois ou même des Romains, car tous les peuples païens ont adoré la pierre et Rome possédait le temple de Jupiter Lapis.

Si le *menhir* est étendu sur le sol, c'est que le christianisme s'introduisant dans le pays, détruisit tout ce qui servait à l'idolâtrie. De plus les princes chrétiens firent des édits très sévères ordonnant la destruction de toutes les pierres levées, *Petras stativas*. Ainsi agirent Chilpéric et Charlemagne. Le *menhir* et l'autel sont au point de le plus retiré du terrain et presque dans un pli du rocher St-Michel.

Pline nous vante l'excellence des bois sacrés : ils étaient les anciens temples des divinités où un culte simple et rustique leur était rendu. L'arbre le plus beau y était voué à quelque dieu et on adorait aussi bien dans le silence de ces bois que dans un temple de marbre ou de-

vant des simulacres brillants d'or et d'ivoire. Chaque espèce d'arbre avait sa divinité ¹.

Les anciens auteurs chrétiens parlent autrement de ces bois. Ils nous les dépeignent comme des lieux où sous prétexte de religion on se livrait à l'orgie, au crime.

In quibus gentiles erigebant sua idola et fana, ibique celebrabant sacrilegia sua festa et convivia : unde in iis comessando, inebriando, fornicando serviebant Baccho et Priapo (Cornel. a Lap.).

Les bois sacrés des anciens avaient des promenades ou des lieux agréables appropriés aux festins, aux jeux, aux danses, etc. Des autels y étaient dressés pour les sacrifices. Il y avait le *Fanum*, où l'oracle était consulté et donnait ses réponses. On y trouvait des points retirés ou certaines divinités recevaient un culte qu'on avait besoin de soustraire aux regards du public : *Dictus lucus, non quod ibi sint lumina religionis causa, ut aliqui volunt, sed per antiphrasim quod minime luceant* (Cornel. a Lap.).

Le voisinage de l'emplacement où est l'autel correspond assez bien aux exigences du bois sacré. On y remarque une longue terrasse suivant la ligne de l'orient à l'occident et limitant le bois sacré à sa base, tandis que le rocher de St-Michel le circonscrit aux côtés et dans le haut. Elle mesurait huit mètres environ en largeur et avait un mur de soutènement en pierres sèches dont les restes sont encore bien visibles. Elle était utilisée soit pour les jeux, soit pour les danses et autres pratiques et agréments païens. En dépassant le milieu, vers l'autel, à l'occident et à l'écart de sa largeur, on voit les bases en pierres sèches d'un édicule circulaire dont le diamètre intérieur est de 6 m. Au milieu paraissent des pierres qui ont dû soutenir quelque

¹ *Hæc fuere quondam numinum templa, priscoque ritu simplicia rura ; etiam nunc deo præcellentem arborem dicant : nec magis auro fulgentia atque ebore simulacra, quam lucos in iis silentia ipsa adoramus. Arborum genera numinibus suis dicata perpetuo servantur, uti Jovi csculus, Apollini laurus, Minervæ olea, Veneri myrtus, Herculi populus. Quin et Silvanos faunosque et dearum genera sylcis ac sua numina non secus ac cælo attributa credimus* (Lib. xii, cap. I).

construction destinée à un usage que nous ne saisissons pas. Ces bases ont une longueur de 2 m. sur un de largeur. L'édicule pouvait servir à l'oracle qu'on venait de consulter.

A l'extrémité orientale de la terrasse, on remarque un espace carré séparé par un petit fossé transversal de 1 m. 20 de largeur et formant talus des deux côtés, Ce coin retiré sous le rocher était bordé en partie d'arbustes et de broussailles. Une pierre conique est couchée sur le bord inférieur ou mur de soutènement. Cet espace séparé mesure 5 m., dans le sens de la longueur de la terrasse, et 10 m. dans le sens de la largeur. Il est probable que ce lieu était réservé et que le public n'y était pas admis à discrétion. Serait-ce là que s'élevait le simulacre de Priape, le dieu des jardins ?

Les païens croyaient que les bois sacrés étaient habités par les anciens héros, les *Forts*, *Fortes*. C'est ce que nous apprennent Virgile et d'autres auteurs profanes. Cette croyance nous offre une raison de la dénomination de *Fort* donnée à cet espace inculte. Mais nous pensons qu'il fut surtout appelé *Fort* parce qu'on y rendait un culte à la Fortune qui était le dieu *Fort*. Pline nous dit, en effet, qu'on attribuait tout à ce dieu ¹.

Nous voyons par là que les Romains n'eurent pas grand'peine à faire accepter aux Gaulois, ce Dieu pour *Teutatès* qui était tout.

Du reste, les gentils ont toujours rendu un culte à la Fortune, au dieu qui donnait la victoire dans les hasards de la guerre et des batailles. Les uns l'appelèrent *Fortune*, les autres *Mars*. Les anciens Germains l'appelaient *God* de *Gad* qui signifie *félicité* de *fortune*. Et dans les anciens papiers terriers de Sigottier, le quartier du village

¹ *Toto mundo et locis omnibus omnibusque horis, omnium vocibus sola fortuna invocatur et una naminator, una accusatur, una agitur rea, una cogitatur, sola laudatur, sola arguitur, et cum conviciis colitur, volubilisque existimata, vaga inconstans, incerta, varia, indignorumque fau-trix, huic omnia expensa, huic omnia feruntur accepta, adeoque obnoxia sumus sortis, ut sors ipsa pro deo sit, quo deus probatur incertus* (Plin. lib. II, cap. VII).

situé au-dessous du *Fort* ou *Fouart* est appelé serre *Guot*, terme qui se rapproche beaucoup de *God* et de *Gad*. Il n'est pas certain que le parcellaire ait donné l'orthographe primitive de *Guot* qui se prononçait *Gouod*. Il est permis de conclure de là, que même avant l'invasion des Romains, ce lieu était déjà consacré à *God* ou *Gad* qui, sous la domination romaine devint le *Fort* ou la *Fortune*,

Au témoignage de Plutarque, Ancus Martius, neveu de Numa (*sorore Numæ natus*) éleva le premier un temple à la Fortune et en fit le surnom de *Force* ou *Courage*.

Videturque fortunam cognominem fecisse fortitudini, cui ad obtinendam vicloriam fortuna plurimum confert.

Plus loin, il ajoute que les Romains élevèrent un temple dans les jardins de César, à la Fortune, au dieu fort, qui a la puissance de tout vaincre.

Quae vero ad Tiberim dedicata est fortuna fortis scilicet, vi omnia vincendi prædita et generosa, ei fanum in hortis populo a Cæsare legatis ædificaverunt (Plutarque, liber de *Fortuna Romana*).

D'après St Jérôme, les anciens célébraient les fêtes de la Fortune à la fin et au commencement de l'année. Et c'est de là que vient l'usage, encore en vigueur, de commencer et de terminer l'année par des réjouissances et en s'adressant des vœux de bonheur et de prospérité. Le christianisme a sanctifié cette coutume en ordonnant le chant du *Te Deum* et du *Veni Creator*.

Il est probable que le bois sacré et le rocher St-Michel portaient le même nom et étaient voués au même dieu *Fort*. Mais le christianisme s'implantant à Sigottier et dans les environs détruisit l'idolâtrie. Le rocher dédié au dieu *Fort* fut voué à l'archange St Michel et ainsi appelé : *Quis ut Deus ?* Qui est fort comme Dieu ? Le rocher et le bois sacré constituaient des haut lieux où on rendait un culte à diverses divinités.

La Fortune ne paraît pas avoir été l'unique idôle de ces lieux.

En interprétant les vestiges que présente la tradition populaire, il est aisé de voir que Bacchus, dieu de la vigne, était aussi connu.

La tradition populaire prétend que des processions se faisaient du haut du rocher St-Michel à Sigottier, suivant un sentier difficile dans le rocher. Ce passage est appelé *Liberous*. Après l'avoir examiné, il n'est pas possible d'affirmer qu'une procession chrétienne, composée généralement de ce qu'il y a de faible et de timide, se soit jamais aventurée dans ce précipice. Il fallait pour suivre ce sentier, être vigoureux et ne pas craindre le vertige. Quelle serait alors la base de cette tradition ? Il nous semble qu'elle se rapporte aux fêtes libérales en l'honneur de Bacchus se célébrant par des processions qui, très probablement, n'ont jamais franchi le passage, mais s'arrêtaient à un point donné pour sacrifier à *Liber*, autre nom de Bacchus qui concorde avec la dénomination du chemin *Liberous* qu'on écrivait *Liberus*. En effet, à un point culminant et de facile accès, on rencontre les restes d'une construction ayant la forme d'un triangle irrégulier, dont la hauteur mesure 10 m. avec six de base. Le côté nord est formé par le roc. De là on domine la vallée et l'ancien vignoble. Ce point paraît avoir été choisi pour se rendre Bacchus propice. Les anciens avaient l'habitude de sacrifier sur les hauteurs ; s'ils n'étaient pas exaucés sur un point, ils allaient à un autre et si la montagne ne leur était pas favorable, ils descendaient dans la plaine.

Mais comment *God*, dieu des Germains, dont nous trouvons des vestiges significatifs dans *Serre Guot* qu'on prononçait *Gouot* ou *Gouod*, a-t-il pu être connu à Sigottier ? D'après les interprètes de la Bible, *God* est le même que *Gad* qui vient de l'Orient. *God* ou *Gad* a donc pu être connu dans la haute Provence soit, par la voie du nord, par les Germains, les Celtes et les Gaulois, soit par quelque colonie asiatique débarquée sur le littoral de la Méditerranée et qui se répandit jusques dans le Serrois. Cette dernière supposition est d'autant plus plausible, qu'une colonie de juifs existait à Serres au Moyen-Age ; elle pouvait bien être la suite d'une émigration antérieure. Du reste, les Phocéens fondèrent Marseille et peuplèrent la Provence. Ils y introduisirent quelque chose de leur religion et de leurs coutumes sur les sépultures. Il n'y

aurait donc rien d'étonnant que certains vestiges fussent empreints de civilisation asiatique et orientale. Et les vestiges que nous poursuivons ne se rapportent pas seulement à la religion, mais encore aux sépultures.

Sur la rive gauche de l'Aiguebelle coulant de la vallée de la Piarre, s'élève la roche d'Annielle parallèlement au rocher St-Michel. Sur son côté sud-est, se trouvent des grottes creusées naturellement dans le calcaire. Plusieurs d'entre-elles ont reçu un terrain meuble dans lequel on trouve une très grande quantité d'ossements humains, mêlés à quelques ossements d'animaux. Il est évident que ces grottes ont servi de cimetière à une époque plus ou moins reculée.

Mais, d'abord, il paraît certain qu'elles n'ont pas servi aux sépultures chrétiennes. Si elles avaient été des cimetières chrétiens, elles seraient fermées, et de plus, dans la tradition populaire, elles ne seraient pas réputées habitées par le diable. Les chrétiens ont toujours enseveli leurs morts près des églises ou de leurs demeures. En temps de persécution, ils avaient des cimetières particuliers dans leurs propriétés.

Mais peut-on affirmer que les païens avaient l'habitude d'ensevelir leurs morts dans des lieux éloignés et solitaires ? Oui, et c'est là un fait bien certain : d'abord, chez les Romains, une loi des douze tables ordonnait que les morts fussent ensevelis loin de toute habitation et de toute cité. Elle ne faisait d'exception que pour les Vestales, les généraux triomphateurs et les prêtres de tout ordre. Cette loi ne fut abrogée que sous Théodose. Les rescrits de Dioclétien et de Maximien défendirent également d'ensevelir les morts près des habitations. Ils motivèrent l'un et l'autre leur défense sur la crainte que les droits sacrés des municipes ne fussent pollués. *Ne sanctum municipiorum jus pollueretur.*

Les païens craignaient encore que les cadavres près des habitations ne nuisissent aux choses sacrées. Ainsi, ils pensaient que tout ce qui était consacré aux dieux célestes pouvait être souillé par le seul regard ou contact d'une chose funèbre. Il était défendu à ceux qui célébraient

des funérailles de sacrifier ou de s'acquitter de quelque œuvre sacrée. Si pour quelque motif grave il fallait faire l'un et l'autre, on commençait par la chose sacrée et après l'avoir entièrement achevée, on en venait à l'œuvre funèbre. Ainsi Horatius Pulvillus dédiant le capitol et recevant en même temps de ses ennemis la nouvelle de la mort de son fils, refusa de reconnaître le mort jusqu'à ce qu'il eût achevé de dédier le temple. Au témoignage de Lucien, il en était de même chez les Grecs.

Les païens éloignaient les sépultures de leurs cités et de leurs habitations, non seulement pour se préserver de l'odeur cadavérique, mais encore par convictions ou préjugés religieux et politiques.

Ce point historique reconnu nous fait comprendre comment les grottes de la roche d'Annielle appelées : *Tunés de Grapelet*, renferment en abondance des ossements humains.

A quelle époque ont-elles servi de sépulture ? Ce ne peut être que durant la période de la domination romaine et plus spécialement pendant les quatre ou cinq siècles qui ont suivi les deux premiers de notre ère.

Dans ces deux premiers siècles, l'incinération ayant été plus généralement pratiquée, on peut admettre que les lieux de sépulture de cette époque peu apparents, ne sont pas parvenus jusqu'à nous. Néanmoins comme les philosophes et les savants païens n'avaient pas les mêmes sentiments sur la crémation des corps, l'inhumation et l'incinération ont pu être pratiquées simultanément, même durant ces deux premiers siècles jusqu'au sixième de notre ère. Dans ce cas elles auraient déjà servi antérieurement au troisième siècle. De plus dans les provinces romaines, comme les Gaules, le paganisme ayant pu persister plus longtemps, elles auront aussi, plus tard, servi à la même fin.

On ne peut guère faire remonter à la période Gauloise l'époque où ces grottes commencèrent à servir de sépulture, puisque chez les Gaulois le tumulus signalait les tombeaux.

Mais une colonie Phocéenne fonda Marseille et s'établit en Provence. Cette colonie conserva ses mœurs, ses usages et sa civilisation asiatiques. Elle se répandit fort avant dans les Gaules et arriva facilement à Sigottier pour y introduire quelques usages orientaux à l'égard de la sépulture des morts. Dans cette hypothèse, le temps où l'on aurait commencé d'ensevelir dans ces grottes remonterait à une antiquité très haute. Plus tard, les Romains trouvant ces sépultures conformes à leurs coutumes et à leurs lois, n'y furent pas hostiles, et les populations continuèrent d'en user jusqu'au VI^e ou VII^e siècle, ou mieux, jusqu'à l'extinction complète du polythéisme.

Si ces lieux de sépulture convenaient aux pouvoirs publics et aux coutumes, ils étaient aussi en harmonie avec la fortune des habitants du pays qui ne devaient pas être en mesure de donner du luxe à leurs tombeaux. Ces grottes naturelles n'ont, en effet, reçu d'autre appropriation à leur fin qu'un terrain transporté. Ces tombeaux n'étaient donc que des puticules des *polyandres* ou des ossuaires païens.

Mais si les morts étaient pauvres, il est très probable qu'il y avait peu d'esclaves, et les vivants n'auront pas manqué de témoigner quelque attachement naturel à ceux qu'ils avaient ensevelis. Il se seront alors conformés aux usages existants, et auront enterré, avec le défunt, soit les ossements de quelque animal sacrifié en cette circonstance, soit quelque objet leur ayant appartenu. Des fouilles pourraient justifier ces prévisions. Toutefois, le pays étant pauvre, les trouvailles ne seront jamais très riches, sauf pour la rareté.

De plus, il n'est pas certain que ces cimetières n'aient déjà été fouillés dans le passé. Le désordre dans lequel on trouve les ossements à la superficie, semblerait le prouver. Et dans le pays, on rapporte qu'on y a trouvé une crémalière de 36 anneaux avec un chaudron ou espèce de marmite et un couteau dont le manche était en or.

Cette trouvaille concorde avec les coutumes païennes. Les païens, en effet, mettaient dans la tombe des morts.

des comestibles et même des instruments de cuisine pour les cuire.

Les anciens pères de l'Église nous disent que cet usage a été christianisé. Les païens convertis durent offrir ces comestibles aux pauvres. De là, cet usage répandu de nos jours encore, de faire des distributions aux pauvres, de donner des repas à l'occasion de quelque mort. Ainsi à Sigottier, à la mort d'un parent, il est d'usage d'offrir du pain ; c'est ce qu'on appelle : *Donner un pain bénit, faire une offrande*. Cet usage doit remonter à une très haute antiquité et très probablement a été christianisé.

Comme nous l'avons remarqué plus haut, la tradition populaire prétend que ces grottes sont habitées par le diable. Dans le langage vulgaire, *Grapelet*, c'est le diable, et on appelle les grottes : *Tunès de Grapelet*, c'est-à-dire Cavernes du diable.

Nous ne connaissons pas les grottes d'Agnelle, canton d'Aspres, mais, Cambry qui en a parlé, nous apprend que la tradition populaire les fait aussi habiter par le diable, les sorciers, etc. *Elles étaient décorées, dit-il, du nom de palais, et plusieurs le portent encore aujourd'hui. Quelques personnes les font habiter par des princes, celles-ci par des diables et des sorciers, celles-là par des moines ou des saints et quelques autres par les anciens.* (Cambry, 1805. Monuments celtiques ou recherches sur le culte de la pierre).

Quelle peut être la base de cette croyance qui s'est conservée à travers les âges ?

Cette croyance se rapporte évidemment à l'habitude qu'avaient les païens de pratiquer la nécromancie dans les tombeaux. Ainsi, dans certaines circonstances, ils y dormaient afin de connaître, soit l'avenir, soit la détermination à prendre dans un cas difficile, et recevoir l'intuition et la vision des prophètes. Ils y rendaient aux morts le culte de la divinité et leur demandaient des songes les avisant de ce qu'ils avaient à faire dans les choses cachées et douteuses. C'est ce qu'affirment St Cyrille et Théodoret.

St Jérôme, citant Aristophane, rend le même témoignage. Les païens, dit-il, après leurs sacrifices, dormaient dans

les tombeaux, sur les dépouilles des victimes, afin de connaître l'avenir ¹.

Tertulien nous dit aussi que les païens d'Afrique puisaient leurs oracles dans les tombeaux des anciens, où ils dormaient, et les Celtes, en passant les nuits sur les lieux d'incinération et de sépulture des héros, des forts ².

C'était surtout les magiciens et les devins qui fréquentaient les tombeaux. Ils y consultaient le démon et s'y entretenaient avec lui. D'après St Jean Chrysostome, les démons ont une prédilection pour les tombeaux parce qu'étant très fétides et très impurs (*quia foetidissimi et spurcissimi*), ils revêtent les corps fétides des morts et habitent les lieux infects comme eux, tels que les tombeaux, les cavernes et les lieux de gibet.

Au témoignage de St Jean Chrysostome, de Théophilacte et d'Eutymius, les démons agissaient ainsi afin de faire croire aux hommes que les âmes des morts se transformaient en démons et demeuraient avec leurs corps ensevelis.

Les anciens païens évoquaient donc les morts et consultaient les démons qui leur parlaient dans les tombeaux et les cavernes.

Si ces pratiques avaient réellement lieu (et comment en douter après avoir entendu les témoins que nous venons de citer ?) n'est-il pas manifeste que la tradition populaire faisant habiter les grottes ou cavernes de *Grapelet* et autres similaires par les diables et les sorciers est basée sur ces faits historiques ?

Il est remarquable que les deux localités ayant des grottes que la croyance populaire fait habiter par les diables et les sorciers portent le nom d'Annielle ou Agnelle. Est-ce là une coïncidence due au simple hasard, ou une circons-

¹ *Ubi stratis pellibus hostiarum incubare soliti erant ut somniis futura cognoscerent. Quod in fano Esculapi usque hodie error celebrat ethnicorum multorumque aliorum quæ non sunt alia nisi tumuli mortuorum* (in Math.).

² *Nasammonas propria oracula apud parentum sepulchra mansitando captare ut Heraclides scribit; et Celtas apud virorum fortium busta eadem de causa abnoctare.* (Tert. lib. de anim. cap. LIV).

tance quelconque qui a motivé et produit cette similitude de noms ? C'est ce que nous ne saurions dire, et sans rien affirmer nous nous permettons de placer ici un point d'interrogation. Annielle de Sigottier, dont les flancs sont percés de grottes dans lesquelles des morts nombreux étaient ensevelis ne dériverait-elle pas d'*Anna Perennis*, la bonne déesse qui aurait présidé aux années paisibles, dont étaient censé vivre ceux que la cruelle mort avait frappés. *Annielle* serait un euphémisme pour se la rendre plus douce encore, car *Anna* en style biblique signifie *miséricordieuse*.

L'abbé FAZY.

ANALYSE

DES

DÉLIBÉRATIONS DU DIRECTOIRE

DISTRICT DE GAP

Du 13 juillet 1790 au 18 brumaire an IV.

(Suite¹).

[Année 1794.]

15 nivose an 2 [4 janv. 1794]. — *MM. Lafont et Blanc, arrêtés comme suspects.* — Arrêté portant que les cit. Lafont, juge du tribunal du district de Serres, et Blanc, notaire, tous deux natifs de Gap, seront de nouveau visités par le cit. Jean Eyméoud², officier de santé de l'hôpital militaire, assisté du cit. Chapuzet, chirurgien, à l'effet de constater l'état de santé ou de maladie dans lequel se trouvent ces détenus.

Le 10 frimaire [30 nov. 1793], *MM. Lafont et Blanc* avaient présenté au district une demande de sursis pour être transférés à Grenoble. M. Eyméoud avait attesté qu'ils

¹ Voir, ci-dessus, p. 229-255.

² Encore vivant en 1842.

étaient indisposés de manière à ne pouvoir supporter la route.

16 nivose an 2 [5 janv. 1794]. — *Commissaires nommés pour recueillir les souliers*. — Le district nomme des commissaires pour recueillir les souliers confectionnés dans diverses communes. Les commissaires sont les cit.

André et Grimaud, pour Gap ;

Bosse, pour Saint-Bonnet ;

Rappelin, pour Veynes et la Roche ;

Pillet, pour Tallard et la Saulce.

18 nivose an 2 [7 janv. 1794]. — *Réquisition de foin et d'avoine*. — Réquisition faite par les représentans du peuple à Commune affranchie [Lyon], de 8.000 quintaux de foin et de 700 quintaux d'avoine, dans le département des Hautes-Alpes. Le district de Gap devait pour sa cote-part, 600 quintaux de foin et 200 quintaux d'avoine. Dans la sous répartition, la commune de Gap est comprise pour 60 quintaux de foin.

24 nivose an 2 [13 janv. 1794]. — *Approvisionnement des marchés*. — Les administrateurs du district considérant que les réquisitions particulières qui ont été faites aux communes d'approvisionner les marchés de Gap, n'ont pas eu l'effet que l'administration devait en attendre, ordonnent que, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, les officiers municipaux de diverses communes désignés dans leur arrêté, seront tenus, sous leur responsabilité, de faire apporter à chaque marché de Gap, de Veynes et de Bonnet-libre, une certaine quantité de grains.

28 nivose an 2 [17 janv. 1794]. — *Réquisition de foin faite à la ville de Gap*. — Réquisition aux officiers municipaux de la commune de Gap, de faire fournir, dans trois jours au plus tard, mille quintaux de foin, sans que cette quantité puisse être imputée sur les précédentes réquisitions.

L'arrêté du district est motivé sur ce que les 3.900 quintaux de foin que les communes devoient fournir, il n'en était rentré que 2.000, et que le magasin en était totalement dépourvu.

Fin du 3^e registre.

7 et 12 pluviöse an 2 [26 et 31 janv. 1794]. — *Achat de divers objets pour l'équipement de 1000 hommes.* — Les délibérations des 7 et 12 pluviöse an 2 sont relatives à l'achat des étoffes, toiles, cuirs et autres objets pour l'équipement et le campement de mille hommes d'infanterie et cent hommes de cavalerie, en exécution de l'arrêté du Comité du Salut public du 25 brumaire. Le cit. Gérard, membre du directoire du district, s'étant rendu à Grenoble avec le cit. Callandre, avaient acheté une partie des objets demandés, mais n'avaient pas trouvé de cuirs. Par l'arrêté du 7 pluviöse, le cit. Guion, négociant, et le cit. Jean-Pierre Brutinel, sont nommés députés pour se rendre à Grasse, pour y acheter les cuirs nécessaires, tant pour la fourniture à faire par le district, que pour approvisionner les cordonniers et leur fournir les moyens de faire des souliers pour les défenseurs de la patrie.

12 pluviöse an 2 [31 janv. 1794]. — *Réquisition de chanvre.* — Arrêté portant que, dans les 24 heures de sa réception, les municipalités du district feront procéder au recensement de tous les chanvres qui se trouvent au pouvoir des citoyens, et que tout celui qui excèdera les besoins des particuliers sera apporté de suite au dépôt du district. — Ces chanvres étaient mis en réquisition pour le service de la marine par une loi du 20 septembre 1793.

24 pluviöse an 2 [12 févr. 1794]. — *Réquisition de foin et d'avoine.* — Nouvelle acquisition de 500 quintaux de foin et de 60 quintaux d'avoine pour les magasins de Brutinel. — La commune de Gap n'est pas comprise dans la sous-répartition.

25 pluviöse an 2 [13 févr. 1794]. — *Réquisition de blé.* — Arrêté qui autorise le fournisseur des étapes à prendre trente charges de blé sur la quantité que le cit. Ruffo a dans la commune de Chabestan, pour être exclusivement employées au pain de la troupe.

25 pluviöse an 2 [13 févr. 1794]. — *Divers officiers municipaux mandés au district.* — Les officiers municipaux des communes de la Bâtie-Vieille, Sigoyer, Pelleautier, Mantéyer, la Roche, la Rochette, la Bâtie-Neuve, Ram-

baud, Jarjays, Ancelle, Laye, Saint-Laurent, Montgardin, Forest-St-Julien et Chorges, sont tenus de se rendre dans le jour auprès de l'administration du district pour rendre compte de leur conduite sur l'inexécution de l'arrêté du 24 nivose relatif à l'approvisionnement des marchés, à peine d'être traduits. . . . (il n'est pas dit par qui).

26 pluviôse an 2 [14 févr. 1794]. — *Réquisition de selles, brides, etc.* — La commission des subsistances avait le droit de prendre partout où elle en trouverait des selles, brides, bridons d'abreuvoir, licols, mords, sangles et autres objets nécessaires pour l'équipement de la cavalerie.

L'administration nomme des commissaires pour user du droit de préhension sur les objets de cette nature qui pourront se trouver dans les ateliers, les boutiques et les maisons de diverses communes.

Noms des commissaires :

Grimaud, notaire, et André, ex-avoué, Villar, Joseph Pellegrin, Rappelin et Amator Mondet, cit. de Gap.

26 pluviôse an 2 [14 févr. 1794]. — *Apposition de scellés sur le mobilier de divers émigrés.* — Les cit. Grimaud, notaire, et André, ci-devant avoué, sont nommés commissaires pour apposer les scellés sur les meubles, titres et effets de toute nature appartenant à François-Henri La Broue-Vareilles, ex-évêque de Gap ; Vareilles, son neveu et chevalier de Malte ; François Briançon-Belmont, général-divisionnaire des armées de France, et Alphonse Martin-Mérueil, fils, portés sur la liste des émigrés par arrêté de l'administration du département du 3 du courant.

29 pluviôse an 2 [17 févr. 1794]. — *Réquisition de bois.* — Arrêté du 22 nivose an 2 pris par les représentans du peuple à Commune-affranchie, lequel met en réquisition les bois propres à la construction et à la nature des vaisseaux, ainsi que les chanvres et goudrons.

Les administrateurs du district, toujours empressés de faire exécuter les lois et les arrêtés des représentans, ordonnent la publication de cet arrêté.

3 ventose an 2 [21 févr. 1794]. — *Envoi à Paris de deux cit. pour apprendre à faire le salpêtre.* — Les

administrateurs du district, pleinement convaincus du civisme et de l'intelligence des cit. François Vivian-Vernis, de Jarjays, et Dominique Brulé, de Gap, les nomment pour se rendre à Paris, pour s'instruire dans l'art de raffiner le salpêtre, fabriquer la poudre, fondre et forer les canons.

5 ventose an 2 [23 févr. 1794]. — *Réquisition de foin, etc.* — Les officiers municipaux du district mettront en réquisition les fourrages en trèfle, sainfoin et luzerne qui peuvent se trouver chez les différents particuliers. Ils seront transportés au magasin de Gap et payés au prix du maximum.

Cette réquisition est faite par les représentans de Commune-affranchie, le 6 nivose [26 déc. 1793] précédent.

15 ventose an 2 [5 mars 1794]. — *Réparation des routes.* — Arrêté qui autorise le cit. Janson, ingénieur ordinaire, de faire toutes les réquisitions que les besoins exigeront pour parvenir à la confection des routes ; réquisitions auxquelles les municipalités et les particuliers seront tenus de satisfaire.

1^{er} germinal an 2 [21 mars 1794]. — *Extraction de salpêtre.* — Un atelier pour l'extraction du salpêtre avait été établi dans la maison ayant appartenu à Hugues, émigré. Le district nomme le cit. Antoine Trichon, pour se rendre à cet atelier, pour se perfectionner dans ce travail sous le cit. François Couard, préposé de la régie, arrivé la veille à Gap.

22 germinal an 2 [11 avril 1794]. — *Réparation des chemins.* — En exécution d'un arrêté des représentans du peuple près l'armée des Alpes, daté d'Embrun le 17 du courant, portant que, dans le délai de trois décades, tous les districts du département feront réparer les chemins situés dans leur arrondissement, et qu'en conséquence ils requerront le nombre d'hommes, de charrettes, de chevaux et d'outils nécessaires. Les membres de l'administration du district de Gap nomment des commissaires pour surveiller l'exécution des travaux, savoir :

Le cit. Jean-François Chansson et Honoré Gérard, pour la route de Gap à Embrun ;

Les cit. Jean Jacob, Jean Marchand et Dominique Isnard, pour celle de Gap à Grenoble ;

Les cit. Gaspard Artaud, Jean Leautier et Jean Gontard, pour la route de Gap à Sisteron ;

Et le cit. Jean Rappelin, pour celle de Gap à Serres.

Les cit. Pellet, Escalle et Burle, administrateurs du conseil du district, sont nommés commissaires pour se rendre sur les routes et presser l'exécution des travaux.

Fin du 4^e registre.

Registre n° 5.

NOTA. — Ce registre, destiné aux délibérations concernant les secours accordés par la Convention nationale à la classe indigente, ne contient qu'un seul arrêté.

1^{er} germinal an 2 [21 mars 1794]. — *Secours aux indigents*. — Arrêté portant répartition entre les communes du district de Gap de la somme de 13,330 fr. 2 c. formant son lot dans les dix millions votés par la Convention. — La commune de Gap obtient 2.800 fr., eu égard à sa population.

Registre n° 6.

6 floréal an 2 [25 avril 1794]. — *Patriotisme du cit. Blanc, orfèvre*. — Le cit. Blanc, orfèvre de Gap, dit qu'un particulier de Châteaueux, district de Grasse, s'est présenté chez lui, pour vendre quelques pièces d'argent dénaturées, qui paroissent avoir formé une cuiller du poids de 4 onces et 1 gros¹⁾); qu'il a cru de son devoir de retenir cet objet et d'en faire la remise au district. Les administrateurs lui donnent acte de cette remise, en applaudissant au zèle qu'il montre.

7 floréal an 2 [26 avril 1794]. — *Réquisition de cochons*. — Arrêté qui prescrit aux officiers municipaux de procéder au recensement des cochons, tant mâles que femelles.

1) Soit 100 grammes 96. — Suivant les *Tables de comparaison entre les mesures anciennes du département des Hautes-Alpes et celles qui les remplacent dans le nouveau système métrique*, publiées par ordre du préfet, [par Martin, professeur de mathématiques à l'École centrale de Gap, (Gap, Jos. Allier, [an 10], in-12 de 134 pages), la livre de Gap valait 16 onces, chacune du poids de 24 grammes 50 (p. 64). On sait que l'once se divisait en 8 gros.

âgés de plus de trois mois ; la rémission d'un huitième de ces animaux devant être faite aux agens chargés de les recevoir, en conformité de l'arrêté du Comité du Salut public du 22 germinal an 2 [11 avril 1794].

15 floréal an 2 [4 mai 1794]. — *Réquisition de vieux linge, etc.* — Invitation à tous les citoyens de fournir la plus grande quantité de vieux linge, chiffons, vieux drapoux, qu'ils pourront posséder.

21 floréal an 2 [10 mai 1794]. — *Réparation du chemin sous le rempart.* — Le cit. Janson, ingénieur ordinaire, est autorisé à requérir 40 citoyens qui seront munis de pèles et de pioches, cinq voitures avec des tombereaux, et 30 mulets ou chevaux à bât, pour travailler au chemin qui se trouve au-dessous des remparts de Gap. — Le cit. Jean Rappelin est nommé commissaire pour surveiller les travaux.

22 floréal an 2 [11 mai 1794]. — *Réquisition de charrettes, etc.* — Les administrateurs du district, considérant que l'un des principaux moyens à employer pour parvenir à terrasser les ennemis de la République et à affermir la liberté, est celui de pourvoir au besoin des armées, arrête que les officiers municipaux de l'arrondissement désigneront le nombre de charrettes attelées et de chevaux ou mulets que les citoyens pourront remettre sans nuire aux travaux agricoles et aux transports des denrées, pour être employés au transport des subsistances, ou pour tout autre service de l'armée.

24 floréal an 2 [13 mai 1794]. — *Réquisition de foin, de paille et d'avoine.* — Répartition entre les communes du district, de 2.500 quintaux de foin, 2.000 quintaux de paille et 15.500 boisseaux¹⁾ d'avoine pour être versés dans les magasins de la République à Guillestre. — La commune de Gap devait fournir 105 quintaux de foin, 110 de paille et 10 charges d'avoine. — La réquisition frappée sur le département était de 7.800 quintaux de foin, 6.200 de paille et 39.700 boisseaux d'avoine.

28 floréal an 2 [17 mai 1794]. — *Mandat d'arrêt contre*

¹⁾ Soit 715 hectolitres 55. Le boisseau valait 13 litres 01.

le cit. Dhéralde. — En exécution d'un arrêté du représentant Dherbez-Latour, du 19 du courant, et du procès-verbal du comité de surveillance, du 25 du même mois, contenant mandat d'arrêt contre le cit. Dhéralde, de Gap, les administrateurs du district nomment le cit. Pomponne-Gaëtan Gautier, commissaire pour apposer les scellés sur les meubles et effets mobiliers dud. cit. Dhéralde, en laissant à son épouse et à ses enfans les meubles, hardes et linge à leur usage.

1^{er} prairial an 2 [20 mai 1794]. — *Bibliothèque publique.* — Les administrateurs du district, d'après le vœu exprimé par la Société populaire sur les talens et le civisme des cit. Provensal-Lompré et Jean-Louis Richaud, les nomment commissaires pour procéder au recolement des inventaires qui ont été faits des livres et manuscrits des ci-devant corps et communautés ecclésiastiques du district, et pour inventorier les livres des émigrés. — Le même arrêté ordonne à l'ingénieur ordinaire de dresser un devis des réparations à faire à la maison Dugues, émigré, désigné comme l'emplacement le plus convenable pour y établir une bibliothèque publique, conformément au décret de la Convention du 18 pluviôse an 2 [6 févr. 1794].

2 prairial an 2 [21 mai 1794]. — *Mandat d'arrêt contre le cit. Ardent, médecin.* — Le comité de surveillance de Gap, par son procès-verbal du 29 floréal dernier, ayant lancé un mandat d'arrêt contre le cit. Ardent, médecin, prévenu d'incivisme, et celui-ci s'étant soustrait à l'exécution de ce mandat, le district nomme le cit. Laurent André pour procéder à l'apposition des scellés, etc. (V. ci-dessus l'affaire de M. Dhéralde).

6 prairial an 2 [25 mai 1794]. — *Suite de la réquisition du 24 floréal.* — Les administrateurs du district arrêtent que les cit. Claude Gérard et Antoine Pellet, administrateurs, se transporteront sur le champ, avec des gendarmes, l'un dans les communes du Champsaur, et le second, dans celles du côté de Veynes pour presser le départ des foins, paille et avoine que lesdites communes doivent fournir. Ces commissaires sont autorisés à requérir la force armée

pour l'exécution de leur commission, et d'user de toute l'autorité qui est confiée au district.

28 prairial an 2 [16 juin 1794]. — *Réquisitions*. — Arrêté portant que l'agent national se rendra de suite, avec la force armée, dans toutes les communes du district, pour s'assurer de toute l'avoine qui peut y exister et la faire verser dans les magasins de la République à Guillestre.

Nota. — Combassive signe comme secrétaire depuis le 27 dud.

30 prairial an 2 [18 juin 1794]. — *Levée de chevaux et mulets*. — En exécution du décret du 18 germinal et de l'arrêté du Comité du Salut public du 9 floréal, les administrateurs du district nomment les citoyens Martel, Escalle et Burle, administrateurs, Jean-Pierre Martin, de Gap, et Vallon-Corse, de la Bâtie-Vieille¹⁾, pour se transporter dans les divers cantons, à l'effet d'opérer le rassemblement *prompt et entier* des chevaux, mulets et harnois qui se trouvent dans ces cantons. — Les opérations seront terminées dans le courant d'un décade, sous peine, par les commissaires nommés, de demeurer responsables de leur lenteur ou de leur inexécution.

4 messidor an 2 [18 juin 1794]. — *Réquisition des prairies*. — Les cit. Jean-François Chabre, Antoine Delaup, Paul Ubaud et Charles Rostan, se rendront sur le champ dans les communes rurales du district pour reconnaître et désigner les prairies sur lesquelles il faudra faire porter la réquisition, pour servir à réparer les chevaux de la République, envoyés en rétablissement dans les Hautes-Alpes. — La société populaire avait désigné ces commissaires.

6 messidor an 2 [24 juin 1794]. — *Approvisionnement du marché de Gap*. — Le 23 et le 30 prairial précédent la municipalité de Gap annonçait qu'il n'avait pas paru, aux marchés de ces deux jours, un seul grain de blé, tandis qu'il en faudrait 25 charges par marché. Les administrateurs du district avaient requis, en conséquence, les communes

¹⁾ Il ne faut pas confondre ce personnage avec François Vallon-Corse, bourgeois de Gap, mort en 1791 (Cf. le *Bulletin* de 1884, p. 31 et suiv., et, ci-dessus, p. 390).

de la Roche et de la Freissinouse d'apporter au marché du 3 du courant, savoir : la première, dix charges, et la seconde, huit charges de blé; mais ces réquisitions se trouvant insuffisantes, ils autorisent la municipalité de Gap de s'approvisionner de 50 charges de seigle ou méteil dans la commune de Bonnet-libre.

14 messidor an 2 [2 juil. 1794]. — *Levée de gardes nationaux*. — Par arrêté du 11 de ce mois, les représentans du peuple en mission dans les Hautes-Alpes ont ordonné que, dans le délai d'une décade, il sera formé un bataillon pour être employé en seconde ligne, dans l'étendue du département. Le district de Gap doit fournir 150 hommes qui seront pris dans la garde nationale des villes et des gros bourgs. En conséquence, l'administration de ce district, considérant que la commune de Gap et celles de Tallard, Veynes et Bonnet-libre sont seules comptées au nombre des villes et bourgs, arrêtent que la commune de Gap fournira. 95 hommes.

Celle de Veynes. 22 id.

Celle de Tallard 14 id.

et celle de Bonnet-libre 19 id.

150

« Les administrateurs, connaissant les sentimens patriotiques des citoyens du district et leur amour pour la liberté, espèrent avec la plus grande confiance qu'ils en donneront, dans cette circonstance, des preuves éclatantes, par leur empressement à se rendre à leur poste, et donner le moyen à nos frères d'armes qui occupent les places d'aller attaquer les traitres et les tyrans jusque dans leur dernier repaire ». — Pour accélérer l'exécution de l'arrêté des représentans, l'administration nomme pour commissaires les cit. Gérard et Eyraud, administrateurs; Guion, cadet; Giraud, fils, et Richaud, juge de paix.

Signés : Céas, Gérard, Favier, Eyraud, Burle, Combassive, secrétaire.

27 messidor an 2 [15 juil. 1794]. — *Réquisition de foin*. — Répartition entre les communes du district de 28.000 quintaux de foin, requis par les représentans du peuple

près l'armée des Alpes, le 19 de ce mois. — La commune de Gap figure dans la répartition pour 3.172 quintaux.

1^{er} thermidor an 2 [19 juil. 1794]. — *Réquisition de grains.* — Le district de Gap étant frappé d'une réquisition de 6.000 quintaux de grains, savoir : les 3/4 en froment et l'autre 1/4 en seigle, les administrateurs en font la répartition entre les communes. — Celle de Gap doit fournir 350 quintaux de froment.

8 thermidor an 2 [26 juil. 1794]. — *Prêtres condamnés.* — Pellet, ci-devant doctrinaire, et Arnoux Chaffrey, ci-devant curé de Lettret, ayant été condamnés à la déportation, et Tourniaire, ci-devant curé du Noyer, à la réclusion pour la vie, et leurs biens se trouvant confisqués au profit de la Nation, les administrateurs du district nomment les cit. Richaud, juge de paix; Pomponne-Gaétan Gautier, ci-devant avoué, et Alexandre Lagier, fils, de la Motte, pour procéder à l'apposition des scellés sur les effets que les sus-nommés peuvent avoir à Gap, à Lettret ou au Noyer.

9 thermidor an 2 [27 juil. 1794]. — *Arnoux Escallier, prêtre, condamné.* — Arnoux Escallier, ci-[devant] desservant de la paroisse de la Freissinouse, ayant été aujourd'hui condamné à la déportation, ce qui entraîne la confiscation de ses biens, les administrateurs du district nomment le cit. Chaix, notaire de la Roche, pour apposer les scellés sur les effets mobiliers dudit Escallier.

13 thermidor an 2 [31 juil. 1794]. — *Fourniture d'avoine.* — Les magasins de la République se trouvant dépourvus d'avoine, *matière* si nécessaire pour la nourriture et l'*entretien* des chevaux et mulets *employés* dans les armées, les administrateurs du district arrêtent qu'il sera versé provisoirement, dans le délai d'une décade, 760 charges d'avoine par diverses communes de son ressort. — Celle de Gap doit en fournir 50 charges.

30 thermidor an 2 [17 août 1794]. — *Inexécution de l'arrêté précédent.* — L'arrêté du 13 thermidor étant resté à peu près sans exécution, les administrateurs ordonnent aux agens nationaux des communes y dénommées, de se rendre dans les 24 heures par-devant le conseil permanent

du district pour rendre compte de leur conduite. Ceux qui seront convaincus de négligence seront dénoncés au Comité de Salut public.

2 fructidor an 2 [19 août 1794]. — *Le cit. Richaud, substitut de l'accusateur public.* — Les administrateurs du district de Gap, d'après la connaissance qu'ils ont des talens et du civisme du cit. Jean-Louis Richaud, juge de paix du canton de Gap, le désignent pour être présenté au représentant du peuple Laporte, pour remplir les fonctions de substitut de l'accusateur public près le tribunal criminel de ce département, et arrêtent qu'extrait du présent sera adressé au président de la Société populaire pour que cette société y donne son assentiment, s'il y a lieu.

11 fructidor an 2 [28 août]. — *Rétractation du serment prêté par 8 cit. de Julien-la-Montagne*¹⁾. — Le comité de surveillance de Julien-la-Montagne, ayant annoncé que le fanatisme faisait de nouveaux prosélytes dans cette commune ; que huit chefs de famille s'étaient présentés devant le président de la Société et devant le maire pour rétracter le serment qu'ils avaient prêté de maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République, et que ces particuliers sont mus par un prêtre fanatique qu'ils tiennent caché chez eux, les administrateurs du district arrêtent que le maire et l'agent national de lad^e commune se rendront de suite auprès de l'administration pour se rendre compte des mesures qu'ils ont prises pour faire arrêter ces citoyens.

12 fructidor an 2 [29 août 1794]. — *Arrestation de Biscarrat.* — L'accusateur public annonce, le 10 de ce mois, qu'il a été obligé de lancer un mandat d'arrêt contre Louis Biscarrat, membre du comité de surveillance. et qu'il lui a été rapporté que sa détention dans la maison d'arrêt avait occasionné les plus grands désordres, ce qui l'a obligé de requérir sa translation dans la maison de réclusion ; il invite l'administration à lui trouver une pièce où il puisse être en sûreté et gardé au secret. Les administrateurs désignent la chambre qui servait autrefois pour la greffe dans la maison de justice.

¹⁾ St-Julien-en-Champsaur, ainsi qu'on le dira ci-après.

17 fructidor an 2 [3 septembre 1794]. — *Approvisionnement des marchés.* — Arrêté portant ordre à diverses communes d'approvisionner les marchés de Gap, de Bonnet-libre, de Veynes et de Tallard. Il sera adressé des réquisitions à chaque municipalité de fournir la quantité de grains qui lui a été assignée, sous la responsabilité collective et individuelle des officiers municipaux qui seront tenus de dénoncer les citoyens qui se refuseraient de satisfaire aux réquisitions.

2^e sans-culotide an 2 [18 sept. 1794]. — *Réquisition de foin, d'avoine et de paille.* — *Nouveaux noms donnés à quelques communes.* — Répartition entre les communes du district de 3.000 quintaux de paille. Ceci est une suite de la réquisition mentionnée en l'arrêté du 27 messidor dernier.

Voici les noms nouveaux qui, pendant la Terreur, avaient été donnés aux communes de l'arrondissement ou plutôt du district de Gap, qui portaient des noms entachés de féodalité ou de fanatisme, selon le langage du temps:

Guillaume-Peyrouse.	Mont-Sira.
Clémence-d'Ambel.	Belloran.
Saint-Jacques.	Jacques-Républicain.
Saint-Euzèbe.	Mont-Euzèbe.
Saint-Bonnet.	Bonnet-Libre.
Saint-Léger.	Léger-les-Bois.
Saint-Julien.	Julien-la-Montagne.
Saint-Laurent.	Laurent-du-Serre.
Forest-Saint-Julien.	Forest-Républicain.
Châteauneuf-d'Oze.	Petit-Vallon.
Saint-Auban-d'Oze.	Auban-d'Oze.
Saint-Étienne-en-Dévoluy.	(nommé ainsi dans l'arrêté).
Saint-Disdier.	id.
Saint-Firmin.	Firmin-Fort.
Saint-Pierre-d'Argenson.	Argenson (district de Serres).
Saint-Genis.	Mont-Plâtre id.

Décadi des sans-culotides de l'an 2 [19 sept. 1794]. — *Agents nationaux de diverses communes mandés auprès du district.* — Arrêté portant que les agents nationaux des

communes de La Fare, Léger-les-Bois, Buissard, Julien-la-Montagne, Forest-Républicain, Laye, la Bâtie-Vieille, Romette, Ancelle, la Rochette, Sigoyer, Rabou, Pelleautier et la Freissinouse, sont tenus de se rendre sur le champ auprès de l'administration du district pour rendre compte des mesures prises relativement à l'approvisionnement des marchés.

5^e jour de sans-culotides de l'an 2 [21 sept. 1794]. — *Mort du juge de paix de la Saulce. — Remplacement.* — Sur l'avis donné par la municipalité de la Saulce que le cit. Gautier, juge de paix de ce canton, est décédé le 21 fructidor an 2 [7 sept. 1794], les administrateurs du district procèdent à la nomination d'un nouveau juge de paix, au scrutin secret.

Le cit. Jean Burle, de la Saulce, l'un des administrateurs, obtient..... 4 suffrages.

Martel, de Lardier..... 1 —

Clément, de la Saulce... 1 —

6

En conséquence, le cit. Burle est proclamé juge de paix.

Les six administrateurs-électeurs étaient les cit. Claude Gérard, vice-président, Céas, Eyraud, Favier, Escalle et Burle. — Lesbros, agent national, et Combassive, secrétaire, étaient présents.

7 vendémiaire an 3 [28 sept. 1794]. — *Réquisition de blé.* — Bien que la neige, la presse, la rouille, la grêle et les pluies orageuses aient réduit la récolte des grains à peu de chose, et mis les citoyens dans l'impossibilité de se substantier, il paraît néanmoins urgent aux administrateurs du district de procéder à la répartition de 2.000 quintaux de froment ou de seigle attribués à ce district, dans la réquisition faite par la commission de commerce et d'approvisionnement de la République. — La commune de Gap est comprise dans la répartition pour 116 quintaux de froment.

21 vendémiaire an 3 [12 oct. 1794]. — *Réquisition de bois de chauffage, etc.* — L'administration du district procède à la répartition entre diverses communes de 341

cordes de bois 2¹/₃) requises par la commission de commerce et d'approvisionnement, ainsi qu'il résulte d'une délibération du 4^e jour sans-culotide, transmise par le cit. Brochier, garde-magasin des chauffage et lumières de cette place, de 64 cordes demandées pour pour l'hôpital militaire, sur le point d'être établi à Gap, de 100 quintaux de paille pour les paillasses et de 6 quintaux d'huile à brûler, pour ledit hôpital.

La commune de Gap doit fournir 84 cordes de bois, et les 100 quintaux de paille pour les paillasses, au prix du maximum.

25 vendémiaire an 3 [16 oct. 1794]. — *Réquisition de chanvre*. — Arrêté portant ordre aux administrateurs municipaux de procéder au recensement des chanvres qui se trouvent dans leurs communes, avec injonction à ceux qui en possèdent de les faire broyer ou tiller dans le plus court délai et de les transporter au directoire du district.

L'ordre primitif partait du cit. Nion, représentant du peuple, chargé de l'inspection des ports et arsenaux de la Montagne (Toulon), Lorient, Rochefort et dépendance.

Fin du 6^e registre.

Registre n^o 7.

6 brumaire an 3 [27 oct. 1794]. — *Hôpital militaire au couvent des ci-devant capucins*. — Le cit. Céas, commissaire des guerres de la 7^e division, employé dans la commune de Gap (c'était l'ancien secrétaire du district), écrit que la maison et l'enclos des ci-devant capucins ont été désignés par le commissaire général pour servir d'hôpital militaire, et que le cit. Rougier, chef de l'atelier de réparation des armes, établi dans la même maison, offre de livrer pour cet atelier celle qu'il possède dans l'enceinte de cette commune. — L'administration du district accepte l'offre du cit. Rougier, et invite la municipalité de Gap, à lui prêter aide et secours pour le transport de son atelier.

26 brumaire an 3 [16 nov. 1794]. — *Élargissement de quelques détenus*. — Par arrêté daté de Chambéry le 22

¹ Chaque corde valait environ 4 stères.

de ce mois, le représentant du peuple Gautier ordonne que les cit. Adélaïde-Louise-Sophie Revigliasc, femme Vareilles ; Henriette-Marguerite Prunières ; Henri-Balthazard Prunières ; Madelaine-Etienne Prunières ; Pierre-Marie Souchon-Despreaux ; Sinard, veuve Sigoin ; François Dabon ; Jean-Louis Borel : Madelaine Martin, veuve Neveur d'Aiguebelle ; Alexandre-Louis-Gabriel Ruffo ; Madelaine-Philippe Gruel, veuve du Suau ; Agnès-Sylvie du Suau, veuve Gervasi (Rousset) ; Anne du Suau ; Charles Revigliasc ; Marie-Élisabeth Pouille, femme Revigliasc ; Claire-Victoire Neveur, fille Chiron-Lavilette, née Bellegarde, et Ignace Gruel, mis en état d'arrestation par mandat d'arrêt décerné contre eux par le comité de surveillance de la commune de Gap, seront provisoirement mis en liberté et resteront sous la surveillance de leurs municipalités respectives jusqu'à décision définitive.

L'administration du district arrête que le substitut de l'agent national se rendra de suite dans les maisons de détention établies dans cette commune pour faire sortir tous les dénommés en l'arrêté du représentant du peuple.

19 frimaire an 3 [6 déc. 1794]. — *Mise en arrestation du cit. Brutus.* — Par arrêté du 5 de ce mois pris par le représentant du peuple Gauthier, envoyé dans les départemens de l'Isère, du Mont-Blanc et des Hautes-Alpes, le citoyen Bertrand-Saint-Denis, dit Brutus, était mis en état d'arrestation et les scellés étaient mis sur ses papiers. L'arrestation et la traduction de ce citoyen, dans la maison d'arrêt de Gap, avait eu lieu le 9 frimaire, et les scellés apposés sur ses papiers renfermés dans une malle laissée à la charge du cit. France, contrôleur ambulant. Les administrateurs du district nomment le cit. Gerboud, juge au tribunal civil, commissaire pour procéder, en présence de deux témoins, à la levée des scellés mis sur ces papiers et en extraire ceux qui peuvent donner des renseignements sur la conduite du cit. Bertrand.

24 frimaire an 3 [14 déc. 1794]. — *École normale. Le cit. Lombard, de Tallard.* — En exécution de la loi du 9 brumaire an 3, relative à l'établissement des écoles normales, les administrateurs du district, ayant fait toutes

les recherches possibles pour découvrir deux sujets réunissant les qualités requises, n'ont trouvé que le cit. Antoine-Pascal Lombard, de Tallard, et l'ont nommé pour se rendre à l'école normale à Paris; pour apprendre l'art d'enseigner la morale et à former le cœur des jeunes républicains à la pratique des vertus publiques et privées. Lombard avait été instituteur au collège d'Orange. — Le district de Gap devait fournir 2 élèves.

1^{er} nivose an 3 [21 déc. 1794]. — *Organisation nouvelle des administrations du département.* — Par arrêté daté de Chambéry le 1^{er} nivose an 3, le représentant du peuple Gauthier, procède à la formation et épuration des autorités constituées des Hautes-Alpes, de la manière suivante :

Administration du Département :

Léscit. Joseph-Innocent Escallier, de Gap.
Clément Jaquemet, de Tallard¹⁾.
Rossignol, de Val-libre (Vallouise).
Blaise Richard, d'Abriès.
Chabert (de Gap), ci-devant président de l'ad^{on}.
Dhéralde, de Gap.
Roubaud, de Gap.
Thomé, de Saint-Bonnet.
Antoine Farnaud, secrétaire général.

District de Gap. — Directoire :

François Marchon, fils, de Gap.
Gérard, de Gap.
Joseph-Laurent Eyraud, de Gap.
Blanc, ci-devant officier municipal, de Gap.

District. — Conseil d'administration :

Gautier, des Évarras.
Bellonville, de Val-Maurice (Saint-Maurice).
Laurens, d'Agnières.
Louis Grand, de Tallard.
Joseph Gautier, de la Saulce.

¹⁾ Encore vivant en novembre 1842.

Les cit. Henri Escallier, de Chaliol.

Jean-Antoine Curnier, dit Lavalette, de Gap.

Joseph Michel, négociant à Veynes.

François Combassive, secrétaire.

Tribunal criminel :

Moynier-du-Bourg, de Gap, président.

Allard, accusateur public.

Avons, greffier, de Gap.

Tribunal du District ;

Rochas, père, de Gap, président.

Combassive, aîné, de St-Bonnet.

Joseph-Marie Lafont, de Gap.

Gerboud, de Saint-Bonnet.

Provansal-Lompré, juge d'Anceles.

Blanc, commissaire national, de Gap.

Gautier-Gendre, greffier, de Gap.

Bureau de conciliation :

Pierre-Jean-François Philibert.

François Blanc.

Louis Jaubert.

Etienne Blanc.

Jean-Antoine Joubert.

Meyer, fils, horloger, tous de Gap :

Assesseurs du juge de paix de Gap :

Guion, aîné.

Jean-Baptiste Arnaudon.

Meyer, père, horloger.

Allemand, cadet.

Pierre Vallon, greffier, tous de Gap.

Louis Richaud, juge de paix de Gap.

Justice de paix du canton de Gap :

Richier, de la Freissinouse, juge de paix.

Eymar-du-Pré.

Dévolui.

Anglés, de Gap.

Bernard Nebon, de Saint-Jean.

Le greffier conservé.

} assesseurs.

Municipalité de Gap :

Joseph Pierre Romane, maire.	
Astier.	
Calandre.	
Allemand, aîné.	
Arnoux Bonnet.	
Pascal.	
Pierre Paul.	
Bonnet, de la Garde.	
Benoît Martin.	
Pierre Reynoard, agent national.	
Jean-Paul, secrétaire ¹ .	

} officiers
municipaux.

Notables :

Pierre-Jean-François Philibert. — Guion, aîné. — Pierre Carles. — Arnaudon-Blanchet. — Étienne Blanc. — Reynier, perruquier. — Blanc-Beauchâteau. — Bernard Nebon, de Gap. — Jean Rapelin. — Joseph Clément. — Jean-François Blanc. — Jacques Arnaud, de Villard - Robert. — Pellegrin, de Graffinel. — Foulque, des Sagnières. — André Queyrel. — Laurent André. — Garcin-Marchon. — François Reybaud.

Comité de surveillance du district de Gap :

Rappelin, aîné, de Sainte-Marguerite.
 Denarié, perruquier à Gap.
 Armand, fils, perruquier à Gap.
 Chevalier, de Manteyer.
 Blanc-Subé, de Gap.
 Jean-Pascal Méalhe, fils aîné, de Gap.
 Pierre Lambert, père, négociant à Veynes.
 Allier, de Gap, imprimeur.
 Vallon-Corse, de la Bâtie-Vieille, cultivateur.
 Jean-Louis Richaud, père, de Gap.
 Jean-Pierre Colomb, ferblantier, de Gap.

18 nivose an 3 [30 déc. 1794]. — *Écoles primaires.* — Arrêté par lequel les administrateurs du district, connaissant les mœurs, le civisme et les talents des citoyens Fran-

¹ Encore vivant et exerçant le même emploi en novembre 1842.

çois Blanc, commissaire national près le tribunal du district; Bruno Bontoux, juge de paix du canton de la Roche, et Labastie, homme de loi, de Gap, les désignent pour former le jury du district de Gap, et pour prendre tous les moyens que leur sagesse leur dictera pour la formation des écoles primaires.

10 nivose an 3 [10 déc. 1794]. — *Mise en surveillance de divers citoyens détenus.* — En vertu d'un arrêté pris le 7 du courant par le représentant du peuple Gauthier, qui autorise à mettre en simple arrestation domiciliaire des citoyens détenus en vertu d'arrêtés antérieurs, les administrateurs du district arrêtent que les cit. Bertrand-St-Denis et Maigret, ci-devant administrateurs du département; Imbert, ci-devant agent national du district de Serres, et Jacques¹, ci-devant juge de paix de canton du dit lieu, seront en arrestation domiciliaire chez eux, sous la surveillance de leurs municipalités respectives.

[Année 1795.]

19 nivose an 3 [9 janv. 1795]. — *Déserteurs.* — Sur une lettre adressée au district par le conseil d'administration du 1^{er} bataillon de la Lozère, les administrateurs, considérant qu'au moment où les Français sont victorieux de toutes parts, il est des hommes assez lâches qui, au mépris des lois, désertent leurs drapeaux; qu'un pareil abus porterait le coup le plus funeste à la chose publique; qu'il est urgent de prendre les mesures les plus promptes pour faire arrêter ceux qui ont eu la lâcheté d'abandonner leur poste, arrêtent que les officiers municipaux feront arrêter les déserteurs par la gendarmerie pour être traduits de brigade en brigade.

21 nivose an 3 [11 janv. 1795]. — *Artistes vétérinaires.* — Arrêté portant que les cit. Jean-Esprit Thomé, fils d'Esprit, maréchal à Gap, et Joseph Meyer, fils de Joseph, de Poligni, se rendront à l'école vétérinaire établie à Lyon, pour y suivre le cours et y puiser toutes les connaissances utiles à cet art. — Ils seront entretenus par le district à raison de 720 fr. par an et par tête.

¹ Joubert et Jacques avaient été prêtres.

24 nivose an 3 [13 janv. 1795]. — *Nomination du cit. Bontoux, fils, à l'école normale.* — Les administrateurs du district, connaissant le civisme et les talents du citoyen Paul-François Bontoux, fils, résidant à Gap, le nomment pour se rendre à l'école normale établie à Paris et en suivre les cours d'instruction avec le cit. Lombard, précédemment nommé.

5 ventose an 3 [23 févr. 1795]. — *Fête du malheur.* — Arrêté portant que le décadi du 30 du présent mois, il sera célébré dans la commune de Gap, en présence du peuple et des autorités constituées, *la fête du malheur.* Tous les indigens des communes du district qui ont droit aux secours, seront convoqués pour assister à la fête et recevoir le montant de leur premier semestre. — La municipalité de Gap procurera à l'indigence et à la vieillesse des logemens convenables.

30 ventose an 3 [20 mars 1795]. — *Célébration de la fête du malheur.* — « Les administrateurs du district du département, les membres du conseil général de la commune de Gap, du comité révolutionnaire, du tribunal criminel, de la justice de paix, du bureau de conciliation, les généraux Petit-Guillaume et Simian, leurs adjudants généraux et aides de camp, les officiers du deuxième bataillon d'infanterie légère, de la gendarmerie, de la garde nationale, et les commissaires des guerres s'étant rendus dans la salle de l'administration du district (il siégeait alors à l'ancien palais épiscopal), d'après l'invitation qui leur en avait été faite, pour assister à la fête du malheur.

« Tous les sus-nommés se sont mis en marche pour se rendre dans la salle de la société (populaire sans doute. Elle tenait ses séances dans l'ancienne chapelle des pénitens élevée, au commencement du XVII^e siècle, sur les ruines du temple de Saint-Jean-le-Rond), lieu désigné pour la célébration de ladite fête. Les instituteurs et les institutrices ouvraient la marche ; les vieillards agriculteurs occupaient le centre.

« Une foule considérable remplissait déjà la salle, et ce n'est qu'avec peine que les corps constitués et les vieillards ont pu se placer.

« Enfin, le vice-président du directoire a ouvert la séance, et les cris répétés de : *Vive la République ! Vive la Convention !* longtemps prolongés, ayant cessé, l'agent national (toujours M. Daniel Lesbros, de Veynes), a pris la parole.

« Dans un discours touchant souvent interrompu par les plus vifs applaudissemens, il a fait sentir la différence du régime bienfaisant sous lequel nous vivons d'avec le régime tyrannique sous lequel nous gémissions naguère.

« Il a ensuite fait lecture du livre de la bienfaisance nationale.

« Le citoyen Blanc, vice-président, après avoir fait lecture de la loi du 22 floréal dernier sur la bienfaisance nationale, a prononcé un discours sur l'agriculture ; il a démontré l'utilité de ce premier de tous les arts et combien il est essentiel que chaque citoyen s'en occupe. Ce discours plein d'éloquence a été souvent interrompu par des applaudissemens justement mérités.

« Le citoyen Lacroix, directeur de l'hôpital (militaire), sur l'invitation de l'administration, a ensuite chanté quelques couplets patriotiques de sa composition, analogues à la fête, qui ont été accueillis par des acclamations répétées.

« Enfin, il a été procédé à l'appel nominal des inscrits sur le livre de bienfaisance, et à fur et mesure il leur a été distribué par le receveur du district le premier semestre du secours qui leur a été accordé.

« Cette opération terminée, le vice-président lève la séance ».

NOTA. — Cette relation paraît appartenir à M. Farnaud, secrétaire de l'administration du département. Elle est coulée dans le moule d'où sortirent tant de procès-verbaux, de discours, de proclamations qui signalèrent l'époque révolutionnaire et les époques suivantes.

2 germinal an 3 [22 mars 1795]. — *Vol de livres*. — Un membre annonce que les livres provenant de l'émigré Dugues, déposés dans une chambre de sa *ci-devant* maison, étaient volés et pillés au moyen d'une fraction qui a été faite à la fenêtre. — L'administration arrête que les faits

de fracture et de vol énoncés au rapport du cit. Blanc, qui s'était porté sur les lieux avec le cit. Eyraud, seront dénoncés au juge de paix de la commune de Gap. — Les administrateurs désignent à l'administration du département la ci-devant maison commune, pour y établir la bibliothèque du district. (A cette époque l'administration municipale siégeait au rez-de-chaussée du palais épiscopal).

3 germinal an 3 [24 mars 1795]. — *Troubles à Chaliol*. — Les administrateurs du district arrêtent que le cit. Gérard, l'un d'eux, se rendra dans la commune de Chaliol, à l'effet de rappeler aux citoyens ces vérités éternelles : que, sans l'union et la concorde, nous retomberions bientôt dans l'anarchie, et de là sous le joug de la tyrannie. Ce commissaire prendra toutes les mesures que les circonstances exigeront pour ramener tous les citoyens à la fraternité.

6 germinal an 2 [26 mars 1795]. — *Paix à Chaliol*. — Le cit. Gérard annonce que l'union est rétablie à Chaliol et que ces braves cultivateurs l'ont chargé de porter cette nouvelle satisfaisante à l'administration, et leurs remerciemens sur sa conduite sage et paternelle à leur égard.

15 germinal an 3 [4 avril 1795]. — *La Broue de Vareilles rayé de la liste des émigrés*. — Arrêté portant que le nom du cit. Victor-Charles-Jean-François La Broue (de Vareilles, neveu de l'évêque), sera rayé de la liste des émigrés, ayant justifié qu'il n'avait pas cessé d'habiter la République depuis son départ de la commune de Gap, lieu de sa résidence habituelle.

NOTA. Cet arrêté est bâtonné sur le registre, avec cette note au bas : « L'arrêté ci-dessus est resté sans effet ».

18 germinal an 3 [7 avril 1795]. — *Émigrés et prêtres déportés*. — Ensuite de la lettre du comité de sûreté générale du 5 courant qui ordonne de faire arrêter et traduire devant les tribunaux les émigrés qui auraient l'audace de *souiller* par leur présence le territoire français ainsi que les prêtres déportés qui voudraient rentrer, les administrateurs du district chargent les municipalités, sous leur responsabilité, de faire arrêter et traduire, dans

la maison de justice de Gap, tous émigrés ou prêtres déportés qui oseraient paraître sur leur territoire.

18 germinal an 3 [7 avril 1795]. — *Fourniture de bois.* — Sur les plaintes du représentant du peuple Cassanyes, en mission près les armées des Alpes et d'Italie, l'administration arrête que tout citoyen qui, dans la décade, n'aura pas satisfait à la réquisition de bois qui lui a été faite, sera regardé comme un mauvais citoyen et dénoncé aux tribunaux, conformément à la Loi.

29 germinal an 3 [18 avril 1795]. — *Désarmement des terroristes.* — En exécution de la loi du 21 germinal an 3, qui ordonne le désarmement de ceux qui ont participé aux horreurs commises sous la tyrannie qui a précédé le 9 thermidor, l'administration du district, après plusieurs séances de discussion, arrête à l'unanimité que les citoyens :

Guion, cadet,	}	de la commune de Gap.
Philippon, ci-devant frère cordelier,		
Joseph Pellegrin, de Cucurron, .		
Christophe Blanc,		
Blanc-le-Brave, orphèvre,		
Jaussaud, dit la Pègue,		

Et Martel, ancien administrateur du département, résidant à Tallard, ayant assisté à une assemblée illicite tenue dans ladite commune et connue sous le nom de Comité prairial, et dont les intentions ne pouvaient qu'être contraires à la tranquillité et au bon ordre, seront de suite désarmés par la gendarmerie.

4 floréal an 3 [23 avril 1795]. — *Le cit. Martel, de Tallard, réarmé.* — L'administration du district ayant appris que le citoyen Martel n'avait pas assisté à l'assemblée prairial, et qu'il était pour lors absent, rapporte son arrêté du 29 germinal en ce qui le concerne.

Fin du 7^e registre.

Registre n^o 8.

2 messidor an 3 [20 juin 1795]. — *Réquisition de gardes nationaux.* — Le général Moulin ayant requis 800 hommes de gardes nationales pour faire le service des places fron-

tières, et le district de Gap devant en fournir 208, les administrateurs en font la répartition entre les communes. — Celle de Gap est comprise dans la répartition pour 45 hommes.

22 messidor an 3 [10 juil. 1795]. — *Organisation et personnel des bureaux du district.* — Par arrêté de ce jour, pris en vertu d'un arrêté du comité des finances de la Convention, les bureaux du district sont organisés de la manière suivante :

- 1^o Secrétariat. — Combassive, secrétaire. — Blanc, commis.
- 2^o Bureau des Contributions. — Roubaud, chef. — Vieux, commis.
- 3^o Bureau des Domaines. — Romane, chef. — Sarrazin, commis.
- 4^o Bureau de la Police administrative, civile et militaire. — Fidèle-Joseph Paul, chef.
- 5^o Bureau des établissements, travaux et secours publics. — Leshros, chef.
- 6^o Secrétariat du procureur-syndic. — François Jaubert-Beaujeu.

15 fructidor an 3 [1^{er} sept. 1795]. — *Assemblées primaires. Acte constitutionnel.* — Convocation des assemblées primaires pour le 20 fructidor, pour adopter ou rejeter l'acte constitutionnel qui doit terminer la révolution.

3 brumaire an 4 [25 octobre 1795]. — *Réquisition de 50.000 quintaux de foin et de 20.000 quintaux de paille pour la subsistance des chevaux attachés au service des armées de la République.* Le district est compris dans cette réquisition pour 15.000 quintaux de foin et 6.000 de paille. — Dans la sous-répartition, la commune de Gap est comprise pour 2.040 quintaux de foin et 285 quintaux de paille.

13 brumaire an 4 [4 nov. 1795]. — *Prix du pain.* — *Dernier arrêté pris par les administrateurs du district.* — Le prix de la livre de pain pendant le mois de vendémiaire dernier ayant été de 15 livres dans la commune de Gap, les administrateurs du district arrêtent qu'il sera fait

mandat aux fonctionnaires publics et employés des administrations et tribunaux, de la somme de 675 liv. au chacun, pour leur tenir lieu d'une livre et demie de pain par jour.

Fin du 8^e registre et des arrêtés de l'administration du district.

BENOIT BLANC.

A l'occasion de la publication récemment entreprise des œuvres posthumes de M. Benoit Blanc, nous donnons ci-après une petite notice biographique sur cet érudit, doublé d'un artiste. C'est un juste hommage, un peu tardif, rendu à l'un des plus généreux donateurs de notre Société d'Études, qu'il a dotée d'un grand nombre de dessins artistiques et scientifiques d'une beauté remarquable, en même temps que de manuscrits d'une certaine valeur, qu'une commission s'occupe à classer et à vérifier.

Dans le courant de l'année 1887, le 12 du mois de Juillet, s'est éteint dans notre ville un homme d'un certain mérite, M. Benoit Blanc, peintre de portraits et géologue, originaire de la Provence. C'était non seulement un artiste doué d'un talent original et élevé, mais encore un érudit, nous devons même dire un véritable savant, plein d'une modestie et d'une simplicité remarquables. Il était venu se fixer dans nos Alpes, une douzaine d'années auparavant, pour compléter ses études scientifiques, pour observer particulièrement les phénomènes des glaciers existants, et constater et étudier les moraines, les traces de ceux qui ont disparu. — Ces travaux très sérieux ne l'ont point empêché de produire, comme partout où il a passé, une série de beaux portraits au crayon et en peinture, qui attesteront le séjour de cet artiste parmi nous.

Troisième enfant d'une très honnête famille originaire des Basses-Alpes, dont les ancêtres avaient exercé de père en fils les humbles métiers de berger et de meunier, il était né le 21 mars 1812, à Gémenos près de Marseille, où son père était venu s'établir quelque temps auparavant. Naturellement, vu la situation de fortune presque précaire

de ses parents, il n'avait pu recevoir qu'une instruction et une éducation fort médiocres, pour ne pas dire nulles. Mais, il avait su se former lui-même par une lecture assidue de bons et profonds ouvrages ; et, grâce à son esprit de méthode et d'observation continuelle, il avait pu parvenir à un haut degré dans l'art et la science auxquels il s'était adonné de très bonne heure.

Il avait fait ses premières études artistiques à Marseille, où il suivit pendant toute son adolescence les cours de l'école de dessin dirigée alors par M. Aubert. Puis, se sentant pousser des ailes, avant d'avoir atteint 18 ans, il se rendit à Paris, où il entra dans l'atelier d'Horace Vernet, qu'il suivit à Rome lorsque ce grand maître, qui le chérissait et dont il est demeuré enthousiaste toute sa vie, fut appelé à diriger l'École française, à la villa Médici. Après un séjour de quelques années dans la capitale des Beaux-arts, sans autres moyens de subsistance que le produit de ses études artistiques et la modique mais généreuse pension d'un protecteur, M. de la Panisse, il revint en France et se fixait de nouveau à Paris. Là, toujours plein d'ardeur, animé de l'amour véritable du grand art, il entra dans l'atelier de Paul Delaroche, dont il suivit les leçons pendant deux années consécutives. C'est en sortant de cet atelier, à ce moment décisif de sa vie d'artiste, qu'ayant éprouvé quelques légers déboires immérités, livré à un isolement fatal, que favorisait son naturel chétif, humble et timide, il commença à s'adonner plus particulièrement, avec passion, aux études géologiques et archéologiques. Il ne négligeait pas la peinture, loin de là ; mais il cessa de poursuivre les hautes études artistiques et se contenta, depuis, de dessiner à l'estompe et au pastel, et de peindre le portrait de famille, pour subvenir aux besoins de la vie matérielle.

Après plusieurs voyages aux alentours de Paris et un assez long séjour dans la Champagne et la Bourgogne, où il a fait les plus sérieuses observations géologiques sur les couches de terrains stratifiés, et de curieuses recherches archéologiques sur les dolmens, il était revenu dans la Provence. Il demeura quelque temps à Aix, puis vint

se fixer à Marseille, où il se mit à exercer sa profession de peintre de portraits, tout en continuant de se livrer à ses études scientifiques favorites. — A cette époque ses portraits fort remarquables attirèrent bien souvent l'attention des connaisseurs aux vitrines de M. Quélin et lui valurent maints articles élogieux de la part des chroniqueurs de la presse locale. — A la suite de la désastreuse guerre de 1870, manquant de travail rémunérateur, poussé, d'ailleurs, par le désir d'approfondir ses études géologiques, il entreprit une longue excursion en Italie, qui ne dura pas moins de deux ans. Comme les artistes et les savants du moyen-âge et de la Renaissance, dont il avait toutes les habitudes et les goûts simples, il se mit à parcourir à pied, le sac sur le dos et l'album à la main, tout le littoral de l'Adriatique, afin de se rendre compte des empiètements et des délaissements de cette mer intérieure sur la terre ferme. C'est au retour de ce grand voyage scientifique, effectué sans subvention d'aucune sorte, gagnant sa vie au jour le jour à la pointe de son crayon, qu'après s'être arrêté quelques mois dans son pays natal, sa chère Provence, il était venu se fixer, pour ainsi dire définitivement, dans les Alpes. — En effet, il ne s'éloigna plus de nos montagnes, qui l'intéressaient au plus haut point, que deux fois seulement et pendant fort peu de temps : une première fois en 1877, à l'occasion de la maladie et de la mort de son frère à Gènes, une seconde en 1885, pour règlement d'affaires à Aix et à Marseille. — Il était donc arrivé en 1874 à Briançon, où il est demeuré durant deux années, afin de faire des observations suivies sur les glaciers du Pelvoux, et où il a peint toute la famille Chancel. — Puis, il vint habiter Gap, où il a continué sans relâche jusqu'à sa mort ses études sur la formation des vallées et sur le plissement des roches calcaires et schisteuses.

C'est à son arrivée dans notre ville que nous avons eu le bonheur de nous connaître et de nous lier d'une solide et franche amitié.

Comme la plupart des hommes doués d'une intelligence supérieure et d'un grand cœur, qui n'ont d'autre objectif

que celui de satisfaire leur amour de l'art et de la science, il avait négligé de rechercher la fortune. Sans aucune ambition, il n'a jamais, croyons-nous, essayé d'exposer à un concours quelconque ses dessins et ses peintures, et n'a jamais livré à la publicité ses études scientifiques, dont il laisse divers manuscrits qui, nous l'espérons, verront le jour quand même et lui procureront un honneur posthume.

Il est demeuré simple, modeste et pauvre durant toute sa vie, et surtout très laborieux, car, jusqu'à ses derniers instants, il a mis à profit la lucidité de son esprit et la fermeté de son crayon. Il s'est éteint après plusieurs années de souffrances, adoucies quelque peu par les soins assidus de deux amis de la dernière heure, dans la maison de refuge de l'indigent. C'est en reconnaissance de son dévouement, qu'il a légué à l'un d'eux le modeste et pieux héritage de ses pinceaux, ses couleurs, ses livres et les quelques dessins artistiques contenus dans ses cartons ; et c'est en souvenir de leurs bons offices à tous deux qu'il les a institués ses exécuteurs testamentaires.

Ils ont été chargés de remettre comme don gracieux tous ses écrits et ses dessins archéologiques et géologiques à la Société d'Études des Hautes-Alpes, qui l'a secouru, et ses albums pleins de croquis et d'études archéologiques sur la Provence, ainsi qu'une collection particulière de dessins géologiques, à la Bibliothèque Méjanes d'Aix.

Tous ses legs ont été remis intégralement après sa mort entre les mains de ses légataires.

E. SIBOUR.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du 3 septembre 1891.

PRÉSIDENCE DE Z. BLANCHARD, PRÉSIDENT.

Sont présents : MM. ANDRÉ, BERGE, de BRU, DELPORTE, GUILLAUME, IMBARD, D. MARTIN, PARIS, C. ROCHE et SIBOUR.

M. le PRÉSIDENT donne lecture de diverses lettres et du

programme du Congrès des Sociétés savantes de la Sorbonne en 1892.

Il présente les travaux envoyés à la Société par MM. FAZY, GUILLAUME, SIBOUR et Roger VALLENTIN.

Sur la proposition de MM. Z. Blanchard et Guillaume, MM. l'abbé GUÉRIN, vicaire à St-Louis de Cette, et ROSSIGNOL, receveur de l'enregistrement à Tallard, sont nommés membres de la Société d'études des Hautes-Alpes.

M. D. MARTIN annonce que notre confrère M. Léautier, archiviste d'État-Major, avant de quitter Gap pour Lyon, a offert au Musée de la Société trente-cinq monnaies dont quatre en argent; que M. le capitaine Guitton a donné huit oiseaux de la famille des Martin-Pêcheurs, et M. Giraud, docteur en médecine à Gap, un pilon provenant de la Guyane française.

Le Secrétaire présente à l'assemblée, de la part :

De M. BOYER, curé de St-Didier-en-Dévoluy un denier en argent, et un LIARD DE LORRAINE, 1728, trouvés au Glaizil, en Champsaur;

De M. CHAMAYOU, fils, de Gap, une monnaie de Louis XIV, en cuivre, datée de 1712;

De M. MOURRE, percepteur à Ribiers, un jeton de la ville de Rome, portant sur un écu les lettres S. P. Q. R. (*senatus populusque romanus*).

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. MARTIN signale, en outre, les soins qui ont été donnés récemment à l'herbier Burle, acquis naguère par le Conseil général des Hautes-Alpes pour le Musée départemental. Il forme le souhait que les plantes alpines qui se trouvent en nombre dans quatre-vingt-cinq paquets supplémentaires soient réparties en diverses collections ou herbiers, qui pourraient être attribués aux écoles pédagogiques et autres écoles des Hautes-Alpes. Un membre est d'avis qu'il conviendrait de réserver partie de ces plantes pour les échanger avec d'autres étrangères au département, et continuer ainsi à enrichir l'herbier Burle.

M. C. ROCHE annonce la trouvaille faite au Pont-du-Buëch, entre Veynes et Oze, d'une épée et de quelques monnaies, qui sont en la possession de l'entrepreneur des

travaux. MM. PARIS et DELPORTE proposent de prier M. le Préfet de vouloir bien, en conformité du cahier des charges des entrepreneurs, faire adresser à ces derniers une circulaire les invitant à envoyer au Musée départemental et à la disposition de l'État, les objets archéologiques qu'ils viendraient à découvrir.

L'assemblée, à la suite des lettres qui ont été adressées à M. le Président par les parents de M. Arnaud, ancien curé de Sigoyer, et des observations faites par divers membres, décide que l'impression de *La Ligonsada* sera suspendue. Le Secrétaire, de son côté, met sous les yeux des membres présents à la réunion les lettres de l'auteur de *La Ligonsada*, en date des 10 et 15 mars 1891, suivant lesquelles l'auteur de ce poème a corrigé lui-même les épreuves de son travail, dont seul, par conséquent, aux termes de notre règlement, il est responsable.

Le Secrétaire annonce que la bibliothèque de la Société a été classée et installée par ses soins dans les casiers qu'il a fait établir, avec le concours de notre confrère M. CHAUDIER, architecte du département, dans le vestibule qui précède la salle des réunions et dans les deux armoires-vitrines qui appartiennent à la Société et qui sont dans la susdite salle des réunions. Eu égard au nombre considérable de livres qui composent actuellement cette bibliothèque — dont l'importance s'accroît, d'ailleurs, chaque jour, grâce aux échanges de nos publications et aux dons faits à la Société — il demande à l'assemblée de vouloir bien désigner un bibliothécaire spécial, qui soit désormais chargé exclusivement du soin de la bibliothèque de la Société. L'assemblée ajourne sa décision à la prochaine réunion générale.

Sur l'observation que le dixième volume du *Bulletin* sera terminé avec l'année 1891 et avec le n° 40, l'assemblée, conformément à une décision déjà prise dans les réunions des comités, vote l'impression des tables de ces dix volumes et charge M. Guillaume de leur rédaction. Ces tables faciliteront grandement les recherches dans la collection déjà volumineuse du *Bulletin*.

M. GUILLAUME donne lecture de l'allocution qu'il eut

l'honneur de prononcer, le 3 mars 1881, à l'hôtel-de-ville de Gap, lors de l'installation de l'*École de la Montagne* et de l'organisation de la *Société d'Études des Hautes-Alpes*. De l'avis de plusieurs membres, cette allocution, qui est encore inédite, pourrait trouver place, soit en tête des tables décennales du *Bulletin*, soit dans le premier *Bulletin* de la 11^e année de la Société.

M. SIBOUR émet le vœu qu'une séance solennelle, dans le genre de celle qui avait été donnée l'année dernière par notre excellent confrère M. DUHAMEL, ait lieu chaque année, agrémentée, si possible, de récréations poétiques et musicales. M. Sibour est invité à s'occuper spécialement de cette intéressante question.

Vu :

Le Président,

Z. BLANCHARD.

Le Secrétaire,

P. GUILLAUME.

Note du Comité de Publication

Le poème « La Ligousada », dont plusieurs chants ont paru dans notre bulletin, a blessé certaines délicatesses par des expressions trop triviales et aussi par des noms propres attachés à quelques scènes plus ou moins burlesques.

Le frère et le neveu de M. Arnaud, ancien curé de Sigoyer, ont en particulier protesté contre ce qui a été dit de ce vénérable prêtre.

Nous leur assurons que personne n'a eu l'intention d'offenser ou de ridiculiser la mémoire de leur parent, laquelle vivra toujours entourée de l'auréole du respect et de l'estime publique ; et pour donner une juste satisfaction à leurs plaintes, nous leur annonçons que la publication de la Ligousada sera suspendue. Nous regrettons la peine que leur a causée ce poème.

A LA DURANCE

ODE

Durance ! vieux témoin
 D'un passé déjà loin,
 Dans nos fastes antiques :
 Salut ! Tes grandes voix
 M'apportent d'autrefois
 Les récits authentiques.
 Écho des noirs vallons
 Où, de ses fières colons,
 Teutatès, dieu sauvage,
 Gardait les clans fougueux,
 Tu parles encore d'eux

Dans ton âpre langage.
 Car tu les as tous vus
 Ces guerriers chevelus
 De notre antique Gaule ;
 Tu les as tous comptés,
 Sur tes bords dévastés,
 Quand, d'un seul coup d'épaule,
 Immergeant sous tes eaux
 Leurs impuissants rivaux
 Comme sous une trombe,
 Ils criaient : « Sachez bien
 Qu'un Gaulois ne craint rien
 Sinon que le ciel tombe ».

Écumant sur ton sein
 Ton lait glacé, mais sain.
 Fit un géant de l'homme :
 Et Brennus, ton enfant,
 Sous son pied triomphant
 Fit un jour trembler Rome.
 N'est-ce point Annibal,
 Jusques là sans rival,
 Qui tressaille à ta vue ?
 Sans le bruit de tes flots

J'entendrais les sanglots
 De sa rage vaincue.

O Durance ! autrefois
 Cent peuples et cent rois
 Foulèrent ton rivage ;
 Hercule et Phaéton
 Traversèrent, dit-on,
 Tes ondes à la nage.
 Du Rhône à ton berceau
 Le sang a, de ton eau,
 Mille fois, dit l'histoire,
 Rougi les flots errants.
 Où sont les ignorants
 Qui refusent d'y croire ?

Aujourd'hui, sur tes bords,
 Tranquilles, sans remords,
 Les fils de ces ancêtres
 Préfèrent aux combats
 Les paisibles ébats
 De nos fêtes champêtres.
 Ils contemplent, heureux,
 Tes flots roulant, pour eux,
 Non l'or du Nouveau monde ;
 Mais l'humus fécondant
 Dont la neige en fondant
 Vient enrichir ton onde.

Au tumulte guerrier
 Le chant de l'ouvrier
 Succède sur tes rives ;
 Et les chênes sacrés
 Autrefois implorés
 Par les tribus captives,
 Ont fait place à l'autel

Où, devant l'Éternel,
Le cantique des Vierges
Réveille avec amour,
Et la nuit et le jour,
Les échos de tes berges.

Autrefois à nos monts,
Géants aux rudes fronts,
Se bornait ton histoire ;
Aujourd'hui, c'est au loin
Que le monde est témoin
De ta croissante gloire.
Au sein de sa splendeur
Marseille en ton honneur
Élève un temple auguste ;
La cité des beaux-arts
Fit moins pour les Césars
Que pour toi : c'était juste.

Aujourd'hui, dans ses murs,
Tes flots si bleus, si purs,
Chantent l'hymne de vie ;
Ses rochers dénudés
Par tes eaux fécondés
Sont changés en prairie.
D'un sol vierge et fécond
Tes flots fouillant le fond,
Semblent, sur ses campagnes,
Presque en toute saison,
Semer comme à foison
L'humus de nos montagnes.

Durance ! humble ruisseau
Dont un nain saute l'eau
Là haut, près de ta source ;
Torrent dont le fracas
Révèle, un peu plus bas,
L'impétueuse course ;
Rivière aux fiers élans
Où, depuis quarante ans,
Tout Marseille s'abreuve ;
Marche ! la mer t'attend,
Là bas, directement :
Ruisseau, te voilà fleuve !

Passez, Gard, Aveyron,
Var, Argens, Estéron ;
Passez, orgueilleux Rhône ;
Loire, Seine, passez ;
Joignez vos flots pressés,
Tarn, Gironde et Garonne ;
A vos noms désormais
Un nom grand à jamais
Survivra pour la France :
Le plus beau de ses ports,
Marseille est sur les bords
Du fleuve la Durance.

4 octobre 1891.

A. F.

Membre de la Société d'Études.

BIBLIOGRAPHIE ALPINE.

817. ALBERT (Aristide). *Biographie bibliographie du Briançonnais. Canton de l'Argentière*. Grenoble, F. Allier, 1891, 8°, 64 p. — Dans cette nouvelle livraison de sa précieuse bio-bibliographie du Briançonnais, M. A. Albert donne des notices plus ou moins étendues sur les personnages ou familles qui suivent : Guillaume Albert (viv. 1343) ; Romain Albert, de la Bâtie-des-Vignaux, maître peintre et vitrier (v. 1590, viv. 1622) ; Bardonnèche ou Bardonnenche (xiii-xix^e s^{es}) ; le P. Bouf, de la Doctrine chrétienne (viv. 1745) ; Pierre de Bruis (xii^e s^e) ; Claude Despots, de St-Martin-de-Queyrières († 1681), qui fut imprimer en 1641, à Paris, la charte du Briançonnais (in-f° de 88 pages) ; le Dr Joseph-Étienne Giraud (né le 31 janv. 1808, † à Paris le 29 mai 1877) ; le dominicain Étienne Giraud, de la Pisse (xvii^e s^e) ; Augustin Guille, de St-Martin-de-Queyrières, qui représenta le Briançonnais aux états du Dauphiné de 1613 et 1614 ; Sébastien Guille, né à St-Martin-de-Queyrières (1757), notaire (1786), membre du conseil du département (1790) et du directoire du district de Briançon (1792), † le 10/11 mai 1801 ; Vincent Léotaud, de la compagnie de Jésus († 13 juin 1672), mathématicien célèbre ; le barbe Michel Porte ; Jean-François Queyras, né à la Roche-de-Rame, en 1805, † à Paris en 1855, auteur de divers ouvrages de géographie, d'arithmétique, etc., et traducteur des œuvres du cardinal Pacca (1846) ; le calligraphe Rossignol († 1736) ; Jean-Étienne Rossignol, de la Pisse, collaborateur de Despots (1641) ; Jean-Étienne Rossignol, châtelain de la Vallouise († 12 déc. 1709) ; le jésuite Jean-Joseph Rossignol, né à la Pisse, le 3 juil. 1726, mort en 1817, « un bénédictin pour le labeur acharné, un ascète, un homme d'honneur » ; Antoine Semion, de la Pisse, vaillant soldat durant les guerres de la République, qui reçut du premier consul un sabre d'honneur ; le libraire Semion, qui fonda à Lisbonne une importante maison de librairie (xviii^e s^e), de même que Mathieu Albert, des Vignaux, à Rome, et Bruno Lagier et Giraud, de Ville-Vallouise, à Turin. — C.

818. ARCHIVES NATIONALES. *État sommaire par séries des documents conservés aux Archives nationales*. Paris, Ch. Delagrave. 1891, in-4° sur 2 col., xiv-880 p. — Cet *État sommaire* est le « miroir fidèle de la classification actuellement existante ». C'est une seconde édition, rectifiée et développée en diverses parties de l'*Inventaire général sommaire* dont l'impression, commencée en 1867, n'a pas été terminée. Une ample *Table des matières* (p. 721-877) guide le lecteur et facilite les recherches dans l'*État sommaire*. A noter les articles suivants : Alpes, Briançon, Embrun, Gap, Dauphiné, Provence, etc. — C.

819. ARNAUD F.), notaire à Barcelonnette. *Les Barcelonnettes au Mexique. Extrait des documents et notions historiques sur la vallée de Barcelonnette*. Digne, Chaspoul. 1891, 8°, vii-73 p. — Cette belle monographie est consacrée à l'histoire de nos compatriotes Bas-Alpins,

qui, depuis longtemps déjà, vont au Mexique s'adonner au commerce et y répandre l'esprit, la langue et l'amour de la patrie française. M. Arnaud s'occupe, d'abord, des expatriations hivernales antérieures à l'expatriation au Mexique. Il parle ensuite de l'origine de l'expatriation mexicaine (1821-45); décrit le voyage des émigrants et leur arrivée à Mexico; donne un rapide aperçu de l'histoire du pays; signale les progrès des « Barcelonnettes », de 1845 à 1868; raconte l'établissement de la société de Bienfaisance; énumère les progrès, vraiment merveilleux, de la colonie, de 1869 à 1891; jette, enfin, un coup d'œil sur les résultats de l'expatriation bas-alpine, au double point de vue de la France et de la vallée de Barcelonnette. De même que l'expatriation du Queyras et autres vallées des Alpes, celle de la vallée de Barcelonnette constitue, « en cas de guerre, un danger sérieux et certain, qu'un Français ne peut voir grandir avec indifférence ». — S. (Don d'auteur).

820. *Bibliothèque de l'École des Chartes*. Mai-juin 1891. P. 265-268 : « Un des meilleurs ou des moins mauvais écrivains de la fin du xiv^e s^e, Honoré Bonet, auteur de l'*Arbre des batailles*, du *Somnium super materia Scismatis* (cf. *Annuaire de la soc. de l'Hist. de France*, XXVII, 193) et de l'*Apparition maître Jean de Meung*, est constamment appelé par les contemporains, et s'intitule lui-même, dans ses ouvrages, dans ses harangues, dans ses lettres, « le prieur de Salon ». Tous les écrivains ont cru jusqu'ici qu'il était prieur de Salon, chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Aix, dans le département des Bouches-du-Rhône. M. Noël Valois vient de démontrer qu'il s'agit, en réalité, du prieur de *Selonnet*, au diocèse d'Embrun (aujourd'hui dans le canton de Seyne, Basses-Alpes), qui dépendait de l'abbaye de l'Ile-Barbe, près de Lyon. C'est, en effet, ce que prouve d'une façon indubitable un document, trouvé par M. Valois dans le *Liber supplicationum Clementis VII*, aux archives du Vatican, du 14 mai 1382 : « Item, Honorato Boneti, licentiato in decretis, presbitero, monaco expresse professo monasterii Insule Barbare Lugdunensis diocesis, ordinis sancti Benedicti, priori prioratus de Sallono, Ebredunonsis diocesis », etc. (Cf. Albert, *Hist. du dioc. d'Embrun*, I, 476; *Bull. soc. d'étud.*, 1888, p. 162). Honoré Bonet fut reçu docteur le 23 oct. 1386. Il était encore « prieur de Salon », en 1399. Selonnet s'appelait anciennement Salon. « Il dû se passer ici, dit M. Valois, le fait que M. Aug. Longnon me dit avoir souvent constaté particulièrement dans le midi de la France : la formation d'une sorte de diminutif par suite d'une comparaison établie entre deux localités de même nom et d'inégale importance. Pour mieux se distinguer de Salon, la ville de la plaine, Salon, la ville de la montagne, est devenue Selonnet, comme Barcelone, dans la même région, est devenue Barcelonnette, St-Jean, St-Jeannet (Basses-Alpes), Avignon, Avignonnet (Haute-Garonne) », etc. — C.

821. CHEVALIER (chan. Ulysse), correspondant de l'Institut. *Le Bréviaire romain et sa dernière édition type*. Lyon, Em. Vitte, 1891, 8°, 20 p. (Extrait de l'*Université catholique*, revue mensuelle des facultés catholiques de Lyon). — L'édition du Bréviaire romain qui doit désor-

mais servir de type obligatoire aux futures réimpressions de ce livre liturgique a été publiée par la sacrée congrégation des Rites en 1884. « A l'instar de la Jérusalem céleste, l'église militante ne cesse de louer le seigneur par l'organe de ses prêtres et de ses religieux. Les prières dont elle leur onjoint la récitation comprennent le Psautier complet, les portions les plus remarquables de l'Ancien et du Nouveau Testament, des passages choisis des Ss. Pères, les vies des principaux saints, de brèves oraisons nommées collectes, des hymnes généralement anciennes. On a donné à cet ensemble le nom de *Bréviaire* : sorte de résumé de la doctrine et des enseignements de l'Église, admirablement accommodé dans ses diverses parties à chaque temps de l'année et à chaque fête ». Profitant de l'apparition d'un livre savant, publié en Allemagne par le P. Georges Schober (*Explanatio critica editionis Breviarii Romani*, etc., Ratisbonne, F. Fustet, 1891, 8°, viii-364 p.), M. Chevalier nous donne une rapide, mais substantielle histoire du Bréviaire et de ses principales éditions (1474, 1602, 1632, etc.). Il rappelle que l'attribution du *Te Deum* à St Ambroise et à St Augustin, et celle du symbole *Quicumque* à St Athanase d'Alexandrie ne sauraient être maintenues. Enfin, s'aidant de travaux récents publiés par une revue bénédictine de Moravie (*Studien*, etc. Raigern, 1888, IX, p. 588-97). M. Chevalier signale diverses corrections qu'il conviendrait d'introduire dans le Bréviaire. — C.

822. CYRILLE (Henry). *Cascades du Pelvoux, humoristiques et civiques*. Lyon, Vitte et Perrussel, 1885, petit in-8°, 108 p. — L'auteur caractérise ainsi son œuvre :

Satires, chansons et boutades
Se succèdent en cascades
Jaillies à l'occasion,
Libres de toute liaison.

Il nous révèle ensuite son lieu d'origine et sa vie, en quelques strophes charmantes, intitulées : « Souvenirs d'enfance » :

Saint humble et pauvre chaumière
De Valfroide où je vis le jour.
A toi, douce ombre de ma mère
Ces souvenirs de mon amour.

Montagnes, fraîches de verdure,
Près émaillés de mon printemps,
Glaciers d'où jaillit l'onde pure
Qui mugit en mille torrents ;

Troupeaux qui bondissez sur l'herbe,
Bergers, rois de ces horizons,
Chamois à l'allure superbe,
Vous dirai-je mes chansons ?

.

Les hivers ont blanchi ma tête,
Les soucis ont ridé mon front,
Mais, comme d'une douce fête,
Ces souvenirs me resteront. — C.

823. DELABORDE (François). *L'expédition de Charles VIII en Italie. Histoire diplomatique et militaire*. Ouvrage publié sous la direction et avec le concours de M. Paul d'Albert de Luynes et de Chevreuse, duc de Chaulnes, et illustré de 3 photographures, de 2 chromolitographies, de 5 planches tirées à part et de 138 gravures dans le texte. Paris, Didot, 1888, gr. in-8°, viii-699 p. — Charles VIII était à Briançon, le 1^{er} sept. 1494 (p. 396). — C.

824. *Drôme (Bulletin de la société arch. de la)*, 1891. — Les livraisons de juillet et d'octobre renfermant plusieurs travaux que nous devons signaler ici : d'abord, « Les peintures murales de Loives de Montfalcon », près de Roybon (Isère), par notre laborieux et savant confrère M. Gustave Vallier (p. 253-299, avec X planches en chromolithographie). Ces peintures, signalées dès 1866, par M. Vallier « ornent tout le pourtour d'un immense galetas et se prolongent au-dessous dans les chambres du premier étage » d'une ancienne habitation monacale. Elles sont du milieu du XIV^e siècle et représentent surtout un tournoi, « dont les héros sont un dauphin de Viennois et un comte de Savoie ». Au-dessous et tout autour de la salle on remarque une magnifique série de 39 écussons, parmi lesquels : ceux du Dauphin, du comte de Savoie, du comte de Forez, du prince d'Orange, de la famille de Châlons, des comtes de Genevois et de Valentinois, des seigneurs de Montclimar, de Roussillon, de Bressieux, de Clermont, d'Hauterives, de la Tour de Vinay, de Châteauneuf-de-l'Albenc, du baron de Sassenage, de quatre abbés de l'ordre de St-Antoine : Aymon de Montagny († 1316), Ponce d'Alayrac (1317-28), Guillaume Mitte (1328-42) et Pierre Lobet (1343-69), et quelques autres dont l'attribution n'est pas facile ; mais les splendides reproductions de M. Vallier aideront sûrement à les déterminer tôt ou tard. — Signalons encore dans la même livraison de juillet : Les amis de Jean Dragon, professeur à l'académie protestante de Die, par M. Brun-Durand (p. 299-312) ; Les colonies dauphinoises de l'abbaye de Montmajour (parmi lesquelles celles du diocèse de Gap), par M. l'abbé Fillet (p. 313-24) ; Le dictionnaire des Devises héraldiques, numismatiques, historiques et fantaisistes du Dauphiné, par M. Gustave Vallier (p. 333-44) ; le Trièves et son passé, par M. l'abbé Lagier (p. 345 et suiv.) ; la chronique par M. A. Lacroix (p. 359 et 365). — La livraison d'octobre (99^e de collection) renferme la première partie du *Codex diplomaticus ordinis Sancti Rufi*, par M. le chanoine Ulysse Chevalier (pages 1 à 120). « La Société, dit M. Lacroix, d'après ses statuts, a pour but non seulement de faire connaître le département de la Drôme et le Dauphiné, à tous les points de vue, mais encore de conserver ses monuments et les titres de son passé. L'humidité, les rongeurs, le feu et les détournements peuvent faire disparaître les chartes les plus importantes ; une fois imprimées, elles n'ont plus rien à craindre ». Les chartes de St-Ruf publiées par M. Ul. Chevalier dans cette livraison sont au nombre de 103 ; elles vont de l'année 1039 à 1216. — S.

825. FOURNIER (Paul), professeur à la faculté de droit de Grenoble, ancien élève de l'école des Chartes, *Le royaume d'Arles et de Vienne*

(1138-1378). *Étude sur la formation territoriale de la France dans l'est et le sud-est*. Paris, Alph. Picard, 1891, 8°, xxii-554 p. — Inutile de louer ici ce beau travail qui a valu à son auteur le premier prix Gobert de l'Académie des inscriptions (10.000 fr.). Désormais on ne pourra plus songer à écrire l'histoire de notre région, du XII^e au XIV^e siècle, sans recourir à cet important ouvrage. Pour le composer, M. Fournier a consulté toutes les sources, et en particulier les innombrables publications qui ont vu le jour en Allemagne, pendant ces derniers temps. Chemin faisant, il rappelle les rapports nombreux que notre pays a eus avec les empereurs allemands; il nous met en garde contre le diplôme que l'empereur Conrad III aurait accordé, en 1147, à l'archevêque d'Embrun (p. 14), énumère les relations que les prélats d'Embrun et de Gap ont eues avec Frédéric Barberousse (p. 19, 38) et avec le pape Alexandre III (p. 47); nous montre Barberousse à Embrun et à Gap, en juillet 1178 (p. 62); l'évêque de Gap à Vérone, en 1184 (p. 68) et l'archevêque d'Embrun à Pavie, 19 nov. 1185 (ib.); signale le diplôme accordé à la chartreuse de Durbon par Henri VI, en 1188 (p. 71), le voyage de l'archevêque d'Embrun et de l'évêque de Gap à Turin, en 1238 (p. 149), les contingents de troupes envoyés par la ville d'Embrun en Italie (p. 152), les menaces faites contre les bourgeois de cette ville (p. 154), le rôle si curieux de Gap, en 1240 (p. 162), les rapports de Gap et d'Embrun avec les Dauphins, en 1246-49 (p. 167-8), ceux de l'empereur avec l'archevêque Henri de Suze, en 1251 (p. 196), la présence de l'archevêque d'Embrun, Jacques de Serène, à Lausanne, en 1275 (p. 226), et son intervention, en 1280, pour obtenir la liberté du marquis de Monnferrat (p. 244); les levées de décimes en Gapençais et en Embrunais par les Angevins, en 1285, 1288, 1289, 1295, etc. (p. 264, 265, 287); la bulle du 31 mai 1303, par laquelle le pape Boniface VIII rattacha, mais sans succès, Embrun à l'Empire (p. 322); la lettre du 7 juillet 1313, par laquelle Henri VII libère le dauphin des liens où il était engagé pour le Gapençais (p. 349), etc. Par ces quelques indications, que nous pourrions multiplier, on voit combien l'histoire de notre département est étroitement unie à celle du royaume d'Arles et de Vienne. Dans le livre de M. Fournier on suivra également la marche et les progrès de l'influence française dans ce royaume jusqu'au jour où le Dauphiné, le Valentinois et la Provence seront définitivement unis à la France. — C.

826. GALLOIS (L.). *De Orontio Finavo gallico geographico*. Paris, Leroux, 1891, 8°, 105 p. avec 5 planches. — « Nous ne pensons pas qu'il ait jamais été publié en France, sur la renaissance des études géographiques, de travaux aussi remarquables, aussi originaux que ceux avec lesquels M. Gallois s'est présenté devant la Faculté des lettres de Paris pour obtenir le grade de docteur. A la suite de la guerre de 1870, les français se sont résignés à apprendre la géographie, les collectionneurs spéciaux ont même entrepris de rassembler des cartes anciennes abandonnées aux emballeurs; mais ce mouvement a été limité, et nous en sommes encore à attendre une étude sur la cartographie des provinces de la France. La géographie a cependant connu ses heures de gloire, et

M. Gallois l'établit en remettant en lumière la curieuse figure d'Oronce Fine. Oronce Fine (et non Finé) est né près de Briançon en 1594. Après bien des tribulations, il fut nommé, par François I^{er}, professeur de mathématiques au Collège royal. Sa célébrité fut immense; les poètes, les graveurs s'attelèrent à sa gloire, mais, dit son historiographe Thévet, l'éloge « contentait bien son esprit, mais n'enflait pas ses bouges », et il mourut dans la misère. Il est bien difficile de déterminer aujourd'hui l'importance des ouvrages de mathématiques et d'astronomie de Fine; leur rareté fait presque leur seul intérêt; on ne saurait, toutefois, méconnaître que Fine a donné une forte impulsion à l'étude des sciences exactes et à la restauration des mathématiques. Oronce Fine, considéré comme géographe, est autrement intéressant à étudier. On lui doit les premières cartes un peu étudiées de la Gaule, et à cet égard il est certain qu'il a tracé la voie à Ortelius et à Mercator. M. Gallois suit Fine dans sa vie et dans ses œuvres, étudie ce que la science géographique lui doit et analyse ses cartes avec autant de science que de précision. Les cartes d'Oronce Fine sont d'une insigne rareté; aussi est-il intéressant de voir joindre à la partie bibliographique la reproduction très heureuse des plus remarquables. Pour la première fois, nous voyons signaler des ouvrages de Fine qui ne sont pas parvenus jusqu'à nous; nous relevons dans la liste une carte du Dauphiné dressée en 1543; elle n'a pas été imprimée » (*Polybiblion* d'octobre 1891, p. 332-2. Article signé : Paul Meije, lisez : Paul Guillemin). — C.

827. GORDE (D.-C.). *Moralités, sentences et maximes des fables de la Fontaine*. Aix, J. Nicot, 1891, 8°, 54 p. — Bien certainement le travail que vient de publier M. Gorde donnera à plus d'un lecteur le désir de relire les fables de La Fontaine, et aussi celui de « profiter mieux des leçons si pratiques, si recommandables, à de rares exceptions près, de l'inimitable prétendu *bon homme* qui peignait avec la parole, suivant l'expression de Laharpe... Le profit sera égal au charme et à l'admiration qu'on éprouvera ». On peut en croire M. Gorde, qui, on le reconnaît bien vite, est un « fervent admirateur des fables de La Fontaine », et qui de chacune semble dire :

Cette fable contient plus d'un enseignement...

Puisse-t-elle être utile aux siècles à venir !

Je la présente aux rois, je la propose aux sages...

Par où saurais-je mieux finir ? — C.

828. GUILLAUME (L'abbé Paul, archiviste). *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Hautes-Alpes. Tome II^e. Archives ecclésiastiques. Série G (clergé séculier). Archidiocèse d'Embrun*. Gap, impr. Jouglard, 1891, in-4° à 2 col., xxxiv-502 p. Les fonds inventoriés dans ce volume sont ceux de l'archevêché d'Embrun, 1249-1790 (articles 1 à 38 et 751 à 755); du bureau ecclésiastique du diocèse, 1515-1791 (art. 39 à 183); du chapitre métropolitain d'Embrun, 1272-1789 (art. 184 à 736 et 754 à 777); de l'officialité de Seyne, 1696-1711 (art. 737 à 738); de l'église collégiale de Briançon, 1548-1780 (art. 739 à 740), et

de la chapelle de N.-D. du Laus, 1719-1790 (art. 741 à 750). — S. (Don de M. le Préfet des Hautes-Alpes).

829. JEAN (Le Père Armand), de la compagnie de Jésus. *Les évêques et les archevêques de France, depuis 1682 jusqu'à 1801*. Paris, Al. Picard ; Mamers, G. Fleury et A. Dangin, 1891, 8°, xxv-545 p. — « L'histoire ecclésiastique de la France, dans un grand nombre de ses pages, n'est pas distincte de l'histoire nationale elle-même ; et la France, fille aînée de l'Église catholique, est placée si providentielle-ment si près de sa mère, que souvent la fortune, bonne ou mauvaise, de l'une et de l'autre offre des ressemblances frappantes, et que leur histoire paraît se confondre. C'est ce qui explique l'intérêt qu'a toujours présenté chez nous l'histoire, soit de l'église de France, prise dans son ensemble, soit d'une église particulière ». Les Bénédictins, on le sait, sous le titre de *Gallia christiana*, ont donné l'histoire de la plupart des diocèses français, jusqu'au XVIII^e siècle. M. Hauréau a publié naguère (1856-65) celle des provinces de Tours, de Besançon et de Vienne, mais en s'arrêtant à 1790. Le R. P. Jean, convaincu, et avec raison, que l'année 1801 est « réellement la dernière de l'ancienne église gallicane, comme elle est la première des nouvelles églises de France », a voulu compléter l'œuvre de ses devanciers. Comme point de départ commun à toutes les provinces ecclésiastiques de l'ancienne France, il a choisi l'assemblée extraordinaire de 1682, « c'est-à-dire cette manifestation gallicane de l'épiscopat français, qui, désarmant l'Église au profit de l'État, enhardit les sectes, amena notamment la recrudescence janséniste de Quesnel. Or, ce jansénisme, combattu par les plus purs catholiques et soutenu par la plupart des gallicans, fait à lui seul presque toute l'histoire ecclésiastique du XVIII^e siècle. Entre ces deux grandes époques, mars 1682 et novembre 1801, il y a cent vingt ans ». Si nous ne nous trompons, un des points culminants de cette longue période fut le concile provincial d'Embrun, dans lequel fut jugé et condamné par quinze prélats Jean Soanen, évêque janséniste de Senez (20 sept. 1727), concile qui fut autorisé par le Roi et dont la sentence fut sanctionnée par lui et approuvée par le pape Benoît XIII (25 oct. 1727). Mais, hélas ! le mal dont souffrait l'église de France ne fut pas guéri ; il ne fit, dès lors, qu'augmenter jusqu'au jour où survint la crise révolutionnaire. Voici comment, en quelques lignes, le R. P. Jean nous dévoile les causes de cette crise : « Asservissement au pouvoir séculier, propension de plusieurs prélats vers le jansénisme, favorisée par l'engouement inconcevable des parlements pour la secte, par l'inconséquence ou la faiblesse du pouvoir royal à l'endroit des champions de l'orthodoxie, audace croissante de l'impie, qui se cache sous le nom de philosophie, guerre déclarée aux ordres religieux, déchainement final de toutes les passions, qui aboutit à la révolution française » (p. xiv.) A notre grand regret, nous ne pouvons insister ici sur le rôle admirable de l'immense majorité des prélats français, depuis le jour où s'ouvrirent les États généraux. « Personne n'ignore que sept évêques sacrés, dont quatre seulement étaient à la tête d'un diocèse, prêtèrent le serment exigé par la consti-

tution schismatique, tandis que les cent cinquante autres préférèrent l'exil, la pauvreté, les souffrances de toute sorte, à ce que leur conscience taxait de forfaiture ou de sacrilège » (p. xx). Parmi les quatre premiers, nous devons citer Charles de La Font de Savines, né le 17 févr. 1742, à Embrun, sacré évêque de Viviers, le 26 juillet 1778, évêque constitutionnel de l'Ardèche, en 1791-93, qui se repentit plus tard et mourut dans des sentiments orthodoxes à Embrun, le 5 janv. 1815, à l'âge de 73 ans (p. 489 ; cf. le *Bulletin* de 1890, p. 113). Mais, parmi les derniers, nous sommes heureux de pouvoir mentionner : l'évêque de Gap, Henri-François de la Broue de Vareilles (sacré le 25 juil. 1784, † à Poitiers, le 25 nov. 1831, à l'âge de 97 ans), et l'archevêque d'Embrun, Pierre-Louis de Leyssin (nommé le 19 avril 1767, † à Nuremberg, le 26 août 1801, à l'âge de 77 ans). Par ces deux exemples on peut entrevoir quelle est la nature des renseignements que l'on trouve dans le bel ouvrage du R. P. Jean. Ce sont, d'un côté, les séries de tous les évêques et archevêques de France des XVII^e et XVIII^e siècles ; de l'autre, des biographies précises, accompagnées d'un jugement court, équitable et caractéristique sur chaque prélat. Aucune de ces deux entreprises n'était facile. A notre humble avis, et autant que nous pouvons en juger par les listes des évêques de Gap (p. 30-33) et des archevêques d'Embrun (p. 185-190), le R. P. Jean a parfaitement atteint le but qu'il s'était proposé. Ajoutons que, çà et là, on trouvera encore des détails très précieux sur les prélats de Gap et d'Embrun, et sur l'histoire de ces deux anciens diocèses, par exemple sur : Soanen (p. 200-1) ; le concile d'Embrun de 1727 (p. 284) ; François de Narbonne-Lara, évêque de Gap, 1773-75 (p. 355) ; Jacques-Marie de Caritat de Condorcet, *item*, 1741-54 (p. 357 et 370) ; Guillaume d'Hugues, évêque de Nevers, 1740, et archevêque de Vienne, 1751-77 (p. 373 et 477) ; Jean-Baptiste de Maillé de La Tour-Landry, évêque de Gap, dernier évêque de St-Papoul, 1784, † 1804 (p. 401) ; Georges d'Aubusson de la Feuillade, archevêque d'Embrun, 1648, nommé évêque de Metz le 23 mars 1668, † 12 mai 1697 (p. 408) ; François-Gaspard de Jouffroy de Gonsans, évêque de Gap, 1777, puis du Mans, 1778, « une des gloires les plus pures de l'épiscopat français », † à Paderborn, le 23 janv. 1799 (p. 430-31), etc. A l'*Appendice* (p. 497-517), nous remarquons une précieuse liste des abbayes d'hommes soumises, en 1788, à la nomination du Roi. Elles sont au nombre de 795 ; parmi lesquelles : l'abbaye de Boscodon, de l'ordre de St-Benoit, dont l'abbé Joseph de Leyssin, frère de l'archevêque d'Embrun et son vicaire général, était abbé commendataire depuis 1779 ; et l'abbaye de Clausonne, également de l'ordre de St-Benoit, dont l'abbé de la Villette, vicaire général de Gap, était titulaire depuis 1765. Une *Table alphabétique* des noms propres de lieux et de personnes (p. 518-37) et une *Table des matières* (p. 538-44) terminent cette utile et importante publication, qui servira, désormais, de complément à la *Gallia Christiana*. — C.

830. JUOE (M. Henri-Cyrille-Aldrien), missionnaire apostolique. *Manuel de prédication populaire*, 2^e édition, augmentée des approbations de NN. SS. l'archevêque d'Aix et l'évêque de Gap. Paris, R.

Haton, 1892 (1891), 2 vol. in-12, de 464 et 460 p. — Le tome 1^{er} s'occupe du symbole, des commandements de Dieu, des préceptes de l'Église, de la prière et des sacrements. Le tome 2^e a pour objet les missions ou retraites, la première communion, le mois de Marie et les fêtes de la Sainte-Vierge, l'adoration perpétuelle et des sujets divers ; en tout, deux cents instructions ; chacune peut durer de dix minutes à un quart d'heure. « L'auteur a dû éviter tout ce qui pourrait sentir le style ou la phrase, afin de ne conserver, pour ainsi dire, que la moëlle et la substance de la doctrine ». — C.

831. [LECESTRE (Léon), archiviste aux archives nationales]. *Catalogue des Procès-verbaux des Conseils généraux de l'an 1790 à l'an II [1793], conservés aux Archives nationales et dans les archives départementales*. Paris, impr. nationale, 1891, 8°, xix-182 p. — « Au moment où l'attention se porte avec un redoublement d'intérêt sur l'histoire administrative de la France et où plusieurs conseils généraux font imprimer les procès-verbaux inédits des premières assemblées de leur département, il a semblé utile de publier le relevé de tous les comptes rendus des sessions des conseils de la période révolutionnaire, manuscrits ou imprimés, que possèdent les Archives nationales, les archives départementales et la Bibliothèque nationale, en y comprenant les rapports des Directoires ». « Les conseils généraux de département ont été créés par loi du 22 déc. 1789, sanctionnée par le Roi le 8 janv. 1790. Cette loi établissait des *administrations de département*, composées de trente-six membres élus par les mêmes électeurs que les membres de l'Assemblée nationale. Chaque administration de département était divisée en deux sections : l'une appelée *conseil de département*, l'autre *directoire de département*. Le conseil tenait annuellement une session pour régler chaque partie de l'administration, ordonner les travaux et les dépenses générales du département et recevoir le compte de la gestion du directoire... A la fin de leur première session, les membres des administrations de département devaient élire huit d'entre eux pour former le directoire, et ce directoire était « toujours en activité pour l'expédition des affaires ». Pour les Hautes-Alpes, les cahiers d'assemblées du Conseil général de 1790 (session préliminaire du 3 août ; session du 3-14 nov.) et les procès-verbaux des sessions de 1791 (16 nov.-12 déc.), de 1792 (7-21 déc.) et de 1793, session permanente (du 2 févr.-20 oct.), et session ordinaire, du 3 brumaire-2 nivose an II (soit du 24 oct. au 22 déc. 1743) sont conservés, en original, aux archives départementales des Hautes-Alpes (série L, 61, in-4° de 264 feuillets). Le *Procès-verbal* de la session du 16 nov.-12 déc. 1791 a été imprimé à la suite du *Compte que rendent les administrateurs du directoire du département des Hautes-Alpes à Messieurs du Conseil d'administration depuis le 2 août 1790, époque où le directoire a été mis en activité* (Gap, 1792, in-4°, 110 p.). L'original dudit compte se trouve aux archives des Hautes-Alpes (L, 372, 14 feuillets in-1°). — C.

832. MATONNIEN (Edmond), conservateur de la Bibliothèque de Grenoble. *Bibliographie historique du Dauphiné pendant la Révolution fran-*

çaise de 1787 au 11 nivose an XIV, 31 décembre 1805. Tome 2°. Grenoble, impr. dauphinoise. 1891, 8°, 350 p. et nombreuses illustrations intercalées dans le texte. — Ce 2° volume qui fait suite à celui que nous avons annoncé ci-dessus (n° 806, p. 330), se rapporte aux années 1791-1793, n° 1112 à 2208. Nous reviendrons plus tard sur cette publication importante. — C.

833. MARTIN (Emm.), lieutenant au 55^e [actuellement capitaine au 30^e bataillon de chasseurs alpins]. *Le 55^e régiment d'infanterie (1644-1888)*. Avignon, Séguin, 1888, in-12, 144 p. — Le 55^e d'infanterie porta longtemps le nom de Régiment de Condé (1644-1791) et, pendant quelques années (1816-1820), celui de 1^{re} Légion départementale de la Seine. Parmi les colonels morts à la tête de ce beau régiment il faut citer : le marquis de Montal, tué à Blénau (1660); le marquis de Nesle, tué devant Philipsbourg (1668); le marquis de Sabran, tué à Dettingen (1743); Silberman, tué à Eylau (1807); Périer, tué à Heilsberg (1807); de Malleville, tué à Solferino (1859). La liste des officiers tués à l'ennemi, celle des officiers blessés, celle des officiers et soldats qui reçurent des armes d'honneur, des médailles d'honneur, des témoignages de satisfaction, ou qui furent cités à l'ordre du jour pour des actes de dévouement et de courage, est longue et saisissante dans son laconisme (p. 130-140). « Lorsque le drapeau du 55^e flotte au vent, sur sa soie tricolore on lit en lettres d'or : *Gènes, Austerlitz, Eylau, Solferino*, noms qui rappellent un siège mémorable et de grandes victoires... Fiers de nos aînés, dit M. le capitaine Martin, nous saurons, à l'occasion, sinon les surpasser au moins les égaler ». — C.

834. MAUREL (J.-M.), curé de Puimisson. *Monographie de Châteauneuf-Val-St-Donat*. Forcalquier, Al. Crest, 1891, 8°, 182 p. — M. l'abbé Maurel, qui déjà nous a donné les *Documents* pour servir à l'étude du préhistorique et à l'histoire de la période gallo-romaine dans les Alpes, la *Monographie de Chateau-Arnoux*, le Noël, vient de nous envoyer encore la *Monographie de Châteauneuf-Val-St-Donat* (canton de Volonne, arr. de Sisteron, Basses-Alpes), dont naguère il était curé. Cette monographie est parfaitement comprise, admirablement présentée, et imprimée avec un soin qui fera les délices des bibliophiles. M. Maurel a divisé son travail en six chapitres : Topographie ; Origine de Châteauneuf ; Histoire féodale ; Histoire municipale ; Histoire religieuse ; Pièces justificatives. Ce cadre peut être donné comme un modèle du genre. Ajoutons que M. Maurel fait imprimer actuellement l'*Histoire de l'Escale*. — S.

835. REPELIN (chan.). *Œuvre de la Sainte-Enfance. Exercice 1890-91*. Gap, Richaud, 1891, 8°, 15 p. — « Il est nécessaire, dit Mgr Berthet, à l'heure présente, de mettre en œuvre tous les moyens d'actions pour sauver la jeunesse ; et les plus fructueux sont ceux qui élèvent l'âme ». Pour juger de « l'ensemble du bien opéré dans l'église romaine », pendant l'exercice écoulé, rappelons, avec M. Repelin, que le total des offrandes de l'année est de 3.313.533 fr. 59 c.. « Le chiffre des enfants baptisés s'élève à 400.000. Il y a 150.000 enfants élevés dans les écoles,

dans les orphelinats, ateliers et ouvroirs, et, pour tout dire en deux mots : cent cinquante missions secourues ou soutenues par l'offrande de trois millions de petites mains ». Les recettes du diocèse de Gap en 1890-91 s'élèvent à la somme de 4.227 fr. 29 c. — C.

836. ROCHAS (Le comm^t de). *L'origine des troupes alpines*. Grenoble, Baratier et Dardolet, 1891, 8°, 29 p. (Extrait de *Grenoble-Revue*). Cette élégante brochure est en partie la reproduction d'un chapitre de l'*Histoire militaire des Vaudois*, publiée en 1880, « introuvable aujourd'hui ». La publication de M. de Rochas, lors de la création de troupes spéciales pour la guerre de montagne, — création qui était vivement combattue par un grand nombre de généraux, — « eut sur les résolutions du gouvernement une influence décisive. L'infanterie et l'artillerie de montagne ont été organisées ; il reste à former la cavalerie de montagne, dont le général Kuhn a montré l'utilité ». Si nous ne nous abusons, un escadron de *cavalerie de montagne* ne saurait être mieux placé qu'à Gap, qui est au centre de nombreuses vallées alpines, sillonnées par de grandes et belles routes, de même que Briançon « est la clef et chef de tout notre baillage du Briançonnoys et est un lieu moult notable, situé au pays de frontières, c'est assavoir de Savoye, de Lombardie,... et est icelle ville le propre passage dudit pays de Lombardie », ainsi que s'exprimait le roi-dauphin Charles VI le 13 octobre 1395 (p. 19). Le Maréchal de Belle-Isle adressait à son fils, le comte de Gisors, ces mémorables paroles, que nous reproduisons d'après M. de Rochas : « L'histoire est la source à laquelle vous devez puiser sans cesse ; ne lisez pas l'histoire pour apprendre l'histoire, mais pour apprendre la guerre, la morale et la politique » (p. 29). — C.

837. *Société des Touristes du Dauphiné. Annuaire n° 16, 1890*. Grenoble, F. Allier, 1891, 8°, 395 p. — Articles remarquables : Aiguille méridionale d'Arves, grand pic de la Medge, par M. Louis Vaccarone (p. 130) ; Première ascension des Trois-Pucelles, par M. Casimir Guirmand (p. 148) ; Neige et Glaciers, par M. W. Kilian (p. 169) ; Le pays des Causses, par M. H. Ferrand (p. 249) ; Études de topographie botanique, par M. Guinier (p. 280) ; Les Provençaux dans nos Alpes, par Jeanne des Ayettes (p. 332). — S.

838. TAMIZEY DE LARROQUE (Philippe). *Livre de raison de la famille Dudrot de Capdebose (1522-1675)*. Paris, Al. Picard, 1891, 8° 47 p. — « Je voudrais, dit M. Tamizey de Larroque (p. 10), que ma petite publication inspirât à plusieurs le désir de rechercher et de mettre en lumière les vieux mémoires des familles ». Notre cher Dauphiné « qui a trop négligé jusqu'à présent les travaux de ce genre. — j'emprunte ici les remarquables paroles de M. Tamizey de Larroque. — devrait bien imiter le zèle généreux avec lequel diverses provinces, notamment le Limousin, la Normandie et la Provence, arrachent aux ténèbres des archives privées les registres domestiques antérieurs à la Révolution. Je suis persuadé qu'on trouverait dans notre région, soit en fouillant les paperasses des vieux châteaux, soit en fouillant celles des anciennes maisons de la bourgeoisie, un grand nombre de ces documents, qui sont

à quelques uns des livres maintenant en renom, ce que sont les clairs ruisseaux de nos belles vallées aux ruisseaux boueux des rues de quelques grandes villes. J'ai trop la haine des *clichés* pour insister après tant d'autres *laudatores temporis acti*, sur le charme et l'importance de l'étude des récits où se déroule la patriarcale vie de nos pères ; mais il me sera bien permis de constater que jamais cette étude n'a eu autant d'opportunité qu'en des jours troublés comme ceux où nous vivons et qui sont caractérisés par le mot à la mode : *c'est fin de siècle* ». M. Tamizey de Larroque, auquel on doit déjà le *Livre de raison de la famille de Fontainemarie (1640-1774) suivi d'un essai de bibliographie des livres de raison* (1889), prépare en ce moment (1891) le *Livre de raison de la famille Boisvert*, qui sera suivi d'une *Liste récapitulative des livres de raison publiés ou inédits*. Inutile de redire que toutes les indications relatives à ce sujet seront accueillies avec gratitude par M. Tamizey de Larroque.—C.

839. VALLIER (G.) *Sigillographie de l'ordre des chartreux et numismatiques de Saint Bruno*. Montreuil-sur-Mer, impr. de N.-D. des Prés, 1891, gr. in-8°, xxvi-512 p., LIV planches ; nombreuses vues, gravures et bois intercalés dans le texte (tome XIII des *Pièces diverses* par M. Gustave Vallier). — Ce splendide volume consacré à la gloire de l'ordre des Chartreux et de leur illustre fondateur n'a pas coûté moins de trente années de recherches, de correspondances, de soins et de peines de toute sorte, au vaillant numismate, au laborieux et consciencieux érudit dauphinois dont tous les lecteurs du Bulletin de la société d'études admirent, depuis longtemps, les travaux. Mais aussi que de douces satisfactions la préparation de ce beau volume n'a-t-elle pas dû procurer à notre éminent confrère ? La *Sigillographie de l'ordre des Chartreux* renferme la description et la reproduction exacte de 480 sceaux ! Et la *Numismatique de Saint-Bruno* ne contient pas moins de 102 numéros ! Sceaux et médailles proviennent de toutes les parties de l'Europe. Aussi quels agréables souvenirs chacun de ces petits monuments historiques n'a-t-il pas dû rappeler à M. Vallier, lorsque dans le silence du cabinet il préparait sa publication ? Que de sites, que d'amis n'a-t-il pas dû revoir en faisant à nouveau par la pensée ses intéressants et savants « voyages en France, en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Norvège, en Suède, en Danemark, en Allemagne, en Hongrie, en Autriche, en Italie et en Suisse » ! Les mécomptes, les ennuis doivent être désormais mis au rang de l'oubli. Après un avant-propos plein de science et d'esprit, M. Vallier décrit les sceaux de chaque chartreuse qu'il a pu découvrir, en classant les chartreuses dans l'ordre chronologique de leur fondation. « La tête est en France, dans notre Dauphiné, et tous les membres du corps en dépendent, dans quelque lieu qu'ils se trouvent ». La Grande Chartreuse fondée en 1084, est représentée par 40 sceaux, dont 10 décrits à l'Appendice ; la chartreuse de la Tour en Calabre, fondée en 1090, par 2 sceaux ; la chartreuse de Portes, au diocèse de Belley, fondée en 1115, par 4 sceaux ; la chartreuse de Durbon, au diocèse de Gap, fondée en 1116, par 7 sceaux (p. 29-33 et planche IV) ; la

chartreuse de Bertaud, au diocèse de Gap (commune actuelle de la Roche-des-Arnauds), fondée en 1188, par 2 sceaux (p. 79-81 et planche IX, n° 5), etc. Aux *Pièces justificatives* (p. 457), on trouvera une charte de 1235 environ que nous avons publiée naguère, avec quelques variantes, dans les *Chartes de N.-D. de Bertaud* (n° 20, p. 24). Suivent plusieurs tables précieuses : Liste alphabétique des noms de saints ou de saintes qui figurent sur les sceaux ou dans les diverses dénominations des maisons cartusiennes dont ils ont été les patrons (p. 481) ; Table alphabétique des monastères de l'ordre des chartreux (p. 483) ; Table chronologique des mêmes monastères (p. 487) ; Table alphabétique des divers noms donnés aux monastères des Chartreux (p. 491-506). Cette dernière table sera à l'avenir très utile. M. Vallier adresse des éloges à M. Lavallette, qui a gravé les centaines de sceaux des LIV planches dont est enrichi son ouvrage et aussi au frère Alphonse-Marie Duquat, directeur de l'imprimerie de N.-D. des Prés. C'était justice. Grâce à ces deux collaborateurs, M. Vallier peut se flatter d'avoir élevé un monument des plus remarquables en l'honneur de St Bruno et de son ordre. — C.

840. *Edelweis* (L.). *Journal mensuel sous le patronage de Littérateurs et Félibres des Alpes*. 2 fr. par an, 10 cent. le numéro. Adresser tout ce qui concerne le journal à M. Jean, Jules, 47, rue Neuve, Gap. Première année, n° 1. Novembre 1891 (4 pages in-4°). — De grand cœur nous souhaitons la bienvenue à ce gentil petit nouveau-né. Il a vraiment bonne mine. Il fera honneur à ses parents et à ses parrain et marraine. Les articles du premier numéro sont signés : Maria Court, G. Boulanger, J.-F. Malan, Justin Boit, F. Pascal, Abel Laugier. — C.

841. ROBERT (Ulysse). Inspecteur général des bibliothèques et des archives etc. *Les signes d'infamie au moyen-âge Juifs, Sarrasins, hérétiques, lépreux, cagots et filles publiques*. Paris, H. Champion, 1891, in-16 de 190 p. avec VI planches et nombreuses gravures dans le texte. — Dès le XIII^e siècle les Juifs et avec eux les Sarrasins d'Occident furent tenus d'avoir sur leurs vêtements un signe distinctif. C'était ordinairement la *roue* ou *rouelle* (rota, rotella, rubella) morceau d'étoffe rouge, jaune, etc., d'environ 60 à 95 millimètres de diamètre, qu'ils devaient porter sur leurs vêtements extérieurs et d'une façon très apparente, soit sur la poitrine, soit sur leur chapeau. Souvent la rouelle était remplacée pour les femmes par une espèce de voile appelé *oralia*, *orales*, *cornalia*. Les hommes devaient porter ce signe, destiné à les distinguer des chrétiens, dès l'âge de 14 ans et les filles, dès l'âge de 12 ans. Cela fut prescrit en particulier pour notre région par les statuts provinciaux des circonscriptions ecclésiastiques d'Arles, d'Aix et d'Embrun publiés à Avignon, au prieuré de St-Ruf, le 18 juin 1326 : *Statuta provincialia edita per reverendos in Christo Patres domnos Aralatensem* (sic). *Aquensem et Ebradunensem archiepiscopos, cum ipsorum suffraganeis... in civitate Arinioneensi in prioratu Sancti Ruffi* (dans le recueil des Statuts du diocèse de Digne, archives département. des Basses-Alpes, série G, fo 4 et suiv.) M. l'U. Robert entre à ce propos dans de grands et curieux détails, que nous nous contentons de signaler (voir pp

12, 15, 17, 33, 49). La rouelle était une marque d'infamie (p. 102). Dans les manuscrits, les Juifs sont toujours représentés avec la roue lorsque l'auteur veut faire ressortir sa haine et son mépris pour ceux de cette race. L'*Apparition de Jean de Meun* par Honoré Bonnet, prieur de Salou (ou mieux *Selonnet*, cf., ci-dessus, n° 820), contient à ce sujet une apostrophe qui mérite d'être reproduite :

MAISTRE JEHAN (parle au Juif) :

Très ort Juif de faulx desroy,
Contre l'ordenance du Roy
Pour quoy venez en ce pays ?
Ne savés-vous pas que jadiz
Par usures, par vos péchiez
On vous jetta hors du royaume.
On vous trouva sus tant de blâme
Que l'en vous deust avoir tous ars.
Ne prouffiz ne utilitez
Ne vendrent là où demourrez.
Par vous n'est terre labourée,
Ne la mer n'en est honorée,
En paradis n'avez vous part,
Oyez, dittes, truant, paillart.
Pour quoy estes vous venus cy ?

(Bibl. Nation., Ms fr. 810, f° 9 v°, et Ms. fr. 811, of 8 v°). — « Les hérétiques en général, notamment ceux du midi de la France, Albigeois, Cathares ou Vaudois, seront, plus que les Sarrasins et presque autant que les Juifs, visés par les prescriptions relatives au signe » (p. 116). Pour témoigner qu'ils avaient renoncé à leurs anciennes erreurs, le statut 10 du concile de Toulouse de 1229, les obligeait à « porter deux croix sur la poitrine, l'une à droite, l'autre à gauche, et de couleur différente de celle de leurs vêtements » (p. 117). Les peines les plus sévères sont édictées par le concile de Valence en Dauphiné de 1248 contre les délinquants (p. 125). Souvent il leur était prescrit d'entreprendre des pèlerinages en France ou à l'étranger (p. 134). On pourra voir la preuve de tout cela dans le récit que le P. Marcellin Fornier fait des poursuites dirigées contre les Vaudois des Alpes (t. II, p. 212 et suiv.). Les faux témoins étaient aussi soumis à des peines infamantes, parmi lesquelles il faut signaler l'exposition publique (Robert, p. 141 et s.). Les lépreux, cagots, caqueux, etc., « étaient obligés comme les Juifs, d'avoir un vêtement spécial » et de porter, souvent, « une crecelle, cliquette ou morceaux de bois que le lépreux frappait l'un contre l'autre pour avertir de son approche. Les passants s'éloignaient, afin d'éviter la contagion » (p. 147). Enfin les filles publiques étaient tenues de porter certains signes distinctifs, « certains chaperons et cordons blancs », et, le plus ordinairement, autour du bras, « une bande d'étoffe » blanche, rouge, jaune, etc. (p. 182). Les planches et les gravures qui accompagnent le savant et curieux travail de M. Robert représentent, d'après les manuscrits du temps et les monuments anciens, les principaux signes d'infamie dont on vient de parler. — C.

842. VALLENTIN (Roger), secrétaire de l'Académie de Vaucluse, A. C. N. de la Société des antiquaires de France. *Les statuts des prévôts généraux des ouvriers et des monnayeurs d'Avignon et du Comtat Venaisain*. Paris, 1891, 8°, 18 p. (Extrait de l'Annuaire de la Soc. de Numismatique, 1891). Ces statuts, qui semblent être du XIV^e siècle, sont en français et d'un grand intérêt, « à cause de l'importance exceptionnelle de la Monnaie d'Avignon à cette époque ». — *De la position des roses des armes du pape Clément VI*. Avignon, 1891, 8°, 5 p. (Ext. des Mém. de l'Acad. de Vaucluse). Clément VI (1342-5), qui « commença à édifier le palais d'Avignon », portait, ainsi que le prouve M. Vallentin : *d'argent à la bande d'azur, accompagnée de six roses de gueules, trois en chef en orle, trois en pointe en bande*. — *Un sequin Avignonnais inédit du pape Calixte III (1455-58)*. Paris, 1891, 8°, 4 p. (Ext. du Bul. de Numism.). — *Pierre de Coucils et la maîtrise de l'atelier de Ville-neuve (1531-33)*. Paris, 1891, 8°, 19 p. (Ext. de l'Annuaire de la soc. de Numism.). — *De l'ancienneté de l'usage des mères au chapitre de St-Apollinaire de Valence*. Valence, 1891, 8°, 17 p. (Ext. du Bul. Arch. de la Drôme). Cet usage date du XV^e siècle. Un meroeau du chapitre de St Arnoux de Gap « doit être daté avec vraisemblance du milieu de ce siècle » (p. 6). — *Pièces de fantaisie en plomb analogues aux mères au chapitre de St-Apollinaire de Valence*. Bruxelles, 1891, 8°, 10 p. (Ext. de la Revue belge de Numism.). — *Les monnaies d'or de compte en usage dans le Dauphiné à la fin du XVI^e siècle*. Genève, 1891, 8°, 7 p. (Ext. de la Revue Suisse de Numism.). En Dauphiné, « on se servait d'un grand nombre de monnaies de compte d'or, d'argent et de billon, dont la valeur varia sensiblement selon les périodes ». Ainsi, dans la deuxième partie du XVI^e siècle, on distinguait « neuf monnaies d'or de compte, savoir : le denier d'or, l'obole d'or ou maille d'or, le gros d'or, le gros d'or de bon poids delphinal, le gros d'or monnaie courante, le gros d'or à l'O rond, le gros d'or de cense, la pite d'or et le sol d'or... A la suite d'un procès entre les consuls de Serres (Hautes-Alpes) et le fameux Lesdiguières, la Chambre des Comptes fixa, le 19 mars 1592, la valeur d'un grand nombre de monnaies de compte. Voici ce qui est relatif aux monnaies d'or de compte : Le denier d'or..., 34 sols ; l'obole d'or..., 17 s. ; la pite d'or..., 7 s. 6 deniers ; le gros d'or à l'O rond, 7 s. ; le gros d'or, 15 s. ; le sol d'or, 3 s. 4 deniers... Le denier d'or, la monnaie de compte la plus importante, était généralement compté pour le double de l'obole d'or... Le gros d'or était de même le double de la pite d'or. Gros d'or ordinaire et gros d'or de bon poids delphinal étaient sensiblement synonymes. On comptait très souvent deux sols d'or pour un gros d'or à l'O rond... On attribuait volontiers au sol d'or une valeur de trois sols pour simplifier les calculs. En outre, on subdivisait, à tort, quelquefois le denier d'or en 10 sols d'or, l'obole en 5 sols d'or... Toutes les questions concernant les monnaies d'or de compte étaient si ardues et même si peu connues, que, dans la pratique, on se contentait de ces résultats simplement approximatifs ». Après cela, on entrevoit bien les grands avantages du système décimal. Sou-

haitons qu'un jour M. Vallentin fasse la lumière sur ces questions obscures. — C.

843. *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers*. 11^e année, 75^e livr. Nov.-Déc. 1891. — Avec cette livraison se termine le tome XI^e de cette publication dauphinoise qui fait tant d'honneur à « l'école historique de Romans ». Parmi les articles qui méritent d'être spécialement signalés, il y a lieu de citer le suivant : Documents sur le transport des cendres de Pie VI de Valence à Rome, par M. l'abbé Rance-Bourrey, professeur honoraire de faculté (p. 209-221). On sait que Pie VII, mort à Valence le 29 août 1799, avait été, par ordre du Directoire, enterré dans le cimetière public de cette ville. Mgr Joseph *Spina*, archevêque de Corinthe (1798), après avoir achevé la négociation du Concordat (signé le 15 juil. 1801, ratifié en sept. 1801 et publié le jour de Pâques 1802), obtint du gouvernement français l'autorisation de ramener à Rome les restes du pape défunt. Dans sept lettres confidentielles il tient le cardinal *Consalvi* au courant des formalités relatives à « ce grand acte de réparation » et à son voyage de Lyon (22 déc. 1801) à Rome 15/16 février 1802). Ces sept lettres, publiées d'après les autographes qui se conservent aux archives du Vatican, sont en italien, ainsi que deux autres documents relatifs au monument élevé à Valence, vers la fin de 1802, au pape Pie VI et au don que fit Pie VII fit alors à l'église de Valence du cœur et des entrailles de Pie VI. — S.

844. NORMAND (Charles). *Bulletin de la Société des amis des monuments Parisiens*, constituée dans le but de veiller sur les monuments d'art et sur la physionomie artistique de Paris (architecture, peinture, sculpture, curiosités et souvenirs historiques). V^e vol., 1891, 8^o. Paris, 98, rue de Miromesnil. — La collection des publications des Amis des des monuments, comprend actuellement 38 fascicules, plus quatre guides artistiques, avec un millier d'illustrations inédites, eaux-fortes, héliotypies et héliogravures. Prix de chaque volume, 25 fr. — C.

845. *Catalogue de la jolie collection dauphinoise de feu M. Albert Piollet, conseiller à la cour d'Alger*. Grenoble, Al. Ravanat, 1891, 8^o, 38 p. — Cette intéressante collection de livres, presque tous relatifs au Dauphiné, et qui avait été formée avec amour par notre regretté confrère M. Piollet, se compose de 425 numéros. Elle sera mise en vente, les 17-20 nov. 1891, à l'Hôtel des ventes, rue de Bonne prolongée, à Grenoble. Que de noms et d'ouvrages connus et aimés dont nous voudrions pouvoir enrichir nos pauvres bibliothèques des Hautes-Alpes, si pauvres surtout en livres se rapportant au Dauphiné ! Résignons-nous, car, d'après un vieil adage, il faut savoir se passer de ce qu'on ne peut pas avoir. — C.

P. G.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DU DIXIÈME VOLUME.

ANNÉE 1891.

- A la Durance. Ode, par A. F., pages 454-455.
- Anthoine (Auguste-Louis-Joseph), † 9 août 1890, p. 213-215.
- Archevêques d'Embrun. Liste chronologique, p. 333-336.
- Archidiacres d'Embrun, p. 360-361.
- Archiprêtres d'Embrun, p. 360.
- Archives départementales; don de 109 volumes, p. 95.
- Bibliographie alpine*, p. 102-111, 225-228, 326-332, 456-471.
- Bibliothèques abonnées*, p. 15.
- Bibliothèque de la Société, p. 452.
- Blanc (Benoît). Commission nommée pour inventorier les objets légués à la Société, p. 213, 326.
- BLANC (Benoît). Réflexions d'un observateur sur les transformations de la surface du globe par les agents atmosphériques, p. 265-278.
- Blanc (Benoît), notice historique, p. 447-450.
- Briançon (La collégiale de) en 1754-80, p. 314-323.
- Briançon pendant la Révolution, par M. le Dr CHABRAND, p. 61-75, 146-156, 255-265, 365-380.
- Budget (Projet de) pour 1891, p. 91.
- Bulletin météorologique, p. 112, 228.
- Burle (Herbier), p. 451.
- Capiscols d'Embrun, p. 363-364.
- Capucins. Emplacement de leur couvent de Gap, 1614, p. 323-324.
- CHABRAND (Dr). Briançon pendant la Révolution, 1788-1799, p. 61-75, 146-156, 255-265, 365-380.
- Chanoines d'Embrun (Liste alphabétique des), p. 336-356.
- Chantres d'Embrun, p. 363-364.
- Chaper (Camille-Eugène), † 23 déc. 1890, p. 97-99.
- Chronique et variétés, p. 92-97, 453-455.
- Collège de Gap. Règlement de 1825, p. 168-185.

- Collégiale de Briançon (La) en 1754-80, p. 314-323.
- Comité de publication. Notes, p. 277-278, 453.
- Commission nommée pour inventorier les objets legués
par M. Benoît Blanc, p. 213, 326.
- Constance (St), évêque de Gap, p. 402-409.
- Constantin (St), évêque de Gap, p. 394-401.
- Crottes (Quittance de L. de Ravel, seigneur des), 1759,
p. 111.
- DAMAS (C.-P.). Règlement pour le collège de Gap, 1825,
p. 168-185.
- Démètre (St), martyr, p. 383-384.
- Diluvium* (Le) et la période glaciaire, p. 22-41.
- Directoire du district de Gap (Analyse des délibérations),
1790-95, p. 229-255, 442-447.
- Dons divers, p. 93-95, 326, 451.
- Doyens d'Embrun, p. 359.
- Embrun. Date de l'*Histoire du diocèse*, p. 211-212.
- Embrun. Entrée de Mgr de Genlis, 1671, p. 111-112.
- Embrun. « La donne des Miches » en 1616, p. 96-97.
- Embrun. Liste alphabétique des chanoines, p. 336-356.
- Embrun. Listes diverses relatives à son église, p. 333-364.
- Épine (L'). Notice par M. J.-A. MOURRE, p. 47-60, 157-167.
- Érodius, Egvodius ou Evodius (St), p. 384-385.
- État général des bénéfices séculiers et réguliers du diocèse
de Gap avant 1780, p. 113-146, 278-297.
- Farel (Les armes de Guillaume), p. 17-22.
- Faune (La) ornithologique de l'Europe occidentale, par L.
Olphe-Galliard, p. 215-219.
- FAZY (abbé). Vestiges gallo-romains à Sigottier, canton de
Serres, p. 410-422.
- FORNIER (Le P. Marcellin). *Histoire générale des Alpes*.
Compte rendu par M. L.-G. Pelissier, p. 224-225.
- F[ORTOUL] (A.). A la Durance, ode, p. 454-455.
- Gap. Analyse des délibérations du directoire du district,
p. 229-255, 442-447.
- Gap. Emplacement du couvent des Capucins, 1614, p.
323-324.
- Gap (Les premiers siècles de l'église de), par VALLON-
CORSE, p. 380-410.

- Gap. Industries et métiers disparus, p. 78-88, 298-313.
- Gap. Pouillé ou état général des bénéfices avant 1789, p. 113-146, 278-297.
- Gap. Règlement du collège, 1825, p. 168-185.
- Gap. Résumé des observations météorologiques faites de 1884 à 1890, p. 76-77.
- GAUTIER (Théodore). Analyse des délibérations du directoire du district de Gap, 1790-95, p. 229-255, 442-447, Genlis (Entrée de Mgr de) à Embrun, 1671, p. 111-112.
- Glacière (La période) dans les Hautes-Alpes, p. 22-41.
- Gondret (Chaffrey), p. 92-93.
- GUILLAUME (Paul). Bibliographie alpine, p. 102-111, 225-228, 327-332, 456-471.
- Emplacement du couvent des Capucins de Gap, 1614, p. 323-324.
 - La collégiale de Briançon en 1754-1780, p. 314-323.
 - Les premiers siècles de l'église de Gap d'après VALLON-CORSE, p. 380-410.
 - Listes diverses relatives à l'église d'Embrun, p. 333-364.
 - Pouillé ou état général des bénéfices séculiers et réguliers du diocèse de Gap avant 1789, p. 113-146, 278-297.
- GUILLEMEN (Paul). Date de l'*Histoire du diocèse d'Embrun*, p. 211-212.
- Hautes-Alpes. *Diluvium* et période glaciaire, p. 22-41.
- Herbier Burle, p. 451.
- Histoire du diocèse d'Embrun*, sa date, p. 211-212.
- Industries et métiers disparus, p. 78-88, 298-313.
- Ligousada (La)*, p. 451, 453.
- Ligousada (La) ou son procès de Jean Ligousa*, p. 186-211.
- Libertés (Les) Briançonnaises, p. 219-220.
- Liste alphabétique des chanoines d'Embrun, p. 336-356.
- Liste chronologique des archevêques d'Embrun, p. 333-336.
- Liste chronologique des archiprêtres et archidiaques d'Embrun, p. 360-361.
- Liste chronologique des chantres, précenteurs et capiscols d'Embrun, p. 363-364.
- Liste chronologique des doyens et prévôts, p. 359-360.

- Liste chronologique des sacristes ou sacristains d'Embrun, p. 361-362.
- Liste chronologique des vicaires généraux et officiaux diocésains d'Embrun, p. 356-358.
- Liste des membres de la Société au 1^{er} janv. 1891*, p. 3-15.
- Marchand (Marius), † 1^{er} juillet 1890, p. 215.
- MARCILHACY (A.). Rapport sur les travaux de la Société d'études en 1888, p. 219-223.
- MARTIN (D.). Compte rendu des Contributions à la Faune ornithologique de l'Europe occidentale par L. Olphe-Galliard, p. 215-219.
- MARTIN (David). Le *Diluvium* et la période glaciaire dans les Hautes-Alpes, p. 22-41.
- Météorologiques (Résumé des observations) faites à l'École normale de Gap de 1884 à 1890, p. 76-77.
- Mison (Procès entre) et Ribiers en 1620-22, p. 41-47.
- MOURRE (J.-A.). Notice sur l'Épine, p. 47-60, 157-167.
- Musée archéologique, p. 94-95, 452.
- Nécrologies*, p. 97-101, 213-215, 325.
- Notice sur l'Épine, par J.-A. MOURRE, p. 47-60, 157-167.
- Nouveaux membres de la Société, p. 326, 451.
- Officiaux diocésains d'Embrun, p. 356-358.
- OLPHE-GALLIARD (Léon). Contributions à la Faune ornithologique de l'Europe occidentale, p. 215-219.
- Organisation de la Société*, p. 15-16.
- PELISSIER (L.-G.). Compte rendu du tome 1^{er} de l'*Histoire générale des Alpes* par Fournier, p. 224-225.
- Piollet (Albert), † 24 déc. 1890, p. 99.
- Précenteurs d'Embrun, p. 363-364.
- Premiers (Les) siècles de l'église de Gap, p. 380-410.
- Prévôts d'Embrun, p. 359-360.
- Procès verbaux des séances*, p. 88-89, 212-213, 325-327, 450-453.
- Ravel (L. de), seigneur des Crottes, p. 111.
- Remi ou Remède (St), p. 385-392.
- Révolution. Analyse des délibérations du directoire du district de Gap, 1790-1795, p. 229-255, 422-447.
- Révolution (Briançon pendant la), p. 61-75, 146-156, 255-265, 365-380.
- Ribiers (Procès entre) et Mison en 1620-22, p. 41-47.
- Ribiers. Ses seigneurs, p. 221-222.

